Norbert ROULAND
(1981)

ROME, DÉMOCRATIE IMPOSSIBLE ?

LES ACTEURS DU POUVOIR DANS LA CITÉ ROMAINE

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec

Courriel: mabergeron@videotron.ca

[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : mailto : marcelle_bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

NORBERT ROULAND

Rome, démocratie impossible ? Les acteurs du pouvoir dans la cité romaine.

Le Paradou : Éditions Actes Sud, 1981, 360 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 11 janvier 2011 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales et autorisation confirmée par l'éditeur le 14 janvier 2011.]

Courriel : norbert.rouland@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 21 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Norbert Rouland

**DU MÊME AUTEUR,
CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS :**

Le Conseil Municipal marseillais et sa politique, de la IIe à la IIIe République (1848-1875).

Aix-en-Provence, Edisud, 1974.

Les esclaves romains en temps de guerre

Bruxelles, éditions Latomus, 1977.

Les Inuit du Nouveau-Québec et la Convention de la Baie James.

Association Inuksiutiit, Katimajit et Centre d'Études Nordiques, Université Laval, Québec, 1978.

Les modes juridiques de solution des conflits chez les Inuit.

Études Inuit, vol. 3, n° hors-série, Association Inuksiutiit Katimajit, Université Laval, Québec, 1979.

Pouvoir politique et dépendance personnelle dans l'Antiquité romaine : genèse et rôle des relations de clientèle.

Bruxelles, éditions Latomus, 1979.

© ÉDITIONS ACTES SUD 1981

[p. 359]

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS : QUELLE HISTOIRE ?

CHAPITRE I – LES TROUPEAUX ET LA VILLE

L'univers mental des pasteurs. Des marécages à la cité des Quirites. La naissance de la Ville et les Étrusques. L'assainissement du terroir. Les nouveaux venus. Plèbe, peuple et prolétaires. Lutttes politiques et réformes des institutions : la démocratie manquée. L'invention des rapports de clientèle. Problématique de la démocratisation : la Rome des rois et l'Athènes du peuple.

CHAPITRE II – LA RÉPUBLIQUE, RÉVOLUTION DE DROITE

Retour aux sources. Les signes du déclin. La colère des ventres-creux. Les initiatives plébéiennes, ou la preuve contraire. Les réponses patriciennes. Les nouveaux liens de clientèle. Les mesures des années 450 : révolution ou duperie ? Un bilan décevant.

CHAPITRE III – LA NOUVELLE CLASSE DIRIGEANTE

La sortie du tunnel. Le "printemps de Rome" ? L'illusion démocratique.

CHAPITRE IV – L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

Le cauchemar d'Hannibal. L'après-guerre et le débat sur l'impérialisme. Les instruments de la colonisation. Les boulevards de l'Empire. L'hellénisation et les idées démocratiques. Une certaine soif de justice. Tibérius et la Révolution. Caius et le clivage des groupes dirigeants. La société bloquée.

CHAPITRE V – LES MASSES DANGEREUSES

L'exode rural. Une ville inquiétante. La guerre, les affaires et la politique. Les fêtes et la politique. Rome et le désert italien ? Le cadre matériel des assemblées politiques et son influence sur les débats. Copains et coquins. Les succès du "parti populaire".

L'offensive clientélaire. Les avantages d'être client. Menaechme ou les embarras d'un patron. Le barreau, la clientèle et la politique. La clientèle dans la course au pouvoir. Au bonheur des patrons. Comment l'on vote bien.

CHAPITRE VI – LES SEIGNEURS DE LA GUERRE

Les portes du temple de Janus. L'armée a-t-elle trahi ? Des soldats perdus ? La toge et les armes. Les soldats aux urnes. Clients ou soldats ?

[p. 360]

CHAPITRE VII – L'AGONIE DE LA RÉPUBLIQUE

Le souffle de la guerre. Le mur d'argent. La ville des riches. Vacances à la campagne. Un autre Calcutta. Marchands de sommeil, cités-dortoirs et spéculation immobilière. Les embarras de Rome. L'amour, le mariage et l'union libre. Machisme et romantisme. Les mains avides de la mort. Un autre au-delà. La mort des pauvres. Les revendications du "parti populaire" et la réponse des antidémocrates. Les solutions des démocrates athéniens. La contre-culture politique. Le déclin des liens clientélares entre particuliers. Les fidèles de la clientèle. La clientélisation de la conquête. "Tu es mon hôte". L'amitié politique. Une justice en lambeaux. Des politiciens généreux. La corruption électorale. La montée de la violence. Les suicides et la violence. La violence politique.

CHAPITRE VIII – LA RÉVOLUTION IMPÉRIALE

Les fossoyeurs de la République. L'empereur anonyme. La liberté dans la soumission. La ville du Prince. Un urbaniste nommé Auguste. Le trône et l'autel. Ordre politique et ordre conjugal. Classes moyennes et noblesse d'Empire. Les clients : éléments du train de vie. La clientèle et la politique. Une justice toujours imparfaite. Clients ou parasites ? La dialectique clientélaire et le refus de la démocratie.

CHAPITRE IX – LA CUISINIÈRE ET LE CONSUL

Qui n'est pas démocrate ? La démocratie antique dans la mémoire française. La République contre la démocratie.

CHAPITRE X – LE CLIENTÉLISME POLITIQUE CONTEMPORAIN

Le clientélisme politique dans les sociétés archaïques et en voie de développement. La clientèle entre la ville et la campagne. Un notable français de 1981. Les dimensions religieuses des rapports clientélares. Clientèle à l'italienne. La "Machine" américaine et le clientélisme. Le clientélisme politique dans la France contemporaine.

Clientélisme et administration. Deux terres clientélistes : Nice et la Corse. La V^e République et le clientélisme de parti. Clientélisme antique et clientélisme moderne.

[ANNEXE : LE MANUEL DE CAMPAGNE ÉLECTORALE DE Q. CICERON](#)

TABLEAUX

[1. L'organisation des assemblées populaires sous la République romaine](#)

[2. Points de repère chronologiques](#)

[ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE](#)

Quatrième de couverture

LE POINT DE VUE DE L'ÉDITEUR

Ce n'est pas pour sacrifier à la mode de l'histoire que nous publions ce livre, mais parce qu'il est singulièrement révélateur de mœurs politiques qui prévalent encore dans nos sociétés.

Cette vaste sociologie du pouvoir républicain montre comment, au cours d'un millénaire, les descendants de bergers ignorés créèrent la cité romaine et l'étendirent au-delà des frontières du monde connu. L'auteur entend surtout prouver que le prix à payer pour l'édification de cet empire fût le rejet de la démocratie. Une démocratie que l'évolution des circonstances socio-économiques eût pourtant plusieurs fois permise. Car l'histoire de la République romaine est celle du paradoxe que constitue la domination pluri-séculaire de quelques familles sur tout un peuple qu'elles prétendent représenter.

Ce livre n'est pas seulement neuf par son sujet, et l'auteur ne se limite pas à l'analyse des institutions et de l'économie. Il attribue une part privilégiée à l'étude des mentalités. L'attitude des Romains à l'égard du suicide ou de la sexualité est inséparable de leurs luttes politiques. Nous pénétrons ainsi dans l'inconscient d'une société. Et l'auteur nous montre à tout propos combien les Romains de la République sont proches de nous dans leurs luttes, leurs angoisses et leurs espoirs. Le livre se clôt d'ailleurs par une évocation de ces permanences à l'époque contemporaine.

HUBERT NYSSE

canadien.

Né en 1948, Norbert ROULAND est maître-assistant à l'Université d'Aix-Marseille III, où il enseigne l'histoire du droit et des faits sociaux. Sa thèse de doctorat sur les rapports de clientèle dans la Rome antique a fait l'objet d'une récente publication, remarquée par les milieux scientifiques. Également anthropologue et chargé de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, il a publié, plusieurs ouvrages sur les Esquimaux à la suite de ses missions au Groënland et dans l'Arctique

[p. 6]

*À mon maître, L.R. Ménager
et à toutes celles et ceux dont
l'affection m'a aidé à écrire ce livre.*

[p. 7]

AVANT-PROPOS : QUELLE HISTOIRE ?

[Retour à la table des matières](#)

"L'objet propre de l'histoire est premièrement de connaître les discours véritables, dans leur teneur réelle, secondement de se demander pour quelle cause a échoué ou réussi ce qui a été dit ou ce qui a été fait, puisque la narration brute des événements est quelque chose de séduisant, mais d'inutile, et le commerce de l'histoire ne devient fructueux que si l'on y joint l'étude des causes ; car les cas analogues transposés dans le temps présent procurent des données et des anticipations qui permettent de prévoir l'avenir et, tantôt de prendre des précautions, tantôt, en se réglant sur le passé, de faire face aux suites avec plus d'assurance ; mais si l'on néglige les discours véritables et leurs causes et qu'on y substitue des argumentations mensongères et des amplifications oratoires, on supprime l'objet de l'histoire..."

*POLYBE, Histoire, XII, 25 b, 1-4
(Second siècle avant Jésus-Christ)*

L'Histoire est en crise, l'Histoire se meurt, l'Histoire est-elle morte ? Aujourd'hui plus encore qu'hier le fossé se creuse entre l'histoire enseignée, et celle que l'on lit. Si la première semble aller de rémissions en diagnostics fatals dont la malveillance n'est pas toujours absente, la seconde, heureusement, se porte bien. Ce décalage entre le savoir officiel et la quête du public me paraît être un des signes les plus encourageants à persévérer dans le métier d'historien. Quel regard celui-ci porte-t-il sur le passé, mais aussi sur le monde qui l'entoure ?

Demandons-nous tout d'abord si nous avons encore besoin de ce regard. En fait, la vraie question n'est pas "à quoi sert l'Histoire ?", mais plutôt : "qu'est-ce

qui est utile ?". Suppo-[p. 8] sons que ce soient uniquement les sciences qui touchent à la maîtrise des phénomènes physiques, à la production des richesses et à leur multiplication. Je crois bien me souvenir que jusqu'à une date récente nous vivions dans une société dite de consommation. Celle-ci devait délivrer l'homme du fardeau millénaire dont l'avaient chargé la soumission ignorante à des dieux lointains plus souvent menaçants que salvateurs, et les rigueurs d'économies de pénurie. Mais alors pourquoi parle-t-on (le thème est antérieur à la crise de l'énergie) de crise des valeurs, d'angoisse du monde moderne, d'incommunicabilité, etc. ? Répondre "c'est le monde moderne" est une absurdité. La modernité ne signifie rien en soi : elle peut engendrer une société heureuse ou conflictuelle. Tout dépend des choix politiques et humains : la machine et la technique n'ont pas de finalité morale propre, elles ne fonctionnent que dans le sens qu'on leur assigne. Or ces choix humains, aucune mathématique ne nous dispensera de l'effort de réflexion sur nous-mêmes qui nous porte à les formuler. Que faisons-nous, pourquoi le faisons-nous, pourrions-nous faire autrement, qui sommes-nous, pouvons-nous donner un sens à notre vie ? Telles sont les véritables questions, auxquelles aucun chiffre de P.N.B. ne contribuera jamais à donner la réponse. Je n'entends pas par là qu'il faille mépriser les activités économiques et revenir à un archaïsme primitif, qui ne serait que la version moderne du thème séculaire du "retour à l'âge d'or". Mais il s'agit de savoir quelle finalité nous leur donnons, en quoi elles peuvent nous servir. Fixer des taux de croissance à l'ambition nationale, c'est prendre les moyens pour la fin. Je ne veux pas dire non plus que l'Histoire fournisse des réponses à tout. Mais elle est un des moyens qui nous sont offerts pour prendre de la hauteur. Se situer.

Apparemment, là sont nos racines. Ce qui ne veut pas dire grand-chose. D'abord parce que la contemplation du passé n'est pas en elle-même gage de progrès. Des racines, oui, mais à condition qu'elles ne nous empêchent pas d'avancer : ne confondons pas l'Histoire et la reconstitution propitiatoire d'un passé conçu comme doux à tous alors qu'il ne fut heureux que pour quelques-uns, ne faisons pas d'elle un musée des consolations. Le passé en lui-même ne justifie rien : c'est la réflexion que nous opérons sur lui qui seule est prometteuse. Par exemple, celle qui porte sur les mouvements de "longue durée", chers à F. Braudel, qui par glissements imperceptibles ou par saccades ont porté les communautés humaines à subir le destin qui est aujourd'hui le leur. Car c'est une singulière erreur que de confondre le passé et le révolu. Avec lucidité Malraux disait : "Ceux qui prétendent ignorer le passé se condamnent à le revivre". Nous savons maintenant que les structures essentielles du psychisme humain sont acquises au cours des six premières années de la vie : toute notre existence se déroule sur les bases de la petite enfance. D'où une inclination à faire retour à l'époque (V^e-I^{er} siècles av. J.-C.) durant laquelle ont été élaborées les substructions des thèmes cardinaux dominant jusqu'ici [p. 9] le concept d'"homme urbain" *zoon politikon*). Dans ce qu'il est convenu d'appeler la civilisation occidentale, porteuse des valeurs discriminées à cette époque dans le monde gréco-romain, peut-on être assuré qu'une fracture s'est opérée dans le discours issu de ces valeurs ? Et quand ? Hormis la faim, le froid (partout et toujours ?), la

souffrance physique – ce qui n'est certes pas peu – de quelles interrogations fondamentales sur son destin et sa condition, la prétendue "révolution industrielle" a-t-elle délivré l'homme ? Les superstitions nouvelles qui se sont substituées à celles du passé l'ont-elles pour l'essentiel changé au point de le rendre inaccessible ou incompréhensible dans ses démarches d'alors ? En fait, nous verrons que sur bien des points, un citoyen de la Rome antique ne raisonnait pas autrement que nous.

Peut-on dire que ses pulsions ont changé ou que seules varient les formes suivant lesquelles elles s'expriment, elles-mêmes tributaires des contingences d'une époque donnée ? La richesse de l'Histoire et l'ampleur des remises en question qu'elle peut susciter résident dans ce paradoxe : elle n'est ni la science d'irréductibles différences, ni l'étude de mornes répétitions.

L'Histoire n'est donc pas vaine, puisqu'elle débouche sur la constatation d'une certaine identité de l'homme. Il existe entre nous et ceux qui nous ont précédés une communauté de destin, de questions, de bonheurs et de peines. Cette solidarité verticale, qui se déploie le long du temps, il faut lui donner sa dimension présente. Celle du respect des différences, non plus érigées en barrières d'où sourdent peurs et haines, mais acceptées et valorisées, de même qu'en musique les accords les plus harmonieux se forment par le chant de notes toutes distinctes et cependant unies. De ces écarts, l'espace et le sexe sont de nos jours encore largement porteurs. Mais aussi le temps. Car l'étude du passé montre souvent le caractère superficiel ou enrichissant de ces différences trop vite jugées irréductibles ou insignifiantes. Elle nous permet donc de mieux comprendre et respecter ceux qui nous entourent.

L'Ethnologie vient ici à la rencontre de l'Histoire, dans cette quête simultanée de la différence et de l'identité. Toutes deux nous apprennent qu'être autre n'est pas forcément être hostile, et que les conflits naissent justement de cette méprise, et de la peur qui en est la base. Toutes deux également nous renvoient nos propres questions. Car on demande d'abord "qui êtes-vous ?", puis on se dit "qui suis-je ?". Pour celui qui est "parti" (que ce soit dans les lointains de l'Histoire ou ceux des sociétés archaïques de notre temps), ce qu'il trouve à son retour n'est plus tout à fait le monde qu'il a quitté. Il le voit d'un autre œil, se pose des questions au sujet de mœurs ou d'institutions qui auparavant lui semblaient "aller de soi" : l'exotique est devenu quotidien. Cette remise en question de soi-même à laquelle aboutit le travail de l'historien et de l'ethnologue peut déboucher sur ce qui n'est plus seulement une vertu de l'esprit, mais une qualité humaine : la tolérance, [p. 10] source d'enrichissement parce qu'à la différence de la permissivité elle n'est pas fondée sur un abandon, mais est un humanisme.

Cet entrecroisement du passé et du présent, le lecteur le constatera souvent dans les lignes qui suivent. Quelques comparaisons pourront même paraître osées et choquer certains historiens. Je persiste cependant à les croire nécessaires, car c'est un des moyens les moins imparfaits dont nous disposons pour effacer les préjugés dont je parlais plus haut. La majorité des Romains ne furent ni consuls,

ni généraux, ni empereurs. C'est à la rencontre de cette foule anonyme qui parfois sort de son obscurité que nous devons aller : il suffit souvent d'un léger effort de transposition pour qu'elle nous devienne familière, et le lecteur sera plusieurs fois sollicité en ce sens.

Ce livre présente aussi d'autres partis pris. Le premier est d'utiliser toutes les sources d'informations dont nous disposons. Tout d'abord, certes, les textes littéraires et juridiques. Mais les textes ne disent pas tout. D'abord parce que seule une infime minorité d'individus pouvait écrire et être lue : souvent, même inconsciemment, les points de vue exprimés sont ceux d'un groupe, celui qui a le pouvoir ou se situe dans son orbite. Mais ce n'est point le cas de 98% de la population : songeons qu'on a pu dire qu'au second siècle av. J.-C., vingt familles "faisaient" la politique à Rome... D'autre part les textes ne sont pas distribués avec une égale fréquence tout au long des huit premiers siècles de l'Histoire de Rome. Abondants pour la fin de la République, ils sont rares ou inexistantes à ses débuts, et d'interprétation difficile et aléatoire aux temps de la royauté. Pour cet ensemble de raisons, il faut donc recourir à des sources dites auxiliaires : principalement les données archéologiques. D'abord parce que les découvertes récentes sont riches d'enseignement et renouvellent profondément l'histoire originelle de Rome. Ensuite parce que, paradoxalement, cette science dont l'objet est le plus concret qui soit, puisqu'elle consiste dans l'étude des vestiges matériels souvent les plus humbles, nous permet d'incarner ce qui jusque-là n'était que discours, et de tenter de faire une histoire des mentalités. Car tel est aussi un des axes essentiels de ce livre : essayer de nous restituer la façon dont les Romains percevaient un certain nombre de problèmes, les vivaient, avant d'étudier comment ils tentèrent de les résoudre. Un des grands tournants de la science historique a été pris à la fin du siècle dernier, quand Marx a montré l'importance déterminante des facteurs économiques dans le développement des sociétés. Un champ non moins étendu s'offre de nos jours à notre réflexion : celui des faits mentaux. Je dis bien des faits : les mentalités ont beau être des abstractions collectives, un ensemble de rapports immatériels qui s'établissent entre l'observateur, les objets et les individus qui l'entourent, elles n'en constituent pas moins des faits. Comme le dit G. Duby, la trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas. Car nous ne nous déterminons pas forcément [p. 11] d'après ce que le monde et les hommes sont, mais en fonction de ce que nous croyons qu'ils sont. Un historien ne peut donc négliger ni la sociologie de la connaissance (comment perçoit-on le même objet de façon différente suivant son statut social), ni l'inconscient collectif (quels sont les véritables mobiles qui déterminent tel ou tel groupe social) et sa formation historique. On sait depuis Freud et Jung que l'inconscient s'exprime de façon allusive, masquée, et le plus souvent symbolique. Il m'a semblé que le peuple romain, et tout particulièrement ses dirigeants, nous ont livré beaucoup d'eux-mêmes dans l'histoire de leur urbanisme. N'est-il d'ailleurs pas frappant qu'ils désignent la cité de Rome, le centre du pouvoir, par le terme *Urbs*, c'est-à-dire la Ville par excellence, beaucoup plus souvent que par le mot *Roma* ? Nous tenterons donc de lire aussi les luttes politiques et sociales dans l'histoire des monuments et de l'urbanisme. Ce livre de pierre vaut bien souvent les textes

littéraires, et nous servira de guide dans cette exploration des mentalités. Mais ce parti pris exige également que nous adaptions une optique anthropologique : le terme est à la mode, mais tant pis. Je veux dire par là que souvent il nous faudra aller au-delà de ce qui est dit. L'ethnologue sait bien que fréquemment l'important commence quand on s'arrête de parler : un geste, un regard, une démarche, en disent plus long que des discours. C'est pourquoi nous nous arrêterons souvent sur d'humbles détails, qui sont en réalité capitaux : la nature du sol, celle de l'alimentation, le prix des loyers, l'évolution de l'art, la forme des bâtiments qui abritaient les assemblées politiques, les inscriptions gravées sur les tombes, etc. Rien, *a priori*, ne peut être exclu de notre quête.

Il a fallu cependant choisir un thème directeur : la démocratie, le pire des régimes à l'exclusion de tous les autres, selon le mot d'Aristote dont W. Churchill s'est laissé prêter la paternité, m'a paru un sujet digne d'intérêt. Encore que paradoxal. D'une part parce qu'en somme ce livre est l'histoire d'un régime qui à Rome n'a jamais existé. Pourtant, nous verrons qu'à la façon d'un fleuve souterrain les courants démocratiques se sont manifestés, mais leur jaillissement fut trop éphémère pour fertiliser le sol politique romain. Ensuite parce que le terme est trompeur : il serait bien naïf de croire que dans l'Antiquité les Athéniens eux-mêmes mettaient sous le mot de "démocratie" la même chose que nous. Pourtant, par d'autres traits, la démocratie antique correspond bien à l'image que nous nous faisons de ce régime. Ici encore, nous ne pourrions rien y comprendre en faisant l'économie d'une histoire des mentalités. Après en avoir suivi les méandres tout au long de l'histoire de Rome et effectué des comparaisons entre les droits du peuple à Athènes et à Rome, nous consacrerons un chapitre à l'étude des permanences à l'époque contemporaine d'un mode de dépendance personnelle dont l'efficacité fut grande dans la lutte menée contre la démocratie par les élites romaines : les relations de clientèle. Cet avant-dernier chapitre sera aussi le symbole d'une certaine vision de l'Histoire, qui se refuse à identifier passé et révolu. Un ultime chapitre sera con-[p. 12] sacré à l'analyse des rapports entre démocratie antique et démocratie moderne.

Un dernier point, et j'en aurai fini. À l'heure actuelle, la science elle aussi doit être démocratique. C'est-à-dire qu'elle doit profiter au plus grand nombre. Le temps se clôt où le snobisme d'une certaine élite consistait à n'être lue que par un cercle restreint d'initiés. Sait-on assez que des centaines de thèses aux résultats souvent remarquables sont condamnées à s'empoussiérer dans les rayons de bibliothèques universitaires où ne viendront les déranger que quelques dizaines (tout au plus...) de spécialistes intéressés par le sujet traité ? Il y a là un véritable scandale, un gaspillage de sources d'énergie égal à ceux que l'on connaît. Ce scandale procède bien sûr d'une vision élitiste, aristocratique – politique pour tout dire – du monde, qui nous ramène à notre sujet. Contrairement à ce qu'on entend si souvent dire au sein de l'aristocratie du savoir, le public des lecteurs "moyens" peut très bien comprendre et s'intéresser aux problèmes dont discutent les érudits : encore faut-il que ceux-ci présentent leur exposé et leur discussion sous une forme accessible sinon à tous, du moins au plus grand nombre. Quand Platon condamne

la démocratie au motif que les artisans et le petit peuple ne sont pas capables de gouverner l'État par manque d'instruction, il n'oublie qu'une chose : c'est que la clarté, la simplicité et l'honnêteté du discours tenu par le pouvoir procèdent d'un choix politique délibéré et que l'éducation populaire est une des bases fondamentales du choix démocratique.

L'espoir de l'auteur est que ce livre sur la démocratie soit également démocratique. J'ai donc essayé de le dépouiller de la rigueur parfois un peu sèche et pointilleuse qui est celle des travaux universitaires. Non par mépris pour la technicité et l'érudition : elles demeurent absolument indispensables au stade de la recherche, qui doit précéder la diffusion (je préfère ce terme à celui de "vulgarisation" qui en dit long sur les mentalités de ceux qui l'inventèrent...) des résultats. Prenons une image : la quasi-totalité des ménages français se servent de l'électricité et jouissent de ses bienfaits. Combien d'entre-eux seraient capables d'expliquer précisément ce qu'est l'énergie électrique ? Bien peu assurément, ce qui ne les empêche pas de savoir fort bien utiliser ses avantages. Il en va ainsi de l'Histoire : il faudra toujours des chercheurs et des érudits, mais il faut aussi savoir sortir du laboratoire. Je ne vois pas pourquoi la distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée ne s'imposerait pas *aussi* aux sciences humaines. C'est là la principale justification de la discipline.

C'est pourquoi ce livre ne comporte qu'un appareil scientifique réduit au minimum. Pour la même raison, j'ai choisi d'épargner au lecteur les détails laborieux des démonstrations pour lui en livrer plutôt les résultats, tout en laissant subsister doutes et interrogations là où nous n'avons point encore de certitude.

[p. 13] Si en fermant ce livre le lecteur a envie d'en savoir plus, j'aurai gagné mon pari et apporté ma modeste contribution au grand espoir des historiens avec qui je partage la même foi, celle d'être des hommes contribuant à la compréhension de notre temps.

NORBERT ROULAND

Aix-en-Provence, janvier 1981.

N.B. : Je renvoie les lecteurs plus exigeants au livre que j'ai publié sous une forme universitaire qui traite des sujets formant l'armature du présent ouvrage : N. ROULAND, *Pouvoir politique et dépendance personnelle dans l'Antiquité romaine : genèse et rôle des rapports de clientèle* (Bruxelles, éditions Latomus, 1979).

[p. 15]

CHAPITRE 1

– LES TROUPEAUX ET LA VILLE

"Dieu a voulu confier le bétail de la Terre à nous autres Masai, car les Masai sont les meilleurs et les plus forts. Seuls les Masai peuvent vivre du bétail, qui est la plus grande richesse, et les autres ont dû se contenter pour vivre des fruits de la Terre, car ils ne sont pas en mesure d'élever le bétail comme les Masai. Cultiver la Terre est péché, c'est offenser Dieu, qui sur la Terre fait croître l'herbe pour le bétail, et le bétail est la vie des Masai."

(Chant traditionnel des Masai, peuple pasteur du Kenya.)

L'UNIVERS MENTAL DES PASTEURS

[Retour à la table des matières](#)

Le long des rives du fleuve cheminent les pasteurs. Marcher devant les vaches, c'est donner un sens plein à sa vie. Comme l'eau, la terre et le feu, le troupeau est à l'origine du monde. Toute bête a son nom, qu'elle partage à chaque naissance d'un enfant d'homme avec le nouveau-né. L'alliance scellée aux sources de la vie durera autant que la marche sur les chemins où la poussière se mêle aux meuglements. Le troupeau est Lumière et Vie. Les gravures rupestres des Tassili sahariens nous le disent comme un poème de pierre, celui des bœufs solaires : l'astre brûlant rayonne entre les cornes qui l'ornent et l'enserrent, et leur dessin contraste avec l'esquisse plus légère du corps de l'animal. Dans ces savanes oubliées qu'a enfouies la solitude minérale du sable et du roc, la pierre témoigne de l'antique alliance.

Rome n'entre pas dans l'Histoire sous les traits de la Louve Capitoline, et encore moins comme une cité puissante, bardée de ses légions et promise par les dieux à la domination du monde. Neuf cent ans avant que ne naisse le Christ, quatre siècles [p 16] avant que n'apparaisse sur d'autres rivages un régime nommé "démocratie", Rome n'est rien, ou si peu. Ceux qui vivent sur son site pestilentiel sont proches de nos Masai.

Les premiers Romains sont des pasteurs, et les prières qu'ils lancent à des dieux mal connus les implorent de protéger leurs bœufs. Nous savons par de très vieilles lois que tuer un bœuf est plus grave que d'attenter à la vie d'un homme. La puissance des traditions pastorales est si forte que l'image du bœuf, leur symbole, continue à s'imposer longtemps après que la ville ait eu raison des troupeaux. Dans la symbolique de la fondation, la Ville naît d'ailleurs du bœuf¹. L'espace humain urbain s'oriente à partir d'une fosse, le *mundus*, voie de communication entre le monde des morts, celui des vivants, et les dieux souterrains. Chaque homme présent y jette un peu de la terre qu'il a ramassée avant de quitter son pays natal pour aller chercher fortune ailleurs. Il s'affirme maintenant de cette ville que l'on fonde en disant "où est la terre des mes pères, là sera ma patrie". Sur cette terre nouvelle, on jette des grains, du vin, mais aussi du petit bétail. Puis le *mundus* est refermé à jamais. Un autel en forme de ruche le coiffe, sur lequel brûlera le feu sacré, associant une fois encore le bétail au feu et aux dieux. On attelle ensuite des bœufs, blancs comme les victimes offertes en sacrifice à Jupiter. Ils creusent dans le sol un sillon formant un cercle magique, le *pomoerium*. À l'intérieur de ses limites s'édifiera la Ville, bénie par Jupiter et protégée par une série de tabous rejetant la souillure de la mort hors de son enceinte. Il est interdit d'ensevelir ou incinérer un mort à l'intérieur du *pomoerium* ; le bourreau doit résider hors de la ville. Aucun soldat en armes ne peut en passer les portes, car c'est la mort que porte le glaive : le prêtre de Jupiter, qui vit dans l'espace intrapomerial, ne doit jamais voir défiler une troupe en armes ni toucher un mort, ni approcher une tombe. Nul besoin de souligner l'importance du bétail dans ces rites de fondation. C'est lui qui est offert en geste propitiatoire aux ancêtres et aux dieux infernaux du *mundus*, c'est avec des bœufs que sont tracées les limites entre la ville et le monde extérieur, et plus encore entre la vie et la mort. Disposons-nous d'éléments concrets nous permettant de les dénombrer ?

La taille de cent troupeaux peut nous sembler relativement modeste. On estime qu'au début du VII^e siècle av. J.-C., le territoire romain est d'une superficie d'environ 17 000 ha (soit un espace légèrement inférieur à celui de dix communes de la France contemporaine). À notre époque, il faut dans les régions méditerranéennes cinq hectares pour assurer les besoins vitaux d'un bœuf, un pour un mouton. On peut supposer qu'il s'agit là de données relativement invariables. Appliquées à la Rome originelle, elles nous permettent d'évaluer approximativement à 17 000 moutons ou 3 400 bœufs l'importance des troupeaux archaïques, auxquels il convient d'ajouter quelques centaines de bergers, que les

¹ Sur les rites de fondation, cf. M. MESLIN, *L'homme romain* (Paris, Hachette, 1978), 35-40.

maîtres des bœufs classent dans le "bétail moyen" jusqu'à la fin de la République... Relativement peu nombreux, bœufs et moutons n'en sont que plus chers aux Romains.

[p. 17]

Cela explique, que, plusieurs siècles après, alors que la société archaïque et pastorale romaine a fait place à la République triomphante, les références mentales au bœuf persistent. Quand, au second siècle avant notre ère, Caton implore Mars, il le fait en s'aidant de son bétail : "Mars Pater, je te prie et te demande d'être bienveillant, propice envers moi, ma maison et mes gens. C'est pour cela que j'ai ordonné de promener un porc, une brebis et un taureau autour de mes champs, terres et domaine. Afin que tu arrêtes, repousses et chasses toutes les maladies visibles et invisibles, la disette et la désolation, les calamités et les intempéries, et afin que tu permettes aux blés, aux jeunes pousses de grandir et d'arriver à bonne issue, que tu gardes les bergers et les troupeaux sains et saufs et que tu me donnes ainsi qu'à ma maison et à mes gens, une bonne santé. Ainsi, pour purifier mes champs, terres et domaine, sois honoré par le sacrifice de ce porcelet, de cet agneau et de ce veau..."¹ Les juristes romains eux-mêmes n'échappent pas à cette influence. Lorsqu'ils classent les biens, ils emploient le terme de *res pecuniae* pour désigner les choses de valeur économique importante. Or, troupeau en latin, se dit *pecus*². Le mythe originel de Rome porte lui aussi témoignage de la culture pastorale originelle. On sait qu'une louve y tient le beau rôle, car elle est la mère nourricière des fondateurs de la Ville, Romulus et Remus. La faveur qui lui est donnée est d'ordre apotropaïque. Le loup est vénéré parce que craint : les troupeaux peuvent souffrir de ses atteintes. C'est pourquoi on cherche à se le concilier, ce qui explique la place d'honneur que lui réserve le mythe. Un dernier argument, peut-être le plus fort. Certains jours sont réservés aux dieux : toute action humaine est déconseillée, et des tabous sanctionnent ceux qui violent ce temps sacralisé. Certains de ces tabous se réfèrent à un passé mythiquement transfiguré en âge d'or³. Seules sont permises les activités de cueillette et de chasse, toute activité agricole est bannie, car il est interdit "d'ouvrir le sol, de semer, faucher le foin, vendanger, irriguer les champs et les enclore, laver les moutons et tondre les brebis, d'atteler au joug les mulets, de toucher la terre avec du fer". Dans cet âge d'or, la richesse ne passait pas par la culture du sol : pour l'évoquer, il faut donc interdire tout ce qui se rapportait à l'agriculture. Preuve qu'à une époque où la ville n'existait pas encore, seul l'élevage pouvait compter, et que l'agriculture, comme nous le verrons, ne naquit vraiment à Rome que lorsque plus tard les Étrusques en firent une cité.

Pourquoi, à la suite des Romains, s'attarder si longuement sur le bœuf ? La réponse est simple. Pour chercher à comprendre la société archaïque romaine, et

¹ Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 40-41.

² PLINIE L'ANCIEN, *Histoire naturelle*, XVIII, 2-3, témoigne encore au 1^{er} siècle de notre ère des références mentales des Romains au bœuf.

³ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 63-64.

plus encore les raisons pour lesquelles l'instauration du régime républicain fut le contraire de l'avènement d'une démocratie (qui naissait au même moment sur les rivages grecs), tout effort demeure vain si on ne se pénètre profondément de l'idée que les premiers Romains sont des pasteurs semi-nomades, pour lesquels la vie et les valeurs urbaines seront des phénomènes importés et imposés.

[p. 18]

Car les sociétés pastorales ont des traditions, forgées par de séculaires besoins, et renforcées par une économie de subsistance. À commencer par le mépris envers les sédentaires et les commerçants. De ce mépris des pasteurs patriciens témoignent les conditions dans lesquelles naquit la Cité romaine.

DES MARÉCAGES À LA CITÉ DES QUIRITES

Des marécages dont le sol spongieux ne laisse maigrement végéter que saules et roseaux chétifs ; un fleuve limoneux aux eaux troubles, qui envahit parfois au sortir des forêts en des crues tumultueuses ces rivages désolés et déserts ; le calme revenu, dans le triste apaisement gris, une brume si épaisse que les Romains donneront à la vallée qui allait devenir le cœur de la Cité le nom de *Velabre* (*velarium* signifie : voile) ; quelques collines dont les pentes escarpées hissent à grand-peine des bois noirs et humides au dessus du cloaque. En haut de ces collines, des hommes. Des hommes qui n'évoquent en rien pour nous Rome et les Romains. Des bergers, menant leurs troupeaux en un semi-nomadisme dont seules les variations du climat altèrent les itinéraires. Point de palais, de monuments, d'arcs de triomphe – ces bergers sont aussi éloignés de la Rome d'Auguste que les paysans mérovingiens du Paris de Voltaire. Mais des cabanes primitives, aux parois de roseaux et d'argile dont huit siècles plus tard le souvenir n'est pas encore totalement effacé¹. Les troupeaux sont révévés² par ceux qui y habitent. Constituent-ils la seule ressource des habitants du site de Rome en ce lointain IX^e siècle ? Les fouilles archéologiques ont mis à jour quelques grains. L'agriculture n'en est pas moins inexistante ou très pauvre.

Presque toute la campagne romaine (*ager romanus*) y est géologiquement impropre³. L'activité de la ceinture volcanique d'Italie centrale recouvrit le sol originel de profondes couches de *tufo*. Ces matériaux issus des cratères en éruption étaient très perméables. Mais les éruptions n'étaient point continues :

¹ PROPERCE, *Élégies*, IV, I, 1-30.

² VIRGILE, *Énéide*, VIII, 360.

³ Cf. L.R. MENAGER, "Nature et mobiles de l'opposition entre la plèbe et le patriciat" dans : *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, XIX (1972), 367-397.

dans les intervalles de calme, le sol avait subi l'influence des agents atmosphériques et devenait imperméable, avant d'être de nouveau recouvert de *tuf* lors des nouvelles éruptions. Cet amalgame stratifié de terres perméables et imperméables empêche la circulation de l'eau. En effet, la terre brune et argileuse de la surface, durcie par l'ensoleillement, absorbe bien l'eau des pluies d'automne. Mais, souffrant généralement d'une absence de fixation, elle se ravine lors des pluies de la mauvaise saison, toujours très fortes en Méditerranée. L'eau pénètre alors en profondeur dans le *tuf* qui l'absorbe. La surface argileuse redevient vite compacte et desséchée, décourageant tout effort d'agriculture. D'autant plus que l'eau y remplissant les *tufi*, ne pouvant s'écouler au travers des couches les plus dures, entretient une humidité sous-jacente et malsaine. Ce mélange paradoxal de sécheresse superficielle et d'humidité souterraine constitue un singulier obstacle sinon à la vie, du moins à son enracinement et son extension. Si un lieu paraît moins prédes-[p. 19] tiné que tout autre à un destin glorieux, c'est bien celui-ci. Aussi ceux qui les premiers le peuplent sont-ils avant tout des éleveurs. Les nombreux ossements exhumés par les archéologues le prouvent : bovins, chèvres, porcs, moutons, sont sur ces collines non seulement les compagnons de l'homme, mais les moyens de sa survie. Nul doute qu'ils ont dans son psychisme la même importance que les aurochs fixés dans la pierre des cavernes par les mains préhistoriques. Les troupeaux ne sont en effet point liés en permanence à ce sol ingrat. De juin à octobre, leurs pasteurs les mènent s'engraisser sur les hauteurs de l'Apennin central, d'où les chassent les premiers frimas. Ils disposent alors des réserves nécessaires pour passer les mauvais mois dans l'atmosphère délétère des sept collines surplombant le Tibre.

Ce milieu paraît fortement marqué par la vigueur des traditions et la force d'imprégnation que recèle l'éducation. Dans les sociétés qui ne changent que lentement, au rythme des variations climatiques, et où les biens sont assez rares pour qu'aucun accaparement majeur ne soit possible, la tradition est pour l'individu le reflet dans le monde des humains de la quasi immobilité du temps. L'intelligence de ce phénomène est indispensable à qui veut comprendre la ténacité de l'aristocratie de la Rome républicaine et son refus de tout partage réel du pouvoir, et donc de la démocratie. L'anthropologie des sociétés pastorales et semi-nomades nous montre en effet que leurs structures politiques demeurent le plus souvent a-étatiques. Les besoins de ces sociétés et leurs modes de vie sont tels que l'État ne peut exister, car il n'y posséderait aucune assise sociologique ou économique. En effet, même s'il y a des forts et des faibles, la rareté des biens est telle qu'elle ne peut entraîner la formation de groupes sociaux spécifiques aux intérêts divergents, et donc l'invention d'une entité investie d'une mission d'organisation : l'État. Certains ethnologues sont même allés jusqu'à dire que les sociétés primitives ne créent pas l'État parce qu'elles pressentent le danger virtuel que recèle sa naissance. La vérité est plus simple : si elles ne l'inventent pas, c'est parce qu'elles n'en ont pas besoin. Moins naïve aussi : ce n'est pas l'État qui crée les antagonismes socio-économiques, tel un moderne démiurge, mais ceux qui l'engendrent. C'est bien en tout cas ce que semble montrer l'histoire des origines de Rome.

Les auteurs antiques considéraient le Palatin comme la colline sacrée par excellence. D'après eux, Romulus avait fondé Rome en y établissant son premier village de bergers, en 754 av. J-C. Les fouilles ont en effet mis à nu des vestiges de cabane et de tombes. On a longtemps taxé de menteurs ces auteurs anciens. Les découvertes effectuées au début du XX^e siècle les disculpent. Les fouilles très récentes entreprises sur le Palatin et dans le Forum font encore mieux en reculant d'un siècle les bornes qu'ils posaient ¹. Au IX^e siècle les tombes d'adultes sont nombreuses, mais au siècle suivant nous ne disposons plus que de sépultures enfantines. Il semble logique d'en déduire que le VIII^e siècle (gardons en mémoire la date de 754 chère aux Anciens) connaît un phénomène d'expansion démographique. [p. 20] La place devient chère, au point qu'on la dispute aux morts, ne gardant auprès de soi que ceux dont la fin a été particulièrement cruelle parce que prématurée. C'est bien à cette époque que les certitudes et les rites immuables des pasteurs commencent à être ébranlés par des forces dont l'ampleur dépasse singulièrement le cadre étrié des sept collines et des marécages qui baignent leurs pieds.

Jusqu'alors, les villages établis sur les collines n'ont point jugé utile de s'unir, comme l'atteste la permanence de cimetières séparés. Mais le danger sabin va les contraindre à fonder non une cité, ni un état, mais une association défensive, la Ligue des Sept Collines. L'archéologie paraît réhabiliter une fois encore les auteurs anciens au sujet de la réalité de la présence sabine à proximité du site de Rome. On a exhumé récemment à Tivoli ^{*} une nécropole dont les quatre-vingts sépultures, qui s'échelonnent sur tout le VIII^e siècle, sont édifiées selon le type des tombes à fosse, inconnu dans le Latium, mais fréquent aussi bien dans la zone osco-ombrienne qu'en pays étrusque et falisque. Ce peuple étranger au Latium semble bien être les Sabins, contre lesquels est formée la Ligue des Sept Collines. Mais ce n'est point seulement aux Sabins que nous devons Rome. Elle est aussi l'œuvre des Étrusques.

LA NAISSANCE DE LA VILLE ET LES ÉTRUSQUES

Vers 700 av. J.-C., tandis que les bergers latins conduisent en un immuable trajet leurs troupeaux de bœuf des hauteurs de l'Apennin aux pestilences tibérines, une civilisation incomparablement plus évoluée s'apprête à prendre possession de l'Italie. Les Étrusques, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, sont avant tout des commerçants et des artisans. Leurs relations avec la Grèce et l'Orient, évidentes

¹ Cf. M. LIDOVE, "Rome : réhabilitation de la légende ?", dans : *L'Histoire I* (mai 1978), 66-68.

^{*} Localité située à une trentaine de kilomètres de la ville de Rome.

dans les formes d'art qu'ils importent à Rome dans le courant du VI^e siècle, sont profondes et durables. Ils vivent dans des villes dotées de structures étatiques. C'est le régime de la cité-état, qu'ils partagent avec les Grecs. Leur société est beaucoup plus différenciée que celle des pasteurs latins, divisée en classes de maîtres, dépendants et esclaves. Les bergers des hauteurs du Tibre et les Étrusques appartiennent donc à deux mondes opposés. Rome naît quand la main des dieux les fait se rencontrer.

Au cours du VIII^e siècle, le dynamisme marchand des métropoles de l'Étrurie interne s'oriente vers le Sud de l'Italie, visant les marchés de la riche Campanie. Les convois des négociants ne font pas que traverser la campagne romaine. Ils l'animent aussi, apportant aux populations voisines de leurs gîtes d'étape les nouvelles de mondes d'abord étrangers qu'ils apprennent peu à peu à connaître : la Grèce et le lointain Orient. Des communautés urbaines naissent de ces rencontres. Fines vaisselles, bijoux, tissus luxueux, œuvres d'art, monnaies : autant de richesses inconnues de nos bergers rudes et [p. 21] démunis. Nous savons qu'elles les fascinent. À partir de la fin du VIII^e siècle, le contenu de leurs tombes change en effet radicalement. Les tombeaux sont jusqu'alors peu différenciés et ne contiennent que des objets pauvres et rudimentaires. Mais dans les années 700, l'art sépulcral témoigne des prémisses de l'inégalité sociale, et donc de la richesse de quelques-uns, assez habiles pour avoir accaparé terres et troupeaux. Ceux-ci jugent utile de s'entourer sur leur ultime couche d'objets nombreux et précieux. Les auteurs anciens attestent à leur manière ces mutations quand ils datent la fondation de Rome du milieu de ce VIII^e siècle, et attribuent à Romulus la division des Romains en une aristocratie (les patriciens) et une masse populaire (la plèbe). Toutefois, ce ne sont là que signes annonciateurs d'un traumatisme profond et encore à venir. Les convois des marchands ignorent alors le site de Rome proprement dit, qu'ils contournent à une distance de cinq à sept kilomètres au Nord et à l'Est. Le bac de Fidènes leur permet de franchir l'obstacle du Tibre. Mais dans les dernières années du VII^e siècle, leur itinéraire se modifie. Deux villes étrusques, Vulci et Cerveteri, ont alors devancé leurs rivales, Chiusi et Orvieto, dans le leadership des influx commerciaux vers la Campagne. Le centre de gravité de l'économie étrusque se déplace vers l'Ouest. Une évidence s'impose aux caravanes et aux marchands qui les commanditent : le franchissement du Tibre s'effectuerait plus facilement en délaissant le vieux bac de Fidènes, maintenant trop à l'Est et de toute façon peu commode. Une île providentielle contrôle le Tibre en son cours inférieur, permettant de le franchir par un pont. Cette particularité géographique scelle le destin de ce que nous pouvons dorénavant appeler Rome. Ce pont, qui permet la création de la Ville, ne doit pas la livrer aux ennemis. Pour pouvoir le démonter rapidement en cas d'attaque, il est construit en éléments de bois assemblés par des chevilles. Un tabou religieux interdit d'ailleurs très longtemps qu'on le consolide au moyen de clous métalliques, qui n'auraient plus permis le démontage de la partie articulée. Comme le bœuf, le pont possède une valeur symbolique dont nous n'apprécions qu'imparfaitement la portée. Un rite pour nous obscur prescrit de précipiter chaque printemps du haut du pont vingt-sept mannequins d'hommes en osier.

Peut-être s'agit-il là du souvenir de très antiques sacrifices humains. Le pont possède en tout cas une valeur religieuse : le mot latin pour désigner le prêtre, *pontifex*, ne signifie-t-il pas étymologiquement *faiseur de pont* ? Le nom de Rome lui-même s'y rapporte, car il provient de l'étrusque *rumon*, fleuve.

Quoi qu'il en soit, sa construction marque pour nos pasteurs le début d'une longue série de tribulations, et de ce que les anthropologues nomment l'acculturation. Contraints de côtoyer des formes de vie et de développement économique qui se manifestent avec une vigueur et dans une proximité inconnues jusqu'alors, les bergers latins doivent accepter certaines transformations radicales tout en tentant de protéger leurs traditions contre les conséquences les plus graves de ces mutations. Peu de peuples dans l'histoire offrent l'exemple d'une [p. 22] résistance si déterminée, durable, et intelligente à une culture étrangère dotée d'attraits matériels et d'une technicité incomparablement supérieurs aux leurs. Nous verrons que cette fidélité à des valeurs qu'ils auraient voulues immuables explique que les descendants de l'aristocratie gentilice aient toujours repoussé avec vigueur le régime démocratique qu'aurait peut-être pu leur apporter la Grèce par l'intermédiaire des Étrusques.

Ces derniers, en tout cas, sont indubitablement présents à Rome dans le dernier quart du VII^e siècle. Inférieurs en nombre aux Latins, et plus préoccupés de commerce que d'aventures militaires, ils ne cherchent pas à détruire physiquement les premiers habitants du site qu'ils ont choisi comme relais vers la Campanie. Rome n'a en effet pour eux que cette importance relative : s'ils transforment un hasard en destin, c'est à leur insu. Il leur est commode de disposer d'une communauté urbaine semblable à celles qu'ils ont déjà fondées dans la région, sans que leurs ambitions ne fixent à Rome un sort plus glorieux. Tout va dès lors aller très vite. En quelques décennies l'agglomération urbaine s'accroît, la vie descend des collines le long des berges du Tibre amendées par un patient et ingénieux labeur.

La ville remplace les villages. La pierre et la brique transforment les cabanes en maisons. La pierre assure un soubassement plus stable, puis gagne la superstructure. Les murs protègent mieux l'intérieur des habitations, car les branchages entrelacés et recouverts de terre font place à des briques crues maintenues par des montants de chêne. Le toit se couvre de tuiles, et l'intérieur se pare d'un luxe nouveau, que représente le stuc peint.

Cette véritable révolution s'effectue en moins de deux générations, entre 625 et 575 av. J.-C., alors que la période des cabanes avait duré plusieurs siècles. Comment nier que l'archéologie confirme une fois encore les récits des auteurs anciens ? Elle assigne en effet à ces modifications une date située autour des années 600. Or les Anciens nous rapportent que le premier roi gréco-étrusque, Tarquin l'Ancien, règne sur Rome de 579 à 617 av. J.-C. Cette coïncidence chronologique incline à penser que c'est bien au dynamisme étrusque que Rome

doit sa naissance en tant que ville. La première révolution romaine est urbaine¹. Les Romains s'en souviendront toujours. Au lieu de Roma, ils emploient souvent le terme d'Urbs, la ville. Rome, c'est la Ville par excellence et par définition. Car les habitations ne sont pas seules à se modifier. Apparaissent également les signes matériels d'une appropriation collective de l'espace, les références à une communauté de destin et de décision. La vie s'organise pour la première fois à hauteur du Tibre et non sur les collines, grâce au creusement d'un canal de drainage. Ainsi naît le Forum, symbole de la vocation commerciale de la nouvelle ville. Tous les neuf jours s'y tient le marché : les produits de la terre sont échangés contre des objets [p. 23] fabriqués par les artisans de la ville ou apportés par les marchands venus du Nord, du Sud et de l'Orient. Mais la ville vit aussi par les organes qui élaborent sa politique et auxquels des lieux précis sont affectés. Toujours au Forum, le *Comitium* est l'endroit où se tiennent les assemblées populaires, les comices. Il reçoit un pavage de pierre dans ces mêmes années décisives de la fin du VII^e siècle. L'assemblée aristocratique, le Sénat, se réunit non loin de là, dans un bâtiment nommé Curie. Enfin, la résidence du *rex sacrorum*, la *Regia*, dont le caractère religieux garde la trace de l'époque où Rome vivait sous des rois "sorciers", gardiens de fétiches, et interprètes auprès des hommes de la volonté des dieux. En effet, la *Regia* comporte une petite chapelle où l'on conserve des boucliers sacrés, dont au moins l'un d'eux est censé venir du ciel, et qui garantissent le salut de Rome. Cette chapelle est consacrée à Mars, dieu de la jeunesse et du printemps. Autre signe du caractère sacré de la royauté primitive, la proximité de la *Regia* et du temple de Vesta, où brûle le feu sacré de Rome. La forme circulaire du temple perpétue celle de l'autel primitif qui coiffait le *mundus* originel. Toutefois, ce n'est que dans un reflet que l'homme perçoit les dieux dans l'intermédiaire royal. La résidence du plus grand d'entre eux se trouve sur la colline qui domine le Forum, le Capitole. C'est là que trône "Jupiter Très secourable et Très grand", dieu-lumière indo-européen. Il domine la ville, qu'il unit sous sa protection et son autorité. Le temple qui l'abrite (dit de "Jupiter Capitolin") est de facture résolument étrusque, et ses motifs empruntés à l'art ionien témoignent des liens des Étrusques avec la Grèce. Son faite porte un char à quatre chevaux ; à l'intérieur, des ornements de terre cuite. La statue du dieu est d'argile rouge, et revêtue de la toge brodée du triomphateur. Mais à la protection des dieux il convient d'adjoindre la prudence des hommes.

Au cours du VI^e siècle av. J.-C., Rome connaît une expansion démographique et économique sans précédent : au propre comme au figuré, c'est son premier âge d'or. Des richesses jusqu'alors insoupçonnées s'accumulent en son sein, vers lequel convergent six voies destinées à supporter un trafic considérable. Car le commerce romain est rien moins que local. De 625 à 580, les importations de céramique grecque croissent nettement. Entre 530 et 500, la cité importe autant de ces céramiques que les plus grandes places commerciales italiennes. Mais la

¹ Le lecteur intéressé par l'évolution de l'urbanisme romain lira le passionnant et récent ouvrage de P. GRIMAL, *Italie retrouvée* (Paris, P.U.F., 1979).

richesse attire les convoitises. C'est pourquoi, au milieu du VI^e siècle, la Ville se ceint de murailles qui la protègent et la bornent géographiquement : c'est le "mur servien", dont les Anciens attribuent la construction au roi Servius Tullius. En moins d'un siècle, une ville de tout premier plan est donc née là où paissaient quelques troupeaux sur des collines dominant une vallée noyée de marécages et recouverte de brumes. Non seulement une ville, mais un état, car la cité s'est dotée d'institutions politiques dont la pierre et la brique gardent les traces. Les dieux enfin habitent en son sein, et la portent vers un immense destin.

[p. 24]

L'ASSAINISSEMENT DU TERROIR

Mais l'apparition de la Ville se double d'autres phénomènes. Car les Étrusques réussissent à vaincre en partie l'adversité du sol. Seule la mise en œuvre d'une technologie avancée peut résoudre ce problème. En effet, les drainages doivent être profonds, sous peine que le remède soit pire que le mal : le percement de canaux à ciel ouvert ne pourrait capter qu'une partie des eaux sans diminuer l'humidité du sous-sol et ravinerait un peu plus le terrain en favorisant l'écoulement superficiel. Le creusement de galeries profondes assécherait au contraire les tufs gorgés d'eau et produirait une circulation d'air. Le remarquable travail des ingénieurs étrusques nous a été pleinement révélé à partir de 1957 par les fouilles de l'École britannique de Rome. Les galeries ont été creusées à partir de puits verticaux distants d'une trentaine de mètres, à une profondeur moyenne de 5 mètres, sur un tracé continu dépassant parfois quatre kilomètres. Les maîtres d'œuvre étrusques excellent dans ces grands travaux. Creusées par deux hommes travaillant en direction l'un de l'autre, les galeries coïncident presque parfaitement à leur point de rencontre. La difficulté en est d'autant plus grande du fait qu'aucun tunnel n'est horizontal : la pente nécessaire pour assurer l'écoulement des eaux varie de 1,2 à 2, 6% selon les nécessités du profil drainé. Pour la première fois l'agriculture devient possible sur une partie du terroir romain. Ici encore, les pasteurs doivent accepter des changements que jamais ils n'envisagent comme inéluctables.

Car l'essentiel n'a pas encore été dit. Je n'ai parlé jusqu'ici que des modifications économiques et architecturales qui ont bouleversé le site de Rome en moins d'un siècle. Mais la scène ne s'anime que si on lui donne toute sa dimension humaine. La naissance de cette ville n'est possible que grâce à un afflux de population, qui constitue sans nul doute pour les pasteurs le plus grand traumatisme qu'ils doivent subir, avec l'immédiate et ferme volonté de le dominer. Nous verrons plus loin que le grand conflit politique et social qui opposera la

plèbe et le patriciat durant les premiers siècles de la République en est directement issu. Qui sont donc ces nouveaux arrivants ?

LES NOUVEAUX VENUS

On peut en effet se demander quels sont les habitants de ces maisons où la pierre le dispute à l'argile, qui foulent les dalles du Forum, et ouvrent des sillons dans une terre neuve. En dépit du rôle directeur qu'ils jouent dans la fondation de Rome, les Étrusques ne constituent jamais une ethnie numériquement dominante. On a encore plus de mal à croire que les familles archaïques des villages de bergers établis sur les collines de Rome ont déserté en bloc leur ancien habitat et suffi à peupler la ville. Nous verrons au contraire que tout montre qu'ils ne se convertissent nullement aux valeurs urbaines, aux nouveaux dieux du commerce, et qu'ils ne concèdent le labour de leurs anciens pâturages qu'à un titre qu'ils entendent bien éphémère. [p. 25 Si les Étrusques fondent la Ville et les pasteurs latins doivent s'en accommoder, ni les uns ni les autres ne suffisent à la peupler.

La *plèbe*¹, enfant de la fortune de Rome vient donc d'ailleurs. Progressivement confluent vers Rome des groupes d'hommes de plus en plus nombreux en quête sinon de la richesse, du moins de la relative aisance qu'ils n'ont pu trouver sur leur sol ou dans leurs villes natales. De plus en plus, en raison de l'intensité croissante des liens commerciaux unissant les grandes métropoles étrusques de l'Italie du Nord à la Campanie et aux colonies grecques nombreuses et florissantes des régions situées au sud (ne portent-elles pas le nom de "grande Grèce" ?), l'Italie centrale devient un lieu de passage et d'établissement, jalosé par les communautés urbaines fondées par les Étrusques. Les possibilités de gains rapides abondent. Le développement du commerce, le dynamisme de la construction sont pourvoyeurs en emplois, chances, espoirs... et risques. À une époque où n'existe aucun type de protection "sociale" des risques de la vie professionnelle, il ne doit pas être rare qu'un individu ait à refaire plusieurs fois sa vie. D'autre part, toute ville naissante à la fortune si rapide que celle que connaît Rome apparaît comme un miroir aux alouettes dont les reflets prometteurs tentent plus d'un. Pour mieux le comprendre, pourquoi ne pas penser aux bouleversements de New York, qui attira à elle les flots d'immigrants que l'on sait ?

Les témoignages des auteurs anciens ne démentent pas en tout cas ce rapprochement et insistent bien sur l'origine étrangère des premières masses

¹ Sur les origines de la plèbe, la synthèse la plus récente est due à : J.C. RICHARD, *Les origines de la plèbe romaine* (Rome-Paris, 1978), dont nous ne partageons que partiellement les vues.

romaines. Ce qui ne peut à mon sens s'expliquer que par l'expansion économique, stimulée par cet afflux démographique. Mais laissons la parole aux Anciens.

Ceux d'entre eux qui ont le plus étudié les origines de leur cité concordent sur un point. Les premiers dirigeants de Rome auraient institué un véritable droit d'asile, ce qui signifie bien que Rome attire alors vers elle une foule d'individus de toute condition :

"... trouvant que beaucoup de cités en Italie étaient mal gouvernées, à la fois par des tyrans et des oligarques, il (Romulus) s'appliqua à accueillir avec bienveillance et à attirer les individus désireux de quitter ces cités, individus qui étaient très nombreux, n'accordant aucune importance à leurs infortunes ni à leur degré de richesse, veillant seulement à ce qu'il s'agisse bien d'hommes libres. ¹"

Denys d'Halicarnasse poursuit en nous disant qu'afin d'attirer plus d'émigrants, Romulus promet de leur accorder le droit de cité et de partager avec eux les terres conquises, ce qui produit l'effet escompté ². Tite-Live fait lui aussi allusion à cet afflux d'étrangers ³. Pour notre auteur, un tel conglomerat d'individus plus ou moins douteux n'est d'ailleurs pas mûr pour un régime républicain, encore moins démocratique, et il [p. 26] se félicite que le gouvernement de Rome soit à cette époque confié à des rois ⁴.

Le fait doit être souligné : cette plèbe est *a priori* suspecte. Dans sa plus grande part, elle n'est pas composée d'individus honorables, mais plutôt de vagabonds sans foi ni loi. (C'est du moins ce que disent les sources dont disposent sous Auguste Denys et Tite-Live pour écrire l'histoire de leur cité... Or ces sources émanent pour la plupart des vieilles familles aristocratiques, des *gentes*, et reflètent évidemment d'abord le point de vue des milieux traditionalistes et conservateurs. Dans ses efforts pour prouver que Rome est d'origine grecque, Denys fait indirectement allusion à cet état d'esprit ⁵). Le discours que Denys ⁶ place dans la bouche de Mettius Fufetius * s'adressant au roi de Rome Tullus incrimine sans nuance ce genre d'individus sans merci :

"Vous avez altéré la pureté de votre corps politique en admettant des étrangers, des Sabins, et d'autres individus sans patrie, des vagabonds et des barbares, et cela en si grand nombre que les éléments bien nés de la

¹ DENYS D'HALICARNASSE, *Antiquités romaines*, II, 15, 3-4.

² *Ibid.*

³ TITE-LIVE, *Histoire romaine*, I, 8, 1.

⁴ TITE-LIVE, II, 1, 4.

⁵ DENYS, I, 4, 2.

⁶ DENYS, I, 89, 1.

* Mettius Fufetius est le chef de la communauté albaine, en conflit avec Rome.

population (...) sont devenus très peu nombreux, squelettiques, par rapport aux nouveaux arrivants de race étrangère (...) vous ne pouvez même pas dire entre vous que vous n'avez pas permis à cette foule d'immigrants d'exercer un contrôle sur les affaires publiques et que vous, qui êtes nés dans la cité, êtes vous-mêmes les maîtres et les conseillers de cette cité ¹ (...) Votre cité est encore sans ordre et sans discipline, car elle est nouvellement fondée, et elle est le siège d'un conglomérat de plusieurs races ²."

Que retenir de toutes ces opinions ? Un fait fondamental pour tout le reste de l'histoire romaine, qui révèle combien dès l'origine les couches aristocratiques sont rebelles à toute idée de démocratie. Cette plèbe, qui afflue vers Rome dans l'espoir de participer au pactole comporte sans doute en son sein ces aventuriers dont nous parlent les textes. De là à prétendre qu'elle n'est toute entière qu'un ramassis de brigands, il y a un pas impossible à franchir. Mais surtout, les auteurs, influencés par les préjugés aristocratiques, oublient de nous dire que cette plèbe n'est nullement une population d'assistés profitant passivement de la nouvelle manne. Les bonheurs de la Ville, le pain et le cirque, cela ne sera que pour beaucoup plus tard. Pour l'heure, c'est très largement la plèbe qui crée les richesses dont Rome peut s'enorgueillir, même si l'impulsion originelle provient des Étrusques. En effet, la tradition attribue au roi Numa ³ l'organisation de cette plèbe en métiers. Peu importe que ce soit lui ou un autre roi qui en soit l'auteur. Ce qui compte, c'est que cette énumération nous montre une plèbe qui n'est nullement faite de *disoccupati*, mais de travailleurs : orfèvres, charpentiers, teinturiers, cordonniers, tanneurs, forgerons, potiers, flûtistes. Le mépris dans lequel les tient l'aristocratie pastorale [p. 27] n'est que le reflet des traumatismes que lui a infligés la naissance de la Ville et d'un État. De ce mépris et de la volonté déterminée de domination qui l'accompagne, nous avons plusieurs preuves indubitables. C'est ce dossier que nous devons maintenant instruire.

Les facteurs économiques n'expliquent pas tout. Même abstraites, les attitudes mentales n'en sont pas moins des faits avec lesquels il faut compter. Les fils des pasteurs latins ne partagent pas avec la plèbe et la minorité étrusque la même vision de l'univers et de la vie. Ils ne disposent pas des moyens propres à refuser dans son entier le monde nouveau-né à leurs pieds. La Ville et la plèbe sont là, il convient d'atténuer les effets les plus nocifs de leur naissance, en attendant les jours meilleurs où l'on pourra retourner à la stricte observance des traditions pastorales. Préserver son intégrité mentale, acquérir un rôle directeur dans le gouvernement de la nouvelle communauté établie sur les rives du Tibre, recueillir sa part de la richesse née dans les murs de la Cité sans se confondre avec les

¹ DENYS, III, 10, 4-5.

² DENYS, III, 10, 6.

³ PLUTARQUE, *Vie de Numa*, 17, 1-4. Cf. J. MACQUERON, *le travail des hommes libres dans l'Antiquité romaine*. (Aix-en-Provence, 1964) p. 35 sq.

vagabonds qui l'engendrent : tels sont les buts que s'assigne sans tarder l'aristocratie patricienne.

Pour servir de guide dans la psychanalyse des mentalités pastorales, point de meilleur fil d'Ariane que l'étude de la langue politique originelle ¹. J'ai parlé des patriciens et de la plèbe. Qu'en est-il exactement ?

PLÈBE, PEUPLE ET PROLÉTAIRES

Quand les historiens de la fin de la République essaient de définir l'origine du groupe aristocratique des patriciens, ils nous fournissent une explication pour le moins obscure : le terme "patriciens" (*Patricii*) viendrait de *patrem ciere* (désigner un père ²). Faut-il imaginer que, *a contrario*, les membres de la plèbe romaine sont dans l'ignorance de l'identité de leurs auteurs ? L'hypothèse n'est évidemment pas sérieuse. En réalité, cette affirmation constitue un témoignage précieux du prix qu'attache l'aristocratie pastorale à la perpétuation de ses habitudes mentales. Le patricien, ce n'est pas celui qui peut désigner son père : la plupart des plébéiens en sont également capables. C'est plutôt l'individu qui peut invoquer son rattachement à une *gens*, à la famille "large". La *familia*, groupe plus restreint constituant le cadre de vie des plébéiens, n'existe même pas aux yeux des patriciens : c'est pourquoi eux seuls sont censés pouvoir "désigner leur père" (ce raisonnement n'est pas unique en son genre. Il a toujours cours à l'heure actuelle chez les bédouins pasteurs de Cyrénaïque. Les nobles y sont ceux qui peuvent prouver qu'ils descendent d'un des ancêtres fondateurs des grandes tribus cyrénaïques ; ceux qui n'y parviennent pas sont leurs clients ³).

Pour la plèbe donc, pas de famille. Comme son nom l'indique (le grec *plêthos* signifie masse, populace), elle n'est qu'une foule inorganisée, le ramassis de vagabonds et de brigands dont nous parlent les récits transmis par la mémoire aristocratique. [p. 28] Cet intense jugement de valeurs a des conséquences pratiques. Ceux qui le portent s'estiment fondés à exercer le rôle de ce qu'il faut bien appeler une classe dirigeante ⁴.

Ainsi que l'apprennent la psychologie et l'histoire sociale, on ne cherche à dominer que ce dont on a peur, plus ou moins inconsciemment. L'aristocratie a d'ailleurs autre chose à reprocher à la plèbe que l'étrangeté de son genre de vie. Sa masse est menaçante, car elle atteint un chiffre triple de celui des citoyens ⁵. Le raisonnement patricien est du même type que celui que nous avons déjà vu à

¹ Cf. L.R. MENAGER, *op. cit.*, *supra* n. 7.

² PLUTARQUE, *Romulus*, XIII, 3.

³ Cf. E.L. PETERS, "The tied and the free", dans : *Contributions to Mediterranean Sociology* (Peristiany édit., Paris, 1968), 170.

⁴ DENYS, II, 9, 1.

⁵ DENYS, IX, 25, 2.

l'œuvre. Pas plus qu'il n'existe de famille plébéienne, il ne peut y avoir pour ces immigrés de métiers honorables ¹. Nous trouverons sous la plume de Cicéron, bien des siècles plus tard, un mépris à peine moins fort des activités liées au commerce, signe de l'exceptionnelle longévité de ces attitudes mentales. Remarquons bien qu'il ne nous est pas dit que ces activités professionnelles ne sont source d'aucun profit matériel appréciable : c'est plutôt leur nature qu'on incrimine. Elles sont trop ostensiblement liées au profit et au commerce, trop éloignées de la terre, et surtout de l'élevage. Les gains qu'elles procurent sont si méprisables, la souillure si profonde qu'il devient impossible de reconnaître jusqu'à l'existence même d'une fortune plébéienne. Une fois de plus, les patriciens poussent effectivement jusqu'à l'absurde la logique de leur raisonnement, et inventent la notion de prolétaires, promise au bel avenir que l'on sait. De ces prolétaires, "... on semblait n'attendre (...) en quelque sorte, que leurs enfants (*proles*), c'est-à-dire la progéniture de la Cité". Il va de soi que l'image est objectivement absurde : si la plèbe n'avait eu pour fortune que ses enfants, personne ne parlerait de Rome de nos jours. En revanche, cette vision singulière est parfaitement cohérente avec le mépris dont les patriciens entourent la plèbe. Ne les taxons pas trop vite de cécité. À l'heure actuelle, certains ne disent-ils pas des catégories sociales modestes ou des peuples en voie de développement qu'"ils ne sont bons qu'à faire des enfants" ? La réflexion vaut bien les *proletarii* des premiers Romains.

Dégénérescence morale, infériorité sociale, indignité sinon inexistence de leur fortune et de leur famille, tels sont les traits dont la plèbe se voit accablée. Il ne reste qu'à couronner ce peu glorieux édifice par sa résultante politique, l'incapacité civique. Ce qui est fait sans aucun scrupule et dans une parfaite logique.

Contrairement à ce que l'on pense en général, les Romains sont loin de considérer le métier des armes seulement comme un honneur moral : si l'on accepte de risquer sa vie, c'est aussi pour protéger ses biens. Mais quels biens ? Nous venons de voir que ceux des plébéiens sont tenus pour nuls par les patriciens. D'ailleurs en cas d'attaque, il leur est relativement facile de mettre ce qu'ils ont de plus précieux sur un chariot et de s'enfuir. Choix refusé aux pasteurs : comment pourraient-ils abandonner pâturages et troupeaux, et pourquoi les plébéiens se battraient-ils pour eux ? Et puisqu'on ne peut compter sur les plébéiens pour défendre la cité, pensent les patriciens, il ne [p. 29] saurait être question de leur reconnaître les droits politiques attachés au statut de citoyen. C'est parce qu'on peut être soldat qu'on est citoyen ², et non l'inverse, comme on le

¹ DENYS, II, 28, 1.

² Cf. les réflexions de L. R. MENAGER, dans : N. ROULAND, *Les esclaves romains en temps de guerre* (Bruxelles, Latomus, 1977), 12-77.

dit trop souvent ¹... Point de spéculations ici : les textes attestent ce raisonnement ².

La même référence aux activités militaires nous donne la clef d'une distinction dont la portée fut immense : celle du peuple (*populus*) et de la plèbe. Contrairement à ce que l'on croit, les cités antiques ne confondirent jamais peuple et population. Même dans l'Athènes démocratique, le premier n'était qu'une fraction minoritaire de la seconde. A *fortiori* la Rome primitive, fortement inégalitaire, n'allait pas mélanger les deux notions. L'étymologie de *populus* réside dans le verbe *populor*, qui signifie "ravager, dévaster", et fait donc allusion à des activités militaires. De plus, la formule officielle dont usent les actes juridiques les plus anciens pour désigner le *populus* est celle de : *populus Romanus Quiritium*, c'est-à-dire le peuple romain des Quirites. Que signifie Quirites ? Le mot indoeuropéen servant à désigner le mâle combattant est "*viro*". Ces derniers s'assemblent en *co-viria*, ce qui donna curie et Quirites. Le *populus*, c'est donc le contraire de la plèbe. Il se compose exclusivement de l'aristocratie patricienne, pour qui seule la guerre a un sens : seuls ses membres doivent le service militaire.

Si l'on ajoute à tout ce qui précède la prohibition faite aux plébéiens d'épouser les enfants des patriciens, on saisira mieux encore l'ampleur du refus de l'aristocratie. Cette négation constitue sa réponse aux bouleversements que lui impose la naissance de la Ville. Elle rejette hors du droit privé et public la masse de tous ceux qui, les premiers, bâtissent Rome.

À vrai dire, les patriciens sont moins aveugles qu'il ne pourrait le sembler jusqu'ici. Leur refus ne se confond pas avec une attitude sommaire de rejet. Tout en affirmant la supériorité de leur culture par tout ce qui précède, ils n'entendent point laisser le gouvernement de la cité aux souverains étrusques et à la plèbe, flattée par ces monarques. D'autre part, ils ne dédaignent pas non plus vraiment les gains que laisse espérer la nouvelle richesse de Rome. Le principal, au nom d'une éthique séculaire, est seulement qu'ils ne participent en aucune manière à la production de ces richesses. Quant à en profiter, c'est tout autre chose. À ces préoccupations répondent des luttes sociopolitiques et leur expression institutionnelle, ainsi que l'invention de nouveaux types de dépendance personnelle, les rapports de clientèle. Essayons de voir de plus près ce dont il s'agit.

¹ DENYS, IV, 19, 3.

² Cité par AULU-GELLE, *Nuits attiques*, XVI, 10- 11 et 14.

LUTTES POLITIQUES ET RÉFORMES DES INSTITUTIONS : LA DÉMOCRATIE MANQUÉE

La période pendant laquelle la Ville s'est pour la première fois démesurément développée est la charnière autour de laquelle s'articulent les luttes politiques de cette époque. La preuve en est que les Anciens datent de 616 le début des règnes [p. 30] des rois étrusques. Or nous savons que la ville est née autour des années 600. Jusqu'à l'arrivée des rois étrusques, il est donc permis de parler de Quirites : les pasteurs règnent en maîtres, les premiers rois sont latins. Les assemblées quiritaires sont au nombre de deux : les comices curiates et le Sénat. Les comices regroupent en "curies" les guerriers, jusqu'à l'âge limite de quarante-cinq ans. Ils se prononcent dans tous les actes qui intéressent au premier chef la vie collective des familles de l'aristocratie indigène. Dans les sociétés archaïques aux structures étatiques faibles ou inexistantes, on sait que les groupes familiaux jouent le rôle d'organes politiques. Ce qui explique que des actes qui pour nous s'inscrivent dans le cadre du seul droit privé sont dans ces systèmes des faits politiques. Ainsi de l'adoption, du testament, qui peuvent modifier l'équilibre de ces groupes. C'est pourquoi les comices curiates sont compétents pour en décider. Les rapports qu'ils entretiennent avec le roi sont subtils. La royauté romaine désoriente quelque peu le lecteur habitué aux procédés de transmission du pouvoir dans l'histoire des monarchies européennes. Ici, pas d'appropriation familiale du trône, ni même ethnique : latins, sabins et étrusques s'y remplacent au fil des siècles. Rome en effet n'a pas fait la synthèse entre le droit divin et le lien dynastique. Le terme de *rex* et le vocabulaire se rapportant à la fonction royale évoquent l'idée d'une direction assurée en ligne droite : le roi, avant de mettre en œuvre son pouvoir, doit d'abord déterminer ce qui est droit. À lui de délimiter l'espace sacré de la Ville, de proclamer le droit. Seule l'existence d'un lien privilégié avec les dieux lui permet de jouer ce rôle. Lors du triomphe, comme la statue de Jupiter, il circule en char, vêtu de rouge, le visage barbouillé de sang et le sceptre d'ivoire à la main. L'évocation des rois carolingiens n'est pas ici dénuée de sens. Souvenons-nous d'une de leurs particularités : ils sont rois et prêtres à la fois. Cette tradition est née d'un courant biblique, par imitation des rois hébreux de l'Ancien Testament. Mais on peut aussi y déceler les traces d'un autre héritage. Car le roi romain, comme les prêtres, est augure : pour dire ce qui est droit, il doit pouvoir interroger les dieux, leur demander des signes et les interpréter. De telles similitudes, à plus d'un millénaire de distance, ne sont pas des hasards. La conception de la royauté en Occident est fille d'un legs commun, celui de la culture indo-européenne. Au *rex* latin et chrétien correspondent le sanscrit *raj*, le *rix* celtique, et le *rig* irlandais. Ces similitudes terminologiques ne sont que le reflet d'une vision cosmique commune à tous les indo-européens. Mais s'il jouit de la faveur des dieux, le roi

romain dépend aussi des hommes. En particulier de l'aristocratie pastorale, qui n'est pas sans pouvoir sur lui. Elle siège notamment au Sénat, assemblée plus conservatrice encore que les comices. Ses membres sont âgés : certainement plus que dans les comices où l'âge limite est, nous l'avons vu, de quarante-cinq ans. Être sénateur pourrait déjà représenter une performance physique, puisque d'après certains archéologues¹, l'espérance de vie n'aurait pas dépassé quarante ans. Estimation, il est vrai, sujette à caution, car elle repose sur l'analyse [p. 31] de vestiges humains extrêmement fragmentaires (une trentaine seulement), sans doute insuffisants pour constituer un échantillon représentatif. *Relativement âgés*, les sénateurs sont donc des hommes encore verts, ce qui contribue à expliquer la vigueur de la résistance qu'ils opposent aux changements. Parmi leurs importantes prérogatives, celle de leur intervention dans le choix du roi par la *creatio* doit retenir notre attention. Où cet acte s'insère-t-il dans la complexe procédure de désignation du roi ? Quand le trône est vacant, chaque sénateur, pendant cinq jours, assure les pouvoirs de l'inter règne, et prend les auspices pour que les dieux fassent connaître leur choix. Il "crée" ensuite le roi, lui conférant un pouvoir premier qui n'appartenait jusque là à personne. Après quoi les comices se réunissent pour voter la loi sur l'*imperium*. Les dieux interviennent une dernière fois pour sceller la procédure et le destin du roi, au cours de la cérémonie finale de l'*inauguratio*. Un augure place la main droite sur la tête du roi, invoque Jupiter pour qu'il ratifie le choix effectué, puis le roi lui-même prend les auspices qui doivent le confirmer dans sa fonction.

Tout ceci nous montre que le pouvoir royal dépend largement de la volonté des pasteurs. Ils sont seuls à figurer dans les assemblées où sont opérés les actes religieux et civils présidant à la formation de ce pouvoir. Ils sont les maîtres des procédures d'investiture, découpées en séquences suffisamment nombreuses pour que le candidat choisi ne soit pas investi en une seule fois d'un pouvoir trop absolu. Enfin, on peut penser qu'ils savent utiliser suivant leurs intérêts la marge de manœuvre implicitement recélée par la part réservée officiellement aux dieux, mais de fait au hasard et à l'incertitude, résidant dans les diverses cérémonies de prise d'auspices.

Une fois installé sur le trône, le roi n'échappe d'ailleurs pas pour autant au pouvoir des pasteurs. Le Sénat est consulté sur toutes les questions que le roi lui soumet ; les coutumes des *gentes* ont valeur juridique, et le roi ne peut les transgresser ; le Sénat enfin doit approuver les déclarations de guerre. Cette aristocratie pastorale pèse donc de tout son poids sur les structures politiques de la Rome d'avant la Ville, utilisant à son profit la définition religieuse du pouvoir royal. Regroupés en deux assemblées basées sur une distinction en classes d'âge, les pasteurs détiennent l'essentiel des pouvoirs. La naissance de la Ville et l'arrivée des rois étrusques vont les faire entrer dans un période de turbulences politiques qu'ils marqueront de leur détermination à conserver intacts leurs privilèges.

¹ Cf. J. RICHARD, *Les origines de la plèbe romaine* (Paris-Rome 1978), p. 180 n. 63.

Les luttes politiques engendrent les réformes. Le VI^e siècle av. J.-C. en abonde. Durant toute la période de la royauté étrusque (616-509 av. J.-C.), l'aristocratie pastorale va tenter dans une atmosphère résolument conflictuelle de retenir le pouvoir que tentent de lui ravir la plèbe et les nouveaux monarques. Le premier roi étrusque, Tarquin l'Ancien, transforme ces craintes en certitudes. Il introduit au Sénat, temple des traditions ancestrales, les leaders de la fraction aisée de la nouvelle bourgeoisie suscitée par le développement économique de [p. 32] Rome. Ces nouveaux-riches sont nommés d'un euphémisme sans doute dur aux oreilles des pasteurs, "les pères des *gentes* mineures". D'abord ébranlée par ce choc sans précédent, la vieille aristocratie parvient à une formule de compromis avec le second roi étrusque, Servius Tullius. Ce dernier règne de 578 à 534, période durant laquelle Rome connaît un important développement économique. L'afflux d'immigrants est donc considérable, et leur rôle dans cette expansion déterminant. Continuer à les exclure totalement des assemblées politiques irait à l'encontre de la plus élémentaire prudence. L'aristocratie des pasteurs est encore assez puissante pour que les réformes royales n'aient que l'apparence d'une démocratisation du régime. Pour intégrer ces masses dangereuses, Servius choisit de créer une nouvelle assemblée populaire, les comices dits "centuriates". Ses attributions sont adaptées au nouveau régime de la cité-état, et concurrencent celles des vieux comices curiates : participation aux décisions en matière de déclaration de guerre et de conclusion de traités, vote des lois, etc. Cette nouvelle assemblée possède une nature fortement militaire : les citoyens doivent s'y présenter en armes, la convocation se fait au son de la corne. Conformément aux vieux tabous, ces comices doivent se réunir hors de l'espace sacré du *pomoerium*, en un lieu consacré au dieu de la guerre : le Champ de Mars. Soldats, les membres des nouveaux comices sont donc du même coup citoyens en vertu du raisonnement que nous avons déjà constaté. Cette incorporation est rendue possible par une concession qu'ont dû faire les pasteurs en échange d'autres avantages : la prise en considération des fortunes plébéiennes, dont il devient impossible de nier l'existence. Car les comices centuriates sont formés sur une base *censitaire*, c'est-à-dire sur le fondement d'une évaluation de la fortune de chaque citoyen. Cette innovation pourrait marquer le début de la démocratie romaine. S'il n'en est rien, c'est parce qu'on s'emploie à en limiter sévèrement les effets. Apparemment, pourtant, le coup porté à l'aristocratie pastorale paraît irrémédiable. L'estimation de la fortune des citoyens qui sert à déterminer leur rang dans l'assemblée censitaire n'est pas faite en têtes de bœufs ou de moutons, mais en poids de métal. Il n'est plus nécessaire de posséder des troupeaux pour avoir des droits politiques. Les pasteurs ont-ils donc décidé d'abandonner le pouvoir à ces va-nu-pieds sans famille qu'ils exècrent ? Nullement : plusieurs trucages et limitations empêchent le nouveau régime de dégénérer en démocratie ou en une sorte de monarchie constitutionnelle tempérée. L'artifice essentiel réside dans les mécanismes de vote. À l'instar des États Généraux de la France d'Ancien Régime, le vote se fait par groupe, et non par tête. Souvenons-nous qu'en 1789 on réclamait le doublement du Tiers-État et le vote par tête... On avait alors compris que seules ces réformes pourraient démocratiser l'assemblée des

trois ordres. Car le vote par groupe, tel que l'établit la réforme servienne, transforme la majorité numérique en minorité électorale. Les comices centuriates sont divisés en cinq classes : à chaque classe correspond un chiffre minimum de X milliers d'as déterminé [p. 33] d'après la fortune de ses membres. Tous les membres des comices sont regroupés en 193 centuries, unités de 100 hommes chacune. Chaque citoyen vote individuellement, à l'intérieur de sa centurie, mais l'unité de vote dans le décompte global des suffrages effectué au niveau des comices tout entiers est non l'individu, mais la centurie. Le vote de la centurie est évidemment celui de la majorité des suffrages individuels qui se sont exprimés en son sein. Le système jusque-là n'a rien en soi d'antidémocratique. Tout change en revanche quand on s'aperçoit de la façon dont on coordonne classes et centuries. C'est-là que réside le trucage destiné à neutraliser les votes des plus nombreux, assurer la domination des riches, et donc se prémunir contre la démocratie. Car chaque classe n'est pas pourvue également en centuries, c'est-à-dire en suffrages exprimés. La première classe comprend 80 centuries, plus les 18 centuries équestres ; la seconde, la troisième et la quatrième, chacune 20 ; la cinquième, 30, à laquelle, au bas de l'échelle, il faut enfin ajouter 5 centuries hors-classe. Pour atteindre la majorité absolue (98 centuries sur 193), il suffit donc aux citoyens les plus riches (ceux des deux premières classes) d'additionner leurs suffrages. Minoritaires par le nombre, détenant les plus grosses fortunes, ils bénéficient d'une majorité électorale due à un habile tour de passe-passe.

Deux points importants méritent de surcroît d'être précisés. Le premier concerne l'évaluation de la fortune. Nous ignorons qui la contrôle, même si l'on admet qu'elle est le fait de chaque citoyen, menacé de grosses sanctions si sa déclaration s'avère inexacte. Nous constatons d'autre part que l'indication des fortunes minimales de chaque classe varie de 1 à 10, de la 5^e à la 1^{ère} classe ; ceux qui n'ont pas le minimum (important) requis pour appartenir à la 5^e classe sont exclus du corps civique et ainsi privés de tout droit.

De telles supercheries n'ont rien à voir avec le fonctionnement de l'*ecclesia*, l'assemblée populaire de la démocratie athénienne, où les suffrages restent individuels, et que n'oblitére aucun classement censitaire. Le système est parfait par une série de raffinements techniques. Les Romains sont bien conscients du fait que la jeunesse est plus facilement hardie et généreuse que les gens d'âge mûr. Pour garantir le succès d'une politique conservatrice, il faut donc sur-représenter les individus âgés. On y parvient très simplement. Les centuries dont dispose chaque classe sont réparties par moitié en centuries de gens âgés et en centuries d'individus jeunes. Grâce au même principe de vote par groupe, la minorité de gens âgés est donc sur-représentée par rapport à la jeunesse avec laquelle elle se trouve à égalité. Généralisé aux cinq classes, ce système permet de tempérer par le scepticisme et la résignation courants dans la vieillesse l'impatience qui pourrait se développer chez les éléments les plus dynamiques des classes inférieures devant la permanence de la domination des riches. Non seulement ces classes n'ont pas les moyens électoraux de faire triompher leur choix, mais la plupart du temps elles ne peuvent même pas l'exprimer. Car l'on a coutume d'arrêter les

opérations de vote [p. 34] dès que la majorité est atteinte. Chose faite, nous l'avons vu, quand la première classe a voté. Inspirée sans doute par des considérations d'ordre pratique dues à la longueur des opérations de vote, cette habitude n'en témoigne pas moins d'un parfait mépris envers les moins riches. Je dis les moins riches à dessein, car de toute façon, les plus pauvres – et sans doute les plus nombreux – habitants de Rome (ceux dont le cens est inférieur à 11 000 as) ne font même pas partie des comices. Même la cinquième classe leur demeure fermée. Sans doute la peur qu'ils inspirent à la fois à l'aristocratie patricienne et à la grande et petite bourgeoisie plébéienne explique-t-elle cette mesure d'exclusion.

On conviendra que la "démocratisation" servienne est en réalité un compromis tout à fait acceptable pour nos pasteurs. En concluant une alliance mesurée avec la partie de la plèbe la plus disposée à la collaboration, ils s'assurent par de savants découpages électoraux et grâce au maintien hors du corps civique des plus défavorisés un rôle éminent dans la direction de la Cité. Nous verrons bientôt qu'ils vont de surcroît utiliser les liens de clientèle pour adjoindre à cette alliance politique avec la bourgeoisie plébéienne des profits plus matériels. Le roi lui-même entend bien exercer un droit de contrôle sur l'assemblée, car il ne suffit pas de posséder la fortune minimale fixée par la Constitution, il faut aussi être agréé par le roi. Ce dernier choisit parmi les membres d'une classe ceux qui appartiendront aux contingents limités destinés à composer l'assemblée centuriate ¹. Tite-Live résume parfaitement la philosophie du système en écrivant :

"La hiérarchie (des classes) fut établie de telle sorte que nul ne paraisse exclu du vote, mais que toute la puissance soit entre les mains des personnages les plus importants de la cité ²".

Habile système, trop habile sans doute, dont la mise en œuvre fait surgir un obstacle inattendu : la coalition contre la vieille aristocratie de la bourgeoisie plébéienne qu'elle avait cru domestiquer, de ceux qu'elle avait exclus de l'alliance, et de l'action royale :

Le roi Servius meurt en effet assassiné. Son successeur Tarquin le Superbe, pour obtenir la collaboration indispensable du Sénat dans la procédure d'investiture royale, promet à la haute bourgeoisie plébéienne de lui concéder des avantages plus grands encore que ceux qu'elle avait obtenus de Servius. Et pour parer à toute réaction hostile de la vieille aristocratie à ce qu'elle considère comme un empiètement sur ses privilèges, il fait exécuter ses principaux leaders. Il est probable que ces mesures ne déplurent pas à la masse de ceux que les victimes de la purge avaient entendu maintenir à l'écart de toute vie politique. Tarquin

¹ PLUTARQUE, *Mor.*, 322, 10

² TITE-LIVE, I, 43, 10.

s'empresse en tout cas d'instaurer un régime policier, exécutant les opposants ou les exilant, et confisquant leurs biens. De toute façon, les conditions économiques sont favorables à un certain oubli par l'homme de la rue des affaires politiques. Les activités d'échange se multiplient, la modernisation de l'habitat urbain écarte tout chômage. Politiquement déchirée, Rome n'en est pas moins à son zénith. Avant de subir la répression de Tarquin, l'aristocratie patricienne a cependant eu le temps d'établir sur le plan social un compromis lui permettant de toucher sa part de ces fabuleuses richesses suscitées par le travail de la plèbe. Ainsi naissent les liens de clientèle.

L'INVENTION DES RAPPORTS DE CLIENTÈLE

Je n'ai jusqu'à maintenant parlé que de deux grandes catégories sociales : le patriciat et la plèbe. Les esclaves ne sont pas absents certes, mais tout porte à croire qu'ils sont peu nombreux à cette époque. C'est des guerres de conquête que Rome tirera l'essentiel de sa main-d'œuvre servile. Or ces guerres ne se produiront que beaucoup plus tard... Bien qu'ils soient en situation de dépendance, les clients ne peuvent d'ailleurs être assimilés à des esclaves. Ce sont des hommes juridiquement libres, mais les incapacités civiques dont ils sont affligés les incitent à se placer sous la protection d'un plus puissant qu'eux, le patron, qui leur rendra de multiples services en compensation de certains avantages. Relation de dépendance, donc, mais cependant bilatérale : il y a échange de prestations entre le client et son patron¹. Ce type de rapport n'est en rien l'exclusive de Rome : il existe dans nombre de sociétés antiques et médiévales (le dernier chapitre de ce livre sera d'ailleurs consacré à l'étude du clientélisme politique dans les sociétés contemporaines). Mais ce qui demeure unique, c'est l'utilisation qu'en a faite l'aristocratie patricienne dans la lutte qui fut la sienne.

Les textes nous sont ici de peu de secours. Il faut les lire au second degré. Car le long témoignage de Denys sur l'origine² de l'institution nous renseigne surtout sur la mentalité des Romains du début de l'Empire, parant leur lointain passé³ des vertus de l'âge d'or pour mieux décrire leur époque⁴. L'image très saint-sulpicienne des rapports de clientèle figurant dans cette description ne saurait nous satisfaire. Pour étudier leur naissance avec plus de sérieux, il convient de

¹ Sur la définition sociologique du rapport de clientèle, cf. J.F. MEDARD, "Le rapport de clientèle", dans *Revue française de Science Politique*, XXVI-1 (février 1976) pp. 103-131.

² DENYS, II, 9, 2-3 ; 10, 1-4 10,4. Voir aussi : PLUTARQUE, *Romulus*, XIII, 2-6 ; 5-6 ; et AULU-GELLE, *Nuits attiques*, XX, 1-40 ; V, 13, 2-6. Pour une analyse détaillée de ces textes, cf. N. ROULAND, *op. cit.*, ("Pouvoir politique") p. 46-111.

³ OVIDE, *Métamorphoses*, 1, 89-93.

⁴ TITE-LIVE, *Histoire romaine*, "Préface", 9.

situer les obligations en découlant au sein des luttes culturelles et politiques dont nous avons dessiné les lignes de force.

Nous avons vu que la vieille aristocratie ne possède pas les moyens d'aller jusqu'au bout de la négation de la Ville et de ses nouveaux habitants, à laquelle l'incitent ses pulsions mentales profondes. Dès que les premières maisons de pierre du Forum remplacent les cabanes de roseaux du Palatin, elle commence sous Tarquin l'Ancien et poursuit sous Servius Tullius la réalisation d'un compromis historique très chichement mesuré aux bénéfices qu'elle compte tirer du ralliement de la minorité aisée de la plèbe. La création des comices centuriates en témoigne. Mais toute bonne alliance politique se doit de posséder une assise économique. Cueillir les fruits de l'expansion économique sans se salir les mains dans des activités que leur morale [p. 36] réprouve, telle est la fonction qu'assignent les patriciens aux liens de clientèle qu'ils nouent avec une partie de la plèbe. Certes pas avec les plus démunis d'entre elle : qu'auraient-ils pu leur apporter, les petits artisans et boutiquiers aux revenus trop modestes pour échapper tant soit peu à la honte maculant leurs origines ? Au contraire, un pacte conclu avec la bourgeoisie d'affaires qui s'est constituée dans les strates supérieures de la plèbe, et vers laquelle conflue la plus grande partie des richesses de Rome, est gros de promesses plus avantageuses. Les motifs des patriciens sont donc clairs. Penser dominer politiquement une cité commerçante en ne possédant que des troupeaux d'une valeur économique de plus en plus illusoire par rapport au flux croissant des richesses mobilières qui fondent l'expansion de cette ville procéderait d'une naïveté dont tout montre par ailleurs qu'elle leur est totalement étrangère. La richesse conduit immanquablement au pouvoir : pour le conserver, les patriciens ne doivent plus compter uniquement sur les bœufs et les moutons. Mais quelles raisons peuvent donc pousser un bourgeois plébéien à se mettre dans la dépendance d'un patricien ? Après tout, le mépris si ouvertement affiché dans lequel les pasteurs tiennent la plèbe en général n'est point fait pour les rapprocher. L'appât du gain ne peut non plus guider notre bourgeois, puisque c'est lui au contraire qui secourt son orgueilleux patron. En réalité, seule l'infériorité de son statut civique peut expliquer son entrée dans la clientèle d'un patricien. En quoi consiste-t-elle ?

Tout laisse donc supposer que jusqu'à la moitié du VI^e siècle av. J.-C., date de la création des comices centuriates, aucun plébéien, qu'il soit riche ou pauvre, ne jouit du droit de citoyenneté. L'entrée en clientèle est alors une nécessité absolue pour la bourgeoisie plébéienne : grâce aux patriciens, elle a accès à la connaissance du droit et de la procédure, et peut recourir à l'appui de ses patrons devant le tribunal. Car on ne peut douter que la pratique du commerce à une échelle inconnue jusqu'alors ne suscite de fréquents litiges. Mais la concession du droit de cité à une partie de la plèbe ne la délivre pas pour autant toute entière de cette sujétion. Certains remparts édifiés par les patriciens contre le dynamisme conquérant des nouveaux venus tiennent encore bon. Pour les contourner, point d'autre voie que la clientèle. Le premier obstacle consiste encore une fois dans le dévoiement de la religion. Même citoyens, les plébéiens ne sont probablement pas

associés au culte de la cité, ce qui leur interdit l'usage de certains actes juridiques à fondement religieux et très formalistes. Entendons-nous bien : les patriciens n'ont pas donné aux plus anciens actes juridiques un caractère religieux et très formaliste pour en écarter les plébéiens. Ce trait est pré-existant. Le droit est religieux parce que séparer le bien du mal suppose qu'on soit en relation avec le monde des dieux. Ce sont les prêtres qui seuls connaissent les lois et la procédure. La Genèse ne se situe-t-elle pas au Paradis, c'est-à-dire dans un lieu où l'homme vivait dans la proximité directe de Dieu, l'arbre de la connaissance du [p. 37] Bien et du Mal ? Ici encore, ne sourions pas trop vite : tout l'appareil protocolaire dont se décore aujourd'hui la fonction judiciaire n'évoque-t-il pas une certaine idée de transcendance ? Le principe de l'autorité de la chose jugée, l'indépendance du pouvoir judiciaire ne sont-ils pas des signes que nous continuons à donner une place particulière à l'acte qui consiste à dire le droit ? La preuve en est qu'il y a moins d'un siècle, un crucifix placé au-dessus des juges sur le mur du prétoire manifestait que la justice humaine n'était que le reflet imparfait de celle de Dieu. La séparation de l'Église et de l'État n'a rompu qu'imparfaitement ce lien dont notre inconscient porte encore la trace. Le droit romain, lui aussi, finit par se laïciser. Mais il ne parvint pas immédiatement à se libérer de cette idée qu'il fallait accomplir des rites pour obtenir des effets juridiques. Rituel, le droit était de surcroît formaliste, pour des raisons qui ne nous sont pas immédiatement perceptibles¹. À l'heure actuelle nous disposons en abondance de textes législatifs et réglementaires qu'appliquent des magistrats de carrière habitués à interpréter les multiples contrats que peuvent imaginer les particuliers. Tel ne fut pas le cas de Rome pendant longtemps, depuis les premiers rois jusqu'à une époque avancée de la République. Un demi-siècle après le renversement de la monarchie, les premières lois à être portées à la connaissance de tous sont assez peu nombreuses pour être gravées sur douze tables de bronze dressées sur le Forum (d'où leur nom de Loi des XII Tables). Il faudra encore beaucoup plus longtemps pour que s'élabore une véritable science du droit. De plus, à l'époque républicaine, les juges sont soit des simples citoyens, soit des magistrats élus, plus hommes politiques que juristes. Quant aux avocats, nous verrons qu'à une date aussi tardive que la fin de la République, Cicéron leur reproche amèrement de ne rien comprendre au droit, et de plaider seulement en orateurs. Dans de telles conditions, le formalisme est indispensable. Il permet de n'attacher de sanction juridique qu'aux conventions conclues dans des formes connues, sur le sens desquelles aucun doute n'est possible. De plus, les solennités rendent l'acte facile à prouver et précisent le moment où il a été conclu. Rien jusque là qui s'apparente à la politique. Mais les patriciens savent user à leur avantage de ces caractéristiques de leur droit, et se réservent le monopole de sa connaissance. Pour la bourgeoisie plébéienne commerçante, il est extrêmement précieux dans la pratique des affaires de savoir que les engagements pris seront indiscutables. Il faut donc les faire naître d'actes juridiques dont seuls les patriciens connaissent les rites et les formes. Par exemple

¹ Cf. J. MACQUERON, *Histoire des obligations* (Aix-en-Provence, Association A. Dumas, 1975), 39-40.

la *stipulatio*, contrat très fréquent dérivé d'un acte plus archaïque encore (la *sponsio*). Pour exprimer leur accord, les parties doivent se servir exclusivement de certains mots, ceux auxquels le droit reconnaît le pouvoir d'engendrer les liens contraignants. Car le contrat est oral, et se déroule sous la forme d'un dialogue entre les parties, où les réponses doivent correspondre, point par point, aux questions posées. Les termes eux-mêmes doivent être identiques. Enfin, il ne doit pas exister de temps mort dans cet échange : questions [p. 38] et réponses doivent se succéder immédiatement. On comprend facilement qu'avant de se risquer à conclure un tel acte, il faut être doté de connaissances juridiques précises : la simple volonté de contracter est ici insuffisamment opérante. Dans un souci supplémentaire d'efficacité, le rituel de la *sponsio* prévoit un serment et un sacrifice aux dieux : celui qui le rompt devient *sacer*, et de ce fait voué à la mort et aux dieux infernaux. Il convient donc de ne pas s'engager à la légère. À tous les niveaux, l'assistance du patron est indispensable. Dans un tel système, le plébéien sans patron est livré à l'arbitraire des patriciens ¹.

Ce rapport de forces très inégal paraît bien éloigné de l'image idéale que nous faisons d'un droit romain juste et équilibré. "Attribuer à chacun son dû (*suum cuique tribuere*)", diront plus tard les juristes de l'époque classique... Pour l'heure, il n'en est guère question. Un exemple, particulièrement frappant, pris dans le domaine du droit des obligations. Dans le très ancien droit romain, un contrat où l'une des parties force l'autre à s'engager en recourant à la violence, ou en l'abusant par la tromperie, demeure parfaitement valable. "J'ai été contraint de vouloir, mais j'ai cependant voulu (*coactus volui, tamen volui*)" font dire cyniquement les juristes à la partie lésée, entendant par là qu'en cédant à la violence, la victime a malgré tout fait son choix. Quant à celui qui a été assez stupide pour se laisser tromper, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même de sa propre naïveté. On voit évidemment bien à qui profitent de tels principes juridiques, de quel côté se situent et la force, et le savoir...

Les moyens de pression des patriciens ne se bornent d'ailleurs pas à la connaissance des actes propres à faire naître des droits. Eux seuls savent aussi comment les sanctionner. Les procédures judiciaires sont entre leurs mains. Ils conservent jalousement les formules juridiques nécessaires à tout acte procédural, sous peine de l'inefficacité de l'acte. Eux seuls connaissent les jours durant lesquels l'homme peut réclamer justice. Car le temps des dieux investit le temps humain : certains jours leur appartiennent exclusivement (*dies festi*), et sont donc néfastes (*ne-fas* = contraires au droit religieux) pour toute action humaine. Mais les jours laissés à l'homme (*dies profesti*) ne sont pas tous fastes, car l'action des dieux peut encore en perturber le déroulement. Certains jours dits "religieux", le mariage, la tenue des assemblées politiques comme le début de toute action nouvelle sont interdits : inutile de songer à intenter une action devant un tribunal. Ces jours sont mauvais, car ils ont fait la preuve de leur hostilité envers Rome : anniversaires de défaites militaires, mais aussi jours où les morts peuvent revenir

¹ DENYS, IV, 43, 1.

parmi les vivants. Trois fois par an, on bascule la pierre qui couvre une fosse sacrée, porte de communication avec le monde souterrain des morts et des divinités infernales. Si les morts ont quelque motif de se venger des vivants, ils sortent alors pour les tourmenter (il est intéressant de noter que cette fosse se trouve près du temple consacré à Cérès, divinité des moissons. C'est le signe qu'à l'instar de nombreuses sociétés primitives, les Romains font de la terre la mère de la vie et [p. 39] l'ancre de la mort). On comprendra aisément que durant ces jours, mieux vaut ne rien entreprendre. Il faut donc connaître leur date, privilège que partagent les patriciens, qui seuls forment la caste des prêtres. Ces derniers fixent ces jours dans le calendrier romain et les annoncent aux patriciens rassemblés dans les comices curiates. Restent environ deux cent trente-cinq jours fastes dont quatre-vingt-douze consacrés à l'activité politique. L'accès à la justice est donc impossible en moyenne un jour sur trois. C'est assez pour que les plaideurs soient dans l'obligation de s'adresser à ceux qui connaissent ces jours.

On comprend en conclusion que l'assistance judiciaire due par le patron soit considérée par les clients comme le plus puissant motif pouvant inspirer l'entrée en clientèle. Ce devoir patronal est celui qui se maintient avec le plus de vigueur à travers les siècles. Preuve que malgré les différentes réformes législatives et les conquêtes successives de la plèbe, la justice à Rome demeurera toujours en grande partie aux mains des puissants. Dès le début il est vrai, la nouvelle cité s'inscrit dans une tradition résolument anti-démocratique.

PROBLÉMATIQUE DE LA DÉMOCRATISATION : LA ROME DES ROIS ET L'ATHÈNES DU PEUPLE

Hormis l'accident sanglant que constitue pour elle le règne du dernier Tarquin, l'aristocratie patricienne a donc gagné son pari. Le trucage des institutions, l'alliance intéressée avec la fraction intéressée de la plèbe lui permettent de dominer la cité et de profiter de ses richesses. Elle ne sort pas tout à fait indemne de son isolement pastoral. La Ville et l'état sont là. Ils lui ravissent le décor qui forgea son paysage mental : la culture pastorale dont elle est l'expression est atteinte d'un déclin que seul le sursaut initial de la République empêchera d'être immédiatement irrémédiable. À long terme, l'arrivée des monarques et commerçants étrusques sonnait bien son glas, comme l'avait pressenti son inconscient collectif avec toute la violence que contenait son refus de la démocratisation du régime. Car bien des conditions nécessaires à l'éclosion d'un régime démocratique sont implicitement contenues dans les bouleversements du VI^e siècle : afflux d'individus étrangers aux traditions des indigènes, expansion

économique allégeant les pesanteurs immuables régnant dans toutes les hiérarchies sociales liées aux économies archaïques, fondation d'une cité et d'un état, monarques enclins à donner de nouveaux droits à la plèbe, diffusion par l'intermédiaire des Étrusques des idées venues de Grèce. Sur ce dernier point, la comparaison entre la Rome royale et l'Athènes démocratique est prodigieusement intéressante. Car on oublie trop souvent qu'à la même époque où s'amorce le processus de naissance de la Ville, Athènes s'engage dans la voie des réformes qui vont la conduire à la démocratie.

À la fin du VII^e siècle, au moment où les Étrusques viennent d'arriver à Rome, la Grèce connaît plusieurs transformations. La métallurgie courante du fer se répand, et ce métal peu [p. 40] coûteux remplace le bronze que seuls pouvaient acquérir les riches pour payer leur équipement militaire. Ceux qui peuvent maintenant entrer dans l'armée vont revendiquer l'égalité des droits. À la même époque, la monétarisation des échanges donne une impulsion considérable au commerce, favorise la naissance d'une bourgeoisie détachée de la vieille aristocratie foncière, et aggrave les conditions de vie des paysans habitués à rembourser leurs dettes en nature. Cette expansion commerciale s'accompagne naturellement du développement de l'industrie, qui draine vers la ville les petits paysans. Les villes croissent, et avec elles le nombre des travailleurs les plus modestes, et donc les plus enclins à une démocratisation du régime. Mais les gros propriétaires terriens eux-mêmes ne sont pas hostiles à la "reconversion" à laquelle se refuseront toujours en leur for intérieur les pasteurs latins. Constatant que la rentabilité de leurs domaines est très inférieure à celle des capitaux engagés dans le commerce, l'armement naval, ou l'industrie, beaucoup d'entre-eux n'hésitent pas à vendre leurs terres et à placer les produits obtenus dans ces nouveaux secteurs d'activité. On s'aperçoit que nombre de ces transformations sont communes à la Grèce et à Rome : nécessité d'intégrer à l'armée des nouveaux venus, expansion commerciale, croissance des villes, naissance d'une bourgeoisie commerçante. Mais Athènes et Rome n'en tirent pas les mêmes conséquences. La première commence dès la fin du VII^e siècle à démocratiser ses institutions. De 624 à 620, Dracon s'attaque au monopole judiciaire de l'aristocratie foncière (les eupatrides) en substituant à la vengeance privée – où la puissante solidarité des grandes familles eupatrides ne laissait aucune chance au citoyen du petit peuple – des tribunaux d'état. Quelques années plus tard (594-591 av. J.-C.), Solon, un noble enrichi par le commerce, entreprend tout un train de réformes. Elles sont mues par les principes affichés quelques décennies plus tard à Rome par la "constitution servienne". Solon divise en effet les citoyens en quatre classes censitaires – avec il est vrai une fortune minimale pour être inscrit au nombre des citoyens – dont tous les membres, réunis dans l'assemblée populaire (*l'eccllesia*) élisent les magistrats. Mais les mécanismes du vote n'y sont soumis à aucun des trucages que nous avons constatés à Rome. De plus Solon crée un conseil (la *Boulè*) dont les membres sont tirés au sort sans discrimination censitaire et chargés de contrôler les magistrats, ainsi qu'un tribunal populaire suprême aux membres également tirés au sort (*l'Héliée*). Ce tribunal est une garantie contre les sentences iniques, car il connaît essentiellement des appels formés contre les

jugements des magistrats. On voit par là combien divergent les solutions apportées par Rome et Athènes à des problèmes dont de nombreux termes sont communs. L'*ecclesia* athénienne est réellement démocratique, alors que la classification censitaire des comices centuriates et leurs mécanismes de vote ne servent qu'à conforter un régime de gérontes et d'aristocrates. Quant à la justice, entourée à Athènes de garanties démocratiques, nous savons combien à Rome la main des puissants pèse sur elle de tout son [p. 41] poids et y perpétue les liens de clientèle. Comment ne pas s'interroger sur les raisons de ces divergences ? Il semble qu'à Rome, les transformations aient été plus brutales qu'à Athènes, sollicitant peut-être abusivement des indigènes que leur culture pastorale prédisposait peu aux changements rapides. Car l'aristocratie athénienne, à la différence des bergers latins, est faite d'agriculteurs sédentaires, par nature moins belliqueux et plus ouverts que les rudes peuples pastoraux semi-nomades. C'est pourquoi nous voyons des grands propriétaires fonciers ne pas hésiter à se convertir au commerce. De plus à Rome, le choc entre la Ville et les troupeaux ne fut nullement amorti par la présence de paysans que le sol ingrat était dans l'incapacité de nourrir. Alors qu'à Athènes, durant le VI^e siècle, la petite et moyenne propriété augmente, comblant les vides creusés par le départ vers la ville de certains grands propriétaires. La vigueur du refus opposé par les patriciens à tout processus de démocratisation n'est donc pas à Rome le fruit d'une réaction irraisonnée et épidermique : elle répond à la brutalité du défi auquel ils furent soumis. Contraints de s'incliner sous le règne du dernier roi étrusque, ils ne vont pas tarder à prendre une éclatante revanche. En 508 av. J.-C., Clisthène instaure pour deux siècles la démocratie à Athènes. Un an auparavant, les patriciens romains ont fait une révolution de droite, et créé la République.

[p. 42]

CHAPITRE II – LA RÉPUBLIQUE, RÉVOLUTION DE DROITE

RETOUR AUX SOURCES

[Retour à la table des matières](#)

La naissance de la République donne à l'aristocratie indigène l'exercice d'un pouvoir retrouvé. Les prières adressées par les Quirites à leurs dieux tutélaires ne sont pas demeurées vaines. Le temps de la domination étrusque, source pour eux de tous les maux, approche de son terme lorsque Rome connaît le crépuscule des années 500. Pourtant, la dernière moitié du VI^e siècle voit l'apogée de la puissance étrusque. L'Étrurie domine la péninsule italienne, mais la splendeur de son règne est illusoire. Les liens fédéraux unissant les villes étrusques sont trop lâches pour résister à la coalition de ses ennemis, qui se forme à la fin de ce siècle d'or. En Campanie, la cité de Cumes, soutenue par les Grecs inquiets des dangers que font courir à ses comptoirs établis sur les côtes italiennes les projets d'unification des Étrusques, se dresse contre eux. Des soulèvements éclatent dans les cités latines soumises par les Étrusques. Rome n'échappe pas à la règle, et, en 508, l'aristocratie que Tarquin le Superbe a cru museler profite des difficultés de l'Étrurie pour expulser le monarque et proclamer la République.

Une tradition aussi forte que récente – elle remonte à la Révolution française – nous a habitués à assimiler République et démocratie, et à voir dans la monarchie un régime peu sensible aux revendications et droits du peuple. Le raisonnement est peut-être valable pour le passé européen récent. Les événements sur lesquels il prend appui ne possèdent pour autant aucune exemplarité d'ordre universel. Car une monarchie peut fort bien être populaire. La République quant à elle n'appartient pas au peuple par prédestination : les ducs aussi ont eu la leur. De quel côté se situe celle qui naquit à Rome après l'expulsion des souverains étrusques ? Les propos de Tite-Live ne laissent aucun doute sur sa coloration politique :

"Pour les patriciens, ce fut une joie insolente ; les plébéiens, pour qui on avait jusque-là toutes les complaisances, commen-[p. 43] çèrent dès lors à être en butte aux injustices des grands ¹.

Les monarques étrusques ne furent pas, comme nous l'avons vu, les champions de la plèbe contre la vieille aristocratie. Du moins posèrent-ils des bornes à la volonté sans limite de domination des patriciens. D'autre part, les liens de l'économie étrusque avec la Grèce et l'Orient animaient le commerce et l'artisanat, sources exclusives de la fortune plébéienne. À ce niveau plus encore que sur le terrain strictement politique, l'avènement de la République représente pour la plèbe une véritable catastrophe. D'abord par rapport au niveau quantitatif des activités d'échange. Les quelques chiffres dont nous disposons traduisent leur net infléchissement vers le bas, d'autant plus durement ressenti que les années 530 à 500 avaient été celles de l'expansion commerciale maximale de la Cité. Les importations de vases grecs décroissent. Bientôt – après le milieu du V^e siècle – le flux déjà réduit se tarit brusquement. Frappé de plein fouet par cette réduction en termes de volume, l'avoir plébéien l'est aussi au niveau des mentalités économiques. Grâce à la plèbe et aux monarques étrusques, on s'était habitué à Rome à penser la richesse en termes de profit, et à accorder aux activités d'échange une part fondamentale dans le mécanisme de production des richesses. Or, dans les sociétés archaïques, l'économie n'est nullement déterminée par le souci de la productivité : l'homme "primitif" ne cherche pas systématiquement à rentabiliser son activité (certains auteurs soutiennent même que cette attitude procède d'un choix délibéré, et non d'une carence technologique ou intellectuelle ²). Les pasteurs latins, comme nous l'avons vu, se situent dans cette aire mentale archaïque, d'où leur mépris pour la forme d'économie chrématistique propre à la plèbe. L'expulsion des rois étrusques leur permet de satisfaire leur désir de retour à la seule forme d'activité qu'ils jugent digne : une économie à prédominance pastorale. Ne concernerait-il que les seules personnes des patriciens, ce retour aux sources s'effectuerait sans doute sans être accompagné de traumatismes majeurs. Mais les rois étrusques partis, la plèbe, elle, reste. Ni ses compétences – d'ordre principalement commercial et artisanal – ni son trop grand nombre ne lui permettent de se livrer à une reconversion de ce type. Aussi est-ce dans un véritable drame que la plonge l'avènement de la République.

La fin de la prospérité économique n'est à vrai dire pas simultanée de celle des monarques étrusques. Si en 509 av. J.C. la seule plèbe se retrouve nue face à une aristocratie avide de revanches, elle bénéficie d'un moratoire. Il faut en effet attendre 474 pour que l'odeur fade des défaites plane sur les débris de la flotte

¹ TITE-LIVE, II, 21, 6-7.

² Cf. MARSHALL SAHLINS, *Âge de pierre - Âge d'abondance* (Paris, Gallimard, 1976).

étrusque, mise en déroute par Cumes et Syracuse. C'est le début pour la plèbe de la faim et de la pauvreté. Mais aussi du combat ouvert contre les patriciens.

LES SIGNES DU DÉCLIN

Le déclin de l'activité Militaire, tout d'abord. Celle-ci con-[p. 44] tinue sur sa lancée après le renversement de la monarchie, mais se tarit pour longtemps, peu de temps avant la défaite des Étrusques devant Cumes. De 509 à 484, on érige six temples importants, dont au moins un, celui de Castor et Pollux, glorifie les nouveaux maîtres de Rome. La construction du temple d'Apollon, en 433, est un ultime sursaut de désespoir de la ville qui, en proie aux famines et aux épidémies, offre au dieu ses dernières ressources. L'affaiblissement des activités urbaines entraîne la flexion des courbes du négoce. J'ai fait plus haut allusion à la diminution des importations. On imaginera facilement ce qu'elle cache : cessations de commerce, chômage, etc. Aux tourments nés de la peur du lendemain s'ajoutent pour la plèbe ceux de la faim. Car c'est aussi le terme de l'impulsion agricole dont les Étrusques ont animé une partie du terroir romain. L'aristocratie maîtresse du pouvoir entend bien revenir à ses antiques traditions pastorales. Peu lui importe la culture du sol. Le savant réseau de drainage dû au génie hydrotechnique des Étrusques est laissé à l'abandon, et le sol connaît de nouveau l'adversité délétère dont un temps l'homme avait eu raison. Il faudra attendre vingt-quatre siècles pour que Mussolini assainisse définitivement les marais pontins... En rendant le sol à sa désolation originelle, les nouveaux maîtres de Rome ouvrent les portes de la cité au spectre de la famine qui va la hanter un siècle durant. Car les habitudes alimentaires des pasteurs ne sont point celles de la plèbe. Les premiers affectionnent une alimentation à base de lait et de viande que leur fournissent leurs troupeaux. La plèbe au contraire se nourrit essentiellement de céréales. Du temps des Étrusques, importations et production locale suffisaient à ses besoins. Mais l'abandon du drainage et l'isolement économique de Rome auxquels s'ajoute l'hostilité des cités voisines encore soumises aux Étrusques la plongent dans une dramatique carence. Durant tout le V^e siècle, au moins dix graves famines se succèdent à Rome, avec leur cortège habituel d'épidémies. La situation est telle que les ruraux recourent à la magie ¹.

¹ *Loi des XII Tables*, VIII, 8, a-b.

LA COLÈRE DES VENTRES-CREUX

La gravité de la situation rend compréhensible l'utilisation de sortilèges. Nous savons que des émeutes de ventres-creux ravagent la cité : "Cette multitude (la plèbe) était difficile à calmer : ils étaient désespérés par leur infortune, s'emportaient contre les magistrats, envahissaient les maisons des riches pour s'efforcer d'emporter leurs provisions sans les payer ¹". Mais la nouvelle classe dirigeante entend bien utiliser le chômage et la famine pour soumettre la plèbe en lui arrachant les quelques droits dont elle jouit encore, et en écrasant dans l'œuf toute tentative de révolte. En 491 av. J.-C., le patricien Marcius Coriolan ne mâche pas ses mots :

"S'ils (les plébéiens) veulent le maintien du ravitaillement antérieur, qu'ils rendent leurs anciens droits aux sénateurs... J'ose le dire : en les domptant, l'épreuve les obligera à devenir eux [p. 45] mêmes cultivateurs au lieu de recourir aux armes pour empêcher la culture par leur sécession
.....

En même temps que le Sénat trouvait cet avis trop cruel, la plèbe était sur le point de saisir les armes sous l'effet de la colère : "C'est par la famine qu'on essayait maintenant de les atteindre, tout comme des ennemis ! On les frustrait de nourriture et de vivres ; ce blé de l'étranger, le seul aliment qu'un coup inespéré de la fortune leur livrait, on le leur arrachait de la bouche, à moins qu'ils ne livrassent à Cnaeus Marcius leurs tribuns enchaînés, à moins que la plèbe ne prêtât obligeamment son dos. Ils avaient en lui un nouveau bourreau dont la naissance équivalait pour eux à un ordre de vie ou de mort ²".

Décidés à tirer un profit maximum des maux dont souffre la plèbe, les patriciens ne se contentent pas de l'affamer. Certains signes nous montrent qu'ils entendent bien préserver leur propre pureté culturelle qu'ont menacée la Ville et la plèbe. Une loi de 452 atteste une permanence : celle de l'antique usage de sanctions pénales fixées en têtes d'ovins et de bovins. Elle fixe le montant minimum des amendes à un mouton, le maximum à trente bœufs et deux moutons par jour. On voit bien qui désavantage ce système conçu pour et par une société de pasteurs. Les plébéiens doivent recourir pour acquitter ces montants – qui peuvent être énormes – aux propriétaires de bestiaux qui occupent le marché aux bœufs (*forum boarium*). Au milieu du V^e siècle, l'aristocratie parvient à faire

¹ DENYS, IX, 25, 2 (en 478 av. J.C.).

² TITE-LIVE, II, 34-35.

confirmer législativement son exclusivisme matrimonial : tout mariage patricio-plébéien est prohibé. La hiérarchie des formes de mariage est d'ailleurs un signe de plus du mépris dans lequel l'aristocratie tenait la plèbe. Le mariage patricien est un acte religieux et rituel. Dix témoins y assistent, ainsi que le Grand Pontife et le flamine de Jupiter. Un gâteau sacré est confectionné à cette occasion, à base de "*far*" ou épeautre (d'où le nom de *confarreatio* donné à ce type de mariage), céréale fort rare sur un sol rebelle à l'agriculture. Un prêtre le consacre, puis le partage entre les époux. Le caractère sacramentel de ce mariage explique la honte dont s'entoure sa dissolution, qui rappelle la condition que l'Église catholique réservait aux divorcés. Plutarque nous dit en effet de la cérémonie de *difarreatio* qui détruit par un sacrifice les effets de la précédente, qu'elle est "... terrible, étrange et lugubre ¹". Rien de tel dans le mariage plébéien, dénué de toute forme d'une religion dont la plèbe était exclue. La femme s'acquiert par un achat simulé, souvenir d'une opération ouvertement vénale, ou comme un simple bien meuble, par prescription acquisitive : la seule cohabitation, l'usage, pendant un an (à condition que la femme n'ait pas découché pendant plus de trois nuits), débouche sur le mariage légitime sans formalité supplémentaire. La divergence de ces règles juridiques est celle de deux mondes qui se côtoient. Le refus patricien n'est point partagé par la plèbe. Les membres les plus aisés de celle-ci ne demandent qu'à fonder avec l'aristocratie une communauté mixte lui reconnaissant des droits qu'elle estime légitimes.

[p. 46]

Mais ni l'assimilation, et encore moins l'égalité sociale et civique ne font partie des concessions que l'aristocratie triomphante des années 500 serait disposée à faire. La plèbe ne parviendra à lui faire accepter un compromis historique que par une suite de durs combats. Car le retour aux sources, à la pureté originelle d'avant la Ville dont rêvent les patriciens n'est plus possible. Les Étrusques partis, la plèbe demeure. À défaut de pouvoir l'éliminer, il faut trouver avec elle un *modus vivendi*. Ici encore, une chance est manquée. De tels impératifs ne pourraient sans doute pas présager l'installation immédiate d'une démocratie de type athénien : le passé est trop proche et son poids trop lourd. Mais un processus de démocratisation serait possible. Car si l'aristocratie doit à long terme accepter un partage de ses privilèges avec les éléments les plus sûrs de la plèbe, ce n'est qu'au prix d'un long et violent combat contre elle. Les conditions de vie chaque jour plus difficiles et l'obstination patricienne confèrent l'énergie du désespoir à cette lutte ².

Voyons les armes dont chacun dispose dans ce combat ouvert dès le début du V^e siècle.

¹ PLUTARQUE, *Questions romaines*, 1.

² DION CASSIUS, *Histoire romaine*, IV, 16, 17, 1-4 ; 6-13.

LES INITIATIVES PLÉBÉIENNES OU LA PREUVE CONTRAIRE

Les réactions de la plèbe ne se limitent pas au pillage de quelques greniers des maisons cossues. Elle est assez intelligente pour faire saisir aux patriciens que, puisque les dieux ont voulu qu'elle vienne dans ces terres autrefois désertiques, le destin de Rome ne peut désormais plus se faire sans elle. Si les patriciens ne veulent pas de la plèbe, on va les prendre au mot en leur montrant ce que deviendrait Rome sans elle. Quant aux institutions, à défaut d'y trouver la place que lui refusait l'aristocratie, elle en créera qui lui seront propres. La plèbe va faire ainsi la preuve contraire de sa nécessité.

La cité elle-même porte deux villes en son sein. Le Palatin est le domaine du patriciat, qui a seul accès aux cultes des dieux suprêmes du Capitole. Les plébéiens se regroupent autour de l'Aventin, de l'Esquilin et dans la vallée du Forum. Ils prient Cérès, déesse de l'abondance, et Mercure, dieu du commerce, meilleurs interprètes de leurs aspirations que Jupiter capitolin. Le mouvement plébéien est donc exclusivement urbain¹. Point de révolte paysanne possible, tout simplement par insuffisance du nombre des ruraux. D'autre part, quand les plébéiens se soulèvent, outre les droits politiques, ils demandent surtout deux choses : un système de prêt d'argent moins ruineux pour les débiteurs, la participation au butin lors des victoires militaires. Or le prêt d'argent ne servirait à rien pour des ruraux du V^e siècle av. J.-C., mais se comprend parfaitement pour une plèbe habituée au commerce et à l'artisanat. De même, la plèbe veut avoir sa part des terres conquises, car la vie urbaine est de moins en moins tenable. Mais les patriciens ne veulent rien céder. Ni la remise des dettes, parce que ce sont eux les créanciers des plébéiens, ni la terre, car ils ont besoin de vastes espa-[p. 47] ces pour faire paître leurs troupeaux, que gêneraient les champs cultivés et clos des plébéiens. Dans ces conditions, il ne reste plus aux plébéiens qu'à déchirer l'étoffe dont est tissée la ville. Dès 494 (et à deux reprises par la suite), la plèbe fait sécession en se regroupant sur l'Aventin, et démontre au patriciat qu'il ne saurait se passer d'elle. L'importance de l'événement mérite qu'on le souligne. Cette sécession est un des tous premiers mouvements de masse que connaît l'histoire sociale. Elle témoigne – disons le mot – d'une conscience de classe tout à fait exceptionnelle. L'efficacité de ce soulèvement est à la mesure des ardeurs qui l'inspirent. Les patriciens comprennent immédiatement qu'il met en péril la cité toute entière. Un des leurs, Ménénius Agrippa, parvient à entrer dans le camp plébéien et s'efforce de ramener les plébéiens à la raison en plaidant pour l'unité

¹ Cf. J. ELLUL, *Histoire des Institutions* (Paris, P.U.F., 1972), 272.

de la cité. L'allégorie qu'il emploie insiste sur l'interdépendance de la plèbe et du patriciat ¹.

Quels sont les dangers inspirant l'émissaire des patriciens ? Les pressions que la plèbe exerce ne sont pas d'ordre économique : les patriciens s'accommoderaient fort bien du retour au seul pastoralisme et aux traditions qu'ils affectionnent. C'est pour d'autres raisons que la sécession est une arme décisive, qui viendra à bout de l'obstination patricienne. Elle est grosse de dangers sur le terrain politique et militaire. Car la situation extérieure est tendue : plusieurs cités (dont Veïès) encore sous domination étrusque entourent Rome et la menacent. Or une plèbe indépendante aurait de fort bonnes raisons de s'allier avec les Étrusques pour ôter toute idée de revanche à l'aristocratie patricienne. Des concessions lentes et partielles valent encore mieux pour elle que ce grave danger immédiat. La situation est d'autant plus sérieuse qu'en faisant sécession, la plèbe se soustrait au service militaire. Même aidés par leurs clients et les esclaves qu'ils vont jusqu'à envisager de libérer, les patriciens ne peuvent accepter qu'une telle ponction désorganise les armées romaines. Mais dans ses ultimes conséquences, la sécession va encore plus loin. Puisque les patriciens refusent les droits politiques à la partie la plus nombreuse de la plèbe, celle-ci créera elle-même ses propres institutions, appelées à devenir les organes de la cité plébéienne qui naîtrait au cas où persisterait le refus patricien d'intégration. Dans l'immédiat, par une série d'innovations hardies, celle-ci crée un véritable état dans l'état. Un processus de démocratisation des institutions est en marche, le plus authentique sans doute que connaîtra Rome. Il vise à remettre au peuple sans trucs ni ambiguïtés les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour déterminer lui-même son propre destin, au besoin contre les monopoles exercés par la classe aristocratique dirigeante. Car c'est d'elle que viennent pour l'heure les dangers les plus immédiats. La plèbe obtient que soit créé un magistrat dont le rôle est de protéger tout plébéen menacé par un patricien, le "tribun de la plèbe"... Il est lui-même intangible. Car, institué par les hommes, il jouit de la protection des dieux : sa personne est sacro-sainte, inviolable. Celui qui lèverait la main sur lui deviendrait *sacer*, voué aux dieux infernaux, et au bras vengeur de tout individu désireux [p. 48] de le tuer. Ses biens seraient dévolus au temple de Cérès, la divinité plébéienne. Le tribun de la plèbe est donc son rempart contre les abus de l'aristocratie. Les patriciens ne s'y trompent pas ; la situation ainsi créée leur paraît intolérable : "Il est impossible que dans un même État il y ait des sénateurs et des tribuns de la plèbe : ou cet ordre ou cette magistrature doivent disparaître. Qu'on s'oppose à leur folle audace : mieux vaut tard que jamais". Telle est la thèse soutenue en 445 par la faction la plus dure du sénat ².

Mais cela ne suffit pas : isolée, cette institution court le danger de tourner en une tyrannie aux mains d'un individu démagogue et sans scrupules, flattant les plébéiens dans le seul but d'étendre son pouvoir personnel. C'est pourquoi le

¹ TITE-LIVE, II, 32, 9-12.

² TITE-LIVE, IV, 2, 11.

tribunat est collégial : plusieurs tribuns exercent leurs fonctions simultanément, et peuvent neutraliser leurs actes respectifs. Même borné par ces sages garde-fous, le régime n'est pas encore vraiment démocratique. Il faut que la plèbe, délivrée de l'emprise patricienne, puisse discuter des lois qu'elle entend se donner et dispose d'une assemblée à même de les voter. Ainsi naissent les "assemblées de la plèbe" (*concilia plebis*), d'où seront toujours exclus les patriciens. Ces assemblées obtiendront après de longues luttes de voter les lois propres à la plèbe, d'élire ses magistrats, les tribuns et les édiles, plus spécialement chargés de l'entretien des temples des divinités favorables à la plèbe, et de la gestion du trésor plébéen, déposé dans le temple de Cérès.

Pour la première fois, aiguisée par le chômage, la misère et la faim, la détermination plébéienne s'affirme, à la mesure de l'obstination patricienne. Du choc de ces volontés naît un conflit dont la phase initiale, la plus violente, va durer près d'un demi-siècle.

LES RÉPONSES PATRICIENNES

Les dangers que fait courir au patriciat le séparatisme plébéen sont trop grands pour que celui-ci n'allie pas la ruse et l'intrigue à la violence dans le combat qui s'ouvre avec la plèbe.

Puisque celle-ci s'est dotée de protecteurs attitrés (les tribuns de la plèbe), il faut en limiter l'efficacité. Leur collégialité et les pouvoirs de blocage qu'ils possèdent les uns à l'encontre des autres offrent des possibilités intéressantes. En 476 av. J.C., moins de vingt ans après la création du tribunat, le patricien Appius Claudius explique parfaitement comment il convient de s'y prendre pour que les tribuns ne fassent plus obstacle à l'enrôlement des plébéiens dans l'armée. Denys résume encore mieux que Tite-Live la tactique suivie :

"... Il n'y pas d'autre moyen de mettre fin au pouvoir d'un tribun (...) que de lui opposer les autres personnages de rang égal et possédant le même pouvoir, et de leur ordonner ce qu'il essaye d'empêcher. Il conseilla aux futurs consuls de faire ainsi et de faire en sorte d'avoir toujours quelques tribuns bien disposés [p. 49] à leur égard et dans des sentiments amicaux, disant que le seul moyen de détruire le pouvoir de leur corps était de semer la division parmi ses membres ¹".

¹ TITE-LIVE, II, 44, 4-5 (voir aussi DENYS, IX, 1, 5).

Tactique cynique, mais efficace, dont nous avons plusieurs exemples de succès. Les patriciens vont même jusqu'à accueillir avec plaisir l'augmentation des effectifs des tribuns, qui passent de 5 à 10 en 455, car "... c'était l'intérêt du Sénat qu'il y ait beaucoup de champions de la populace. Car il était plus difficile d'être uni lorsqu'on est beaucoup que lorsqu'on se trouve en petit nombre (...) il y aurait alors dissension et manque d'unanimité dans le collège des tribuns" ¹.

Parfois cependant, la ruse ne suffit pas. Les patriciens prônent alors l'usage de la force brutale, en dépit de l'inviolabilité tribunicienne. Quelquefois l'emploi de la violence va jusqu'au meurtre, et de tels exemples sont souvent propres à tempérer l'ardeur des tribuns.

Mais pour écarter le danger plébéen, les patriciens peuvent tout aussi bien diriger la violence vers l'extérieur de la cité. La guerre fournit en effet une occasion providentielle pour occuper les bras plébéiens. Un texte de Denys résume parfaitement la situation comme la tactique :

"C'était devenu une chose régulière et coutumière pour la cité que d'être en paix en temps de guerre, et livrée aux querelles en temps de paix. Tous les consuls en étaient bien avertis, et si une guerre extérieure survenait, accueillait ce conflit comme le résultat de leurs prières ; et quand les ennemis se tenaient tranquilles, eux-mêmes cherchaient à susciter des motifs et des prétextes pour que la guerre se déclenche" ².

À ce prix, la plus grande partie du Latium sera conquise avant la fin du V^e siècle. Ces conflits ne sont pas tous des inventions patriciennes destinées à juguler les mouvements de la plèbe. Mais la part de supercherie et de calcul qu'ils recèlent n'en est pas moins réelle, au point que les tribuns de la plèbe l'éventent vite et poussent les plébéiens à désertir les rangs de l'armée. Dans le cas où échouent les manœuvres patriciennes tendant à suborner les tribuns, l'aristocratie en est réduite à mobiliser ses clients. Mais le canevas suivi demeure le même. Pour différer des revendications plébéiennes (réforme agraire) ou remédier à une situation de crise (sécession, famine), les patriciens suscitent un conflit à l'extérieur, décrètent l'enrôlement auquel refusent de se rendre les plébéiens ; la guerre est alors menée par les patriciens et leurs dépendants, clients, amis, affidés, parfois même esclaves ³. C'est ainsi que se passent les choses lors de la première sécession de la plèbe, en 494. Un des chefs de l'aristocratie que nous avons déjà vu à l'œuvre contre les tribuns de la plèbe, Appius Claudius, conseille d'armer les clients et les quelques plébéiens encore hésitants pour remédier à l'abstention de la majeure partie de la plèbe. Il suffirait pour les rallier de leur promettre l'abolition de leurs

¹ DENYS, IX, 1, 5.

² DENYS, X, 33, 2.

³ Pour une analyse détaillée de ces cas, cf. N. ROULAND, *op. cit.* ("Pouvoir politique..."), p. 117, 150-155.

dettes. Certains se rendent à ces arguments ¹. Il ne s'agit toute-[p. 50] fois que de solutions de pis-aller, car, aux dires des contemporains eux-mêmes, il ne faut voir là qu'une "... armée réduite et inadaptée" ².

Ni la corruption des tribuns de la plèbe, ni le recours à la guerre ne sont en effet des réponses aux problèmes suscités par l'ampleur du défi plébéen. Mais l'aristocratie républicaine sait montrer autant d'intelligence et de pragmatisme que ses pères de la Rome royale en redonnant vie à une institution que le déclin économique de la plèbe aurait dû reléguer au rang d'accessoire démodé : les liens de clientèle. Leur extension et leur politisation constituent la vraie réplique des patriciens à la combativité plébéenne.

LES NOUVEAUX LIENS DE CLIENTÈLE

Il n'y a que peu de rapports entre les liens unissant patrons et clients de la Rome royale et les dimensions et les finalités qu'ils acquièrent dès le début du V^e siècle pour les garder durant toute la durée de la République. La surprise ne se situe au demeurant point là : Rome elle-même a presque totalement changé de visage. Ni la politique, ni l'économie n'obéissent plus aux mêmes conditions. L'étonnant, c'est plutôt que les liens de clientèle survivent à ces bouleversements. Ce prodige n'est possible que grâce à leur multiplication au sein de la plèbe à un niveau jusqu'alors jamais atteint, ainsi que par un remodelage dans le sens d'une politisation accrue que leur impose l'aristocratie. Nous savons que tel n'était point le cas un siècle auparavant ³ : la clientèle était une relation plus économique et privée que politique, et limitée à la minorité de plébéiens assez riches pour que leur fortune attirât les convoitises patriciennes. À partir de là, comment en arrive-t-on à ces nouveaux liens de clientèle que les sources sont unanimes à nous dépeindre ? Essayons de nouer les fils de l'intrigue.

Une première constatation s'impose, d'ordre numérique. Tout porte à croire que les clients sont devenus fort nombreux. Nous venons de voir qu'ils le sont déjà assez pour former des armées que les maîtres de la Cité opposent aux troupes ennemies. Diverses données chiffrées dont nous disposons incitent à penser que chacune des plus grandes *gentes* aristocratiques peut disposer d'un ou deux milliers de ces individus. Enfin de nombreux textes affirment que les clients des patriciens sont très nombreux, et même peuvent former une "immense armée" ⁴. De quelle source coulent donc ces flots de clients, si utiles aux patriciens ?

¹ DENYS, VI, 47, 1.

² DENYS, VI, 51, 1.

³ Cf. *supra*, p. 36.

⁴ LIV., III, 14-4.

Comme le dit le bon sens populaire, le malheur des uns fait le bonheur des autres. En l'occurrence, les maux qui frappent la plèbe incitent les plus démunis ou les moins combatifs de ses membres à préférer la protection d'un puissant clan patricien aux rigueurs et aux incertitudes de la lutte politique contre les nouveaux maîtres de la Cité. Personne n'entre dans une relation de dépendance autrement que sollicité par des besoins pressants. Au début du V^e siècle, nous savons que les conditions nécessaires à leur naissance ne man-[p. 51] quent point. La seule nécessité impérative de manger chaque jour incite plus d'un de ces plébéiens abandonnés par Cérès et Mercure à accepter une provende comme monnaie de leur ralliement politique aux visées de l'aristocratie. Mais parallèlement à la faim, on peut penser que l'endettement croissant est une des causes qui conduiront le plus fréquemment les plébéiens sur les chemins de l'entrée en clientèle. La fréquence des revendications plébéiennes demandant des moratoires ou la remise des dettes témoigne de l'ampleur du fléau. Par un mécanisme parfaitement logique, le plébéien se retrouve à la merci de son créancier patricien. Contraint de chercher ailleurs que dans une activité commerciale ou artisanale déclinante les fonds qui lui manquent, il est la plupart du temps incapable de rembourser les emprunts qu'il a dû contracter. Le droit romain ne s'y trompe pas, qui appelle le débiteur un *nexus*, c'est-à-dire un "homme pris dans des liens". Les chaînes de l'esclave peuvent en effet ne pas tarder à remplacer les liens juridiques. La procédure vaut qu'on s'y arrête. Le créancier insatisfait peut naturellement se rembourser en saisissant les biens de son débiteur. Mais tout porte à croire que l'indigence de ce dernier ne permet au mieux à son prêteur de ne jouir que d'une maigre compensation. Il lui reste encore heureusement à se venger sur la personne même de son débiteur. Chargé de chaînes, incarcéré dans la prison privée de son créancier, le malheureux est promené comme un animal sur la place publique, les jours où l'affluence est à son comble, c'est-à-dire lors des marchés. Si au bout de trois de ces sordides processions personne ne se présente pour payer ses dettes, le créancier peut le faire travailler pour son compte jusqu'à ce qu'il s'estime remboursé de sa créance. Ou bien encore le vendre comme esclave, mais au-delà du Tibre, comme l'exige la coutume, pour que la ville ne soit pas endeuillée par le spectacle d'un de ses anciens citoyens plongé dans les rigueurs et le néant de la condition servile. Mais il existe pire encore, au point que Dion Cassius, qui écrit à la fin du second siècle de notre ère, ne peut croire à l'horreur de la coutume qu'il nous rapporte :

"Il est donc certain que la plupart des malheurs qui fondirent sur les Romains eurent pour cause la rigueur manifestée par les plus riches à l'égard des plus pauvres. En fait, nombreux étaient les moyens mis à la disposition des créanciers contre ceux qui dépassaient les délais de remboursement de leurs dettes, celui-ci entre autres : au cas où quelqu'un se trouvait avoir plusieurs créanciers, dépecer le corps du débiteur morceau par morceau et en distribuer les parts au prorata de ce qu'il devait, telle était la liberté reconnue. En dépit du caractère tout à fait

légitime de ce principe, du moins n'est-il jamais passé dans la pratique. Comment donc supposer qu'un peuple ait atteint à ce point de cruauté, alors que n'importe quel criminel reçoit bien souvent de lui toute latitude pour assurer son salut par la fuite, et que les condamnés poussés en avant du haut des rochers du Capitole sont autorisés à vivre s'ils en réchappent ?" ¹

[p. 52]

Soumis à ces diverses menaces, depuis l'enchaînement jusqu'au dépeçage, qui n'aurait préféré l'entrée en clientèle ? Rien d'étonnant à ce qu'ils soient des milliers à faire ce choix, comme cet ancien militaire, criblé de dettes, qui, en 385, est sauvé par Manlius Capitolinus. Ce dernier rembourse son créancier au moment où ce dernier le promenait enchaîné sur le forum ².

Les plus avisés des patriciens ont rapidement compris qu'ils peuvent tirer un meilleur avantage du dénuement matériel et de la détresse psychologique de leurs débiteurs en faisant d'eux leurs clients, plutôt qu'en les emprisonnant ou en les coupant en morceaux. Appius Claudius, que nous commençons à connaître, dit en parlant de ses débiteurs :

"... je n'ai jamais porté atteinte à la liberté de ceux qui m'ont causé du tort, ni ne les ai privés de leurs droits civiques, mais tous sont libres, et tous m'en sont reconnaissants et figurent parmi mes amis intimes et mes clients. ³"

De quelle liberté s'agit-il ? Il faut comprendre tout simplement qu'Appius, au lieu d'incarcérer ses débiteurs, en a fait ses obligés. Ainsi l'exigibilité toujours possible de la dette du *nexus* devenu client demeure-t-elle comme une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête.

Il paraît donc hautement probable que l'augmentation du nombre des clients s'explique en grande partie par la fréquence croissante de l'endettement. Chacun sait où de tous temps se recrutent les hommes de main et où s'achètent les consciences. Moins chez les nantis que parmi ceux dont les possibilités de choix ou de reconversion deviennent chaque jour un peu plus illusoires. De quel prix ces nouveaux clients vont-ils devoir payer la protection que leur accordaient leurs patrons ? À l'évidence, ce qu'on peut attendre d'eux se situe hors du domaine financier. Restent les luttes politiques, dont le rapide développement exige des

¹ DION CASSIUS, IV, 16, 17, 6-13.

² TITE-LIVE, VI, 11, 14.

³ DENYS, VI, 59,3.

patriciens qu'ils mobilisent tous leurs moyens. Ils s'empressent donc de politiser les services qu'ils exigent de leurs clients.

Une remarque préliminaire s'impose, d'ordre chronologique. Les textes faisant état des activités politiques des clients s'inscrivent dans une période qui va de 494 jusqu'en 448. Ce qui signifie qu'immédiatement les patriciens engagent leurs clients dans la lutte contre la plèbe. En effet, les premiers textes dont nous disposons correspondent très exactement à la création des premiers organes propres à la plèbe (tribunat de la plèbe et assemblées de la plèbe). Quant aux derniers, ils se situent en 448, seulement deux ans après la création en 450 du premier "code" juridique révélant les mystères du droit, la loi des XII Tables. Nous verrons plus loin que c'est la première grande concession que la plèbe parvient à arracher au patriciat, après un demi-siècle de luttes. Cette correspondance n'est rien moins qu'un hasard, et démontre bien le sens avant tout politi-[p. 53] que qu'assignent maintenant les patriciens aux relations nouées avec leurs clients.

C'est au sein des assemblées que se déroule une grande partie des luttes politiques. Mais les patriciens ne dispersent pas leurs forces sans discernement au sein du système complexe formé par l'entassement d'institutions d'âges, d'origines et de fonctions divers. Les clients ne peuvent être que d'une utilité très mince dans les vieux comices curiates, concurrencés par des assemblées plus dynamiques, et les comices centuriates où les divers trucages que nous avons étudiés assurent aux riches une majorité confortable gagnée sans coup férir. Mais ailleurs la partie est plus serrée. Dans les réunions pré-électorales (*contiones*), tout d'abord. Les *contiones* sont des assemblées où l'on discute des mesures législatives ou électorales qui seront prochainement soumises aux divers comices. Leurs débats, uniquement préparatoires, n'ont aucune valeur légale, ni liante, ni consultative. Ce sont seulement des réunions d'information. Mais s'y forment cependant les grandes options qui vont ensuite animer les débats dans les comices officiels. De plus, elles présentent une particularité absente de tout le reste du système politique romain : tous peuvent y participer, non seulement les citoyens, mais aussi les esclaves, les affranchis, les femmes, les plus démunis d'entre les plébéiens, et éventuellement les autres (plébéiens plus aisés et patriciens), s'ils le désirent. On comprend que ces *contiones* sont un des lieux où s'exercent des influences de toute sorte afin de modeler les intentions de vote. Plusieurs textes nous y montrent d'ailleurs des clients essayant de rallier les électeurs aux intérêts de leurs patrons. Les patriciens s'intéressent également aux assemblées plébéiennes, où la plèbe prétend voter ses propres lois ¹ : un succès dans leur contrôle serait décisif. Le fait est que là aussi ils mettent leurs clients à contribution.

Restent les comices tributes, dont je n'ai pas encore parlé. Marquons un temps d'arrêt pour expliquer leur fonctionnement, car cette nouvelle assemblée est un

¹ DENYS, IX, 41, 5.

élément de démocratisation du régime dont l'action, en ce sens, s'ajoute à la poussée réformatrice issue de la création des institutions plébéiennes au début du siècle. Les érudits discutent encore de l'origine de ces comices et de leur fonction originelle. Bornons-nous pour notre part à constater qu'au début du V^e siècle, certains votes s'effectuent non plus seulement par curies et centuries, mais par tribus. C'est notamment le cas des assemblées plébéiennes à partir de 471. En quoi ceci modifie-t-il les équilibres complexes que les patriciens s'efforcent de maîtriser ? Les tribus sont des circonscriptions territoriales incluant et divisant tous les territoires soumis à la domination romaine. Les comices dont elles sont la base fonctionnent suivant les mêmes principes du vote par groupe que nous avons déjà examinés à propos des comices centuriates. L'unité de vote est ici la tribu, ce qui offre encore toutes les possibilités de découpage électoral que l'on devine. En 495, on compte 21 tribus, 17 sur le territoire rural, 4 en milieu urbain. Les ruraux ont donc l'avantage sur les citadins dans ces assemblées, puisqu'ils disposent d'unités de vote [p. 54] quatre fois plus nombreuses. Le déséquilibre s'accroîtra par la suite, puisque l'extension des territoires conquis entraîne la création d'un nombre supplémentaire de circonscriptions. En 241 av. J.-C., on atteint le chiffre total de 35 tribus, qui ne sera plus dépassé par la suite, les territoires annexés après cette date étant rattachés aux tribus déjà existantes. Mais ce n'est pas là que réside le caractère démocratique de ces comices. Si le principe du vote par groupe est commun aux comices centuriates et tributes, la classification en niveaux de fortune déterminés par les cens dans les premiers est en revanche absente des seconds. Pour voter dans les comices tributes, il suffit de pouvoir justifier d'une résidence dans une des tribus, ce qui n'en exclut donc "que" les femmes, les esclaves, les vagabonds et les étrangers. Ces comices détiennent le même type d'attributions que les comices centuriates, mais à un niveau moindre : élection des magistrats inférieurs, jugement des sentences pénales les moins graves, vote des lois. Ces pouvoirs sont cependant importants et nous verrons qu'ils concurrenceront de plus en plus ceux des comices centuriates tout au long de la République.

Une telle assemblée, à moins d'inventer les mécanismes propres à la juguler, est fort dangereuse pour les patriciens, car elle ajoute son influence à l'action corrosive de l'ordre patricien inaugurée par les créations plébéiennes du début du siècle. Les textes dont nous disposons montrent d'ailleurs que l'introduction dans les mœurs politiques romaines du vote par tribus est fort mal ressentie par les patriciens, habitués au contrôle aisé de l'assemblée centuriate. Un des leurs porte en 471 un jugement dépourvu d'ambiguïté sur la nouvelle assemblée :

"... ils (les plébéiens) transféraient les tribunaux légitimes, auxquels la cité avait auparavant confié le jugement des causes mettant enjeu la peine capitale ou l'exil, de l'assemblée la plus incorruptible * à la plus vile

* C'est-à-dire les comices centuriates.

populace ; des salariés et des vagabonds introduisaient des lois tyranniques et impures contre les hommes de noble naissance. ¹"

Des invectives haineuses de ce genre s'échelonnent de 491 à 459. Leur répétition semble montrer que les patriciens échouent dans leurs tentatives de contrôle de l'assemblée tribuite. Puisque le système des tribus donne la majorité aux ruraux, l'inefficacité des rapports de clientèle dans ces comices confirme que les clients sont essentiellement des citadins. Mais dans les autres assemblées, ils savent profiter de toutes les occasions pour utiliser leurs nouveaux protégés. Que leur demandent-ils ?

Tout d'abord leurs suffrages, ce qui à l'époque constitue une nouveauté. Ainsi, en 492, lors du procès de M. Coriolan, un des ennemis les plus acharnés de la plèbe ².

Mais à ce sujet une question se pose, à laquelle nous [p. 55] n'avons pas de réponse claire. Comment les patriciens arrivent-ils à vérifier que leurs clients votent bien dans le sens désiré ? Certains auteurs ont pensé que tous les électeurs se connaissant, le contrôle est aisé, ce qui me paraît une hypothèse particulièrement absurde. En effet, le nombre de citoyens oscille de 150 000 à 110 000 individus entre 509 et 478 av. J.-C. Même en tenant compte de l'absentéisme, il va de soi que l'ampleur de la population civique dont témoignent ces chiffres ôte toute vraisemblance à cette théorie. Il est plus probable que le patron lui-même, aidé par les très nombreux membres de sa *gens*, contrôle les suffrages de ses clients d'autant plus facilement que, jusqu'au second siècle av. J.-C., chacun exprime son vote à voix haute.

Mais les patriciens n'hésitent pas à aller plus loin en constituant de véritable milices privées à l'aide desquelles ils font régner la violence dans les comices. De très nombreux textes nous les montrent disposant leurs bandes de clients dans les points stratégiques des assemblées et s'opposant ensuite au vote des lois qui les gênent ³.

Parfois ces affrontements débordent le cadre des comices et dégénèrent en véritables combats de rue. Les chefs du patriciat prennent pour eux-mêmes les précautions d'usage, car ils disposent de gardes personnelles formées de ces mêmes clients.

La fréquence des témoignages que nous livrent les textes sur ces épisodes de violence n'est guère un symptôme rassurant en ce qui concerne le bilan des entreprises patriciennes. Sauf dans les comices centuriates, ils semblent éprouver les plus grandes peines à juguler les initiatives plébéiennes. Les injures, l'emploi répété de la violence, conçu certainement comme un ultime recours, prouvent que

¹ DENYS, IX, 44, 7.

² DENYS, VII, 54, 3.

³ DENYS, IX, 41, 5.

la maîtrise du système institutionnel leur échappe. D'ailleurs, peuvent-ils faire à leurs clients une confiance illimitée, surtout dans les périodes d'affrontements aigus avec cette plèbe dont leurs protégés sont malgré tout issus ? Nous savons que si les Romains refusent presque toujours d'armer leurs esclaves, c'est parce qu'ils en ont peur ¹. Or la méfiance transparaît aussi dans leurs rapports avec leurs clients. Ainsi, lors de la première sécession de la plèbe, le sénateur Ménénius Agrippa paraît nourrir peu d'illusions sur le loyalisme des clients et des quelques plébéiens demeurés fidèles à l'aristocratie ².

Ce dernier indice clôt une série de signes inquiétants pour le patriciat. La combativité plébéienne aurait-elle eu raison de l'obstination séculaire des patriciens ? En d'autres termes, après un combat violent d'un demi-siècle dont les premières années sont marquées par des initiatives et innovations plébéiennes que nous qualifierions aujourd'hui d'ultragauchistes, allons-nous assister à la mise en place d'un régime démocratique ? Après l'épisode brillant du VI^e siècle, les dieux, pour la seconde fois, et par des chemins différents où la lutte et la misère remplacent l'expansion et l'opulence, offrent à Rome cette chance. Car la situation paraît assez favorable à [p. 56] l'adoption d'une telle solution. Le pouvoir semble échapper progressivement à l'aristocratie. En face d'elle, la plèbe fait preuve d'une vitalité remarquable. Loin d'être animée d'un esprit d'opposition systématique, son ardeur revendicative n'a d'autre but que celui de l'assimilation par l'égalité des droits civiques. Rien moins que tranquille, la révolution désirée est cependant fort raisonnable. Et, de fait, les années 450 sont marquées par des réformes importantes, qui clôturent ce demi-siècle de déchirements. Rome va-t-elle accroître les quelques décennies de retard qu'elle a prises sur Athènes ? Seule l'étude de ces réformes nous dira s'il s'agit là d'un point d'orgue ou d'une page tournée avant que ne montent des chants nouveaux.

LES MESURES DES ANNÉES 450 : RÉVOLUTION OU DUPERIE ?

Certains signes témoignent au tournant de ce demi-siècle du fléchissement des volontés patriciennes.

La monétarisation des amendes, tout d'abord. Elle signifie l'abandon de l'exclusive référence à l'économie pastorale : l'avoir plébéien conquiert droit de cité. En 450 et 448, diverses lois donnent un équivalent en airain (métal dont est faite la monnaie très primitive d'alors) du cheptel : un mouton vaut dix as, un bœuf cent as. Ce phénomène est exactement le même que celui qu'avait connu Athènes : les commerçants et artisans grecs avaient réussi à faire fixer par le législateur une équivalence en drachmes aux mesures de contenance selon

¹ Cf. N. ROULAND, *op. cit.* (*Les esclaves romains en temps de guerre...*), 97.

² DENYS, VI, 51, 1-2.

lesquelles était évaluée la rente foncière servant à apprécier les divers degrés de la puissance des propriétaires terriens. Cette frappante similitude est-elle un signe avant-coureur de changements plus profonds ? La compénétration des fortunes ne suffit pas. Il faut aussi que la communauté de destin des patriciens et des plébéiens puisse s'exprimer par le mélange des sangs.

La revendication des mariages mixtes est une des exigences qui touche de plus près l'honneur plébéien, depuis qu'en 451-450 l'aristocratie a réussi à en faire prononcer la prohibition légale qui consacre une pratique sans doute préconisée depuis longtemps par les patriciens.

Toute une série de textes extraordinaires témoignent de la force de leurs préjugés. Ils nous montrent à quel point le mépris patricien est demeuré entier, et à quel niveau d'impatience en est parvenue la plèbe. Laissons-leur la parole :

"... les patriciens trouvaient que ce projet * souillait leur sang et bouleversait le statut de leur famille (...) À quoi tendent en effet ces mariages mixtes ? À vulgariser des sortes d'accouplements, comme chez les bêtes, entre nobles et plébéiens. De sorte que celui qui en naîtra ne saura plus à quel sang, à quel culte il appartient : moitié noble, moitié plébéien, il ne sera pas même d'accord avec lui-même. ¹"

[p. 57]

À cette haine du mélange des sangs répondent les arguments du tribun Canuleius, celui qui a déposé le projet de loi :

"N'est-ce pas le plus grand et le plus scandaleux des affronts que de prendre une partie des citoyens pour des êtres tarés, qu'on n'épouse pas ? (...) Défense d'entrer dans leur alliance, dans leur parenté, et de nous mêler à leur sang. Mais alors, si c'est une souillure pour votre pauvre petite noblesse (...) que ne lui conserviez-vous sa pureté par des mesures d'ordre privé ? N'épousez pas de plébéiennes ! Ne mariez vos filles et vos sœurs qu'à des patriciens ! Pas un plébéien ne prendrait de force une jeune patricienne : ce sont là caprices de patriciens. Pas un ne vous aurait contraints à conclure un mariage contre votre gré. Mais faire une loi pour le défendre, abolir le mariage entre patriciens et plébéiens, c'est enfin de compte un camouflet à la plèbe. Pourquoi, en effet, ne pas étendre l'interdiction du mariage entre riches et pauvres ? (...) Pourquoi ne pas interdire à un plébéien d'être le voisin d'un patricien, de prendre le même chemin que lui, d'assister au même repas, de se trouver sur le même

* Le projet de loi tendant à autoriser les mariages mixtes.

¹ TITE-LIVE, IV, 1, 2 ; 2, 6.

forum ? (...) Par ces mariages entre vous et nous, nous ne poursuivons qu'un seul but : compter pour des hommes, pour des citoyens. Vous, à moins de vouloir nous outrager et nous déshonorer à plaisir, vous n'avez pas le droit de vous y opposer. ¹"

Ces textes sont précieux, car ils dépassent leur objet propre, celui des mariages mixtes. Même si ceux-ci finissent par être autorisés en 445, la violence des diatribes auxquelles leur adoption donne lieu laisse mal augurer des chances de la démocratie. Car, du côté patricien, c'est le refus et le mépris persistants de la plèbe que cette violence cache, intacts depuis près de deux siècles. Si dans la pratique concessions il y a, c'est sous la seule pression des circonstances, et dans l'unique espoir d'éviter des renoncements plus grands ². Car la plèbe enhardie par ses premiers succès entend bien ne pas s'en tenir là. Elle ressent aussi durement l'inégalité politique que l'infériorité sociale ou la misère quotidienne. Pour pouvoir s'intégrer à la classe dirigeante, ses membres doivent pouvoir être élus aux magistratures, où sont concentrés tout le pouvoir exécutif et même, en partie, le pouvoir judiciaire. Il faut aussi investir un bastion patricien : les sacerdoce. On s'est trop souvent servi de la religion pour écarter la plèbe du pouvoir et la priver de garanties juridiques et judiciaires. Écoutons encore Canuleius revendiquer pour les plébéiens le droit d'être élus consuls :

"Quirites ! Le mépris des patriciens à votre égard, leur répugnance à vous voir vivre avec eux dans une seule et même ville, à l'intérieur des mêmes murs, je crois, pour ma part, les avoir souvent déjà constatés, mais jamais si nettement qu'aujourd'hui (...) Ainsi donc, si on donne au peuple romain la liberté du vote et le droit de confier à qui il veut le consulat (...) l'existence de la ville sera compromise ? C'en est fait du pouvoir ? C'est aussi grave de demander si un plébéien sera consul [p. 58] que de dire qu'un esclave ou un affranchi pourra le devenir ? Sentez-vous bien dans quel mépris vous vivez ? Ils voudraient pouvoir vous enlever votre part du jour qui nous éclaire ! Que vous respiriez, que vous ayez le don de la parole, que vous ayez figure humaine, cela les révolte ! Bien mieux : il paraît que c'est un sacrilège, les dieux me pardonnent, de nommer consul un plébéien (...) Mais, dira-t-on, en fait, jamais depuis l'expulsion des rois un plébéien n'a été consul. Et après ? Toute innovation est-elle interdite ? Ce qui ne s'est pas encore fait – et que de choses sont dans ce cas chez un peuple neuf ! – doit-on, même si c'est utile, renoncer à le faire ? (...) Mais, après tout, est-ce au peuple romain ou à vous seuls qu'appartient la souveraineté ? L'expulsion des rois a-t-elle valu le pouvoir absolu à vous seuls, ou la liberté et l'égalité à tous ? (...) Comme si vous n'aviez pas

¹ TITE-LIVE, IV, 4, 5-12.

² TITE-LIVE, IV, 6, 3-4.

éprouvé ce que valent vos menaces contre la volonté unanime de la plèbe,
et cela à deux reprises * ! /

L'implacable réquisitoire de Canuleius confirme nos jugements sur la permanence de l'hostilité patricienne à la plèbe. Comme pour les mariages mixtes, les patriciens vont céder. S'agissant du pouvoir politique, ils ne le feront que très progressivement, en retardant le plus possible l'effet pratique de leurs concessions. Le projet de loi déposé par Canuleius relatif au consulat n'est adopté que plus d'un siècle plus tard, en 367, sous la forme des lois liciniennes. La censure, qui donne à son titulaire d'incalculables possibilités dans de nombreux domaines, en particulier dans celui du découpage électoral, n'est accessible aux plébéiens qu'en 350. Mais ces mesures législatives sont longues à passer dans la pratique : il faut attendre 131 av. J.-C. pour trouver deux censeurs plébéiens. Quant aux sacerdoces, l'évolution est similaire : une loi de 300 en ouvre la plus grande partie aux plébéiens, et en 254 un plébéien devient pour la première fois Grand Pontife.

Autant de signes certains qu'une fois encore Rome s'est détournée de la voie démocratique dont le choix s'est offert à elle au milieu du V^e siècle.

C'est pourtant à cette date précise que se situe la dernière grande réforme que nous ayons à envisager, celle que plus encore que les précédentes les Romains eux-mêmes considéraient comme le symbole d'un compromis patricio-plébéien, assurant à tous la liberté et l'égalité : la fameuse Loi des XII Tables. À écouter Cicéron et Tite-Live, on a l'impression que ce monument législatif établit enfin la démocratie à Rome. Ce qui précède nous incite à plus de réserve.

Nous avons vu qu'une des sources du pouvoir que détient le patriciat sur la plèbe et le plus puissant motif d'entrée en clientèle résident dans le monopole de la connaissance du droit par la classe dirigeante². Sur le point de la publication du droit, la Loi des XII Tables semble apporter toute satisfaction à la plèbe : les lois sont rédigées sur douze tables de bronze déposées au Forum. Théoriquement, n'importe qui peut maintenant [p. 59] en prendre connaissance. À condition toutefois de savoir lire... ce qui limite singulièrement la portée pratique de cette mesure de publicité. Nous ne savons pas, à vrai dire, quelle proportion de la population romaine en est capable au V^e siècle avant notre ère. Nous sommes en revanche mieux renseignés sur le degré d'alphabétisation des Romains des siècles suivants : il est déplorable. Ce qui permet au moins de supposer que leurs ancêtres du premier siècle de la République ne sont en la matière guère plus cultivés. Mais Tite-Live ajoute par ailleurs que la Loi avait pour but d'énoncer "les principes utiles à la plèbe et au patriciat, et propres à assurer la liberté et l'égalité", "d'établir

* Allusion aux deux sécessions de la plèbe, en 494 et 449.

¹ TITE-LIVE, IV, 3-4-5.

² TITE-LIVE, III, 31, 7 ; 34, 3 ; 34, 6 ; CICÉRON, *De l'orateur*, I, 43.

pour tous, grands et petits, l'égalité devant la loi". Sans le nier, il convient de tempérer son optimisme ¹.

On sait que les fortune plébéiennes sont de taille diverse, et déterminent le rang de leurs propriétaires dans les comices centuriates. Tout en bas de l'échelle du classement comitial figurent les prolétaires (*proletarii*). Les *capite censi* (ceux dont la fortune est tellement dérisoire que seule leur tête – *caput* – compte...) ne sont même pas admis à figurer dans l'assemblée. Ce sont donc les prolétaires et les *capite censi* qui souffrent le plus de l'inégalité civique. Ils sont sans doute aussi les plus nombreux à s'engager dans les rets de la clientèle. Car toute la procédure civile romaine de cette époque est faite pour les individus bénéficiant de la protection d'un clan, tel que la *gens* patricienne. L'individu démuné d'appui part perdant. Le *proletarius* et le *capite census* n'étant pas citoyens, ne peuvent être demandeurs ou défendeurs à un procès : ils ont besoin d'un patron. Seul ce dernier peut introduire leur action devant un tribunal, obtenir des délais... et exécuter la décision de justice, car en droit romain, c'est aux parties, et non à l'autorité publique, d'y procéder. Même gagnant, que pourrait faire un homme seul contre un puissant clan patricien ? Or la Loi des XII Tables marque une véritable révolution. Car elle permet au prolétaire, qu'elle affirme *désormais citoyen* (*iam civi*), de prendre pour garant n'importe quel autre citoyen, aussi bien un plébéien qu'un patricien. Le prolétaire bénéficie donc désormais de l'égalité civique et judiciaire. La réforme est sans contestation possible démocratique. Peut-on dire pour autant qu'elle établit la démocratie et met fin à la nécessité des relations de clientèle ? Ce que nous savons de la permanence des préjugés patriciens s'accommoderait mal d'une réponse affirmative que démentent par ailleurs plusieurs faits. Les lois sont affichées au Forum, les prolétaires peuvent agir en justice de leur propre chef, mais les prêtres gardent toujours les secrets de la procédure : formules rituelles, calendrier judiciaire, etc. Ces mystères ne seront révélés à tous que beaucoup plus tard, en 304. C'est pourquoi on est bien obligé de convenir qu'en définitive les libertés judiciaires offertes par la loi des XII Tables ne possèdent qu'un caractère largement formel. Dans la pratique, l'assistance d'un patron patricien reste quasi obligatoire, assurant encore un bel avenir aux relations de clientèle. D'autre part, la Loi laisse de toute façon de côté tous les *capite censi*, toujours exclus de l'"égalité" civique et juridique. Or on peut [p. 60] penser que la crise économique n'a fait que gonfler les effectifs de ce sous-prolétariat, au sens exact du terme... La réalité reste donc bien en-deçà de ce que semble promettre la Loi des XII Tables.

¹ Cf. *supra*, n. 1.

UN BILAN DÉCEVANT

Au moment du bilan, c'est surtout d'espoirs déçus qu'il s'agit. Les chances de la démocratie, initialement réelles, ont été étouffées par de faux compromis et des concessions partielles, que leur étalement plusieurs fois séculaire a rendus illusoires. Les institutions révolutionnaires dont la plèbe s'est dotée au début du siècle vont progressivement être intégrées aux carrières et assemblées politiques "normales" ; et son accès aux postes de direction retardé pour longtemps. Les liens de clientèle, loin de dépérir, survivent à des réformes qui auraient pu les rendre inutiles. Or ces liens furent une des armes les plus sûres de l'aristocratie contre la démocratisation du régime. Il n'y a donc eu ni révolution, ni démocratie. Tout est-il donc duperie, rien n'a-t-il changé ? Si, et sur des points importants.

L'aristocratie a été contrainte par la combativité plébéienne à des concessions auxquelles son intransigeance ne la prédisposait pas. Elle réussit à les limiter de telle façon qu'elle s'évita une défaite : celle qu'aurait représentée l'instauration d'un régime démocratique, où la majorité du peuple aurait disposé des moyens de s'exprimer et faire valoir ses droits. Mais l'impossible retour aux sources n'a pu s'effectuer. Ces privilèges sociaux et politiques dont elle est si jalouse, il va malgré tout falloir les partager, même si ce n'est que lentement, et avec une minorité de partenaires. Ce à quoi elle vient de se résoudre, c'est à la formation d'une nouvelle classe dirigeante.

[p. 61]

Chapitre III – LA NOUVELLE CLASSE DIRIGEANTE

[Retour à la table des matières](#)

Les réformes des années 450 n'établissent point la démocratie à Rome. Mais elles rendent possible pour l'avenir l'assimilation au patriciat de ceux des plébéiens que tente plus un partage des privilèges que leur abolition au profit d'une société plus fraternelle. Les historiens ont coutume d'appeler ce compromis historique limité la "constitution patricio-plébéienne", régime de mixité fortement tempérée dont l'élaboration tourmentée demandera plusieurs siècles sans jamais déboucher sur un régime démocratique tel qu'avait pu le concevoir et pratiquer Athènes.

La nouvelle classe dirigeante n'est cependant point issue de ce seul ralliement. L'arrêt de la crise économique et la reprise de la croissance au cours du III^e siècle av. J.-C. créent un ensemble de conditions favorables à l'apparition de groupes sociaux nouveaux : hommes d'affaires, marchands, transporteurs par mer, dont la fortune mobilière concurrence la richesse foncière de la vieille aristocratie. L'appétit de ces nouveaux riches ne se limite pas aux biens matériels, et ils entendent bien participer au pouvoir, de façon plus ou moins directe. Strates successives déposées au cours des siècles par le hasard des fluctuations économiques et des pactes politiques, ces milieux forment un conglomerat composite dont le mélange s'effectuera dans des conditions dont tout risque de détonation n'est pas exclu. Le renouvellement des milieux dirigeants est donc certain, mais il paraît moins sûr qu'il soit un gage de stabilité pour l'avenir. Ces bouleversements ne concernent au demeurant directement qu'une minorité d'individus, inclus ou satellisés par ceux qui détiennent et se disputent le pouvoir. Ils ne sont pas non plus immédiats. Car en ces années 450 où nous avons marqué un temps d'arrêt, la sortie du tunnel est encore longue à atteindre, et la plèbe, dont les conditions de vie concrète continuent à se dégrader, continue la lutte.

LA SORTIE DU TUNNEL

À partir de 450, les importations de vases grecs deviennent [p. 62] pratiquement inexistantes : le commerce extérieur de Rome s'atrophie. Un lent mouvement de redressement ne s'effectuera qu'à partir des années 350. Les famines continuent à sévir, souvent provoquées par les ennemis de Rome qui procèdent à son blocus économique. Mais les premières décennies du IV^e siècle sont celles d'un tournant. La cité sort de sa léthargie. Ayant surmonté les tentatives d'étranglement que lui imposaient les villes voisines, elle commence à se lancer dans les premières guerres de conquête. Aux buts purement défensifs se substitue la notion de garantie de l'indépendance de Rome, notion, comme on le sait, qui peut couvrir les entreprises les plus expansionnistes. Mais marchands et diplomates suivent les soldats. Rome s'engage dans une politique de coexistence pacifique avec des puissances qu'elle ne se sent pas encore en mesure d'affronter sur le plan militaire. Jusqu'en 270, cette politique de détente sélective est jalonnée par la conclusion de traités de commerce avec Carthage, l'Égypte, Rhodes et Marseille. Plus jamais Rome ne sera close sur elle-même : ainsi ira s'amplifiant le développement économique. Grâce au butin, elle peut de nouveau importer des produits des pays lointains. L'extension territoriale, le pillage des villes vaincues enrichissent la cité. Un signe certain de cette ouverture et de la renaissance des activités commerciales réside dans le perfectionnement de l'instrument monétaire, réalisé dans la seconde moitié du IV^e siècle. On se satisfaisait auparavant de lingots de cuivre qu'il convenait de peser à chaque transaction, car leur estampillage approximatif ne donnait qu'une garantie très incertaine. Ce qui explique le nom que donnait le droit romain à certains contrats de vente, conclus "par l'airain et la balance". Cette monnaie très archaïque était radicalement inadaptée à des échanges plus intensifs. Aussi, en 344, le lingot est-il plus strictement étalonné, garantie à laquelle s'ajoute son fractionnement, qui permet des transactions plus rapides et plus précises. La monnaie en argent apparaîtra environ un siècle plus tard.

Progrès non moins significatif, la conquête permet à Rome de ne plus souffrir de la faim. Les patriciens sont toujours rebelles à la mise en culture de leurs domaines sur lesquels ils préfèrent faire errer leurs troupeaux, mais l'annexion de la Campanie et de l'Étrurie tibérine donne à la cité la maîtrise des approvisionnements céréaliers qui lui faisaient jusque-là si cruellement défaut.

Ranimée par cette conjoncture favorable, la vie urbaine reprend peu à peu. Une fois encore, le meilleur gage nous en est donné par l'extension de l'habitat et l'érection de nouveaux monuments. Le quartier de l'Aventin entre dans l'histoire de la ville. C'est surtout la plèbe qui l'occupe, car depuis longtemps s'y dresse un temple consacré à Cérès, sa divinité protectrice. Une vallée sépare ce quartier du

centre de la ville, où défilent les processions accompagnant les triomphes et précédant les jeux solennels. Dans une ambiance de carnaval, on y porte sur des brancards les statues des dieux et des déesses tandis que des officiants en longue robe et des musiciens offrent aux dieux et aux hommes un spectacle plein de fantaisie. Plus tard, on cons-[p. 63] truit le Grand Cirque à cet emplacement. Située un peu plus loin, la zone du Champ de Mars commence elle aussi à s'animer. À la différence de l'Aventin, cette plaine n'est pas occupée par les particuliers. Consacrée à Mars, elle sert au rassemblement des armées, et tient lieu de siège aux comices centuriates, que leur caractère militaire, en vertu d'un antique tabou, exclut de l'enceinte de la ville. Pour séparer les groupes de votants, rien d'autre que de simples barrières provisoires. Mais à la fin du V^e siècle est construit un édifice pour abriter les services administratifs collaborant aux activités dont le Champ de Mars est le siège. On y héberge également les ambassadeurs étrangers pendant leur séjour à Rome. Une dizaine d'années plus tard, un coup sévère est porté à la Ville par l'invasion gauloise : Rome est prise et mise à sac en 390, les Gaulois allument un peu partout des incendies qui ravagent la Cité. L'ampleur des destructions est telle qu'un moment on se demande s'il ne vaut pas mieux la reconstruire ailleurs que sur le site ancestral. Ces doutes sont vite dissipés, et les quartiers démolis rapidement relevés : "Pêle-mêle, on commença à reconstruire la ville. L'État fournit les tuiles, et on put prendre les pierres et le bois où l'on voulait, à condition de s'engager à terminer la construction dans l'année. Cette hâte empêcha de se préoccuper de l'alignement des rues, car on construisait là où le terrain était libre, sans distinguer le sien de celui d'autrui ¹". La rapidité et l'ardeur présidant à ces opérations sont les premiers signes d'un dynamisme urbain qui s'affirmera pleinement à partir des années 300. Commence alors une très sensible reprise économique. La cité dispose des ressources nécessaires : c'est à cette époque que les censeurs s'occupent pour la première fois de travaux publics. En 318, Caius Maenius fait bâtir au forum des boutiques destinées aux changeurs de monnaie (ce qui est un signe des temps...) et surmontées d'une terrasse permettant aux spectateurs de suivre les jeux publics. Le premier aqueduc assurant à la cité une alimentation en eau régulière est bâti six ans plus tard, tandis que le tracé de grandes voies relie Rome à l'Adriatique et la Campanie. Les guerres contre les Samnites, Tarente et Pyrrhus suspendent pour quelque temps cet élan en mobilisant toutes les ressources financières. Mais ce n'est là qu'une pause. En 296 on érige au sud du Champ de Mars le temple de Bellone : le Sénat s'y réunit pour accueillir et honorer les généraux de retour de campagnes victorieuses avant qu'ils n'entrent dans la ville à la tête du cortège triomphal. Devant lui se dresse la Colonne de la guerre, symbole d'une très antique coutume. Lorsque Rome déclare la guerre, elle affirme préventivement son bon droit et cherche à mettre les dieux de son côté. Un collège sacerdotal, celui des féciaux, est chargé de l'accomplissement des rites. Son chef s'avance en territoire ennemi et réclame par trois fois ce que le peuple romain estime être son dû, prenant Jupiter à témoin en se couvrant la tête du voile de laine réservé aux

¹ TITE-LIVE, V, 55.

pontifes dans l'exercice de leurs fonctions. S'il n'obtient pas satisfaction, il revient à Rome pour convaincre le Sénat"... de faire une guerre juste et sainte pour obtenir notre dû". Son accord obtenu, il retourne à la fron-[p. 64] tière, portant un javelot armé de fer, ou une lance de cornouiller à la pointe durcie au feu. Il déclare alors solennellement la guerre et lance le javelot en territoire ennemi. Avec l'éloignement des théâtres d'opération, l'exécution concrète de ces rites va poser des problèmes pratiques, les féciaux ne pouvant envisager d'entreprendre de trop longs voyages. Mais à l'époque des premières conquêtes, il n'est pas question d'offenser des dieux qui semblent bien disposés à l'égard de Rome en abandonnant cet antique usage. La solution de ce dilemme est trouvée au début du III^e siècle. Un prisonnier ennemi est contraint d'acheter symboliquement le terrain où est érigée la Colonne de la Guerre. Cette portion de sol devient ainsi terre étrangère, ce qui permet aux féciaux d'y déclarer la guerre et de lancer la pique symbolique sans avoir à s'éloigner de Rome.

Après la chute de Tarente, les censeurs reprennent leur activité édilitaire. Un nouvel aqueduc est construit, signe de l'expansion urbaine. En 221, le censeur C. Flaminius construit le cirque qui prit son nom. Il restera longtemps le cadre des Jeux de la plèbe et sert de marché les jours ordinaires.

Au début du IV^e siècle, les plébéiens sont encore victimes du fléau de l'endettement, auquel nous les avons vus en proie déjà un siècle auparavant. En 385, il est toujours possible aux puissants de recruter des clients en acquittant les dettes de débiteurs réduits aux abois. Manlius Capitolinus, que nous avons déjà rencontré, libère ainsi quatre cents débiteurs... Ceux-ci témoignent par la suite en sa faveur lors du procès où il a à répondre d'une accusation de complot contre l'état. Ne s'enorgueillit-il pas d'ailleurs du titre de "patron de la plèbe", que lui a décerné cette dernière ? ¹

Cependant, un certain nombre de signes laissent à penser que ce dernier exemple est plus une conclusion que la répétition indéfinie du malheur plébéien. Tout au long des IV^e et III^e siècles, le sort de la plèbe paraît s'améliorer.

LE "PRINTEMPS DE ROME" ?

À partir du deuxième quart du quatrième siècle, les mesures favorables à la plèbe se succèdent. Une série de lois adoucissent le sort des débiteurs : réduction du taux d'intérêt à 4%, obtention de moratoires et de conditions de remboursement beaucoup moins strictes. En 326, une loi *Poetelia Papinia* dépasse le cadre des simples mesures de circonstance en supprimant la contrainte par corps et les procédés barbares auxquels elle donnait lieu. Les débiteurs incarcérés au moment

¹ TITE-LIVE, VI, 18, 14.

du vote de la loi sont relâchés à la seule condition de jurer qu'ils sont trop pauvres pour rembourser leur créancier. Puis cède un bastion séculaire de l'aristocratie. En 304, l'édile plébéien Gnaeus Flavius, élu grâce aux voix populaires, fait scandale en divulguant les règles qui commandent le déroulement des procédures judiciaires. Ce sont ensuite les fonctions clefs de l'état que la plèbe est reconnue capable d'exercer ¹ : de 445 à 300, diverses lois lui [p. 65] ouvrent l'accès aux sacerdoces et aux magistratures. Enfin les assemblées politiques elles-mêmes semblent gagnées par ce qu'on pourrait appeler "le printemps de Rome". Un vent de libéralisation paraît souffler sur les comices centuriates, alignés en 241 sur le régime beaucoup plus égalitaire des comices tributes. Denys n'hésite d'ailleurs pas à qualifier cette dernière réforme de "démocratique" ². De tels abandons de la part de l'aristocratie ont de quoi surprendre. Il paraît nécessaire pour y voir plus clair d'étudier de près d'où souffle ce vent censé apporter le printemps.

Tout le problème est de savoir si la croissance économique dont nous avons relevé de multiples indices n'est pas sélective. Qui s'enrichit, et à quel rythme ? Quant aux réformes juridiques, on sait bien que proclamer l'égalité des chances ne sert à rien si on ne crée simultanément les conditions concrètes propres à assurer la promotion de ceux que jusque là l'exclusivisme juridique tenait dans la pénombre. L'ouverture juridique des magistratures à la plèbe s'accompagne-t-elle en pratique d'une démocratisation du recrutement des dirigeants ? La même interrogation pèse sur le sort des assemblées populaires. En quoi consiste la réforme "démocratique" des comices centuriates dont nous parle Denys ? Pour être réelle, la démocratisation du régime devrait d'ailleurs s'étendre à toutes les assemblées. Il faut donc savoir si les patriciens vont décider de mettre fin aux divers procédés qui leur permettent de les contrôler.

Tentons de répondre à ces questions.

L'ILLUSION DÉMOCRATIQUE

Les lois que nous avons citées témoignent de l'adoucissement du sort réservé aux débiteurs. On parle moins, maintenant, de les dépecer... Mais loin de s'inscrire dans un processus de démocratisation économique, cette amélioration ne fait que prouver la multiplication de leur nombre et la dégradation de leur condition. Mise à part la satisfaction d'un simple désir de vengeance, à quoi servirait de continuer à emprisonner des individus dont de toute façon l'insolvabilité ne donne aucun espoir de remboursement prochain à leurs créanciers ? Mieux vaut s'en faire des clients. Ce n'est que lorsque la misère des plébéiens atteint un point véritablement critique que cette évidence s'impose à la majorité des patriciens. Il est alors facile

¹ Cf. *supra*, p. 46.

² DENYS, IV, 21, 3.

pour eux de jouer aux démocrates en supprimant une contrainte par corps devenue inutile. L'investissement politique représenté par la création de nouveaux liens de clientèle est beaucoup plus rentable.

La proclamation du libre accès à la justice pour presque tous n'est qu'un type similaire de dévoiement démagogique. Éligibles aux sacerdoces en 300 (on sait que seules les fonctions sacerdotales donnent la connaissance réelle du droit et de la procédure), les plébéiens n'y accèdent dans les faits qu'un demi-siècle plus tard. La justice reste de toute façon aux mains des puissants. Comme le dit Tite-Live : "... la prépondérance [p. 66] de quelques grands parvenait toujours à triompher de la liberté du peuple ¹". Le même décalage s'inscrit au niveau de l'exercice des magistratures ², auxquelles les plébéiens ne parviennent que fort longtemps après que le droit leur en eût été concédé. Il ne faut pas voir dans ce retard la seule manœuvre consistant à freiner le plus longtemps possible l'accès de la plèbe aux postes clefs. Le trucage est beaucoup plus subtil. On doit relier cette volonté d'obstruction à la fondation de la nouvelle classe dirigeante que nous connaissons. Pendant que s'écoule le moratoire que s'accordait la vieille aristocratie, la croissance économique suscite l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie plébéienne dont les intérêts s'accommoderaient fort mal d'une réelle démocratisation du régime (on peut penser aux aspirations "libérales" des bourgeoisies européennes de la fin du XIX^e : les régimes monarchiques anciens les gênaient dans leur expansion économique en raison de leur autoritarisme et de l'archaïsme des classes aristocratiques. Elles réclamaient donc aux classes aristocratiques des aménagements constitutionnels, un suffrage censitaire, des parlements élus où leurs membres seraient sur-représentés. Elles n'étaient pour autant rien moins que de "gauche" et s'opposèrent à tout aventurisme, aussi bien en France – souvenons-nous des journées de juin 1848 – qu'en Allemagne et en Italie). Ce régime doit être réformé pour qu'elle puisse participer aux décisions politiques, mais l'ordre social et son expression politique doivent demeurer inégalitaires. Élargissement de la classe dominante, soit. Mais le processus ne doit souffrir d'aucun débordement démocratique. À ce compromis l'aristocratie dans son ensemble s'est résignée. Encore faut-il laisser le temps faire son œuvre et permettre l'ascension de cette bourgeoisie et sa séduction par l'exercice privilégié du pouvoir. Tel est le sens de la lenteur que mettent les réformes à entrer dans les faits. Toutefois quand les premiers plébéiens accèdent aux magistratures, il ne s'agit certes plus des tribuns révolutionnaires du temps des sécessions, mais bien au contraire d'une bourgeoisie nantie à laquelle seule la nouveauté de sa richesse rappelle que ses pères étaient de cette plèbe que les dirigeants continuent à tenir dans un mépris hautain. Petit à petit, elle oubliera jusqu'à sa condition de parvenue, et se fondra dans cette nouvelle classe dirigeante, l'aristocratie patricio-plébéienne, dont seule l'illusoire binomie peut entretenir l'apparence du caractère démocratique.

¹ TITE-LIVE, X, 9, 2-4.

² Cf. J. GAUDEMET, *Institutions de l'Antiquité* (Paris, Sirey, 1967), 296-298.

Dans ce contexte, les réformes des comices et les pratiques politiques qui y règnent s'éclairent d'un jour nouveau.

En 241, seulement treize ans après que le premier grand pontife plébéen ait commencé à donner en public des consultations juridiques, intervient une réforme des comices centuriates qui les aligne sur les comices tributes. A-t-elle pour effet de les démocratiser, en abattant les privilèges dont l'organisation centuriate entourait jusqu'alors le vote des riches ? Pour répondre à cette question, nous devons revenir sur le mode de formation de cette nouvelle classe dirigeante. L'amalgame qui finit par se réaliser entre la vieille aristocratie et la nouvelle [p. 67] bourgeoisie n'est ni immédiat, ni harmonieux, ni complet. Si la nécessité d'un front commun face à la détermination de la majorité de la plèbe s'impose à elles, ce n'est pas sans heurts ni rancœurs. Car tous leurs intérêts ne sont pas convergents, et il faut se garder en ce domaine d'analyses trop simplistes ou dogmatiques. Un simple regard sur les soubresauts partisans qui agitent les alliances de droite et de gauche de la France de 1980 convaincra l'observateur de la force des pesanteurs sociologiques sur les alliances politiques, les premières déchirant les secondes lorsqu'entre les deux l'écart se révèle trop grand. Le regroupement de couches sociales aux origines et intérêts que l'évolution des forces économiques travailla dans le sens d'une divergence accrue, base du succès initial du gaullisme, n'est-il pas aujourd'hui la cause de son éclatement et de sa dégénérescence ? L'alliance entre les patriciens et les plébéens n'échappe pas à ces vibrations dont l'ampleur toutefois n'ira jamais jusqu'à ébranler l'édifice complexe bâti par les groupes dirigeants. L'aristocratie traditionnelle conçoit comme un moindre mal l'alliance avec la fraction nantie de la plèbe. Elle n'oublie pour autant ni ses origines, ni ses visées, car les mentalités nobiliaires sont lentes à pardonner une naissance inférieure. La description d'une antique coutume propre à l'aristocratie romaine permet de bien saisir à quel point elle est imprégnée de traditions conservatrices. Laissons l'historien grec Polybe, qui vit au second siècle av. J.-C., nous la raconter :

"À Rome, quand un homme illustre disparaît, on le transporte en grande pompe sur le Forum (...) où il est exposé debout aux regards du public (...) Après l'enterrement et la célébration des rites habituels, on place l'image du mort à l'endroit le plus en vue de la maison, dans un reliquaire en bois ; cette image est un masque de cire dont la forme et la couleur sont d'une ressemblance parfaite. Les jours de sacrifices publics, on expose ces images et on les pare avec grand soin ; quand un membre important de la famille vient à mourir, on fait porter ces images dans les cortèges funèbres par des hommes qui ont une certaine ressemblance avec les défunts par la taille et l'allure ; ils revêtent aussi la toge ourlée de pourpre s'il s'agit d'un ancien consul, celle brodée d'or si le mort avait obtenu le triomphe ou une distinction du même genre. Ils avancent alors sur des chars, précédés par les faisceaux, les haches et les autres insignes habituels des magistrats selon les charges et les honneurs que chacun a

obtenus de son vivant dans la cité, et, une fois parvenus aux rostrs ¹, ils s'assoient sur des sièges d'ivoire (...) Qui resterait insensible en voyant réunies toutes ces effigies d'hommes que leur mérite a rendu illustres et qui semblent vivantes et animées ? Pourrait-il exister plus beau spectacle ? ²"

(La coutume restera encore en vigueur sous l'Empire) ³.

[p. 68]

Mais de quels ancêtres s'agit-il ? Des bons assurément. À vrai dire, les ancêtres ne peuvent être qu'illustres. Les autres n'existent pas. Les rites dits "de condamnation du souvenir" (*damnatio memoriae*) martèlent dans la mémoire collective les traces de ces épisodes indignes. Point d'image d'un condamné dans le cortège qui suit sa dépouille. Cette attitude mentale de négation de ce qui *n'est pas conforme*, nous l'avons déjà constatée plusieurs fois à l'origine des rapports entre la plèbe et le patriciat. Cette répétition l'élève à la hauteur permanente d'un véritable archétype. Ces images sont en réalité des *masques*, expressions parfaites de l'idéalisme patricien.

De tels rites symbolisent donc bien l'importance donnée à l'ancienneté de l'appartenance aux milieux dirigeants. Avant que les images des plébéiens puissent dans ces cortèges rivaliser avec les figures de cire de la vieille noblesse, beaucoup de temps s'écoulera.

Cet antagonisme trouve une de ses expressions dans la réforme des comices centuriates, à laquelle nous devons maintenant revenir. Son exacte appréciation exige le recours à une certaine technicité qu'il nous est pour une fois impossible d'éviter. La réforme consiste à faire de la tribu l'unité de vote des comices centuriates, comme c'était déjà le cas dans les comices tributes. On met en rapport le nombre de centuries de chacune des cinq classes censitaires avec celui des tribus : soit trente-cinq centuries pour une classe, puisqu'il y a à cette époque trente-cinq tribus. Ce système d'une ingéniosité remarquable combine donc deux types d'avantages, profitant tous à une minorité de riches. D'une part les bénéfices traditionnels résultant de l'organisation centuriate divisée suivant des niveaux de fortune, d'autre part la prédominance au sein du système tribute des voix des tribus rurales (trente et une tribus rurales contre seulement quatre urbaines), plus nombreuses, moins peuplées, et surtout soumises à l'influence des propriétaires fonciers, qui règnent en maîtres sur la plus grande partie des terres conquises. Nous tenons dans ce dernier trait l'explication de la réforme, dont nous allons voir qu'elle n'a rien à voir avec un quelconque souci de démocratisation.

¹ Tribune dominant le Forum, d'où les orateurs s'adressaient au peuple.

² POLYBE, *Histoires*, VI, 53.

³ SÉNÈQUE, *Lettres*, 44, 5.

L'hostilité éprouvée par la vieille noblesse envers la bourgeoisie d'affaires ne peut se cantonner au seul niveau des attitudes mentales. Il faut aussi prendre les mesures politiques nécessaires pour contenir sa progression. L'aristocratie veut bien de l'union, mais à condition qu'elle en reste maîtresse. Or les milieux d'affaires risquent de prendre peu à peu le contrôle des comices centuriates, puisque la taille de leur fortune peut atteindre et même dépasser celle de la noblesse. Car on sait que dans cette assemblée, les plus riches disposent de plus de voix. L'estimation monétaire des niveaux censitaires ne traduit point la différence de nature des fortunes plébéienne et patricienne. Car les premières, surtout mobilières, s'opposent aux secondes, consistant essentiellement en grands domaines fonciers. Pour continuer à maîtriser les comices centuriates, les patriciens doivent donc y introduire cette distinction qualitative, tout en continuant à privilégier le vote des riches, puisqu'ils [p. 69] appartiennent à cette catégorie. En surévaluant les voix des ruraux par rapport à celles des citadins, l'alignement des centuries sur le découpage tribu réalise ce savant dosage. Une touche finale parfait l'opération : le retrait de la "centurie prérogative" aux chevaliers, et son tirage au sort dans la première classe censitaire. Quelques explications s'imposent à ce sujet.

Au-dessus du cens de la première classe existent dix-huit centuries regroupant les électeurs dont la fortune atteint des niveaux exceptionnels. Leurs moyens leur permettent d'acquérir à leurs frais une monture et l'équipement de cavalier (le combat à cheval fut toujours une prérogative de l'aristocratie). D'où leur nom de centuries "équestres". Or la coutume veut que lors du vote, les suffrages initiaux, ceux qu'exprime le vote de la première centurie, dite "prérogative", aient une valeur propitiatoire. Y contrevenir serait imprudent : aussi les autres centuries ont-elles tendance à voter dans le même sens que la centurie prérogative. Le déclassement de cette centurie opéré par la réforme de 241 montre que l'aristocratie veut éviter qu'elle constitue une arme pour les membres des milieux d'affaires que l'importance grandissante de leur fortune range toujours plus nombreux au sein de ces dix-huit centuries équestres. Ayant du même coup neutralisé les inconvénients spécifiques de chacune des assemblées comitiales (centuriates et tributes), les patriciens peuvent se donner le luxe de "démocratiser" le système électoral et législatif en procédant rapidement à un transfert vers les comices tributes des attributions supérieures jusque là réservées aux comices centuriates : les premiers sont devenus à la fin du III^e siècle la grande assemblée législative républicaine, sans pour autant que le régime ait été en rien démocratisé.

Les manipulations des institutions auxquelles se livrent sans vergogne les milieux dirigeants ne se bornent d'ailleurs pas à cet habile tour de passe-passe. D'autres procédés de découpage électoral sont mis en œuvre, auxquels s'ajoutent les effets des pressions que l'aristocratie exerce directement, ou par clients interposés. La description de ces techniques achèvera de nous montrer à quel point on s'attache à cette époque à supprimer les dernières maigres chances d'une démocratisation du régime.

La meilleure opportunité de découpages électoraux est fournie par l'accroissement des terres conquises. L'organisation administrative de la conquête s'exprime par la création continue à partir de 387 de nouvelles circonscriptions territoriales et électorales, les tribus, qui atteignent en 241 leur nombre maximum, trente-cinq. Les censeurs sont les maîtres de l'inscription des citoyens dans les tribus. C'est eux qui décident de les inscrire dans une circonscription plutôt que dans une autre, leurs pouvoirs exclusifs en la matière leur permettant à la limite et suivant leurs besoins de ne pas tenir compte de la domiciliation réelle de l'électeur. Or ce n'est qu'en 339 qu'une loi décide que l'un des deux censeurs doit obligatoirement être plébéien... Jusque là, l'aristocratie peut combiner au mieux les ressources de la clientèle et les opportunités de découpage élec-[p. 70] total dont disposent ceux de ses membres élus à la censure. Les censeurs peuvent grâce à leurs clients, dont les suffrages leur sont par avance acquis, noyauter telle ou telle circonscription en la truffant de leurs affidés. Sans parler du déclassement électoral réalisé automatiquement par l'inscription d'un citoyen dans une des quatre tribus urbaines, celles-ci étant en nette minorité par rapport aux trente et une tribus rurales, dont la densité démographique est pourtant beaucoup moins grande.

Maîtres des assemblées politiques dont ils parviennent à contrôler la composition et le fonctionnement, les patriciens aspirent également à neutraliser une des armes les plus redoutables de la plèbe : le tribunat. Leurs tentatives en la matière sont souvent couronnées de succès, et on peut penser qu'une fois de plus, la mise en jeu des liens de clientèle n'y est pas étrangère. Les très sérieuses difficultés économiques dans lesquelles se trouve plongée la plèbe dans la seconde moitié du V^e siècle leur permettent de lui porter des coups sévères. En 444, "... les nouveaux tribuns de la plèbe choisirent leurs collègues de manière à flatter les désirs des patriciens : ils allèrent jusqu'à désigner deux patriciens anciens consuls... ¹". De telles outrances signifieraient la fin du tribunat si l'aristocratie disposait des moyens d'en systématiser l'occasion. Comme le dit Tite-Live : "... la plèbe ne comptait plus guère sur le tribunat (...) depuis deux ans, il n'y avait plus de tribuns que de nom ²". Cependant, les patriciens agissent en général de façon plus discrète, en cherchant à influencer les tribuns. Ils ne reprennent d'ailleurs qu'une vieille tactique, dont leurs pères avaient déjà usé : "...Appius Claudius a indiqué aux *Patres* * la seule démarche à suivre pour rompre la puissance tribunicienne : l'opposition entre collègues. Les hommes nouveaux se laissent aisément influencer par les grands et changent facilement d'avis (...) Ils n'ont que leur intérêt en tête (...) gagner ainsi la bienveillance de l'ordre tout entier, et surtout des principaux Pères ³". Plusieurs fois l'aristocratie arrive à faire ainsi échec aux projets tribuniciens. Les tribuns injurient leurs collègues subornés, les traitant de "... traîtres aux intérêts de la plèbe, d'esclaves des personnages

¹ TITE-LIVE, III, 65, 1.

² TITE-LIVE, III, 65, 9.

* Les sénateurs.

³ TITE-LIVE, IV, 48, 5-10.

consulaires ¹ de "vendus aux nobles", mais la règle de l'unanimité joue à leur détriment sans que leurs injures n'y puissent rien changer ².

Grâce à un lent, ingénieux et implacable acharnement, l'aristocratie a donc regagné à la fin du III^e siècle le terrain qu'elle avait dû céder dans les premières décennies de la République à l'ardeur revendicative de la plèbe. Elle dispose, par le coup de maître que représente la réforme de 241, de la maîtrise du système tribute, qui lui avait initialement échappé. Elle a pu retarder l'ouverture des magistratures de telle façon qu'elles n'échoient qu'à ceux des plébéiens avec lesquels un *gentleman's agreement* est pour elle envisageable. Son mérite est d'autant plus grand qu'à l'orée des années 300, elle se [p. 71] trouve de nouveau confrontée avec un danger dont elle a pu mesurer la gravité sous la domination étrusque : l'ouverture de la cité aux influences extérieures et au dynamisme commercial nés des premiers succès de la conquête. Un prudent compromis dans lequel elle sait garder pour elle les meilleures cartes lui permet de transformer en alliés les nouveaux riches dotés d'un croissant appétit de pouvoir. Ayant pour l'heure neutralisé ses ennemis déclarés ou potentiels sur sa gauche et sur sa droite, elle peut se payer le luxe de dissimuler la progression de son emprise sur le pouvoir par un mensonge éhonté, celui de la démocratisation des institutions. Nous avons vu ce qu'il fallait penser de cette démocratie-là : jamais en fait les chances de la démocratie à Rome n'ont été à ce point réduites. Ces efforts et les succès qui les récompensent n'ont point pour autant épuisé les capacités d'auto-défense et le génie pragmatique de l'aristocratie. La période qui s'ouvre après la victoire définitive sur Carthage à la fin du III^e siècle lui donnera l'occasion d'en fournir une nouvelle fois les preuves. Car Rome va maintenant accéder au rang de première puissance méditerranéenne et se hausser au niveau du destin que la Fortune a conçu pour elle. Mais si Jupiter trône dans les nuées, il y manie aussi la foudre. Moins que jamais les dieux ne sont disposés à accorder à la République une sérénité qu'ils lui ont refusée dès sa naissance.

¹ TITE-LIVE, IV, 48, 16.

² TITE-LIVE, X, 37, 11.

[p. 72]

CHAPITRE IV – L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

LE CAUCHEMAR D'HANNIBAL

[Retour à la table des matières](#)

Le sort de l'Europe s'est joué il y a deux mille ans sur les rivages septentrionaux de l'actuelle Tunisie. Quel serait aujourd'hui son visage si en 202 av. J.-C. Scipion l'Africain n'avait écrasé, à Zama, les troupes de Carthage conduites par Hannibal ? Nous ne le saurons évidemment jamais, mais il est possible d'affirmer qu'il eut été fort différent. Carthage est profondément marquée par ses contacts avec l'Orient, ayant eu à subir la domination des Perses de Babylone. Pour les contemporains, elle apparaît comme une enclave orientale. Ses habitants portent des robes brodées, aiment à se parer de bijoux, affectionnent les lourds parfums. Comme tous les peuples commerçants, les Carthaginois font preuve d'une déconcertante aptitude à parler toutes les langues. L'expansion commerciale qu'a connue Rome à partir des années 300 est trop neuve pour avoir porté les mœurs à un tel niveau de raffinement. D'ailleurs, à l'époque où la cité naissait sur les rives du Tibre, il y avait déjà mille ans que le fait urbain était connu par les Phéniciens. Des fouilles entreprises en 1970 à Sarepta ont montré que, là où ne se trouvent plus que des champs de blé, vécut une cité en pleine activité dès 1600 av. J.-C., couvrant plusieurs centaines d'hectares et abritant des milliers d'habitants, résidant dans des quartiers séparés où se concentraient les divers métiers et industries. Les liens entre l'argent et le pouvoir sont beaucoup plus affirmés qu'à Rome. L'économie carthaginoise est avant tout basée sur le commerce et les liaisons maritimes. Les riches négociants donnent peu à peu naissance à des dynasties de familles nobles et opulentes qui constituent dans toutes les cités une classe dirigeante. Celle-ci accapare par la corruption ou la force toutes les fonctions publiques et religieuses. Situées à l'opposé des mentalités aristocratiques romaines, les valeurs carthaginoises privilégient tout ce qui touche au maniement de l'argent et des biens négociables. S'ils les conduisent toutes deux vers la domination de la Méditerranée, les chemins de Rome et de

Carthage ne sont pas les [p. 73] mêmes. La puissance romaine est fondée sur son étendue territoriale défendue par une armée formée des citoyens dont les plus pauvres sont exclus. Alors que l'objectif essentiel de Carthage reste la richesse, plutôt que le rêve impérialiste. Mis à part le terrain des environs immédiats de la cité de Carthage, l'empire ne dispose que de comptoirs commerciaux. L'armée carthaginoise est rien moins que civique, mais mercenaire. Les Carthaginois investissent dans les services de mercenaires de la même manière qu'ils placent des capitaux. Face à l'ennemi romain, c'est-là un désavantage. Alors qu'à Rome carrières civiles et militaires s'interpénètrent dans la vie des grands hommes politiques, l'oligarchie d'argent carthaginoise tient en continuelle suspicion ses propres généraux. Dans les années 260, à la veille de la première guerre contre Rome, le poste de général en chef carthaginois est devenu un honneur positivement fatal. La moindre défaillance sur le champ de bataille peut promptement conduire à la crucifixion. La famille des Barcides, dont est issu Hannibal, rompt avec cette tradition. Le premier, Hamilcar Barca comprend qu'il lui faut quitter la ville, sous peine de succomber à ses intrigues vénéneuses. Fort de l'appui de ses soldats, il se taille un large fief personnel englobant près de la moitié méridionale de l'Espagne. Son fils Hannibal reçoit le pouvoir à 25 ans. Ses rêves impériaux sont à la hauteur de ceux d'Alexandre. Il projette de soumettre à partir de son bastion espagnol les tribus celtes divisées en bandes rivales qui peuplent l'Italie du Nord et la Gaule. À la tête de cette coalition, il entend vaincre Rome et fonder un empire méditerranéen qu'il gouvernerait de Carthage. L'influence des Barcides transforme donc Carthage en une puissance dotée tout comme Rome d'ambitions impérialistes. La politique de détente et de coexistence pacifique ponctuée par la conclusion de traités de commerce ne dure qu'un temps. En 264, la première guerre punique éclate, chacun des protagonistes voulant s'assurer le contrôle de la Sicile. Les Romains sont initialement désavantagés, car fort peu experts en matière de combats maritimes. Leur pragmatisme leur permet de remonter ce handicap : la première galère carthaginoise capturée, ils en copient le modèle pour construire leurs propres escadres. Au terme d'un conflit de plus de vingt ans, la victoire leur est acquise. Ce succès initial dissimule à Rome que le pire est encore à venir. Car c'est en 237 qu'Hamilcar Barca s'embarque pour l'Espagne... Ses ambitions personnelles coïncident avec le désir de revanche de sa cité. Quant à Rome, elle ne peut tolérer à long terme l'expansion punique en Espagne. Les gisements de métaux précieux de la péninsule ibérique permettent à Hannibal de solder ses troupes sans aucune difficulté. De plus les intérêts de Marseille, l'alliée de Rome, se trouvent contrariés par ce formidable voisin. Enfin le Sénat pressent bien qu'Hannibal ne s'en tiendra pas là. La guerre devient inévitable. Carthage y est prête, plus forte que jamais grâce aux initiatives hardies des Barcides. Rome aussi, dont l'armée soudée par l'esprit civique s'est aguerrie depuis la conquête de la péninsule italienne. Le siège de Sagonte par Hannibal constitue le *casus belli* néces-[p. 74] saire : en 218, les hostilités commencent officiellement. À Rome, on ouvre les portes du temple de la guerre, consacré au dieu Janus. Les premières batailles sont autant de désastres pour la cité, à laquelle ses long succès avaient fait oublier l'odeur des défaites.

Cette guerre dont on ne sait si Rome eut l'optimisme de la croire "fraîche et joyeuse" tourne rapidement en un véritable cauchemar. Les outrances religieuses auxquelles se livre alors la population témoignent du bouleversement des mentalités et de leur désarroi. En un premier temps, les Romains se tournent vers leurs plus antiques divinités et reprennent des rites primitifs, consultant les recueils de prophéties à la moindre occasion. Après la défaite du Lac Trasimène, on proclame un "printemps sacré", vieux rite italique exigeant le sacrifice aux dieux de tout ce qui naîtrait dans l'année, quitte à limiter dans la pratique la portée de cette expiation. Un nouveau désastre attend les Romains à Cannes. Aussi en vient-on aux sacrifices humains : on ensevelit vivants deux Grecs et deux Gaulois. Les dieux n'en sont cependant pas apaisés. Désespérant des idoles de leurs pères, les gens du peuple se tournent alors vers les divinités étrangères. Tite-Live écrit :

"Il semblait qu'on eût tout à coup changé les hommes ou les dieux. Ce n'était plus seulement en secret, entre les murs des maisons, qu'on abolissait les rites romains : en public même, au Forum ou sur le Capitole, une foule de femmes n'observaient plus, ni pour les sacrifices, ni pour les prières aux dieux, la coutume des ancêtres."

Pour éviter que la panique ne gagne, le Sénat interdit ces manifestations et fait détruire les recueils d'oracles. Il pense calmer les esprits en multipliant fêtes et jeux : rien n'y fait. Les Romains continuent leur fuite dans l'irrationnel, associant l'exotisme au mysticisme et au dérèglement des sens. Un signe frappant en est l'introduction du culte de Cybèle. Une pierre noire venue d'Asie mineure est l'objet des dévotions que les Romains adressent à la déesse. Alors qu'Apollon est encore relégué au Champ de Mars, la pierre en question est adorée sur le Palatin même, en face du Capitole qui abrite les plus vieux et plus puissants dieux romains. Quant au culte lui-même, il est franchement orgiaque, et dirigé par un collège de prêtres eunuques. De tels dérèglements tranchent par rapport aux habitudes traditionnelles des Romains.

Il faut reconnaître qu'un bref examen des conséquences militaires des premiers désastres devant les troupes carthaginoises légitime le sentiment éprouvé par les Romains que leurs dieux les ont abandonnés.

Le Sénat doit mobiliser 108 000 citoyens, soit 10% de la population totale, près de 35 mâles adultes sur 100. La moitié à peu près périssent. Il faut attendre les performances atteintes par les boucheries des guerres modernes pour rencontrer de telles proportions. Plus précisément, on estime que les "pertes [p. 75] nettes" de la guerre, compte tenu des morts naturelles qui se seraient de toute façon produites, s'élèvent à 50 000 citoyens, soit 6% de la population, c'est-à-dire plus que les morts français de la guerre de 1914-1918 (moins de deux millions de

morts pour une population totale de quarante millions)¹. On sait que le conflit suffit à faire changer l'Europe de siècle. On ne s'étonnera donc pas de l'ampleur du traumatisme que subit Rome lors de la deuxième guerre punique. Pour rester dans le domaine militaire, elle doit se résoudre à des mesures tout simplement scandaleuses. L'enrôlement des esclaves, tout d'abord, sur une échelle dont nous ne trouvons par la suite aucun exemple dans toute l'histoire de Rome². Deux légions sont formées à partir des 8 000 esclaves auxquels on promet la liberté s'ils s'offrent au sort des armes. La peur inconsciente qu'ont les Romains de leurs esclaves les a pourtant toujours incités à ne les autoriser en aucun cas à porter les armes. Trois siècles plus tard, Appien témoigne encore de cette peur, quand il définit les esclaves comme une " ... race infidèle, toujours ennemie, et pour cela exclue des devoirs militaires³". Il faut dire qu'un second principe fondamental est lui aussi violé : l'idée selon laquelle seule la fortune est une garantie de l'accomplissement des devoirs militaires⁴. On doit cependant aller encore plus loin dans la transgression de l'éthique militaire. Le service militaire reposant à l'origine principalement sur les riches et les classes moyennes à l'exclusion des pauvres, la ponction démographique est d'autant plus lourde pour les groupes supérieurs. Les premières défaites les laissent plus que décimés. Il faut se résoudre à mobiliser les pauvres. Dès 214, on abaisse la capacité financière minimale pour être recruté de 11 000 à 4 000 as. Les effectifs s'en trouvent renforcés, et 80 000 hommes sont sous les armes en 212. Mais l'armée romaine ne voit point changer seulement sa configuration au niveau des troupes. L'organisation du commandement est également affectée par les conditions du conflit. Le système romain prévoyait une rotation annuelle des commandants en chef, puis parmi les hommes politiques. On évitait ainsi les risques de personnalisation du pouvoir. Mais les dimensions géographiques et la durée du conflit avec Hannibal transforment cet avantage en inconvénient. Aussi le Sénat est-il contraint d'allonger la durée des commandements de Scipion, qui finit par remporter la victoire. Mais le danger représenté par la constitution d'un pouvoir personnel à caractère militaire est né. Latent durant le second siècle avant J.-C., il se manifestera lors du siècle suivant, quand les grands généraux putschistes se disputeront le pouvoir en piétinant allègrement le cadavre de la République. Pour l'heure, ce n'est pas en siècles, mais en années que le destin du régime semble compté. Mais petit à petit, grâce à la ténacité des Romains, aux transgressions des vieux principes de recrutement auxquelles ils se résolvent, et à la personnalité éminente de Publius Cornelius Scipion, Rome prend l'avantage sur Carthage. Bêtes de guerre plus qu'hommes, Scipion et ses hommes conquièrent l'Espagne, puis passent en Afrique où en écrasant Hannibal à Zama en 202, ils donnent à Rome les clefs de la [p. 76] conquête du monde connu. Deux ans seulement après

¹ Cf. C. NICOLET, *Le métier de citoyen* (Paris, Gallimard, 1976), 151.

² Cf. N. ROULAND, *Les esclaves romains en temps de guerre* (Bruxelles, Latomus, 1977), 45-58.

³ APPIEN, *Guerres civiles*, 1, 10.

⁴ Cf. *supra*, p. 28-29.

Zama, Rome déclare la guerre à Philippe V de Macédoine, et l'Orient grec connaît alors la série des éclatantes victoires romaines. Un demi-siècle plus tard, la Grèce est conquise et l'Orient hellénistique disloqué. La République est devenue assez riche pour dispenser ses citoyens du paiement de l'impôt direct. Né dans les années 300, l'impérialisme romain se manifeste maintenant avec toute la force neuve que lui donne la faveur divine retrouvée.

L'APRÈS-GUERRE ET LE DÉBAT SUR L'IMPÉRIALISME

On peut en effet dater sa naissance du troisième siècle, lorsque sûre de sa supériorité en Italie, Rome se lance dans des opérations lointaines. Cet impérialisme est initialement militaire : Rome veut neutraliser ses ennemis potentiels de façon préventive, même lointains : ainsi des campagnes de Macédoine. Mais assez vite les marchands emboîtent le pas aux soldats : au second siècle av. J.-C., cet impérialisme devient également économique. À la solution rudimentaire du pillage se substitue celle de l'exploitation économique plus rationnelle, plus rentable et plus durable. Le marchand et le soldat ne peuvent à eux seuls résumer l'histoire de Rome durant cette période. La fraction la plus conservatrice de l'aristocratie hésite à se lancer dans des aventures extérieures au-delà des mers. Le débat qui s'élève après Zama entre Caton l'Ancien et Scipion l'Africain l'illustre bien. Le premier est un propriétaire de la région de Tusculum, très attaché aux traditions ancestrales. Il monte cabales sur cabales afin de déconsidérer dans l'opinion le clan des Scipions, accusant notamment le frère du vainqueur d'Hannibal de détournement des fonds publics. Il parvient à écarter l'Africain du pouvoir ; alors que la censure de Caton, en 194, marque le triomphe des réactionnaires, Scipion meurt un an plus tard après s'être retiré sur ses terres. Il connaît ainsi le sort fréquemment réservé aux généraux vainqueurs sur les champs de bataille, et défaits dans l'arène politique. Mais pour lui, seule la mort met un terme à la traversée du désert. Ce conflit qui l'oppose à Caton paraît à vrai dire irréductible. Pour ce dernier, la politique extérieure de Rome ne doit plus maintenant poursuivre que des fins défensives. S'engager plus loin, et surtout s'abîmer dans le mirage oriental conduirait la cité à sa perte. Mieux vaut profiter de la fin du cauchemar d'Hannibal pour panser les blessures de l'Italie. Scipion vante aussi les mérites de la paix, mais il l'entend bien autrement : la paix, c'est pour lui la pacification, ce qui est tout autre chose. Admirateur de la culture grecque, dont se méfie Caton, il pense que la mission de Rome est d'unifier le monde méditerranéen en proie à l'anarchie qui risque de l'engloutir, et avec lui les vertus de l'hellénisme. Il s'agit donc d'un impérialisme, puisque l'on sait bien que tout impérialisme se donne pour prétexte ou pour légitimité de "préserver la paix", ou encore de l'étendre. Chacune des deux grandes puissances qui, à l'heure actuelle, se déchirent [p. 77] le monde, le font bien entendu au nom des forces de

la paix et de la liberté. Le poète lui-même prêtera à l'un de ses héros la formule magique de la grandeur romaine :

*"Souviens-toi Romain, de régir les peuples sous ton empire : tes arts à toi seront d'imposer les conditions de la paix, d'épargner les vaincus et de dompter les superbes."*¹

Cette ivresse dont témoigne *a posteriori* Virgile dut saisir bien des Romains dans l'immédiat après-guerre. Fierté et orgueil national s'y mêlent sans doute, mais aussi le désir de souffler un peu, de profiter des richesses que donne à Rome le sort des armes. Le luxe fait son apparition à Rome et s'y manifeste avec éclat. Il devait régner dans le Forum cette ambiance un peu folle qui suit les moments de grande tension psychologique (pour mieux le comprendre, souvenons-nous du relâchement des mœurs qui, sous le Directoire, suivit les terribles secousses des années 1790). Un épisode en témoigne, celui du débat qui s'élève en 195 av. J.-C. autour d'une loi Oppia, qui prétend limiter les manifestations extérieures du luxe et de l'indépendance féminins. L'affaire est moins anecdotique qu'il n'y paraît car elle nous montre que même privées de droits politiques, les femmes peuvent exercer une influence sur les affaires publiques. Mais mieux encore, les arguments antiféministes de Caton nous renseignent sur l'effet déstabilisateur des structures sociales et familiales qu'il attribue aux modifications nées de la conquête. La loi Oppia, votée en 215 aux heures les plus sombres de la Guerre Punique, interdit aux femmes de posséder plus d'une demi-once d'or (13,6 g), de s'habiller de vêtements de plusieurs couleurs, et de se faire transporter en chariot attelé. Celles-ci n'hésitent pas à faire le siège des magistrats et envahir les places publiques et les rues de la ville pour réclamer son abrogation. Caton prend alors la parole pour défendre la loi Oppia. Son premier argument est qu'en aucun cas les revendications féminines ne doivent faire l'objet d'une politisation :

"... ce n'est pas sans une certaine honte que je viens de traverser une troupe de femmes pour arriver au Forum (...) je leur aurais adressé la parole. "Quelle est cette façon de vous précipiter hors de chez vous et d'investir les rues, et de faire appel à des hommes qui vous sont étrangers ? Cette démarche même, ne pouviez-vous, chacune en ce qui la concerne, l'adresser chez vous à des hommes qui soient les vôtres ?" (...) D'ailleurs, même à l'intérieur de leurs demeures, à supposer que la retenue enferme les épouses dans les limites correspondant à leur pouvoir réel, conviendrait-il qu'elles se préoccupent de savoir si telle loi est bonne ici à proposer ou à abroger ? (...) il s'en faut de peu que le forum et les assemblées (électorales ou non) ne s'ouvrent à elles."²

¹ VIRGILE, *Énéide*, VI, 852-854.

² TITE-LIVE, XXXIV, 2-3.

Puis, allant plus loin dans son analyse, Caton montre combien la conquête, par le luxe oriental qu'elle communique à [p. 78] Rome, fait dégénérer les mœurs. Son anti-impérialisme est donc essentiellement basé sur la revendication d'un ordre moral à usage interne :

"Souvent vous avez entendu mes plaintes au sujet des dépenses des femmes autant que celles des hommes (...) Et aussi mes doléances à propos des deux infirmités opposées, avarice et luxe, qui accablent la cité. Ce sont-là des fléaux qui ont amené la perte de tous les grands empires. Ces infirmités, plus s'améliore et s'épanouit la fortune de la République, plus notre empire se développe (déjà nous avons franchi l'espace qui nous séparait de la Grèce et de l'Asie, ces terres comblées de tous les attrails des plaisirs, et nos mains se sont posées sur les trésors des grands rois), et plus je les redoute : ma crainte, c'est que ces richesses ne s'emparent de nous, au lieu que nous ne nous emparions d'elles. Elles sont nos ennemies, croyez-moi, les statues transportées de Syracuse dans cette ville. Trop nombreux sont ceux par qui j'entends proclamer la louange admirative des embellissements de Corinthe et d'Athènes, tournant en dérision les antéfixes d'argile qui représentent nos dieux. Pour moi, ce sont ces dieux-là que je préfère : ils ont été nos protecteurs et le seront encore, je l'espère, si nous souffrons qu'ils demeurent à leur place. ¹"

Les espoirs de Caton vont être cruellement déçus. Les lois somptuaires ne constituent que des barrages insignifiants totalement incapables de résister devant les bouleversements économiques et mentaux entraînés par une politique finalement expansionniste. Quant aux dieux étrangers, ils sont de plus en plus nombreux à envahir le Panthéon romain, où figure, pour faire bonne mesure, une stèle dédiée "au dieu ou à la déesse inconnus".

Faut-il croire pour autant les films hollywoodiens qui nous montrent Rome telle une hydre veillant sur le *Mare nostrum*, hérissée de légions romaines qui seraient autant de hordes fascistes ? Car c'est bien ainsi qu'une certaine tradition commerciale modèle dans l'esprit des contemporains le visage de l'Antiquité.

¹ *Ibid.*, 4.

LES INSTRUMENTS DE LA COLONISATION

Tableau en vérité grossièrement inexact. La phase initiale de conquête est évidemment d'ordre militaire. Mais le simple bon sens suffit pour comprendre qu'un empire de cette taille n'eût pu durer si longtemps par la seule force du glaive. En Italie, dans la majeure partie des cas, Rome passe avec les cités vaincues des traités d'alliance qui leur laissent leur autonomie interne¹. Leurs habitants peuvent même parfois jouir à Rome de droits civils. En 90, les Italiens se révoltent pour obtenir le droit de cité romaine, qui leur est progressivement concédé dans les quarante ans qui suivent. Les territoires extra-italiques, du fait de leur éloignement, posent d'autres problèmes. Au milieu du III^e siècle, après la première guerre contre Carthage, Rome crée [p. 79] un nouveau régime, celui de la "province". Ici encore, les principes en sont relativement libéraux : les villes conservent une certaine autonomie municipale ; les habitants des provinces gardent leur statut et leurs lois. Il demeure vrai qu'il faudra attendre l'Empire pour qu'on puisse vraiment parler d'un monde romain, joignant les steppes écossaises aux déserts libyens. Il reste impossible à nier que sous la République les provinces sont bien souvent pillées par leurs gouverneurs. Mais à partir du premier siècle av. J.-C., un phénomène que nous étudierons plus loin prend toute son ampleur² : celui de la "clientélisation" de la conquête, qui tempère ces dérèglements et constitue un puissant facteur d'intégration des territoires conquis à la communauté romaine. Non moins important dans le processus d'assimilation et d'acculturation apparaît le rôle joué par l'urbanisation des pays conquis. Nous rencontrons ici encore un thème fondamental : celui du caractère spécifiquement urbain de la civilisation romaine. Beaucoup plus que le glaive, la ville est l'instrument de la réussite de la colonisation romaine. Lorsque l'Empire est près de mourir, après la mise à sac de Rome par les barbares d'Alaric en 410 ap. J.-C., le poète gaulois lui adresse cette apostrophe qui est un hommage : "De ce qui jadis était l'Univers, tu as fait la Ville". Rien n'est plus vrai. De ce cri du cœur, Cicéron a donné cinq siècles plus tôt une version plus élaborée, qui témoigne très bien, au niveau des mentalités, de ce processus simultané de colonisation-assimilation, qui est tout le contraire d'un écrasement brutal des populations vaincues :

¹ Cf. J. GAUDEMET, *op. cit.*, 370-379.

² Cf. *infra*, p. 215-217.

"Tout habitant d'un municipe * a deux patries, l'une naturelle, l'autre politique. Nous regardons comme notre patrie le lieu où nous sommes nés et la cité qui nous a conféré la qualité de membre. Cette dernière est nécessairement l'objet d'un plus grand amour, car elle est la res publica, le bien commun de toute la cité. Pour elle, nous devons savoir mourir, nous devons nous donner à elle tout entiers. Tout ce qui est nôtre lui appartient, il faut tout lui sacrifier. Mais la patrie qui nous a engendrés n'en a pas moins une douceur presque égale et je ne la renierai jamais. Ce qui n'empêche pas que Rome soit ma grande patrie où ma petite ** est tout entière contenue. ¹"

Tout est magnifiquement dit : la double appartenance du colonisé, et la supériorité des liens noués avec le conquérant laissant cependant subsister ses attaches originelles. On verra au choix dans ce processus l'aboutissement positif d'une colonisation réussie, ou l'expression particulièrement retorse d'une aliénation impérialiste. Les deux sont sans doute vrais. On conviendra en tout cas que si aliénation il y eut, les peuples conquis y furent largement consentants, car des origines à la fin de l'empire, ils ne cessèrent de réclamer, au besoin par la révolte [p. 80] armée, comme les Italiens, leur intégration dans la Cité romaine.

LES BOULEVARDS DE L'EMPIRE

Cicéron appelle les villes nouvelles créées dans les territoires conquis "les boulevards de l'Empire". L'urbanisation est un des instruments les plus efficaces de cette intégration : loin de se borner à son aspect purement matériel, celui de la répétition monotone de types monumentaux, la diffusion de l'urbanisme romain possède un aspect éminemment politique. Elle conduit en effet à une imprégnation des mentalités locales par les valeurs romaines que symbolisent ces différents édifices. Le touriste qui aujourd'hui visite les ruines des différentes villes romaines bâties dans tout le monde méditerranéen peut le percevoir aisément. Partout où le relief le permet, la ville est ordonnée suivant un plan perpendiculaire, les rues se coupant à angle droit. L'agencement interne des édifices urbains répond à une logique de répétition, qui conduit à reproduire Rome, la cité-mère, à une échelle réduite ². On retrouve ainsi indéfiniment un forum ; un capitolé abritant Jupiter, Junon et Minerve, les divinités typiques du

* Les municipes sont des cités préexistantes conquises par Rome, jouissant de leur autonomie interne.

** Cicéron est originaire d'Arpinum, en Italie centrale.

¹ CICÉRON, *Des lois*, II, 2, 5.

² Cf. F. COARELLI, *Rome* (Paris, F. Nathan, 1979) ,45.

culte de l'État romain ; une curie pour les réunions du Sénat local ; une basilique, édifice couvert pour les séances du tribunal et les réunions publiques. Ce mimétisme architectural contribue au ralliement politique des populations soumises. Il est facile d'imaginer l'efficacité de ce procédé de propagande original et intelligent. Sous l'Empire, l'habitant de ces villes nouvelles passe chaque jour devant les mêmes statues de magistrats romains, les mêmes devises à la gloire de Rome gravées au fronton des temples élevés aux mêmes dieux romains, les mêmes bâtiments où se trouvent des assemblées politiques calquées sur le modèle romain. Cette répétition quotidienne produit ce que les sociologues appellent aujourd'hui "l'intériorisation des contraintes". Au lieu de paraître imposée de l'extérieur et d'engendrer des attitudes de rejet et de résistance à la colonisation, la domination romaine devient un élément naturel, constitutif du paysage mental et matériel du colonisé. Plus subtil, le procédé est également plus durable que la seule contrainte armée des premières troupes d'occupation. Imagine-t-on d'ailleurs un empire si étendu, doté d'une si grande longévité, qui ne se serait appuyé que sur la force des légions ? Une autre preuve de cet aspect psychologique de la conquête nous est donnée par le libéralisme du conquérant qui laisse subsister les mœurs et institutions locales, comme nous le disions plus haut. Si les Romains agissent ainsi, c'est parce qu'ils savent fort bien n'avoir rien à en craindre : l'intégration à la cité romaine est assurée par des moyens suffisamment efficaces pour que l'autonomie locale ne dégénère point en revendications d'indépendance politique.

D'ailleurs l'urbanisation conduit au ralliement politique par d'autres voies que la seule imprégnation mentale des citoyens. L'érection de ces divers édifices est financée en grande partie par des fonds privés : la part de l'état dans le budget des [p. 81] collectivités locales se réduit à des dimensions fort exigües. Les sommes dépensées sont par ailleurs très importantes, et seuls les titulaires de grandes fortunes peuvent y faire face. Ce mécénat, on s'en doute, n'est point inspiré par la seule philanthropie. Ceux qui s'y livrent le font avec l'espoir d'encaisser de substantiels dividendes d'ordre politique. Qui sont-ils ? D'abord les politiciens romains qui s'attachent ainsi des populations entières dont ils peuvent par la suite attendre des services non-négligeables tout au long de leur carrière politique. L'urbanisation rejoint par là un phénomène cardinal que nous étudierons plus loin, celui de la "clientélisation" de la conquête. Ensuite, une bourgeoisie locale que ses intérêts bien compris portent à une profitable collaboration avec les autorités romaines. Les Romains ont en effet compris que la réussite du processus colonial implique le ralliement des couches dirigeantes des populations conquises. Selon un processus typique d'imitation duquel l'histoire sociale nous a rendus familiers, cette bourgeoisie imite ses maîtres romains, et se comporte à son tour en mécène. Elle gagne par là sur les deux tableaux. D'une part elle aussi peut se tailler une clientèle au sein du milieu indigène dont elle est issue. D'autre part en étendant leur influence sur le plan local, ses membres peuvent espérer se faire remarquer par les autorités locales romaines, et même parvenir pour les plus brillants d'entre-eux à des postes de responsabilité à Rome même en se mettant sous la protection de familles appartenant aux groupes dirigeants romains. L'octroi du droit de

citoyenneté et leur niveau de fortune leur permettent d'ailleurs de peser sur le système électoral romain, tout au moins au sein des comices centuriates où ces avantages les situent dans les premières classes. Ce qui explique que l'aristocratie romaine a tout intérêt à s'attacher de pareils électeurs. Le libéralisme romain en matière d'octroi du droit de cité s'oppose à l'exclusivisme athénien, justement parce que Rome n'est pas démocratique : même les citoyens les plus pauvres ne disposent en pratique que d'un poids électoral ténu, alors que la noblesse locale des villes italiennes peut espérer l'entrée dans la classe dirigeante romaine dès lors qu'elle a obtenu la citoyenneté.

On voit donc par tout ce qui précède que Rome dispose de bonnes cartes dans le jeu de la conquête. Il serait faux pour autant de croire que les forces ainsi mises en jeu ne s'exercent qu'unilatéralement. Rome à son tour subit l'influence des peuples qu'elle a conquis, preuve supplémentaire qu'en matière d'interférences culturelles, le jeu ne peut se réduire à celui des seules forces militaires. Parmi les chocs en retour que Rome doit absorber, celui que représente l'influence de la culture grecque sur les mœurs romaines nous intéresse particulièrement. Car le régime démocratique athénien est bien né en Grèce, et les grands philosophes grecs que vont lire de plus en plus les Romains ont leurs idées sur ce régime. On connaît la phrase célèbre d'Horace : "La Grèce vainquit à son tour son farouche vainqueur et introduisit les arts dans la campagne du Latium". Il faut donc nous interroger sur les caractéristiques de l'hellénisation de Rome et ses conséquences au niveau de la [p. 82] diffusion des théories démocratiques.

L'HELLÉNISATION ET LES IDÉES DÉMOCRATIQUES

Personne ne songe à nier que la Grèce exerce à partir du second siècle av. J.-C. une profonde influence sur la pensée et les mœurs romaines. Le phénomène est d'ailleurs moins radicalement nouveau que ne le pensent les détracteurs romains "old-fashion" (tel Caton) de l'hellénisme. Nous savons que dès le VII^e siècle, la Grèce était présente à Rome par l'intermédiaire des Étrusques. Quant à la péninsule italienne, nous savons également que toute sa partie méridionale (la "Grande Grèce") était noyautée par les colonies grecques. Les Étrusques expulsés, et passées les années noires du milieu du V^e siècle, la Grèce reste présente au sein de la communauté culturelle italique qui s'élabore aux IV^e et III^e siècles au fur et à mesure que l'Italie devient romaine. Mais l'influence grecque n'est pas alors perçue par les Romains comme un phénomène étranger, importé d'outre-mer : elle fait partie d'un patrimoine commun. Or cette culture se corrompt rapidement et disparaît entre 300 et 200. Car la conquête prend maintenant d'autres dimensions : nous avons vu qu'elle déborde largement le cadre italique. Dilatant son champ à l'extérieur, elle impose une centralisation du pouvoir économique et politique à

l'intérieur de la péninsule. La majeure partie du territoire italien devient l'apanage de quelques grandes familles qui l'exploitent sous la forme de grands domaines se substituant à la petite et moyenne propriété. Ces mêmes familles accaparent le pouvoir à Rome et continuent, en l'accentuant, la tradition oligarchique de son exercice. Le fonds culturel italique traversé d'influences grecques va se désagréger sous l'influence de ce processus de centralisation, particulièrement en Grande Grèce et en Étrurie méridionale, où abondaient les foyers de cette ancienne culture. L'exemple de Tarente est significatif ¹. Conquise en 209 durant la seconde guerre punique, la cité est pillée, ses habitants tués ou réduits en esclavage. Après avoir été l'un des plus grands centres de diffusion de l'hellénisme en Italie, Tarente ne se relèvera plus jamais et végétera comme une simple bourgade de province. La Grande-Grèce est atteinte d'un déclin fatal. Avec elle s'éteint une première forme d'influence grecque sur le monde romain, celle des cités coloniales détachées de l'Attique, dont la culture était essentiellement celle du monde agricole et correspondait à la Grèce archaïque et classique. Le contenu et les formes que revêt l'hellénisation de Rome au début du second siècle av. J.-C. posent le problème de l'influence grecque d'une manière toute différente. La Grèce que conquièrent les Romains n'est plus celle des cités-états, de type athénien ou spartiate, mais se situe à l'époque des grandes monarchies hellénistiques. Issues de la dislocation de l'empire d'Alexandre qui s'est substitué aux cités-états dans le courant du IV^e siècle, ces monarchies, dans leur idéologie et leur mode de gouvernement axé autour d'un pouvoir personnel, sont complètement étrangères à toute idée et traditions démocratiques. Ceci contribue [p. 83] déjà à expliquer que l'hellénisation de Rome ne soit en rien synonyme d'introduction d'un gouvernement démocratique, ce que justifie par ailleurs une foule de raisons que nous étudierons plus loin. D'autre part, les Romains ne sont de toute façon pas disposés, sous prétexte d'hellénisation, à tout accepter de l'héritage grec, par ailleurs fort composite. Dans une première phase, l'hellénisation est intense, mais superficielle, relevant plutôt de la mode. Suit une violente réaction conservatrice dominée par la figure de Caton, dont nous connaissons les positions au sujet de l'impérialisme. Entre ces deux extrêmes une ligne médiane finit par s'imposer, qui n'est pas sans rappeler le sort que réservèrent les premiers Romains à la culture étrusque, et dont témoigne par ailleurs l'accueil favorable fait à certains apports de la culture carthaginoise elle-même. N'en prenons pour exemples que la traduction du *Traité sur l'Agriculture* de Magon, et la copie des galères puniques. C'est d'ailleurs dans les domaines pratiques – agriculture et technique militaire – que les Romains, peuple essentiellement pragmatique, se montrent les plus perméables aux influences étrangères. Quant à l'idéologie et la politique, c'est tout autre chose. En fait Rome ne tolère jamais l'influence *d'une culture étrangère*, mais favorise seulement l'introduction de *certaines éléments culturels* *. La différence est de taille, et c'est là

¹ *Ibid.*, 37-38, 53-54.

* Comme le montrent bien les emprunts faits à la Grèce dans le domaine des formes architecturales urbaines.

le centre du problème qui nous occupe. S'il y a hellénisation, elle ne se fait qu'à travers un prudent processus de filtration, qui rend nettement exagérée l'apostrophe d'Horace. Les chances des idées démocratiques de passer à travers ce tamis sont quasiment inexistantes, d'autant plus qu'elles proviennent de Grèce. Or les Romains ont de bonnes raisons de se méfier des Grecs...

En 155 av. J.-C., un des plus brillants conférenciers grecs de l'époque, Carnéade, arrive à Rome, député d'Athènes devant le Sénat romain. Il a l'intention de donner une leçon de philosophie aux Romains, tout en s'en moquant un peu. Carnéade annonce qu'il va faire une série de conférences sur le thème de la Justice. Le premier jour, il prononce un éloge vibrant de cette vertu, soutenant qu'elle seule fonde les cités et les lois. Mais le lendemain, devant le même auditoire, il démontre que la justice est une utopie, car si les Romains étaient justes, ils renonceraient à leurs conquêtes et restitueraient les territoires occupés. Ils se comporteraient ainsi de façon peut-être juste, mais en tout cas stupide, ce qui prouve que la Justice n'est pas une vertu, puisqu'elle n'est pas conforme à la Sagesse, critère de toute vertu. L'allusion à l'impérialisme romain et surtout la facilité avec laquelle Carnéade prouvait tout et son contraire causent un scandale immense. Les Romains ne prisent guère le sophisme ou l'ironie, et le Sénat s'empresse de renvoyer Carnéade déployer à Athènes son habileté dialectique. Les milieux défavorables à l'hellénisme se souviendront longtemps de cet épisode et l'utiliseront comme argument. Comme le dira plus tard Cicéron, il est vraiment [p. 94] impossible de faire confiance à ces *Graeculi*, ces "petits Grecs". En français moderne nous dirions des "moins que rien". La finesse de la philosophie grecque, la causticité de certains de ses représentants déconcertent l'aristocratie romaine empreinte de traditions et de pragmatisme. Les milieux dirigeants craignent que ces mœurs qu'ils jugent dégénérées ne viennent corrompre la vie politique romaine. Un curieux mais très instructif exemple nous en est donné par la polémique qui s'élève entre mœurs grecques et romaines au sujet de la tenue qu'il convient d'avoir dans les assemblées politiques. Faut-il céder à la mode grecque et permettre aux citoyens romains de s'asseoir, ou au contraire, restant fidèle aux traditions, doit-on continuer à leur imposer de se tenir debout des heures durant sous un soleil souvent brûlant ? Le débat va beaucoup plus loin que la simple étiquette. Il illustre en réalité combien la classe dirigeante romaine est *a priori* opposée à tout fonctionnement réellement démocratique des institutions. Pour le comprendre, comme en toute bonne anthropologie, essayons de saisir derrière cette question apparemment futile tout *ce qui n'est pas dit*. Un fait est certain : les dirigeants de Rome, jusqu'à la fin de la République, désirent toujours éviter que le peuple ne puisse se rassembler en grand nombre en des endroits où il pourrait disposer d'assez de confort, c'est-à-dire au moins être assis. Contrairement à ce que diront les auteurs de l'Empire, il ne s'agit pas là de préserver la virilité civique des dangers d'un laxisme oriental... Peut-on d'ailleurs soutenir raisonnablement que la disposition d'un siège conduit au relâchement des mœurs ? C'est pourtant la raison donnée par Tacite de l'interdit qui empêche jusqu'à la fin de la République la construction de théâtres *en pierre* à Rome :

"Jusqu'à cette époque ^{*}, en effet, on avait eu l'habitude de donner des jeux dans un théâtre construit à cette occasion et le public y assistait sur des gradins improvisés ; et à une époque encore plus lointaine, le public restait debout pour éviter que, commodément installé, il ne passât au théâtre des journées entières dans l'oisiveté (...) Malheureusement, les mœurs antiques qui se perdaient peu à peu furent profondément bouleversées par les spectacles dissolus venus de l'étranger, de telle sorte que l'on pouvait voir à Rome tout ce qui, dans d'autres pays, pouvait corrompre et être corrompu ¹".

Les installations destinées à accueillir les spectateurs lors des jeux et combats de gladiateurs sont donc volontairement provisoires. Massé autour du Forum, où se déroule le spectacle, le public se juche tant bien que mal sur des gradins temporaires, le toit des basiliques ou celui des temples. Alors que depuis longtemps se multiplient les édifices urbains de tous ordres destinés aux citadins, le caractère délibéré de cette organisation rudimentaire procède de motifs hautement politiques. La classe dirigeante veut tout simplement éviter de créer ne [p. 85] serait-ce que le commencement des conditions concrètes susceptibles de favoriser des débats et des prises de conscience de type démocratique : ce n'est pas pour rien qu'à Athènes, justement, les membres de l'assemblée populaire sont assis. Il faut donc veiller particulièrement aux rassemblements publics. La population ne doit pas prendre l'habitude d'être réunie toujours au même endroit, qui pourrait devenir un centre de ralliement. On doit y veiller tout particulièrement dans le cas des spectacles de masse. D'abord parce que l'échauffement des esprits y est prompt et peut dégénérer en un déchaînement des passions politiques que l'augmentation des masses urbaines et les progrès du parti "populaire" pourraient rendre incontrôlable. Ensuite parce que la foule des jeux est beaucoup plus composite que le corps civique des comices : tout le monde peut venir aux jeux, y compris les non-citoyens. Il est loisible de supposer que les éléments incontrôlés, les "casseurs", y sont plus nombreux. C'est pourquoi les installations matérielles doivent toujours être provisoires et inconfortables : le public n'est pas tenté d'y rester. (La nature politique de ces mesures est d'ailleurs prouvée par le fait que dans le reste de l'Italie, où la concentration des masses urbaines est moindre et les problèmes politiques mineurs par rapport à ceux débattus dans la capitale, de tels théâtres de pierre permanents existent dès le second siècle av. J.-C.). Le raisonnement suivi au sujet des assemblées politiques proprement dites obéit aux mêmes impératifs. On ne peut évidemment pousser sa logique trop loin et convoquer les comices en des lieux chaque fois différents, ce qui poserait des problèmes d'organisation concrète insurmontables. En général, les

^{*} Celle où Pompée construisit un théâtre en dur, en 52 av. J.-C.

¹ TACITE, *Annales*, XIV, 20.

lieux de réunion sont donc les mêmes, encore que chaque type de comices ait le sien ¹. Mais il n'est pas question de permettre aux électeurs de s'asseoir, par peur d'une-transformation non seulement de l'architecture matérielle, mais également politique du système de gouvernement romain. Quand il construira un édifice destiné à abriter les votants au Champ de Mars, César lui-même prendra garde de ne pas enfreindre cette règle sacro-sainte : en les couvrant d'un toit, il épargne aux électeurs les ardeurs du soleil estival, mais ceux-ci restent debout, parqués en de longues files de 260m de long sur 2,50m de large ². Il y avait deux hommes au mètre, et pas plus de quatre individus ne pouvaient se tenir de front dans chaque travée. Par son étroitesse, ce mode d'alignement rendait pratiquement impossible toute instauration d'un débat populaire au sein de l'assemblée, de type démocratique (il serait à vrai dire caricatural de réduire à si peu la participation civique : un mode de scrutin ne se confond pas avec un système d'assemblées politiques, et le vote lui-même est précédé de réunions. L'image demeure cependant significative de la passivité civique que les cercles dirigeants s'efforcent de favoriser). N'oublions d'ailleurs pas qu'à la différence d'Athènes, le citoyen romain n'eut jamais dans les comices l'initiative de la loi, ce qui témoigne bien de l'inexistence de tels débats. À la lumière de ce qui précède, on comprend facilement la portée de l'absence de sièges dans les assemblées romaines. En 154 av. J.-C., le Sénat fait [p. 86] détruire un théâtre de pierre qui vient tout juste d'être construit à Rome, au motif que les sièges ne conviennent pas à un peuple guerrier, qui se doit de repousser la mollesse et l'indolence grecques. À la même époque, l'écrivain Appien dit nettement que les sièges mènent à la sédition. Mais c'est Cicéron qui, plus tard, se fait le meilleur interprète des visées de l'aristocratie :

"Ces Romains d'autrefois, si sages et si scrupuleux, ont refusé toute souveraineté à l'assemblée populaire (...) les États sont gouvernés uniquement par la volonté irréfléchie d'une assemblée siégeant sur des gradins. Aussi, sans parler de la Grèce d'aujourd'hui, depuis longtemps abattue et ruinée par ses délibérations, la Grèce d'autrefois qui brilla d'un vif éclat par sa puissance, par l'étendue de sa domination et par sa gloire, ne doit sa déchéance qu'à un vice : la liberté sans bornes et la licence de ses assemblées. Des hommes universellement incompétents, frustrés et ignorants, se rassemblaient au théâtre ; ils décidaient des guerres inutiles ; ils conféraient le gouvernement à des séditeux, ils bannissaient les

¹ Cf. L. ROSS TAYLOR, *Roman Voting Assemblies* (University of Michigan Press, 1966), 34-58.

² Cf. R.T. SCOTT et L. ROSS TAYLOR, "Seating Space in the Roman Senate and the Senatores Pedarii", dans : *Proceedings of American philological Association*, 100 (1969), 529-582 ; et la préface d'E. DENIAUX au livre de L. ROSS TAYLOR (*Les partis politiques...*), 24-29.

citoyens qui avaient le mieux servi la patrie (...) Nos assemblées sont souvent troublées par des hommes de ces pays. ¹"

On ne peut être plus clair que notre auteur. La station assise permet à des individus incompetents de pouvoir discuter longuement d'affaires dont la gravité devrait les réserver au seul examen de la minorité dirigeante, "les hommes de plus grand mérite". Pour les Athéniens, le régime démocratique est justement basé sur cette participation de chaque citoyen, même de condition modeste, auquel il est fait devoir de prendre la parole de délibérer. Écoutons une partie du discours que fait tenir Thucydide à l'homme qui veilla sur la démocratie grecque, Périclès :

"... la pauvreté n'a pas pour effet qu'un homme, pourtant capable de rendre service à l'État, en soit empêché par l'obscurité de sa situation (...) l'avouer tout haut (sa pauvreté) n'est jamais une honte : c'en est une plutôt de ne pas s'employer en fait à en sortir. Une même personne peut à la fois s'occuper de ses affaires et de celles de l'État; et, quand des occupations diverses retiennent des gens divers, ils peuvent pourtant juger des affaires publiques sans rien qui laisse à désirer. Seuls, en effet, nous considérons l'homme qui n'y prend aucune part comme un citoyen non pas tranquille *, mais inutile ; et, par nous-mêmes, nous jugeons ou raisonnons comme il faut sur les questions ; car la parole n'est pas à nos yeux un obstacle à l'action : c'en est un, au contraire, de ne pas s'être d'abord éclairé par la parole avant d'aborder l'action à mener ²".

On mesurera facilement, à la lecture de ces lignes, la distance énorme qui sépare l'assemblée populaire athénienne des [p. 87] comices romains... Il n'est point étonnant que, dans ces conditions, Cicéron veuille éviter qu'à la faveur de la station assise, les électeurs romains ne subissent le risque d'une contagion démocratique par le recours à la parole. Car si Cicéron ne prononce pas le mot de démocratie, c'est bien ce régime qu'il nous dépeint en le caricaturant, à la façon de Platon. Ce genre de palabres tenus par des ignorants aboutit à donner le pouvoir à des hommes hostiles à l'aristocratie, des "révolutionnaires" et en fin de compte à l'anarchie. C'est d'ailleurs à "ce démon" que la Grèce du temps de Cicéron doit sa "décadence". On ne saurait tolérer à Rome de spectacles de ce genre : gageons que celui offert par les longues files d'électeurs, parqués comme des troupeaux en trente-cinq colonnes devait être en effet assez différent... L'hellénisation de Rome, s'arrête-t-elle donc aux portes de comices, n'a-t-elle aucun effet sur la pensée et la classe politiques ? La réponse dépend de la nette distinction qu'il faut établir entre

¹ CICÉRON, *Pour Flaccus*, 15-17.

* Comment ne pas noter cette condamnation avant la lettre de la majorité silencieuse ?

² THUCYDIDE, *La Guerre du Péloponnèse*, livre II.

hellénisation, percée éventuelle des idées démocratiques, et réflexion philosophique sur la justice : ces divers phénomènes sont asymétriques.

Rappelons tout d'abord qu'à leur décharge les Romains ne peuvent avoir de la démocratie grecque qu'une culture livresque. Dès le milieu du IV^e siècle, à une époque où Rome combat encore pour la maîtrise de la péninsule italienne, Philippe de Macédoine, le père d'Alexandre, enterre la démocratie athénienne. Ce n'est qu'en 210 que Rome entame la série des trois guerres de Macédoine, et les régimes qu'elle découvre sont de nature profondément monarchique. Elle connaîtra donc la démocratie athénienne surtout par les écrits des philosophes et sans doute aussi par les récits des marchands grecs des V^e et IV^e siècles. Nous savons amplement que rien dans son passé ne la prédispose à apprécier ce type de régime. Mais ce que lisent les dirigeants romains chez les auteurs grecs ne fait que les confirmer dans leur inclination séculaire. Car ces derniers, à l'exception peut-être d'Aristote, sont tous hostiles à la démocratie. Platon se distingue à cet égard particulièrement. Il reproche essentiellement au régime démocratique de remettre à une assemblée populaire composée d'ignorants et de métiers manuels le soin de décider d'affaires graves et complexes. Dans un dialogue célèbre, il montre comment le régime démocratique tourne à l'anarchie, allant jusqu'à remettre en question les fondements de la société, c'est-à-dire la domination des hommes sur les femmes, des maîtres sur les esclaves. Seule la prise du pouvoir par un tyran mettra fin à ce chaos :

"... s'il est des citoyens, repris-je, qui sont soumis aux magistrats, on les bafoue et on les traite d'hommes serviles et sans caractère ; mais les gouvernements qui ont l'air de gouvernés, et les gouvernés qui ont l'air de gouvernants, voilà les gens qu'on vante et qu'on prise, et en particulier, en public. N'est-il pas inévitable que dans un pareil État l'esprit de liberté s'étende à tout ? (...) le père s'accoutume à traiter son fils en égal et à craindre ses enfants, le fils s'égale à son père et n'a [p. 88] plus ni respect ni crainte pour ses enfants parce qu'il veut être libre ; le métèque devient l'égal du citoyen, le citoyen du métèque, et l'étranger du même (...) le dernier excès où atteint l'abus de la liberté dans un pareil gouvernement, c'est quand les hommes et les femmes ne sont pas moins libres que ceux qui les ont achetés. J'allais oublier de dire jusqu'où vont l'égalité et la liberté dans les rapports des hommes et des femmes (...) Les bêtes mêmes qui sont à l'usage de l'homme sont ici beaucoup plus libres qu'ailleurs, à tel point qu'il faut l'avoir vu pour le croire. C'est vraiment là que les chiennes, comme dit le proverbe, ressemblent à leurs maîtresses ; c'est là qu'on voit les chevaux et les ânes, accoutumés à une allure libre et fière, heurter dans la rue tous les passants qui ne leur cèdent point le pas et c'est partout de même un débordement de liberté ¹".

¹ PLATON, *La République*, VIII, 14.

Les outrances de la fin du texte nous font sourire, mais soyons sûrs de l'approbation sans réserves qu'accorde l'aristocratie romaine à ce genre de discours, tenu par celui en qui certains – est-il utile de les dénoncer ? – ont longtemps vu l'un des plus grands esprits de la Grèce.

Tout ce que nous venons de dire montre donc clairement que les idées démocratiques n'ont aucune chance de gagner Rome même à partir du moment où celle-ci subit l'influence croissante de la Grèce. Mais l'hellénisation ne va pas pour autant sans modifier la pensée et le comportement d'une partie de la classe politique dans les années 150. L'idéalisme de certains des philosophes grecs, les méthodes de raisonnement de la plupart d'entre-eux, leurs références constantes à des valeurs morales supérieures, contribuent à donner aux esprits les plus ouverts qui les lisent une certaine idée de la *justice* politique et sociale très différente des conceptions traditionnelles. Les tentatives d'application qu'en font certains, comme les frères Gracques, vont jalonner de façon sanglante et indélébile l'histoire de Rome, susciter l'hostilité des milieux conservateurs et leur crispation sur leurs privilèges, servir de base aux revendications – elles "démocratiques" – d'un "parti populaire", et marquer en fait le début de l'agonie de la République, régime mort de son incapacité permanente à se réformer en profondeur.

La lecture d'Aristote incite en effet à penser les conditions morales de la vie des états. Les fils des dirigeants romains cherchent des justifications théoriques à l'ensemble des pratiques du pouvoir et de la politique qui leur sont enseignées. Sans doute jugent-ils avec plus d'impatience qu'autrefois les lois qui retardent l'accès aux magistratures en posant une limite d'âge minimale, dont le chiffre croît avec l'importance des fonctions. Il serait sans doute exagéré de parler de "crise des valeurs", car ces aspirations ne sont en définitive le lot que d'une minorité, dont le poids politique sera toujours à long terme inférieur à celui du parti conservateur. Mais les entreprises des Gracques – puisque c'est d'eux principalement qu'il s'agit – mêmes avortées, et reniées par leurs successeurs, donneront à la vie politique un aspect et des finalités qu'elle ne possède pas jusque-là. [p. 89] Nous dirions aujourd'hui qu'il se produit dans ces années 150 une "poussée à gauche". Le terme peut paraître inexact, il est en tout cas certain que cette impulsion ne s'exerce pas dans le sens souhaité par le parti conservateur, et que les leaders populaires du siècle suivant s'en inspireront. C'est bien une ère nouvelle qui s'ouvre, faite de déchirements dont on ne trouve l'équivalent qu'au cours des premières décennies de la République, lors de l'affrontement patricio-plébéien. Écrivant dans la tranquillité retrouvée de l'Empire, Denys témoigne encore de l'ampleur du traumatisme infligé par les Gracques à une classe politique habituée à un exercice du pouvoir de moins en moins contrôlable par les techniques traditionnelles de la clientèle, des relations personnelles et des trucages des institutions :

"... depuis l'époque où Caius Gracchus, alors qu'il détenait le pouvoir tribunicien, a détruit l'harmonie du gouvernement, ils (les Romains) ont passé leur temps à s'entre-tuer et à se bannir de la cité, n'hésitant pas pour l'emporter à commettre même des actes irréparables. ¹"

Ce qu'exprime Denys à sa manière, c'est la radicalisation de la vie politique engendrée par le mouvement gracchien, l'affirmation de l'existence d'intérêts divergents de ceux de la minorité dirigeante. Ni les Grecs ni leurs partisans n'ont emprunté tels quels aux philosophes grecs les thèmes de leurs campagnes et le contenu de leurs projets de lois : Platon et Aristote n'étaient rien moins que révolutionnaires. Mais le contact avec ces auteurs leur permet d'enrichir et d'élargir le champ de leur réflexion, et de trouver les justifications morales qui leur manquent. Car contrairement à Gramsci, on peut dire que plus que la vérité, le doute est révolutionnaire... Forts de ce doute et des convictions qu'il leur permet d'acquérir, les Gracques tentent d'apporter une solution aux problèmes concrets de leur époque ².

UNE CERTAINE SOIF DE JUSTICE

Nous étudierons plus loin l'enchaînement de causes qui conduisent, à leur époque, la République au bord du gouffre qu'elle ne cesse dès lors de côtoyer. Les Gracques n'ont nullement en tête de transformer les institutions politiques romaines dans leur ensemble, d'imposer à la cité un "modèle grec", pas plus qu'ils n'envisagent jamais de libérer les esclaves ³. Leur démarche demeure cependant d'un modernisme évident, surtout celle qui guide l'action de l'aimé, Tibérius. La réforme agraire qu'il défend passionnément, brûlant les étapes, est un commencement de démocratie économique. En distribuant les terres accaparées par les riches aux paysans pauvres et à ceux qu'une trop grande misère avait fait quitter leurs terres pour aller s'entasser dans la capitale, il n'instaure aucune dictature ni collectivisation, mais entend restreindre les inégalités aux limites du supportable. Nous verrons qu'après son assassinat, son frère Caius s'efforce également par d'autres voies, d'ôter [p. 90] aux privilèges de l'aristocratie ce qu'ils avaient d'excessif et de scandaleux, et paiera aussi de sa vie son audace. La fin dramatique des deux frères prouve à quel point riches et puissants se sentent menacés. Or, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que cette révolution manquée trouve sa source dans la revendication sinon de *la* Justice, du moins d'une plus

¹ DENYS, II, 11, 3.

² Cf. l'excellent livre de C. NICOLET, *Les Gracques - Crise agraire et révolution à Rome* (Paris, Julliard, 1967).

³ APPIEN, *La Guerre Civile*, I, 9, 35-36.

grande Justice. Les révolutionnaires modernes objecteront que c'est là un principe bien abstrait, que ne soutient aucune analyse posée en termes de "lutte des classes". Mais comment croire en la possibilité d'un marxisme avant la lettre, anticipé de près de deux mille ans ? Même si la référence à la Justice peut paraître maintenant à certains bien naïve et insuffisante, il reste qu'elle est à l'époque qui nous concerne un thème très mobilisateur. Inspirée de la lecture des philosophes grecs, cette exigence choisit pour s'incarner d'autres voies que la revendication d'un régime *politique* démocratique. On peut d'ailleurs penser que si les réformes sociales voulues par les Gracques avaient été menées à leur terme, elles eussent débouché sur l'instauration d'un régime de ce type. Quoi qu'il en soit, cette façon de penser la vie politique et la société est éminemment démocratique, puisqu'elle revient à diminuer le pouvoir des privilégiés et augmenter d'autant celui de la majorité. Elle innove aussi considérablement par rapport aux anciennes mœurs romaines en posant en des termes nouveaux le problème des rapports entre le droit et la morale politique. Est-il juste que la morale puisse conduire à dépasser la lettre du droit ? Au nom d'une répartition plus équitable, l'état, sous l'influence de Tibérius, peut-il reprendre les terres sur lesquelles les grandes familles justifient d'une prise de possession de pur fait mais très ancienne, qui leur assurait la maîtrise de ce sol ? Ou bien doit-on admettre que même le droit ne peut légitimer des inégalités trop scandaleuses ? De telles questions n'ont jamais été posées auparavant. Les textes romains classiques ne distinguent nullement entre le juste et l'équitable, entre la cité conçue comme une entité ou à l'inverse une simple addition d'individus. Ces interrogations ne reçurent pas vraiment de réponses, et à notre époque le débat n'est pas vraiment clos pour tous. Montesquieu et Rousseau les reposèrent à leur manière, annonçant la Révolution française. De nos jours, les polémiques sur l'entreprise montrent leur permanente actualité. L'entreprise est-elle seulement ce que dit le droit, la propriété privée d'une ou plusieurs personnes groupées en société, ou une entité dans laquelle ceux qui y travaillent sans en être propriétaires peuvent légitimement prétendre à une participation dans la direction, sans même parler du problème de l'autogestion ? On voit par là combien sont actuels les problèmes posés par la révolution gracchienne, qui, au fond, est culturelle avant de devenir politique.

Les textes ne manquent pas qui nous montrent combien les Gracques sont préoccupés par cette notion de justice. Citons d'abord un discours fameux de Tibérius :

"Les bêtes sauvages elles-mêmes qui errent en Italie ont leurs trous et leurs tanières où se réfugier ; et ceux qui combattent [p. 91] pour l'Italie et lui sacrifient leurs vies n'ont en propriété que l'air qu'ils respirent et la lumière ; sans maisons ni foyers, ils errent, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. Ils leur mentent, en vérité, les généraux qui haranguent les soldats dans les combats lorsqu'ils leur disent qu'ils combattent

l'ennemi pour défendre les tombeaux de leurs ancêtres et leurs pénates ^{*}, car la foule du peuple romain ne possède plus ni tombeau paternel, ni foyer. C'est pour le luxe d'autrui, pour sa richesse qu'ils combattent et meurent, et eux, que l'on appelle les maîtres du monde, ils ne possèdent même pas cette motte de terre. ¹"

C'est au nom de la justice et de l'équité que cette situation n'est plus tolérable :

"Il y avait dans toutes ces propositions une apparence d'équité. Quoi de plus juste, en effet, que le fait que la plèbe voie reconnaître ses droits par les Sénateurs (...) Quoi de plus équitable que le fait qu'un peuple sans ressource trouve un moyen de subsistance dans son trésor public ? ²"

Les pauvres ne s'y trompent d'ailleurs pas et estiment qu'ils ont servi assez longtemps dans l'armée et ainsi contribué à la grandeur de Rome. Leurs revendications expriment une soif de justice, non la quête de faveurs :

"Les pauvres de leur côté rétorquaient que d'une situation aisée ils étaient tombés dans la pire des misères et que cette misère les avait condamnés à la stérilité, n'ayant pas les moyens de nourrir des enfants. C'étaient leurs campagnes, toutes celles qu'ils avaient menées, dont cette terre représentait la transposition : ils en dressaient la liste et se désolaient de ne pas avoir la moindre part de ces biens communs... ³"

L'opposition des riches est aussi forte que la rancœur et l'espoir des pauvres. Aussi le vote de la loi instituant la réforme agraire se déroule-t-il dans une ambiance d'exaspération des passions. Quelques instants avant que les premiers électeurs ne déposent dans l'urne leurs bulletins de vote, Tibérius en appelle encore à la justice – "Au moment du vote, après avoir présenté beaucoup d'autres arguments persuasifs, il demanda à la foule s'il n'était pas juste que les biens communs fussent divisés entre tous ... ⁴"

Le moment est venu de se demander quel est le contenu de cette fameuse loi agraire qui fait si peur aux riches... Désormais, aucune famille ne devrait posséder plus de cinquante hectares de terres conquises (25 hectares par chef de famille, auxquels s'ajouteraient éventuellement les parts – 12,5 ha par part – de deux enfants). Le coup est rude pour les grands détenteurs qui occupent des portions de

* Dieux de la maisonnée réérés à l'intérieur des foyers romains.

¹ PLUTARQUE, *Tiberius Gracchus*, 9, 5-6.

² FLORUS, *Histoire*, II, 1 (= III, 13).

³ APPIEN, *ibid.*, I, 38-42.

⁴ *Ibid.*, I, 11, 43.

terre conquises de superficie [p. 92] infiniment plus grande. Les quantités de terres excédant les limites posées par le projet de loi de Tibérius seraient redistribuées aux pauvres par lots d'un maximum d'un hectare et demi (à titre de comparaison, cette superficie est celle de la moyenne des propriétés exploitées par les paysans chinois avant la Révolution de 1949). Il est indéniable que cette réforme entame sérieusement les privilèges des riches. Est-elle pour autant aussi radicale qu'ils veulent bien le dire ? Plusieurs indices inclinent à penser que non. Constatons d'abord qu'il n'y a là nulle "collectivisation" des terres, et remarquons ensuite l'exiguïté des lots concédés aux pauvres : 1,5 ha par individu au maximum, alors que les riches peuvent encore posséder 50 ha, soit 33 fois plus... La réforme reste démocratique, car elle modifie néanmoins considérablement un rapport de forces antérieur plus défavorable aux pauvres. Mais on conviendra qu'elle ne fait que réduire les inégalités, sans les supprimer... Elle offre d'autre part aux riches toute une série de compensations. La première est d'ordre juridique, et donne un caractère beaucoup plus fort au titre d'occupation du sol. Il est bien entendu que chacun jouit maintenant d'un droit de propriété pleine et entière sur son lot, alors qu'en principe, les riches détenaient jusqu'alors sur leurs terres une simple maîtrise de fait, un droit de possession, car les terres conquises étaient censées demeurer propriété de l'état. Compensation financière, ensuite : bien que les textes à ce sujet ne concordent pas, il semble que les terres excédentaires ne leur soient pas purement et simplement confisquées, mais que soit prévu le versement d'indemnités représentant la valeur des dépenses faites pour la mise en culture de ces terres. Enfin, à long terme, les mesures de Tibérius ont pour objet d'éviter une véritable révolution, qui pourrait se déclencher au sein des masses de plus en plus nombreuses à affluer dans la capitale, victimes de l'exode rural.

La réforme de Tibérius est donc démocratique, mais très modérément égalitaire. Les lectures faites chez les auteurs grecs lui ont enseigné que la justice ne passe pas forcément par une égalité absolue, qu'il ne peut de toute façon avoir aucun espoir raisonnable d'instaurer à Rome : il mourra pour beaucoup moins. Car chez les auteurs grecs, les appels formels à l'égalité sociale et au véritable partage des fortunes demeurent très rares ¹. Athènes elle-même ne fit qu'ébaucher la démocratie économique ². Quand ils envisagent les options égalitaires, les philosophes les qualifient au mieux d'utopies, ou, comme Aristote, de "constitutions démocratiques extrêmes". Comme les théoriciens des premières années de la Révolution française ³, les Romains préfèrent de beaucoup méditer sur Sparte qu'Athènes, dont ils comparent les institutions aux leurs. Ils y voient enfin réunis les avantages d'un gouvernement aristocratique, la stabilité du

¹ Cf. C. NICOLET, *op. cit.*, 155-163.

² Cf. *infra*, p. 208-209.

³ Cf. *infra*, p. 92-280-283.

pouvoir due à l'égalité des membres de la classe dirigeante, et la satisfaction d'un idéal de justice ¹.

TIBERIUS ET LA RÉVOLUTION

Mais à vrai dire l'action de Tibérius ne se borne pas à son [p. 93] seul projet de réforme agraire. Sans peut-être avoir l'exacte conscience de la portée de son acte, il ébranle à l'occasion du vote de sa loi l'équilibre aristocratique de la constitution romaine, acquis de ce que nous avons nommé le "compromis patricio-plébéien". On ne peut à vrai dire parler d'une réforme : Tibérius n'institue aucune assemblée nouvelle, ne modifie pas la carte électorale. Mais en s'attaquant à Octavius, tribun de la plèbe devenu une marionnette des riches, il affirme avec une force sans précédent le primat de la souveraineté du peuple, que celui-ci peut déléguer, mais également reprendre en cas de faute des ses mandataires. Les plans de Tibérius risquent en effet d'être déjoués par Octavius, son collègue au tribunat de la plèbe. Comme on le sait, chaque tribun peut préventivement bloquer les initiatives de ses collègues. Octavius, suborné par les riches propriétaires fait obstruction au projet de réforme agraire. Tibérius ne dispose d'aucune échappatoire juridique. Pour se débarrasser d'Octavius, il lui faut porter atteinte à la sacro-sainte inviolabilité tribunicienne, et le démettre de ses fonctions. Seul le recours aux notions de volonté et mandat populaires peuvent légitimer son acte. C'est ce discours qui est à la foi démocratique et révolutionnaire :

"... un tribun, qui, changeant de conduite, fait tort au peuple, amoindrit sa puissance, et lui enlève le droit de vote, se prive lui-même de l'honneur qu'il a reçu à des conditions qu'il n'observe pas (...) Il n'est donc pas juste non plus qu'un tribun, s'il fait tort au peuple, conserve l'inviolabilité qu'il tient de lui, car il détruit de ses propres mains la puissance populaire, qui fait sa force. Et cependant, si c'est justement que les suffrages de la majorité des tribus lui ont conféré son autorité de tribun, comment ne serait-il pas plus juste encore que le vote de toutes les tribus sans exception l'en privât ? ²"

D'autres textes nous apprennent également que Tibérius veut étendre le droit de contrôle du peuple sur les sentences judiciaires ³.

¹ POLYBE, VI, 48.

² PLUTARQUE, *Tiberius Gracchus*, XV.

³ PLUTARQUE, *Tiberius Gracchus*, XVI.

Ces idées n'ont rien de romain : elles sont typiquement grecques. À Athènes, l'assemblée populaire pouvait tous les mois, par un vote à main levée, relever de ses fonctions tout magistrat qu'elle suspectait. Jamais les citoyens romains ne purent aussi massivement et directement exprimer leur avis. Les magistrats romains ne sont responsables qu'à leur sortie de charge, et jamais devant le peuple, mais devant le Sénat, composé lui-même d'anciens magistrats. Ce qui rend la mise en jeu de cette responsabilité toute théorique. Or la possibilité reconnue au peuple de contrôler la gestion des affaires publiques par ceux qui sont censés agir en son nom constitue bien l'un des critères les plus authentiques de la démocratie. L'acte de Tibérius déposant son collègue au nom du peuple modifie donc radicalement la nature du régime politique romain, en y introduisant des notions étrangères à son fonctionnement. Car si le magistrat athénien n'était que l'agent d'exécution des décisions du [p. 94] peuple, son collègue romain apparaît plus comme le fils de la royauté que l'enfant de la République. Il exerce certes une fonction et non un pouvoir arbitraire, et doit agir *au nom* de l'intérêt public. Mais la définition de ce qu'est l'intérêt public échappe largement au peuple et demeure confinée dans les cercles dirigeants... Car même s'il est désigné par l'élection populaire, le magistrat n'en tire pas toute sa légitimité : s'il gouverne, c'est parce que de naissance et par choix des dieux, il appartient à *l'ordre* – nous dirions "classe" – auquel revient l'exercice du pouvoir. Source du pouvoir des magistrats supérieurs à Athènes *, l'élection populaire n'est à Rome qu'un de ses éléments. C'est pourquoi le magistrat romain n'est pas un simple agent de l'assemblée qui l'a élu, mais le titulaire du pouvoir étatique. Rome ne connaît d'ailleurs pas la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu. Le magistrat dispose certes de pouvoirs exécutifs, mais il est également juge et législateur.

La déposition d'Octavius remet tout en question en faisant du peuple la source du pouvoir et le garant de son exercice. Le châtement de Tibérius sera à la mesure de son crime. Il intervient alors que Tibérius sollicite sa réélection au tribunal.

"Le Tribun (Tibérius) ayant ordonné à la foule d'ouvrir ses rangs, Flaccus ** put enfin l'approcher et lui apprit que, pendant la séance du Sénat, les riches, ne parvenant pas à mettre le consul de leur côté, avaient formé le projet de tuer Tibérius par leurs propres moyens ; et qu'ils disposaient, à cette fin, de beaucoup d'esclaves et d'amis en armes. Quand Tibérius eût révélé le complot à ceux qui l'entouraient, ils retroussèrent aussitôt leurs toges, et, brisant les javelines des licteurs ***, dont ces agents se servent pour écarter la foule, ils en prirent les tronçons dans l'intention de s'en faire des armes contre les assaillants (...). Les hommes de la suite des sénateurs apportaient de chez eux des gourdin et des bâtons ; eux-mêmes, ramassant les éclats et les pieds de bancs brisés par la foule dans

* Les magistrats inférieurs athéniens étaient tirés au sort.

** Sénateur favorable à Tibérius.

*** Membres de l'escorte publique des magistrats.

sa fuite, montaient vers Tibérius et frappaient ceux qui s'interposaient entre eux et lui. Ce fut un sauve-qui-peut et un massacre ; et, comme Tibérius lui-même fuyait, un homme le saisit par ses vêtements. Il lui laissa sa toge et prit sa course en tunique ; mais il glissa et tomba sur quelques-uns de ceux qui étaient renversés devant lui. Comme il se relevait, le premier qui lui porta ostensiblement un coup à la tête avec un pied de banc fut Publius Satureius, un de ses collègues ; l'honneur du second coup était revendiqué par Lucius Rufus, qui s'en fit gloire comme d'une belle action. Des partisans de Tibérius, il mourut plus de trois cents, massacrés à coups de pierres et de bâtons, mais aucun par le fer. (...) On peut croire que la colère et la haine des riches contre lui eurent plus de part à leur complot que les belles raisons dont ils se targuaient ; et une bonne preuve en est la cruauté et l'illégalité des outrages fait à son [p. 95] cadavre. Car on ne permit pas au frère de Tibérius, malgré ses prières, de recueillir le corps et l'ensevelir la nuit ; on le jeta au fleuve avec les autres morts. Et on ne s'en tint pas là ; on bannit encore une partie de ses amis sans jugement ; les autres, on les arrêta et on les fit mourir (...) On enferma un certain Caius Villius dans un tonneau où l'on avait jeté des vipères et d'autres serpents, et il mourut ainsi. ¹"

Que pense Caius au soir de cette tuerie, lui qui n'a même pas pu obtenir la permission d'enterrer *la nuit*, comme un voleur, le corps disloqué de son frère ? Sans doute à poursuivre son action. Car si la journée sanglante dut rester à tout jamais dans sa mémoire, il recueille néanmoins l'héritage politique de son frère. Mais la mort ignominieuse de Tibérius lui montre ce qu'il en coûte d'en appeler directement au peuple contre les groupes dirigeants. Afin de rendre la société romaine plus juste, il cherche donc d'autres voies. Plutôt que de heurter de front les groupes dirigeants, il préfère profiter de leurs divisions en les accentuant.

CAÏUS ET LE CLIVAGE DES GROUPES DIRIGEANTS

Que l'appareil judiciaire, en dépit de toutes les réformes, reste en grande partie aux mains des puissants, l'examen des causes de l'engagement clientélaire nous l'a déjà amplement montré. Mais après la seconde guerre punique, l'extension de la conquête donne une dimension supplémentaire au scandale que constitue fréquemment le fonctionnement des institutions judiciaires. Trop souvent, les gouverneurs nommés dans les pays conquis s'y livrent à des véritables razzias,

¹ *Ibid.*, XVIII-XX.

non seulement au profit du Trésor Public, mais aussi pour satisfaire leurs propres appétits. Nombreux sont les provinciaux, pressurés au-delà des limites du supportable, qui, comme les Espagnols, viennent à Rome se plaindre "... de la cupidité et de l'orgueil des magistrats romains, se jetèrent aux pieds des sénateurs, et les supplièrent de ne pas souffrir que des alliés de Rome fussent persécutés et dépouillés plus que des ennemis ¹". Car les sénateurs sont les juges exclusifs de ces affaires, pour lesquelles ont été créés en 149 av. J.-C. des tribunaux spéciaux (les *quaestiones perpetuae*). Ceci pour le malheur des provinciaux, car ces tribunaux d'exception ne peuvent être impartiaux, dans la mesure où ceux qu'ils jugent sont leurs collègues, tout ancien magistrat supérieur entrant au Sénat. Caius va mettre fin à ce monopole sénatorial, au moins dans deux buts.

Tout d'abord pour rendre la Justice plus juste. Comme son frère, il se réfère là à des exemples grecs, comme lui aussi il pense à une réforme d'ordre démocratique puisqu'elle diminue l'arbitraire des puissants, auxquels il est désormais interdit d'être juge et partie. Car Caius enlève aux sénateurs ces juridictions pour les remettre aux chevaliers. Nous nous pencherons tout à l'heure sur ces derniers. Soulignons pour le moment le lien de cette réforme diminuant les pouvoirs du Sénat avec une loi, à vrai dire incertaine, mais que certains auteurs attribuent à [p. 96] Caius. Cette loi aurait pour objet de mettre fin au trucage des comices centuriates en confiant au hasard, et non à un ordre préétabli avantageant systématiquement les riches, la détermination de l'ordre de vote des centuries. Dans les deux cas, au niveau des tribunaux comme à celui des assemblées électorales, il s'agit de diminuer les prérogatives du Sénat. Ici encore, on ne peut nier l'influence grecque. À Athènes, la justice était véritablement aux mains du peuple. Les membres de l'Héliée, le tribunal populaire, étaient tirés au sort parmi les citoyens âgés de trente ans au moins qui se portaient candidats. Leur compétence était très large et s'exerçait en premier et dernier ressort. À l'époque des Gracques, c'est plus à Rhodes qu'à Athènes que pensent les Romains. Car six ans avant la mort de Tibérius, Scipion, descendant de l'Africain, conduit dans tout l'Orient une grande mission d'information. Il en revient en déclarant son admiration pour la cité de Rhodes, où la justice est elle aussi aux mains du peuple. À Rhodes en effet les membres de l'assemblée populaire, par rotation de leurs effectifs, forment également le tribunal populaire ². Un texte attribué à l'historien Salluste suggère nettement que Caius s'inspire de l'exemple rhodien ³.

De même que la réforme agraire de Tibérius ne fait que réduire les inégalités sans les supprimer, la réforme judiciaire de Caius ne remet pas directement le pouvoir judiciaire du Sénat au peuple. Mais elle réduit l'emprise de l'aristocratie. Car cette réforme est plus que judiciaire, et nettement politique. Les individus susceptibles d'être jugés sont tous des personnages importants, des hommes politiques connus. En enlevant la juridiction de leur cause à leurs pairs, non

¹ TITE-LIVE, XLIII, 2, 1-3.

² CICÉRON, *La République*, III, 48.

³ PSEUDO-SALLUSTE, *Ep. ad Caes.*, II, 8.

seulement on augmente les garanties des plaignants, mais on intervient directement dans l'organisation des carrières politiques, que d'éventuelles condamnations compromettent. Tel est le second des buts poursuivis par Caius, sur lequel quelques explications sont nécessaires.

LA SOCIÉTÉ BLOQUÉE

Si le peuple n'est pas le bénéficiaire direct de la réforme judiciaire, dont l'inspiration demeure néanmoins démocratique, qui donc remplace les sénateurs dans ces juridictions ? Caius choisit de les confier aux soins des membres de l'ordre équestre. Ces derniers ne sont assurément pas pauvres, bien au contraire : leur capital est obligatoirement, au moins égal à 400 000 sesterces (1 200 000 F.F.). Cette fortune leur permet de figurer dans le corps d'élite de l'armée, la cavalerie, d'où leur nom de "chevaliers". Sociologiquement, les chevaliers représentent un groupe d'environ 2 500 familles, initialement très lié au Sénat, dont ils se rapprochent par le genre de vie, le prestige, le niveau de ressources. Riches et distingués, les chevaliers le sont donc autant que la plupart des sénateurs. C'est ailleurs qu'il faut chercher les motifs du clivage qui va aller s'approfondissant entre les deux groupes.

Dès la fin du III^e siècle, les sénateurs, inquiets de la montée [p. 97] des milieux d'affaires dont nous avons déjà parlé, entendent préserver leur caste de propriétaires fonciers de cette contagion. Une série de mesures instituent des cas de "dérogance". En 218, un plébiscite interdit aux sénateurs de posséder un navire de commerce d'une capacité de 3 000 amphores. Au siècle suivant, ils sont exclus des adjudications des "fermes générales" pratiquées par l'État pour le recouvrement de ses revenus et pour certains travaux publics. Ces mesures séparent les chevaliers désireux de se livrer à ces activités, sources de profit considérables, des sénateurs. Elles sont graves, car elles rompent ainsi une vieille solidarité. En effet, la voie normale pour devenir sénateur est l'élection aux magistratures : soit l'élu appartient déjà par ses liens parentaux à une famille de sénateurs, soit il s'agit d'un "homme nouveau". En ce dernier cas, le niveau de fortune qu'exigent les campagnes électorales et l'organisation d'une carrière politique situe d'emblée l'écrasante majorité de ces parvenus de la politique dans le groupe privilégié des chevaliers. Enfin, dans des circonstances exceptionnelles, comme la seconde guerre punique, où les défaites creusent les rangs du Sénat, les censeurs nomment de nouveaux membres en choisissant ceux qu'ils estiment les plus dignes d'entre les chevaliers. Cette connivence de fait entre sénateurs et chevaliers s'achève avec les trois citées plus haut, et cette "majorité" gouvernementale va dès lors être travaillée par des conflits fréquents, les chevaliers jouant souvent un rôle charnière, s'alliant tantôt avec le parti populaire, tantôt avec le clan sénatorial. Car la participation de certains de ces chevaliers aux

mécanismes financiers nés de la conquête en fait les détenteurs d'un pouvoir économique dont les intérêts peuvent converger, mais aussi diverger de ceux des titulaires du pouvoir légal, l'oligarchie sénatoriale, qui vient de se fermer à eux. En effet, on trouve de plus en plus de chevaliers parmi les "publicains", c'est-à-dire les membres des sociétés qui se constituent pour prendre en charge les fermes publiques dont nous parlions plus haut (à la fin du second siècle, publicains et hommes d'affaires représentent 20% des chevaliers connus de nous). Car ces fermes nécessitent des moyens énormes de la part des candidats à leur adjudication. Non seulement le prix de l'adjudication elle-même, mais encore le dépôt de fortes garanties et la production de cautions exigées par l'État qui veut être sûr de rentrer dans ses fonds constituent une série de conditions limitant les fermiers à un cercle d'individus riches et dotés de relations influentes. Les censeurs, qui dirigent les opérations d'adjudication, sont d'ailleurs satisfaits de voir figurer parmi les fermiers un nombre non-négligeable de chevaliers. Ce sont des gens connus, riches et solvables, auxquels l'État, qu'ils représentent, peut faire confiance. Il y a donc un "créneau" à occuper. Certaines familles de l'ordre équestre, attirées par les profits nés de la conquête des riches pays d'Orient, savent en profiter, et se détournent de ce qui constituait jusqu'alors les seules valeurs honorables aux yeux de l'aristocratie patricio-plébéienne traditionnelle : l'exercice des magistratures, et la possession de domaines fonciers.

[p. 98]

Les routes choisies par les sénateurs et les chevaliers sont appelées à se séparer. Les conflits naissent sur le terrain provincial, car chacun des deux groupes a intérêt à ce que l'autre n'abuse pas des populations dont il a la charge, sous peine de voir réduites à néant ses propres espérances de profit. Le Sénat ne peut tolérer que les publicains pressurent trop immodérément les contribuables provinciaux, dont ses futurs membres, alors en charge en province, risquent de ne pouvoir rien tirer. Quant aux publicains, ils sont bien placés pour connaître des abus de pouvoir et divers bakchichs exigés par les gouverneurs et généraux romains, qui représentent pour eux autant de "manque-à-gagner" fiscaux certains. La tension entre ces intérêts contradictoires au sein de la minorité appelée à se partager le gâteau que lui ont apporté par la conquête les armées de paysans romains va s'accroissant. Parfois, les mesures de rétorsion tournent à l'absurde. Ainsi en 167, au lendemain de la conquête de la Macédoine, le Sénat décide de fermer les mines d'argent et de fer plutôt que de les laisser aux publicains, prétextant leur souci du sort des provinciaux. Hypocrisie qu'exprime bien Tite-Live en disant : "... là où il y a des publicains, il n'y a plus droit ni liberté pour les sujets de l'Empire ¹". Il faut dire à la décharge des sénateurs que les chevaliers publicains les gênent de plus en plus. Ces sociétés constituent un véritable pouvoir parallèle, en marge des institutions constitutionnelles connues (la comparaison avec le rôle politique joué de nos jours par les multinationales n'est pas inexacte). Ces sociétés dénoncent les malversations, sont parties à des procès

¹ TITE-LIVE, XLV, 18, 4.

ou y témoignent. Les chevaliers qui les président disposent du meilleur classement censitaire dans les comices centuriates. Au début de la dernière moitié du second siècle, avant que n'interviennent les réformes de Caius Gracchus, un processus essentiel de clivage au sein des groupes dirigeants se produit donc. En 123, au moment où Caius est élu tribun de la plèbe, un plébiscite en tire la conclusion légale en interdisant aux sénateurs de devenir chevaliers : l'incompatibilité est devenue officielle. On comprend mieux maintenant à quel point la réforme judiciaire de Caius porte le fer dans la plaie, et revêt un aspect hautement politique. En leur remettant la juridiction des procès de concussion en province, Caius donne aux chevaliers une arme inespérée qu'il retire des mains du Sénat, d'autant plus que la loi précise qu'ils ne peuvent être poursuivis pour la façon dont ils ont jugé. Les sénateurs ne peuvent même plus intervenir contre eux *a posteriori*... Après le vote de cette réforme, Caius aurait d'ailleurs dit : "Je viens d'enterrer tout à fait le Sénat"¹.

Les chevaliers deviennent désormais les vrais maîtres des provinces, sur lesquelles ils règnent par l'impôt et le prétoire. Cette double perspective achève de convertir beaucoup de ceux qui parmi eux hésitent encore entre les tentations de la "carrière des honneurs" (l'exercice des magistratures) et les avantages des présidences des sociétés de publicains².

Caius profite donc des circonstances pour accentuer le clivage entre les groupes dirigeants et affaiblir les propriétaires fonciers dont l'hostilité à la réforme agraire de son frère lui [p. 99] coûta la vie. Mais son entreprise législative ne se limite pas à la seule réforme agraire. Ses initiatives en ce domaine sont nombreuses, environ une quinzaine³. Certaines visent à limiter l'influence du Sénat et à l'empêcher de saboter les lois proposées. Caius propose ainsi de nommer au Sénat une fournée de 300 ou 600 chevaliers, afin, en réalité, de "diluer" l'ancien corps sénatorial dans une masse de nouveaux venus. Il se propose également d'introduire dans les comices un sang neuf en donnant le droit de cité romaine à tous les habitants du Latium, dont il espère bien qu'ils deviendront des partisans de sa politique, et voteront ses réformes.

Toutes ces mesures ont donc pour objet d'affaiblir les anciens groupes dirigeants que commencent à miner des contradictions internes.

Mais Caius se soucie également d'intervenir plus directement en faveur des pauvres. Dès son premier tribunat, il remet ainsi en vigueur la loi agraire de Tibérius. Puis il se lance dans une campagne de travaux publics afin de remédier au chômage dont souffre la population de la capitale. Enfin, il prend des mesures pour diminuer les risques de disette, en faisant voter une "loi frumentaire".

Il faut en effet à Rome des quantités énormes de blé, sans commune mesure avec celles des autres produits : à peu près un kilo de grain par jour et par

¹ APPIEN, *Les guerres civiles*, I, 22.

² CICÉRON, *Pour Cluentius*, 153-154.

³ Cf. C. NICOLET, *op. cit.* (*Les Gracques...*), 168-169.

personne, soit, à l'époque des Gracques, environ 1 500 tonnes par jour. Ce problème fut capital pour toutes les cités antiques : à Athènes, l'ordre du jour des assemblées les plus importantes portait "sur le blé et la défense du territoire"¹. La situation à Rome est compliquée par l'éloignement de la capitale des terres céréalières. Le ravitaillement des masses urbaines de Rome n'est plus assuré par l'Italie. Les céréales viennent de Sicile, d'Espagne et d'Afrique. Il suffit d'une révolte d'esclaves ou de mauvaises récoltes pour qu'on se trouve vite en rupture de stocks, et que la situation dans la capitale devienne catastrophique. Le blé des Romains était un peu notre pétrole... À ce problème capital, le régime républicain n'apporte que des solutions partielles et aléatoires. Des magistrats inférieurs, les édiles, sont chargés de les mettre en œuvre. Ils peuvent forcer la main à des marchands en les incitant à venir vendre à Rome, faire acheter du blé par des courtiers sur crédit ouvert par décret du Sénat, ou encore mettre sur le marché une partie du blé que perçoit l'État à titre d'impôt ou de butin. Le premier moyen reste incertain, les deux autres n'enthousiasment guère le Sénat qui n'entend pas risquer de dépenser ainsi une trop grande partie des deniers publics. Tant que la population urbaine de Rome est circonscrite dans des limites raisonnables, le mal n'est pas trop grand : les bonnes années succèdent aux mauvaises. Mais au temps des Gracques, la surpopulation déjà sensible depuis le début du siècle peut transformer une disette en révolte difficilement contrôlable. Tibérius avait proposé sa réforme agraire à la fois pour diminuer les injustices et sauver à long terme l'État de l'anarchie et peut-être de la révolution (qui se produisit, on le sait, [p. 100] avec l'instauration du régime impérial). Caius avec sa loi frumentaire raisonne de même : en assurant le ravitaillement en blé de Rome, il permet à tous d'acheter de quoi manger, et évite les troubles. Cette loi oblige l'État à mettre en vente du blé en permanence, à un prix au plus égal au cours normal, soit environ 6 as (environ 4,50 F.F.) pour 9 l. de blé (à titre de comparaison, trente ans plus tard, les soldats de Sylla toucheront une solde de 8 as par jour). Tout le monde peut donc avoir du blé... à condition de pouvoir le payer ! D'autre part, ce droit d'acheter n'est pas sans limites. Pour éviter à la fois la spéculation et de trop lourdes dépenses à l'état, chaque citoyen ne peut recevoir qu'un certain nombre de litres de blé par mois. Tout ceci mérite d'être précisé. Car nous voyons bien qu'il ne s'agit pas d'assistance, ni de largesses, mais seulement d'assurer un approvisionnement régulier à des cours "normaux" et plafonnés de la denrée qui constitue la base de l'alimentation populaire. Somme toute, aussi bien la loi agraire de Tibérius que la loi frumentaire de Caius nous paraissent mesurées et peut-être même timides. Rien en tout cas qui autorise à crier à la Révolution : les Gracques ne sont pas des "partageux", encore moins des "communistes" avant la lettre, bien que, lors de la Révolution, Babeuf ait pris leur nom. Pour nous, leurs mesures concrètes ne relèvent que d'un réformisme prudent et raisonnable. Et pourtant, leurs contemporains – *a priori* évidemment, les riches, dont elles menacent les intérêts – les perçoivent comme authentiquement révolutionnaires. Le tollé qu'elles suscitent près d'un siècle après chez les nantis en témoigne.

¹ ARISTOTE, *Constitution d'Athènes*, 43,4. Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 446 sq.

Cicéron condamne aussi bien la loi agraire que la loi frumentaire, et caricature la loi frumentaire ¹ :

"Caïus Gracchus proposait sa loi sur le blé ; mesure agréable à la plèbe, qui, sans travailler, recevrait des vivres en abondance ; les gens de bien, eux, s'y opposaient, car ils estimaient que la loi détournerait la plèbe du travail, la livrerait à la paresse, et épuiserait visiblement le Trésor ²".

Nous savons que la loi de Caïus n'a qu'un objectif limité permettre aux citoyens d'acheter du blé s'ils ont de l'argent, et encore en quantités rationnées. On est loin de la corne d'abondance, prime à l'oisiveté, décrite par Cicéron. Quant aux menaces pesant sur le budget de l'État, l'excuse est de tout temps. Comment ne pas penser aux protestations qui se sont élevées chez les possédants lors de l'adoption des lois sociales, depuis les congés payés jusqu'au SMIG en passant par la Sécurité Sociale et les accords Matignon en mai 1968 ? Toutes ces mesures devaient non seulement et inmanquablement conduire à la banqueroute les trésoreries des entreprises privées, mais épuiser les deniers publics... Une fois de plus la comparaison n'est pas si vaine : Caïus entend instaurer un régime de minimum vital sinon garanti, du moins possible, au niveau du pain quotidien. La loi de Caïus menace-t-elle vraiment l'équilibre du budget ? Notons d'abord que l'épouvantail du vide du Trésor est agité par les cercles dirigeants chaque fois qu'une mesure [p. 101] leur déplaît. On sait aussi que l'État comme les individus trouve toujours de l'argent lorsqu'il s'agit de faire une dépense jugée "bonne" et prioritaire... De toute façon, des calculs précis ont été faits montrant que la loi de Caïus ne risquait pas de rendre exsangues les caisses publiques ³. Quand l'État perd-il de l'argent ? Uniquement quand le prix du marché est supérieur au prix légal, puisque, répétons-le, il n'est pas question de distributions gratuites. Or le Trésor est surtout alimenté par les tributs payés par les provinciaux. Ce sont ces derniers qui en réalité font les frais des appétits plébéiens, en particulier les habitants de la richissime Asie Mineure, conquise une dizaine d'années avant la loi de Caïus. Sans peut-être vraiment le savoir, la plèbe romaine était impérialiste. La démocratie athénienne elle aussi ne put s'épanouir que par ses annexions territoriales, et mérite bien qu'on la qualifie également d'impérialiste.

Dans ces conditions, on est de plus en plus étonné de l'opposition farouche des nantis aux mesures des Gracques, et de la mise à mort de ces derniers par les spadassins du clan adverse. Reposons la question : pourquoi ce que nous n'appellerions que des "réformettes" sont-elles assimilées à un souffle révolutionnaire précipitant la République dans l'abîme ? Plusieurs raisons s'additionnent. La première tient au fait qu'après les tourmentes du V^e siècle, la

¹ CICÉRON, *Pour Sestius*, XLVIII, 103.

² *Ibid.*

³ Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, p. 451, n (344).

tension due à la succession des campagnes militaires et l'apaisement procuré par le compromis patricio-plébéien au niveau gouvernemental ont fait perdre l'habitude aux dirigeants des contestations de leur autorité. Ce dont ils se méfient bien plus, c'est de *pronunciamentos* éventuels de la part des grands chefs militaires. Cette crainte vaut au vainqueur d'Hannibal son semi-exil de Litterne. La suite des événements ponctuant le 1^{er} siècle av. J. -C. montre d'ailleurs que l'aristocratie n'a pas tort : elle anticipe seulement un peu le danger. Les réformes des Gracques constituent donc pour elle une attaque surprise. D'autre part, les dirigeants ne sont pas des despotes orientaux ou des dictateurs affameurs du peuple. Quand ils gravent dans la pierre et sur les monnaies la devise "Au nom du Sénat et du Peuple romain", ils pensent sincèrement déterminer leur action en fonction de l'intérêt public. Ou plus exactement, de l'image qu'ils s'en font... Car une bonne partie du problème est là. Si le régime républicain (*res publica*, la chose publique...) ne fut jamais démocratique, c'est aussi parce que *ses dirigeants pensaient qu'agir au nom du peuple, ce n'est pas laisser le peuple agir à sa guise...* Ne sourions pas trop vite : la sincérité intervient peut-être au moins autant que le calcul intéressé, du moins au début du raisonnement. Car par la suite, comme le disent les Romains eux-mêmes, pour juger du motif d'un comportement, il faut voir à qui il profite (*is fecit cui prodest*)... De telles attitudes ne sont d'ailleurs pas exclusives. Combien de régimes, à notre époque, prétendent exercer une dictature au nom d'un peuple qui, en fait, la subit, poussant même la logique de l'absurde jusqu'à proclamer que c'est ce peuple lui-même qui est au pouvoir ? De telles pitreries idéologiques ne prêteraient qu'à sourire si trop [p. 102] souvent elles ne faisaient écrire en lettres de sang l'histoire des peuples. Il est bien connu que ces derniers ont toujours besoin de "guides" et de partis "d'avant-garde" pour les aider à découvrir leurs besoins, et plus encore, les moyens de les satisfaire. De Platon au Goulag en passant par Cicéron, il y a sans doute moins loin qu'on ne le pense. Ce dernier en tout cas nous explique fort bien les conséquences de cette attitude républicaine et anti-démocratique. L'intérêt public, c'est un régime d'ordre qui l'assurera le mieux ; le changement ne mène qu'au chaos. C'est bien ce que les Romains reprochent aux démocraties grecques : l'opinion publique est fluctuante, si on la laisse gouverner, c'est à terme l'anarchie, puis la tyrannie. Or l'ordre, c'est aussi le *respect* des *droits acquis*, précaution économique élevée à la hauteur d'un principe de gouvernement, plus encore du fondement de l'État. L'inimitable Cicéron est là-dessus fort clair :

"Rien de plus funeste que d'enlever aux uns pour donner aux autres..."¹ Le tribun Marcius Philippus se comportait de façon funeste quand il eut le tort de déclarer que, parmi les citoyens, il n'y en avait pas deux mille qui eussent du bien ; phrase catastrophique : elle tendait à l'égalisation des fortunes, le pire fléau qui soit ; car c'est avant tout pour conserver leurs biens que les hommes ont fondé des États ; la nature a

¹ CICÉRON, *Des Devoirs*, 2, XXIV, 85.

beau pousser les hommes à se rassembler, c'est néanmoins pour sauvegarder leurs biens qu'ils recherchaient la protection des cités ¹".

Ce qui est révolutionnaire dans la politique des Gracques, ce n'est point un projet de renversement de la classe dirigeante par le peuple, spéculation totalement absente de leurs programmes, mais les atteintes diverses à ces droits acquis, fondement de l'État, qu'elle comporte. Nous comprenons maintenant comment les dirigeants romains peuvent à bon droit voir le spectre de la Révolution là où un regard actuel ne discerne que des réformes inspirées par une conscience politique prudente. Lesquelles d'ailleurs ne vont pas sans innovations, qui pour demeurer exceptionnelles n'en sont pas moins fort inquiétantes. Jusqu'où peut par exemple mener l'appel à la souveraineté lancé par Tibérius lors de la déposition d'Octavius ?

En y réfléchissant, on arrive donc bien à comprendre les arguments de Cicéron. Dans la conception de l'État de ceux qu'il représente, il ne peut y avoir de place pour des Gracques. Plus encore, d'ailleurs, à son époque, qu'au temps des deux frères. Car conjurations et putschs militaires se succèdent, la violence règne dans les comices : ces fameux droits acquis sont minés de toute part, ce qui provoque un mouvement de crispation de leurs titulaires. N'oublions pas que ce fut la "réaction féodale" des années 1775 qui précipita la Révolution française. Il est bien connu par ailleurs qu'un régime autoritaire ne peut se libéraliser que dans une période de stabilité : s'il procède à des réformes au cours d'une crise, ces mesures sont assimilées à des signes de faiblesse par les opposants, qui redoublent leurs [p. 103] coups. (La disparition récente de l'Empire iranien s'effectua exactement suivant ce processus.) Pour Cicéron et ses amis, il n'est donc pas question de lâcher d'un pouce sur les principes. Reconnaître le bien-fondé des entreprises gracchiennes, c'est donner *quitus* à la sédition. D'autant plus que l'aristocratie applique à la vie sociale et politique la "théorie des dominos", pratiquée par les U.S.A. en politique internationale après le second conflit mondial. Toute réforme en apparence inoffensive est en réalité le maillon d'une chaîne : si on laisse céder le premier maillon, c'est toute la chaîne qui tombe. On l'a d'ailleurs bien vu quand, après avoir fait voter sa réforme agraire, Tibérius a commencé à s'en prendre à la constitution en profanant l'inviolabilité tribunicienne... Platon lui-même avait averti les Romains du danger de ce processus insidieux, quand il affirme quelque part que la corruption des peuples commence par la décadence de la musique. Deux mille ans plus tard, l'ayatollah Khomeiny lui fait écho, lorsqu'il prétend interdire la musique, qui trouble le fonctionnement normal de l'esprit, et conduit ainsi au chaos. Poussé à l'extrême, ce type de raisonnement empêche toute réforme et provoque les révolutions qu'il entend éviter. Rome est devenue une société bloquée. Pour avoir préjugé des forces dont il disposait pour en enrayer la fatale progression, Caius mérite comme

¹ *Ibid.*, 2, XXI, 73.

son frère d'être lynché. Il doit aux dieux de ne point périr assommé à coups de banc comme Tibérius, mais plus noblement, par le fer :

"Comme il (Caius) sortait de chez lui, sa femme tomba à ses genoux devant la porte ; et, mettant un bras autour de lui, tandis qu'elle tenait de l'autre leur petit enfant, elle lui dit : "tu ne me quittes pas, Caius, pour monter à la tribune (...) non ! tu vas t'exposer toi-même aux coups des assassins de Tibérius (...) Déjà le parti du pire est maître de la situation ; c'est par la violence et le fer qu'on règle les procès. Si ton frère était tombé à Numance, une trêve nous aurait rendu son cadavre ; mais à présent, peut-être, moi aussi, devrai-je me faire la suppliante d'un fleuve ou de la mer, pour entrevoir ton corps, jusque là gardé par les flots. Car quelle confiance avoir encore dans les lois ou dans les dieux, après le meurtre de Tibérius ?" Malgré ces gémissements de Licinia, Caius s'arracha doucement à son étreinte et partit en silence avec ses amis. Elle, en s'efforçant de le retenir par un pan de sa toge, se laissa glisser sur le seuil, où elle resta longtemps étendue sans rien dire (...) Quant à Caius, personne ne le vit combattre. Affligé de ce qui se passait, il se retira dans le temple de Diane ; et là, comme il voulait se tuer, il en fut empêché par ses amis les plus fidèles (...) Dans sa fuite, Caius fut rejoint par ses ennemis, qui l'atteignirent près du pont du bois (...) Avec Caius fuyait un seul de ses esclaves, du nom de Philocrate ; car tous les autres l'encourageaient, comme dans une compétition ; mais nul ne le secourait, ni n'avait voulu lui fournir le cheval qu'il demandait ; car les ennemis le talonnaient. Il les gagna pourtant de vitesse et se [p. 104] réfugia dans un petit bois consacré aux Furies *, où il mourut, Philocrate l'ayant tué avant de s'égorger lui-même. Pourtant, à ce qu'affirment quelques-uns, tous deux furent pris vivants par les ennemis ; mais le serviteur étreignait si fortement son maître que nul ne put frapper Caius avant que Philocrate n'eût succombé à de nombreux coups. La tête de Caius, dit-on, fut coupée et emportée par un homme (...) car on avait proclamé, au début du combat, que la tête de Caius et celle de Fulvius seraient payées leur pesant d'or à ceux qui les apporteraient. Septimuleius apporta donc à Opimius ** la tête de Caius au bout d'une pique. On prit une balance, et on constata qu'elle pesait dix-sept livres et demie, Septimuleius ayant aggravé son crime par une autre scélératesse ; car il avait ôté la cervelle pour couler à la place du plomb fondu (...) Les corps de Caius, de Fulvius et de leurs amis furent jetés au fleuve ; on en avait tué trois mille. Leurs fortunes furent confisquées au profit de l'État. On défendit à leurs femmes de porter le deuil, et celle de Caius, Licinia, perdit même sa dot (...) Cependant, ce qui exaspéra la masse plus encore que ce crime et tous les autres, ce fut l'édification par Opimius d'un temple à la Concorde ; car il paraissait ainsi se vanter et s'enorgueillir de tous ces assassinats de citoyens, et s'en faire, en quelque sorte, un sujet de triomphe. Aussi, la nuit, après la dédicace du sanctuaire,

* Divinités des enfers.

** Opimius était le consul en titre, leader des adversaires de Caius.

des inconnus écrivirent sous l'inscription ce vers : "La discorde élève un temple à la Concorde ¹".

En noyant une seconde fois dans le sang les vellétés de réformes éprouvées par les plus intelligents de ses fils, l'aristocratie vient à long terme de signer son propre arrêt de mort.

¹ PLUTARQUE, *T. et C. Gracchus*, XXXVI-XXXVIII.

[p. 105]

CHAPITRE V – LES MASSES DANGEREUSES

"Ceux qui, dans les campagnes, n'avaient pour vivre que le salaire de leurs bras, étaient attirés à Rome par les largesses privées."

SALLUSTE, Catilina, 37.

[Retour à la table des matières](#)

Close à la fin du second siècle av. J. -C., la tragique aventure des Gracques ne trouve pas sa seule explication dans l'exigence d'une plus grande justice qui animait ses inspirateurs. Elle résulte aussi d'une évolution à bien des égards dramatique du contexte économique et social depuis la fin de la seconde guerre punique. Pour comprendre comment se sont constituées ces masses dangereuses, au sort desquelles les deux tribuns entendaient remédier, il nous faut donc revenir en arrière, jusqu'au tournant que constituent les années 200 av. J.-C.

Aucun présage n'annonce au soir du III^e siècle les sanglants déchirements des années à venir. Au contraire, la victoire de Zama met fin au cauchemar d'Hannibal et livre à Rome l'espace méditerranéen dont plusieurs campagnes militaires victorieuses vont dans les décennies suivantes lui assurer la maîtrise. Pour ceux qui la subissent, la conquête ne se limite évidemment pas à la seule occupation militaire. Les pays soumis au joug romain doivent payer à l'*Urbs* triomphante le prix de la défaite : argent, moissons, et force de travail des bras serviles. En Italie, chassés de leurs campagnes ou séduits par l'espoir d'une fortune rapide, des individus de plus en plus nombreux quittent leurs lieux d'origine pour se diriger vers la capitale où trop souvent ne les attend que le mirage de leurs espoirs déçus. Dans la nécessité de subsister, tout porte à croire que beaucoup succombent aux tentations de la clientèle. Quant à l'aristocratie dirigeante, forte de la victoire sur Carthage, elle se crispe sur ses privilèges, et restreint encore le petit cercle de

ceux promis par les dieux à l'exercice du pouvoir. Si bien qu'elle reçoit le nom d'"oligarchie", c'est-à-dire le "gouvernement de quelques-uns".

[p. 106]

Qu'un ensemble territorial et humain déjà si vaste soit gouverné par des clans familiaux de nombre fort réduit pourrait nous surprendre. Afin de mieux comprendre ce mécanisme, illustrons-le une fois de plus par un exemple contemporain. Celui de l'Union Soviétique. Il n'est pas dans mon propos d'entrer dans une polémique (déjà largement nourrie) dont ce livre n'est pas le lieu. Mais il faut bien reconnaître l'existence d'un certain nombre de traits communs à ces deux régimes, qu'on peut sans risque théorique qualifier d'oligarchies *, au destin peut-être identique, dans sa grandeur comme dans sa fin. Dans l'U.R.S.S. actuelle, gouvernants et gouvernés constituent deux mondes à part. Comme les oligarques romains, les premiers prétendent représenter le peuple, et même lui être consubstantiels : ces dernières années, l'état soviétique ne s'est-il pas proclamé "l'État du peuple tout entier" ? ** En fait, ils appartiennent à une caste extrêmement minoritaire, qui se renouvelle par cooptation au sein du Parti, dont les membres occupent les fonctions supérieures de l'état. Fortement concentré, le pouvoir soviétique n'est pas pour autant strictement homogène : le secrétaire général constitue un point d'équilibre (parfois instable) entre différents clans dont il arbitre les prétentions et privilèges. Ces clans ne sont évidemment pas définis par des critères parentaux comme dans la République romaine : leur principe classificatoire est d'ordre fonctionnel et politique. Il reste que, comme à Rome, ils ne regroupent qu'une infime minorité de la population qui ne dispose sur eux que de moyens de contrôle institutionnels quasi inexistants. Est-il par ailleurs encore nécessaire de dénoncer le caractère expansionniste et conservateur des politiques qu'ils poursuivent ? Les deux régimes connaissent certes des difficultés internes. À Rome comme à Moscou, on se montre résolu à y faire front. Car les premières tentatives de résistance auxquelles se heurte l'oligarchie romaine n'entament nullement sa détermination à se servir de moyens d'action encore puissants et efficaces.

Le second siècle avant notre ère voit donc se conjuguer deux phénomènes essentiels : la surpopulation urbaine, génératrice du péril représenté par des masses que leur ampleur et leur disponibilité rendent politiquement dangereuses ; l'apogée du système clientélaire, employé par les dirigeants pour prévenir la

* On lira avec intérêt deux ouvrages récents sur l'U.R.S.S. qui décrivent les mécanismes du pouvoir et les privilèges des gouvernants : M. Voslensky, *La Nomenklatura* (Paris, Belfond, 1980), et surtout H. Carrère d'Encausse, *Le pouvoir confisqué : gouvernants et gouvernés en U.R.S.S.*, (Paris, Flammarion, 1980).

** La Constitution de l'U.R.S.S., en date du 7 octobre 1977, dispose que : ... "l'État soviétique est devenu l'État du peuple entier. Le rôle du dirigeant du Parti Communiste, avant-garde de tout le peuple, s'est accru. C'est une société (la société socialiste avancée) de *démocratie authentique*, dont le système politique assure une gestion efficace de toutes les affaires sociales, une participation toujours plus active des travailleurs à la vie de l'État."

montée de ces périls. À l'origine de cette redoutable conjonction se situent les conséquences de la seconde guerre punique.

[p. 107]

L'EXODE RURAL

Après la grande crise urbaine du V^e siècle résultant de la rupture de l'axe commercial qui unissait l'Étrurie à la Campanie, un certain équilibre sociologique est restauré au cours des IV^e et III^e siècles. Beaucoup de Romains semble s'être tournés vers la culture de la terre. C'est du moins ce que nous pouvons présumer des constantes luttes menées par la plèbe pour obtenir le partage de l'*ager publicus*, en particulier des terres nouvellement conquises, terres occupées sans droit – et même contre le droit – par les patriciens. Cet équilibre fait écho à l'apaisement politique que procure au niveau gouvernemental la construction progressive du compromis patricio-plébéien. Parallèlement, en conquérant l'Italie, Rome s'assure la maîtrise de son espace vital. La victoire de Zama (202 av. J.-C.) clôt brutalement cette ère d'expansion relativement harmonieuse. Les premiers signes d'alarme se font entendre quand la crise du recrutement militaire commence à se manifester dans toute sa gravité. Car ce sont ses paysans que Rome livre aux dieux voraces des armées. On sait qu'après la guerre de 1914, les paysans français jugeront détenir une créance sur le reste de la Nation, pour laquelle ils avaient majoritairement versé le prix du sang. À Rome aussi, les guerres des III^e et II^e siècles av. J.-C. exercent de terribles ponctions sur les ruraux qui, au temps des Gracques, estimeront que leurs exigences de réforme agraire ne sont que justice ¹. Durant la seconde guerre punique, 16% environ des hommes en état de porter les armes vont périr. Sans compter la foule plus nombreuse des blessés et des estropiés à vie, incapables après leur démobilisation de retourner aux travaux des champs. Même après la défaite d'Hannibal, les guerres lointaines de Grèce et d'Orient n'adoucissent pas le régime de la conscription. Le taux de mobilisation est normalement du dixième des citoyens adultes, et même le cinquième durant les grandes conquêtes du second siècle. Ces taux sont ceux des armées napoléoniennes, et bien supérieurs à ceux de l'Ancien Régime, où ils se situent à seulement 1/50 des sujets mâles. Par ailleurs, le temps de service est long : six ans, parfois près du double. En 171 av. J.-C., un de ces vieux briscards des légions romaines témoigne sur un ton annonçant celui des grognards de l'Empire ².

¹ Cf. *supra*, p. 74-75.

² TITE-LIVE, XLII, 31-35.

De tels dévouements sont de plus en plus difficiles à trouver. En 123, on songe même à enrôler des enfants, si bien que C. Gracchus doit faire voter une loi interdisant d'appeler les jeunes gens de moins de dix-sept ans. Il existe des passe-droits : l'appui d'un tribun ou d'un consul peut servir à obtenir les dispenses nécessaires. Mais peu d'obscurs paysans peuvent invoquer de telles relations, et les dispenses ne profitent en général qu'à ceux qui font déjà partie des cercles dirigeants, ou du moins en sont proches. Les choses n'ont d'ailleurs pas tellement changé. On sait qu'en France, actuellement, entre 20 et 25% des effectifs des classes appelées au service national sont exemptés ou réformés. Ces chiffres relativement élevés laissent supposer certains trafics d'influence, sauf à considérer qu'un [p. 108] quart de la jeunesse française est constituée d'éclopés, ce que manifestement personne ne croira. Or il est fort probable qu'une étude statistique des cas d'exemption ferait apparaître en leur sein une sur-représentation des fils des milieux aisés par rapport à l'importance numérique qui est la leur dans l'ensemble de la société.

Quoi qu'il en soit, ces diverses échappatoires ne sont pas suffisantes pour protéger les paysans romains des irrémédiables atteintes de la guerre et de la conscription. Certains ne reviennent jamais. Ceux qui rentrent valides ne peuvent plus remettre en état leurs anciennes exploitations, souffrant de plusieurs années d'abandon. Victorieuse au loin, Rome ne dispose plus d'assez de bras pour cultiver le sol italien ¹.

Cependant, dans de nombreux cas, le paysan de retour des légions ne se résigne pas immédiatement à l'adieu à la terre. Afin de remettre son fonds en état, il lui faut acquérir un outillage neuf, des bêtes de trait, et peut-être un ou deux esclaves. Pour tout cela, l'argent manque. Il l'emprunte à des usuriers qui ne se soucient guère, la plupart du temps, des limites légales des taux d'intérêt. Le mécanisme classique, encore en vigueur de nos jours, se produit alors ² : incapable de rembourser, il doit vendre sa terre à vil prix. Perdue pour lui, elle va grossir le patrimoine foncier des riches ³. Car les auteurs anciens nous disent bien que les champs désertés sont "annexés par les riches voisins".

Tout naturellement, l'exode rural renforce donc la tendance à la constitution de grands domaines, la concentration du capital foncier entre les mains de quelques-uns. Le maigre prix de vente de sa terre n'assure au paysan qu'une survie d'une durée limitée. Que faire ? Il ne lui est même plus possible de se réengager dans l'armée où la solde, même maigre, est au moins régulière, car pour être soldat, il faut au minimum justifier de quelques revenus : telles sont les rigueurs du recrutement censitaire. Il ne lui reste plus qu'à prendre le chemin de Rome, où il subit les tentations de clientèle : en échange de divers services, le patron n'en fait pas un homme riche, mais l'aide du moins à survivre. Salluste le dit à sa façon : "Ceux qui, dans les campagnes, n'avaient pour vivre que le salaire de leurs bras,

¹ *Ibid.*, XXVIII, 11, 8-9.

² Cf. *infra*, p. 297

³ TITE-LIVE, II, 23, 5.

étaient attirés à Rome par les largesses privées ¹. Mais avant de s'entasser dans les quartiers populaires insalubres de Rome, ces paysans ne pourraient-ils louer leur force de travail sur les grands domaines voisins, et rester ainsi à la terre ? Le Moyen-Âge français offre après tout de multiples exemples de ruraux cédant leurs terres aux seigneurs ecclésiastiques ou laïcs du cru, et continuant à travailler sur leurs anciennes propriétés, dont le nouveau maître leur abandonne la jouissance, moyennant certaines charges et prestations... Un tel mécanisme n'est point possible dans l'Italie du second siècle av. J.-C. Car en soumettant les nations ennemies, Rome fait des prisonniers de guerre, aussitôt réduits en esclavage et emmenés sur les terres de leurs vainqueurs. En cent trente ans (de 218 à 88 av. J.-C.) on estime qu'un demi-million d'esclaves arrivent sur les marchés. Là, le droit romain protège les acquéreurs : comme pour tout objet, [p. 109] le vendeur leur doit des garanties, notamment celle des vices cachés. Ainsi le marchand dissimulant que l'esclave qu'il vend a déjà tenté de s'enfuir commet une faute justifiant l'annulation de la vente. De même, cette marchandise humaine est soumise aux lois de l'offre et de la demande : les esclaves devenant de plus en plus nombreux, leur prix baisse. Mis à part les esclaves de "prestige" (précepteurs, cuisiniers, etc.) et les domestiques, l'essentiel de cette main-d'œuvre part vers la campagne. Dans les manufactures italiennes – nous dirions aujourd'hui : l'"industrie" – l'esclave est loin d'être prépondérant (sauf pour la boulangerie, où il est introduit de bonne heure). Il travaille avec des hommes libres, dans les mêmes conditions, et perçoit sans doute la même paie. Il en va de même pour les activités du bâtiment. À la campagne, le tableau change complètement. L'homme libre n'y apparaît que comme journalier, embauché à très court terme pour des travaux déterminés. Ceux nécessités par un surcroît de labeur, en période de moissons ou de vendanges, par exemple. Ou encore ceux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement dangereuses ou insalubres : dans ce cas, si l'ouvrier meurt, le maître ne perd que quelques jours de salaire. Ces conseils sont d'ailleurs scrupuleusement donnés par les très honorables auteurs des traités d'agronomie. Mais pour tout le reste, le recours à la main-d'œuvre servile est la règle : c'est sur eux que repose l'économie du grand domaine. Leur prix relativement peu élevé permet d'en acquérir beaucoup, et comme ils sont exclus du service militaire, ils offrent les avantages d'une main-d'œuvre stable. Les auteurs anciens eux-mêmes sont assez lucides pour bien voir tous les rouages de ce mécanisme. Laissons la parole à Appien :

"... à la longue, les riches s'en regardèrent comme les propriétaires incommutables (des terres conquises). Ils acquirent par la voie de la persuasion, ou ils envahirent par la violence les petites propriétés des pauvres citoyens qui les avoisinaient. De vastes domaines succédèrent à de minces héritages. Les terres et les troupeaux furent mis entre les mains d'agriculteurs et de pasteurs de condition servile afin d'éviter

¹ SALLUSTE, *Catilina*, 37.

l'inconvénient que la conscription militaire eût fait redouter envers des hommes de condition libre. Cette ruse des propriétaires produisit l'avantage d'accroître considérablement la population des esclaves, qui, n'étant pas appelés à porter les armes, se multipliaient à leur aise. Il résulta de toutes ces circonstances que les grands devinrent très riches, et que la population des esclaves fit dans les campagnes beaucoup de progrès, tandis que celle des hommes de condition libre diminuait, par l'effet du malaise, des contributions et du service militaire qui les accablaient ; et lors même qu'ils jouissaient, à ce dernier égard, de quelque relâche, ils ne pouvaient que perdre leur temps dans l'inertie, parce que, d'un côté, les terres n'étaient qu'entre les mains des riches, et que, de l'autre, ceux-ci employaient pour les cultiver des esclaves de préférence à des hommes libres.¹"

La main-d'œuvre servile, outre les nombreuses facilités² [110] déjà citées qu'elle présente, offre de surcroît l'avantage d'être parfaitement adaptée aux nouveaux types d'utilisation du sol auxquels se livrent les propriétaires des grands domaines. Rome ayant annexé de riches terres à blé outre-mer, la culture de cette céréale décline en Italie. Elle est remplacée par la vigne et l'olivier, qui exigent du petit paysan libre une reconversion dont il est la plupart du temps incapable. Un champ de blé donne ses premiers épis rapidement alors qu'on doit attendre cinq ans les premiers fruits de la vigne et vingt-cinq ceux de l'olivier... Seules les exploitations latifundiaires, disposant d'une main-d'œuvre abondante à bon marché sont capables d'un tel effort, et peuvent donc supporter la concurrence des importations céréalières provinciales. Enfin l'étendue croissante de leurs domaines permet aux grands propriétaires d'en abandonner de vastes portions à l'élevage, renouant ainsi avec les antiques traditions de leurs ancêtres. C'est d'ailleurs la vision du paysage morne et désolé des pacages qui aurait inspiré à Tibérius ses projets de réforme agraire³.

L'élevage est en effet au goût du jour. Le traité de Caton sur l'agriculture mérite à cet égard que nous en feuilletions quelques pages. Il y a des cultures dont on peut escompter un haut rendement. Ce sont dans l'ordre : le vignoble, les jardins, les oseraies, les olivettes. Mais sous le rapport de la sécurité, l'herbage est sans conteste l'investissement le mieux garanti, même si les prés sont d'une qualité relativement médiocre. Effectivement, dans leur majorité les agronomes latins considèrent que l'élevage est l'activité rurale la plus rentable. Vraisemblablement parce qu'elle est à l'abri de toutes les calamités qui frappent la céréaliculture (sécheresse ; orages durant le temps de la moisson ; parasites des grains ; maladies qui affectent la croissance des épis, etc.) dont le rendement moyen (3 graines pour 1 semée) en année normale est de toute façon très bas.

¹ APPIEN, *Les guerres civiles*, I, 1, 7.

² *Ibid.*, 1, 10.

³ PLUTARQUE, *Tiberius Gracchus*, VIII, 1.

Ce type d'utilisation du sol n'est accessible qu'aux grands propriétaires. Les autres doivent s'en aller : l'exode rural donne naissance à une réforme agraire à l'envers. Que deviennent ces paysans déracinés une fois franchies les portes de Rome ?

Au début du second siècle, il s'en faut de beaucoup que tous soient condamnés à former un sous-prolétariat urbain. Au contraire, les possibilités de promotion économique offertes par la Ville à ces déshérités sont au début réelles. Les butins et tributs levés après la seconde guerre punique permettent en effet à l'État de se lancer dans un programme de grandes constructions urbaines. Quelques exemples nous en convaincront ¹.

UNE VILLE INQUIÉTANTE

À la fin de la seconde guerre punique, Rome est une ville encore marquée par certains traits d'archaïsme : les 28 temples construits entre 264 et 173 av. J.-C. ne sont après tout que de rudimentaires chapelles de tuf et de bois, revêtues de stuc et de [p. 111] terre cuite. Il faut donc hausser l'*Urbs* au niveau de son destin celui de la capitale d'un territoire devenu empire.

Dans la première moitié du second siècle débutent des grands travaux qui vont moderniser son infrastructure, et permettre d'encaisser le premier choc de l'exode en créant des emplois. Car pendant cinquante ans, le travail ne manque pas. Le niveau du vieux port du Marché aux Bœufs est rehaussé de sept mètres ; en 179 on construit le premier pont de pierre ; on édifie un énorme *emporium* à un kilomètre en aval de l'ancien. Au milieu du siècle, le censeur C. Cassius Longinus élève sur les pentes du Palatin le premier théâtre de pierre (démoli très rapidement pour les raisons politiques qui conduisent à refuser des sièges au peuple, et que nous connaissons ²). Entre 184 et 170, on aménage le centre de la ville : trois basiliques se dressent autour du Forum.

Les années 150 inaugurent une période éphémère, mais brillante. Rome s'ouvre à l'hellénisme et fait ses premières armes dans l'urbanisme de prestige. Les grands travaux d'infrastructure terminés, on se consacre maintenant surtout à la construction de temples, où interviennent de nombreux artistes et architectes grecs. Déjà les grands généraux rivalisent pour offrir à la cité l'édifice le plus grandiose. Les matériaux que l'on emploie alors sont d'un luxe qui stupéfie les Romains, plus habitués au bois et à la terre cuite. Nous connaissons certains de

¹ Cf. H.C. BOREN, "The Urban Side of the Gracchan Economic Crisis", dans : *American Historical Review*, 63, (1957-1958) ; cf. P. GROS, *Architecture et société à Rome et en Italie centro-méridionale aux deux derniers siècles de la République* (Bruxelles, 1978), 11-40.

² Cf. *supra*, p. 84-86.

ces temples par une des plus importantes découvertes archéologiques de ce siècle. En 1914, des projets d'aménagement urbain de la zone comprise entre le Capitole et la *Via Arenula* aboutissent treize ans plus tard au dégagement de vestiges si importants que Mussolini déclare qu'il serait sacrilège de recouvrir ces monuments d'édifices modernes. Quatre temples (dits du *Largo Argentina*) sont ainsi exhumés et sauvés. Le visiteur peut toujours les contempler : ils se situent dans une large fosse autour de laquelle circulent des flots d'automobiles. Leur construction, d'époque différente pour chacun d'entre-eux, s'échelonne entre les années 300 et 100.

Parallèlement, au Champ de Mars, dans le secteur du cirque Flaminius, surgissent portiques, jardins, sanctuaires. Sur cet espace consacré au dieu de la guerre, un architecte grec bâtit deux temples à partir de 142, ainsi que le sanctuaire destiné à Hercule au Marché aux Bœufs.

Mais ce déploiement de faste architectural tourne court. Après la crise gracchienne, l'argent manque, et surtout le parti conservateur est revenu en force après avoir liquidé ses adversaires "progressistes". Il entend bien réagir contre toutes ces nouveautés, et retourner aux antiques traditions. Aussi, lorsque le consul L. Opimius, responsable de l'assassinat de Caius Gracchus, entend célébrer cet événement en restaurant en 121 le temple de la Concorde, on emploie de nouveau les anciens matériaux : tuf, stuc, bois et terre cuite. Quant aux modèles grecs, on les utilise après quelques années d'éclipse, mais prudemment, en les altérant.

Cependant, répétons qu'au début du siècle, rien ne laisse [p. 112] supposer une telle reprise en main. Au contraire, cette expansion urbaine engendre un accroissement des offres d'emploi et une hausse générale du niveau de vie urbain. On comprend que les paysans qui végètent sur leurs terres préfèrent les quitter. (À tel point qu'en 178, des colonies latines proches de Rome se plaignent de l'ampleur de l'exode rural qui les frappe ¹).

En 155, Rome est devenue assez riche pour se permettre de supprimer l'impôt direct. La conjoncture est donc satisfaisante, et le reclassement urbain des paysans semble s'opérer dans des conditions satisfaisantes.

Mais la ville subit d'autres changements, d'une nature à laquelle nous ne sommes pas habitués. Rien de plus classique, somme toute, que ces constructions de temples et avenues. Si le rythme en devient plus rapide, c'est seulement parce que les moyens financiers existent à une échelle inconnue jusqu'alors. La nouveauté n'est pas là. Elle réside plutôt dans le fait que la ville commence à révéler dans sa texture même les divisions profondes qui séparent les riches des masses populaires. Des quartiers nettement différenciés s'organisent. La colline aristocratique par excellence est le Palatin, jouxtant le Capitole et dominant le Forum. Mais l'espace y est rare, et donc très cher. D'autres quartiers résidentiels

¹ TITE-LIVE, XLI, 8, 7-12.

offrent plus de dégagement, et permettent aux grands personnages d'y établir de véritables domaines, des villas entourées de jardins. À la fin du second siècle, un des descendants du vainqueur de Zama, Scipion Émilien, possède une villa de ce genre au pied du Quirinal, dans la partie orientale du Champ de Mars, là où une génération plus tard fleuriront les célèbres jardins de Lucullus. Tel n'est point cependant le cadre de vie de l'écrasante majorité des habitants de Rome ¹. Dès 218 existent des maisons de trois étages, premier signe de l'érection de ces immeubles de rapport, très nombreux au siècle suivant. L'espace y est chichement mesuré. Face aux maisons aristocratiques du Palatin, les locataires s'entassent à plusieurs familles dans des pièces exiguës. Imaginons des cités-dortoirs comme Sarcelles, que ne séparerait des hôtels particuliers de l'avenue Foch que quelques centaines de mètres... Si, à New York, Harlem est devenu un ghetto, n'est-ce pas *aussi* parce que ce quartier noir longe à distance d'un trottoir à l'autre l'une des voies les plus élégantes de Manhattan, la cinquième avenue ? Ajoutons-y que l'urbanisme romain de cette époque laisse beaucoup à désirer ². À vrai dire, aucun schéma directeur n'y préside (si ce n'est l'ordonnancement sacré des temples et du Forum). L'agglomération, et surtout ses quartiers populaires, ont poussé au hasard. Ses rues tortueuses coupées d'escaliers gravissant les collines sont fort proches des dédales des casbahs que l'on trouve de nos jours dans les villes méditerranéennes, depuis le quartier spécifiquement arabe d'Alger, jusqu'au secteur du Panier, à Marseille. Comme nous le savons ³, rien n'est prévu pour les spectacles offerts à ces foules croissantes, si ce n'est de rudimentaires théâtres de bois hâtivement édifiés et démontés. Mis à part les temples les plus prestigieux, les monuments publics sont souvent assez mesquins. Car jusqu'aux grands dictateurs de la fin de la Républi-[p. 113] que, le snobisme rétrograde dont nous avons déjà parlé interdit aux grands seigneurs de doter la ville d'édifices trop fastueux, trop visiblement touchés par le luxe venu de l'Orient. Ne nous y trompons pas : c'est la Rome d'Auguste, qui resplendit d'or et de marbre, pas celle des Scipions...

Plaute nous dépeint de façon saisissante cette Rome du début du siècle, et établit une véritable topographie sociale de ses différents quartiers :

"Je vais vous expliquer à quel endroit vous mettrez aisément la main sur telle personne, en vous évitant trop de recherches, au cas où vous voudriez la rencontrer, que ce soit l'espèce vicieuse ou sans vice, l'espèce honnête ou malhonnête. Quiconque veut rencontrer un faussaire, qu'il aille au Comice ^a. Un menteur, un vantard, auprès du sanctuaire de Cloacine ^b... Des maris opulents, prodiges, c'est au pied de la Basilique qu'il ira les

¹ *Ibid.*, XXI, 62.

² Cf. P. GRIMAL, *op. cit.* (Rome ...), 64-65.

³ Cf. *supra*, p. 111. n. 1.

^a Partie du Forum où se rendait la justice.

^b Sanctuaire de Vénus situé près du grand égout, la *Cloaca Maxima*.

chercher. Au même endroit, les vieilles peaux fanées et les maniaques de transactions. Les organisateurs de pique-nique, au marché au poisson ^c. Tout en bas du Forum, ce sont les gens de condition et fortunés qui déambulent. Dans la partie moyenne, à côté du canal ^d, c'est la place des poseurs patentés. Les suffisants et les bavards et les malveillants, au-dessus du lac ^e : gens qui, lorsqu'il s'agit des autres, n'hésitent pas à dire du mal à propos de rien, alors qu'ils offrent eux-mêmes tant de prise à des affronts justifiés. À l'abri des Vieilles Boutiques ^f résident ceux qui prêtent à ceux qui empruntent à usure. Derrière le temple de Castor, ceux auxquels il ne fait pas bon placer trop vite sa confiance. Dans la rue des Toscans ^g, ceux qui font commerce de leur propre personne. Au Vélabre ^h, le boulanger, le boucher, ou encore l'haruspice ⁱ, ceux qui se livrent eux-mêmes au commerce ou qui fournissent aux autres de quoi s'y livrer ¹".

Ajoutons à la description de ce grouillement que les conditions d'hygiène y sont souvent déplorables, surtout dans les quartiers pauvres, car les adductions d'eau sont insuffisantes, et nous aurons brossé un tableau en fin de compte édifiant de la cité qu'était devenue la maîtresse du monde. À cette époque Rome n'est rien moins qu'un Paris antique. Cette prolétarianisation d'une capitale marquée par une expansion anarchique est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accroît à partir des années 140. Plusieurs facteurs y concourent. À la fin de la seconde guerre punique, les sénateurs ont malgré tout consenti à moderniser la ville en y édifiant les basiliques, portiques, temples et aqueducs dont nous avons déjà parlé. La victoire du parti [p. 114] conservateur sur les Gracques coïncide à une décennie près avec l'arrêt de ces initiatives. Il est possible que ce raidissement de l'aristocratie soit d'ordre politique : saisie de stupeur devant les mouvements populaires suscités par les Gracques, elle aurait décidé de répondre par une politique d'austérité aux revendications des déshérités. Il est en tout cas certain que des impératifs économiques l'y pressent. Rome se trouve bientôt engagée à Numance et en Macédoine dans des guerres longues et coûteuses dont elle ne peut espérer dans l'immédiat qu'un maigre butin. L'exploitation des riches mines espagnoles est contrariée par les hostilités. Enfin, les révoltes serviles de Sicile, qui durent plusieurs années, coupent Rome d'une de ses principales sources d'approvisionnement en blé et provoquent une disette durement ressentie par ses habitants. La crise rurale va provoquer une crise urbaine. Car on assiste à un phénomène de paupérisation de la plèbe urbaine. Elle souffre de la hausse des

^c Situé près du Forum.

^d C'est-à-dire le ruisseau traversant le Forum.

^e Le Lac Curtius, petite mare sacrée de dimensions symboliques.

^f Situées au sud du Forum.

^g Rue permettant d'accéder au Forum à partir du Marché aux Bœufs.

^h Quartier bas, situé entre le Capitole et le Palatin, et peuplé de commerçants et d'artisans.

ⁱ Le devin, en l'occurrence plutôt le diseur de bonne aventure...

¹ PLAUTE, *Charaçon*, 467-486.

prix, que vient aggraver le chômage : à partir des années 140-130, l'État restreint ses dépenses édilitaires, provoquant une baisse de l'offre d'emplois, tandis que l'exode rural ne se ralentit pas. À cette aggravation de la situation économique et sociale correspond une agitation qu'il est bien difficile de ne pas qualifier de révolutionnaire. C'est d'ailleurs à ce moment que les Gracques tentent de remédier à la crise. Les dirigeants doivent également consentir à modifier les lois électorales dans un sens plus démocratique : nous y reviendrons plus loin ¹.

D'autres soucis les assaillent, issus du gonflement de la masse servile. Les esclaves se multipliant et leur prix baissant, il est probable que le nombre des affranchis s'accroît lui aussi. Certains auteurs estiment qu'à Rome et dans les cités voisines, il y avait même moins d'hommes libres que d'affranchis. Or ces anciens esclaves menacent autant que la plèbe urbaine la stabilité du pouvoir de l'oligarchie. Beaucoup d'entre eux appartiennent aux groupes paupérisés et mécontents. Il est relativement facile de les neutraliser du point de vue de la seule mécanique électorale. La plupart du temps, les censeurs les inscrivent tous dans les quatre tribus urbaines, là où leurs suffrages ont le moins de poids. Reste cependant la minorité qui a pu accéder à une certaine aisance, et dont les relations avec les milieux d'affaires engendrent une suspicion très forte de la part de l'aristocratie.

Car beaucoup de ces anciens esclaves proviennent des territoires de Grèce et d'Orient, en parlent les langues, et sont plus rompus aux pratiques commerciales et financières que les Romains : comme plus tard les Juifs en Occident, ils se révèlent de très utiles auxiliaires de ces milieux d'affaires dont l'importance allait croissant. Leur cas mérite qu'on s'y arrête quelque peu.

LA GUERRE, LES AFFAIRES ET LA POLITIQUE

Il est en effet temps de voir si les craintes éprouvées par l'aristocratie ² et qui l'ont amenée à se séparer des chevaliers, [p. 115] sont ou non fondées ³. Quelle est la stature de ces milieux d'affaires, et influent-ils sur la politique ?

Force est de remonter une fois de plus à la guerre, notamment à la seconde guerre punique. Les grands conflits sont souvent générateurs de bourgeoisies. Les héros bourgeois de Balzac sont nés des carnages napoléoniens. Quant débute la guerre contre Hannibal, l'État romain est incapable de faire face à tous ses besoins, surtout ceux d'ordre militaire. En 217, l'impôt foncier réapparaît, et

¹ Cf. *infra*, p. 138 *sq.*

² Cf. *supra*, p. 96-98.

³ Sur ces problèmes, cf. L. HARMAND, *op. cit.* (*Société et économie...* 95-112).

double deux ans plus tard, s'enflant au moyen de taxes surajoutées, procédé qu'affectionnent les ministres des finances modernes. La taxe de 5% sur les affranchissements d'esclaves voit ses revenus progresser au rythme de l'augmentation du bétail humain. Mais les sénateurs romains se trouvent en face d'un conflit dont les exigences dépassent les niveaux habituels. Pour le résoudre ils doivent accepter la naissance d'une sorte de "complexe militaro-industriel", qui va empoisonner pour deux siècles les relations internes des groupes dirigeants. L'État doit emprunter, à plusieurs reprises, et seule une petite minorité de personnages sont assez fortunés pour répondre à cet appel de détresse. La victoire acquise, il remboursera, parfois sous forme de portions de terres conquises, ce qui accélérera le processus de formation des grands domaines. Mais s'organise parallèlement un véritable "marché militaire", dont bénéficient ces marchands de canons avant la lettre. Les armes, à vrai dire, ne sont pas seules visées : à côté des fournitures pour la flotte, il faut aussi trouver du grain et des vêtements, de l'argent pour la solde. Ces hommes d'affaires les fournissent bien volontiers, moyennant, accessoirement, de jouir d'un rang prioritaire dans le remboursement des créances, d'assurances contre les risques... et de l'exemption du service militaire. Telles sont les conditions qu'ils posent à l'État en 215, alors que la situation militaire paraît désespérée. Racontant cet épisode, Tite-Live nous dit que "...c'est ainsi que la fortune des particuliers s'ingéra dans les affaires de l'État ¹".

L'ampleur des profits réalisés nous est suggérée par celle des taux d'intérêts : 48% pour les prêts consentis aux cités vaincues d'Asie, 20 à 30% dans les affaires des négociants du grand marché aux esclaves de Délos... Ampleur, également, des marchés, qui nécessitent la réunion en sociétés de plusieurs de ces hommes d'affaires. Nées à l'occasion de la guerre, ces sociétés trouvent vite à s'employer en temps de paix. Hannibal défait, nous les voyons adjudicataires des-travaux publics, des fermes, des impôts. Elles excellent en province : à partir des années 200, elles interviennent entre les gouverneurs et les cités indigènes. Aux uns elles vendent les fournitures nécessaires aux troupes d'occupation, aux autres elles accordent les crédits nécessaires à la réunion des énormes tributs exigés par le vainqueur. L'Orient surtout, est riche de ces promesses. En Occident, l'aristocratie sénatoriale s'efforce de limiter leur rôle, car elle s'inquiète de leurs progrès. En 195, Caton expulse d'Espagne les compagnies de publicains sans aménité, leur lançant : "La guerre trouvera en elle-même ses propres victuailles !". [p. 116] Les richesses d'Asie combleront plus que largement ce temporaire manque à gagner. Un seul exemple : à Délos, on vend et achète plus de 10 000 esclaves chaque jour... À l'extension des marchés correspond un perfectionnement de ces institutions financières que sont les sociétés. Elles ne groupent au début que quelques-uns de ceux qu'il faut bien nommer des "capitalistes" : dix-neuf en tout lors de la conclusion des marchés de 215. Ces premiers essais relativement timides débouchent sur une organisation beaucoup plus poussée. Nous trouvons d'abord des "adjudicataires", c'est-à-dire les principaux souscripteurs, mandatés

¹ TITE-LIVE, XXIII, 48-49.

par les groupes commanditaires de l'affaire envisagée. Puis les "associés", très voisins des actionnaires de nos sociétés modernes, acheteurs de parts de dimensions très variées. Viennent ensuite des "garants", cautions répondant sur leurs biens des engagements pris par leurs protégés. Enfin, des épargnants qui déposent leurs économies, et perçoivent un intérêt fixe, et non pas un dividende, que touchent eux les associés : quelque chose de comparable, en somme, à nos obligations et actions. Certains auteurs ont calculé à propos de l'exploitation des mines espagnoles, qu'elle réunirait 500 actionnaires et 1200 prêteurs obligataires. Parmi ces derniers, y a-t-il beaucoup de gens modestes ? Le montant des dépôts effectués (5 000 deniers par prêteur) incline à un certain scepticisme. Mais l'historien grec Polybe, contemporain des événements, est lui beaucoup plus enthousiaste, et s'extasie sur le caractère "populaire" de ce qu'il nomme contribution, et que nous appellerions capitalisme. Nous ne disposons pas des éléments nécessaires pour trancher catégoriquement. En tout cas, on constatera que les banquiers n'ont pas bonne presse dans les milieux populaires. Dans une comédie jouée en 193, Plaute met en scène un banquier, Lycon, qui sert d'intermédiaire dans l'acquisition d'une esclave par un soldat ¹. Il se dépeint ainsi lui-même :

"J'ai l'air d'un homme comblé par la fortune ; je viens de faire mon petit compte, ce que je possède d'argent, à combien se montent mes dettes. Je suis riche, à condition de ne pas rembourser ceux à qui je dois : si je leur rends ce que je leur dois, la dette l'emporte (...) L'habitude, chez la plupart des banquiers, c'est de se montrer exigeants les uns vis à vis des autres et de ne rendre à personne : c'est à coups de poing qu'ils s'acquittent, si l'on est trop clair dans ses exigences."

Un autre larron dénonce les interventions des banquiers en matière de politique :

"C'est au même niveau, par Hercule, que je vous * place et je vous mets de pair ; vous leur ressemblez bien. Eux, du moins, exposent leurs marchandises dans des endroits cachés ; vous, c'est en plein forum. Vous, c'est par l'usure, eux, par de pernicieuses invitations et la débauche qu'ils déchirent les hommes. [p. 117] Innombrables sont les propositions de lois dont vous avez donné au peuple l'occasion de prendre connaissance. À peine étaient-elles proposées que vous y avez coupé court. Vous trouvez le

¹ PLAUTE, *Charançon*, vv. 380-392, 512-518.

* Le "vous" désigne les banquiers, réduits au même rang que les marchands d'esclaves et proxénètes.

joint. Une eau bouillante qui finit par être froide : c'est ainsi que vous considérez les lois ¹".

On est évidemment frappé par le caractère incisif des traits décochés contre les milieux d'affaires. De plus, on aura remarqué que plusieurs passages font allusion à leur influence sur la vie politique. Que faut-il penser ? Notons d'abord qu'il est impossible qu'une partie de ces milieux au moins ne soit pas belliciste : la guerre comme la victoire apportent de trop gros profits pour qu'ils y renoncent. Une phrase de Polybe le laisse entendre à propos des guerres contre Carthage. L'historien nous parle de la plèbe qui presse le Sénat d'entrer en guerre "poussée à la fois par les raisons déjà données, relatives à l'intérêt national, et par les consuls qui faisaient entrevoir à chaque particulier des profits évidents et considérables ²". Quant au temps de paix, il semble que dès les années 200, les scandales financiers dus à ces milieux s'y multiplient. Si d'ailleurs le public rit si fort aux pièces qui les brocardent, c'est bien qu'ils y sont pour quelque chose... Quelquefois d'ailleurs, la plèbe rit jaune. Car souvent ils spéculent sur la famine : en 188, on accuse les marchands de blé en gros de raréfier les arrivages pour faire monter les cours. Ils sont lourdement condamnés la même année. Mais parfois, dans des affaires similaires, banquiers ou grossistes sortent du prétoire scandaleusement acquittés... Car il est évident que des collusions existent entre le monde des affaires et celui de la politique : les intérêts des généraux et des capitalistes sont trop liés dans le processus de la conquête pour qu'il en soit autrement. Mais il serait pour autant simpliste de croire qu'en quelques décennies l'État se vend aux marchands. D'abord, parce que financièrement il n'est plus aux abois, comme au début de la seconde guerre punique. Au premier abord, le budget de l'État semble réduit : cinquante millions de sesterces (150 millions de F.F.) de revenus pour l'année 168 ³, par exemple, ce qui correspond à un chiffre des dizaines de fois inférieur à celui du budget de la France sous la Monarchie de Juillet. Le traitement des fonctionnaires n'entraîne que des dépenses minimales : les magistratures ne sont pas rémunérées, ce qui présente l'avantage d'en barrer l'accès aux pauvres. Quant aux employés de l'État, ils sont fort peu nombreux. Ce n'est que sous l'Empire que naîtra une authentique fonction publique. Durant ses deux derniers siècles, la République, qui est devenue en fait un empire, est gouvernée avec les effectifs administratifs correspondant à une cité... Mais revenons au budget. Celui-ci va voir en réalité ses possibilités décupler au lendemain de Zama. Entre la fin de la seconde guerre punique et l'année 167, le butin versé dans les caisses publiques se monte à 440 millions de sesterces (1320 millions de F.F.), plus de dix fois le montant des revenus de l'année 168. Encore convient-il d'y ajouter celui des tributs, levés chaque année sur les cités vaincues : au moins vingt millions de [p. 118] sesterces par an (60 millions de F.F.).

¹ Dans le même sens : PLAUTE, *Amphitryon*, Prologue, vv. 1-16.

² POLYBE, I, 11.

³ Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, p.432.

C'est ce qui permet plusieurs fois aux dirigeants de lutter contre les pressions exercées par les milieux d'affaires. L'État cherche à se passer de leurs services en matière de ravitaillement, créant une flotte et prenant directement en main les démarches. La loi frumentaire de C. Gracchus s'inscrit aussi dans cette perspective. L'État préfère fermer les mines d'or et d'argent de Macédoine que de concéder leur exploitation aux sociétés de publicains ¹. Toutes les mesures que nous avons déjà étudiées ² concernant le divorce entre les chevaliers et les sénateurs s'inscrivent également dans cette perspective. L'hostilité de l'oligarchie envers ces milieux d'affaires n'est pas réductible au seul mouvement de fermeture d'une classe dirigeante menacée dans ses privilèges par la montée de groupes sociaux d'intérêts divergents. Elle traduit également une réaction de défense de l'État contre les intérêts privés trop avides de profit. Le pari de Caius consistait justement à utiliser les rapports de force entre ces deux groupes dont aucun n'est animé de la moindre intention démocratique en vue d'un changement qui lui, l'était. On sait ce qu'il en advint.

Quelles que soient les exactes limites qu'on choisit d'assigner au rôle grandissant de l'argent, et plus exactement de la minorité entre les mains de qui il est amassé de manière impressionnante, il est certain que son influence va devenir de plus en plus déterminante dans la vie sociale et politique, faisant éclater les limites que s'efforcent encore de dresser dans les années 200 des hommes tels que Caton. Plusieurs auteurs en témoignent à leur manière. Nous connaissons ³ déjà les sentiments de Caton à ce sujet. Tite-Live insiste lui aussi sur l'introduction du luxe. Bien entendu sa description ne vaut que pour les milieux aisés, mais elle n'en témoigne pas moins de profondes modifications dans leur style de vie :

"En effet, le luxe des nations étrangères n'entra dans Rome qu'avec l'armée d'Asie ; ce fut elle qui introduisit dans la ville des lits ornés de bronze, les tapis précieux, les voiles et tissus déliés en fil, ces guéridons et ces buffets, qu'on regardait alors comme une grande élégance dans l'ameublement. Ce fut à cette époque qu'on fit paraître dans les festins des chanteuses, des joueuses de harpe et des baladins pour égayer les convives, que l'on mit plus de recherche et de magnificence dans les apprêts même des festins, que les cuisiniers, qui n'étaient pour nos aïeux que les derniers et les moins utiles de leurs esclaves, commencèrent à devenir très chers, et qu'un vil métier passa pour un art. Et pourtant, toutes ces innovations étaient à peine le germe du luxe à venir. ⁴"

¹ TITE-LIVE, XLV, 18, 4.

² Cf. *supra*, p. 96-98.

³ Cf. *supra*, p. 78.

⁴ TITE-LIVE, XXXIX, 6, 7-9.

Polybe tire quant à lui ce qu'il croit être les conséquences politiques de cette évolution :

"Lorsqu'un régime, après s'être tiré de plusieurs grands périls, atteint à une suprématie fondée sur une puissance incon-[p. 119] testée, il est bien évident que, à mesure que la prospérité se répand parmi la population, les gens se mettent à mener plus grand train et les citoyens se disputent avec plus d'âpreté les magistratures et autres fonctions. Puis, quand cette évolution a pris une certaine ampleur, le déclin s'annonce, provoqué par la passion du pouvoir, le discrédit attaché à l'obscurité, par le goût du luxe et l'insolent étalage de la richesse. ¹"

L'argumentation ² n'est pas si naïve que certains le croient. Bien sûr, le point de vue de Polybe reste approximatif, et beaucoup trop mécanique : la richesse n'entraîne pas automatiquement la décadence, qui a d'autres sources, et s'opère à des rythmes très différents suivant les sociétés et les époques. Mais ce que veut *aussi* dire Polybe, et qui reste vrai, c'est que la perspective de plus grands profits excite les appétits de richesse... mais également de pouvoir : les luttes politiques tout à la fois s'exacerbent et deviennent plus vulnérables à la corruption et la violence (l'exemple offert par le dernier siècle de la République est à cet égard irréfutable). Les tensions sont par ailleurs d'autant plus vives lorsque l'afflux de richesses ne concerne qu'une minorité. Le mécontentement populaire se manifeste alors, nouveau foyer de crise. C'est pourquoi à partir des années 140, et malgré l'échec des Gracques, ce qu'on peut appeler un "parti populaire" intervient de plus en plus dans la politique romaine. Les fêtes ne suffisent plus à distraire le peuple.

LES FÊTES ET LA POLITIQUE

Car depuis des temps très anciens, un certain nombre de fêtes et de rituels, revenant périodiquement chaque année, jouent un rôle de soupapes de sécurité, donnant à chacun l'illusion que pour un temps au moins cèdent les contraintes de la vie sociale. Durant ces fêtes, il y a inversion des valeurs sociales, mais seulement pour quelques jours dont le nombre et la fréquence sont soigneusement préétablis ³. Notons que mascarades et travestis abondent durant ces temps privilégiés. En se masquant, chacun peut refuser sa condition, et persuader celui qui le regarde qu'il est autre. C'est le règne de l'illusion, *inlusio*, c'est-à-dire

¹ POLYBE, 6, 9.

² Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 472 *sq.*

³ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 164-180.

l'entrée dans le jeu. De quel jeu s'agit-il ? Il y en a plusieurs, qu'illustrent particulièrement certaines des ces fêtes. Le triomphe, par exemple, est l'occasion de défoulements collectifs de la part des soldats du général victorieux. Ces derniers portent des masques faits de feuilles de vigne ou de figuier et le suivent en se moquant de lui et en entonnant des chansons paillardes. César lui-même n'échappe pas à ces moqueries. Lors du triomphe qui suit sa victoire en Gaule, ses légionnaires le brocardent sur son avarice, son goût prononcé pour les jeunes gens... et les femmes mariées : "Romains, surveillez vos femmes ! Nous amenons l'adultère chauve. Tu as mené une vie de débauche en Gaule, avec l'or emprunté à Rome ¹". César finit par se fâcher, mais les rires de ses soldats le désarment. Ces plaisanteries ne sont point de la seule veine du [p. 120] comique troupier. Elles possèdent aussi une finalité politique. Car elles désacralisent le triomphe, empêchent le général de succomber à l'enivrement que procure l'adulation des foules. Les Romains sont sur ce point plus libres que nous : imagine-ton de pareilles scènes à propos de nos grands généraux et hommes d'État ? Les poignées de main au cours des "bains de foule" ont remplacé les *lazzis*. Il faut dire que ces pratiques de dérision s'ancrent pour eux dans un lointain passé. La loi des XII Tables les réprime sévèrement lorsqu'elles interviennent dans les rapports sociaux quotidiens : "Nos XII Tables, alors que bien peu de méfaits étaient jugés par elles dignes de la peine capitale, estimèrent devoir l'appliquer au moins à un cas : celui où l'on avait blessé quelqu'un par des chansons satiriques ou composé des vers l'atteignant dans sa dignité ²". D'autres fêtes que le triomphe vont beaucoup plus loin dans la portée symbolique des désirs collectifs qu'elles manifestent. À la rigueur des hiérarchies sociales et politiques assujettissant les gouvernés aux dirigeants, les pauvres aux riches, les clients aux patrons et les esclaves aux maîtres répond l'égalitarisme des Saturnales. Au mois de janvier, le grain récolté et stocké depuis la moisson est livré à la consommation : on fête alors la levée d'un tabou qui frappait la nouvelle récolte. Lors des banquets qui marquent la fête, les maîtres servent leurs esclaves avant de partager les mets avec eux. Ces derniers sont masqués, et portent les habits de leurs maîtres. Dans les garnisons, les soldats élisent un roi parmi les condamnés, et se livrent dans les villes à la débauche sous sa direction. Après quoi, ils le mettent à mort, et tout rentre dans l'ordre. Plus tard, sous l'Empire, ces rites soldatesques prendront un net aspect de transgression sexuelle. Les soldats quittent leur uniforme, enfilent des sous-vêtements de femme, une tunique transparente, se coiffent d'une perruque, et chantent des chansons obscènes en prenant une voix aiguë. Tout cela à grand renfort de fards et de bijoux. Ils deviennent en fait les putains de leur garnison, comme les maîtres s'apparentent à leurs esclaves.

Mais ces rites s'inscrivent aussi dans un temps symbolique celui du retour à l'âge d'or. L'époque d'avant les lois, les guerres. Celle où il n'y avait ni maîtres ni

¹ SÜETONE, *César*, 51.

² *Loi des XII Tables*, VIII, 1, b.

esclaves, où la femme et l'homme ne formaient qu'une même chair¹, ce que signifient masques et travestis. Plusieurs fêtes témoignent de ce désir des origines, qui pour un temps devient possible. Lors des Lupercales, tout évoque un monde pastoral et primitif. Les frères Luperques interviennent à cette occasion. C'est une association qui n'est pas sans évoquer les diverses communautés de flagellants et pénitents qui défilent toujours à Séville lors des grandes processions religieuses. Pour Cicéron, leur création date "... d'avant la civilisation humaine et ses lois²". Complètement nus, les Luperques purifient le peuple romain rassemblé sur le Palatin, et fouettent les femmes stériles avec des lanières découpées dans la peau des chèvres qu'on vient de sacrifier. Il s'agit sans doute d'un rite fécondant en usage chez les premiers bergers romains.

[p. 121]

Un dernier exemple, plein de la poésie qui émane toujours des rapports noués avec l'inconscient, individuel ou collectif. Il s'agit des fêtes des petites Quinquatries, célébrées au mois de juin, quelques jours avant le solstice d'été. Des joueurs de flûte, masqués et travestis en femmes, parcourent la ville durant trois jours, causant de nombreux désordres et s'abandonnant à l'ivresse. Or ces manifestations ne sont que la répétition caricaturale d'une cérémonie qui a eu lieu deux jours plus tôt, celles des Aurores. Les femmes de la plus haute société en sont les actrices. Elles doivent par toute une série de rites appeler la lumière du solstice, l'aider à manifester son triomphe : un peu l'équivalent des fêtes scandinaves de la St-Jean et leurs embrasements nocturnes. Pour hâter plus encore le retour de la lumière, les joueurs de flûte miment la cérémonie des Aurores, confondant dans un même débordement l'ivresse du vin et celle du jour, à la recherche d'un temps neuf. Car qu'il se situe dans le passé des Lupercales ou le futur des Aurores, c'est bien d'un temps autre, différent de celui où se joue la vie quotidienne, qu'il s'agit. Saisie dans l'éclair éphémère de ces quelques heures, la société qu'il dessine n'a rien à voir avec celle qui existe dans la réalité. Les légionnaires se moquent de leurs généraux, les maîtres servent les esclaves, les soldats se transforment en femmes. Les masques de ces fêtes révèlent plus qu'ils ne cachent. Ces nostalgies sont bien sûr de toutes les époques. Le Moyen Âge avait la fête des fous. La figure centrale en était un prêtre du bas clergé, nommé pape ou évêque des Fous. La tête rasée, il était revêtu d'ornements sacerdotaux retournés. On jouait aux dés sur l'autel en mangeant du boudin pendant que se déroulait une parodie de messe. Puis une procession grotesque avait lieu. Le pape des fous était juché sur une charrette et distribuait des bénédictions, tandis que des hommes nus poussaient des brouettes de fumier qu'ils lançaient sur la foule.

De ces royautés éphémères, il nous reste le Carnaval, dont nous brûlons le roi, comme les soldats de l'Empire tuaient le monarque dérisoire qu'ils s'étaient donné,

¹ Comme le dit d'ailleurs la tradition judaïque : dans la Bible, Dieu crée la Femme à partir de la côte d'Adam. Adam et Ève ne connaissent ni le Bien, ni le Mal, avant de vouloir goûter au fatal fruit qui devait les leur révéler, et les chasser du Paradis.

² CICÉRON, *Pour Caelius*, 26.

à l'issue de la fête. Mais à notre époque, la caricature l'a emporté sur le symbole. Le temps de Noël a de même perdu sa signification religieuse, mais garde la valeur de ce que les ethnologues appellent le potlatch. Même si ceux qui s'y livrent n'en ont pas conscience, les échanges de cadeaux sont vécus pour un temps limité comme une dilatation des communications sociales normales, une suspension des contraintes économiques qu'interdiraient en temps normal de telles dépenses. Car l'intérêt des enfants n'est pas ici primordial : qui n'a entendu des parents se plaindre des dépenses nécessitées par l'achat des jouets, reconnaître que les enfants s'amuseraient aussi bien avec des objets de moindre prix, et cependant persister dans ces dépenses ? Parallèlement, les fêtes de Noël manifestent un retour temporaire à la famille d'*avant* l'éclatement, celle qui au-delà du noyau des parents et de leurs enfants, regroupait collatéraux et grands-parents : ce sont les "réunions de famille". Ici aussi un temps mythique traduit le désir de retour aux origines. Quant au temps nouveau, nous continuons à en célébrer l'orée : témoin la pratique [p. 122] un peu désuète des cartes de vœux, ou, en Asie, la fête du Têt, qui marqua parfois des armistices temporaires lors de la guerre du Vietnam.

De telles fêtes ne sont donc point spécifiques aux Romains. Mais en ritualisant et limitant les aspirations à une société autre, elles permettent de mieux faire supporter la société réelle, de même que le Carnaval de Rio réunit dans une joie éphémère les miséreux des favellas. C'est bien pourquoi ces débordements sont parfaitement tolérés et légaux. Ce n'est pas un hasard si vingt ans après la victoire de Zama quelque chose se détraque dans ce mécanisme. Ces "bonheurs de transgression" parfaitement codifiés ne suffisent plus à épuiser l'angoisse collective, à tarir les idées de revanche. La fête se politise, tend à la conjuration, et devient un moyen de protestation sociale pour les marginaux et ceux que ne satisfait plus l'ordre politique et social. Cette rupture apparaît nettement en 186 lors de l'affaire des Bacchanales, qui causera un véritable scandale chez les dirigeants, bientôt suivi d'une répression très dure dans toute l'Italie. Car à l'occasion de ces fêtes de Bacchus, le dieu du vin, se constituent des communautés secrètes, regroupant hommes et femmes, maîtres et esclaves, artisans et paysans fraîchement installés à Rome. Y règnent des rapports égalitaires, de fraternité et d'amour, où la recherche d'un état supérieur, autre que celui de la réalité, et où les participants communiquent directement avec le dieu, s'effectue par la voie de l'ivresse sacrée et culmine dans l'accomplissement du désir érotique. Pour mieux comprendre ces phénomènes, pensons à la floraison des sectes et à leur emprise croissante sur la jeunesse des pays occidentaux en quête de valeurs qu'elle ne trouve pas dans les sociétés où elle vit... Car en dehors de leur aspect mystique, ces communautés sont un refuge contre le désarroi et la solitude. Or, comment ne pas penser que les ruraux qui arrivent à Rome, désorientés, en quête d'un logement souvent précaire et d'un emploi, brutalement transplantés dans une ville dont ils n'ont pu soupçonner l'ampleur, ne sont pas en proie à ces deux maux de nos sociétés modernes ? La preuve en est que ces sociétés secrètes sont surtout agissantes lors des grandes crises de la fin de la République : lors des grandes mutations du début du second siècle qui suivent la fin de la seconde guerre punique ; au moment des grandes révoltes serviles qui font trembler la capitale ;

enfin dans la période des guerres civiles du dernier siècle avant notre ère. Or il n'y a plus rien de commun entre ces sociétés secrètes et les rassemblements communautaires des Saturnales et autres Lupercales, d'où l'effroi des autorités politiques. D'abord parce que ce n'est plus un jeu, et que leurs activités ne sont plus limitées dans le temps. Ces communautés ont leur vie propre, et bien qu'occultes, sont permanentes, et se réunissent souvent. De plus, dans les Saturnales, même s'il joue le rôle de l'esclave, le maître sait bien qu'il reste maître, et l'esclave, esclave. Tandis que celui qui se livre à la possession divine devient réellement un autre être : c'est ce que diront tous les mystiques chrétiens en parlant de leur dieu. Or cette transcendance remet en question toute l'organisation civique et [p. 123] sociale traditionnelle, plus radicalement encore que les anciens combats de la plèbe contre le patriciat. Seul compte le degré d'union avec le dieu auquel sont parvenus les participants. Ce qui explique que des esclaves, des affranchis, des femmes d'humble condition puissent en tant qu'initiateurs aux mystères jouer un rôle directeur dans ces communautés. La quête divine et le désir de revanche sociale peuvent donc aller de pair. Ces nouveaux cultes vont même encore plus loin, et remettent en question une des bases les plus fondamentales de la société romaine : la domination de l'homme sur la femme ¹. Au cours des rituels orgiaques, les femmes demeurent telles quelles : aucune modification de leur état n'est nécessaire pour que s'accomplisse l'union érotique avec le dieu. Car la possession divine est vécue comme un orgasme sexuel, et c'est un fait que la majorité des initiés sont des femmes. Si l'analyse de certains auteurs est exacte ², le plaisir féminin n'est pas chez les Romains l'objectif prioritaire des relations sexuelles. Elles prennent ici leur revanche... Cela d'autant plus que les hommes doivent se travestir en femmes pour accéder au chemin conduisant à la possession : il y a donc une véritable inversion des rapports "normaux". Femmes et esclaves vivent dans les cultes orgiaques une libération de leur propre condition, au sein de communautés unies sous la foi d'un serment exigé de chaque candidat, aux termes duquel ils promettent de garder le secret sur l'organisation de ces mystères. Tout ne peut être réduit à un marxisme vulgaire qui ne verrait d'autre explication aux phénomènes sociaux que les déterminants économiques. Je suis pour ma part convaincu que les faits mentaux existent, qu'ils peuvent avoir une certaine autonomie vis-à-vis des facteurs concrets qui les entourent, et que même le rêve est une des plus importantes réalités de la vie. Dans cette catégorie de faits mentaux, je pense que le sentiment religieux occupe une place essentielle, et même privilégiée. Je ne peux sur ce point que faire miens les aveux auxquels se livre P. Veyne quand il étudie le culte impérial :

"... J'ignore totalement si l'intuition du divin, du lumineux, se rapporte à un objet authentique, et, si oui, auquel (c'est un agnostique qui parle) ; mais quiconque a eu, serait-ce une seule fois, serait-ce en rêve,

¹ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 173.

² Cf. P. VEYNE, *La famille et l'amour...* (*op. cit. infra*, n. 43), 52-54.

l'expérience du divin, saisit d'un seul coup le caractère irréductible de cette expérience, n'est plus tenté de nier la spécificité du noyau essentiel des religions historiques et se refuse désormais à toute réduction du divin, C'est un grand étonnement (semblable à celui d'un sourd de naissance, qui, guéri un instant, découvrirait l'originalité qualitative de l'audition) que de voir quel rayonnement, écrasant de majesté, de teneur et de suavité, peut entourer certains objets réels ou imaginaires dans un moment d'émotion ; simple émotion, je le veux bien : seulement, elle ne ressemble à aucune autre (...) Cette intuition d'essence du divin est au-delà des différents objets intramondains auxquels elle peut se rapporter : un père ou quelque autre *rex tremendae maiestatis*, un dieu, une figure féminine, revue en rêve, qui interdit l'inceste, la [p. 124] douce terreur silencieuse des mondes qui ne sont pas ceux des hommes, haute montagne ou désert... ¹"

On comprend donc que pour moi, les sociétés secrètes des Bacchantes demeurent centrées autour de ce qui reste un *mystère*, au sens religieux du terme. Mais il est indéniable que leur naissance et leur développement obéissent *aussi* à des causes politiques et sociales (nous avons suffisamment signalé les facteurs de désarroi au début de ce second siècle), et ont des conséquences de même nature. L'oligarchie dirigeante juge d'ailleurs que l'affaire est suffisamment grave sur le plan politique pour entamer un vaste mouvement de répression de ces sectes, qui va secouer l'Italie entière : plusieurs milliers de personnes sont arrêtées et exécutées.

Ces mutations dans l'expression du sentiment religieux et les finalités qu'il se propose doivent donc être référées aux changements rapides qui affectent Rome et la République après la seconde guerre punique. À l'angoisse née du déracinement pour des cohortes de paysans s'ajoutent les premiers effets de l'inhumanité des trop grandes villes. Quant aux groupes dirigeants, ils ne sortent pas intacts de cette crise, mais au contraire profondément divisés entre conservateurs et "progressistes", et soumis à l'influence croissante de milieux d'affaires se constituant en groupes de pression. Ils doivent par ailleurs faire face aux progrès du parti "populaire".

Pour mieux en apprécier la portée, il est indispensable de faire d'abord le point sur le cadre politique dans lequel s'exercent ces revendications.

¹ P. VEYNE, *Le pain et le cirque...* (op. cit.), 586.

ROME ET LE DÉSERT ITALIEN ?

Cadre institutionnel, tout d'abord. Nous avons vu que les masses dangereuses sont celles qui, nourries par un exode rural constant, peuplent la capitale. Or, on peut au premier abord s'étonner de voir attribuer à la multitude urbaine un quelconque poids politique. Le système des tribus, où une majorité écrasante appartient toujours aux tribus rurales (31 sur 35) n'est-il pas le garant de sa neutralisation ? Il est certain que la majorité appartient toujours aux ruraux. Encore faut-il bien comprendre ce que le système recouvre, et constater que son contenu s'est considérablement modifié. L'état de tutelle dans lequel leur inscription dans les quatre tribus urbaines tient les citadins n'a pas la même signification au second siècle qu'aux V^e et au IV^e. Car la Ville exerce maintenant un effet majeur d'entraînement sur la campagne. Le citoyen français du XX^e siècle sait bien qu'entre la capitale et la province, même si l'arithmétique penche en faveur de la dernière, c'est la première qui la plupart du temps décide, fait et défait les révolutions... Même si les masses urbaines ne disposent pas d'un pouvoir électoral proportionnel à leur importance réelle, leur seule présence à Rome fait d'elles un élément essentiel du jeu politique. Car c'est à Rome que tout se fait : les sociétés de publi-[p. 125] cains y ont leur siège, les comices s'y tiennent, les principaux *leaders* politiques ne résident plus sur leurs domaines fonciers et habitent la capitale, ce qui explique le développement des quartiers riches dont nous avons déjà parlé. De plus il serait faux de croire que tous les ruraux régulièrement inscrits votent. Car toutes les élections se déroulent à Rome même, et *le vote par procuration n'existe pas* : étant donné l'ampleur des distances, il serait d'ailleurs fort difficile de le mettre en œuvre. La Grèce avait choisi une voie radicalement différente pour résoudre ce problème en donnant l'autonomie à ses territoires coloniaux, qui possédaient des assemblées politiques propres. Pour la plupart des paysans, un voyage à Rome est inenvisageable (sauf pour ceux situés le plus près de l'agglomération). D'abord parce qu'ils ne sont guère informés des méandres de la vie politique : il n'y a à cette époque ni journaux, ni radios, ni télévision. Ensuite parce que le déplacement vers Rome est long, fatigant (pas de transport en commun...) et coûteux. Il nécessite surtout que le paysan abandonne son exploitation, ce à quoi il répugne, et ce que certains travaux saisonniers (moissons, vendanges, semailles) lui interdisent de toute façon durant des mois entiers. Croit-on à l'heure actuelle que beaucoup de paysans auraient fait le voyage à Paris si on avait requis leurs votes sur un sujet pourtant aussi polémique que l'interruption volontaire de grossesse ? N'oublions pas non plus que le rôle de l'électeur, dans le système romain est réduit au geste le plus élémentaire : le dépôt de la tablette de vote dans l'urne. Il ne dispose pas de l'initiative de la loi, ni d'un droit d'amendement... Ajoutons à tout cela que par suite de l'exode rural, les campagnes se vident progressivement de leurs petits et moyens paysans libres, qui sont remplacés par des cohortes d'esclaves, qui, elles, de toute façon ne votent

pas. Dans ces conditions, on comprend pourquoi règne toujours à Rome un gigantesque absentéisme spontané des ruraux. Seul le vote de mesures exceptionnellement importantes peut mobiliser une partie d'entre-eux... On nous dit ainsi que pour l'élection au tribunat de Caius Gracchus, les Italiens affluent à Rome. Mais ces éventualités sont rares. Comme nous le verrons, cet absentéisme croissant au même rythme que l'exode rural contribue à expliquer l'apogée du système clientélaire au second siècle av. J.-C. Car en face de ces électeurs la plupart du temps absents, se déploient les troupes de clients, dont le devoir de vote devient fondamental vis à vis de leur patron qui recourt de plus en plus fréquemment aux masses de manœuvre électorale qu'ils constituent. Ajoutons enfin que dans les tribus rurales comme dans les tribus urbaines règne l'arbitraire censorial. Seuls les censeurs sont compétents pour inscrire les électeurs dans les listes des centuries et des tribus. S'ils "oublient" de le faire au gré de leurs intérêts ou de ceux de leurs amis, aucun recours n'est en pratique possible contre cette privation du droit de vote. Même s'ils sont intègres, les censeurs peuvent ne pas disposer des dénombrements démographiques nécessaires à leur travail : par exemple, de 69 av. J.-C. à la dictature de César, il n'y a pas de recensement, donc pas d'inscription sur les listes de [p. 126] ceux qui, pendant cette vingtaine d'années, accèdent au droit de cité. Les cartes électorales ne peuvent d'ailleurs pas suivre avec une immédiate précision tous les bouleversements matériels entraînés par la conquête.

Ainsi l'extension de l'habitat urbain vient-elle contrecarrer les effets du découpage électoral. Rome repoussant ses limites, elle peuple d'individus habitant les nouvelles zones urbanisées les tribus les plus proches du centre de la ville, restées "rurales", en partie sur le papier... Classés dans ces circonscriptions en raison de la localisation de leur domicile, ces citoyens disposent d'un pouvoir électoral équivalent à celui des ruraux. Si le système tributaire, considéré globalement, peut servir à réduire les antagonismes nés de la conquête et atténuer le poids de ces masses urbaines, il ne sera jamais en mesure de gommer leur existence et le danger potentiel qu'elles concrétisent. D'ailleurs, toute l'histoire des deux derniers siècles de la République prouve que le fait sociologique n'a pu s'évanouir par la seule vertu de la mécanique électorale. Si se constitue un parti "populaire" (*populares*) de plus en plus actif, c'est parce qu'il a trouvé les forces dont il a besoin pour le soutenir. C'est avec les Gracques que ce parti apparaît pour la première fois au grand jour.

D'autres facteurs s'ajoutent à la prépondérance politique et sociologique des milieux urbains. Le premier relève d'artifices électoraux familiers aux Romains. Avant de quitter leurs terres, les paysans étaient évidemment inscrits dans une tribu rurale. Une fois arrivés à Rome, rien ne les force à modifier cette inscription... Puisqu'ils résident maintenant dans la cité, il leur est beaucoup plus facile qu'auparavant de se rendre aux comices sans avoir à faire un long voyage, et leur vote est toujours comptabilisé comme celui de ruraux, c'est-à-dire surestimé. Il est très intéressant pour les nobles de disposer de clients de ce genre : habitant à Rome, ils sont facilement mobilisables, et disposent de suffrages de

poids. Nous y reviendrons plus loin, mais gageons que les censeurs – responsables des inscriptions électorales – ont dû fermer souvent les yeux sur ce genre d'irrégularités.

Ajoutons enfin que la ville elle-même n'est pas coupée de tous contacts avec le monde rural. Souvent la transition est insensible entre la cité et la campagne : dans les Esquilies, quartier populaire situé à l'est de la ville, les maisons ont toutes des jardinets bordés de murs, comparables à de petites exploitations maraîchères, comme ce sera souvent le cas dans les villes du Moyen-Âge. De plus, toutes les trois semaines se tient le marché (*nundinae*) : les paysans viennent à Rome vendre leurs produits. C'est sans doute en partie grâce à eux que les idées de la Ville finirent par gagner certains milieux ruraux. Grâce aussi aux notables ruraux : dans la France de la fin du XIX^e, les campagnes étaient tenues par les notables (notaires, médecins, châtelains, etc.). Ceux-ci allaient régulièrement à la préfecture de la région, parfois même à Paris, et en ramenaient des nouvelles fraîches. Au temps des Romains, la bourgeoisie locale est très sollicitée par les nobles pour les élections, car sa fortune la [p. 127] situe dans les premières classes des comices centuriates. Après avoir fréquenté quelque temps les cercles dirigeants et vécu les journées souvent agitées des consultations électorales, ces notables repartent vers leurs petites villes de province. Eux aussi jouent un rôle de lien entre ville et campagne.

La prééminence de la Ville sur la campagne, mais aussi les liens subtils qu'entretiennent ruraux et citadins sont donc valorisés par toute une série d'échanges, de relations personnelles, de découpages électoraux, où la carte des circonscriptions joue un rôle moins déterminant qu'il ne pourrait y paraître de prime abord. L'absentéisme des ruraux, quant à lui, contrebalance ce que conserve d'excessif leur sur-représentation électorale. Mais pour les électeurs qui habitent Rome et la minorité qui fait le voyage, comment et dans quels lieux se déroulent concrètement les opérations électorales ?

LE CADRE MATÉRIEL DES ASSEMBLÉES POLITIQUES ET SON INFLUENCE SUR LES DÉBATS

Il peut paraître vain de tenter de mesurer l'influence de l'architecture des bâtiments abritant les assemblées politiques sur les débats qui s'y tiennent. La question est fondamentale, même si son prosaïsme la fait juger triviale par certains. Imagine-t-on les rassemblements nazis de Nuremberg dans un environnement douillet et étriqué ? Dans un autre genre, tout le monde sait qu'on goûte mieux un concert dans un bon fauteuil que sur une petite chaise de bois bancale, alors que l'œuvre reste la même. Le corps a ses raisons, il serait vain de

vouloir les ignorer. Le problème est d'autant plus crucial dans les assemblées politiques, où comptent avant tout le geste et la parole, la liberté de mouvement des orateurs et des intervenants, l'intérêt ou la lassitude des électeurs, la liberté qui leur est donnée ou refusée de se regrouper. Si les termes de "droite" et de "gauche" ont la portée que l'on sait dans notre langage politique, c'est parce que modérés et extrémistes s'étaient regroupés dans certaines parties de l'hémicycle lors des premières assemblées révolutionnaires. Nous avons déjà vu par ailleurs ¹ que si les dirigeants romains tiennent tant à ce que les électeurs ne puissent s'asseoir, ils ont pour cela de bonnes raisons.

Commençons par les assemblées populaires proprement dites, c'est-à-dire les comices ².

Le *Comitium*, où se tiennent les comices curiates et tributes jusqu'aux années 150, est un espace fermé, pourvu d'un escalier menant au bâtiment distant de quelques dizaines de mètres où se réunit le Sénat, la Curie. Cette proximité symbolise l'union officiellement proclamée entre le peuple romain et ses dirigeants : *senatus populusque romanus*. La tribune sur laquelle siège le magistrat présidant les séances est construite de telle façon qu'il n'ait qu'à se retourner pour faire face soit au Forum, soit au *Comitium*. C'est dans le Forum que se réunit l'assemblée préliminaire (*contio*) ouverte aux femmes, esclaves, et non-citoyens ; et au *Comitium* que les seuls citoyens votent. L'urne électorale est disposée sur la tribune, donc en contre-haut par rapport aux électeurs. Pour leur permettre d'y accéder, des passerelles (*pontes*) posées depuis le niveau du sol montent en pente douce vers la tribune. Pour éviter les fraudes et les votes multiples, le votant redescend par un autre chemin (des escaliers) qui l'isole de ceux qui doivent encore voter. Nous verrons que sur ces passerelles se juchent souvent des hommes de main qui intimident l'électeur juste avant qu'il ne vote.

Mais en 145, la surpopulation urbaine commence à se faire sentir : l'espace clos du *Comitium* devenu trop petit, on vote maintenant dans le Forum, ce qui accroît les occasions d'intimidation des votants et les possibilités de fraude. Au premier siècle av. J.-C., les comices doivent quitter le centre de la ville. Jusqu'alors en effet, les différentes tribus votaient les unes après les autres. L'augmentation du nombre des votants dans les tribus urbaines, l'inflation du corps civique pris dans son ensemble (394 336 citoyens en 115 av. J.-C., 910 000 en 70...) expliquent que pour éviter une perte de temps considérable, on décide de faire voter les 35 tribus simultanément. Encore faut-il trouver la place nécessaire pour rassembler les électeurs. On choisit le Champ de Mars, où se tenaient de tous temps les comices centuriates, pour des motifs religieux et militaires que nous avons déjà signalés. Malgré tout, les opérations de vote continuent à exiger beaucoup de temps, et les politiciens profitent de ces longues attentes pour tenter de séduire *in extremis* les électeurs, déjà en proie à des pressions diverses. On voit

¹ Cf. *supra*, p. 84-86.

² Cf. L. ROSS TAYLOR, *op. cit.* (*Roman Voting Assemblies ...*). 107-113.

donc – et ceci est important – que les conditions matérielles de l'organisation du vote favorisent les tentatives de manipulation des électeurs. On sait que César fera bâtir un édifice couvert pour abriter les 35 files de votants, les *Saepta Iulia*. Les fouilles archéologiques nous permettent de connaître les dimensions de ces files ¹ (correspondant aux 35 tribus), et donc leur contenance. Ces enclos peuvent réunir 70 000 citoyens. Ceci suffit certainement pour les comices centuriates, dont l'organisation censitaire disqualifie les plus pauvres. Mais pour les comices tributes ? Dans la ville de Rome seule, il y a beaucoup plus de 70 000 citoyens mâles adultes bénéficiant de leurs droits civiques... La conclusion est évidente : tout le monde ne peut pas rentrer, ce qui donne libre cours à toutes les opérations de "sélection" des votants que l'on peut imaginer... Ceci reste vrai même si l'on tient compte de l'absentéisme, comme le prouvent quelques chiffres. César meurt en 44 av. J.-C. En 28 av. J.-C., le recensement dénombre 4 063 000 individus ! On sait par ailleurs que la Rome d'Auguste compte au moins un million d'habitants, probablement beaucoup plus. Même en supposant des taux d'abstention voisins de 90%, ce qui paraît malgré tout représenter un maximum, on voit que l'espace comitial reste plusieurs fois insuffisant pour le nombre d'électeurs potentiels. Le "filtrage" qui s'exerce nécessairement à l'entrée des comices constitue donc un des moments privilégiés des manœuvres d'intimidation ou même des actes de violence [p. 129] commis envers les électeurs. D'autre part, on comprend du même coup que la violence ait pris une part croissante dans la politique, pour culminer au dernier siècle de la République. Déjà pénalisée au niveau du droit de suffrage par circonscription dans les tribus urbaines, la majeure partie de la plèbe urbaine se voit refuser l'entrée aux comices. Elle est privée de fait de son droit de vote. Il est logique qu'elle prenne alors le chemin de la rue, puisque celui des urnes lui est barré : les généraux candidats au pouvoir absolu sauront s'en souvenir...

Il en va malheureusement de même pour les assemblées préliminaires aux réunions spécifiquement électorales, les *contiones*. *A priori*, elles auraient pu être une ébauche, même imparfaite et limitée, d'institution démocratique. Comme nous le savons, les esclaves et les femmes y côtoient les citoyens, on peut discuter des projets de loi relativement longuement et de façon informelle. Mais il semble que les dirigeants perçoivent les dangers qui pourraient résulter de ce type d'assemblées, et qu'ils prennent toutes dispositions pour y parer. Jusqu'à l'époque très tardive de César, ces *contiones* se tiennent souvent au Forum : quiconque a visité cet espace beaucoup plus exigu que la place centrale de n'importe laquelle de nos sous-préfectures comprend qu'ici aussi, il est impossible à tous de se réunir. Et que dire de la cour de la colline du Capitole où se réunissent maintes assemblées législatives et judiciaires depuis la seconde guerre Punique jusqu'à l'époque des Gracques : ses dimensions sont du même ordre que celles de la cour de la Sorbonne... Dans ces conditions, aussi bien les *contiones* que les *comitia* qui s'y tiennent ne peuvent réunir qu'une minuscule partie de ceux qui ont

¹ Cf. *supra*, p. 85.

théoriquement le droit d'y assister. L'ensemble de ces détails concrets réduit donc à peu de chose les fameux "droits du peuple romain" dont nous parlent avec tant d'emphase les textes anciens, rédigés il est vrai par les membres des cercles dirigeants ou ceux qui en sont proches. Ce degré très réduit de participation populaire est confirmé par le niveau de culture élevé que requiert la pratique du système électoral dans les assemblées. Le citoyen doit être très habitué au maniement de l'écrit : déclaration auprès des censeurs suivie d'une inscription sur un registre, affichage des projets de loi et des noms des candidats ; nécessité d'écrire sur les tablettes de vote dans un temps très bref, puisque c'est sur la passerelle électorale qu'a lieu cette opération. À l'heure actuelle, certains jeunes états n'en sont pas encore à ce stade : on distribue aux électeurs des bulletins de couleurs différentes, ce qui permet bien des trucages (on sait qu'en Algérie, lors du referendum sur l'autodétermination, les bulletins "oui" étaient verts, couleurs de l'Islam...). Même dans l'Athènes démocratique de l'Antiquité, où environ 75% (au IV^e siècle av. J.-C.) des électeurs étaient alphabétisés, le citoyen a parfois des difficultés : Plutarque rapporte qu'un paysan dut demander à Aristide d'écrire son propre nom sur le tesson qui servait à voter les décisions d'ostracisme. Or, rien de tel à Rome : au contraire, un silence étonnant, alors que les paysans récemment installés dans la cité devraient être nombreux à avoir les mêmes problèmes. Ce [p. 130] silence ne s'explique que par le caractère minoritaire du groupe de ceux qui vont vraiment aux comices : il ne s'agit là que d'une faible partie de la population, celle qui sait lire et écrire. Une sorte d'électeurs professionnels. Système qui comporte évidemment les avantages que l'on devine pour les dirigeants ce sont eux qui filtrent les entrées.

Ces dirigeants, quant à eux, se réunissent au Sénat, qui siège dans la Curie. L'importance de leur rôle politique exige que nous les soumettions eux aussi au même type d'investigation.

COPAINS ET COQUINS

Il n'y a pas si longtemps qu'en France un des plus proches conseillers du Président V. Giscard d'Estaing accusait les partis gouvernementaux de se prêter au jeu des "copains et des coquins", et entamait une polémique sur l'influence des relations personnelles dans le monde politique. La classe dirigeante romaine excelle dans ce genre d'exercices. En exagérant à peine, on peut écrire que derrière la façade des institutions, les trois quarts des conflits portant sur la distribution des magistratures (nous dirions : des portefeuilles) suivent les lignes de clivage dessinées par les relations personnelles, et un ensemble de liens non légaux. Au niveau populaire et électoral, la meilleure expression du système réside dans les rapports de clientèle, que nous étudierons plus loin : leur existence n'est pas un fait nouveau, mais c'est au second siècle av. J.-C. qu'ils atteignent leur

apogée. Quant à l'élite (c'est-à-dire les cercles dirigeants) on a l'impression à lire Cicéron qu'entre Rome et la Sicile ou la Corse actuelles, rien n'a changé. Il y a loin entre la réalité politique et les traités sur l'État qu'écrit notre auteur, empreints de la notion d'intérêt public, et d'un détachement philosophique. Car dans la pratique, tout ou presque se règle par des services réciproques, ou des chausse-trappes dans lesquelles tombent ceux dont les relations sont insuffisantes. En effet la classe dirigeante est rien moins que monolithique : ses membres font et défont des alliances purement internes en vue de conquérir les magistratures qui chaque année doivent recevoir de nouveaux titulaires. Le haut du pavé est tenu par les plus grandes familles patriciennes, qui peuvent exhiber un nombre impressionnant de masques funéraires ¹ : comme la noblesse française dite "d'extraction", la leur est immémoriale. Ou, plus exactement, elle se situe dans un temps mythique, puisque leurs ancêtres remontent jusqu'au voyage d'Énée, avant même la fondation de Rome. Ces Claudii, Corneli et autres Valerii sont à vrai dire des rescapés : à la fin de la République, il ne reste plus que quatorze familles patriciennes sur les cinquante dont les noms sont connus dès le début de la République. Puis viennent les grandes familles plébéiennes, celles avec qui fut conclu le compromis historique des IV^e et III^e siècles : les Licinii, Porcii Catones (ancêtres de Caton l'Ancien), Caecilii Metelli, etc. À côté d'eux, les chevaliers, qui s'éloignent de plus en plus du milieu sénatorial ; puis la bourgeoisie [p. 131] provinciale, élément utile et recherché dans les alliances, mais d'un niveau social nettement inférieur. Ces milieux ne regroupent qu'une infime minorité de la population, celle qui tient le pouvoir tout en se le disputant. Mais les individus qui les composent sont déjà assez nombreux pour former des clans qui se font et défont dans les luttes politiques. Comme dans tout groupe démographiquement restreint, les liens familiaux soulignent ces clivages politiques et jouent le rôle de principe classificatoire. Mariages et adoptions sont fort fréquents. Dans la société romaine, le mariage a une finalité différente de celle qu'il revêtait chez nous jusqu'à une période récente ². Il sert surtout à concrétiser l'union conjugale lorsqu'un enfant est attendu ou une adoption prévue. Le mariage sert à nouer des liens d'une famille à l'autre, moins dissolubles que les liens conjugaux eux-mêmes, car ils subsistent souvent après un divorce. Horace écrit ainsi que le peuple s'inquiète beaucoup des liens de famille de ceux qu'il a à élire ³.

L'adoption peut servir des buts politiques de façon encore plus évidente. Un noble sans héritier adoptera le rejeton d'une famille illustre. Il peut même le faire par testament, car le testament sert moins à transmettre des biens qu'à désigner des héritiers spirituels, auxquels de surcroît on lègue les moyens matériels d'accomplir la mission qu'on leur assigne ⁴. César adopte ainsi un petit neveu, Caius Octavius, qui saura utiliser au mieux le poids politique de ce testament pour

¹ Sur cette coutume, cf. *supra*, p. 67.

² Cf. P. VEYNE, "La famille et l'amour sous le Haut-Empire romain", dans *Annales E.S.C.* (Paris, Armand Colin), I (janvier-février 1978), 36, 39-40.

³ HORACE, *Satires*, I, 6, 34-37.

⁴ Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 36.

devenir Auguste. L'enfant adopté ne rompt évidemment pas ses liens avec sa famille d'origine : il appartient aux deux familles, est en quelque sorte l'instrument de leur mariage.

D'autres indices mettent en lumière le caractère éminemment personnel de la politique romaine. Qui dit alliances dit aussi moyens de liaisons. Or ceux-ci appartiennent totalement à l'initiative privée : il n'y a sous la République ni service postal, ni transports publics. Les hommes politiques ne doivent également compter que sur eux-mêmes pour assurer leur protection : à part quelques dérisoires appariteurs, aucune force de police n'existe. On se tromperait complètement en qualifiant ces étranges inexistentences de déficiences ou de lacunes. Si de tels services n'existent pas, c'est tout simplement parce que le système politique romain n'en a pas besoin... Articulé sur des relations personnelles, c'est à partir de ces mêmes relations qu'il organise ses moyens d'actions. Les hommes politiques ont des messagers personnels qui portent leur correspondance, souvent des esclaves ou des affranchis. Lesquels sont organisés en de véritables relais, quand il faut informer le magistrat en poste dans une lointaine province de l'activité politique quotidienne de la capitale. D'où l'intérêt d'avoir des relations – hôtes-amis-clients – dans le plus grand nombre de villes possible. Quant à leur protection physique, les nobles l'assurent en recourant à des milices privées pouvant atteindre plusieurs centaines d'hommes : on comprend que la police n'existe pas, elle n'aurait été qu'un trouble-fête.

Mais la meilleure preuve du caractère personnel de la politique réside dans le langage de ceux qui recherchent le pouvoir ¹. Il [p. 132] n'existe aucun mot latin correspondant au terme de "parti politique". Il y a bien des *partes*, mais le terme qualifie l'ensemble des partisans de personnalités importantes, non les membres d'une organisation unie sur un programme. Quant à la *factio*, le mot est péjoratif et désigne dans la bouche de ses adversaires l'aristocratie corrompue qui continue à diriger l'état tout en ayant perdu le sens de sa mission. C'est ce que dit Cicéron, quand la jalousie le pousse à faire le bon apôtre et critiquer la vieille noblesse dont il aimerait tant faire partie : "... quand un certain nombre de gens, par la vertu de l'argent, de la famille, ou de quelque autre avantage, a le contrôle de l'État, c'est une *factio*, mais ils s'appellent eux-mêmes les excellents (*optimates*) ²".

Car, autre fait remarquable, ces groupes politiques reposent tellement plus sur des hommes que sur leurs programmes que leurs membres éprouvent les plus grandes difficultés à se donner un nom. Dans la France contemporaine, les partis axés sur l'idéologie portent le nom de leur doctrine, ce qui est le cas du P.C. et du P.S. Chez les Romains, les appellations – car il faut bien quand même en trouver – sont vagues et sommaires. Les partisans du Sénat se décernent sans excès de modestie le titre d'"excellents" (*optimates*), qualifient leurs adversaires de *populares*, dans le sens péjoratif de "démagogues". Ces derniers leur dénie le

¹ Cf. L. ROSS TAYLOR, *La politique et les partis à Rome au temps de César* (Paris, Maspéro, 1977), 35-73, et la préface d'E. DENIAUX, 16-19.

² CICÉRON, *La République*, 3, 23.

droit de s'intituler les "excellents", et leur réservent le terme de *factio*, quelque chose se rapprochant pour nous de la notion des "200 familles"... (Certains auteurs pensent d'ailleurs que la Rome du second siècle était dirigée par une vingtaine de familles) ¹.

En réalité, ces termes ne conviennent pas, ou mal. Le véritable équivalent romain du "parti" moderne réside dans le réseau de relations né de l'amitié (*amicitia*). Les "amis politiques" (l'expression est toujours très actuelle...), ce sont les personnes sur lesquelles on peut compter, parce qu'on les connaît, et qu'elles appartiennent plus ou moins au cercle parental, et aussi parce qu'on leur a rendu des services. Chacun peut donc demander à ses "amis" de mettre à sa disposition ses informateurs, ses clientèles, ses messagers, etc. D'ailleurs, quand on rédige un slogan électoral du type "votez pour Untel", on ne cite que ses qualités morales, pas du tout ses idées politiques. Le slogan-type est : "Votez pour Caius Marcius, car il est digne de gérer les affaires publiques". Mais nous ne sommes guère renseignés sur les options de Caius Marcius... Dans le manuel du parfait candidat aux élections que Quintus rédige à l'intention de son frère, Marcus Cicéron, on trouve cette phrase-clef en guise de conclusion :

"Il faut encore, dans cette candidature, avoir le plus grand soin que l'on attende beaucoup de ta politique et que l'on fonde sur toi de flatteuses espérances (...) Tu garderas pour toi tes desseins politiques, laissant le Sénat juger d'après ta conduite antérieure que tu seras un défenseur de son autorité, les chevaliers romains, les gens de la bonne société et riches attendre de toi, d'après ton passé, la défense de leur repos et de la tranquillité publique, la masse, d'après le seul témoignage des discours favorables au peuple que tu as prononcés dans les assemblées populaires et devant les tribunaux, espérer que tu ne seras pas contraire à ses intérêts ²".

La leçon est très claire : en affirmant ses convictions, le candidat diviserait l'électorat, car ceux qui ne partageraient pas ses idées ne voteraient pas pour lui. En ne mettant l'accent que sur ses qualités personnelles, en ne montrant que l'estime dont il jouit chez le plus grand nombre de personnes et de milieux, il peut en revanche obtenir les suffrages d'électeurs dont les intérêts sont distincts, sinon opposés. Le meilleur moyen de faire croire à tous qu'on les défend est évidemment de ne se prononcer contre personne... Comme il faut bien cependant dire quelque chose dans les discours électoraux, on montrera à quel point on est un personnage digne d'estime en rappelant l'ancienneté de sa famille, la gloire de ses campagnes militaires, les postes importants que l'on a déjà occupés, l'ampleur du soutien dont on jouit. On choisira avec soin son entourage : Q. Cicéron

¹ Cf. P. VEYNE, *Le pain*... 381.

² Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, 53.

rappelle à son frère que "... d'une façon générale, tous les propos qui forment notre réputation d'homme public ont leur source dans notre entourage familial ¹". On parlera de notions si générales où tout le monde peut trouver son compte : l'intérêt de la République, la nécessité d'observer les lois, etc. Parallèlement, en se faisant accompagner d'une escorte de clients et d'obligés sur le Forum, on montrera que ce ne sont pas de vains mots, et que l'on est effectivement un personnage puissant et considéré... Un récent livre ² a soutenu que notre temps avait inventé dans le domaine des mœurs politiques "l'État-spectacle" dont les divers "face-à-face" télévisés ont autant de rapports avec la véritable politique qu'"Au théâtre ce soir" avec les pièces de Corneille... N'est-ce pas là être bien injuste envers les Romains et une fois de plus, confondre passé et révolu ? Et si "État-spectacle" il y a de nos jours, n'est-ce pas aussi parce que se développe parallèlement un certain scepticisme envers les idéologies ? Si nous franchissons l'Atlantique, nous verrons d'ailleurs que les élections primaires sont aux U.S.A. étrangement semblables à celles qui se déroulaient à Rome. Ces groupes qui soutiennent un candidat à l'investiture du parti parlent beaucoup plus de sa personnalité que de son programme, et l'issue de l'élection dépend en grande partie de l'efficacité des "amis" que se sont choisis les candidats.

Car les services remplacent les convictions, dans la mesure où jusqu'aux Gracques, tous ceux qui ont ou approchent le pouvoir sont à peu près d'accord sur l'essentiel : leurs conflits ne portent que sur l'attribution des postes. N'en faisons pas pour autant des enfants en quête de hochets. Les honneurs les intéressent beaucoup moins qu'ils ne le disent. S'ils cherchent à être consuls, censeurs, édiles, ce n'est pas pour l'escorte de licteurs et les titres ronflants. Si la voiture avec le drapeau national et l'escouade de motards fait partie des attraits de la fonction ministérielle, ils n'en constituent cependant pas l'avantage [p. 134] essentiel... Ce qu'ils guignent, derrière les magistratures, ce sont les possibilités d'enrichissement offertes par l'étendue et la puissance de cette République devenue un Empire, c'est la faculté de se livrer aux découpages électoraux qui les favoriseront, eux et leurs amis. Il arrive à Cicéron de parler avec dédain de "l'éloge de portraits en cire noircis", qui a permis à un de ses ennemis de se faire élire, ou de se moquer du candidat vaincu qui demande stupidement : "Que vais-je dire aux portraits de mes ancêtres ? ³". En réalité, il rit jaune... Car c'est par envie, qu'il caricature, lui, parvenu de la politique, qui ne peut exhiber ces portraits d'ancêtres illustres, pour la bonne raison qu'il n'en a pas. Mais il a en partie raison : la dignité de la fonction est accessoire, l'essentiel, c'est ce qu'elle permet. Et comme il y a au fond très peu de magistratures (environ une trentaine de places disponibles...) pour un si grand empire, les luttes seront dures et nombreuses, même si elles restent essentiellement d'ordre personnel.

¹ *Ibid.*, V, 16, 17.

² Cf. R.G. SCHWARTZENBERG, *L'État-spectacle* (Paris, Flammarion, 1977).

³ CICÉRON, *Pour Plancius*, 51.

De ces constatations qui restent d'ordre abstrait, l'archéologie apporte une éclatante confirmation. Si le facteur personnel est réellement si important, c'est bien au Sénat, siège de l'aristocratie gouvernante, que nous devons le voir se manifester avec le plus de force. C'est dans la Curie que siègent ses membres, que se regroupent les clans que forment ces derniers. L'étude très concrète des réunions qui s'y tenaient montre que tout l'agencement matériel de la salle favorisait les regroupements de type personnel lors des débats politiques.

La Curie est un bâtiment rectangulaire qui se distingue des hémicycles caractérisant les parlements de type bi-partite où l'on passe de la gauche à la droite, de l'opposition à la majorité. Inversement, la forme rectangulaire convient mieux aux systèmes politiques ne reposant pas sur des partis organisés, mais sur des groupes personnels nombreux et fluctuants. Car la mobilité *physique* des membres de l'assemblée joue un rôle déterminant. Elle exprime et concrétise les limites et l'évolution de ces groupes. Dans le Sénat romain, aucune place n'est réservée : on s'assied à côté de celui qu'on entend soutenir, on s'éloigne de l'individu qu'on désapprouve, on fait mouvement en direction de celui auquel on se rallie. Les Romains eux-mêmes disent que le Sénat peut "voter avec ses pieds (*pedibus in sententiam ire*)". Quand un décompte précis des suffrages est nécessaire, les sénateurs se lèvent et forment deux groupes qui se massent des deux côtés de la salle. Un dernier point, fort important : l'exiguïté des places, et leur nombre souvent inférieur à celui des sénateurs. La largeur d'une place est d'environ 48 cm ; les sénateurs ne s'assoient pas sur des chaises, mais des bancs, ce qui favorise leur entassement. Par ailleurs, le nombre des places est d'environ 450, ce qui est nettement insuffisant à partir du début du 1^{er} siècle av. J.-C. Le Sénat compte en effet 300 membres des origines à 82 av. J.-C., 600 de 82 à 47, 900 de 47 à 44, 1000 de 44 à 31, plus de 1000 en 31 av. J.-C. Il est donc impossible à tous d'être assis. Certains sénateurs [p. 135] (ceux d'un rang inférieur) sont qualifiés de "pédaires" : ce sont ceux qui doivent se tenir debout. Cet entassement n'est évidemment pas le fruit du hasard, mais très habilement voulu et organisé. Il accentue la mobilité des membres du Sénat en limitant les places assises et en les rendant peu confortables. D'autre part, en rapprochant les sénateurs, il favorise une éloquence et des débats de type très personnel, qui correspondent à la nature même du système politique. À ceux que de tels arguments laisseraient sceptiques ou étonnés, un discours de W. Churchill tenu le 28 octobre 1943 apporte la preuve de l'authenticité et de l'actualité de ce qui précède. On doit reconstruire le bâtiment destiné à abriter la Chambre des Communes. W. Churchill souligne à cette occasion les différentes liaisons qui existent entre l'architecture des lieux des assemblées et le régime politique dans lequel elles s'inscrivent :

"le premier point est qu'elle (la future Chambre des Communes) devra être rectangulaire (...) L'assemblée de forme semi-circulaire permet à chaque individu ou chaque groupe d'osciller à partir du centre, donnant à ses effets des caractères aussi changeants que ceux du temps (...) Il est

facile à chacun de passer de la droite à la gauche par une série d'imperceptibles gradations, alors que le fait de couper un espace délimité (dans une salle rectangulaire) est un acte auquel on réfléchit avant de s'y livrer (...) Le second point est que la Chambre (...) ne devrait pas être assez spacieuse pour accueillir tous ses membres à la fois sans que la salle soit bondée ; de plus il ne saurait être question que chaque membre dispose d'un siège individuel qui lui soit réservé (...) L'essence du langage politique d'une bonne Chambre des Communes est qu'il se déroule sous la forme d'une conversation et permette facilement les interruptions rapides et informelles, et les échanges oratoires. Des harangues tenues d'une tribune seraient un mauvais substitut à ce style de conversation dans lequel nous traitons tant de nos affaires. Mais ce style requiert des dimensions franchement petites, et on devrait ressentir lors des circonstances importantes une sensation de foule et de presse. ¹"

Tout concourait donc à ce que les débats se passent au sein d'un monde clos, entre "gens de qualité" comme on le dira plus tard dans la France de l'Ancien Régime, ce qui correspond assez bien à l'expression *optimates*. Mais à la fin du second siècle, ces mécanismes commencent à fonctionner de moins en moins bien : la crise des Gracques n'a pas été un accident conjoncturel, elle doit être tenue pour le signe d'une crise structurelle et séculaire.

Car l'urgence et l'ampleur des problèmes tels que l'exode rural, la surpopulation urbaine, le chômage, donnent un caractère dérisoire à ces luttes de clans dont l'ardeur polémique ne débouche que sur un renforcement de l'immobilisme. Songeons que les élections n'aboutissent, chaque année, qu'à modifier de 3% environ la composition du Sénat ²... Car le bon peuple, ou du moins celui qu'on laisse entrer dans les comices [p. 136] et qu'on intimide ou violente ensuite, joue le jeu, même si les cartes sont truquées. C'est le frère, le cousin, le beau-père de tel ou tel consul qu'on élit, ou l'homme montant que recommande un groupe de sénateurs bien connus... Ce jeu, du moins le joue-t-il jusqu'à une certaine époque, tant que la crise est inexistante, ou, dans ses débuts, ne se fait pas trop sentir. Mais à partir des années 140, on sent bien que le régime oligarchique est incapable d'apporter une solution aux problèmes d'un type nouveau qui se posent à lui. Car, plus que d'une crise, c'est d'une révolution qu'il s'agit, et à cette époque, le choix est encore possible : s'orienter vers une démocratie des institutions, ou en ne voulant rien céder, livrer la République à un pouvoir autocratique. Car le mécontentement s'enfle, et les jeux électoraux des oligarques ne peuvent l'apaiser. Le facteur personnel continue à dominer la vie politique, mais il prend une tout autre forme. Les sénateurs et leurs satellites continuent certes à utiliser leurs clientèles et conclure le type d'alliances

¹ Cf. L. ROSS TAYLOR, "Seating Space in the Roman Senate and the Senatores Pedarii", dans : *Proceeding of American Philological Association*, 100 (1969), 529-582.

² Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 422.

auxquelles ils sont habitués. Mais certains hommes politiques faussent le jeu. Ils deviennent des *populares*. Le mot est difficile à traduire : démocrates, ils ne le sont certes pas. Démagogues n'est pas parfait non plus, car le terme est péjoratif (il ne viendrait à l'esprit de personne aujourd'hui d'adhérer à un parti qui s'intitulerait officiellement "parti des démagogues" ...). Il ne s'agit pas non plus vraiment d'un "parti" au sens moderne du terme : il n'y a pas d'organisation à grande échelle, de comité électoral, de programme détaillé, de "projet global de société". Tout au plus quelques revendications, dont certaines ne sont pas nouvelles : la fin du règne sans partage de l'oligarchie sur les institutions, de meilleures conditions de logement, une réforme agraire, le secret du vote... Ses espoirs, la plèbe continue en effet plus à les confier à des hommes qu'à des programmes. Mais il y a des faits nouveaux. Le prestige dont vont jouir certains leaders *populares* (Marius, Pompée, César, etc.) est sans commune mesure avec l'estime dont les électeurs entouraient jusqu'alors ceux qu'ils éalisaient, et dont ils sentaient bien qu'ils n'étaient pas de leur monde. De la dévotion à la politesse, il y a une grande marge... Quand un paysan français, il y a seulement quelques décennies, s'adressait au propriétaire des terres sur lesquelles il travaillait en lui disant "Notre Maître", on peut être sûr qu'il le respectait, mais ne lui était pas attaché de la même manière que les grognards de Napoléon au "petit tondu". La différence est du même ordre entre l'électeur du parti sénatorial et celui des *populares*, même si tous deux appartiennent au peuple. C'est pourquoi Cicéron, si attaché aux traditions et aux privilèges de l'élite, parle avec dédain de ces *populares* : "Ceux qui, dans leurs actes et dans leurs paroles, voulaient être agréables à la masse, étaient tenus pour *populares*..."¹. Le fait nouveau se situe bien là où le dit Cicéron. Pour plaire au peuple, ces nouveaux hommes politiques ne font pas comme les anciens : ils ne se targuent plus de leurs longues lignées d'ancêtres, du soutien dont ils jouissent dans *l'establishment*. Au contraire, ils rejettent ces moyens d'action traditionnels, se glorifient d'être des [p. 137] *self-made-men*, quitte à forcer un peu le trait. À leur auditoire populaire, ils promettent les réformes souhaitées et la fin du règne des caciques du Sénat. C'est bien ainsi que s'exprime Marius, l'un des plus connus des *populares*. Issu de la classe équestre (il n'est donc pas "du peuple"), Caius Marius est né en 158 av. J.-C. Très bon soldat, il est à l'origine d'une nouvelle armée, formée de soldats de métier issus de milieux pauvres, ce dont nous reparlerons plus tard. Marius tente de faire de la politique en recourant aux moyens traditionnels : il se fait le client des Metelli, famille influente à Rome. Mais Marius vise haut, c'est-à-dire le consulat, magistrature à laquelle il est fort difficile à un non-noble de parvenir. Aussi les Metelli ne l'autorisent-ils pas à se présenter aux élections. Humilié et furieux, Marius choisit alors de rompre avec ses patrons, et avec la politique traditionnelle. S'adressant au peuple lors d'une *contio*, il lance alors ces mots vengeurs :

¹ CICÉRON, *Pour Sestius*, 96.

"Ajoutez que si les autres (les notables) viennent à faiblir, leur vieille noblesse, les hauts faits de leurs ancêtres, le crédit de leurs parents par le sang ou par l'alliance, leurs nombreuses clientèles, tout cela vient à leur aide ; moi, toutes mes espérances sont en moi-même, et je n'ai pour les défendre que ma valeur et mon intégrité, car le reste ne compte pas ¹".

Le changement de style est donc profond. Mais les finalités ? Salluste, pourtant favorable aux populaires, reconnaît :

"Tous ceux qui troublèrent l'État sous d'honorables prétextes, défense des droits du peuple pour les uns, accroissement de l'autorité sénatoriale pour les autres, tous feignaient de soutenir l'intérêt public et luttaient en réalité pour leur carrière personnelle ²".

Pour Salluste, *populares* et *optimates* sont donc à mettre dans le même sac : tous se soucient en réalité fort peu du peuple, ce qu'ils veulent c'est le pouvoir. Mais le fait nouveau, c'est qu'à partir de là les projets diffèrent. Pour les *optimates*, il s'agit seulement de revenir aux saines traditions d'un gouvernement aristocratique, où l'alternance au pouvoir ne concerne qu'un certain nombre de personnalités jouant sur leur réputation, leurs alliances et leurs clientèles. En revanche pour les leaders des *populares*, c'est bien d'une révolution qu'il s'agit, mais sous la forme d'une monarchie populaire luttant contre les privilégiés de l'ancien régime, et empruntant à la fois aux tyrannies grecques et aux monarchies hellénistiques. Salluste a raison : si chacun des grands chefs des *populares* prétend prendre en charge les intérêts du peuple contre la noblesse sénatoriale, c'est toujours dans le but d'instaurer et renforcer son pouvoir personnel : César a ses mérites, qui ne sont pas ceux d'un Périclès. Car à aucun moment les grands généraux du 1^{er} siècle n'ont pensé à instaurer un régime démocratique : au contraire, arrivé au pouvoir, César s'empresse de réduire presque totalement le rôle des comices, guère mieux traités que le Sénat. [p. 138] Lui et ses prédécesseurs savent mieux en effet que ces assemblées dégénérées et impuissantes, ce que veut le peuple et ce dont il a besoin. Le peuple, ils le portent en eux, et exercent le pouvoir en son nom. Plus tard, les monarques absolus français ne s'exprimeront pas autrement.

Car il faut toujours que l'autorité, lorsqu'elle se concentre, se justifie : la France connut le droit divin, l'Antiquité inventa les monarchies de droit populaire. Les dictatures modernes sont du second type : plus l'exercice du pouvoir y est solitaire, plus il est censé appartenir au peuple. Évidemment, nous sommes là aux antipodes de la démocratie. C'est pourquoi les *populares*, s'ils ne sont pas des

¹ SALLUSTE, *La guerre contre Jugurtha*, 85, 4.

² SALLUSTE, *Catilina*, 38.

conservateurs, n'ont rien non plus de démocrates : leur succès est justement dû à la faillite du régime oligarchique, et au refus obstiné de ses membres de tout élargissement du pouvoir. Toutefois, ce succès est aussi pour un temps celui de ce que nous appellerons avec prudence le "parti populaire" : dans la mesure où il se traduit par la réalisation de certaines des réformes désirées par le peuple, certains de ses aspects peuvent être qualifiés de "démocratiques".

LES SUCCÈS DU "PARTI POPULAIRE"

Les plus importants consistent dans le vote des lois dites "tabellaires", qui instituent le suffrage secret. Leur adoption coïncide avec le début de la crise urbaine, puisqu'elle s'inscrit entre 139 et 131. Désormais, les citoyens ne voteront plus oralement. Ils ont à leur disposition une petite tablette en cire (*tabella*) sur laquelle ils inscrivent le nom de leurs candidats lors des sessions électorales, et le mot "oui" ou "non" lors des assemblées législatives. Le caractère démocratique de ces lois est indéniable. Le vote oral rendait très aisé le contrôle des électeurs : il suffisait de se tenir près d'eux, ou de payer des hommes de main pour le faire, pour connaître le sens de leur suffrage. Le caractère public du suffrage était d'ailleurs un des fondements des relations de clientèle, car il permettait au patron de s'assurer que son client suivait ses consignes de vote. Avec le vote écrit, le suffrage devient en principe secret. La réaction des milieux dirigeants prouve bien qu'il s'agit là d'une victoire du parti populaire. Cicéron regrette le vote oral : pour lui, "... rien ne fut meilleur en matière de suffrages que la voix..."¹ la tablette de cire permet aux électeurs de cacher aux gens de bien le sens de leurs suffrages, et ainsi de "mal voter" (*vitiosum suffragium*), cette loi a décidément sapé l'autorité des *optimates*. C'est pourquoi Cicéron se propose d'y remédier. Non pas en l'abrogeant, car la mesure serait impopulaire. Mais en la vidant de son contenu. Le peuple romain n'a qu'une liberté, celle d'obéir aux gens de bien, car eux seuls sont indépendants et compétents. Si le peuple veut garder sa tablette comme un enfant son hochet, eh bien, qu'on la lui laisse, pourvu qu'avant de la mettre dans l'urne il la fasse lire par les dirigeants et leurs comparses... Je n'exagère pas, ce sont là les mots mêmes de Cicéron :

[p. 139]

"que le peuple garde sa tablette comme garantie de sa liberté, pourvu qu'on la tende et qu'on la présente spontanément au contrôle de ce qu'il y a de mieux et de plus respectable parmi les citoyens : de telle sorte que la

¹ CICÉRON, *Les Lois*, III, 15-18 (33).

liberté consistera exactement en ceci que l'on accordera au peuple le pouvoir de faire avec honneur un beau geste envers les gens de bien (...) Notre loi conserve la forme apparente de la liberté, sauvegarde l'autorité des gens de bien, et supprime toute occasion de conflit. ¹"

En effet, Cicéron, qui n'apparaît pas comme un farouche partisan de l'isoloir, résout le problème à sa racine... Cette notion de liberté du vote, essentielle à tout système démocratique, lui est donc parfaitement étrangère. Suivant en cela Platon, il n'y voit qu'une promesse d'anarchie : le peuple n'est pas capable de se gouverner lui-même, d'autant plus que la foule ne se contrôle pas. Le pouvoir ne peut être exercé qu'au *nom* du peuple (c'est le principe fondamental de tout régime républicain), mais non *par* le peuple. Le peuple doit être guidé, et ses suffrages contrôlés ².

N'en déplaise à Cicéron, les lois instituant le secret du vote ne seront ni abrogées, ni amendées. Dans la pratique cependant, elles rencontrent de nombreuses difficultés d'application (sur lesquelles nous reviendrons plus loin ³), dues à l'opposition des "gens de bien". Mais d'autres mesures, plus ponctuelles, témoignent des succès de ce parti populaire.

Une loi dite "loi de Publicius au sujet des chandelles de cire", votée en 209, limite les obligations financières des clients. Dans ces temps difficiles de la seconde guerre punique, les patrons ont, semble-t-il, pris l'habitude de pressurer leurs clients, exigeant d'eux lors de la fête des Saturnales, de très lourds présents. La loi réduit ces "cadeaux" forcés à un niveau symbolique, en les limitant à des simples chandelles de cire... Mais cela ne suffit pas à modérer l'âpreté au gain d'une partie au moins de la classe dirigeante, fortement secouée par le conflit contre Hannibal. Tite-Live et Tacite nous disent que "... le Sénat s'habitua à lever des impôts et des tributs sur les plébéiens... ⁴", "l'expérience prouve (...) que les meilleures lois, que les leçons d'honneur sont inspirées aux gens de bien par les crimes des autres. C'est ainsi que la licence des orateurs a donné naissance à la *lex Cincia* ⁵". Cette loi (votée en 204) interdit tout particulièrement le versement d'argent ou tout cadeau offert par le plaideur à son avocat en échange de la défense de ses intérêts en justice. Cette prohibition a de quoi nous surprendre : pourquoi les avocats ne seraient-ils pas rémunérés ? Sous l'Empire, certains pensent d'ailleurs que ces honoraires ne sont que "... la juste récompense d'un concours honorable ⁶". Mais à l'époque républicaine, les anciennes traditions s'opposent à ce genre de rémunération : lorsqu'on se présente en justice, c'est en général accompagné par son patron, qui doit, coutumièrement, ce service à son

¹ *Ibid.* 17 (39).

² CICÉRON, *Pour Sestius*, XLVIII, 103.

³ Cf. *infra*, p. 154-156.

⁴ TITE-LIVE, XXXIV, 4, 9.

⁵ TACITE, *Annales*, XV, 20,3.

⁶ *Ibid.*

client. Il est donc anormal qu'il le fasse payer. Mais ici encore, les rigueurs de la [p. 140] seconde guerre punique expliquent que les patrons aient été de plus en plus nombreux à faire des entorses à celles des traditions qui les gênaient, et à faire payer chèrement leur intervention. À en croire Cicéron, cette *lex Cincia* est elle aussi accueillie avec des grincements de dents par l'aristocratie ¹.

Ces diverses lois contraignent les puissants à modérer pour un temps leur rapacité. Il est vrai que la victoire prochaine de Rome doit donner à leur appétit de richesse les moyens de s'exercer sur une tout autre échelle. Les gains réalisés sur les territoires conquis excèdent largement les tributs perçus sur une plèbe urbaine désargentée.

Temporairement bridée à ce niveau, l'oligarchie en revanche tient bon devant tous les projets de réforme agraire et les propositions de lois frumentaires déposées postérieurement aux Gracques. Ces diverses mesures qui s'échelonnent au cours de la première décennie du 1^{er} siècle visent la réduction du prix des distributions de blé et le partage des territoires conquis. Toutes sont rapidement abrogées par le Sénat, et seule la loi de C. Gracchus fait figure de rescapée...

L'oligarchie s'emploie enfin à prévenir un danger de plus en plus préoccupant, celui qui résulte de l'augmentation du nombre des affranchis. Car ces anciens esclaves peuvent maintenant voter, et leur appui à l'oligarchie est fort improbable. La minorité d'entre eux parvenue à un certain degré de richesse possède beaucoup plus d'affinités avec les milieux d'affaires qu'avec la vieille aristocratie foncière. Quant aux autres, leurs conditions de vie difficile les rapprochent de la plèbe urbaine. Certains textes laissent entendre assez nettement que les opposants à l'oligarchie, nobles "éclairés" tel Scipion, ou les publicains, utilisent les services des affranchis. (Ainsi de l'élection à la censure ², en 142, de Scipion Émilien, petit-fils du vainqueur d'Hannibal ³).

Or l'oligarchie a déjà assez à faire avec la plèbe urbaine pour ne pas s'embarrasser de surcroît de ces derniers. Mais les affranchis réussissent plusieurs fois à se faire inscrire dans les tribus rurales, ce qui augmente leur pouvoir de vote. Des mesures draconiennes s'imposent. Comme l'écrit Tite-Live, il faut "... couper dans sa racine un mal sans cesse renaissant ⁴". Le mérite en revient aux censeurs de 169. Tibérius Sempronius Gracchus (le père des Gracques) veut purement et simplement priver les affranchis du droit de vote. Son collègue, C. Claudius Pulcher trouve ce projet un peu excessif ⁵, et T.S. Gracchus finit par se ranger à l'avis de son collègue. Un remède très simple et maintes fois éprouvé au sujet de la plèbe permet de dénouer la situation sans prendre de mesures trop scandaleuses : il suffit d'obliger tous les affranchis à s'inscrire dans les quatre tribus urbaines. Le poids de leurs suffrages, quel que soit leur nombre, devient

¹ CICÉRON, *De l'orateur*, II, 71, 286.

² PLUTARQUE, *Praec. ger. reip.*, XIV, 12 (810 B).

³ PLUTARQUE, *Scipion Émilien*, XXXVIII, 2-6

⁴ TITE-LIVE, XLV, 14.

⁵ TITE-LIVE, XLV, 15, 3-7.

dérisoire... Cicéron, qui vit à une époque où le nombre des affranchis est devenu beaucoup plus important qu'au début du second siècle, prodigue d'ailleurs ses louanges au père des Gracques, et témoigne de la gravité du péril qu'il sut conjurer ¹.

[p. 141]

Maigres succès, en fin de compte, que ceux du "parti populaire", serait-on tenté de conclure. Il est vrai que la seule réforme d'importance qui demeure est celle du vote secret. Encore allons-nous voir que, dans la pratique, ce secret est largement violé. Par ailleurs, de plus en plus le pouvoir sera dans la rue, non dans les urnes. Mais au niveau du jeu des forces politiques, une évolution considérable s'est produite dans les dernières décennies du second siècle : l'oligarchie, au tournant des années 100, est sur le point d'en perdre le contrôle. Car les règles traditionnelles de ce jeu sont contestées : s'appuyant sur le mécontentement populaire qu'ils utilisent à des fins personnelles, une nouvelle génération de généraux et d'hommes politiques se lève, dont les membres aspirent au pouvoir absolu. César et Octave en jetteront les bases un demi-siècle plus tard. Comme nous l'avons vu, l'oligarchie ne reste pas inactive devant ces graves menaces de déstabilisation de son pouvoir. De toutes ses forces, et avec l'ingéniosité qu'on lui connaît, elle tentera de les maîtriser. Elle ne pourra modifier l'issue fatale, car il ne s'agit pas seulement d'une crise : le monde a changé, et elle ne le reconnaît plus. Mais elle saura un temps conjurer le péril. Son acharnement à défendre ses privilèges et sa conception du pouvoir lui permettront de gagner un siècle. C'est pourquoi le second siècle est celui de l'apogée du système clientélaire.

La montée des candidats au pouvoir personnel n'aurait sans doute pas pu s'accomplir si ceux-ci n'avaient joué contre l'oligarchie du poids des masses urbaines auprès desquelles ils recherchaient la popularité en prétendant s'en faire les champions. C'est pourquoi l'oligarchie va utiliser les liens de clientèle pour brider l'activisme politique de la plèbe urbaine, source et condition du pouvoir. Étendre ses réseaux de dépendants au sein des masses urbaines constituera donc son premier but. Mais il en est un autre, parallèle. Car la plèbe urbaine n'est pas seule à la menacer : les milieux d'affaires, eux aussi, contribuent par leur action à saper les bases de son pouvoir. L'aristocratie s'attachera donc également à les noyauter, en y multipliant le nombre de ses affidés. On peut donc légitimement parler d'une offensive clientélaire.

¹ CICÉRON, *De l'orateur*, I, 9, 38.

L'OFFENSIVE CLIENTÉLAIRE

Commençons par les clients riches. Un texte de Plaute les fait sortir de l'ombre. Menaechme, l'un des personnages qu'il met en scène au début du second siècle, est le fils d'un marchand sicilien, et vit à Epidamne, petite ville proche de l'actuelle Brindisi. Ses affaires sont prospères, puisqu'il peut affréter un bateau tout entier pour le transport de ses marchandises. Il possède par ailleurs "... esclaves, mobilier, terres, maison ¹". Bref, un grand bourgeois. C'est d'ailleurs seulement d'un homme important que peut émaner le discours que nous rapporte Plaute. Menaechme s'y lamente sur la perte de temps et d'énergie que lui font éprouver ses clients à l'occasion d'un [p. 142] mauvais procès ^{*}.

"Quelle sotte et insupportable manie nous avons tous, et surtout les gens de la haute (société), quelle manie nous avons de vouloir augmenter sans cesse le nombre de nos clients. Qu'ils soient honnêtes ou malhonnêtes, on ne s'en préoccupe pas ; c'est de la fortune du client qu'on s'inquiète, bien plus que de sa probité. Est-il honnête, mais pauvre, il passe pour un homme de rien ; est-il malhonnête, mais riche, on le tient pour le meilleur des clients. Et ces gens sans foi ni loi, que de soucis ne causent-ils pas à leurs patrons : ce qu'on leur a donné, ils nient l'avoir reçu ; toujours fourrés dans les procès, voleurs, escrocs, et fourbes qui ne doivent leur fortune qu'à l'usure ou au parjure, ils n'ont en tête que la chicane. Lorsqu'on les cite en justice, on cite en même temps leurs patrons ; car ceux-ci sont bien forcés d'aller parler pour excuser leurs coquinerie ; et l'affaire est portée devant le peuple, ou devant le prêteur, ou devant un arbitre... C'est ainsi qu'aujourd'hui, un maudit client m'a tracassé de toutes les manières sans que j'aie rien pu faire de ce que je voulais, tant il m'a tenu, retenu et détenu. J'ai dû le défendre devant les édiles pour des méfaits aussi graves que nombreux ; j'ai proposé des arrangements compliqués, plein d'embûches (...) Jamais, au grand jamais, je n'ai vu d'homme manifestement plus convaincu d'imposture. De tous ses mauvais tours, il y avait trois témoins acharnés contre lui. Que tous les dieux le confondent, pour m'avoir ainsi gâté une journée, et qu'ils me confondent aussi pour avoir eu l'idée d'aller jeter un œil au forum aujourd'hui ! ²"

¹ PLAUTE, *Les Menaechmes*, II 59.

^{*} Nous mettons en romaines les passages les plus importants de sa diatribe.

² *Ibid.*

À croire Menaechme, le rôle de patron n'est vraiment pas une sinécure ! Pour notre homme, il existe deux sortes de clients. Les pauvres, guère prisés, mais dont l'existence montre qu'ils demeurent nécessaires, et les riches, objets des soins et convoitises des patrons. Dans les deux cas, ces derniers sont obnubilés par l'idée d'"... augmenter sans cesse le nombre de leurs clients" (nous avons vu dans le chapitre précédent quelles étaient les raisons de cette attitude). Les clients riches offrent un certain nombre d'avantages, même si Menaechme est excédé de devoir plaider leurs mauvais dossiers : leur fortune permet d'escompter les cadeaux et honoraires importants que diverses lois ont essayé de supprimer¹, leurs suffrages sont utiles dans les comices centuriates. Il faut bien, en contre partie, les aider dans leurs affaires, surtout lorsqu'elles sont comme ici litigieuses.

Mais ces clients riches ne constituent pas le gros des effectifs clientélares, puisque les riches ne sont qu'une minorité, face à une masse urbaine qui croît tout au long du second siècle. Déracinés, bientôt chômeurs, mal logés, ceux qui composent le gros de la population citadine doivent être nombreux à se laisser tenter par les avantages du lien de clientèle².

Quels sont-ils ?

[p. 143]

LES AVANTAGES D'ÊTRE CLIENT

Les premiers se situent au niveau économique. Pour la foule des clients formant une partie des affidés d'un sénateur, l'intérêt de la relation se situe à un niveau fort prosaïque : d'abord se nourrir (*Primum cibari*), autrement dit celui de la survie. N'oublions pas qu'il n'existe alors ni indemnité de chômage, ni allocations familiales, ni sécurité sociale, que les loyers sont chers, et que même après la loi frumentaire de C. Gracchus, le blé n'est pas gratuit... . Lors de la salutation matinale, alors que les étoiles pâlisent à peine à l'approche de l'aube, seul un petit nombre de ceux qui battent la semelle devant les maisons des riches est autorisé à entrer dans le vestibule. Les autres doivent rester dehors. Ce sont certainement nos clients pauvres, ceux pour qui être client signifie avant tout : manger, et faire manger les leurs. La loi frumentaire de Caius ne résoudra pas tout. Mais avant elle, le blé peut ou bien manquer, ou atteindre des cours tellement haussés par la spéculation qu'il devient inaccessible aux modestes bourses plébéiennes. Il est plus que probable que lors de ces visites matinales, les

¹ Cf. *supra*, p. 139.

² SÉNÈQUE, *Des bienfaits*, VI, 34, 1-3 : ce texte semble témoigner indirectement de l'affluence des indigents et quémandeurs dont il devient nécessaire à l'époque de Caius Gracchus de canaliser le flot par une véritable "étiquette".

clients pauvres reçoivent quelque subside, en argent ou en nature, leur permettant de subvenir à leurs besoins alimentaires les plus pressants. Nous en trouvons une confirmation indirecte dans la pratique des "largesses" (*largitiones*). De plus en plus, les hommes politiques prennent l'habitude d'offrir au peuple des distractions (jeux de gladiateurs) et des banquets ¹. Dès le début du second siècle, un beau spectacle revient à plusieurs millions de nos francs. S'agit-il d'une forme légalisée de ce que nous nommons la "corruption électorale" ? Le prétendre équivaldrait à un contresens. D'abord parce que la vitalité de ces pratiques tient plus encore à une demande de la part du peuple qu'à une offre venant des candidats. Cicéron dit bien : "Le peuple réclame des largesses et les gens de bien, s'ils ne désirent pas eux-mêmes ces largesses, approuvent du moins qu'on les fasse" ; les spectacles "... étaient les véritables comices des masses populaires ²". La preuve en est que les lois réprimant les abus commis en la matière ne s'en prennent jamais au peuple mais à celui qui le soudoie : le législateur sait bien qu'il ne doit pas s'attaquer à ce sentiment très répandu parmi la plèbe urbaine, selon lequel un homme politique doit faire des largesses. Quelles sont les raisons de la plèbe ? Le besoin de distractions, les plaintes des ventres creux ont leur part, qui n'est pas tout. L'incitation fondamentale est d'ordre psychologique et tient à ce fameux caractère personnel de la vie politique, ce qui interdit qu'on y voie de la corruption, mis à part certains cas extrêmes. En donnant jeux et banquets, l'homme politique se comporte exactement de la même façon que lorsqu'il se fait accompagner au Forum par le plus grand cortège possible de clients et d'amis. Il montre qu'il est puissant, qu'il sait tenir son rang, qu'il se comporte en "grand seigneur". Nous dirions aujourd'hui, où la fortune doit se cacher, que les riches Romains ont l'argent "arrogant". L'expression ne convient pas si on la transpose telle quelle. Ni arrogance, ni corruption : [p. 144] il est bon d'être riche, puissant, entouré, et de le montrer. Ce n'est qu'en démocratie que les riches n'ont pas bonne presse, et nous savons que Rome en est loin. D'ailleurs, dans le système politique romain, la plupart du temps les candidats se distinguent non par leurs programmes, mais par leurs personnalités. De plus, ils sont tous issus d'un cercle très restreint d'individus : les magistratures, peu nombreuses, ne sortent pratiquement jamais de ce cénacle d'initiés à des jeux autrement plus compliqués et parfois aussi meurtriers que ceux du cirque (nous savons que les élections annuelles laissent intacte à 97% la composition du Sénat...). Pour élire un candidat plutôt qu'un autre, il faut bien que les électeurs se réfèrent à des critères autres que politiques : ce seront donc le poids des recommandations vantant la famille ou les qualités morales de tel ou tel, la preuve qu'il apporte de son excellence en organisant jeux et banquets, qui montrent subsidiairement qu'il n'oublie pas ce bon peuple au nom duquel il entend gouverner. Ces pratiques qui peuvent nous paraître bien étranges et fort lointaines le sont moins qu'on le croit. Quand le Président de la République allait dîner chez certains des Français, ne leur offrait-il pas en quelque sorte l'occasion de l'avoir à leur table ? Car ne nous y trompons pas : en définitive, c'est

¹ Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 416 sq.

² CICÉRON, *Les devoirs*, 2, XVII, 88 ; Pour *Muréna*, XIX, 38.

lui qui invitait, non pas ceux qui le recevaient. Mais revenons à nos clients. Si l'homme politique distribue ainsi à des électeurs dont les suffrages ne lui sont pas *a priori* acquis les moyens de se nourrir par l'intermédiaire de banquets publics, *a fortiori* le fera-t-il pour ses clients dont il utilise les services, afin de les conserver, ou d'en gagner de nouveaux. Ces pratiques sont encore actuelles dans bon nombre de pays en voie de développement. On a pu les observer, pratiquement inchangées depuis l'Antiquité, lors des élections brésiliennes de 1958 : "À l'occasion des élections, le candidat offre à sa clientèle des cadeaux en nature ou en espèces, mais ce qui serait corruption dans une société évoluée n'est ici que l'effet légitime des rapports de solidarité personnelle qui unissent le chef et sa clientèle : le chef n'achète pas les voix : elles lui étaient acquises ¹".

À côté de l'assistance économique se perpétue le devoir patronal le plus ancien : l'assistance judiciaire, qu'illustre le cas de Menaechme, auquel il nous faut revenir.

MENAECHME, OU LES EMBARRAS D'UN PATRON

Quand nous avons quitté Menaechme, il était en train de se lamenter sur le temps que lui avaient fait perdre ses coquins de clients ². Pourquoi l'assistance d'un patron est-elle si indispensable dans le domaine judiciaire ? Nous ne sommes plus aux temps lointains où seule la petite minorité des citoyens pouvait accéder aux prétoires : et pourtant beaucoup de justiciables, bien que jouissant de leurs droits civiques, font appel à un patron. Il y a donc à ce phénomène des causes autres que juridiques. Pour bien le comprendre, quelques explications sont nécessaires sur la marche de la justice romaine ³.

[p. 145]

Il existe deux sortes de procès : privés et publics, dont la distinction correspond à peu près à celle que nous établissons entre les juridictions civiles et pénales.

Le procès pénal vise tout ce qui a trait à l'ordre public, à l'intérêt supérieur de la cité. À partir du début du second siècle, ces litiges échappent aux comices pour être transférés progressivement à des juridictions d'exception, constituées pour toute une série d'affaires déterminées, dont la première consista dans la répression

¹ J. LAMBERT, *Amérique Latine : structures sociales et institutions politiques* (Paris, 1963), 211-213.

² PLAUTE, *Les Menaechmes*, 571-598.

³ Cf. C. NICOLET, *op. cit. (Le métier...)*, 446-455, 494-499.

des sociétés secrètes des Bacchanales ¹, en 186. Ces juridictions jugent sans appel. Or les juges sont pris parmi les sénateurs, jusqu'en 123 av. J.-C., année où Caius Gracchus y introduit les chevaliers. Les uns et les autres ont plus que tendance à rendre une "justice de classe", blanchissant facilement ceux qui appartiennent à leur milieu. Au dernier siècle de la République, certains exemples laissent entrevoir une corruption presque systématique. Ainsi en 76, Hortensius, un ténor du barreau, fait distribuer aux juges qu'il a achetés des bulletins de vote de couleurs différentes afin de pouvoir contrôler s'ils ont respecté le "marché"... Point n'est besoin, dans ces conditions, d'insister sur la nécessité pratique de se présenter devant ces juridictions assisté d'un patron efficace, sénateur ou chevalier suivant les époques.

Le cas des procès privés est encore plus intéressant. Ce type de procès est le plus répandu, et concerne les grandes matières du droit civil : droit des personnes, patrimoine, créances, obligations, etc. À Rome, le procès civil se déroule suivant un schéma qui peut nous surprendre. Dans une première phase dite "de détermination du droit" (*in iure*), les parties se présentent devant un magistrat et exposent leurs prétentions. Le magistrat situe leurs demandes dans la matière juridique à laquelle elles se réfèrent, détermine le type de procédure suivant laquelle l'affaire va être jugée, et au terme de ce processus, donne une "action" aux parties, c'est-à-dire leur permet de se présenter devant un juge qu'il va nommer. Déjà à ce niveau, le risque d'arbitraire existe : le magistrat est libre de décider d'accorder tel ou tel type d'action, peut-être même de refuser de donner suite au procès. De toute façon, ce personnage, par sa fonction et les règles d'accès qui la caractérisent, appartient toujours aux milieux dirigeants. Les risques ne disparaissent pas lors de la seconde phase de l'instance, dite "devant le juge" (*apud iudicem*). Le juge est choisi par le magistrat sur une liste de citoyens. C'est un *vir bonus*, un "homme de bien". C'est-à-dire un homme estimé, connu... et riche. Ces qualités sont nécessaires pour qu'il rende une bonne justice. Sans doute tous ne sont-ils pas corrompus ou de parti-pris. Mais il faut bien convenir que le portrait que nous en trace C. Titius, un orateur populaire du début du second siècle, est assez inquiétant.

Pour dépeindre ces hommes prodigues, allant ivres au Forum, afin d'y juger, et rapportant leurs entretiens ordinaires, Titius s'exprime ainsi :

"Ils jouent aux dés, soigneusement parfumés, entourés de [p. 146] courtisanes. Quand la dixième heure arrive, ils mandent un esclave pour aller dans le Comitium, s'informer de ce qui se passe au Forum ; qui propose la loi, qui la combat ; ce qu'ont décrété les tribus, ce qu'elles ont prohibé. Enfin, ils s'acheminent vers le Comitium, de peur d'être responsables personnellement des affaires qu'ils auraient négligé de juger. Chemin faisant, il n'est point de ruelle dont ils n'aillent remplir le vase à

¹ Cf. *supra*, p. 122-123.

urine ; car ils ont toujours la vessie pleine, par suite de la quantité de vin qu'ils boivent. Ils arrivent d'un air ennuyé dans le Comitium : ils ordonnent de commencer à plaider, les parties exposent leur affaire, le juge réclame les témoins, et va uriner ; au retour, il prétend avoir tout entendu, et demande les dépositions écrites, il y jette les yeux, mais à peine peut-il tenir les paupières soulevées, tant il est accablé par le vin. En allant délibérer, voici quels sont ses propos : qu'ai-je affaire de ces sottises ? Que ne buvons-nous plutôt du vin grec, mêlé avec du miel ? Mangeons une grive grasse, un bon poisson, un loup du pays, pêché entre les deux ponts ¹".

Le lecteur objectera que la charge est un peu grosse, et que ce portrait sent la caricature... Gageons en effet que tous les juges n'étaient pas forcément avinés. Il reste que leur impartialité est sujette à caution. Car dans la pratique, tous sont recrutés dans l'ordre sénatorial (jusqu'à la fin du second siècle) ou parmi les chevaliers ² (durant le premier siècle). D'ailleurs à la fin de la République, Cicéron estime toujours nécessaire de rappeler au juge ses devoirs... ³

Tout ceci concorde et prouve la nécessité pour le justiciable de jouir de la protection et de l'assistance d'un patron, qui appartient, lui, au milieu d'hommes puissants et fortunés dont font partie juges et magistrats. Ajoutons y que, comme auparavant, la partie victorieuse ne peut réclamer l'appui de la force publique – elle n'existe pas – pour exécuter la sentence, et doit compter sur ses propres moyens, qui sont nuls si elle se trouve seule, opposée au membre d'une grande famille.

Ce tableau assez désolant de la justice romaine laissera sceptique ou consterné le lecteur habitué à entendre parler du droit romain comme d'un modèle presque inimitable, en tous cas la source inspirée et supérieure de nos législations modernes. Encore faut-il savoir quand s'est formé ce fameux droit... Les premiers grands juristes (Manilius, Junius Brutus, Mucius Scaevola) n'apparaissent que dans les dernières décennies du II^e siècle. Le premier grand traité de droit civil ne date que des années 100 av. J.-C. Les très grands noms du droit romain (Papinien, Paul, Ulpian, Modestin, Pomponien, Gaius) vivent au milieu du II^e siècle et au début du III^e siècle *après* J.-C. Ce sont des professeurs de droit, qui élaborent des règles juridiques très savantes. Mais dans la pratique on applique un droit plus simple, qualifié de "vulgaire" (même à l'heure actuelle, il n'est que d'entrer dans n'importe quelle salle de tribunal pour constater que le droit dont il est question n'est pas tout à fait le même que celui mis en jeu par les controverses [p. 147] doctrinales contenues dans les revues et ouvrages spécialisés, ou exposé dans les amphithéâtres des facultés) .

¹ MACROBE, *Saturnales*, 11, 12.

² POLYBE, VI, 77.

³ CICÉRON, *Pour Quinctius*, I, 1-3.

D'autre part, le droit n'est pas la justice : si parfaitement soit-elle énoncée, une règle juridique n'en est pas pour autant correctement appliquée. Les Romains ont beau dire "les engagements doivent être tenus " (*pacta sunt servanda*), cela ne suffit pas à assurer qu'en pratique ils le soient. À cet égard, Rome semble avoir toujours possédé une justice très largement au-dessous du niveau de son droit, tout particulièrement durant la période républicaine.

Cet épisode mis en scène par Plaute nous montre donc combien l'activité judiciaire du patron est un des services les plus importants que peuvent attendre de lui ses clients. Un patron qui y faillirait perdrait certainement ses clients. Parfois même, ses talents d'avocat lui permettent non seulement de maintenir, mais d'étendre ses liens de clientèle.

LE BARREAU, LA CLIENTÈLE ET LA POLITIQUE

Menaechme ¹ est loin de constituer un cas isolé. Plusieurs textes ² nous montrent que les patrons sont attentifs à prodiguer leurs soins à leurs clients et à plaider pour eux ³.

La clientèle, si elle se transmet de façon héréditaire, n'est pas en effet perpétuelle. Le client demeure un homme libre, qui peut quitter son patron ou en changer s'il estime qu'il ne lui est pas venu en aide au moment opportun. Nous avons vu que Marius n'hésite pas à se séparer de ses patrons ⁴. Un autre épisode de sa vie nous montre qu'à la fin du II^e siècle, patrons et clients respectent toujours la vieille prescription leur interdisant de porter témoignage les uns contre les autres ⁵. Marius est accusé de corruption électorale à l'occasion de son élection à la préture, et un de ses anciens patrons, C. Herennius, est cité comme témoin à charge lors de son procès. Mais ce dernier refuse de déposer contre son client, au nom de l'antique devoir.

L'assistance judiciaire peut aussi servir à faire naître des relations de clientèle : c'est une bonne occasion pour ceux qui ont "la manie de vouloir augmenter sans cesse le nombre de leurs clients", comme le dit Plaute ⁶.

¹ CICÉRON, *Brutus*, XXV, 97.

² PLAUTE, *Asinaria*, 870-872.

³ CICÉRON, *La vieillesse*, X, 32.

⁴ Cf. *supra*.

⁵ PLUTARQUE, *Marius*, V, 4-5. Cf. E. DENIAUX, "Un problème de clientèle : Marius et les Herennii", dans : *Philologus*, 117 (1973), 191.

⁶ Cf. *supra*, p. 142.

Cicéron, dont la réputation n'est plus à faire, rapporte qu'aux III^e et II^e siècles plusieurs magistrats les plus hauts placés – notamment les grands pontifes * – utilisaient leurs connaissances juridiques pour étendre le cercle de leurs obligés ¹.

L'activité judiciaire s'intègre donc dans un ensemble de services demandés à des personnages qui jouent exactement le rôle de ceux que nous appellerions des notables (nous verrons d'ailleurs à la fin de ce livre que le milieu des notables est très propice à la manifestation de liens clientélares).

[p. 148]

Mais elle s'inscrit dans un contexte d'ordre politique. D'abord parce qu'en échange de ces services, le patron attend de son client qu'il lui accorde ses suffrages. Ensuite parce que ce que nous appelions tout à l'heure les procès publics sont en réalité la plupart du temps des procès politiques. Quelques explications s'imposent à ce sujet. Les chefs d'accusation les plus fréquents sont les crimes commis contre le peuple : exactions dans les provinces, détournements de fonds publics, trahison, corruption lors d'une élection à une magistrature, violence ou meurtre. Il n'est nullement exceptionnel pour un homme politique de devoir répondre de ses actes devant ces tribunaux d'exception : c'est plutôt le contraire qui est fort rare. L'austère Caton lui-même doit s'y soumettre quarante-quatre fois et est toujours acquitté. Ces procès concernent donc au premier chef les membres de la classe dirigeante. Les accusés sont fréquemment des anciens magistrats, les juges, des sénateurs ou des chevaliers, et les avocats comptent dans leurs rangs les plus brillantes personnalités du barreau, souvent eux aussi hommes politiques, comme Cicéron. À l'heure actuelle, la mise en cause d'un homme politique devant une juridiction demeure exceptionnelle et cause de scandale. À Rome, elle est courante, mais l'auditoire ne s'en lasse pas non plus : ces procès font partie de l'"état-spectacle" romain. Ils constituent aussi la contrepartie d'une vie politique réduite dans ses possibilités d'expression. Les plaidoiries des orateurs remplacent les débats qui ne peuvent s'ouvrir aux comices ; même les non-citoyens, les femmes et les esclaves peuvent y assister. Enfin c'est un des très rares moments où la responsabilité d'un magistrat pour les actes qu'il a accomplis durant son temps de fonction peut être mise en œuvre autrement que de façon théorique. Les juridictions dont nous parlons n'ont donc rien à voir avec notre Cour de Sécurité de l'État : leur existence et leur activité s'explique par la forme particulière du système de gouvernement romain.

Politiques, ces procès sont donc aussi un spectacle. Chaque magistrat est libre d'ériger son tribunal où il veut dans l'enceinte du Comitium et du Forum ². Conformément aux vieux principes, c'est d'une installation rudimentaire et provisoire qu'il s'agit. Une estrade de bois dressée en plein air où prennent place le

* Ce n'est qu'à la fin de la République que se rompent les liens entre les juristes et les collègues de prêtres.

¹ CICÉRON, *L'orateur*, III, 33, 133-134.

² Cf. *supra*, p. 84-85.

magistrat, ses assesseurs, scribes et huissiers ; puis des bancs où s'assoient les jurés, et de chaque côté du tribunal d'autres bancs pour la défense, l'accusation, les témoins. Le public se tient debout, ce qui lui permet de circuler d'un tribunal à l'autre, car les jours d'affluence, une dizaine de juridictions peuvent fonctionner en même temps. Remarquons bien la parenté évidente, au niveau de l'agencement et de la nature des installations, qui existe entre ces tribunaux et les jeux de gladiateurs qu'on donne sur ce même forum...¹ Car il s'agit bien d'un spectacle. Les accusés portent le deuil et sont entourés de leur famille, amis et clients. Quand Cicéron termine son plaidoyer pour un de ses clients, c'est vraiment sur la corde sensible qu'il joue en suppliant les juges de ne pas rester insensibles à l'affliction du fils de l'accusé².

[p. 149]

Nous sommes réellement au théâtre. Les magistrats et les juges, qui sont souvent de très importants personnages, arrivent eux aussi soutenus par leur public. Les avocats ont leur claque et leurs inconditionnels. On appelle le cercle qui les entoure lorsqu'ils plaident la "couronne" (*corona*) ... Tels des *divas*, la parole leur manque si cette couronne se restreint : Cicéron nous le dit du moins de Brutus³. C'est bien plus du public que des jurés qu'ils s'occupent.

Ces procès à grand spectacle dont rêveraient nos chroniqueurs judiciaires sont un point de passage quasi obligatoire pour ceux que tentent les carrières politiques. Les jeunes nobles d'abord, qui font leurs premières armes en essayant de provoquer la chute d'un homme politique célèbre, adversaire de leur clan. Ils se font ainsi connaître du peuple et des milieux dirigeants⁴ : bien des jeunes gens commencent leur carrière politique en dirigeant une accusation vers l'âge de vingt ans⁵.

On voit par là combien sont étroits les liens entre l'activité judiciaire et la compétition politique. L'orateur victorieux devient populaire. Il augmente aussi son crédit personnel, ce qui est fondamental dans un système politique où tout repose sur la personnalité des hommes politiques. Il peut en effet espérer attirer à lui de nombreux clients, qui ont constaté son talent, et misent sur lui. Il peut aussi s'être fait remarquer par des hommes puissants, vieux routiers de la politique, et bénéficier de leur patronage.

Ce genre d'exercice oratoire est encore plus important pour les parvenus de la politique, ceux qui n'appartiennent pas de naissance⁶ aux cercles dirigeants, et pour lesquels tout reste à faire⁷.

¹ *Ibid.*

² CICÉRON, *Pour Flaccus*, 106.

³ CICÉRON, *Brutus*, 192.

⁴ POLYBE, XXXI, 29, 8-10

⁵ POLYBE, XXXI, 23-11.

⁶ TITE-LIVE, XXII, 26, 2-4.

⁷ CICÉRON, *L'orateur*, III, 33, 1351.

Mais pour certains, l'utilité des liens de clientèle peut se situer à un autre niveau : celui du service politique proprement dit, le patron servant d'appui efficace dans la course aux magistratures supérieures. Plus le poste convoité est élevé, plus il faut bénéficier de recommandations de poids émanant de personnalités importantes. Répétons-le, la part du prestige personnel et des appuis est déterminante.

LA CLIENTÈLE DANS LA COURSE AU POUVOIR

Nous savons que n'entrent pas seulement dans les liens clientélares de pauvres hères en quête de leur pain quotidien. Ceux qui ne possèdent pas de naissance un grand nom et des appuis sûrs doivent y recourir : être client n'est pas un titre, mais peut constituer un tremplin politique, à condition de bien choisir son patron. Disons que les rapports de clientèle jouent alors le rôle tenu aujourd'hui par la propagande électorale et ses divers supports publicitaires.

Tel est par exemple le cas de Marius. Avant de devenir un des chefs de file du parti populaire et de rompre avec les règles du jeu traditionnel, il suit les filières classiques. En 119, son patron Caecilius Metellus est élu consul. Il fait aussitôt élire son protégé au tribunat de la plèbe, conformément à la tactique [p. 150] bien connue chère aux patriciens, qui consistait à disposer d'hommes sûrs parmi les tribuns de la plèbe ¹.

Mais contre toute attente, la situation va se gâter rapidement entre Marius et son patron. Marius en effet se met en tête de faire respecter les lois qui avaient institué le secret du vote. Ce secret n'était guère respecté. Les hommes de main des nobles montaient sur les passerelles conduisant les votants de l'enclos électoral à la tribune où se trouvait l'urne, et contrôlaient leurs tablettes de vote. Aussi Marius propose-t-il une loi ordonnant le rétrécissement de ces passerelles, de façon à ce que seul l'électeur puisse s'y tenir, et ne soit influencé par personne. Naturellement, le consul Cotta, collègue de Metellus, s'oppose au projet de Marius, qui n'hésite pas... et le fait mettre en prison, afin de pouvoir faire voter sa loi. Cette conduite scandaleuse conduit à la rupture des liens qui l'unissent à Metellus ².

Mais Marius va payer cher ses velléités d'indépendance. Car la suite des événements montre *a contrario* combien la protection d'un patron est utile dans la vie politique. Marius est battu deux fois de suite aux élections à l'édilité, et en

¹ "Il (Marius) obtint le tribunat grâce à l'appui de Caecilius Metellus, à la famille de qui il était attaché depuis toujours, comme ses ancêtres" (PLUTARQUE, *Marius*, IV, 1.).

² *Ibid.*, 4, 6.

116, trois ans après la rupture avec son patron, il est accusé devant les tribunaux d'avoir pratiqué la corruption électorale lors de son élection à la préture. Nous apprenons à l'occasion de son procès que les liens de clientèle se dissolvent à partir du moment où le client est nommé à une magistrature supérieure ¹.

Les travaux des historiens confirment ces dires ² : à une exception près, l'étude de l'usage que font les textes du mot *cliens* permet de constater que ce terme n'était pas employé sous la République pour qualifier un magistrat qui avait exercé la préture. Inversement, le magistrat qui n'est pas parvenu à ce degré n'est pas dégagé des liens de clientèle dans lesquels il peut éventuellement se trouver.

Cette précision est importante, car elle permet de mesurer la promotion qu'un homme politique est en droit d'attendre de la clientèle. Pour mieux le saisir, nous pouvons tenter une comparaison avec les carrières politiques actuelles. Les postes auxquels l'influence d'un patron peut conduire correspondraient à peu près à ce que sont pour nous les secrétariats d'État et les portefeuilles ministériels mineurs : anciens combattants, affaires culturelles, etc. Au-delà commencent les fonctions de tout premier plan. Celui qui y est candidat doit avoir atteint une envergure suffisante pour ne plus se reposer sur les relations de supérieur à inférieur que sont les rapports de clientèle. Les patrons sont alors remplacés par les "amis", ce qui est tout différent : on traite avec des amis sur le pied d'une relative égalité, on conclut des alliances, qui ne sont point définitives, et n'entraînent pas la sujétion. En politique, s'affranchir des liens de clientèle, c'est devenir adulte. Mais sans eux, il est bien difficile d'atteindre au point où l'on devient capable de voler de ses propres ailes, et d'avoir soi-même ses propres clients...

On voit donc que la relation de clientèle offre un champ très [p. 151] large d'avantages pour celui qui décide d'y entrer : depuis l'humble nourriture quotidienne jusqu'au seuil des premières charges de l'État. Il n'est point étonnant qu'y correspondent un certain nombre d'obligations vis-à-vis des patrons.

AU BONHEUR DES PATRONS

Comme les clients, les patrons peuvent attendre de ces liens la satisfaction de certains intérêts d'ordre économique ou judiciaire. *A priori*, cela peut nous surprendre, car la puissance et la richesse ne sont-elles pas du côté du patron ? Force est de constater que même si ces avantages demeurent relativement accessoires, ils existent néanmoins. Nous avons vu qu'à la fin du III^e siècle, plusieurs lois interviennent pour limiter ou supprimer les sommes d'argent ou les "cadeaux" que les patrons exigeaient de leurs clients ³. Nous avons aussi quelques

¹ *Ibid.*, 5, 8-9.

² Cf. E. DENIAUX, *op. cit.*, 1897.

³ Cf. *supra*, p. 139.

exemples de situation où les clients, comme ceux de Scipion en 187, aident leur patron à réunir le montant des amendes auxquelles le tribunal les a condamnés. Dans le domaine judiciaire, nous savons par ailleurs que les clients doivent s'abstenir de porter témoignage contre leurs patrons ou de les accuser, ce qui est bien la moindre des choses.

Ce n'est évidemment pas là que l'essentiel se situe. Ce que le patron attend avant tout de son client, ce sont des services d'ordre politique, de nature et de niveaux très variés. Car il est évident qu'on ne peut demander la même chose à un pauvre plébéien ou à ceux que nous nommerons des bourgeois.

Dans ce système politique romain où *l'apparence* compte tant, il n'est pas rare, dès le second siècle, de voir les clients utilisés à titre purement psychologique, nous dirons comme "poudre aux yeux". L'homme politique engagé dans une affaire délicate, ou dont l'honnêteté est mise en cause, va les appeler à sa rescousse pour que leur nombre impressionne le bon peuple, et aussi ses adversaires. Le procédé sera habituel à l'époque de Cicéron. Mais nous voyons déjà Scipion l'Africain l'employer. Le vainqueur de Zama doit faire face à une accusation de vénalité portée contre lui à l'initiative de la fraction conservatrice du Sénat, inquiète du trop grand prestige dont jouissait Scipion après qu'il eût écrasé Hannibal. Or, que fait Scipion au moment où il va devoir se défendre devant l'assemblée :

"Au milieu d'un nombreux cortège d'amis et de clients, après avoir été cité, l'accusé (Scipion) traverse la foule, arrive à la tribune, et l'on fait silence... ¹"

Ayant d'emblée impressionné l'auditoire par le déploiement des troupes de ses obligés, Scipion arrive par la suite à se gagner la faveur de la foule, sans même avoir à répondre de façon précise aux accusations qui pesaient contre lui.

[p. 152]

Mais l'utilisation des clients au sein des assemblées politiques s'effectue aussi et surtout selon des modalités plus concrètes.

L'organisation censitaire des comices centuriates permet aux riches de les dominer sans trop de problèmes. Surtout dans les tribus rurales, où l'on prend en compte la richesse totale d'un individu, et non pas seulement la valeur isolée de sa propriété située dans une de ces tribus. Un riche homme d'affaires résidant à Rome et possédant seulement un petit domaine dans la campagne environnante peut être inscrit dans les centuries de première classe de la tribu correspondante. Cependant, même si le besoin en suffrages est là moins important, le vote des clients doit intervenir dans une certaine mesure. Les clients riches dont nous a

¹ TITE-LIVE, XXXVIII, 51, 6.

parlé ¹ Plaute doivent bénéficier d'un classement avantageux. C'est aussi le cas de la minorité d'affranchis parvenus à une certaine aisance : jusqu'à la réforme de 169 qui les contraint à tous s'inscrire dans les tribus urbaines, ceux qui possèdent une propriété foncière ont pu s'inscrire dans une tribu rurale.

Mais c'est surtout dans les assemblées tributes que les clients sont utiles. D'abord parce que les clients pauvres sont les plus nombreux : ils ne servent donc guère dans les comices centuriates, où les suffrages des riches sont surévalués. Ensuite parce que les comices tributes sont de plus en plus dominés par des intérêts urbains (nous avons déjà mesuré le poids de la Ville sur la campagne ²), ce qui fait le jeu de la noblesse qui les contrôle de mieux en mieux en y étendant ses clientèles. Il existe à vrai dire d'autres moyens que la clientèle pour peser sur ces assemblées, qui annoncent l'influence déterminante qu'auront au siècle suivant les grands chefs militaires sur le déroulement de la vie politique. Des signes certains montrent que les généraux peuvent jouer de l'influence de leurs soldats démobilisés au sein des comices, et en vertu de la solidarité née sur les champs de bataille, s'estimer en droit de leur dicter leurs votes. Ce qui, semble-t-il, ne va pas automatiquement de soi pour les soldats lorsqu'ils n'ont pas gardé un très bon souvenir de leur général. Un exemple concret nous permet de bien saisir la portée du principe... et ses limites. En 167, Paul Émile entend faire voter par les comices la loi qui va lui décerner le triomphe, consécration honorifique d'une victoire militaire, qui ajoute au prestige de l'homme politique à cette époque où carrières politiques et militaires sont extrêmement liées. Paul Émile n'est pas en l'occurrence présomptueux : sa campagne de Macédoine vaut bien cela. Mais il a fait régner dans ses légions une dure discipline, et il n'y dispose pas que d'électeurs bienveillants. Parmi les mécontents, un tribun de la seconde légion, Ser. Sulpicius Galba n'hésite pas à s'opposer à son ancien commandant en chef et à haranguer en ce sens les comices :

"Ils (les soldats) devaient, disait-il, se venger de l'orgueil et de la dureté de leur général en faisant rejeter la proposition relative à son triomphe. La plèbe se conformerait au jugement des soldats. ³"

[p. 153]

Impressionnés, les premiers électeurs commencent à voter contre le triomphe. Les grands personnages se mettent alors à sermonner les tribuns pour qu'ils se montrent plus coopératifs. Et surtout Paul Émile, furieux, tance vigoureusement ses soldats, venus en si grand nombre voter dans la cour du Capitole qu'aucun

¹ Cf. *supra*, p. 142.

² Cf. *supra*, p. 110 *sq.*

³ TITE-LIVE, XLV, 35, 8-9.

autre électeur ne peut y pénétrer : tout est donc entre leurs mains. Aussi Paul Émile ne lésine-t-il pas sur les moyens :

"Quant à moi, soldats, je vais descendre parmi vous, je suivrai chacun quand il ira donner sa voix ^{*}, et je signalerai les méchants et les ingrats qui, refusant de se laisser guider par leur général ^{**}, trouvent qu'il doit, pour obtenir leur faveur, devenir l'esclave de leurs caprices. ¹"

Après cet énergique discours, les tribus votent le triomphe à l'unanimité.

Ce texte nous apprend beaucoup sur les mentalités politiques. Remarquons d'abord que la plèbe urbaine paraît être facilement entraînée par le vote des soldats, dont la seule mobilisation électorale fournit déjà des effectifs de votants considérables, puisque la cour du Capitole (un espace à vrai dire restreint) est ici bondée. D'autre part, nous constatons que pour Paul Émile, et sans doute ceux de son rang, le champ de bataille et les comices forment un tout : ses soldats, bien que démobilisés, restent "ses" hommes, ils doivent continuer à lui obéir et lui donner leurs suffrages (nous verrons plus loin que Cicéron, un siècle plus tard, témoignera d'un état d'esprit similaire chez les soldats de son époque). Le texte ² montre une fois de plus la puissance du facteur *personnel* : au début des opérations de vote, la situation se présente mal pour Paul Émile, mais, aidé par ceux de sa classe (les "personnages importants"), il parvient assez facilement à la retourner en sa faveur par la seule menace de son intervention. Enfin, nous sommes mieux renseignés sur les modalités concrètes selon lesquelles les hommes politiques exercent leur contrôle sur le vote de leurs affidés avant le vote des lois tabellaires (nous sommes en 167) : Paul Émile va suivre chaque électeur pour pouvoir entendre son choix, et désignera (*notare*) ceux qui se prononceraient contre ses consignes de vote.

La scène est d'une ambiance très "stalinienne". Car l'individu ainsi visé, à la suite de cette dénonciation publique effectuée devant les hommes les plus puissants de la cité, doit certainement s'attendre à ce que son courage électoral entraîne pour lui les plus fâcheuses conséquences.

Ces pratiques posent une question essentielle pour la période postérieure au vote des lois tabellaires instituant le suffrage écrit. Comment les patrons peuvent-ils contrôler le vote de leurs clients ? Car si le suffrage est réellement devenu secret, à quoi sert d'avoir des clients, qui peuvent très bien abuser leur patron et voter dans un sens contraire à ses consignes... Nous [p. 154] avons vu ³ que

* Nous sommes encore à l'époque du suffrage oral.

** Admirons l'euphémisme...

¹ *Ibid.*, 39-20.

² Cf. *infra*, p. 167.

³ Cf. *supra*.

l'exiguïté de l'espace réservé aux opérations de vote laisse la possibilité aux patrons d'organiser toute une série de filtrages préliminaires des électeurs. Mais même à l'intérieur de l'enceinte électorale, les moyens existent de faire "bien" voter.

A	B	C	D
Votant	<i>Custos</i> donnant la <i>tabella</i>	votant	Estrade où se trouve l'urne électorale

Passerelle jouant le rôle d'isoloir

COMMENT L'ON VOTE BIEN

Quels sont donc ces procédés qui font que l'institution du suffrage écrit n'a pas pour corollaire celle du vote secret ? Pour le comprendre, nous devons essayer de nous représenter au mieux la façon dont se déroulent les opérations de vote.

Les données dont nous disposons sont à vrai dire fort maigres. Une pièce de monnaie de la fin du II^e siècle (le denier de Licinius Nerva) nous fournit une micro-image, qui ne prétend sans doute pas rendre compte de l'opération de vote avec toute l'exactitude voulue. Nous sommes cependant forcés de nous en contenter, aidés par quelques textes. Ce dernier nous montre trois personnages représentés schématiquement par le croquis ci-dessous :

[p. 155]

Le déroulement des opérations, qui apparaît uniquement ici sous sa forme spatiale, correspond en réalité à une succession chronologique. A est un votant qui s'engage sur la passerelle le conduisant de l'enclos électoral où sont regroupés tous les électeurs jusqu'à l'urne où il déposera sa tablette de vote. Parvenu au milieu de la passerelle, il reçoit cette tablette de B, qui est un personnage situé en contrebas, au niveau du sol, ce qui oblige à se pencher. Il s'agit là d'une précaution destinée à éviter les fraudes. B est un "gardien" (*custos*), sorte de scrutateur dont le rôle est de présenter sa tablette à chaque votant. Car si chacun disposait de son bulletin avant de monter sur la passerelle, qui joue le rôle d'isoloir, il se trouverait dans la foule des électeurs, et beaucoup plus vulnérable aux pressions : on pourrait craindre qu'il n'exprime son suffrage sous la contrainte. Grâce à l'intervention du *custos* notre votant ne rédige sa tablette qu'une fois sur la passerelle. Après quoi, parvenu dans la position illustrée par le personnage C, il la dépose dans l'urne posée sur l'estrade où siège le président de l'assemblée, entouré de ses assesseurs. Cette description convient parfaitement aux assemblées judiciaires ou législatives, où le votant n'a qu'à écrire "oui" ou "non" sur sa tablette. Mais ce système est impraticable pour les comices électoraux, où il est nécessaire d'écrire plusieurs noms sur la tablette. Ce qui prendrait trop de temps à notre votant juché sur sa passerelle, et ne serait de toute façon guère commode. Il faut bien dire que nous ne savons pas exactement comment les choses se passaient dans ce type de consultations électorales. Supposer que le votant reçoit sa tablette toute rédigée du *custos* serait aller à l'encontre de la logique du système tabellaire, qui se proposait d'instituer le secret du vote. Dans l'incertitude à laquelle nous contrainst le silence des textes, nous sommes réduits à extrapoler. Nous possédons le règlement électoral de la colonie de Heba (*Tabula Hebana*, la Table de Heba), située en pays étrusque, au sud de Vetulonia. Il date de 19 ap. J.-C. D'après ce document, le personnel du bureau électoral doit disposer à l'endroit où il est le

plus commode de les lire autant de tablettes que nécessaire où sont inscrits les noms des candidats. L'électeur n'a qu'à choisir parmi ces tablettes celle qui correspond au choix qu'il entend faire. Le secret du vote n'est évidemment guère garanti dans un tel système, car les tablettes sont visiblement situées à un endroit où tout le monde peut les lire, et donc connaître les noms inscrits sur celle choisie par l'électeur, sauf à supposer que les bulletins portant le nom des candidats étaient mélangés dans le tas mis à la disposition du votant. Nous ne savons pas si l'on vote à Rome comme dans cette petite bourgade. Ce n'est toutefois pas impossible, dans la mesure où la Table de Heba fait à diverses reprises référence aux normes instituées par les consuls romains : on peut raisonnablement penser, sans être en mesure de le prouver, que le règlement de Heba s'en inspirait.

De toute façon, les électeurs qui participent aux assemblées judiciaires et législatives restent exposés à de nombreuses pressions.

[p. 156]

Un texte de Cicéron nous donne quelques détails sur les pratiques qui tournent le secret du vote ¹.

Il fait nettement allusion aux divers moyens dont disposent les hommes politiques pour faire connaître ce que les votants ont inscrit sur leurs tablettes : coup d'œil jeté sur le bulletin de vote, questions posées aux électeurs sur leur suffrage, interpellation. Ces pratiques semblent être devenues si courantes que le suffrage écrit n'est plus secret, d'où le vote des lois auxquelles fait allusion Cicéron qui s'efforcent de rendre sa cohérence au système tabellaire. Nous savons aussi que Marius intervient contre ce dévoiement : la loi dont le vote lui vaut la rupture avec ses patrons ordonne le rétrécissement des passerelles. En limitant leur accès à une seule file de votants, Marius tente d'empêcher que des individus se trouvent à côté des votants au moment où ils écrivent leurs suffrages, et tentent de les solliciter ou de les intimider. Qui sont ces personnages susceptibles de contrôler les bulletins de vote ? Cicéron parle des "gens de bien" et des "personnages très puissants" (*boni gravissimi cives* ²). Ils n'ont sans doute rien à voir avec les rabatteurs dont se servait Scipion ³, et leurs méthodes doivent mettre en jeu plus l'intimidation que la violence physique, laissée à la canaille ⁴.

Il s'agit sans doute des nobles les plus en vue. La coutume est que chacun d'entre eux doit avoir assez de crédit personnel pour disposer sans aide supplémentaire des suffrages des membres de sa propre tribu. Ils sont simplement aidés par un personnel d'élite, les curateurs et les diviseurs (*curatores* et *divisores tribuum*) qui contrôlent la répartition des citoyens dans les classes censitaires des tribus... et distribuent tout à fait officiellement les "cadeaux" faits par les hommes politiques aux électeurs de leur tribu. Ces individus appartiennent eux aussi aux

¹ CICÉRON, *Les lois*, III, 38-39.

² CICÉRON, *Les lois*, III, 15, 33 ; 34 ; 39 ; 17, 38.

³ Cf. *supra*.

⁴ CICÉRON, *Les lois*, III, 17, 39.

milieux aisés de la population. Mais les "gardiens" des élections occupent également une place de choix pour influencer les suffrages : ce sont eux qui se tiennent près de la passerelle conduisant à l'urne électorale, tendent sa tablette au votant et participent au dépouillement des bulletins. Or ces "gardiens" sont choisis sur une liste de neuf cents sénateurs et chevaliers et forment un véritable corps constitué. C'est grâce à eux que les hommes politiques peuvent exercer leur contrôle sur les unités électorales autres que les leurs, car ils ne sont jamais affectés à la surveillance de celle à laquelle ils appartiennent.

Notre électeur a en fin de compte bien de la chance si, ballotté entre ces différents personnages, il peut parvenir à déposer sa tablette dans l'urne sans au moins avoir subi une tentative d'intimidation...

L'introduction du vote écrit constitue sans doute un progrès dans les garanties de la liberté électorale. Mais la confondre avec celle du secret du vote serait se leurrer. Dans un monde où le prestige personnel compte tant et où la police et les recours judiciaires contre les puissants sont inexistantes, il faut beaucoup de courage à un pauvre citoyen pour oser délibérément affronter ces princes de la cité qui rôdent dans les comices peuplés de leurs acolytes. C'est pourquoi, comme le dit Cicé-[p. 157] ron, le peuple se retourne prudemment vers eux avant de se diriger vers l'urne, pour savoir comment il va falloir "bien", voter... Ce qui vaut pour le peuple joue *a fortiori* dans le cas des clients. Ceux-ci sont d'autant plus liés par l'obligation de vote envers leurs patrons qu'ils savent que leur tablette ne les met nullement à l'abri des divers moyens de contrôle dont disposent leurs maîtres.

En dépit de réformes dont l'intention est démocratique, Rome s'éloigne donc de plus en plus de toute solution de ce type. Entre les Gracques (130 av. J.-C.) et Sylla (80 av. J.-C.), les jeux sont faits : Rome sera une monarchie impériale. Si l'aristocratie s'est suicidée au niveau politique (car la fortune de la caste sénatoriale restera immense), au moins aura-t-elle eu la consolation de ne pas le faire au profit d'un peuple en qui elle a toujours vu une plèbe, malgré les déclarations pleines d'emphase de ses orateurs. Emphase qui va de pair avec une duplicité parfois sans limite. Cicéron est orfèvre en la matière : citons-le encore une fois. Notre homme s'emploie à faire échec à un projet de réforme agraire destiné à renvoyer aux champs une partie de la plèbe urbaine dont l'affluence congestionne la capitale. Un tribun avait usé d'un qualificatif peu aimable à l'endroit de cette plèbe. Cicéron saute sur l'occasion et porte aux nues cette plèbe pour laquelle il n'a que mépris. Écoutons-le :

*"Et voilà, sans nul doute, la raison qui a fait dire dans le Sénat à ce tribun de la plèbe que la plèbe urbaine avait trop d'importance dans l'état, et qu'il fallait "en vider la ville". C'est le mot dont il s'est servi, comme s'il parlait d'un égout (sentina), et non d'une classe d'excellents citoyens (optimorum civium genere)."*¹

¹ CICÉRON, *La loi agraire*, II, 70, 71.

Or au même moment où notre bon apôtre fait patte douce aux comices, il écrit aussi à son vieil ami Atticus, et lui dit textuellement (car il est sûr que là personne ne l'écoute) qu'il est d'avis qu'il faut effectivement "vider cet égout de la ville (*sentinam urbis exhaurire*) ¹". Les mots sont rigoureusement les mêmes que ceux qu'il dénonce au Forum... Celui qui se vante, en privé, de son "armée de riches" ² ne peut, il est vrai, éprouver que mépris pour la "misérable populace, à demi affamée, qui assiste aux grandes assemblées et qui, tel un vampire, se nourrit du sang du trésor" ³". Comment pourrait-il être démocrate ? Ce que nous appelons le "peuple" n'est pour lui que la populace, des "artisans et des boutiquiers et toute racaille semblable" ⁴". Les démocraties grecques n'ont-elles pas été minées par "la licence et la liberté sans frein des assemblées" ? Cicéron condamne le fondement même du régime démocratique, le principe majoritaire (seule une élite a le "sens du peuple" et de ce qui lui convient) : "... la plus grande puissance ne doit pas être aux mains du plus grand peuple" ⁵".

[p. 158] Ne nous étonnons donc pas que le milieu dont Cicéron a constamment fait effort pour forcer l'entrée n'hésite pas à violer délibérément les lois votées par ce peuple qu'il affecte de chérir. Le détournement des lois tabellaires n'est que la suite de la longue série de trucages des institutions dont dès l'époque royale leurs ancêtres se montrèrent familiers. Les relations de clientèle sont elles aussi une de leurs meilleures armes dans le combat presque toujours victorieux que les dirigeants romains menèrent contre les tentatives de démocratisation de la vie politique. Comme les étoiles qui meurent, elles brillent au second siècle d'un éclat particulièrement vif, dernier défi d'une aristocratie entrée en agonie.

Le siècle de fer des Sylla, Pompée et César, est celui de ses ultimes soubresauts face aux nouveaux seigneurs de la guerre.

¹ CICÉRON, *A Atticus*, I, 19, 4.

² *Ibid.*

* Allusion caricaturale aux distributions de nourriture à la plèbe.

³ *Ibid.*, 16, 11.

⁴ CICÉRON, *Pour Flaccus*, 15-18.

⁵ CICÉRON, *La République*, I, 43 ; II, 39, 57.

[p. 159]

CHAPITRE VI – LES SEIGNEURS DE LA GUERRE

"Que les armes cèdent à la toge !"
CICÉRON

LES PORTES DU TEMPLE DE JANUS

[Retour à la table des matières](#)

Les dictatures grandissent à l'ombre des armes. Un siècle avant la naissance du Christ, les seigneurs de la guerre retournent contre Rome le fer de ses légions. Les hommes implorent alors les dieux, ainsi qu'ils le font quand la souffrance et la mort leur semblent trop exigeantes. On ouvre les portes du temple de Janus, qui a régné au temps de l'âge d'or. Car il y a bien longtemps, il a arrêté les Sabins qui montaient à l'assaut du Capitole, la montagne sacrée, en faisant jaillir devant eux une source d'eau bouillante. Depuis, son regard qui porte partout – puisque son visage est double – veille sur les Romains. Quand ceux-ci entrent en guerre, ils ouvrent les portes de son temple pour lui permettre de mieux les secourir. Mais il faudra attendre longtemps avant que le dernier des seigneurs de la guerre, Auguste, puisse les fermer. Pendant un siècle, Rome est en proie aux démons que l'obstination de ses dirigeants a imprudemment réveillés. Violant les vieux tabous, les soldats en armes entrent dans la ville et y massacrent les citoyens. Purges, procès, proscriptions se succèdent au gré des victoires éphémères des généraux putschistes : Cicéron y laissera la vie sur un chemin poussiéreux de la campagne napolitaine. La violence est partout : le pouvoir est à prendre, et ce n'est plus dans les urnes, mais dans la rue que son sort se joue. Car ce n'est plus seulement la société qui est bloquée : le système politique lui-même, en proie à trop de tensions contradictoires, vole en éclats. Dans cet embrasement, les luttes de clan de l'oligarchie ne servent à rien d'autre qu'à différer de peu sa fin. Elle entraînera avec elle ses instruments de domination, notamment les rapports clientélares, qui

perdent avec l'instauration de l'Empire leur signification politique. Comment les armées de la République devinrent-elles ses fossoyeurs ?

[p. 160]

L'ARMÉE A-T-ELLE TRAHI ?

La question est d'importance ¹, car *a priori* rien ne laisse supposer que Rome doive se méfier de ses soldats, qui l'ont portée au faite de sa puissance. Les groupes de pression contre lesquels luttent les oligarques rassemblent plus les banquiers et trafiquants prospérant à l'ombre des sociétés financières, qu'ils n'agitent le peuple des casernes. Pourtant, une pléiade d'auteurs modernes ont soutenu qu'au dernier siècle de la République, les armées se sont muées en vastes clientèles collectives de leurs généraux : au soldat-citoyen se serait mystérieusement substitué un soldat-client. Toute une série d'arguments montrent qu'en réalité le lien – effectivement nouveau – qui se forge à cette époque entre le soldat et son chef ne peut être réduit à un rapport de "clientèle militaire". Il reste à se demander ce qui a changé dans ce monde militaire mis en accusation. La fidélité au commandant en chef est loin de constituer en elle-même une nouveauté. Le simple bon sens l'indique. Prendrait-on pour des insoumis les légionnaires qui ont conquis le monde ? L'extension dans l'espace des champs de bataille et leur éloignement de la capitale ne font qu'accentuer cette nécessité. Coupé des organes détenteurs de l'autorité civile dont messages et nouvelles mettent de plus en plus de temps à lui parvenir, le soldat est livré à celui qui représente pour lui cette autorité : son commandant en chef. Il prête bien un serment de fidélité, mais celui-ci l'engage vis-à-vis de l'État comme de son général. Nous avons sur sa teneur (au cours de la seconde guerre punique ²) des renseignements assez précis ³.

Les modalités de prestation du serment peuvent différer suivant les circonstances, mais l'essentiel demeure que c'est bien là le minimum qu'on puisse demander à un soldat. Rien n'évoque des soldats perdus dévoués corps et âmes à un quarteron de généraux rebelles. Or rien n'autorise à penser que le contenu du serment prêté par les soldats du dernier siècle de la République se soit beaucoup modifié.

En revanche, il est vrai qu'apparaît à cette époque un autre genre de serment, beaucoup plus inquiétant, car il peut servir de base à de véritables rébellions contre le gouvernement de la République.

¹ CF. N. ROULAND, *op. cit.* (*Pouvoir politique...*), 348-383.

² TITE-LIVE, XXII, 38, 3.

³ POLYBE, VI, 21, 1.

En 91 av. J.-C., M. Livius Drusus ¹ en donne l'exemple, bientôt imité par Sylla, Catilina, et surtout César et Octave.

Le Sénat n'a donc pas tort de s'alarmer de la multiplication de ces serments inhabituels : ils contiennent en germe l'aggravation et l'accélération d'un processus de personnalisation du pouvoir. Mais même s'ils bénéficient à des généraux, il serait erroné d'y voir des *serments militaires* : les soldats les prêtent peut-être, mais avec eux tous les civils...

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de l'attachement tout particulier porté par leurs troupes aux généraux de la fin de la République. Plusieurs textes montrent que les soldats ne semblent plus guère croire dans les idéaux civiques qui mobili-[p. 161] saient leurs pères ². Plutarque ³, en particulier, prononce un jugement sans appel ⁴ :

"... les généraux de cette époque, qui durent leur autorité à la force et non au mérite, et qui avaient besoin de leur armée pour s'entre-déchirer plutôt que de combattre l'ennemi de tous, furent forcés de transformer le général en un démagogue, et donc, dans la mesure où ils obtenaient les services de leurs soldats en leur donnant des sommes immodérées, destinées à être dépensées dans un train de vie luxueux, faisaient sans le vouloir de leur pays une chose à vendre, et d'eux-mêmes les esclaves des hommes les plus bas, afin de l'emporter sur les meilleurs. ⁵"

Affligeant tableau que celui de cette soldatesque dévoyée et corrompue, vendue à des généraux qui ne valent pas mieux ! Mais n'est-ce pas une caricature ? Et de toute façon, comment en est-on arrivé là ? Car si le pouvoir vacille à cause des tensions sociales, il ne va nullement de soi que les soldats aident à sa chute. Par vocation, les militaires n'aiment-ils pas l'ordre ?

¹ DIODORE DE SICILE, 37, 11 D (17 B).

² APPIEN, *Les guerres civiles*, V, 2, 17.

³ *Ibid.*, V, 2, 13.

⁴ *Ibid.*, 17.

⁵ PLUTARQUE, *Sylla*, XII, 7, 8.

DES SOLDATS PERDUS ?

N'accusons pas trop vite les soldats de succomber aux démons de l'époque et de faire passer l'argent avant la défense du régime. Car la solde est devenue dérisoire : 5 as (environ 1,50 F.F.) au temps de Marius, alors qu'un esclave employé comme manœuvre en gagne plus du double en un jour... La troupe attend donc du général ce que ne lui donne pas la République : gratifications, en argent ou en nature, terres, butins. Car en principe, le soldat n'a aucun droit à se servir lui-même. Le général seul décide de partager le butin entre ses hommes ou de le remettre au Trésor de l'État, ce à quoi l'incite évidemment le Sénat. Or c'est un fait que les généraux du 1^{er} siècle av. J.-C. font preuve d'une prodigalité croissante envers leurs troupes. À la fin du second siècle déjà, les soldats de Marius s'enrôlent lors de la guerre contre Jugurtha avec des idées bien arrêtées :

"... la plupart brûlaient du désir d'accompagner Marius. Ils se flattaient tous de s'enrichir par le butin, de rentrer victorieux dans leurs foyers, nourrissant mille autres espoirs semblables ; et le discours de Marius n'avait pas peu contribué à les enthousiasmer. ¹"

Ces espoirs ne seront pas déçus... ²

En 62, le plus humble des soldats de Pompée reçoit un minimum de 1 500 deniers (19 000 F.F.), soit l'équivalent en une seule fois de treize années de solde au temps de Marius. César ne sera pas en reste, et fera de l'armée le noyau de son "parti", lui apportant son soutien dans la plus complète indifférence vis-à-vis de la classe politique ou de la plèbe urbaine. Le dictateur y met le prix : après la guerre des Gaules, les soldats reçoivent [p. 162] vent 800 as (600 F.F.) et les officiers 4 000 (3 000 F.F.) ; dans les années 50, il décrète le doublement perpétuel de la solde ; lors de son triomphe de 46, il distribue à chacun de ses vétérans la somme fabuleuse de 6 000 deniers (72 000 F.F.) ... À ces gratifications en argent, il faut encore ajouter les dotations en terres, que nous étudierons plus loin. Comment ses soldats ne lui seraient-ils pas reconnaissants ³ ? Son assassinat ne freine en rien cette mise à l'encan. Car pour garder en main cette armée qu'il lègue à ses partisans, il faut continuer à l'enrichir. Aussi, entre 44 et 40 av. J.-C., s'opère une véritable redistribution des richesses : une partie considérable de la fortune italienne passe entre les mains d'un demi-million de soldats et vétérans.

¹ SALLUSTE, *La guerre contre Jugurtha*, LXXXIV, 3-4.

² *Ibid.*, LXXXVI, 1.

³ *Ibid.*, XCII, 2.

L'ensemble de ces données ne constitue cependant pas une explication suffisante du problème qui nous occupe. Au second siècle, la République est plus riche que jamais. L'aristocratie est assez prudente pour redouter les grands chefs militaires surtout s'ils sont victorieux : le semi-exil qu'elle impose à Scipion l'Africain après Zama montre bien qu'elle est sur ses gardes. Pourquoi donc a-t-elle laissé la solde à un niveau dérisoire, ce qui était le meilleur moyen de transformer les légionnaires en "soldats perdus", comme la suite des événements l'a bien montré ?

La solde n'est à vrai dire qu'un des éléments d'un problème beaucoup plus vaste. Jusqu'à la fin du second siècle, ce n'est pas pour elle que le soldat s'offre aux souffrances de la guerre. N'oublions pas que l'armée romaine, même composée de citoyens comme la nôtre, ne lui ressemble guère : elle reste censitaire. N'y figurent que ceux jouissant d'une fortune minimale. La solde n'est pas pour le soldat un salaire, mais une légère indemnité destinée à couvrir sa subsistance durant son temps de service. Il ne sert pas pour amasser un capital, qu'il possède déjà, mais parce que c'est un devoir civique, et parce qu'il a intérêt à défendre ses biens : nous savons que c'est la logique pragmatique du raisonnement censitaire ¹. L'armée romaine n'est pas composée que de magnats, mais elle ne comporte pas en tout cas de prolétaires. Pourquoi ceux qui ne participent pas – ou si peu – à la vie politique de la cité seraient-ils plus intégrés à son armée ? Pendant des siècles cette question a pris pour les Romains la forme d'une évidence qui la dispensait de recevoir une réponse. Mais à la fin du second siècle, cette certitude pétrie de bonne conscience commence à vaciller. Car les dieux de la guerre demandent toujours plus d'hommes : dominer la Méditerranée n'est plus la même affaire que tenir l'Italie. Marius est le premier à utiliser des soldats ² d'un type nouveau, et ses successeurs le jugent sévèrement :

"...il (Marius) enrôla aussitôt, contrairement à la loi et à l'usage, une foule d'indigents et d'esclaves. Jusqu'alors les généraux n'admettaient pas les gens de cette sorte et ne confiaient les armes, comme d'ailleurs tout autre privilège, qu'à ceux qu'ils jugeaient dignes de cet honneur, et dont la fortune était considérée comme une garantie. ³"

[p. 163]

Plutarque exagère. Marius n'enrôle pas d'esclaves, et la "foule" en question se limite à 5 ou 6 000 hommes. De toute façon il n'a guère le choix, car la guerre contre Jugurtha dure déjà depuis quatre ans sans beaucoup de résultats : les légions ont besoin d'hommes pour le défaire, ce qui se produit deux ans plus tard.

¹ Cf. *supra*, p. 28-29.

² Cf. C. NICOLET, *op. cit.* (*Le métier...*), 173-199.

³ PLUTARQUE, *Marius*, IX, 1.

Mais l'initiative de Marius brise de vieux tabous, même si elle ne concerne que des effectifs réduits. Car il fait appel à des volontaires : vétérans qu'il persuade de rempiler, mais aussi ceux que Plutarque nomme les "indigents". C'est-à-dire les individus dont les moyens sont trop faibles pour être recrutés dans l'armée censitaire traditionnelle. Or ils s'engagent pour longtemps : huit ou dix ans en moyenne. Pourquoi le font-ils ? Il y a peu de chances que ce soit par patriotisme : nous allons voir que souvent les nouvelles recrues proviennent de régions rurales peu romanisées. Le prestige du général joue sans doute. Mais surtout l'espoir du butin et des récompenses¹. Ce n'est donc pas parce que l'armée civique se transforme peu à peu en armée de métier qu'elle va trahir la République. Car une armée professionnelle n'est en soi ni un danger, ni une garantie pour l'État qui l'emploie (nous connaissons bien la dette contractée envers la Légion par la France lorsqu'elle pensait encore à garder ses colonies : c'est plus sur elle que sur les appelés de l'armée "nationale" qu'elle put se reposer. Même à l'heure actuelle, quand la France intervient en Afrique, ce n'est pas le contingent qu'elle y envoie. Mais à Rome, la pente suivie dès le début sera fatale au gouvernement).

S'ajoutent parfois à ces préoccupations contingentes des motifs plus abstraits. Quand les généraux le méritent, leurs soldats sont sensibles à leur charisme personnel : se mêle alors à la reconnaissance du ventre une part non négligeable d'estime, d'amour même, authentiquement personnels. Il n'y a rien là qui nous surprenne : toutes les armées du monde ont eu des chefs qui étaient particulièrement adulés par leurs troupes. Napoléon, digne annonciateur des carnages guerriers du XX^e siècle, n'était-il pas une sorte de dieu pour ses hommes : ils ne savaient guère pourquoi ils partaient mourir sous la neige russe, défense des idées de la République, construction d'un Empire ? Mais ils se vouaient à Napoléon, qui pour les en remercier saigna une France qui était depuis Louis XIV la nation la plus peuplée d'Europe. À Rome, César est le seigneur de la guerre qui suscite le plus grand attachement parmi ses troupes : d'une générosité jusqu'alors jamais égalée avec elles, il sait de surcroît en même temps les enivrer de la victoire, et ne jamais avoir recours à une discipline trop sévère. Leur chef assassiné, ces troupes vengeront sa mémoire en donnant leur appui à son héritier, le jeune Octave.

L'armée n'a donc pas trahi : on ne trahit que celui à qui on s'est promis. Or tel n'est pas le cas de nos nouveaux soldats : ils entrent dans l'armée par besoin matériel, pas pour la République. Ce sont les chefs qui trahissent : car jamais durant le dernier siècle de la République, même au plus fort des guerres civiles, un mouvement insurrectionnel n'est parti de la troupe ou [p. 164] de ses cadres. Elle suit seulement celui qui a su à la fois l'enrichir et se faire aimer d'elle. César raconte dans ses mémoires comment il réussit à entraîner ses troupes à sa suite au moment où il se transforme en général rebelle, et va franchir le Rubicon pour entamer sa marche sur Rome. D'après lui, il a fait appel au sens civique élevé de ses troupes pour leur montrer qu'en faisant ainsi, ils ne renversaient pas la

¹ PLUTARQUE, *Pompée*, II.

République, mais la sauvaient. Sans doute, il ne s'agit là que d'une justification *a posteriori* ; nous savons que César fut un des maîtres de la déformation historique. En réalité les soldats ont marché parce qu'ils étaient voués à leur chef beaucoup plus qu'à un régime en pleine décomposition, et aussi grâce à un quiproquo, croyant que César leur promettait à tous le cens équestre (400 000 sesterces, soit 1 200 000 F.F.) ¹.

Le lecteur objectera que la République eût pu éviter ces périls en décrétant la mobilisation générale, au moins dans les circonstances de nécessité extrême. C'est bien ce qu'elle fait : lors de la guerre contre l'Italie, entre 90 et 89, 150 000 hommes sont mobilisés ; 420 000 entre 49 et 31 lors des guerres civiles. Mais ces ponctions demeurent limitées à des levées exceptionnelles : le péril passé, l'armée reprend des dimensions normales. Il n'est pas question en effet de maintenir tout ce monde sous les armes pendant dix ans, comme c'est le cas pour les armées de métier. Et puis les recrues fournies par ces levées en masse ne sont pas d'une qualité exceptionnelle. Comme le dit Cicéron : "Jusqu'à présent, on n'a mobilisé de force que des gens qui ont horreur de combattre ²". Le recours aux armées de volontaires reste donc indispensable. Le résultat en est que dans les dernières décennies qui précèdent l'Empire, le citoyen romain a fait son adieu aux armes. Comment la République ne s'écroulerait-elle pas ? Elle n'a plus de soldats, et ses dirigeants ne savent ni ne veulent réformer ses institutions pour les adapter à la conquête qu'elle vient de réussir. La République sera vaincue non sur les champs de bataille, mais à Rome.

Les généraux disposent même d'un atout supplémentaire. Non seulement leurs hommes peuvent sans aucun scrupule de conscience leur être plus attachés qu'au gouvernement légal, mais ils sont en mesure de déployer à leur service une brutalité très efficace. Car ce n'est pas à la plèbe urbaine que s'adressent les sergents recruteurs pour trouver des volontaires : elle n'a guère envie de combattre, et souvent ceux d'entre elle qui s'enrôlent malgré tout deviennent des agitateurs excitant leurs camarades à la mutinerie. Certains moyens sont mis en œuvre pour prévenir de tels événements : officiers et soldats sont systématiquement fichés : " ... c'était un usage dans la discipline militaire des Romains d'avoir toujours sur les états, à côté du nom de chaque individu de l'armée, une notice sur ses mœurs et son caractère ³". Mais malgré tout, mieux vaut faire confiance aux paysans.

Les levées sont donc le plus souvent régionales : Italiens et provinciaux ne jouissent que depuis peu de la citoyenneté romaine.

[p. 165]

L'armée des Gaules de César est composée... de Gaulois, recrutés en Cisalpine : juridiquement ce sont des citoyens italiens, mais en réalité il s'agit de

¹ SÜETONE, *César*, 33.

² CICÉRON, *À Atticus*, VII, 13, 2.

³ APPIEN, *La guerre civile*, III, 43.

populations encore faiblement romanisées, qui, le moment venu, marcheront d'autant plus facilement contre la République. Les citadins et leurs dirigeants ne s'y trompent d'ailleurs guère. Quand Cicéron veut flatter la soldatesque, il dit : "ces hommes de la campagne, mais très courageux et très bons citoyens ¹". Le fond de sa pensée est autre : "ces cul-terreux, ou plutôt ce bétail, car on peut se demander si ce sont des hommes ²". Leurs origines rustiques les prédisposent donc à une férocité et une cruauté auxquelles ils donneront libre cours pendant les guerres civiles.

Car si l'armée ne devient pas un "corps politique", en revanche les généraux ne se privent pas de mettre leurs soldats au service de leurs visées personnelles.

LA TOGE ET LES ARMES

Le premier à tourner son armée contre le gouvernement civil est Sylla, en 88. Il entend déloger de la capitale les partisans de Marius, son ennemi. Il donne l'ordre à ses troupes de marcher : les officiers refusent, horrifiés à l'idée de ce geste sans précédent, mais les soldats obtempèrent. La ville est prise comme "une ville ennemie ³", dira Appien. Tout va se passer comme au théâtre ; et Sylla procède à une parodie d'élection : sous la pression de ses soldats, les comices se réunissent, déclarent Marius et ses partisans "ennemis publics", et votent une série de lois favorables à l'aristocratie sénatoriale, dont Sylla est l'allié. Celui-ci aura de nombreux imitateurs. Au milieu du premier siècle, la liberté de vote des électeurs devient une fiction : les pressions exercées par la troupe sont d'une toute autre ampleur que les trucages auxquels se livrait l'aristocratie.

De 70 à 49, ce sont les vétérans de Pompée qui permettent au triumvirat (Pompée, César, Crassus) d'appliquer sa politique. Les opposants sont réduits au silence, qu'ils se situent au Sénat, dans les comices ou au Forum. Comme le dit Plutarque : "... le peuple, pris au piège, devint tout de suite un instrument docile entre leurs mains, prêt à soutenir n'importe quel projet, ne se livrant à aucune discussion, mais votant en silence ce qui lui était proposé ⁴". Quand les opposants cependant se manifestent, les soldats les dispersent, blessent leurs leaders ou les emprisonnent. Les triumvirs font voter des lois distribuant des terres à leurs soldats. César prend de surcroît la précaution de se concilier la plèbe urbaine en cautionnant les mesures qui défendent ses intérêts. La classe politique traditionnelle possède encore de nombreux clients, mais, pour la première fois, ils ne lui sont guère utiles : pour le client, il est à l'extrême moins dangereux de

¹ CICÉRON, *Ad familiares*, XI, 7, 2.

² CICÉRON, *Philippiques*, VIII, 9 ; X, 22.

³ APPIEN, *La guerre civile*, I, 60.

⁴ PLUTARQUE, *Pompée*, XLVIII, 2-3.

désobéir au patron qu'aux soldats et à leurs maîtres (quant au Sénat, nous savons qu'il est aux mains des généraux factieux). C'est pourquoi les comices votent sans discuter ce que leur demandent les seigneurs de la guerre. Après la mort de César, Octave reprendra ses méthodes. En 43, il [p. 166] forme avec Antoine et Lépide le second triumvirat. Mais respectueux des formes, il entend bien aller chercher à Rome des apparences de légalité. Les conditions dans lesquelles il les obtient montrent combien les comices sont devenues des assemblées fantoches, réunies sous la pression des troupes ¹.

On est loin du temps où les soldats devaient déposer leurs armes aux portes de la cité. Au plus fort des guerres civiles, il est relativement fréquent de les voir participer aux purges qui accompagnent les conclusions et revirements d'alliances. De véritables Terreurs, analogues à celle que connut la Révolution française (et avec elle toutes les révolutions...) s'instaurent alors. On placarde partout des listes de proscription, où figurent les noms des condamnés à mort. Leurs biens sont confisqués, et ils sont exécutés. Seule la fuite peut les sauver. C'est là qu'interviennent les soldats, "gardiens" de la révolution d'autant plus efficaces et maîtres du terrain qu'il n'y a pas de police d'État, comme nous le savons. Appien nous décrit leur rôle de façon très nette :

"Au moment où les tables de proscription furent publiées, on fit fermer les portes de Rome, ainsi que toutes les issues du côté des ports et des marais, par où l'on pouvait s'échapper ou se cacher. Il fut ordonné à des centurions de faire des patrouilles autour des remparts, ainsi que des perquisitions très sévères. ²"

Les pros crits ont peu de chance de leur échapper. C'est sans doute à la faveur des dieux que Minucius Regulus, qui tente de fuir déguisé en charbonnier, doit d'être contrôlé aux portes de Rome par un des soldats qui a servi sous ses ordres en Syrie. Ce dernier s'écarte en lui disant : "passez tranquillement mon général, car il est de mon devoir de vous donner encore ce nom ³". Tous ne s'en tirent pas à si bon compte, comme en témoigne la fin dramatique de Cicéron. Car notre vieux routier de la politique a fini par se faire prendre au jeu de ses propres intrigues. Marcus Tullius Cicéron n'a jamais péché par excès de témérité ni par goût du risque. Le grand Pompée lui-même a fait l'amère expérience de sa toute relative fidélité. Après que César ait défait ce dernier à Pharsale, Cicéron vient se jeter à ses genoux pour implorer son pardon. Sa grâce obtenue, il se met aussitôt à intriguer dans l'ombre de son nouveau protecteur. César assassiné aux Ides de Mars en 44 par le cicéronien Brutus, notre politicien croit habile de pousser sur le devant de la scène le fils adoptif de César, le jeune Octave, et s'en prend

¹ APPIEN, *Les guerres civiles*, IV, 7.

² *Ibid.*, 40.

³ *Ibid.*, IV, 22.

violemment à Antoine en prononçant contre lui des discours incendiaires (les Philippiques). Mais il n'a pas prévu qu'Octave va s'accommoder de son adversaire en formant avec Lépide et lui le second triumvirat. Le nom de Cicéron est aussitôt inscrit sur les listes de proscription. Il parvient à s'enfuir de Rome, et gagne une des propriétés qu'il possédait sur le golfe de Naples, le lieu préféré de villégiature des riches Romains. Poursuivi par les soldats, il n'a que le temps de sortir de la maison. Il va mourir, lui qui a écrit :

[p. 167]

"Quel est l'homme... dont, à l'approche de la mort, la peur ne fasse affluer le sang et pâlir le visage ? Sans doute est-ce une faiblesse condamnable que d'envisager avec tant d'horreur la dissolution de la nature, et la même peur en face de la douleur est aussi à blâmer. Mais si tout le monde est sujet à cette impression, c'est parce que la nature a horreur de l'anéantissement... c'est une forme d'instinct naturel. ¹"

Écrire sur la mort dans le silence de son cabinet est une chose. Rendons justice à Cicéron. Si souvent nous l'avons pris en flagrant délit de mensonge et d'hypocrisie, il meurt avec courage, comme en témoigne le récit de Plutarque ².

C'est sur un petit chemin de la campagne napolitaine que finit Cicéron, dont le corps mutilé gît dans la poussière : sa toge ne l'a point protégé des armes des tueurs d'Antoine. L'intervention des soldats ne revêt heureusement pas forcément un aspect aussi tragique. Leur bras n'est pas toujours armé : démobilisés, ils redeviennent des électeurs.

LES SOLDATS AUX URNES

Il n'y a pas si longtemps en France, les chefs des communautés religieuses indiquaient aux membres de leur clergé comment il fallait bien voter. La vie dans un monde clos, éloigné du siècle pour les ordres monastiques, l'autorité hiérarchique très forte expliquaient la rigueur avec laquelle ces consignes de vote étaient suivies. Les soldats romains vivent eux aussi dans un univers particulier, surtout au dernier siècle de la République. Les liens avec le milieu civique sont coupés ; même si leurs généraux ne manquent pas de les solliciter, la vie civile et ses valeurs leur sont de plus en plus étrangères, et nous savons qu'à côté d'un chef qu'ils adulent parfois, l'État ne compte pas. À ce général auquel ils obéissent sur le

¹ CICÉRON, *De finibus*, V, 31.

² PLUTARQUE, *Cicéron*, 48.

champ de bataille comme lorsqu'il leur commande de marcher sur Rome, pourquoi refuseraient-ils de simples bulletins de vote ? Nous avons la chance de posséder un texte qui nous montre l'influence du suffrage des soldats, et surtout nous éclaire sur leurs mentalités. Nous le devons à Cicéron, qui plaide en 63 pour Murena, qui a été élu consul grâce aux suffrages de l'armée de Lucullus :

"D'abord, l'armée de Lucullus, rassemblée pour le triomphe, fut toute prête à servir Murena dans ses comices... Est-ce un appui médiocre que la faveur des soldats ? Elle est déjà puissante à elle seule tant en raison de leur nombre que de l'ascendant qu'ils ont sur leur famille ; et particulièrement, quand il s'agit de l'élection au consulat, grande est l'influence de la recommandation électorale des soldats sur l'ensemble du peuple romain : car on élit des généraux dans les comices consulaires... Aussi est-ce une recommandation de poids qu'une phrase de ce genre : "J'étais blessé et il m'a rendu la vie ; il m'a donné une part de butin. Sous sa conduite nous avons enlevé le camp ennemi. Jamais il n'a imposé au soldat plus de fatigues qu'à lui-même. À la bravoure il joint la chance" ¹.

[p. 168]

Cicéron nous donne là de très précieux renseignements sur l'état d'esprit du soldat, et sur les racines de sa fidélité à son général. S'il lui donne sa voix et prête son bras, c'est d'abord pour un ensemble de raisons intéressées et affectives. Le chef militaire doit d'abord être généreux, et donner une part du butin. Il doit ensuite être humain : le bon général doit être économe de la vie et des peines de ses soldats. Enfin, il est aimé des dieux, car ceux-ci savent récompenser son courage. À un tel homme, que refuserait-on ? Certainement pas, en tout cas, une tablette de vote. Et même en plus, celles de ses amis et de sa famille. (Cette pratique est certainement ancienne, car déjà en 108, Marius invite ses soldats à faire voter les leurs lors de sa candidature au consulat ².)

Plus tard (en 55) César ira même jusqu'à démobiliser ou laisser partir un grand nombre de ses soldats, afin qu'ils aillent voter à Rome et fassent élire Pompée et Crassus au consulat. Même s'il n'est inspiré que par la reconnaissance, le vote des soldats se traduit pour eux à court ou moyen terme par un certain nombre d'avantages. Quand leurs maîtres sont parvenus au pouvoir, ils s'empressent en général de procéder à des distributions de terre afin d'"installer" leurs vétérans. Des relations de clientèle peuvent alors se superposer aux liens que nous connaissons, et venir les renforcer.

¹ CICÉRON, *Pro Murena*, 37-38.

² SALLUSTE, *La guerre contre Jugurtha*, LXV, 4.

CLIENTS OU SOLDATS ?

Comme je l'ai dit plus haut¹, les mutations de la condition militaire engendrent un nouveau type de soldat, mais ne créent par un genre inédit de client : il n'existe pas de "*clientèle militaire*". En revanche, l'armée, comme la société civile, est traversée par des relations de clientèle, que les seigneurs de la guerre vont utiliser à leur profit.

Les chefs militaires sont aussi des personnages politiques, puisque carrières civiles et militaires s'interpénètrent : tout magistrat continue à passer un temps de sa vie aux armées, le jeune noble doit faire l'apprentissage du métier des armes avant de se lancer dans la politique. Curieusement, ces armées de métier ont des chefs qui, tout en étant de bons généraux, ne sont pas vraiment des "militaires de carrière"... À l'instar de presque tous les membres importants des milieux dirigeants, ils sont souvent les patrons de collectivités locales tout entières. Je reviendrai plus loin² sur cette forme particulière de clientèle collective. Disons simplement que, née de la conquête, elle confère à celui qui en tient les liens une forte autorité dans le combat politique. De tous les protagonistes des guerres civiles, Pompée en est le mieux pourvu. Après sa défaite, Cicéron raille son ancien allié pour se faire bien voir de César, et fait allusion à ces clientèles³.

Elles sont héréditaires, ce qui renforce le poids des avantages qu'elles confèrent. Caton reproche amèrement au fils de Pompée de n'avoir pas su mieux utiliser celles qu'il avait reçues de son père⁴.

[p. 169]

Le patron peut procéder à des levées au sein de ces clientèles collectives : ainsi en 83, Pompée recrute une légion (6 000 hommes) parmi les seuls clients du *Picenum*^{*} ; à la veille de Pharsale, où César va le vaincre, ses rois-clients lui fournissent une cavalerie de 7 000 hommes. Ce dernier dispose de ce point de vue de moins d'atouts que son rival⁵. C'est sans doute pourquoi il choie particulièrement ses clients⁶.

¹ Cf. *supra*.

² Cf. *infra*, p. 215 *sq.*

³ CICÉRON, *Familiares*, IX, 9, 2.

⁴ CÉSAR, *La guerre d'Afrique*, XXII, 4.

^{*} Le Picenum est situé dans la partie orientale de l'Italie.

⁵ AULU-GELLE, *Nuits Attiques*, V, 13, 6.

⁶ SUETONE, *Jules César*, LXXI.

S'il n'est point favorisé initialement, César saura se rattraper en créant, par l'installation de ses vétérans dans des "colonies" **, les clientèles qui lui manquaient. Car les colonies de vétérans constituent le second type de clientèles *civiles* intervenant dans le domaine militaire et politique. À la différence des premières, elles sont postérieures au service armé, puisque leur noyau est formé par des vétérans démobilisés.

Pour comprendre leur constitution, il faut nous souvenir des caractéristiques des "nouveaux soldats" du dernier siècle de la République : ils proviennent pour la plupart de milieux ruraux et modestes, cherchent à s'enrichir en s'enrôlant. Pour eux, les assignations de terre sont la récompense la plus attendue, car la terre ne se dissipe pas aussi facilement que les deniers dont les gratifient par ailleurs leurs chefs. Un exemple le montre bien. En 36, Octave doit faire face à une mutinerie dans son armée, qui réclame des récompenses pour ses faits d'armes. Il croit pouvoir maîtriser la situation en proposant de distribuer diverses distinctions honorifiques : couronnes, ornements de pourpre, etc. Mal lui en prend, car ce n'est pas des fourragères qu'attendent les soldats. Un de leurs tribuns, Ofillius, est catégorique :

"... les couronnes et les vêtements de pourpre étaient des jouets pour enfants, "les récompenses propres à satisfaire les soldats étaient la terre et l'argent." La foule cria alors : "Bien dit !" Là-dessus, Octave descendit de la tribune en proie à la colère. ¹"

Pas plus que les gratifications en argent ou en nature, ces assignations de terres ne sont une innovation : nous en avons des exemples dès 290 av. J-C. Relativement libre de distribuer le butin à ses troupes, le général a cependant beaucoup plus de difficultés à les doter en terres. Car juridiquement, le Sénat est le seul organe compétent pour autoriser ces assignations. Or, dès le second siècle, l'auguste assemblée, qui a très bien compris les avantages personnels que peuvent en espérer les chefs militaires, se montre de plus en plus réticente à accorder un avis favorable. La popularité des Scipions et des Gracques l'a mise [p. 170] à juste titre sur le qui-vive. *A fortiori* au 1^{er} siècle. Le contexte politique est donc peu favorable aux fondations de colonies de vétérans. Pourtant les généraux n'ont guère d'autre recours : dans la plupart des cas, aucun ne dispose d'une fortune

** Les "colonies" ne sont pas obligatoirement des territoires situés outre-mer, mais des villes nouvelles créées en territoire conquis à partir d'implantations de garnisons militaires. Leurs institutions sont calquées sur celles de Rome. Elles sont des instruments essentiels de l'intégration des populations conquises. Cicéron les appelle d'ailleurs "les boulevards de l'Empire".

¹ APPIEN, *La guerre civile*, V, 13, 128.

personnelle suffisante pour y procéder à ses propres frais (à l'exception peut-être de Crassus, s'il faut croire le mot célèbre ¹).

Il ne leur reste qu'un seul moyen : obtenir par la force le consentement du Sénat, ou à la limite, s'en passer, par exemple en faisant intervenir les comices, constitutionnellement incompétents. Tout cela, bien entendu, sous la menace des soldats, installés dans Rome, ou dont les tentes sont dressées tout près de la ville...

Sylla est le premier à développer la colonisation militaire sur une très grande échelle ², ce qui lui permet de prendre sa retraite en toute sécurité ³.

Pompée cherche plus tard (en 59) à l'imiter, mais le Sénat est violemment hostile à ces mesures : il lui faut tout l'appui de César et de ses troupes qui investissent Rome pour que la loi soit votée. Le Sénat s'incline alors devant la force et répond favorablement au discours tenu par Pompée ⁴.

César oblige les sénateurs à jurer qu'ils respecteront cette mesure, le refus du serment étant puni de mort. Le geste ne vise qu'à donner une apparence de légalité au coup de force. Car politiquement le Sénat ne compte plus pour grand-chose. César ne le réunira que très rarement. Seul un petit nombre de sénateurs se rendent aux séances, les autres se terrent par crainte des soldats. De 59 jusqu'à sa mort (en 44), César joue sur la fondation de colonies pour rallier à lui toute l'Italie. Entre ces deux dates, 100 000 propriétés nouvelles sont créées dans la péninsule, notamment dans les plaines fertiles de Campanie et d'Étrurie, dont une partie échoit à ses vétérans. Des assignations sont également faites dans les provinces. Mais le poignard des conjurés va l'empêcher de jouir des fruits de sa politique (en se faisant prêter en 32 un serment par toute l'Italie ⁵, Octave la reprendra sous une autre forme). À la nouvelle de l'assassinat de leur chef, les colons-vétérans sont pris de panique ⁶.

Cette réaction montre bien comment les colons envisagent les récompenses qu'ils ont reçues. Ils ne les tiennent ou les espèrent nullement de l'État, mais d'un individu bien précis, leur général. Appien analyse très clairement le lien qui unit vétérans et généraux en montrant qu'il repose sur la convergence d'intérêts réciproques : la terre aux premiers à condition qu'ils aident les seconds à conquérir et garder le pouvoir :

"... le besoin qu'ils avaient les uns des autres devenait pour eux un lien de sécurité commune ; pour les triumvirs afin de se perpétuer dans le triumvirat à la faveur de l'armée ; pour l'armée, afin de se perpétuer dans la

¹ PLUTARQUE, *Crassus*, II, 9.

² APPIEN, *La guerre civile*, I, 96.

³ *Ibid.*, 104.

⁴ DION CASSIUS, XXXVIII, 5, 1-2.

⁵ Cf. *supra*.

⁶ APPIEN, *La guerre civile*, II, 125.

propriété de ses concessions à la faveur des triumvirs qui les avaient faites ; car les soldats sentaient bien que cette propriété ne serait que précaire, si l'autorité de ceux à qui ils en étaient redevables ne reposait sur de solides fondements ; et par conséquent une bienveillance [p. 171] nécessaire leur commandait de les protéger et de les défendre. ¹"

Octave comprendra fort bien le parti qu'il peut tirer de ce type de relation. Quelques mois après la mort de César, c'est dans les colonies fondées par ce dernier qu'en quelques jours il lève une armée pour lutter contre ses rivaux. Après avoir vaincu le dernier d'entre eux, Antoine, à Actium (31 av. J-C.), il fait bénéficier 57 000 vétérans de distributions de terres.

La fondation de colonies est donc plus qu'une simple récompense. En y procédant, les généraux s'assurent aussi pour l'avenir de l'appui renouvelé de leurs vétérans. Peu d'entre eux (essentiellement les plus grands : Sylla, Pompée, César, Octave) sont assez puissants pour mettre en œuvre ces mesures, car il leur faut être les maîtres du Sénat et des comices. Mais les résultats sont à la mesure des efforts déployés, car les colonies constituent à la fois un support politique et une réserve militaire pour les généraux fondateurs dont elles sont les clientes ².

Bien que les divers éléments que nous venons d'envisager semblent rendre la question tout à fait vaine, demandons-nous encore une fois si la démocratie a quelque chose à voir dans tout cela. Le bilan semble *a priori* tout à fait décourageant. Si les généraux parlent du peuple, c'est en démagogues : quand ils combattent l'aristocratie, ce n'est pas pour rendre ses droits au peuple, mais pour établir un pouvoir purement personnel. N'oublions pas que 23 ans seulement après la mort d'Auguste, monte sur le trône Caligula qui déclare bientôt : "Je peux tout, et sur tous ³"... D'ailleurs sous leur règne, les comices ne sont pas mieux traités que le Sénat : les soldats dictent au peuple ce qu'il doit voter, la situation est pire encore qu'aux temps de la prééminence de l'oligarchie. Les soldats eux-mêmes n'obéissent qu'à leur chef, et sont guidés par l'appât du gain. Cependant, bien involontairement, les seigneurs de la guerre ont partiellement réussi là où les Gracques avaient échoué. Non seulement ils ont démocratisé l'armée en y intégrant un nombre croissant d'indigents, mais ils leur ont permis de vivre mieux qu'auparavant grâce aux avantages de tous ordres qu'ils leur distribuaient. Quant aux assignations de terre, même si comme nous l'avons vu leur finalité politique est à l'opposé de l'établissement d'un régime démocratique, elles ont néanmoins opéré une sorte de réforme agraire, et permis à des centaines de milliers d'attributaires de bénéficier d'un petit capital foncier qui leur serait demeuré à tout jamais inaccessible au siècle précédent. Mais faute de se référer à une vision réellement démocratique de la société et du pouvoir, ces mesures ne firent que

¹ *Ibid.*, V, 13.

² TACITE, *Annales*, XIV, 2-4.

³ SUÉTONE, *Caligula*, 29, 3.

réduire certaines inégalités, sans que les conséquences politiques de ce qui aurait pu être des réformes sociales puissent être tirées. La Révolution eut bien lieu, mais ce fut celle des généraux, et non du peuple.

[p. 172]

CHAPITRE VII – L'AGONIE DE LA RÉPUBLIQUE

*"Que peuvent les lois,
Là où seul l'argent est roi ?"*
PETRONE, Satiricon, XIV

[Retour à la table des matières](#)

En quelques décennies, nous assistons à l'effondrement d'une aristocratie et du système politique qu'elle avait inventé. L'événement vaut qu'on s'y arrête. Car si ce petit cercle de dirigeants a toujours empêché la République de devenir démocratique, du moins a-t-il fait d'une petite cité née sur un sol fangeux la maîtresse du monde. Quand montent sur le trône les premiers empereurs, l'empire n'est presque plus à faire. L'aristocratie qu'ils ont renversée le leur a légué, ce qui n'est pas un mince cadeau. Sa faillite mérite donc une attention que nous allons lui prêter.

Ajoutons à ce qui précède un motif d'étonnement : contre toute logique, les relations de clientèle n'ont pas disparu. Cette permanence est *a priori* incompréhensible. Ces relations, comme nous l'avons vu, furent une des armes les plus aiguisées dont se servit l'aristocratie pour éviter le dévoiement démocratique du régime. Or cette aristocratie est vaincue et disparaît même progressivement. Quant à la démocratie, nous en sommes plus loin que jamais, et pour longtemps. Il faudra aussi tenter de répondre à cette question dans les lignes qui suivent.

Mais jetons d'abord un dernier et long regard sur ceux qui avaient inventé ces liens si particuliers.

Au second siècle av. J-C., un des personnages de Plaute constate : "La loi ne donne pas les mêmes droits au pauvre qu'au riche ¹". Trois siècles plus tard, la situation a empiré, car Pétrone s'écrie : "Que peuvent les lois, là où seul l'argent

¹ PLAUTE, *Cist.*, III, 532.

est roi ? ¹". Nous avons constaté la place croissante des intérêts matériels dans le domaine militaire. Mais la société tout entière n'échappe pas à ce phénomène. Un texte célèbre de Salluste, contemporain de Cicéron, lie l'agonie de la République au pouvoir croissant de l'argent :

[p. 173]

"Mais à partir du moment où, au prix d'efforts et de justice, la république se fut développée (...), la fortune se déchaîna et se mit à tout bouleverser (...). Dans de telles circonstances, c'est la soif de l'argent tout d'abord, puis celle du pouvoir qui grandit ; nourrices, pour ainsi dire de tous les maux. En effet, devant la cupidité, loyauté, probité et toutes autres vertus s'écroulèrent ; à leur place, ce fut l'orgueil, la cruauté, l'insouciance des dieux, l'art de se procurer toutes choses par l'argent que l'on tira comme enseignement. (...) la cité s'altéra : le pouvoir à l'origine le plus juste et le plus parfait devint cruel et intolérable. Mais, au début, c'est bien plutôt l'ambition que la cupidité qui tenait les âmes en haleine, imperfection après tout assez voisine de la vertu. En effet, gloire, honneur, pouvoir, le bon et le médiocre y aspirent également : mais celui-là choisit la vraie voie pour y tendre, celui-ci, dépourvu d'honnêteté, emploie la ruse et le mensonge pour s'efforcer d'y parvenir (...) tout le monde se mit à voler, à tirer à soi, à convoiter l'un une maison, l'autre des champs, et cela sans aucune mesure ni aucune discrétion chez les vainqueurs, l'ignominie le disputant à la cruauté dans les traitements criminels infligés à des citoyens. ²"

Ce discours pêche par omission. Car le flot d'argent auquel fait allusion Salluste fut loin d'apaiser toutes les soifs : la vie difficile de la plèbe urbaine, l'exode rural en témoignent. C'est donc des classes dirigeantes que nous parle Salluste. Mais pour le reste, il est dans le juste. Face au glaive des militaires, à la décadence des institutions, l'utilisation de richesses croissantes nées de la conquête et du pillage des pays soumis, paraît un ultime moyen de maintenir sa prééminence à une aristocratie divisée et décadente. La vie politique romaine n'a jamais été un havre de paix : le fait nouveau est qu'au dernier siècle av. J-C., elle est gangrenée par le pouvoir de l'argent, qui tend à remplacer les anciennes solidarités d'"amis" et de clients. De là provient aussi l'emploi de plus en plus fréquent de la violence. Salluste a raison de le souligner, nous y reviendrons plus loin ³. Tout le monde sait que lorsque les hommes n'arrivent pas à résoudre leurs problèmes, ils se comportent comme des lemmings qui dans leur course aveugle et suicidaire se jettent en masse du haut des falaises qui bordent l'océan. Mais de

¹ PETRONE, *Satiricon*, XIV.

² SALLUSTE, *Conjuration de Catilina*, 10-13.

³ Cf. *infra*, p. 225 sq.

surcroît la guerre va élever au milieu de cette société déchirée un véritable mur d'argent. La tradition en est ancienne. Dès le V^e siècle la guerre n'avait pour finalité que d'accroître la puissance des plus riches. L'enchaînement infernal des guerres successives, auquel la politique d'agression choisie par la classe dominante avait conduit Rome, alimentait les ressources de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie qui lui était attachée par intérêt. Mais les possibilités d'enrichissement sont maintenant multipliées presque à l'infini.

LE SOUFFLE DE LÀ GUERRE

Pour mieux apprécier la hauteur et la consistance de ce mur [p. 174] d'argent, il faut une fois de plus revenir sur le processus de la conquête. Car Rome, au cours du 1^{er} siècle av. J-C., continue d'étendre sa domination sur les pays riverains de la Méditerranée. En Occident, elle annexe toute l'Afrique mineure. La romanisation de l'Espagne est presque achevée et permet à des fortunes considérables de s'édifier, grâce aux revenus tirés de l'exploitation des mines d'argent et de plomb. Malgré l'activité de certains foyers de résistance, Rome s'assure également la soumission de la Gaule et la collaboration de son aristocratie. Là encore, les profits sont grands. On sait par Cicéron que tout le commerce de la Narbonnaise est aux mains des négociants italiens ¹.

La Germanie, la Bretagne et l'Europe centrale sont encore pour un temps à l'abri de sa convoitise, mais certains échanges commerciaux ont déjà eu lieu. De larges parties de l'espace méditerranéen oriental sont elles aussi tombées sous la domination romaine, qui contrôle chaque jour des régions plus éloignées, en attendant que, comme en Occident, l'Empire achève l'œuvre de la République. La Grèce est depuis longtemps occupée par les légions. L'Asie mineure, région particulièrement riche, est pressurée par les administrateurs et usuriers romains. C'est également à la conquête républicaine que l'Empire devra les importants revenus de la province d'Égypte, au point que l'Empereur en fera sa quasi-propriété personnelle.

L'État prélève une part non négligeable sur ces richesses. Pompée s'enorgueillit, après la conquête de la Judée, d'avoir déposé 480 millions de sesterces (1 440 millions de F.F.) dans les caisses publiques et porté les impôts perçus au profit de Rome de 200 à 540 millions de sesterces (1 620 millions de F.F.). Mais la nouvelle manne tombe encore plus vite entre les mains d'une minorité de personnes privées. À la fin de la République s'opère au profit de ces milieux un prodigieux transfert de métaux précieux... et de force de travail servile.

¹ CICÉRON, *Pour Fontéius*, V, 9, 11.

Car les tributs se paient aussi en hommes. Les chiffres dont nous disposons sont éloquents :

Date av. J.-C.)	Hommes libre	Esclaves	Augmentation en valeur absolue de la population		Augmentation val. prop. de la population	
			libre	servile	libre	servile
225	4 400 000	600 000	3 100 000	2 400 000	41%	500%
43-42	7 500 000	3 000 000				

Le nombre des esclaves augmente à une vitesse plus de dix fois supérieure à celle des hommes libres. Grâce à l'apport servile, la population italienne double entre 225 et 43. Cet énorme matériel humain mis à la disposition de Rome constitue un phénomène d'une ampleur comparable à celle de la Révolution industrielle du XIX^e siècle européen. On doit donc le prendre en compte dans l'inventaire de la richesse de la cité durant [p. 175] notre période, sans oublier que, là encore, la répartition en est inégalitaire : tout au plus un ou deux esclaves pour les humbles, une vingtaine pour les citoyens d'aisance moyenne, et plusieurs centaines pour les membres de l'aristocratie, ne serait-ce que dans leurs palais urbains. Quant aux esclaves lettrés, pédagogues, précepteurs... ou cuisiniers, ils sont hors de prix et réservés aux riches.

LE MUR D'ARGENT

Dans ces conditions on comprend que certaines fortunes atteignent des dimensions exceptionnelles et constituent au profit de leurs détenteurs un véritable mur d'argent. 100 millions de deniers reste un chiffre trop élevé pour constituer une moyenne. C'est du moins ce dont dispose Crassus, la valeur de ses seuls domaines fonciers atteignant déjà le quart de ce chiffre. Cicéron est plus modeste, avec ses 30 millions de deniers (environ 5 milliards de nos centimes *),

* On peut approximativement évaluer le sesterce à 3 francs français 1979 (cf. J. Andreau, *Les banquiers romains*, dans *L'Histoire*, 18 (1979), 16) (un denier vaut 4 sesterces). Toutefois, il convient de bien souligner ici que cette évaluation comporte une marge d'incertitude très importante. À supposer qu'elle traduise correctement une réévaluation en francs constants, il resterait encore à être sûr qu'elle corresponde au même pouvoir d'achat que de nos jours, ce qui paraît assez improbable. Enfin, qui peut nous dire ce que représentera le franc français 1979 dans seulement dix ans ? Malgré toutes ces réserves, il me paraît indispensable de

mais son train de vie est fastueux : il dépense 200 000 sesterces (600 000 F.F.) pour son train de maison en cinq mois seulement, achète une table de bois de thuya 500 000 sesterces (1,5 million de F) pour sacrifier à la mode, et donne chaque mois à son fils Marcus qui est étudiant à Athènes la coquette somme de 66 000 sesterces (soit 200 000 francs français 1979) à titre d'argent de poche... En principe, Cicéron, comme tous les avocats, n'a pas le droit de demander d'honoraires pour ses plaidoiries. Mais il en tire cependant de substantiels revenus, car il tourne la loi en se faisant désigner comme légataire par ses clients : il reçoit à ce titre plus de 20 millions de sesterces (6 milliards de nos centimes) au cours de son existence. Il peut donc mener grand train et choyer son fils. De toute façon, répétons-le, sa fortune est seulement moyenne.

Le prix de denrées de consommation courante permet de mieux apprécier ces chiffres. Au temps de Cicéron, un litre d'huile vendu à Rome vaut environ un demi-denier, soit de 2 à 3 sesterces (environ 7 F.F.). À Pompéi, au début du siècle suivant, 6,5 kg de blé valent 3 sesterces et 1 kg de pain 1,5 sesterce ; un litre d'huile 3 sesterces, un mulet 520 sesterces, deux esclaves 5 048 sesterces (15 000 F.F.).

Mais ces diverses richesses ne s'expriment pas qu'en termes quantitatifs. Jusqu'au siècle dernier, la mentalité des milieux dirigeants était encore empreinte de ce vieux mépris patricien, [p. 176] remontant aux origines de Rome, envers les activités commerciales : nous avons vu la responsabilité qu'eut ce sentiment dans la consommation du divorce entre les sénateurs et les chevaliers ¹. Dans l'histoire des sociétés, ce mépris est d'ailleurs universel. Les Grecs le partagent avec les Romains : même Platon – qui n'est guère démocrate – s'étonne de sa virulence ². Quant à l'Église médiévale, elle est officiellement très hostile au profit, aux marchands et à tout ce qui annonce le capitalisme : il faut attendre la Révolution française pour que le droit tienne compte de l'évolution des réalités en supprimant la prohibition du prêt à intérêt qu'avaient déjà admis les protestants. En ce qui concerne notre époque, il semblerait apparemment que les hommes d'argent y règnent. Certainement pas, en tout cas, au niveau des mentalités populaires : le héros des films et des romans est le plus souvent désintéressé, c'est un homme de la nature (le cow-boy des westerns, qui a remplacé le "preux" chevalier lui aussi idéalisé), ou une victime de la société des marchands (cadre en chômage). Parmi cette galerie de héros positifs, nous n'avons jamais vu figurer un banquier ou un président de multi-nationale : tout ce qui touche de trop près à l'argent (non à la consommation : elle, au contraire, est signe de prestige social) sent encore le soufre. Un récent sondage ³ (octobre 79) effectué en France le prouve bien. Les enquêteurs énuméraient huit professions, en demandant à leurs interlocuteurs de

permettre au lecteur de disposer d'un ordre de grandeur, même si la "fourchette" dans laquelle il convient de l'apprécier reste très large.

¹ Cf. *supra*, p. 98.

² PLATON, *Les lois*, 918 B.

³ *Le Point*, octobre 1979.

leur indiquer celle qui était à leurs yeux "la plus prestigieuse". Les réponses situent le financier presque au dernier rang, aux côtés de professions liées au commerce.

Il faut s'interroger sur les raisons de cette remarquable permanence dans les attitudes mentales. Comme certains l'ont fait remarquer, elles ne manquent pas ¹. Dans les sociétés archaïques, l'explication est relativement simple. La plupart du temps, il existe entre l'homme et la terre un lien quasi mystique : elle est une déesse-mère, qui souvent ne peut être l'objet de propriété privée (tous doivent avoir accès à elle, source de la vie). Les relations que l'on entretient avec elle, le profit qu'on en tire (en la parcourant pour chasser, en l'ouvrant pour la cultiver comme s'ouvre le ventre d'une femme pour être fertilisé) ne sauraient se réduire au troc ou au profit : elles possèdent une dimension symbolique qui dépasse de très loin sa réduction économique. Cette conception peut nous paraître lointaine et archaïque. Mais elle revient à toute vitesse à notre époque, comme un ressac de la crise de la "société de consommation". Le mythe du "retour à la campagne" (dont l'écologisme primaire est un reflet) en témoigne : la terre y est de nouveau sacralisée, mère de toutes les vertus qui règnent dans ces nouveaux phalanstères que sont les communautés rurales.

Mais même lorsque la terre n'est perçue symboliquement, les activités économiques dont elle est le siège sont toujours les plus valorisées. Cicéron – qui va pourtant faire des concessions à l'esprit de son temps – le réaffirme : "Il n'y a rien de mieux que l'agriculture". De même, tout le vocabulaire latin de la richesse fait référence à des activités rurales. *Locu*-[p. 177] *ples* signifie : celui qui est riche en terres, *pecuniosus* : riche en troupeaux, *opulentus* et *copiosus* : *ops* signifie abondance, et la déesse *Ops* est celle de l'abondance agricole. À quoi tient ce prestige de l'activité agricole ? Plusieurs réponses se chevauchent.

Celui qui exploite la terre est seul avec elle : ses profits, il ne les tire pas d'autrui (au niveau des mentalités, esclaves et journaliers sont transparents entre la terre et celui qui la possède), comme le commerçant. L'agriculture n'est pas forcément spéculative : on peut ne cultiver que pour l'auto-consommation. Ce fut le cas de l'économie des premiers temps du Moyen-Âge. À notre époque, quand on pense au paysan, l'image qui se forme spontanément est celle du "petit paysan", non de l'exploitant agricole de type capitaliste : il rejoindrait plutôt le banquier dans une certaine méfiance. Alors que le commerçant ne peut *que* spéculer. De plus le commerçant exerce une activité qui n'a pas véritablement de sens : il veut avant tout gagner de l'argent, ce qui est prendre les moyens pour la fin. Les honoraires de l'avocat ou du chirurgien sont nobles parce qu'ils correspondent à un service où l'argent n'intervient qu'à titre accessoire, même s'il est nécessaire. En fait, dans l'Antiquité – mais encore de nos jours chez beaucoup de gens – le commerçant est suspect : il faut peu de chose pour qu'il ne devienne un voleur. D'après Ovide, si les commerçants ont coutume de se rendre à la

¹ Cf. P. VEYNE, *Le pain et le cirque*, 125-126

Fontaine de Mercure, c'est parce qu'il leur faut se purifier de tous les faux serments, passés, présents et futurs, inhérents à l'exercice de leur métier... Les Romains ont des excuses, car leur formation économique est plus rudimentaire que la nôtre. Ils croient que le commerçant gonfle les prix au passage en profitant de sa qualité d'intermédiaire : c'est lui qui fait monter les prix, et donc trompe et vole son client. Bien sûr, c'est lui faire trop d'honneur : en réalité, c'est la rareté et le marché qui déterminent le niveau des prix. Aucun industriel ne produira un bien dont il sait que son prix final le rendrait invendable. Donc le commerçant ne bénéficie que de la différence entre le prix qu'est prêt à payer le consommateur, et celui auquel il achète le bien qu'il va vendre. Mais ce n'est pas lui qui crée cette différence, même s'il en profite, et peut dans certains cas en étendre un peu les limites. Il n'est que le maillon intermédiaire d'une chaîne. Le commerçant souffre aussi du caractère totalement abstrait de son travail : l'objet qu'il vend, il n'entre pour rien dans sa fabrication, à la différence de l'agriculteur : c'est un peu par miracle que ces marchandises se retrouvent dans son magasin, il n'y ajoute rien. Enfin – et cela compte pour beaucoup – le marchand n'est pas un homme libre : "être commerçant" signifie faire preuve tout à la fois d'habileté, de rouerie et de servilité. Le commerçant est un démagogue de l'économie (on oublie bien entendu que le petit exploitant, les professions libérales sont tout aussi dépendantes d'un marché. Mais cela se voit moins... En principe, un notaire n'est pas un commerçant : pourtant ne vend-il pas sa clientèle comme un boucher son fonds de commerce ?). Il n'y a donc pas à s'étonner qu'à Rome il soit méprisé : il est dénué de cette *liberté* qui [p. 178] est le fondement officiel de la dignité civique (n'oublions pas que le citoyen romain ne peut être vendu comme esclave que "passé le Tibre", c'est-à-dire hors de la cité). Nous comprenons mieux dès lors la hargne persistante dont fait preuve Cicéron envers la racaille des artisans et des boutiquiers : comment pourrait-il être partisan d'un régime – la démocratie – où gouverneraient des individus qui ne sont même pas libres eux-mêmes ?

Pourtant, au dernier siècle de la République, ces barrières mentales élevées contre l'envahissement mercantile commencent à s'abaisser *. Car l'argent provient maintenant en si grande quantité de ces activités mercantiles et financières qu'il devient nécessaire d'assouplir la rigidité des règles de dérogeance. L'agriculture continue certes à être encensée : c'est de loin l'activité la plus honorable. Mais certains types de gains commerciaux ne sont plus l'objet d'opprobre... à condition qu'ils soient le fait des membres des classes dirigeantes. Quant à la racaille des petits boutiquiers et intermédiaires, aux vils petits détaillants qui vendent directement aux consommateurs, c'est tout autre chose : ce commerce demeure sordide. Ce sont ceux-là même, nous l'avons vu, auxquels Cicéron ne veut pas confier le gouvernement de la cité quand il refuse la démocratie. Comment s'y

* Au début de l'Empire, il semblerait d'après certains témoignages que le mépris envers les activités salariés et le commerce soit moins fort en province que dans la capitale.

reconnaître ? Cicéron pose un critère ¹ très simple : *il n'y a de bons profits que les gros* ².

Ce revirement dans les mentalités n'est nullement le fruit d'une évolution libérale : il consiste seulement à blanchir un argent dont l'odeur mercantile pourrait encore indisposer l'odorat délicat de l'aristocratie... Ne critiquons pas trop vite la facilité avec laquelle les dirigeants résolvent leurs hésitations morales. Du moins le recours à ces contorsions doctrinales prouve-t-il qu'ils en ont. Point ne semble être notre cas, car trop de scrupules nuisent quand on parle affaires. Le petit actionnaire qui achète les valeurs mobilières des sociétés d'armement dont les troubles de notre époque grossissent les dividendes en éprouve-t-il vraiment mauvaise conscience ?

Cicéron lui-même n'exploite qu'avec discrétion la province de Cilicie **. Confiée en 50 à son administration, il est vrai ruinée par les pirates, elle ne lui aurait procuré, d'après notre auteur, que 2,2 millions de sesterces (6 600 000 F.F.). Son prédécesseur était plus gourmand, puisqu'il exigeait des cités chypriotes un tribut annuel de 4,8 millions de sesterces (14,4 millions de F.F.) pour ordonner à ses troupes d'occupation, de ne pas cantonner sur leurs territoires pendant l'hiver, ce qui donne une idée du pillage auquel devaient se livrer les troupes d'occupation, même en temps de paix. Quant à Verrès, il réunit pendant son temps de gouvernorat en Sicile la somme fabuleuse de 40 millions de sesterces (12 milliards de nos centimes). Les [p. 179] hommes d'affaires de tout poil, publicains, chevaliers, individus isolés ou groupes en société ne sont pas en reste sur les gouverneurs. Car les sommes souvent énormes exigées à titre d'impôt obligent leurs débiteurs à recourir à l'emprunt : les circuits financiers nés de la conquête se renforcent les uns les autres.

La vie de Caius Rabirius Postumus, fils de chevalier, témoigne des possibilités offertes par ces pratiques, et aussi des risques qu'elles peuvent comporter.

Rabirius fait partie du milieu des sociétés de publicains et prête à de nombreuses cités de diverses provinces. Un de ses plus illustres débiteurs est Ptolémée Aulète, roi d'Égypte. Ce dernier est chassé de son royaume en 59-58 av. J-C., mais Rabirius garde espoir : Rome le rétablira bien sur son trône... il continue donc à lui octroyer des prêts, incite d'autres hommes d'affaires à en faire autant. Mais à la fin de 56, Rome ne bronche toujours pas. Gabinus, gouverneur de Syrie, prend alors sur lui d'envahir l'Égypte en se passant de l'avis du Sénat, car Rabirius et ses amis exercent de fortes pressions sur lui. Rabirius parvient d'ailleurs à se faire admettre au nombre des conseillers de Gabinus, et obtient le poste d'intendant des revenus égyptiens, ce qui lui donne évidemment une place de choix pour obtenir le remboursement de sa créance. Mais les choses vont se gâter pour notre homme. Ptolémée finit par le faire chasser d'Égypte, et il est

¹ CICÉRON, *Les devoirs*, I, 150.

² *Ibid.*, 151.

** Située au nord-est de la Syrie actuelle.

accusé d'extorsion de fonds au détriment des provinciaux. Il choisit Cicéron comme défenseur, qui présente bien entendu ses trafics les plus louches comme des activités fort honorables : Rabirius devient presque un bienfaiteur. Écoutons l'habile avocat :

"... Il y avait chez lui * une extraordinaire bonté qui faisait penser qu'en augmentant sa fortune, cet homme ne cherchait pas à satisfaire sa cupidité, mais à exercer son obligeance. Né d'un tel père, et bien qu'il ne l'eût jamais connu, Rabirius sut l'imiter à la perfection (...) Lui aussi, il a dirigé de grandes entreprises, s'est occupé d'affaires importantes, a pris à ferme une part considérable des impôts, prêté de l'argent à des nations étrangères, eu des intérêts dans de nombreuses provinces ; il a même traité avec des rois et a avancé une somme considérable à celui d'Alexandrie. Ce faisant, il n'a jamais cessé d'enrichir ses amis, de les faire participer à ses entreprises, de leur donner des parts rentables dans ses affaires et de les favoriser de mille manières grâce à son argent et à son crédit. ¹"

Nous ignorons malheureusement si le plaidoyer (au demeurant assez médiocre) de Cicéron suffit à faire acquitter son client.

En tout cas, son exemple montre combien pouvait être grande la collusion entre les pouvoirs publics et les intérêts privés. Il est suivi plus haut : les plus grands hommes politiques [p. 180] trempent dans les affaires intérieures des pays conquis satellisés. POMPÉE monnaye ainsi 40 millions de sesterces (12 milliards de nos centimes) son consentement à la transmission de la couronne à Ariobarzane III, roi de Cappadoce... Il n'est pas le seul. Brutus, le chef du complot qui coûta la vie à César, prête au sénat de Salamine (Chypre) la somme de 53 talents (300 000 francs-or). Six ans plus tard, il exige le remboursement de 200 talents, ce qui correspond à un taux d'intérêt annuel de 25%, presque le triple du taux légal. Le sénat local trouvant exagérées ces prétentions, le fondé de pouvoir de Brutus obtient du gouverneur de Chypre l'envoi de troupes de cavalerie qui encerclent la curie jusqu'à ce que le sénat cède : ce qu'il se résout à faire, après que cinq de ses membres soient morts de faim...

Arrêtons là la liste de ces exemples édifiants, que l'on pourrait multiplier à loisir. L'argent récolté au terme d'opérations de ce genre va trouver un réemploi dans le financement des activités politiques : la violence politique et la corruption électorale ne sont pas à la portée de tout le monde, nous y reviendrons plus loin. Mais la ville de Rome elle-même témoigne dans son développement et son urbanisme du pouvoir de l'argent, et du fossé qu'il ne cesse de creuser entre les riches et les pauvres.

* Le père de Rabirius, un des tout premiers chevaliers publicains de son époque.

¹ CICÉRON, *Pour Caius Rabirius Postumus*, 2.

LA VILLE DES RICHES

Le Palatin reste le lieu d'élection des plus splendides demeures (plus tard, les empereurs y édifieront leurs palais). Cicéron l'appelle "le plus beau quartier de la ville ¹". Le prix des terrains et des maisons y est très élevé. Cicéron achète la maison de Crassus en 62 pour la somme de 3,5 millions de sesterces (environ 1 milliard de nos centimes ²). Pour lui, c'est "la plus noble maison au Palatin ³"..., exposée à la vue de presque toute la ville". Plus tard, au cours des guerres civiles, son adversaire Clodius la fera détruire, et Cicéron consacrera à sa demeure tout un discours tenu devant les comices à son retour d'exil, où il met en accusation son ennemi.

Clodius paiera, lui, sa maison 14 800 000 sesterces (4,5 milliards de nos centimes ^{*}). Nous avons la chance de disposer des vestiges en un état de conservation relativement bon d'une autre maison seigneuriale construite sur le Palatin vers la fin du siècle précédent. Des fouilles ont en effet mis à jour en 1910 la maison dite "des Griffons" (ainsi nommée à cause de deux sculptures représentant ces animaux trouvées dans une pièce). Autour de l'atrium se groupent plusieurs grandes salles richement décorées. Ses peintures annoncent déjà un style plus sophistiqué, marqué par la tendance au trompe-l'œil. Ces riches demeures sont fort près des quartiers populeux ⁴.

C'est au seuil de ces palais princiers, dominant le Forum mais loin de la foule, que nombre de pauvres plébéiens, après [p. 181] avoir gravi les pentes de la colline dans la fraîcheur de l'aube, viennent s'acquitter des humbles devoirs de la clientèle et recevoir leur obole. Cicéron les raille en les qualifiant de "petites grenouilles", ce qui laisse supposer leur nombre et la fébrilité de leur attente, tandis qu'un esclave chargé de leur dénombrement (le *nomenclator*) filtre ceux qui ont le droit de pénétrer dans l'antichambre, et maintient les autres sur le porche... Ce luxe ostentatoire est parfaitement conscient et voulu. Le grand architecte Vitruve dit que les membres des groupes dirigeants doivent posséder des demeures dont la magnificence rende évidente à tous leur puissance ⁵. Il compare leurs maisons à des palais de rois persans ⁶. Nous verrons plus loin ⁷ que ce langage forme un tout avec le discours politique : l'homme politique doit étaler sa puissance.

¹ CICÉRON, *À propos de la maison*, XXXVII, 103.

² *Ibid.*, XLIV, 116.

³ *Ibid.*, XXXVII, 100.

^{*} D'après Pline l'Ancien, *Histoire Naturelle*, XXXVI, 103.

⁴ *Ibid.*, LVII, 146.

⁵ VITRUVÉ, VI, 5, 2.

⁶ *Ibid.*, V, 2, 5.

⁷ Cf. *infra*.

Plus il est entouré d'amis et d'obligés, mieux cela vaut pour sa campagne électorale. Pourquoi ne montrerait-il pas aussi sa richesse ? En ce temps-là, ce n'est point péché que d'avoir l'argent arrogant. La honte de la richesse est une attitude relativement moderne. Le Moyen Âge ne la connaissait pas. Quant à notre époque, ces attitudes ostentatoires y existent toujours, mais s'expriment de façon codée, leurs objets évoluent, ou leurs manifestations sont localisées. La possession d'une voiture trop importante ou le port de bijoux trop éclatants peut déclencher la réprobation. Il n'en va pas de même pour les habits qui, même luxueux, se rapprochent plus du "nécessaire". La différenciation socio-économique peut aussi s'exprimer sous des formes plus neuves et plus subtiles : les vacances passées dans des pays lointains, par exemple, qui situent ceux qui en bénéficient nettement "au-dessus" des touristes cantonnés dans l'hexagone par la modicité de leurs ressources. Mais l'arrogance de l'argent peut reprendre tous ses droits dans des temps et lieux spéciaux. Citons un exemple qui nous fera sans doute mieux comprendre les attitudes des riches Romains, et sans doute aussi de la partie de la plèbe que le déploiement de leurs richesses parvenait à séduire tout en la convainquant de son infériorité irrémédiable. L'été, sur la jetée du port de plaisance de St-Tropez, c'est chaque soir le spectacle. Donné gratuitement, il consiste dans l'étalage d'un luxe coûteux dont la liturgie se déroule à quelques mètres des badauds, nombreux à passer en ces soirées d'été. Les propriétaires des bateaux luxueux amarrés à la jetée reçoivent en effet leurs invités : tout est illuminé, bijoux et toilettes étincellent, le champagne coule, servi par des garçons en veste blanche. Personne ne songe à s'offusquer du spectacle, au moins apparemment, et pourtant le bon peuple qui y assiste n'est pas uniquement composé de milliardaires. Plus que le sentiment de l'injustice ou de l'envie, c'est le rêve et la résignation qui dominant : ce n'est pas pour nous, mais c'est si beau... Et puis la fausse familiarité avec les puissants qui provient de la proximité physique nous rapproche d'eux, nous fait fictivement participer à leur richesse. Un dernier exemple : celui des magazines (ils ne font nullement partie de la presse du cœur ou des journaux à scandale) spécialisés dans les mariages princiers. Leurs [p. 182] lecteurs les plus nombreux ne se recrutent pas parmi les descendants des familles aristocratiques – le tirage serait alors bien faible – mais au sein des couches populaires. Ces fastes dynastiques, si loin de la vie quotidienne, font rêver les lecteurs qui les accueillent avec beaucoup de sympathie, et y communient à un rythme hebdomadaire. Cet ordre de sentiment n'est pas à négliger : il est pour beaucoup dans l'explication de la longue soumission du peuple à ceux qui le dominant. L'étymologie confirme ces déductions. En latin, riche se dit *dives*, ce qui vient de *deus* = *dieu*¹ : comme les protestants, les Romains croient donc que le riche est celui qui jouit de la faveur divine. D'ailleurs, le peuple, ou du moins la classe moyenne, reproduit ces fastes à son échelle : les membres des classes moyennes ne peuvent évidemment habiller de marbre leurs demeures. Mais, à défaut de mieux, ils peignent leurs murs de fresques en trompe-l'œil qui imitent les palais des puissants en ouvrant les parois sur des architectures en perspective...

¹ VARRON, *La langue latine*, V, 9L.

(l'histoire sociale témoigne de façon constante de ces pratiques répétitives. À la fin du Moyen Âge, le bourgeois achète un château-fort et des armoiries pour "faire noble").

Ne croyons donc pas naïvement que tout l'étalage du luxe déployé par Cicéron et ses comparses déclenchait *automatiquement* dans la plèbe aversion, animosité et "haine de classe". La réalité est plus complexe et nous savons que la relation avec le pouvoir touche à des zones de notre inconscient qui s'expriment aussi dans les relations amoureuses, où la domination, on le sait, peut engendrer une sorte de plaisir.

D'ailleurs les dirigeants romains ne sont pas fous. Si leurs fastes avaient dressé contre eux toute la population, ils les auraient mieux cachés. Or, si nous continuons notre promenade dans Rome, nous constatons la même absence de gêne de la part des puissants.

En nous dirigeant du Capitole vers l'actuelle place d'Espagne, nous trouvons une des plus belles innovations du dernier siècle de la République. Lucullus est en effet le premier à dessiner de grands jardins, vers 60 av. J-C. Celui que ses contemporains ont appelé "le Xerxès en toge" accumule d'énormes rapines durant la guerre contre Mithridate, ce qui lui permet de se livrer à de tels fastes. Salluste, son contemporain, se scandalise de l'étalage de toute cette splendeur et fait allusion aux travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation des jardins de Lucullus :

"Bon nombre de particuliers travaillent à renverser les montagnes et à remblayer les mers en les convertissant en chaussées. Ils me paraissent avoir joué de leurs richesses : ayant la possibilité d'en disposer honnêtement, ils ont versé dans l'infamie à force de se hâter d'en abuser. ¹"

Nostalgique, il ajoute :

"Il vaut la peine, quand on a fait connaissance avec nos mai-sons et nos villas bâties à la façon des villes, d'aller voir les temples des dieux qu'ont élevés nos ancêtres, ces hommes profondément religieux. C'est leur piété qui faisait l'ornement des sanctuaires, la gloire celui des maisons ; et l'on n'arrachait rien aux vaincus, sinon la liberté de nuire. ²"

Salluste peut bien s'indigner, le rigorisme des Caton l'Ancien est maintenant dépassé (cela lui va d'ailleurs assez mal car, bénéficiant de l'appui de César, il

¹ SALLUSTE, *Conjuration de Catilina*, 10-13.

² *Ibid.*

s'est scandaleusement enrichi à l'occasion de son proconsulat d'Afrique, en 46). Dans ses jardins, Lucullus offre chaque soir à souper dans la salle à manger dite "d'Apollon". Ses convives mangent dans de la vaisselle sertie de pierres précieuses, et sont distraits par des spectacles de musique et de danse. Chacune de ces soirées ne coûte jamais moins de 200 000 sesterces (600 000 F.F.) au maître de maison. Plus tard, les sénateurs romains iront jusqu'à faire descendre dans la chaleur de l'été romain des convois de glace enlevée aux sommets des Apennins, afin de pouvoir se rafraîchir en mangeant des sorbets... On imagine sans peine l'ampleur des moyens et de la main-d'œuvre utilisés pour de si futiles résultats quand on pense à l'énorme déperdition de glace qui devait se produire tout au long du trajet vers la capitale. On sait aussi que parmi les esclaves, les cuisiniers atteignent les plus hauts prix, ce qui donne une idée du soin attaché à la préparation des banquets. On comprend mieux que les humbles clients fassent des kilomètres dans les rues de Rome pour aller récolter les miettes de ces banquets où festoient leurs riches patrons. Lucullus n'est d'ailleurs pas le seul à aimer les jardins : ceux de Pompée sont limitrophes des siens. Salluste lui-même, que nous venons de voir faire le bon apôtre, n'est pas en reste, car il dispose aussi de vastes parcs d'agrément, célèbres à son époque, situés dans la zone de l'actuelle Via Vittorio Veneto – il s'y retire après ses échecs politiques et la mort de César.

Autre témoin de ces fastes des privilégiés, la villa de la Farnésine, découverte en 1879 lors de travaux de déblaiement destinés à endiguer la crue du Tibre. Elle est aujourd'hui de nouveau ensevelie, mais les archéologues nous ont laissé des descriptions de sa splendeur. Sa construction date du temps de Cicéron. Elle compte neuf pièces, toutes décorées de stucs et de peintures d'une fraîcheur étonnante, ainsi que de figures et d'animaux orientaux. Les motifs en trompe-l'œil abondent, plus fréquents que dans la Maison des Griffons, qui lui est antérieure de quelques décennies. Le tout baigne dans une atmosphère de mysticisme : Dionysos et Aphrodite, Bacchus et Vénus sont fréquemment représentés, et président à la fois aux puissances vitales et à l'anéantissement de la mort, uniquement vaincue par l'acte de procréation : seul l'amour est salvateur.

Cette villa appartenait probablement à Clodia (la sœur du tribun Clodius, ennemi mortel de Cicéron), chantée par le poète Catulle sous le nom de Lesbie. Cicéron nous décrit la vie qu'elle y menait. Entourée de jeunes gens beaux et élégants, elle prenait plaisir à les voir se baigner près de ses jardins, ou [p. 184] allait canoter avec eux sur le Tibre en jouant de la lyre...

On songe à Talleyrand, qui disait : "Qui n'a pas connu l'Ancien Régime ne peut savoir ce qu'était la douceur de vivre"...

VACANCES À LA CAMPAGNE

Cette douceur de vivre, nos riches Romains la retrouvent surtout à l'extérieur de la Ville, qui reste terriblement surpeuplée et bruyante, pleine d'embouteillages, et périodiquement en proie aux terreurs des guerres civiles et de leurs bandes armées.

Ces descendants des grands propriétaires terriens qui, il y a bien longtemps, avaient quitté leurs domaines pour s'installer à Rome, commencent à chérir le thème du "retour à la campagne". À la différence de la plèbe, ils ont les moyens de se payer ce mini-exode urbain, et d'aller prendre quelques vacances dans leurs villas suburbaines. Car un nouveau type de construction se développe : la villa, ou maison de plaisance ¹.

D'abord, nos personnages s'éloignent peu, et construisent à la périphérie de la ville. Là, ils goûtent les joies du repos et du loisir littéraire et philosophique, lisent et discutent les philosophes grecs. Dans ses traités philosophiques, Cicéron fait dialoguer plusieurs personnages dans ce cadre. Pour décorer ces villas, on fait venir de l'Orient hellénique des spécialistes en jardinage, des paysagistes. Des statues grecques ornent ces lieux : les plus riches achètent des originaux, les autres se contentent de copies. La Villa des Mystères, située à quelques kilomètres de Pompéi, est une maison de ce type. Alors que la demeure urbaine est toujours un espace clos à l'abri des regards indiscrets de la rue, la villa est ouverte sur l'espace environnant et le paysage : on sent que tout est ordonné en fonction de l'agrément que donnent le calme et la contemplation, qui favorisent la méditation.

Ces villas coûtent moins cher que les demeures du Palatin, car la spéculation foncière est moindre dans les zones rurales que dans le centre ville. Mais leur prix les réserve cependant à une minorité. La villa de Cicéron à Tusculum vaut environ 900 000 sesterces (2,7 millions de F.F.) ; celle qu'il possède à Formies 250 000 sesterces (750 000 F.F.). Son client C. Rabirius possède une belle demeure près de Naples, vendue 130 000 sesterces (390 000 F.F.) en 68 av. J.-C. C. Rabirius sait vivre car, à l'époque de Cicéron, le golfe de Naples est devenu la plage à la mode. Un nouveau type de villa est apparu dans les années 100 – la villa maritime. Contrairement aux précédentes, elle est située loin des villes et n'a aucune activité agricole : c'est vraiment le lieu de vacances, la retraite par excellence. D'où l'importance donnée à la beauté du paysage environnant, et le choix de lieux comme les golfes de Naples et de Gaète. Au fur et à mesure que ces endroits deviennent à la mode, le prix des terrains et des maisons y monte en flèche, dépassant même exceptionnellement celui des demeures du Palatin. Un

¹ Cf. F. COARELLI, *op. cit.*, 67-80.

exemple bien précis le prouve. La villa de Cornelia, fille de Scipion [p. 185] l'Africain et mère des Gracques, fut parmi les premières à être construite. À la fin du second siècle, elle est achetée 300 000 sesterces (900 000 F.F.) par Marius. Quelques décennies plus tard, Lucullus doit la payer 10 millions de sesterces (30 millions de F.F.) : soit une plus-value de 3 333% en moins d'un demi siècle ! Lucullus est avec Hortensius le plus célèbre propriétaire de ce genre de petits palais. Leur marotte consiste dans l'installation de splendides viviers. Cicéron, jaloux, les raille en les nommant *piscinarii*, les "propriétaires de viviers". La politique n'est pas étrangère à la création de ces retraites luxueuses. Les membres les plus distingués de l'aristocratie qui a si longtemps régné sur Rome se bâtissent loin de la capitale des petits paradis artificiels, tandis que César et Pompée luttent pour le pouvoir. Dans ces édens, ils goûtent des plaisirs rares. Rares parce que chers. Car les prix des denrées de luxe grimpent à une vitesse vertigineuse (les prix du blé, ainsi que les salaires, restent relativement stables). Ainsi, au début du second siècle ¹, un tapis de table de Babylone vaut 800 000 sesterces (240 millions de nos centimes), et 4 millions de sesterces en 60 après J.C. (12 millions de F.F.). Le prix de la pourpre, quant à lui, décuple en cinquante ans...

Les classes populaires n'ont pas les moyens de se payer de tels plaisirs. Cicéron, en effet, pour faire échouer les ultimes projets de réforme agraire, peut bien énumérer à la plèbe urbaine les avantages de la vie en ville et les opposer au dur travail des champs :

"Pour vous... demeurez en possession de ce qui est vôtre, crédit politique, liberté, suffrage, dignité, ville, forum, jeux, jours de fête, et tous autres avantages, à moins que vous ne préfériez par hasard, renonçant à tout cela, à cette splendeur de la cité, être installés sous la conduite de Rullus (l'auteur du projet de réforme agraire) dans l'aridité de Siponte (en Apulie) ou la peste de Salpis (dans les marécages d'Étrurie). ²"

Pour ce multi-milliardaire qui habite sur le Palatin et dispose d'élégantes retraites un peu partout en Italie, il est évidemment facile de vanter les avantages de la vie en ville. Mais ce discours possède à peu près la même irréalité que celui que tiendrait de nos jours un homme politique expliquant aux habitants des banlieues ouvrières parisiennes les charmes de la vie dans les hôtels particuliers de l'île de la Cité ou des jardins du Luxembourg... (quant à la liberté, au crédit politique, au droit de vote auxquels fait allusion Cicéron, nous savons ce qu'il convient d'en penser).

¹ Cf. S. MROZEK, "L'évolution des prix en Italie au début de l'Empire romain", dans : *La parola del passato*, CLXXX (1978) 276-279.

² CICÉRON, *Sur la loi agraire*, II, 27.

Car entre la plèbe urbaine, les Lucullus et les Cicéron, il existe la même distance que celle qui sépare un cadre supérieur de la société française actuelle de la population des bidonvilles de Calcutta ou des favélas de Rio. Le fameux *Populus romanus*, celui de la Rome qui vient de conquérir le monde, a tout juste le niveau de vie des peuples que nous nommons "sous-[p. 186] développés". Aux palais du Palatin répondent à quelques centaines de mètres les immeubles de rapport surpeuplés et misérables. Tentons de décrire maintenant la ville des pauvres.

UN AUTRE CALCUTTA

À la fin de la République, Rome est devenue une ville monstrueuse, telle que le monde n'en a jamais connue. Elle souffre déjà des maux qui affligent les mégapoles modernes. Elle est aussi surpeuplée que les quartiers les plus bondés de Calcutta ou de Hong-Kong, avec au moins un million d'habitants dont la plus grande partie est entassée sur quatorze kilomètres carrés. La ville n'en est pas moins très étendue, avec d'immenses banlieues. Les estimations de Denys ¹ d'Halicarnasse et Pline ² correspondent à une distance d'environ quatre-vingt neuf kilomètres : la zone urbaine de Rome couvre donc une étendue dont la longueur se monte à plus du quadruple de celle de l'île de Manhattan, à New-York. Si nous prenons comme point de repère le chiffre d'un million d'habitants à la mort de Cicéron et le transposons dans l'histoire démographique urbaine moderne, nous pouvons citer quelques villes de taille semblable, à des dates allant du début du XIX^e siècle jusqu'aux années 1970.

La Rome de Cicéron possède une population comparable à celle d'une bonne partie des capitales européennes contemporaines, même si elle ne peut évidemment être comparée à celle des mégapoles nord-américaines et japonaises. En revanche, c'est bien au niveau de ces dernières que la situe le rapport capitale/province. On admet en général que la population de l'Empire se montait à une vingtaine de millions d'individus. La ville de Rome regroupe donc au moins 5% de ce total. La proportion est identique pour New-York (11 410 000) et les U.S.A. (203 216 000) en 1969, Rome (2 630 535) et l'Italie (52 750 000) (1969), Rio-de-Janeiro (4 500 000) et le Brésil (90 840 000) (1969).

Mais, plus encore que ces totaux, c'est la densité urbaine qu'il faut tenter de mesurer si l'on veut tenter de mieux cerner les conditions de vie matérielle de la plèbe urbaine romaine.

¹ DENYS, IV, 13, 4.

² PLINE, *Histoire naturelle*, III, 5, 66.

Répetons-le, c'est dans un centre d'une superficie d'une quinzaine de kilomètres carrés que s'entassent au moins un million d'habitants, ce qui donne une densité d'environ 71 500 habitants au kilomètre carré. Ce chiffre situe Rome à un niveau équivalent de celui des grandes métropoles modernes, comme le prouvent quelques données statistiques : 16 000 habitants au km² à Rome en 1957, 38 000 à Berlin en 1950, 77 000 à Londres en 1955, 99 000 à New York en 1956, 21 000 à Paris en 1975. Encore ces comparaisons doivent-elles être redressées pour qu'on puisse en tirer les conséquences exactes. Car dans la Rome antique, s'il existe des constructions en hauteur, elles sont d'un niveau très inférieur à celui des gratte-ciel modernes : la population distribuée de nos jours en hauteur s'entasse donc à Rome à l'horizontale, ou sur quelques étages seulement.

[p. 187]

Pour avoir une meilleure idée des conditions de vie, il faut donc augmenter d'un bon tiers le chiffre de 71 500 habitants au km².

Comment vivent ces hommes que nous venons de dénombrer ? Au début du IV^e siècle ap. J.-C. la ville compte : 1 790 palais, 11 bains publics, 8 ponts, 36 arches de marbre, 37 portes, 6 obélisques, 2 cirques, 2 amphithéâtres, 3 théâtres plus petits, 28 bibliothèques, 46 bordels, 4 centres d'entraînement de gladiateurs, 290 entrepôts, 254 boulangeries publiques, 11 aqueducs distribuant chaque jour 800 millions de litres d'eau. Tout ceci est loin d'être bâti à l'époque de Cicéron, et il faudra attendre quelques dizaines d'années pour que les premiers empereurs remodelent tout l'urbanisme du centre ville. Mais, dès la fin de la République, Rome est un phénomène urbain totalement irréductible aux autres agglomérations déjà existantes. On étudie beaucoup aujourd'hui les problèmes d'adaptation à la vie urbaine de ceux qu'on appelle les "migrants". Les psycho-sociologues et autres spécialistes de l'acculturation auraient certainement eu fort à faire dans la Rome que nous décrivons. Car rien n'a préparé les centaines de milliers de ruraux qui affluent vers elle, à la vie qu'ils vont devoir mener. Pour mieux comprendre ces problèmes d'adaptation, recourons une fois de plus à une comparaison avec l'époque actuelle. Écoutons le récit d'un jeune Ougandais, qui nous décrit comment, après avoir quitté vers 1970 la campagne et sa tribu, il fait l'apprentissage de la vie urbaine à Mulago, tout près de la capitale, Kampala :

"Quand j'arrivai pour la première fois à Mulago, je cherchai à trouver quelques personnes de ma tribu que je connaissais. J'eus la chance de rencontrer un ami, et je restai avec lui pendant trois semaines avant de trouver une place. J'avais un peu d'argent quand j'arrivai, mais, après quatre jours à Mulago, presque la moitié de ce que je possédais avait été volé. Mon ami me présenta à ses amis (qui n'étaient pas tous de la même tribu) pour que ceux-ci m'aident à trouver du travail. Finalement, je demandai du travail comme balayeur dans un grand bureau. Je vis maintenant avec un groupe de jeunes gens dont un seulement est membre de ma tribu... Le dimanche, je joue au football. Je me suis inscrit dans un

club et je paie un shilling tous les trois mois (...) Je suis quelquefois fatigué de devoir vivre ici et de devoir acheter ma nourriture. Lorsque je suis fatigué de travailler, je rentre à la maison, mais je reviens toujours. ¹"

Les problèmes rencontrés par le paysan italien s'installant à Rome sont les mêmes : rupture avec les liens familiaux et les solidarités locales de sa tribu rurale d'origine, difficulté à trouver du travail et un logement, nostalgie de devoir acheter une nourriture qu'il tirait auparavant du travail de ses mains.

MARCHANDS DE SOMMEIL, CITÉS-DORTOIRS ET SPÉCULATION IMMOBILIÈRE

Le logement constitue d'ailleurs, après la quête d'un [p. 188] emploi, le souci essentiel du plébéien. Les loyers sont élevés, et les appartements exigus, insalubres et dangereux. Car ici aussi la spéculation foncière peut se donner libre cours : ces foules de paysans constituent un marché aisément exploitable, et les riches Romains entendent bien ne pas laisser passer cette aubaine. Les loyers sont élevés : en moyenne 2 à 3 000 sesterces (= 6 à 9 000 F.F. 1979) par an. Ces logements n'offrent à leurs habitants aucune garantie de sécurité, car les propriétaires qui ne cherchent que la rentabilité construisent le moins cher possible : nous ne sommes pas sur le Palatin... Aussi les incendies sont-ils fréquents. Quant à l'entretien, il est réduit au minimum. Sa cupidité se retourne parfois contre le propriétaire. Cicéron, qui fait partie de ces marchands de sommeil, se lamente ainsi :

"Deux de mes immeubles se sont effondrés, dans les autres les murs sont tous fendus, non seulement les locataires, mais même les souris les ont quittés ²".

Mais notre auteur peut se consoler, le capital engagé lors de la construction est relativement réduit, alors que les profits locatifs sont énormes (ses deux immeubles en piteux état de l'Aventin et de l'Argilète lui rapportent quand même 80 000 sesterces (= 24 millions de nos centimes) par an. Un moyen de les augmenter consiste à bâtir en hauteur, car le terrain est cher et de plus en plus

¹ Cité par B. HABENSTETT, *Villes et civilisation* (Paris, Flammarion, 1973), 110.

² . *Ibid.*, 53.

difficile à trouver. On construit donc des maisons de plusieurs étages, les plus hautes possible, à la limite de ce que permettent les techniques architecturales. Auguste sera obligé de fixer une limite maximale de sept étages aux constructions nouvelles, ce qui prouve que promoteurs et capitalistes peuvent faire mieux encore... La hauteur de ces immeubles locatifs et la rapidité avec laquelle on les bâtit expliquent leurs fréquents effondrements. Les incendies y sont particulièrement meurtriers, car les locataires des étages supérieurs n'ont guère le temps de descendre au rez-de-chaussée avant que les escaliers de bois ne soient consumés : Rome aussi a ses "tours infernales"... D'ailleurs la fréquence des incendies devient telle qu'Auguste créera un corps de pompiers. On connaît d'autre part l'ampleur du sinistre qui ravagea Rome sous Néron. La fréquence des sinistres donne en tout cas l'occasion à certains spéculateurs de faire de bonnes affaires. Le marché immobilier est très animé. Strabon le dit très nettement :

"Les ventes et les reventes d'immeubles se succèdent sans interruption, et équivalent en quelque sorte à des effondrements volontaires, puisque les nouveaux acquéreurs démolissent les unes après les autres les maisons qu'ils achètent, pour en reconstruire d'autres à leur place ¹".

Le richissime Crassus doit une partie de sa fortune à ce genre d'activités, puisqu'il maintient de façon permanente sur le qui-vive 500 esclaves qui rebâtissent à peu de frais des immeubles de rapport sinistrés qu'il rachète immédiatement à [p. 189] bas prix ². Mais les grands propriétaires fonciers du Latium et d'Étrurie sont eux aussi intéressés, car ils possèdent des carrières d'où proviennent les matériaux de construction. Le grand architecte Vitruve ³ recommande cependant de récupérer les vieilles tuiles, qui ont fait leur preuve.

Cependant la politique et les intérêts de nos spéculateurs ne font pas toujours bon ménage. Quand en 49 Pompée ⁴ abandonne Rome devant l'avance des troupes de César, les loyers ne rentrent plus et les prix de l'immobilier chutent verticalement : on a peur d'une terreur que pourrait décider César, leader du parti populaire, quand il aura pris la ville. Le grand ami de Cicéron, Pomponius Atticus, a beaucoup investi dans l'immobilier, et ses lettres traduisent ses craintes. Mais deux mois plus tard, il se console et spéculer sur l'avenir (à juste titre) : profitant de la chute du prix des terrains, il acquiert de nouveaux immeubles, dans l'espoir d'augmenter ses profits quand le calme sera rétabli, que de nouveau les prix monteront, et que les loyers rentreront plus régulièrement.

¹ STRABON, V, 3, 7.

² PLUTARQUE, *Crassus*, II, 5-6.

³ VITRUVÉ, II, 8, 19.

⁴ Cf. P. GROS, *op. cit.*, 65.

Mais nous sommes là à l'envers du décor. Quelle est la situation de l'autre côté de la barrière, comment vivent les locataires ?

On aura deviné que, dangereux et insalubres, les appartements de ces grands ensembles (en latin on les appelle des "îles" – *insulae* – ce qui correspond parfaitement à notre expression de "grand ensemble") sont aussi exigus, toujours pour les mêmes impératifs de rentabilité (tout le monde sait d'ailleurs qu'à l'heure actuelle, pour des logements de qualité égale, le prix de location du mètre carré est toujours plus élevé pour un studio que pour un grand appartement...). La plupart des appartements des *insulae* comprennent une pièce unique ne dépassant pas généralement 10 m². On saisit par là que la famille plébéienne est de type moderne, réduite au noyau constitué par les deux époux et leurs descendants directs : les dimensions du logement interdisent les regroupements familiaux plus amples, coutumiers aux sociétés paysannes dont sont justement fraîchement issus les nouveaux arrivants à Rome. Cet éclatement de leur cellule familiale devait constituer pour eux une difficulté d'adaptation supplémentaire (on la constate aujourd'hui chez les travailleurs immigrés résidant dans les grandes villes, qui ne peuvent se permettre d'amener avec eux leurs familles de dimensions souvent importantes, dépassant les "normes" européennes : on sait que eux aussi sont victimes des mêmes marchands de sommeil que la plèbe romaine...).

Ces grands immeubles locatifs se font face les uns aux autres de chaque côté de rues étroites qui n'ont pas plus de trois mètres de large : presque aucun rayon de soleil ne filtre dans les appartements inférieurs. Cicéron parle de rues étroites de la capitale où certains appartements paraissent suspendus au-dessus du promeneur, en de dangereux surplombs¹. Ajoutons à [p. 190] ce tableau la tristesse des cours intérieures : elles correspondent à l'espace délimité par les quatre ailes élevées en bordure de chacune des quatre rues qui définissent une "île". Dans ces conditions, ces logements représentent des abris, non des "foyers". Ce n'est pas pécher par excès de modernisme que de parler à leur sujet de cités-dortoirs et de marchands de sommeil. Les plébéiens n'y passent que la nuit, et durant la journée font le tour des maisons de leurs patrons pour s'acquitter de la *salutatio*, vont à leur travail, et se distraient au cirque ou dans les établissements de bains.

Les vestiges de l'époque antique encore visibles dans la Rome actuelle ne comportent malheureusement pas de ces *insulae*. Nous savons qu'elles s'accrochaient sur les pentes abruptes du Capitole ou du Quirinal, à deux pas des splendides demeures du Palatin où habitaient leurs propriétaires. Ou bien encore sur les portions du Champ de Mars qui, malgré les antiques tabous, finissent par être abandonnées ou cédées aux particuliers. Mais le visiteur dispose heureusement de témoignages très éloquentes à Ostie : là on peut se promener le long de ces *insulae* dont les étages dominant encore les rues pavées. Même si l'herbe folle pousse dans ce qui autrefois grouillait de vie, on n'a guère de peine à

¹ CICÉRON, *La loi agraire*, II, 35, 96.

imaginer les scènes qui se déroulaient il y a deux mille ans exactement aux mêmes endroits, dans cette ville populeuse que fut le port de Rome. Il faut aussi évoquer un petit immeuble qui se situe à Herculaneum. La ville est de dimensions beaucoup plus modestes que Rome ou Ostie. Aussi la maison d'Herculaneum ne possède-t-elle qu'un étage. Mais l'état de conservation en est remarquable. À Herculaneum en effet les matières volcaniques ont englouti la ville, mais l'ont également protégée en formant une sorte de gangue (alors qu'à Pompéi les chutes de pierres ont beaucoup plus endommagé les constructions). On peut donc pénétrer à l'intérieur de ce petit immeuble de rapport en empruntant le même escalier de bois et le couloir étroit par lequel passaient ses occupants. On parvient à l'étage à une pièce assez étroite, où subsistent même quelques modestes meubles. De telles visites sont nécessaires, car elles permettent de mieux saisir les dimensions concrètes des spéculations politiques. Quand Cicéron qualifie la plèbe urbaine de racaille, de populace à demi-affamée, quand lui et ses semblables rejettent toute idée de démocratie et honnissent "le pouvoir sans frein de la multitude", il faut scruter ces humbles vestiges matériels, ces meubles noircis, ces pièces étroites et sombres pour comprendre ce qu'étaient ces petites gens, et mesurer du même coup l'abîme qui séparait les occupants des demeures telles que la Maison des Griffons ou la Villa Farnésine, avec leur dizaine de pièces, leurs stucs et leurs peintures, leurs jardins ombragés, de ceux qui peuplaient ces habitations plébéiennes. Autant comparer les hôtels du XVI^e arrondissement avec ce type de logement que le langage populaire nomme des 66 cages à lapins"... Une telle différence dans les conditions de vie des dirigeants et de celles des masses urbaines au milieu desquelles ils sont immergés tout en les dominant ne peut que se [p. 191] reproduire au niveau du régime politique et du système des valeurs : nul besoin d'être expert en sociologie de la connaissance pour comprendre que le monde vu du haut du Palatin ou par les lucarnes des *insulae* n'est pas forcément le même. Comment Cicéron pourrait-il admettre que la République soit dirigée par ces gens-là ? C'est déjà faire preuve de beaucoup de sollicitude que de reconnaître exercer le pouvoir en leur nom. Sans compter que derrière ce mépris c'est en fait la peur qui transparaît : qu'il s'agisse des esclaves, des affranchis, des femmes, des étrangers, c'est toujours, en tous lieux et à toutes époques, ce dont on a peur qu'on méprise et qu'on s'efforce de dominer. À cet égard, Rome ne fut ni plus ni moins raciste que nous.

LES EMBARRAS DE ROME

Mais pour les plébéiens, les difficultés de la vie urbaine ne se limitent pas aux seuls problèmes de logement. Car ce n'est pas en litière ou à cheval qu'ils se déplacent : ils marchent à pied, et il n'y a pas de transports en commun. Or dans une ville si étendue et bosselée de sept collines, ces déplacements sont fatigants. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le centre ville est surpeuplé : tout le

monde veut réduire les trajets au minimum. Mais le prix du terrain augmente au fur et à mesure qu'on se rapproche du Forum. Le problème des déplacements est d'autant plus aigu que les embouteillages et le charroi sont continuels : à l'heure actuelle, nous parlerions des "nuisances"... Comme les problèmes, les solutions se ressemblent. Au dernier siècle de la République, César inaugure une politique de création de "zones piétonnières". Il interdit toute circulation de véhicules attelés pendant le jour dans le centre de la Cité. Mais la mesure ne fait que déplacer le problème : le tapage nocturne décuple bientôt, car charrettes et carrioles transportant les approvisionnements défilent alors pendant que les Romains essaient sans succès de dormir. Encore ne s'agit-il là que des temps de paix. Quand les guerres civiles se déchaînent, la ville est paralysée, car les commerçants tirent les rideaux. Ainsi, en 41 av. J.-C., les habitants de la ville "fermaient leurs boutiques et chassaient les magistrats, étant donné qu'on n'avait nul besoin d'artisans ou de magistrats dans une ville accablée par la misère et le pillage ¹".

Mais, même une fois la paix revenue avec l'instauration de l'Empire, Rome continue à souffrir de son surpeuplement, malgré les gigantesques efforts déployés par les premiers empereurs en matière d'aménagement urbain. Nous avons un témoin, Juvénal, dont l'expérience de Rome n'est par livresque : sa vie durant, il arpenta la capitale. Il sait donc de quoi il parle. Or le tableau qu'il nous fait de la vie à Rome au début du II^e siècle après J.-C. énumère exactement le même genre de problèmes que connaissait déjà Rome à la fin de la République. Écoutons-le, car sa description est aussi colorée et véridique qu'un tableau de Breughel, et résume tout ce que nous venons de dire :

[p. 192]

"À Rome tout coûte les yeux de la tête : un logement misérable, l'entretien des esclaves, ou un méchant repas. C'est une honte de manger dans la vaisselle en terre (...) le faste des vêtements dépasse les possibilités financières de tous (...) À Rome tout s'achète (...) Nous habitons une ville soutenue un peu partout par de minces étais, c'est la seule ressource des gérants contre les éboulements ; ils bouchent les fissures de toutes les vieilles crevasses et nous invitent à dormir tranquilles sous la menace des effondrements. Mieux vaut vivre là où il n'y a ni incendie ni terreur nocturne.

"Écoute ! écoute Ucalégon crier "De l'eau ! de l'eau !" et déménager son pauvre mobilier ! Sous tes pieds, la fumée s'échappe déjà du troisième étage. Toi, tu ne sais rien, car pendant que tous se démènent en bas, celui qui habite le dernier étage où seul le toit l'abrite de la pluie... finit toujours brûlé vif.

¹ Cité par P.A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine* (Paris, Maspéro, 1979), 185.

"Voici le mobilier de Codrus ; un lit trop petit même pour son épouse Procula, six cruches qui servaient seulement à décorer une petite table avec au-dessous une petite coupe et une statuette de Chiron à l'appui du marbre (...) Codrus n'avait donc rien ; qui pourrait dire le contraire ? Et pourtant, ce rien, le malheureux l'a complètement perdu. Mais le comble de son malheur, c'est que personne ne lui portera secours (...) En revanche, que le grand palais d'Asturicus s'écroule et toutes les dames sont atterrées et horrifiées, les patriciens prennent le deuil et le préteur suspend ses audiences et les renvoie à plus tard (...)

"À Rome, la plupart des malades meurent d'insomnie" (...) Dans quel logement le sommeil est-il possible ? À Rome, seuls ceux qui ont beaucoup d'argent peuvent dormir, car la cause principale de l'insomnie, c'est le passage continu des charrettes dans les ruelles étroites et sinueuses, et le vacarme des troupeaux qui piétinent finirait par ôter le sommeil même aux veaux marins et à Drusus. Si une affaire l'appelle à l'extérieur, le riche se fait transporter au pas de course dans sa litière (...) qui fend la foule (...) De toute façon, il arrivera le premier, tandis que nous, qui avons la même hâte que lui, nous devons lutter contre le flot qui nous empêche d'avancer et contre la foule qui nous suit en rangs serrés et nous écrase les reins. L'un nous donne un coup de coude, l'autre nous heurte rudement avec la planche qu'il porte ; celui-ci me cogne la tête avec une poutre, cet autre avec un récipient. J'ai les jambes couvertes d'une boue grasse, de tous côtés de gros pieds m'écrasent et des brodequins militaires me plantent leurs clous dans les orteils (...) Et si l'un de ces chariots qui transportent les pierres de Ligurie se renverse et laisse crouler sur la cohue cette énorme masse, que reste-t-il des passants ? Comment retrouver les morceaux et les os ? Le destin des pauvres gens est de finir pulvérisés et de disparaître dans un souffle (...) Considère les autres dangers qui te guettent durant la nuit ; la grande hauteur des toits d'où [p. 193] une tuile peut se détacher et te fendre le crâne (...) Tu cours sur ton chemin autant de périls mortels que tu rencontres de fenêtres ouvertes sur la nuit et où l'on ne dort pas. Fais donc des vœux et garde au cœur le misérable espoir que les fenêtres se contenteront de verser sur toi le contenu de leurs grands vases de nuit ¹."

Les difficultés de la vie urbaine et les guerres civiles cumulent donc leurs effets négatifs. Dès lors, comment s'étonner que les mentalités collectives des hommes de la fin de la République paraissent marquées d'une grande instabilité et, pour tout dire, frappées du sceau d'une angoisse que nous connaissons bien, puisqu'elle est la compagne de notre temps ? L'amour et la mort sont les miroirs

¹ JUVENAL, *Satires*, 1, 3.

qui nous renvoient notre propre image : nous y projetons nos craintes et désirs inconscients. Scrutons maintenant ces miroirs.

L'AMOUR, LE MARIAGE, ET L'UNION LIBRE.

Les relations entre l'amour et le mariage ne sont pas évidentes : l'un peut fort bien se passer de l'autre, et inversement. Les sociétés traditionnelles voient dans le mariage l'union entre des groupes. C'est aussi le cas des alliances des dynastes. Le XIX^e siècle a valorisé le rôle du sentiment (pas de bon mariage sans passion amoureuse) et trouvé un appui inattendu dans la religion chrétienne qui de tout temps, contre la famille, affirma la primauté du consentement des futurs époux. Du même coup, le mariage est devenu plus fragile car, s'il existe des amours heureuses, il n'est guère de passions extrêmes qui soient éternelles. Nous verrons que les Romains de la République ne partagent pas notre point de vue : pour eux, le mariage sert avant tout à faire des enfants.

Mais ils diffèrent de nous sur un second point ¹, car ils vont jusqu'au bout de la logique de cette définition. Comme tout le monde sait qu'il n'est pas besoin d'être marié pour faire l'amour, le mariage ne va servir qu'à établir des enfants, c'est-à-dire à leur donner un statut qui permette de leur léguer ses biens si l'on n'a pas décidé d'en faire profiter quelqu'un d'autre ou, à défaut d'adoption, (ces deux derniers cas étant très fréquents ²). Comme la majorité des plébéiens ne disposent que d'un patrimoine fort modeste, le concubinat est chez eux plus fréquent que le mariage. Mais, même parmi les classes dirigeantes, il est moins courant que chez nous. L'adoption et le legs y sont en revanche fréquents, car ils permettent d'avantager les individus que l'on choisit, et non ceux que la nature vous donne. En 18, Auguste en vient même à réprimer indirectement le concubinat chez les sénateurs et les chevaliers en s'attaquant aux célibataires (le célibat n'étant nullement ici synonyme de chasteté ...). Il limite justement à leur détriment la liberté testamentaire : tout célibataire ne peut plus recevoir de succession par legs en dehors de sa propre famille ; le Sénat va cependant rendre la loi inefficace en arrachant à l'empereur toute une série d'amendements qui la dénatureront.

[p. 194]

Mais il arrive quand même qu'on se marie... Or, à la fin de la République, un type de mariage domine, qui nous paraît étrange, car la femme mariée reste juridiquement dans sa famille d'origine. C'est le mariage *sine manu*, "sans la puissance" (sous-entendu : du mari – ou de son père de famille, s'il est vivant –

¹ Cf. P. VEYNE, *op. cit.* (*La famille et l'amour ...*), 39-40.

² Cf. *supra*.

sur sa femme), qui a supplanté son contraire, où existait une autorité maritale du type de celle que nous connaissons. La femme reste donc sous l'autorité de son père de famille : elle et sa dot ne sont en somme que "prêtées" au mari. Quand elle commet l'adultère, c'est plus son père que son époux qui la châtie. Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence : le mariage est beaucoup moins fréquent qu'à notre époque, et d'autre part il est très instable : en restant dans sa famille d'origine, la femme prend une garantie sur l'avenir. Le formalisme antique ne préside plus à sa naissance : il peut même être célébré en dehors de la présence du mari. Quant au divorce, il est extrêmement facile à réaliser. Là aussi, aucun formalisme : le mari qui quitte sa femme et se remarie est censé avoir divorcé par le fait même ; ou bien, s'il est scrupuleux, il enverra un des ses affranchis notifier à son ex-épouse que le mariage est rompu. Il n'existe pas non plus de causes limitatives du divorce, et même il n'y a pas de causes du tout. Au dernier siècle de la République on divorce vraiment pour un rien, comme le montrent quelques exemples.

Le juriste Servius Sulpicius Gallus divorce parce qu'il rencontre sa femme tête nue dans la rue ; un chevalier parce qu'il voit son épouse parler dans la rue à un esclave ; un autre parce que sa femme est allée au théâtre. Tous les grands personnages de cette époque divorcent plusieurs fois (Cicéron quatre fois). Et les femmes en la matière agissent aussi librement que les hommes. En réalité, dans les cas cités, les divorces ont sans doute d'autres raisons que ces prétextes futiles. La cause fondamentale réside dans la "permissivité" des unions. Car le vrai mariage, celui qui est assuré de durer, doit déboucher sur la procréation : si la femme est stérile ou si son époux s'est choisi d'autres héritiers que ses enfants, le mariage ne repose que sur du sable, et comme lui se délite au moindre souffle.

L'évolution de la notion juridique de patrimoine familial suit aussi la même pente. Le patrimoine va cesser d'être considéré comme une co-propriété familiale. Le tournant se situe au même niveau que la césure des années 140, début de la crise gracchienne, et de la crise socio-économique urbaine : les deux évolutions sont évidemment liées. Jusqu'aux dernières décennies du second siècle, la conception familiale du patrimoine subsiste : il ne comprend que l'actif, puisque les dettes sont supportées par la collectivité familiale. Mais au dernier siècle de la République les solidarités familiales se dissolvent et la place de l'argent dans les relations sociales augmente. On en vient donc à l'idée que les biens sont le gage des créanciers. L'unité du patrimoine ne vient plus de ce que les biens sont à l'intérieur d'une famille, mais d'une conception arithmétique et individuelle : les biens d'un patrimoine sont un actif répondant d'un passif.

[p. 195]

La place de l'argent et de la femme dans la famille reflète donc bien l'instabilité de l'époque. Il subsiste cependant un îlot de certitude, qui donne aux relations entre l'homme et la femme des caractères moins éphémères : les enfants, quand ils sont désirés et qu'on veut en faire des héritiers. Car la finalité du mariage, c'est la procréation ; les Romains l'ont dit avant l'Église chrétienne à

laquelle on attribue bien à tort l'exclusivité de cette définition. On peut citer plusieurs témoignages. En latin, mariage se dit *matrimonium* : on y retrouve le mot *mater*, mère, qui définit donc le mariage en se référant à la notion de fécondité. D'ailleurs, tous les cinq ans, lors du recensement, les censeurs rappellent : "le mariage est conclu pour que soient engendrés des enfants ¹". Quand Catulle, qui vit à l'époque de Cicéron, formule ses vœux de bonheur pour le mariage de ses amis, il leur souhaite de nombreux enfants ². Car avoir une descendance, c'est un moyen de se perpétuer ³. Aussi la mort d'un enfant paraît-elle insupportable aux parents qui lui survivent, comme le dit la plainte de cette mère anonyme :

"Sans doute, mes enfants, voyez-vous à présent les royaumes célestes, vous qu'un jour prématuré a tout jeunes enlevés. Mais quel repos pour moi qui reste dans un monde qui me pèse, et qui n'ai plus comme avenir que souffrir sans relâche ? (...) Je me retrouvais dans vos tendres visages, je croyais, grâce à vous, que les temps enfuis revenaient pour moi (...) c'est le pire des maux que d'être ainsi accablée par ce qui constituait jadis votre espérance. ⁴"

Le bonheur conjugal ne se réalise donc pleinement que dans le prolongement de soi que sont les enfants ^{*}.

Le droit d'ailleurs confirme la morale populaire. Auguste pénalise les familles sans enfants : elles ne pourront recevoir que la moitié de la succession par legs. L'empereur va même plus loin : il fait adopter une loi *Poppea* aux termes de laquelle les mères de trois enfants se voient accorder l'exercice complet des droits civiques. C'est le "droit des trois enfants", *ius trium liberorum*, qui assure une promotion spectaculaire de la femme mariée qui en bénéficie : elle peut désormais gérer ses biens hors de toute tutelle paternelle ou maritale et dispose d'une capacité judiciaire égale à celle des hommes. Auguste ira même jusqu'à assouplir l'exigence de virginité sacrée requise de toute antiquité pour les Vestales...

Le mariage sert donc à faire des enfants. En dehors de lui, c'est le règne très fréquent de l'union libre. Mais tout cela ne nous éclaire pas complètement sur les rapports qu'entretiennent l'homme et la femme. Essayons d'y voir plus clair.

¹ Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 153.

² *Ibid.*

³ CICÉRON, *Tusculanes*, I, 14,31.

⁴ Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 159.

^{*} Un témoignage marqué par les déchirements de la guerre civile en apporte la preuve *a contrario*. *Ibid.*

MACHISME ET ROMANTISME

Tout le monde sait que la société romaine est centrée autour [p. 196] du mâle et des valeurs considérées comme attachées à la virilité : la guerre, et les profits qui en découlent. De plus, toute l'histoire sociale de la République, comme nous l'avons vu, est dominée par de violents conflits de classe. Au sein même des groupes dirigeants, les luttes sont acharnées. À partir des années 100, la violence prendra une part croissante dans tous ces processus. Aussi le Romain se comporte-t-il au lit comme dans la vie : le machisme règne dans la Rome républicaine plus encore que chez nous. La place tenue par le plaisir féminin est d'ailleurs radicalement différente dans cette société et dans la nôtre. À notre époque ¹, l'aboutissement de ce plaisir est tenu par l'homme pour une preuve de sa propre virilité. Non pas d'ailleurs par altruisme, mais le plus souvent simplement parce que c'est un moyen subtil de domination de l'homme sur la femme : pendant qu'elle jouit, la femme est à la merci de l'homme, elle "reçoit" de lui, elle devient donc sa débitrice. Ne dit-il d'ailleurs pas qu'il "la prend" ? Partant de la même exigence de domination, le mâle romain aboutit à des comportements sexuels exactement inverses, car son raisonnement est plus fruste. Le meilleur moyen de dominer la femme est de se faire donner du plaisir par elle, et non le contraire : elle sert l'homme comme l'esclave le maître, et la plèbe ses magistrats. C'est pourquoi les fresques et gravures érotiques nous représentent si souvent la femme à califourchon sur l'homme, qui se laisse amener passivement jusqu'à la jouissance. Et il ne s'agit pas là de raffinements réservés à des aristocrates, puisque ces scènes figurent dans le bordel de Pompéi. Chercher consciemment le plaisir de la femme serait inverser les rapports normaux, faire que le maître serve l'esclave : or il semble bien que les Romains n'aient guère voulu étendre jusqu'au lit le temps des Saturnales... (on se souvient ² d'ailleurs du rôle tenu par cette inversion des rapports entre hommes et femmes et maîtres et esclaves dans l'affaire des Bacchanales ³). Car, quel est le plus grand objet de honte dans le domaine des relations sexuelles ? L'orgasme féminin n'a pas d'importance. Quant à l'"homosexualité" – ou plutôt la "bi-sexualité" – elle est fort courante chez les Romains. César, entre autres s'y livra. Pour les Romains, l'équivalent dans l'opprobre de notre "en être", c'est pratiquer le cunnilinguisme : car là, l'homme "sert" sa partenaire, s'oublie. Certains cunnilinguistes honteux tentent même de dissimuler la noirceur de leur forfait en se faisant passer pour des homophiles passifs. Martial va jusqu'à dire que c'est là un sort pire que celui de l'esclave ⁴.

¹ Cf. P. VEYNE, *op. cit.*, 52-53.

² Cf. *supra*.

³ Cf. *supra*, p. 122-123.

⁴ MARTIAL, *Épigrammes*, IX, 92, 1-12.

Si elle peut nous surprendre, cette attitude mentale possède sa propre logique : d'ailleurs, répétons-le, les principes qui inspirent le machisme contemporain sont identiques, même si les applications sont différentes. On ne peut en tout cas séparer le domaine sexuel de l'ensemble des rapports sociaux qui l'englobent. En ce sens, même si nous restons au niveau de l'inconscient, faire l'amour est un bien un acte politique... Non parce qu'on exprimerait au lit des revendications politiques, ce qui serait assurément grotesque, mais parce que dans cet acte où [p. 197] l'homme et la femme dévoilent leur intimité et laissent faire leurs pulsions profondes à la formation desquelles la société a aussi sa part, transparaît la conception du monde, des rapports de domination ou de solidarité, qu'ont les partenaires à cet acte, ou celui des deux qui impose sa prééminence. Un livre récent ¹ fondé sur de sérieuses études ethnologiques confirme d'ailleurs ce point de vue : si l'homme cherche à dominer la femme, ce n'est pas elle qui constitue le but ultime de sa démonstration de force, mais les autres mâles. En dominant la femme, l'homme se prouve sa force et la prouve aux autres hommes. Le fait est d'ailleurs que les sociétés dominées par le modèle sexuel et affectif du machisme sont souvent politiquement inégalitaires ², et inversement, comme semble le montrer le cas des états scandinaves, où l'affirmation de l'égalité entre l'homme et la femme va de pair avec la démocratie politique et économique. À Rome, le machisme est donc une des conséquences de l'antidémocratie du régime politique.

Cependant la passion amoureuse existe à Rome comme ailleurs, et avec elle l'idéalisation du partenaire, qu'il s'agisse de l'homme ou de la femme. Ce qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec la tendance au machisme. Les choses se déroulent seulement sur un autre plan, où il peut réapparaître masqué : le désir de possession de l'être aimé, si fréquent dans la passion amoureuse, peut en être l'expression, s'il n'est corrigé par l'altruisme, seul critère de l'authentique amour.

C'est de cet amour-là, et non seulement de sa composante sexuelle, que nous parle une inscription gravée par une main anonyme sur les murs de Pompéi :

"Nul ne s'accomplit, qu'il n'ait connu l'amour ³".

On se prend à regretter que nos graffiti se limitent à l'obscène et aux slogans politiques : sur ce point, Rome a encore à nous apprendre... Le poète Catulle a, lui, connu l'amour, et ses écrits témoignent de son éblouissement. Catulle vit au temps des guerres civiles (de 87 à 54 av. J.-C.). Il fréquente les milieux littéraires et mondains, et y fait la connaissance de Lesbie, qui est en fait Clodia, la sœur du tribun Clodius, l'ennemi acharné de Cicéron. Il s'en éprend follement, et a avec

¹ Cf. E. REED, *Féminisme et anthropologie* (Paris, DENOËL-GONTHIER, 1979), 60 sq.

² Cf. E. BORNEMAN, *Le patriarcat* (Paris, P.U.F., 1979), 257-259.

³ Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 161.

elle une liaison orageuse et passionnée, qui dure environ quatre années. C'est le type même de l'amour impossible : elle a déjà trente ans, il n'en a pas vingt ; c'est un jeune provincial, elle appartient à l'illustre *gens Clodia* et elle est l'épouse du gouverneur de la Gaule Cisalpine. Il nous parle de ses tourments ¹, mais aussi de sa joie, et plus exactement du sentiment d'ineffable et d'éternité qui envahit les amants comblés ² :

"Les soleils pourront s'éteindre, les nuits succéder aux jours, mais nous, une fois que s'est éteinte notre brève lumière, nous dormirons sans fin dans une nuit perpétuelle. Donne-moi mille baisers, et cent, puis mille encore, puis cent autres, et encore mille, et encore cent. Alors ces milliers de baisers pris et rendus, brouillons-en le compte, pour qu'ignorés des jaloux [p. 198] comme de nous-mêmes, un si grand nombre de baisers ne puisse exciter l'envie".

Mais les étoiles qui brillent le plus sont celles qui sont en train de mourir. Même le décès du mari de Clodia ne permet pas à Catulle de réaliser son rêve : épouser sa bien-aimée. Peut-être fut-elle plus réaliste que lui, et apprécia-t-elle mieux les distances insurmontables que mettaient entre eux l'âge et le rang social... Peut être aussi ne vit-elle en lui que l'agréable passade que pouvait représenter pour une femme déjà mûre et "libérée" une liaison avec un jeune homme, poète de surcroît... Et puis les temps étaient durs : la lutte entre son frère Clodius et Milon, le protégé de Cicéron, n'était pas une mince affaire. On sait que Milon finira par tuer Clodius. Quant à Cicéron, il ne se privait pas d'attaquer la vie privée de Clodia en dénonçant en elle une débauchée perverse. Aussi Catulle dut-il se résigner ³.

Comblé ou malheureux, l'amour n'est point cependant la seule aune qui mesure les destinées humaines et leur donne un sens. La mort, dont les mains avides saisissent les vivants, est le seuil du grand mystère qu'il n'est donné à personne de connaître. Elle transforme une vie en destin, mais jusqu'à la fin l'homme à une prise sur sa vie : quand la statue du Commandeur mène Don Juan au seuil du gouffre infernal, elle le supplie de se repentir. Ce n'est qu'après avoir refusé qu'il tombe dans les flammes. Pas plus que nous l'homme romain n'est certain du destin qui l'attend dans le monde des morts. Mais la façon dont il voit la Mort, comme à toute époque, est le reflet de celle dont il conçoit la vie. C'est à ce titre que nous allons l'étudier, et y voir poindre l'angoisse de ce dernier siècle de la République.

¹ CATULLE, LXXXVI.

² CATULLE, *A Lesbie*, V.

³ Cité par M. MESLIN, *op. cit.* 161

LES MAINS AVIDES DE LA MORT

Comme les abîmes, la mort repousse et fascine tout à la fois. Tibulle (né en 60 av. J.-C.) exprime son angoisse à son approche :

"Bientôt viendra la mort, la tête enveloppée de ténèbres... Retiens, noire mort, tes mains avides, retiens-les, sombre mort..."¹

Mais la mort de l'autre, s'il n'est pas un être cher, constitue un spectacle. C'est le sens des jeux de gladiateurs². Le duel lui-même n'est qu'un amuse-gueule : ce qui compte se passe à partir du moment où l'un des adversaires fait signe qu'il se déclare vaincu. Le public fait alors connaître son avis, et le magistrat présidant le spectacle gracie ou fait le geste fatal. Dans le dernier cas la foule se penche pour voir passer l'ombre de la mort sur le visage et dans les yeux du vaincu qu'on égorge^{* 3}.

[p. 199]

Comment expliquer l'attrait puissant qu'exerce sur les Romains le sable rougi de l'arène ? Sans doute s'agit-il là d'un *plaisir de conjuration*, l'inverse exact du voyeurisme dans le domaine érotique : la mort qui passe ne s'arrête pas devant moi, elle est pour l'autre, pour celui dont la gorge se déchire sous le fer. Songeons à l'un des misérables plaisirs de la vieillesse, la lecture des annonces nécrologiques dans le journal... Les Romains conçoivent les choses sur une plus grande échelle, et n'attendent pas la sénilité pour jouir de ces présages. Et puis il y a aussi l'attrait du mystère, celui du moment du passage, quand les yeux chavirent et que s'éteint la conscience. Que voit celui qui quitte la vie ? L'éternelle obscurité du néant, ou d'autres mondes ineffables ? Ce mystère qu'il n'est donné à aucun de nous de connaître par sa raison, c'est aussi l'espoir toujours déçu de commencer à le percer qui fait scruter par les Romains le visage du gladiateur. Dans le bref instant qui sépare le mourant du cadavre, tout peut arriver, et peut-être lira-t-on dans ces yeux qui se voilent le reflet de l'ailleurs, au-delà de la mort. L'importance de cet insaisissable instant est telle que le vocabulaire de la mort abonde en mots le qualifiant : on dit de l'agonisant qu'"il passe", trépasse ; on parle des transis (de *trans-ire*, aller au-delà).

¹ TIBULLE, *Élégies*, I, 3.

² Cf. P. VEYNE, "les gladiateurs, artistes maudits" dans : *L'histoire*, 2 (1978), 4-13

^{*} Cicéron nous livre quelques informations sur la façon dont doit mourir le "bon" gladiateur.

³ CICÉRON, *Tusculanes*, cité par P. VEYNE, *op. cit. supra*, 9. Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 179.

Ainsi la fameuse question si souvent posée à propos des jeux de gladiateurs : "Comment pouvaient-ils aimer ces spectacles ?" n'a-t-elle en fin de compte aucun sens. Elle témoigne même d'une hypocrisie remarquable. Car nos angoisses sont les mêmes que celles des Romains : les moyens qu'ils emploient pour les conjurer sont simplement plus brutaux, de la même façon qu'ils dominent plus grossièrement leurs femmes dans le domaine sexuel.

Admettons donc que l'horreur et la fascination qu'exerce le spectacle de la mort sont de tous temps. Mais en quoi justement le dernier siècle de la République se distingue-t-il de périodes moins troublées ? Revenons à nos gladiateurs, car ils sont d'utiles révélateurs de l'évolution des mentalités. Il y a en effet des raisons politiques qui déterminent l'intensité de la morbidité de ces jeux. Car nous avons assez de données pour dresser des statistiques d'égorgement. Au début de notre ère, sous le règne d'Auguste, un gladiateur meurt à son dixième duel. Un siècle et demi après, il est égorgé dès son troisième ou quatrième combat. Si son espérance de vie a ainsi diminué de plus de la moitié, ce n'est pas parce qu'en quelques dizaines d'années les spectateurs sont devenus plus "cruels", mais parce que les temps et la politique ont changé. Lors des guerres civiles de l'époque de Cicéron, la violence est partout, et le sang coule souvent dans les rues de Rome : le goût de mort y trouve son comptant, et le recours aux plaisirs du cirque est relativement subsidiaire. Mais Auguste, en instaurant l'Empire, va donner à Rome une paix séculaire : les jeux du cirque n'en deviendront que plus sanguinaires, car il faut bien que les pulsions se déchaînent quelque part. À l'époque actuelle, nous raccourcissons seulement les délais, puisque tous les trente ou [p. 200] quarante ans, les mêmes transes suicidaires s'emparent du monde, que foulent en leur ronde éternelle les quatre cavaliers d'une apocalypse sans cesse renouvelée.

D'autres signes témoignent de l'angoisse du temps. Les sociétés ancrées dans la religion ou les certitudes de valeurs reconnues et unanimement partagées, réussissent à apprivoiser la mort. Pour l'homme du haut Moyen-Âge, elle est le seuil de l'éternité et du jugement définitif, mais elle est également proche, familière : l'agonisant s'y livre plus qu'il n'y résiste. Tel est aussi le cas des sociétés rurales, dont le contact avec la Nature leur apprend que la mort, loin d'être un scandale, un accident incompréhensible, fait partie du cycle de la vie, comme la nuit succède au jour et l'hiver à l'été. Quant à nous, nous vivons dans un monde où l'homme s'est longtemps défini par opposition à la Nature et aux animaux, qu'il entend soumettre ; nos sociétés sont urbaines, coupées des médiateurs naturels entre l'individu et son destin ; et enfin, c'est devenu un lieu commun d'écrire que nous ne savons plus à qui et à quoi croire. La mort devient alors l'horreur suprême, qui fait si peur que nous tentons de supprimer de notre vie tous ses surgissements : le funéraire devient macabre, et même morbide ; il faut se débarrasser de cet objet encombrant qu'est le cadavre au plus vite. Les plus riches

tournent le problème en payant les services de maquilleurs *, qui donnent au visage du défunt la sérénité dont nous espérons jouir quand ce sera notre tour de franchir le passage.

UN AUTRE AU-DELÀ

Le Romain de la fin de la République n'en est point parvenu à ces stades extrêmes. Mais certains signes nous montrent que lui aussi est saisi d'une angoisse nouvelle devant la mort. Car à la fin du dernier siècle avant notre ère les inscriptions funéraires témoignent d'une désillusion croissante et de ses corollaires : le nihilisme et l'appétit de jouissances. Ainsi, de la formule : "Je n'étais pas, je fus ; je ne suis plus, je m'en moque". Il ne s'agit pas là d'un scepticisme de grand seigneur. Ces formules sont aussi banales que celles de notre temps comme "À notre cher disparu", puisqu'elles sont le plus souvent rédigées en abrégé, avec les seules initiales des mots : tout le monde avait donc l'habitude de les lire. Rome a même ses danses macabres. Sur un vase à boire trouvé dans le domaine de Boscoreale figurent trois squelettes : le premier est mollement étendu par terre et boit le vin qu'on lui offre, tandis que le second joue de la lyre. Une inscription les coiffe : "Honore pieusement les ordures !". Un troisième squelette tient une bourse dans une main, et contemple un crâne en disant : "C'est cela, l'homme !". Ce cynisme cache évidemment le [p. 201] désespoir et la peur. La comparaison avec les danses macabres du Moyen Âge n'est d'ailleurs pas fortuite. Aux XIV^e et XV^e siècles, la mort prend une autre figure beaucoup moins familière que celle des temps féodaux ¹. Auparavant le mort était représenté comme apaisé, son corps et son visage intacts comme au moment où son âme s'en était échappée. Mais, dès le XIV^e siècle, le spectacle se situe à un stade plus avancé : celui de la décomposition, de la pourriture, du grouillement des vers. Les danses macabres apparaissent. Elles mêlent morts et vivants, squelettes et corps de chair, mais ce sont les squelettes qui mènent le bal : ils dansent en entraînant les vivants qui sont, eux, raides et stupéfaits (on pense aux dernières images du film de Bergman *Le septième Sceau*, où la Mort entraîne dans cette farandole sur le haut des montagnes les personnages du récit, et surtout le chevalier qui jouait aux échecs avec elle pour percer son mystère ...). Or, la fin du Moyen-Âge et celle de la République romaine sont des époques que rapprochent plus d'un trait : mêmes doutes dans les esprits vis-à-vis des préceptes de la religion, et surtout accumulation de catastrophes : épidémies, guerres, crise économique pour le Moyen-Âge ; violence, guerres civiles, crise du système politique et paupérisation

* Dans certains "salons" funéraires des U.S.A., le mort est même assis sur un fauteuil, les jambes croisées, dans une posture familière, l'allongement de la dépouille – même maquillée – suggérant encore trop l'immobilité de la mort...

¹ Cf. P. ARIES, *L'homme devant la mort* (Paris, Le Seuil, 1977), 114 sq.

de la population urbaine pour la République. Dans les deux cas, cette fin dramatique fait suite à une brillante période d'expansion économique et urbaine : les mentalités collectives en sont d'autant plus perturbées. La vision de la mort est donc altérée.

Mais les Romains distingués ne s'adonnent pas tous à la jouissance, abandonnant au populaire ces satisfactions vulgaires. Car, plus encore que les enfants ¹, la gloire permet de ne pas mourir vraiment. Cicéron et Sénèque ² s'accordent sur ce point. Par définition, cette gloire posthume est le privilège d'une minorité, celle qui exerce le pouvoir. Elle consiste dans l'accumulation des plus hautes fonctions militaires et politiques. D'ailleurs, le texte des inscriptions funéraires des plus grands personnages n'est que la sèche énumération des étapes successives et datées de leurs carrières politiques et administratives, ainsi que de celles de leurs campagnes militaires. Le souvenir des défunts sera d'autant plus assuré de durer qu'il s'appuiera sur ce résumé de pierre, offert à la vue de tous les passants. Car il ne faut pas oublier que les sépultures romaines se dressent tout au long des routes. La Via Appia, dans les faubourgs de Rome en comporte plusieurs. Mais la gravure de ces inscriptions – et plus encore l'érection de mausolées – supposent des moyens financiers hors de mesure avec ceux dont disposent les pauvres. D'ailleurs, de quelles brillantes carrières feraient-ils état ?

LA MORT DES PAUVRES

Il existe cependant un art funéraire plébéien, qui concerne à vrai dire les classes moyennes, non les couches populaires. Or ici encore, il faut bien constater de curieuses coïncidences chrono-[p. 202] nologiques : c'est surtout à partir de la seconde moitié du dernier siècle de la République que se développe cet art funéraire... ³ Ce sont donc les troubles du temps qui poussent ces individus à tenter d'atténuer leur angoisse croissante devant la mort par l'étalage de ces témoignages lapidaires. Nous assistons ainsi au déploiement d'une émouvante galerie des portraits de ceux qui ont pu économiser assez pour se faire représenter pour la postérité : petits et moyens entrepreneurs, affranchis enrichis, fonctionnaires municipaux, sous-officiers en retraite. Ces gens n'ont pas eu la chance d'exercer des carrières de tout premier plan : leur gloire est un peu maigre. Ils pallient ce défaut en se faisant représenter avec le plus de réalisme possible. Puisque leur vie ne les impose pas à la postérité, c'est leur image qui doit la frapper. Cette intention se traduit par l'abandon de certaines techniques et le remploi d'autres artifices. On renonce à la perspective et aux proportions ; le

¹ CICÉRON, *Paradoxe des stoïciens*, II, 18.

² SÉNÈQUE, *Lettre*, 79, 14-17.

³ Cf. F.COARELLI, *op. cit.*, 80.

défunt est représenté debout, bien vivant. Ce qui compte, c'est le détail significatif, le rappel de la profession du défunt, qu'entoure son épouse. Le tombeau d'Eurysacès en témoigne. Eurysacès tenait boutique à Rome : sa boulangerie fournissait en pain l'armée et l'administration. Il meurt en 40 ou 30 av. J.-C. Or son tombeau est un hymne... à la boulangerie : la figuration des pétrins, élevés à la dignité de motifs architecturaux, tient lieu pour lui des énumérations de consulats ou de victoires contre les Parthes. Juste sous le toit, une frise continue reproduit avec soin les différentes étapes de la panification. Cette ostentation peut nous faire sourire : elle est un peu naïve et sent le parvenu. Mais les intentions d'Eurysacès et de Sénèque sont les mêmes : tous deux veulent se perpétuer. Nous avons les écrits de Cicéron : mais des plus humbles, il ne nous reste que les bribes de ces discours de pierre. Ils n'en méritent que plus notre attention. Eurysacès est un de ces boutiquiers que méprise tant Cicéron, ceux auxquels il dénie tout droit de participer à la direction de l'État. Or, en construisant son tombeau, Eurysacès lui répond : il ne rougit pas de son métier, même si ce n'est pas celui de la politique. Ses pétrins veillent sur sa dépouille comme les faisceaux des licteurs protègent le magistrat : le boulanger vaut bien le consul...

D'ailleurs, quand Cicéron va jusqu'au bout de lui-même, il est parfois sincère. Un vertige le saisit alors devant l'abîme du temps et de la mort. Les défenses qu'il a érigées contre elle cèdent, et cette fameuse gloire devient aussi périssable que son corps. Écoutons-le, car la beauté de ce texte en rachète beaucoup d'autres de sa plume :

"Quand même les races futures répéteraient sans trêve les louanges de chacun de nous, quand même notre nom se transmettrait dans tout son éclat de génération en génération, les déluges et les embrasements qui doivent changer la face de la terre à des époques immuablement déterminées ôteraient toujours à notre gloire d'être, je ne dis pas éternelle, mais durable ¹".

[p. 203]

Mais si l'esprit peut accepter cette dissolution, le cœur et la chair s'y résolvent mal. Les convictions religieuses, lorsqu'elles sont solidement ancrées, peuvent apporter une consolation en transfigurant la pourriture du tombeau : le sépulcre n'est plus alors qu'un passage. Les Romains n'ont pas attendu le christianisme pour y penser. Leur religion antique offrait certaines échappatoires. Les garanties en étaient à vrai dire assez maigres. Car le Romain traditionnel n'arrive pas à imaginer un au-delà vraiment différent de ce monde. Les trépassés parlent peu entre eux. Le jour des morts, les vivants sacrifient à *Tacita* – la déesse muette – un

¹ CICÉRON, *La République*, VI, 16.

poisson à la bouche cousue, ce qui est une allusion au silence qui règne dans le séjour des morts. Ce silence des morts, c'est en fait le mystère du tombeau. Mais en revanche, les Romains pensent que les morts disposent de multiples moyens de s'adresser à eux. D'abord, ils peuvent revenir, ce qui est perçu avec une inquiétude certaine. Pendant trois jours, au mois de mai, les ancêtres, sous le nom de *Lémures*, sortent de leurs tombes et reviennent hanter les lieux où ils ont vécu ¹. Or cette hantise est menaçante : car si l'on n'accomplit pas certains rites, le mort va entraîner avec lui un membre de la famille. Lors de ces dates fatidiques, le père de famille se lève au milieu de la nuit, pieds nus, et fait un geste obscène avec le pouce au milieu de ses doigts joints. En fait, le geste n'est obscène qu'en apparence : il symbolise l'acte sexuel, donc la vie, qui doit conjurer la mort. D'ailleurs, en l'accomplissant, l'homme prie qu'aucun revenant ne vienne à sa rencontre. Puis il se lave les mains, prend des fèves noires, les crache derrière lui tout en disant : "Je jette ces fèves et par elles je me rachète, moi et les miens". Il répète neuf fois de suite ces gestes et ces paroles. Jamais il ne se retourne, car le mort qui le suit ramasse les fèves. De nouveau il se lave les mains, fait du bruit avec un objet de bronze pour effrayer les revenants, et leur dit par neuf fois : "Mânes de mes pères, sortez". Il se retourne alors, protégé par le correct accomplissement du rite : le mort a bien voulu le pardonner, lui et les siens, et s'en est allé, après avoir accepté les fèves noires, offrandes réservées aux puissances infernales.

Mais les contacts quotidiens, familiers, avec les morts, sont heureusement moins effrayants. Ce sont ceux qui naissent le long des chemins bordés de tombes. Par les inscriptions qui y sont gravées, le mort interpelle les vivants, souvent gaiement, et en leur souhaitant chance. Citons quelques exemples :

"On a placé Lollius sur le bord de cette route pour que les passants lui disent : "Bonjour Lollius ²".

"Salut, Fabianus ! – Que les dieux vous accordent leurs bienfaits, les amis ! Et vous, voyageurs, que les dieux vous soient propices, à vous qui vous arrêtez près de Fabianus. Allez, et revenez sains et saufs. Vous qui me jetez des fleurs, vivez de nombreuses années ! ³"

Pour le Romain, le mort, même s'il n'appartient plus à ce [p. 204] monde, continue encore à se comporter comme un vivant. Or, à la fin de la République, cette vision trop simpliste de l'au-delà ne satisfait plus les mentalités populaires : les malheurs du temps ont précipité la crise de la religion ancienne. Car là aussi, il y a concordance chronologique entre les déchirements des guerres civiles et

¹ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 48-49.

² DESSAU, 6746.

³ DESSAU, 1967.

l'introduction à Rome de cultes venus d'Orient. Ces religions orientales sont beaucoup plus tournées vers le surnaturel et l'au-delà que la religion traditionnelle. Le monde d'après la mort n'est pas celui du silence, ou un pâle décalque de celui des vivants. Des aspirations qu'elles comblent témoigne cette inscription funéraire exceptionnelle. Elle émane d'une mère anonyme qui vient de perdre son fils : la vision qu'elle éprouve est mystique et correspond à la transfiguration de corps ressuscité à laquelle croiront plus tard les chrétiens. Elle voit :

"... une forme rayonnant d'une lumière sidérale descendre de l'éther (...) Ses yeux ardents brillaient, ses épaules étaient comme auréolées, ses lèvres rouges proféraient des sons pour me consoler : "Je n'ai pas été entraîné dans les sombres profondeurs du Tartare, mais j'ai été emporté vers les astres". ¹"

À ces consolations, les religions orientales joignent la promesse d'un salut individuel. Les pouvoirs des anciens dieux laissent les Romains de plus en plus sceptiques. Cicéron lui-même avoue que lorsque deux augures sont revêtus de leurs ornements religieux, ils ne peuvent se regarder sans rire... Sur de nombreuses tombes, l'invocation aux dieux mânes n'est qu'une clause de style, car elle est suivie de textes nihilistes du genre de celui que nous avons cité. Place, donc, aux dieux orientaux. Isis et Sérapis, venus d'Égypte, sont adorés à Rome au dernier siècle av. J.-C. ; Marius se fait accompagner d'une prophétesse syrienne ; les sectes dionysiaques fleurissent... Inquiets de ces manifestations, les dirigeants – qui se souviennent du scandale des Bacchanales –, de Sylla à César, tentent de rénover le culte de certains dieux traditionnels. Ainsi César fait-il adorer Vénus. Ce sont donc les masses populaires qui manifestent le plus d'angoisse : elles embrassent totalement les nouveaux cultes alors que l'aristocratie reste sur la réserve. L'explication est simple : ce sont elles qui souffrent le plus des violences des guerres civiles et de la surpopulation urbaine. Elles vont donc chercher ailleurs le salut que leurs dieux leur refusent.

Soulignons une constante remarquable de l'histoire républicaine : les luttes d'influence entre divinités sont étroitement tributaires des conflits sociaux et culturels. On se souvient que, lorsque la plèbe romaine fait sécession, en 493, elle élève au pied de l'Aventin un temple à ses divinités (Cérès, *Liber* et *Libera*) dont les fonctions sont mieux accordées à ses besoins que celles des dieux priés au Capitole. En 449, une loi religieuse s'inscrit dans ce mouvement : tout individu qui portera atteinte à un tribun de la plèbe sera voué à Jupiter, le dieu capitolin [p. 205] patricien garant de la fonction de justice, mais ses biens écherront aux divinités de l'Aventin qui veillent sur les destinées économiques de la Cité : ce

¹ *Corpus des inscriptions latines*, VI, 21521.

partage reflète symboliquement la constitution patricio-plébéienne, qui vient tout juste d'être initiée (en 450) avec la Loi des XII Tables. Au fur et à mesure que cette alliance se confirmera, les dieux plébéiens s'intégreront au Panthéon romain. Quand commencent à se faire sentir dans les années 190 les premiers traumatismes nés de la seconde guerre punique, on ira chercher à l'étranger les dieux des nouveaux opprimés de la "nouvelle plèbe". Et au dernier siècle de la République, c'est à la répétition de ce mécanisme que nous assistons.

Mais ce n'est point seulement de leurs dieux que les Romains se détournent. Les formes traditionnelles du jeu politique répondent de moins en moins aux aspirations de ces mêmes masses urbaines, et les liens de clientèle maîtrisent plus difficilement les revendications de ceux que nous connaissons sous le nom de "populaires" depuis les insurrections grachiennes.

LES REVENDICATIONS DU "PARTI POPULAIRE" ET LA RÉPONSE DES ANTIDÉMOCRATES

Comme nous l'avons déjà dit ¹, il serait inutile de chercher à repérer dans ce "parti populaire" l'équivalent de nos partis modernes. La comparaison avec les courants d'opinions utilisés par des factions aristocratiques dans les deux derniers siècles de l'Ancien Régime en France serait à tout prendre moins inexacte.

Les Gracques sont à l'origine du courant des idées "populaires". Celles-ci sont certes "démocratiques" par rapport au contexte formé par la politique traditionnelle romaine. D'ailleurs Cicéron décrit un adversaire de la démocratie comme "hostile aux visées populaires" ². Mais, entendons-nous bien. Même pour les *populares*, il ne s'agit pas de donner au peuple romain les droits que possédait celui d'Athènes. Dans l'Athènes des VI^e-IV^e siècles av. J.-C. régnait une démocratie directe, chaque citoyen disposant des moyens de contrôler les décisions politiques, et même l'exécution des tâches d'administration quotidienne. Le peuple romain "souverain" n'en demande pas tant. Ses éléments les plus "à gauche" revendiquent seulement pour une fraction bien choisie le droit de décider de l'ordre du jour, d'établir les priorités, et de participer aux grands débats politiques. Ils s'opposent en ce sens aux "gens de bien" (*optimates*) qui veulent tout soumettre au filtre de l'assentiment du Sénat.

Cette démarche n'aboutira pas. D'abord parce que militaires et sénateurs préfèrent faire parler les armes que les citoyens. Ensuite parce que ceux qui se

¹ Cf. *supra*.

² CICÉRON, *La République*, III, 47.

recommandent de ce parti et ceux qui pourraient bénéficier de son action ne lui apportent pas un soutien total. Les premiers parce qu'ils sont plus guidés par [p. 206] leur ambition personnelle que l'intérêt du peuple : quand Sylla et Marius distribuent des terres, c'est pour se faire des partisans, non pour réduire les inégalités sociales. Les seconds parce que leurs leaders disparaissent souvent brutalement (Clodius, César), et en raison des tentations que continuent à exercer sur certains d'entre eux les liens de clientèle. En dépit de ces ambiguïtés, une partie de la plèbe espère trouver dans ce "parti" un remède aux mesures dont elle souffre. L'oligarchie nobiliaire est par principe et nécessité opposée à toutes les mesures que réclament les temps nouveaux et qui forment l'armature de ces thèmes hérités des Gracques et repris par les *populares*. Plutarque nous décrit le Sénat...

"... redoutant l'action révolutionnaire des indigents, qui étaient les boute-feux de toute multitude et mettaient leur espoir en César ¹".

Quelles sont donc ces revendications capables de soulever les foules ?

Tout d'abord, organisation de distribution gratuite ou à des prix subventionnés de denrées alimentaires, voire de subsides en argent aux indigents. Les possédants ne voient là que démagogie. Envisagées du côté de ceux qui subissent l'élévation grave du coût de la vie due aux spéculations des hommes d'affaires et à la ruine des petits propriétaires qui entraîne le recours forcé aux denrées importées, ces mesures sont sans conteste une satisfaction impérieuse à des revendications légitimes. Depuis 123, date de la Loi Frumentaire de C. Gracchus, le principe de la vente à bas prix des denrées de première nécessité est demeuré à travers toutes les vicissitudes politiques : une sorte de SMIG alimentaire... Cicéron compare la malheureuse plèbe qui en bénéficie à "un vampire (qui) se nourrit du sang du Trésor... ²" (on pense aux travailleurs immigrés accusés de faire capoter le budget de la Sécurité Sociale...). L'accusation mérite qu'on s'y arrête pour juger de sa démesure. Dans les années 70, 100 000 personnes environ bénéficient de ces distributions ³, ce qui ne représente pas la majeure partie de la plèbe. Elles coûtent à l'État 10 millions de sesterces par an (30 millions de F.F. 1979) : moins du triple du prix qu'a payé Cicéron sa maison du Palatin (3,5 millions de sesterces)... D'autre part, ces mesures n'avantagent pas nécessairement les plus pauvres : pas question d'en jouir si l'on n'est pas citoyen. En 58, Clodius, l'ennemi juré de Cicéron, franchit une étape décisive, celle de la gratuité : désormais, rien n'est exigé en échange du *modius* * de blé. Dès lors, les inscriptions frauduleuses sur les listes de bénéficiaires provoquent un gonflement du nombre des

¹ PLUTARQUE, *César*, 8, 4 ; *Caton Mineur*, 26, 1.

² CICÉRON, *A Atticus*, I, 19, 4.

³ Cf. C. NICOLET, *op. cit. (Le Métier...)* 262-272.

* Unité de volume.

récipiendaires. En 46, 320 000 hommes âgés de plus de 10 ans reçoivent gratuitement des céréales. César, pourtant leader des *populares*, décide d'y mettre le holà. Il raye 150 000 individus des listes de distribution, et établit 70 000 prolétaires de la cité dans les colonies d'outre-mer. Le nombre des bénéficiaires [p. 207] redevient à peu près identique à celui des années 70 : 100 000. La politique d'Octave suit exactement la même trajectoire. Tant qu'il lutte pour le pouvoir, il se montre généreux : d'après ses *Mémoires*, ses diverses largesses ne concernent jamais moins de 250 000 personnes. Mais une fois devenu Auguste, il se montre beaucoup plus parcimonieux. D'ailleurs les remarques de son biographe, Suétone, ne laissent aucun doute sur la façon dont il envisage les distributions de blé :

"Il eut... la pensée de supprimer pour toujours les distributions de blé faites par l'État, parce que le peuple, comptant sur elles, abandonnait la culture de la terre, mais, ajoute-t-il, il ne s'y arrêta point, dans la conviction que le désir de la popularité pourrait un jour les faire rétablir."¹

Les distributions de blé correspondent à un besoin réel de la part des masses urbaines. Mais ses partisans déclarés qui les décident n'entendent nullement appliquer une politique de redistribution, de réduction des inégalités économiques, bref des mesures démocratiques. La preuve en est que les distributions se font sur le critère de la citoyenneté, non de la modicité des ressources. Les adversaires des *populares* ont raison quand ils les traitent de démagogues. Car il ne s'agit pour eux que de se rallier la plèbe tant qu'ils en ont besoin : parvenus au pouvoir, ils restreignent la portée de ces allocations.

Nous avons vu que Sylla et Marius ne se comportent pas autrement quand ils procèdent à des distributions de terres.

Ces assignations de terres constituent la seconde revendication de ceux qui placent leurs espoirs dans le "parti populaire". Apparemment, elles contredisent ce qui précède : la plèbe urbaine, si elle voulait vraiment retourner à la campagne, ne demanderait pas si instamment à l'État qu'il la nourrisse... En réalité, les distributions de terres permettent de pourvoir les marchés provinciaux à des prix inférieurs à ceux des provendes céréalières venues d'outre-mer. En tout cas, ceux qui se transforment en paysans peuvent au moins subvenir à leurs besoins. Les riches et les dirigeants s'y opposent catégoriquement. Cicéron nous livre sur ce thème sa conclusion ² sur l'origine et la fonction de l'État : protéger les riches et maintenir les inégalités :

"... en premier lieu, il faudra à celui qui gouvernera l'État veiller à ce que chacun conserve son bien et qu'il n'y ait pas de prélèvement à titre public sur les

¹ SUÉTONE, *Auguste*, 42.

² CICÉRON, *Les devoirs*, II, XXII, 78-79.

biens privés (...) Discours fatal, qui tend à l'égalité des fortunes, et peut-il y avoir fléau plus grand ? C'est avant tout, en effet, pour cette raison : conserver ses biens, que l'on a établi les États et les Cités. ¹

Sur ces sommets, nous évoluons très au-dessus de la démocratie telle que la concevaient les Grecs. Écoutons encore une fois celui d'entre eux qui veilla sur Athènes, Périclès :

[p. 208]

"... comme les choses ne dépendent pas du petit nombre mais de la majorité, c'est une démocratie. S'agit-il de ce qui revient à chacun ? La loi, elle, fait à tous, pour leurs différends privés, la part égale, tandis que pour les titres, si l'on se distingue en quelque domaine, ce n'est pas l'appartenance à une catégorie, mais le mérite, qui vous fait accéder aux honneurs (...) Nous employons la richesse, de préférence, pour agir avec convenance, non pour parler avec arrogance ; et, quant à la pauvreté, l'avouer tout haut n'est jamais une honte.

²"

Les plus grands philosophes grecs n'hésitent pas à affirmer :

"La démocratie est le gouvernement des pauvres par les pauvres ³". L'État romain de Cicéron se situe aux exacts antipodes de cette affirmation.

Ce n'est d'ailleurs pas Cicéron qui est en cause, mais ceux de sa classe. Le discours tenu par Brutus peu après qu'il ait tué César est de la même veine, bien qu'il situe son argumentation à un niveau plus tactique et politique ⁴.

Son raisonnement demeure le même que celui de Cicéron pas d'État stable si l'on se mêle d'enlever aux riches une partie de ce qu'ils ont, car ils chercheront à le récupérer. Bien entendu, si des troubles s'ensuivent, c'est la faute des pauvres et de ceux qui les ont égarés. Enfin, ces discours réaffirment toujours la vieille objurcation : le peuple doit se fier à ses dirigeants traditionnels, dépositaires de l'antique mission du gouvernement. Seule la forme du régime est aristocratique : son fond est démocratique. Tel est le discours de toutes les dictatures. Les démocrates athéniens en tenaient un autre.

¹ *Ibid.*, XXI, 73.

² THUCYDIDE, *La guerre du Péloponnèse*, II.

³ ARISTOTE, *Politique*, 1279 b ; PLATON, *La République*, 557 a XENOPHON *Mém.*, IV, 2, 37.

⁴ APPIEN, *La guerre civile*, II, 19, 141.

LES SOLUTIONS DES DÉMOCRATES ATHÉNIENS

Marquons un temps d'arrêt pour décrire les solutions de la démocratie athénienne qui, elle aussi, dut satisfaire des besoins similaires ¹. Les indigents étaient nombreux. En 431, on estime que 45% des Athéniens ne possédaient rien ; et en 315 ce chiffre s'élève à 57%. Cela malgré les réformes antérieures de Clisthène (508-500 av. J.-C.), qui s'était engagé dans la voie du lotissement des terres conquises. Trois siècles et demi plus tard à Rome, les Gracques tentèrent de l'imiter, avec l'insuccès que l'on sait. Ces ensembles de lots de terres se nommaient des clérouquies (de KLÈROI, lots). Jamais leur assignation ne fut un moyen pour les hommes politiques de se créer des foyers de partisans. (À l'inverse des pratiques des dirigeants romains, à partir de Marius.) Car leurs bénéficiaires en étaient avant tout redevables à la cité athénienne. Lors de la fondation des clérouquies, ils partaient sous la direction d'un chef élu par l'assemblée populaire, assisté par un prêtre, un architecte, et dix arpenteurs. Ce territoire de la cité faisait juridiquement partie de celui d'Athènes, les clérouques restaient citoyens athéniens, les décisions des organes de la cité devaient être ratifiées par Athènes. Par ailleurs, ces colonies de peuplement étaient un [209] instrument de promotion sociale : à la suite des grandes campagnes de lotissement, plusieurs milliers de citoyens montaient dans l'échelle censitaire. Il résultait de tout cela un profond et durable loyalisme des clérouques vis-à-vis de la mère-patrie. Par ailleurs, en faveur de ceux que rebutait l'éloignement colonial, Périclès s'efforça de mettre en œuvre une politique de grands travaux (elle fut relativement limitée, car les besoins et techniques de l'époque n'étaient pas prométhéens, et on ne pouvait renouveler à l'infini la construction de temples).

Athènes mit également en œuvre des formes plus élaborées d'assistance aux déshérités en instituant le versement d'allocations aux indigents : distributions de pain à bon marché (qui annoncent la loi frumentaire de C. Gracchus), ou de sommes d'argent lors des périodes de crise, aide pécuniaire accordée aux plus pauvres des citoyens lors des grandes fêtes publiques (*theorikon*).

À Rome, la nature oligarchique du pouvoir et les prétentions des grands généraux à la monarchie font que les lois frumentaires et assignations de terres ne correspondent jamais à un projet démocratique, même lorsqu'elles satisfont des revendications populaires. Le blé et la terre ne constituent d'ailleurs que la partie la plus visible de ces aspirations, qu'expriment sur le terrain politique les *populares*. Mais au dernier siècle de la République, nous assistons à l'émergence d'un nouveau langage, d'une contre-culture politique. Car, répétons-le, l'homme

¹ Cf. L.R. MENAGER, *op. cit.* (*Institutions...*), 112-123.

romain est à cette époque saisi d'une angoisse globale : son attitude devant la mort, sa désaffection envers ses dieux nous le prouvent. Il est inévitable que les cadres traditionnels de la politique lui paraissent tout autant périmés. La confiance accordée par une partie de la plèbe aux *populares* le montre mais il est d'autres signes de cette contre-culture politique ¹.

LA CONTRE-CULTURE POLITIQUE

La notion de culture "underground" nous est familière. Elle désigne, entre autres, les modes d'expression propres à la jeunesse de milieux souvent modestes et fortement marginalisés. Jugeant ne pas trouver dans les cadres qui lui sont proposés des moyens adéquats d'exprimer ses revendications ou ses aspirations, cette jeunesse élabore son propre système de communication, avec sa codification et ses valeurs : mythes de la moto, de chanteurs pseudo-"loubards", vêtements et coiffures particuliers, tics de langage, anarchisme simulé ou authentique, périodiques spécialisés, constituent quelques-uns des éléments de cette contre-culture. À Rome, la contre-culture politique d'inspiration populaire apparaît au second siècle avant notre ère, mais c'est à l'occasion des troubles du siècle suivant qu'elle va parfois nettement supplanter le jeu politique traditionnel.

La première de ces manifestations est pour nous insolite, et consiste dans les funérailles des hommes politiques. Nous con-[p. 210] naissons déjà la coutume de l'exposition des masques de cire des ancêtres ² qui s'y rattache. Lors de ces funérailles, la foule communie dans le souvenir du mort, qu'exaltent de nombreux discours. On rappelle l'ancienneté de sa famille, les services que ses ancêtres ont rendus à l'État, le nombre et le niveau de leurs magistratures. Dans les meilleurs des cas, la cérémonie tourne à l'exaltation de l'unité civique ³.

Mais, lors des déchirements des guerres civiles, les funérailles des leaders assassinés constituent également les occasions où éclate le mécontentement populaire sous forme d'émeutes et du déchaînement de la violence (de tels troubles surviennent notamment après les assassinats de Clodius et de César). La violence semble d'ailleurs toujours avoir été associée par les Romains à l'idée de la mort. Car les jeux de gladiateurs sont nés à l'occasion des funérailles ⁴. La coutume est d'origine très ancienne, et fort courante dans les sociétés primitives : quand meurt un grand personnage, ses serviteurs ou son épouse le suivent dans le tombeau, ou bien ses fidèles se battent autour de sa couche mortuaire pour témoigner de leur désespoir. Bientôt, les professionnels prennent la place des

¹ Cf. C. NICOLET, *op. cit.* (*Le métier ...*), 456-505

² Cf. *supra*.

³ POLYBE, VI, 52-54.

⁴ Cf. P. VEYNE, *op. cit.* (*les gladiateurs...*), 9.

amateurs dans ce genre d'exercice : on embauche en même temps gladiateurs et pleureuses. Finalement, le spectacle prend le pas sur les funérailles et s'en disjoint. L'homme politique n'offre plus de jeux que des mois et des années après le décès qu'ils sont censés commémorer – en fait pour les besoins de sa campagne – puis le prétexte funéraire finit par disparaître complètement. C'est ainsi que la "violence funéraire" s'institutionnalisera dans les combats du cirque, et deviendra un des éléments de cette contreculture.

Au spectacle, le peuple se "sent" souverain : les dirigeants l'ont très bien compris, c'est pourquoi ils ne lésinent pas à lui en offrir. Il y prend conscience d'une existence collective en partageant les mêmes plaisirs, cela d'autant plus qu'il détient un véritable droit coutumier sur les magistrats, celui d'exiger et d'avoir ces jeux. Souveraineté fort détournée des enjeux réels de la politique, mais souveraineté quand même, du moins aux yeux de cette plèbe. Les occasions de l'illusion du pouvoir sont si rares pour le peuple dans la République romaine qu'il en profite pleinement quand elles se présentent. Les distributions de blé et d'argent sont importantes parce que nécessaires ; les jeux du cirque y ajoutent le plaisir du divertissement. Si nous les remplaçons par "la télévision et les matches de football" (qui sont eux aussi parfois l'occasion de déchaînements de violences collectives...), nous comprendrions sans doute mieux leur importance. Fronton, en tout cas, en témoigne :

"Le peuple est moins avide de largesses en argent que de spectacles, et si les distributions de vivres et de blé suffisent à contenter l'individu, il faut le spectacle pour que le peuple tout entier soit heureux. ¹"

De cette avidité témoigne la taille des bâtiments destinés aux spectacles à la fin de la République : environ 150 000 per-[p. 211] sonnes pour chacun des deux grands cirques. L'équivalent des stades de Rio-de-Janeiro ou de Glasgow, beaucoup plus que ceux de Los Angeles ou Moscou ; trois fois plus que les amphithéâtres antiques d'Athènes et de Délos. Une autre comparaison contemporaine s'impose. Celle de la fonction politique des jeux gymniques dans les états socialistes : leur célébration est aussi le lieu voulu par les dirigeants de manifestations unanimistes autour du régime. À Prague, le stade des Sokols, qualifié d'"aire de démonstration des masses" peut accueillir jusqu'à 240 000 spectateurs ; le cirque construit par César, après les agrandissements que lui apporte Néron, est d'une contenance identique. Dans les deux cas, à Rome ou dans les démocraties populaires, il s'agit de figurer symboliquement et par l'intermédiaire de spectacles centrés autour de la célébration du corps l'unité du peuple autour des dirigeants (la coutume culmina en Chine et en URSS lors des périodes de culte de la personnalité, quand la manipulation simultanée de petits

¹ Cité par M. MESLIN, *op. cit.*, 179.

fanions de couleurs différents dont était muni chaque spectateur permettait de dessiner le visage du dirigeant suprême : physiquement, il "était" le peuple, les masses et lui devenaient consubstantiels).

Répetons qu'à Rome les dirigeants entretiennent le peuple dans l'idée que les spectacles sont un des lieux où il exerce son pouvoir, que l'arène est une véritable instance "démocratique", au même titre que les comices. Cicéron l'affirme :

*"...il y a trois occasions où peuvent s'exprimer le plus clairement l'opinion et la volonté du peuple romain en matière politique, les réunions publiques, les comices, les rassemblements attirés par les jeux et les gladiateurs."*¹

On ne peut dire plus clairement que les spectacles sont comme la loi l'expression de la souveraineté populaire. Nous savons bien entendu de quelle escroquerie il s'agit de la part des milieux dirigeants.

Toutefois, le théâtre est bien un des rares endroits où peut s'exprimer l'opinion publique ; elle le fait souvent de façon politique. Très fréquemment, l'assistance réagit à certaines phrases des pièces qui sont données devant elle².

Le détournement politique des pièces de théâtre par le public est un phénomène bien connu dans les états dictatoriaux contemporains. Le public se passionne pour des tragédies dont les héros et l'action se situent à des époques ou dans des pays très différents. Mais il en extrait des passages isolés qui lui semblent correspondre à sa propre situation : lors de certains vers, la salle éclate alors en applaudissements qui sont nettement politiques. L'explication est simple, et la comparaison une fois de plus instructive. Dans ces dictatures contemporaines, la souveraineté du peuple n'existe que dans la Constitution : au choix des électeurs n'est présentée qu'une liste unique, et derrière toutes les institutions légales on voit se dessiner l'énorme et contraignante présence du parti. Enfin, les libertés publiques [p. 212] ne sont qu'un mot. Dans la Rome de la fin de la République, la situation est largement similaire. Toute la rhétorique de Cicéron et de ses semblables sur les pouvoirs du peuple dissimule le fait qu'il n'en a pratiquement aucun. Au niveau électoral et législatif, on connaît tous les trucs dont est affecté le système comitial. Quant à la liberté des citoyens, les violences militaires – et la violence politique tout court – qui se déchaînent lors du siècle des guerres civiles la suppriment presque totalement : les sénateurs se terrent chez eux, et le peuple "vote" entouré de soldats. Dans ces conditions, on s'exprime où l'on peut... C'est le triste apanage des régimes dictatoriaux que de réduire la liberté de ce peuple qu'ils proclament toujours souverain à devoir s'exprimer par les détours les plus subtils.

¹ CICÉRON, *Pour Sestius*, 106.

² *Ibid.*, 115-126.

À Rome, la disposition du public elle-même est d'ordre politique. Dès 194 av. J.C. les dirigeants prennent des mesures pour que l'ordonnancement des places sur les gradins corresponde à celui des hiérarchies sociales. Les sénateurs à l'orchestre et aux premiers rangs ; puis des plus aisés aux moins riches, la distribution s'effectue de bas en haut, le peuple étant au "poulailler". Ne nous indignons pas trop vite, car nous connaissons toujours ce système, sous une forme à peine édulcorée. Même dans les spectacles les plus populaires (cinémas et compétitions sportives), il existe des places de catégorie différente. Dans les moyens de transport collectifs il y a aussi des "classes". La différence avec Rome est que le critère est seulement économique (le prix qu'on est décidé à payer) et ne tient plus au statut (un ouvrier qui en a les moyens peut s'offrir un fauteuil d'orchestre à côté de son PDG). Mais il faudrait être bien naïf pour ne pas percevoir que le critère économique est encore largement dépendant de la classification statutaire...

En tout cas, il est très intéressant de noter que la plèbe paraît fort mécontente des premières applications de ces mesures :

"... les autres faisaient observer que tout ce qu'on ajoutait à la considération du Sénat était pris sur la dignité du peuple ; que toutes ces distinctions qu'on cherchait à établir entre les ordres altéraient leur union et attaquaient la liberté. "Depuis 558 ans, ajoutaient-ils, les places des spectateurs avaient été confondues. Qu'était-il donc arrivé tout à coup pour que les patriciens ne voulussent plus se trouver dans l'amphithéâtre à côté des plébéiens ? pour que le riche dédaignât le voisinage du pauvre ? C'était un caprice nouveau et injurieux, dont les sénateurs d'aucune nation n'avaient eu encore l'idée, et qui n'avait jamais été satisfait ¹".

Ces mouvements valent bien un vote aux comices : ils sont certainement plus spontanés, et nous renseignent mieux sur les mentalités populaires. Ici, il est indéniable qu'elles expriment des revendications égalitaires : nous sommes en 194 av. J.C., mais la crise de la République s'annonce déjà... D'ailleurs, à l'époque de Cicéron, la plèbe est toujours hostile à ces mesures [p. 213] de ségrégation, bien qu'elle soit depuis longtemps forcée de les subir.

Elles possèdent au moins un avantage : celui de pouvoir localiser assez vite la source des applaudissements ou des huées. Cicéron, sur ce point, n'a pas tort : les gradins du cirque ressemblent un peu aux bancs d'un Parlement, où s'opposent "droite" et "gauche". Notre auteur juge d'ailleurs que lorsque tous communient dans les applaudissements il y a bien là manifestation de la souveraineté populaire ².

¹ TITE-LIVE, XXXIV, 54.

² CICÉRON, *Philippiques*, I, 37.

Cependant, il n'y a pas toujours unanimité : souvent les applaudissements ne viennent que d'en haut. C'est-à-dire des classes populaires, la "racaille" dont parle Cicéron. Dans ce cas, bien sûr, notre auteur repousse avec mépris ces acclamations démagogiques ¹.

Sur le même thème, il attaque dans un autre de ses discours ceux qu'il nomme des "démocrates". Des individus qui soudoient le peuple en l'achetant, qui se plient aux désirs de la populace et recherchent l'approbation du vulgaire. L'homme politique "responsable", lui, ne tiendra pas compte de ces frivolités ².

On se prend à se demander où, en fin de compte, se situe le théâtre politique romain, où l'artifice est le plus grand : dans les comices, ou sur les gradins du cirque ? La monnaie est, elle aussi, le véhicule des luttes politiques. À partir du second siècle, les magistrats chargés d'en organiser la frappe (les "triumvirs monétaires") s'en servent comme d'un instrument de propagande. Ils ornent une face des pièces de monnaie de l'image d'un de leurs ancêtres, l'autre de symboles rappelant ses actions, et même de courts slogans politiques.

Tout cependant, ne se joue pas au niveau du sesterce ou sur les gradins du cirque. Pour un temps, les *populares* vont étendre hors de ces lieux le champ de l'action politique. Les réformes qu'ils inspirent seront éphémères et ne suffiront pas à régler les problèmes posés par l'existence de la plèbe urbaine. Il reste vrai que la propagande qui les entoure, la plupart du temps, sert des buts démagogiques. Ceci ne change rien à l'affaire. L'important demeure que la plèbe croie pouvoir compter sur certains hommes issus des milieux dirigeants (les leaders des *populares* sont presque tous des aristocrates), que ces personnages accèdent parfois au pouvoir et prennent alors des mesures en sa faveur. Même si la réalité reste en deçà des discours, une autre solution que l'entrée en clientèle devient maintenant possible.

LE DÉCLIN DES LIENS CLIENTÉLAIRES ENTRE PARTICULIERS

En dehors de la propagande et des réalisations concrètes, les motifs d'adhésion d'une partie de la plèbe aux projets des *populares* s'expliquent par leur hostilité unanime envers le Sénat. Or c'est dans le Sénat que figurent les maîtres les plus [p. 214] importants des clientèles. La plèbe urbaine est donc moins encline qu'avant à collaborer avec eux et gonfler le nombre de leurs clients, puisqu'il y a maintenant une "solution de rechange", celle des *populares*. D'ailleurs, plusieurs

¹ Ibid.

² CICÉRON, *Pour Sestius*, 115.

textes de Cicéron ¹ font état de multitudes d'individus dépourvus de patron : c'est donc qu'ils ont mis leurs espoirs autre part.

De plus, l'inflation démographique de la plèbe urbaine joue (pour une fois) en sa faveur. Même si la majeure partie de cette plèbe désirait entrer dans des relations de clientèle, ce qui ne semble pas être le cas, la noblesse ne pourrait matériellement satisfaire aux obligations pesant coutumièrement sur les patrons. Car, quel que soit le montant minime des subsides, et bien que la taille des fortunes sénatoriales soit grande, celles-ci ne peuvent suffire à la tâche. La multiplication par dizaines de mille de ces petites sommes versées quotidiennement atteindrait en effet en fin d'année des chiffres fabuleux. En supposant que les patrons puissent tenir cette impossible gageure, leur performance pourrait leur apporter les mêmes bénéfices qu'auparavant sur le plan politique. Dans les comices centuriates, la plèbe urbaine n'est d'aucune utilité, en raison de la faiblesse de son cens ².

Dans ces conditions, on ne peut guère s'étonner qu'une partie de la population de la capitale que ne peuvent plus absorber les réseaux clientélares prête une oreille favorable aux discours tenus par les *populares*.

La correspondance littéraire de Cicéron constitue un autre témoin à citer dans ce procès contre la clientèle. Son frère déjà, dans le petit manuel du parfait candidat qu'il lui adresse, ne mentionne pas les liens de clientèle quand il résume les moyens dont l'homme politique doit user ³.

Par ailleurs, notre avocat écrit dans un traité de rhétorique destiné à la formation des jeunes orateurs que les clients sont le genre de bien qui n'a aucun rapport avec ce qui est moralement beau ⁴. Ce qui ne l'empêche pas de proclamer avec une hypocrisie que nous connaissons maintenant bien tout l'attachement qu'il éprouve envers ses clients. Mais il est vrai que là il s'adresse au peuple, à son retour d'exil... C'est dans les écrits de sa vie privée, sa correspondance ⁵, qu'il nous livre évidemment le fond de sa pensée ⁶. Ajoutés aux renseignements que nous possédons par ailleurs, ces témoignages péjoratifs qui ont de toute évidence la valeur de la sincérité confirment le déclin des relations de clientèle. Un dernier indice, très significatif. Les hautes fonctions qu'occupe Cicéron lui permettent de procurer toutes sortes d'avantages à ses relations (amis, hôtes, ou clients). Les pressions exercées lors de ce genre d'interventions se font sous forme de billets ou de lettres (*commendationes*) dans lesquels leur auteur recommande auprès de son correspondant tel ou tel de ses protégés. Or, la lecture des *commendationes* rédigées par Cicéron est édifiante : sur un total de 81 recommandations, celles mettant en jeu des clients se comptent sur les doigts d'une main...

¹ CICÉRON, *Seconde action contre Verrès*, livre 1, XLVI, 119 ; *Pour Murena*, 70-71.

² CIC Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, V, 16. ÉRON, *Pour Murena*, 70-71.

³ Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, V, 16.

⁴ CICÉRON, *Partitions oratoires*, XXIV, 87.

⁵ CICÉRON, *Familiares*, VII, 18, 3.

⁶ CICÉRON, *De l'invention*, I, 55, 109.

Le phénomène de déclin est donc largement attesté. Il reste [p. 215] cependant des clients. Qui sont-ils ?

LES FIDÈLES DE LA CLIENTÈLE

Les facteurs qui continuent à susciter l'entrée en clientèle – ou le seul maintien de ces liens – sont les mêmes que ceux qui nourrissent l'ardeur des *populares* : la paupérisation de la plèbe urbaine. Seul diffère le choix des acteurs : la clientèle représente évidemment l'inverse de l'engagement politique des *populares*. Les dirigeants le savent bien. C'est ce qui les pousse à continuer à s'opposer aux projets de réforme agraire (nous connaissons l'attitude de Cicéron ¹ à ce sujet). Sans doute ils entendent garder intacts des atteintes du peuple leurs domaines, mais ils comptent aussi continuer à disposer d'un réservoir de clients potentiels, même si le contexte politique est moins favorable qu'auparavant à leur mise en œuvre.

Mais tous les clients ne sont pas de pauvres hères. À toute époque il y a eu des clients riches, et c'est toujours le cas ².

Les textes sont aussi discrets que ces personnages, ce qui nous prive de renseignements sur leur compte. Tout au plus peut-on conjecturer que doivent figurer parmi eux des affranchis enrichis et des notables des bourgades italiennes, dont la fortune constitue un avantage dans les comices centuriates.

Il existe cependant une forme de liens clientélares dont l'aristocratie s'efforce de promouvoir l'extension pour pallier le déclin progressif des rapports que nous venons d'envisager : la conquête a permis aux clientèles collectives de proliférer, ceci pour le plus grand plaisir des hommes politiques capables d'en créer à leur profit.

¹ CICÉRON, *La réforme agraire*, II, 70-71.

² CICÉRON, *Les devoirs*, II, 20, 69.

LA CLIENTÉLISATION DE LA CONQUÊTE

Un autre type de clientèle commence maintenant à peser de tout son poids sur la vie politique. Elle unit à un puissant patron non plus des individus, mais des collectivités locales, des cités tout entières situées dans les pays conquis¹. Ce patronat est essentiellement source de la conquête, dont il suit l'extension. C'est donc surtout à partir de la fin du III^e siècle que nous le voyons le plus souvent utilisé comme arme politique. Comment devient-on patron d'une cité ? Tout d'abord en s'assurant la maîtrise de son territoire : tout général conquérant est un patron potentiel. Car la population vaincue a besoin d'un protecteur auprès de l'État romain. Par un curieux tour de passe-passe, celui qui fut le bras armé de Rome devient le garant des intérêts de ceux qu'il a soumis. Cet étonnant système offre des avantages à chacune des parties. Le patron peut se prévaloir auprès de ses rivaux romains – car les grands militaires sont aussi des hommes politiques – du poids et du prestige que lui donnent les multiples liens privilégiés qu'il entretient avec des cités disséminées dans tout le territoire (à l'heure actuelle, le député qui est aussi le maire d'une grande ville ne voit-il pas accrue par ce fait même son importance poli-[p. 216] tique² ?). Quant à l'État romain, l'activité souvent importante que déploie le patron envers ses protégés représente pour lui l'économie d'une administration dont le caractère squelettique sous la République restera toujours incompréhensible à celui qui néglige la trame tissée par ces patronats collectifs. Les populations et cités conquises n'y perdent pas non plus : au lieu de souffrir d'un isolement absolu vis-à-vis de leurs vainqueurs, le patronat leur permet de tempérer les rigueurs de la défaite par l'intervention d'un de leurs nouveaux maîtres.

Elles sont d'autant plus enclines à contracter ces liens que sous la République, les provinces sont l'objet d'un pillage systématique. Une des raisons de cette attitude réside dans le fait que la durée des fonctions provinciales dépasse rarement quelques années.

Il faut donc aller vite, quitte à laisser à son départ une population exsangue. Nous connaissons par les plaidoyers de Cicéron contre Verrès la longue liste des exactions auxquelles peut se livrer un gouverneur de province. Mais combien de Verrès échappent aux tribunaux dont leurs rapines les rendent cent fois justiciables ? Car des recours judiciaires sont en principe possibles. Pour les exercer, les provinciaux envoient à Rome une délégation chargée de chercher

¹ Cf. L. HARMAND, *Le patronat sur les collectivités publiques* (Paris, P.U.F. 1957), et E. BADIAN, *Foreign Clientelae* (Oxford University Press, 1958).

² Cf. *infra*, Ch. X.

parmi les sénateurs quelqu'un qui veuille bien plaider leur cause. Or, les exemples que nous possédons de telles instances nous montrent que l'avocat qui accepte l'affaire reste souvent par la suite le défenseur attitré des plaignants, et devient leur patron. Qu'elles en soient ou non la source, les activités judiciaires constituent de toute façon un des services les plus étendus des relations clientélares ¹.

En ce domaine, tout se joue au Sénat. Car sans lui rien ne se règle de ce qui concerne la paix ou la guerre, les provinces et les municipalités. Toute collectivité locale a donc besoin de compter au minimum un patron parmi les sénateurs. Mais le patron peut rendre d'autres services, surtout quand la cité conquise a la chance que le magistrat qui l'administre soit non plus son bourreau, mais son protecteur. Le meilleur moyen de prévenir les abus fréquents dont nous avons fait état consiste en effet pour les provinciaux à se faire les clients du gouverneur ou de ses agents. Dans le meilleur des cas, les populations vaincues peuvent espérer non seulement une relative modération de la cupidité du gouverneur dans l'exercice de ses fonctions, mais encore des faveurs et des interventions auprès de l'administration centrale.

On comprend donc fort bien les motifs des candidats à la clientèle. Ceux des patrons demandent à être précisés. Le simple désir de satisfactions honorifiques n'explique pas tout, car l'homme politique contraint par la logique du système de cumuler le plus de patronats possible doit consacrer à ses clients une part non négligeable de son temps et mettre à contribution ses relations, s'obligeant par là envers ses amis. De quel prix entend-il donc être payé ? L'intensification des luttes politiques des deux derniers siècles de la République nous permet [p. 217] de le saisir, car devant la crise des institutions l'homme politique s'appuie de façon croissante sur la puissance de fait que représentent ses multiples patronats. Les chances de triomphe augmentent avec leur nombre. Leur répartition compte aussi : plus ces relations couvrent un nombre élevé de provinces, meilleure est la situation du patron en cas d'extension du conflit à de nouveaux théâtres. Chacune des collectivités clientes peut lui rendre des services non négligeables. D'ordre militaire, tout d'abord, facteur capital à une époque où le poids des armes l'emporte de plus en plus sur la toge. Le patron recrute ainsi chez ses affidés les membres d'un corps d'élite, la garde personnelle, dont sont entourés tous les grands noms des derniers siècles de la République. Mais il peut aussi enrôler de véritables armées : une grande partie des combattants des guerres civiles du dernier siècle de la République est prélevée sur les effectifs des diverses clientèles municipales et provinciales.

Le patron peut d'autre part s'appuyer sur ses villes clientes lors de moments critiques de sa carrière, notamment lorsque ses adversaires politiques parviennent à le faire exiler, ce qui sera notamment le cas de Cicéron. Elles envoient alors à Rome des délégués chargés de réclamer en leur nom le retour d'un patron dont

¹ CICÉRON, *Divinatio in Q. Caecilium*, XX, 66.

l'éloignement les laisse sans défenseur. Ou bien encore, elles offrent à leurs patrons en fuite autant d'asiles sûrs jalonnant sa retraite : les listes de proscription sont assez longues et fréquentes pour que plus d'un homme politique doive la vie à des services de cet ordre.

Enfin, dans les circonstances moins dramatiques de la vie politique, la possession de multiples patronats donne tout simplement du poids à celui qui en jouit : comme à toute époque, on y regarde à deux fois avant de s'attaquer à un homme dont l'ampleur des relations et le nombre des obligés sont suffisamment connus de tous. On ajoutera à ce poids celui des suffrages. Car les clients jouissant de la citoyenneté romaine ont le droit de vote, et les voix des riches notables peuvent être déterminantes dans l'assemblée centuriate.

Ces clientèles collectives font donc partie des liens politiques nouveaux que l'évolution de la vie publique a amené les hommes politiques à nouer autour d'eux pour renforcer leurs moyens d'action. Mode nouveau d'action politique, elles ne le sont à vrai dire pas, puisque nous les connaissons depuis le III^e siècle av. J.-C. Mais, mode soudain privilégié, elles le sont devenues.

Tel est aussi le cas des relations d'amitié et d'hospitalité, qui ont pour les Romains un sens plus précis et possèdent une connotation plus nettement politique que chez nous.

"TU ES MON HÔTE"

Dans la bouche d'un homme politique romain, l'expression "Tu es mon hôte" va en effet beaucoup plus loin qu'une simple formule de politesse. Cicéron affirme dans sa correspon-[p. 218] dance que le maintien des liens d'hospitalité correspond à "une exigence sacrée"¹. Toute une série de textes répètent la même chose et comparent en même temps les relations d'hospitalité à d'autres genres de liens : tutelle, amitié, clientèle, etc. Une conclusion s'impose : l'hospitalité du dernier siècle de la République a pris à cette époque une importance qu'elle ne possédait pas avant. À l'origine, l'hospitalité est un moyen pour des individus habitant des cités et des états différents d'entretenir des relations et de disposer au cours des voyages de facilités d'hébergement et de séjour. Car tout étranger est par principe dénué de droits : avoir un hôte lui procure des garanties. Il ne peut plus être expulsé ou arrêté arbitrairement, dispose d'un répondant en cas de litige ou de délit. De plus, chacun dans sa cité peut faire bénéficier son hôte de ses appuis et relations respectifs : l'hôte romain peut par exemple obtenir pour son hôte athénien le droit de citoyenneté (quelque chose de beaucoup plus important encore que ce que représentait chez nous il y a quelques décennies la légion

¹ CICÉRON, *Familiares*, XIII, 19, 1.

d'honneur). Ce lien que l'on conclut comme un contrat est symbolisé par la remise d'une figurine (*tessera*) coupée en deux, dont chaque partie garde une moitié. Sur le plan social, les correspondants sont donc d'un statut comparable, puisque les services qu'ils se rendent sont de même nature. Or, au dernier siècle de la République, l'hospitalité perd ce caractère égalitaire et se dévalue, puisque plusieurs textes la classent à un rang inférieur à la clientèle. Parallèlement, elles se multiplient : on rencontre énormément d'hôtes dans la correspondance de Cicéron (il fait cependant la fine bouche avec les Grecs et conseille à son frère de s'en méfier, car ce peuple comporte "... une foule d'hommes fourbes, légers, et qu'une longue servitude a façonnés aux excès de la flatterie ¹"). Cette soudaine multiplication correspond au vide créé par le déclin des liens de clientèle : les dirigeants cherchent à le compenser en recrutant davantage d'hôtes. Mais évidemment il s'agit d'individus beaucoup plus modestes que les notables étrangers d'autrefois : ils sont logés dans les mêmes pièces que les esclaves et les affranchis. Ces nouveaux "hôtes" sont sans doute des provinciaux dépourvus du droit de cité que les graves crises du 1^{er} siècle av. J.-C. déversent sur le pavé de la capitale, et que leurs maîtres romains utilisent au mieux de leurs intérêts. Leurs milices privées durent probablement en absorber bon nombre.

Mais l'hospitalité n'est pas le seul type de relation à s'être ainsi dévaluée : l'"amitié" a subi le même sort.

L'AMITIÉ POLITIQUE

Les Romains ont évidemment connu ce que nous appelons amitié : un sentiment d'affection qui *a priori* n'a en lui-même rien à voir avec la politique ². Mais seuls les gens de bien sont capables de ce beau sentiment : pas d'amitié entre individus de milieux différents ³. Ce qui constitue déjà une affirmation politique... L'analyse de notre matériel documentaire induit effectivement [p 219] vement à dissocier ⁴ l'amitié "utile" et l'amitié purement affective. La seconde coïncide rarement avec la première ⁵.

À l'évidence, l'amitié "politique" n'est plus une relation égalitaire, comme l'amitié-sentiment : un Cicéron, pour les besoins de sa campagne électorale, pourra décorer du titre d'ami un individu de basse extraction, pourvu qu'il le compte parmi ses fidèles. Par ce biais, ces amis de pacotille, comme les nouveaux

¹ CICÉRON, *À mon frère Quintus*, I, I, V, 16.

² CICÉRON, *L'amitié*, XVIII, 65-66.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, XVII, 63-64.

⁵ Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, V, 16-17.

"hôtes", se rapprochent de la condition de fait de clients qui, elle, a toujours été inégalitaire.

Les mutations subies par l'amitié et l'hospitalité procèdent d'une impulsion et d'une nécessité communes. Dans les deux cas, la tendance à l'élargissement des liens vers des types de relations inégalitaires les rapproche de la clientèle. Ce processus résulte de la crise subie par les liens clientélares à la fin de la République. Car ceux-ci voient s'atténuer ce qui était devenu au siècle précédent la plus forte des obligations découlant de leur conclusion : l'obligation de vote. Ce déclin s'apprécie d'autant mieux que les avantages dont peut espérer jouir un client restent constants.

UNE JUSTICE EN LAMBEAUX

La qualité de la justice romaine ne s'améliore pas. Cicéron s'en indigne ¹.

Cette réprobation lui sied mal, car il fait comme tout le monde. À un moment, il envisage de défendre son rival Catilina afin de l'amadouer lors de la prochaine campagne électorale où ils seront rivaux, et s'arrange avec l'accusateur pour faire désigner des juges favorables à sa cause. Il faut dire que l'accusation qu'il a portée contre Verrès, le gouverneur corrompu de Sicile, lui a montré la puissance des actions en sous-main. Verrès divisait en trois les revenus de sa province : une part pour lui, une pour ses patrons et avocats à Rome, une pour ses juges... ² Parmi les patrons de Verrès figurait le puissant clan des Metelli (dont Marius avait été le client). Ceux-ci avaient d'abord compté parmi ses adversaires, mais avaient brusquement changé de cap lorsque Verrès leur avait proposé de financer leurs campagnes électorales à condition qu'ils mettent tout en œuvre pour obtenir son acquittement. Ce qu'ils firent en gênant Cicéron pendant qu'il enquêtait en Sicile. Mais l'énormité des exactions commises par Verrès était telle que tous ses appuis ne suffirent pas à le sauver.

À ces motifs d'ordre politique incitant tout un chacun à obtenir devant les tribunaux la protection d'un patron s'ajoutent des nécessités techniques. Au dernier siècle de la République, la rhétorique a envahi les prétoires. Les avocats ont tendance à devenir *uniquement* des orateurs et à ne pas s'embarrasser de compétences juridiques trop étendues. Le réquisitoire que dresse contre eux Cicéron ne nous donne pas une meilleure idée des avocats que des juges ³.

[p. 220]

¹ CICÉRON, *Première action contre Verrès*, I, XIV, 41.

² *Ibid.*, 40.

³ CICÉRON, *L'orateur*, I, LVI, 237.

Dans ces conditions, mieux vaut choisir un patron appartenant à une grande famille et rompu, selon les traditions ancestrales, à la pratique du droit, que ces avocaillons à l'emphase superficielle ¹, dont l'ignorance n'est dépassée que par la vantardise ².

Par exemple, un patron tel que Cicéron auquel son frère recommande d'ailleurs de se servir de ses plaidoiries comme monnaie d'échange pour des suffrages à gagner ³.

Mais pour les plus démunis des clients, l'assistance judiciaire ne constitue pas une préoccupation quotidienne. Ceux qui n'arrivent pas à subsister avec les seules distributions alimentaires organisées aux frais de l'État, ou qui en sont exclus, voient surtout dans la clientèle une sorte d'assistance économique.

Les auteurs du siècle d'Auguste nous donnent beaucoup de détails sur les prestations qu'attendaient à ce titre les clients de leur patron. Malheureusement, les textes nous manquent pour en faire une description précise à la fin de la République. Il est probable que le tableau dressé plus tard par Martial et Juvénal ⁴ concorderait avec celui offert par l'époque de Cicéron. Certains textes juridiques nous éclairent cependant sur ces besoins modestes – et essentiels – des clients les plus déshérités, et la façon dont les patrons les satisfont.

Rappelons ce qui a été dit plus haut sur les logements populaires : chers et insalubres, ils sont de surcroît difficiles à trouver. Le patron peut y suppléer, et accorder un logement gratuit à ses clients, hébergés dans les mêmes conditions que ses affranchis, ce qui donne une idée du peu de cas qu'il en fait... ⁵ De même les juristes constatent – et confirment – la coutume qui consiste pour les patrons à effectuer au profit de leurs clients des legs alimentaires ⁶, pourvoyant ainsi à leur nourriture et à leur boisson.

Que demande en échange le patron ? Une constatation s'impose : à la fin de la République, les mœurs politiques se sont dégradées. Ce qui explique que les exigences des patrons à ce niveau se soient également modifiées.

¹ *Ibid.*, I, 184.

² CICÉRON, *Pour Murena*, XIV, 30.

³ Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, V, 20.

⁴ Cf. *infra*, p. 265 sq.

⁵ ULPPIEN, *Digeste*, IX, 3, 5, pr.

⁶ *Ibid.*, XXXIII, 9, 3, 6.

DES POLITICIENS GÉNÉREUX

L'abondance de l'argent venant du pillage des provinces par la classe dirigeante fait que la vénalité se substitue de plus en plus à la clientèle comme monnaie d'échange des suffrages. C'est un moyen plus simple et plus direct, qui n'implique pas l'établissement de relations permanentes et même héréditaires. Au dernier siècle de la République, un nouveau "marché" est né. L'offre provient de l'accroissement des sommes dont disposent les politiciens ; la demande vient des masses urbaines que ne peuvent plus absorber les réseaux clientélares. Encore faut-il bien distinguer la séduction des consciences et leur achat, les largesses et la corruption.

Même si les sommes consacrées aux largesses augmentent, [p. 221] la coutume consistant à distribuer des subsides a toujours existé : nous avons vu que les dirigeants, quand ils offrent jeux et spectacles, entretiennent le peuple dans l'idée que celui-ci exerce ainsi sur eux une sorte de souveraineté, bien entendu fictive ¹. Nos oligarques bougonnent en se soumettant à cette coutume : cela leur coûte de plus en plus cher. Mais enfin, ils l'admettent car c'est anesthésier à moindres frais la conscience politique du peuple. Le double langage de Cicéron en témoigne. Dans son plaidoyer pour Murena, qu'il prononce en public, il s'exprime d'une façon bonhomme, paternaliste :

"Il faut donc se garder d'enlever au peuple romain ces satisfactions... que lui procurent les jeux, les gladiateurs, les repas, toutes choses qu'ont instituées nos ancêtres, et pareillement d'interdire aux candidats ces générosités que tu blâmes, mais qui sont plutôt des marques de libéralité que de largesse intéressée ² (...) Ce sont là bons offices entre parents et amis, plaisirs pour le petit peuple, obligations pour les candidats. ³"

Mais dans ses traités philosophiques, réservés à un petit cercle d'initiés, le ton change. Ces spectacles sont des hochets pour le vulgaire, mais, puisqu'ils sont nécessaires, essayons d'en atténuer le coût au maximum, au lieu de se lancer dans des compétitions ruineuses et stupides entre gens du même monde :

¹ Cf. *supra*.

² CICÉRON, *Pour Murena*, XXXVI, 77.

³ *Ibid.*, XXXV, 73.

"... puisque tout le système des largesses est essentiellement mauvais, mais nous est imposé par des raisons d'opportunité, il faut que nous le proportionnions à nos moyens de fortune et que nous le tempérions par le sens de la juste mesure. ¹"

D'ailleurs, quand les choses vont vraiment mal, on dit nettement aux candidats que les affaires sérieuses de l'État ne se traitent pas au cirque ². Cicéron insiste bien sur la vanité de principe de toutes ces distractions bonnes pour la populace ³.

De ces "flambeurs" de la politique, il distingue les hommes avisés, ceux qui font des "libéralités". Qu'entend-il par là ? Ce n'est nullement une façon élégante de nommer des pots-de-vin : nous ne sommes toujours pas entrés dans le champ de la corruption. La libéralité, c'est un service personnalisé, rendu à quelqu'un de bien déterminé, et non des distributions grossières à des foules anonymes, qui en perdent le souvenir avec la rapidité et l'ingratitude qui caractérisent la racaille sans foi ni loi ⁴.

Nous verrons que dans son manuel de campagne électorale, le frère de Cicéron n'oublie pas de lui rappeler l'importance de ces "libéralités".

Quel que soit le nom dont on les qualifie, les hommes politiques romains disposent donc d'une série de moyens parfaitement légaux d'utilisation de leur fortune pour se gagner un électorat. Mais, dira-t-on, où commence alors la corruption ? [p. 222] Quand cesse-t-on de gratifier l'électeur pour l'"arroser" ? Ces questions, Cicéron les pose lui-même au tribunal chargé de juger son client Muréna, justement accusé de corruption, et leur apporte les réponses formulées par la coutume, sous l'autorité du Sénat ⁵.

Il y a corruption lorsque le candidat paie des gens pour organiser des manifestations "spontanées" en sa faveur, ou lorsqu'il étend trop loin le champ de ses largesses, qui deviennent de ce fait coupables.

Nous verrons tout à l'heure l'énorme part du "bluff" dans l'organisation d'une campagne électorale ⁶. Il s'agit avant tout, conformément aux vieux principes, de montrer à la foule que l'on a beaucoup d'"amis", de relations, d'obligés. Le candidat s'exhibe donc en leur compagnie : on l'attend devant sa maison quand l'aube n'est pas encore levée, on fait cortège autour de lui lorsqu'il se rend au forum ou au Sénat... Ces formes ostentatoires remplacent à Rome la publicité moderne, et constituent d'aussi efficaces "mass media" que la télévision, tout au moins dans le cadre de la cité. Ces manifestations sont donc non seulement

¹ CICÉRON, *Les devoirs*, 2, XVII, 60.

² PLUTARQUE, *Brutus*, 10 ; Auteur (inconnu) du traité "Les hommes illustres", 82,4.

³ CICÉRON, *Les devoirs*, 2, XVI, 55.

⁴ *Ibid.*, 2, XVIII, 63.

⁵ CICÉRON, *Pour Murena*, XXXV, 73.

⁶ Cf. *supra*, p. 223.

légal, mais fréquentes et recherchées par tous les candidats. Elles sont une conséquence de l'extrême personnalisation de la vie politique romaine.

De même, nous venons de voir que le candidat peut offrir à ses électeurs toute une série de présents. Des distractions à grands spectacles, les jeux. Mais aussi des petits cadeaux individuels : nous savons qu'il existe même un personnel spécial chargé de les distribuer, les "diviseurs" des tribus. Ces présents peuvent être de la nourriture ou de l'argent ¹. Mais les places de spectacle sont très prisées ² (imaginons le succès qu'aurait un homme politique distribuant par centaines des places pour les grandes compétitions au Parc-des-Princes ou aux Jeux Olympiques ...).

Il va de soi que tout ceci sert à gagner des voix, nul ne songe à s'en cacher : "où est le mal ? " répond Cicéron à Caton, dont il raille la sévérité ³.

De telles pratiques peuvent étonner, voire choquer. Nous les retrouvons cependant, identiques, à l'époque contemporaine dans certains pays d'Amérique latine. Nous avons vu que dans les provinces romaines, le notable se donne une stature politique en pratiquant lui aussi des largesses ⁴. Le plus souvent, elles correspondent à la politique d'urbanisation voulue par Rome : le notable offre des bâtiments urbains (thermes, bibliothèques, sièges de corporations, etc.), comme au XIX^e siècle les bourgeois offrent des vitraux à l'église paroissiale. Il remplit ainsi une fonction d'assistance publique que n'assument ni l'État, ni la collectivité locale. Or, dans le Brésil d'aujourd'hui...

"... outre les frais électoraux (le transport des électeurs au bureau de vote enchérit beaucoup les élections), les caciques supportent la charge permanente d'une clientèle électorale qu'ils assistent avant, pendant et après l'élection ; en matière [p. 223] d'assistance publique, ils font eux-mêmes beaucoup de ce qu'il devrait appartenir aux pouvoirs publics de faire par des organismes d'assistance qui, dans beaucoup de municipios, n'existent pas. ⁵"

Mais revenons à la capitale de la République romaine, et aux pays européens modernes. Nous comprendrons mieux les discours de Cicéron si nous y remplaçons seulement le mot "tribu" par "circonscription électorale" (ce que sont d'ailleurs effectivement les tribus romaines ⁶). Il est parfaitement normal qu'un homme politique choie particulièrement "ses" électeurs, ceux qui habitent dans la

¹ CICÉRON, *Pour Murena*, XXXV, 73.

² *Ibid.*, XXXIV, 72.

³ *Ibid.*, XXXV, 74.

⁴ Cf. *supra*, p. 215 sq

⁵ Cf. J. LAMBERT, *op. cit.*, 211-213.

⁶ Cf. *supra*.

même circonscription que lui : son rang social, sa fortune, l'éclat de sa personnalité en font leur protecteur et mandataire naturel, et, comme on le dit, les petits cadeaux entretiennent l'amitié. N'en va-t-il pas de même dans le commerce amoureux ? C'est plutôt *après* le début de la liaison qu'au temps des approches, que l'on peut sans rougir offrir et accepter des cadeaux. Le premier et le dernier cadeau (le "cadeau de rupture") sont les bornes symboliques de la relation affective. Pour l'homme politique romain, sa tribu est sa première compagne. Il fait semblant de connaître tous ses électeurs par leur nom. C'est d'ailleurs le conseil que donne le frère de Cicéron :

"... il faut parler de cette autre part de l'activité d'un candidat qui consiste à s'assurer la faveur du peuple. Cela exige que l'on connaisse les électeurs par leur nom, qu'on sache les flatter, qu'on soit assidu, qu'on soit généreux, qu'on excite l'opinion, qu'on éveille des espérances politiques. D'abord le soin que tu prends de bien connaître les citoyens, fais-le paraître à tous les yeux, et perfectionne cette connaissance chaque jour. Je crois qu'il n'y a rien qui vous rende plus populaire, et dont on vous sache plus gré. ¹"

Mais la tâche est immense : comment connaître les noms et les visages de milliers d'individus ? Aussi, les hommes politiques s'adjoignent les services d'un esclave, le "nomenclateur", chargé de leur souffler les noms de ceux dont ils serrent la main. Cicéron fait mine de s'en indigner, mais admet que la banalité du procédé le rend véniel. Il y a la morale d'un côté, la politique de l'autre ².

LA CORRUPTION ÉLECTORALE

On peut souligner le défaut de moralité que comportent ces conduites. Elles sont pourtant moins graves que la corruption électorale, dont il nous faut maintenant parler.

Cicéron lui-même, lorsqu'il était en charge, a fait adopter une législation contre la corruption électorale. Dans son plaidoyer pour son client Muréna, il définit ce qu'il entend par là :

¹ Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, XI, 41-42.

² CICÉRON, *Pour Murena*, XXXVI, 77.

"Tu me reproches * de défendre précisément le délit dont [p. 224] j'ai, par une loi, prévu le châtement ? "(...) Un sénatus-consulte, dis-tu, proposé par moi, déclare que payer des gens pour aller au-devant du candidat, les soudoyer pour qu'ils lui fassent cortège, distribuer des places par tribus entières pour les combats de gladiateurs, donner des repas publics, tout cela constitue des infractions à la loi Calpurnia (...) Le délit existe-t-il ou non ? Voilà ce qu'il est important de rechercher. ¹"

Ajouté à celui que nous avons déjà cité, ce passage est très clair ²

Il est interdit *d'acheter* les formes extérieures de la considération dues à l'homme politique : le respect se mérite, il ne se paie pas. Donc, s'il est parfaitement légitime – et même recommandé – d'avoir un cortège, c'est agir en coquin de payer des gens pour le former. *Car on trompe l'électeur* : ce n'est pas par respect ou par reconnaissance que tant de gens entourent le candidat, mais parce qu'on les a soudoyés. Dans le système politique romain où la *personne* du candidat est tout, c'est le pire des mensonges. Le même raisonnement explique que les cadeaux de toute forme ne soient autorisés de la part du candidat que *dans sa propre tribu* : pas question, comme le dit le texte, de distribuer des places "*par tribus entières*". Dans sa propre tribu, le candidat est connu et respecté : il est *a priori* normal et admis de considérer que les voix lui sont *par avance* acquises. Cicéron confie ainsi le soin à Philotime, son affranchi, de distribuer des places pour les jeux aux gens de sa tribu ³. Donc, les cadeaux qu'il y distribue sont tout, sauf des marques de corruption électorale : au contraire, ils témoignent de l'existence et de la solidité de ce lien quasi-affectif. Qui irait acheter des voix par avance acquises ? Va-t-on reprocher à un époux de subvenir aux besoins de sa femme ? Mais en revanche, s'il fait ces mêmes largesses dans les autres tribus que la sienne, l'homme politique n'exprime plus un sentiment d'affection, il racole. Il ne se livre plus à des largesses, il est coupable de corruption électorale.

Étonnant raisonnement, mais qui, avouons-le, est d'une rigoureuse logique. Ainsi se dessine la frontière qui sépare l'estime accordée au candidat par l'électeur en échange de ses faveurs, et la vénalité pure et simple.

L'important est de constater que dans les deux cas, le rôle de l'argent devient prépondérant au dernier siècle de la République. Payer des jeux à grand spectacle, offrir oboles et nourriture aux milliers d'électeurs de sa tribu coûte si cher que le richissime Cicéron, comme nous l'avons vu, s'en inquiète. Car le public est toujours plus exigeant, et au niveau de la classe dirigeante jouent les lois de la concurrence : le candidat qui offre le plus a plus de chances de l'emporter... Quant

* Cicéron s'adresse à son détracteur rigoriste, Caton. N'oublions pas que Muréna est justement accusé de corruption électorale.

¹ Ibid., XXXII, 67.

² Cf. *supra*, p. 221.

³ CICÉRON, *A mon frère Quintus*, III, 1, 1.

aux formes explicites de corruption telles que l'entendent les Romains, les quelques exemples chiffrés dont nous disposons ne laissent aucun doute quant à l'énormité des sommes qui y sont consacrées. Après le meurtre de son rival Clodius, Milon, le protégé [p. 225] de Cicéron, distribue pour son élection au consulat 1 000 as (= 750 F.F. 1979) par citoyen dans chaque tribu, ce qui, au total, correspond à plusieurs milliards de nos centimes, au minimum 4 millions de sesterces (= 12 millions de F.F. 1979) si on limite la corruption aux seuls membres de la première classe. En 54, l'achat d'une centurie privilégiée dans l'ordre de vote (la centurie prérogative) coûte des sommes du même ordre. César n'est pas en reste : il achète de 10 à 60 millions de sesterces (= 30 à 180 millions de F.F. 1979) l'appui du tribun Curio ; 36 millions (= 108 millions de F.F. 1979) le soutien du consul L. Paullus. Il verse également d'énormes sommes à Cicéron et à ceux qui rejoignent son parti en Gaule. On comprend mieux pourquoi les hommes politiques nommés dans des charges en province en profitent pour y faire ou refaire rapidement fortune... L'ampleur des sommes à distribuer – surtout lorsqu'elles sont réparties entre des milliers de citoyens – exige la mise en place d'une véritable administration occulte. On utilise d'abord les "diviseurs", auxquels les candidats demandent de remettre de l'argent dans toutes les tribus. Cicéron accuse Verrès d'y avoir recouru quand il s'est présenté aux élections à l'édilité ¹.

Ou bien encore, on constitue des *sodalicia*, associations qui distribuent de l'argent aux tribus pour les faire voter pour certains candidats. La plupart des lois votées pour sanctionner ces pratiques demeurent sans effet, car on ne peut enrayer par une loi la désagrégation d'une société ni empêcher les possesseurs de fortunes immenses de les employer dans les luttes politiques.

Car l'importance croissante de la corruption électorale est inévitable. D'une part, répétons-le, l'accumulation des profits nés de la conquête par une très petite minorité d'individus les rend capables de faire face à ces nouveaux investissements. D'autre part, la corruption dans le système romain ne peut que coûter très cher. Soit elle vise des milliers d'électeurs, et même si la somme versée à chacun d'entre eux est relativement modique, les totaux sont obligatoirement faramineux. De plus, tous les électeurs ne s'achètent pas au même prix. Dans le système censitaire, plus on monte dans les classes électorales, plus les suffrages ont du poids, plus ils sont chers : cela explique les milliards que coûte l'achat de la centurie prérogative... Enfin, pour acheter des consuls ou des tribuns, il faut là encore savoir ne pas lésiner sur les prix : ils valent plusieurs fois leur poids d'or... Cicéron, dans une lettre adressée à son frère, souligne le rôle courant de l'argent dans les élections ².

La corruption électorale se généralise donc au niveau de ses bénéficiaires, mais l'ampleur des moyens qu'elle suppose réserve son exercice à une très petite minorité. Tel est aussi le cas de la violence.

¹ CICÉRON, *Verrines*, I, 22.

² CICÉRON, *Verrines*, I, 23-25.

LA MONTÉE DE LA VIOLENCE

On fait beaucoup de cas, à l'heure actuelle, du développement de la violence. Les données statistiques dont nous disposons ne traduisent guère ce phénomène ¹. En 1974, le nombre des [p. 226] tués par homicide en France était de 495, soit 1% du total des morts violentes (homicides, suicides, accidents). Hors des périodes de crise politique, le taux français est à peu près stable depuis 1826 au moins. Quant à la violence *politique*, dans le monde contemporain, elle est tout le contraire d'un phénomène de masse. Le terrorisme politique contemporain s'est spécialisé dans les prises d'otages. Or, dans le pire des cas, ces otages représentent quelques centaines de personnes, soit le nombre d'individus que peut transporter un avion long courrier "gros porteur". C'est toute la différence – capitale – entre les *objets* et les *sujets* de la violence d'une part (les terroristes et leurs victimes) et les *témoins* d'autre part (des dizaines de millions de personnes). Quant aux meurtres des personnalités politiques, en dépit des tristes affaires Aldo Moro, K.M. Schleier, Mountbatten, ils restent heureusement exceptionnels, ce qui ne leur donne que plus de retentissement. Il reste que, statistiquement, chacun d'entre nous (en France) a moins d'une "chance" sur cent mille d'être tué par un acte de violence non politique, cette proposition devenant quasi-nulle quant à la violence politique.

On peut évidemment s'interroger sur les raisons de ce tintamarre si complaisamment répercuté dans l'opinion publique. Ne doutons pas que certains y aient des intérêts politiques : les régimes autoritaires naissent en partie d'un désespoir de la population vis-à-vis des modes pacifiques de relations sociales et de règlement des conflits. La croyance en la généralisation de la violence provient aussi de l'ébranlement des consciences : quand aucune valeur ne vient remplacer celles qui disparaissent, la peur naît du non-sens qui affecte l'existence : angoisse confuse, qui n'a pas d'autre objet qu'une absence, mais que l'on exorcise par la fuite en avant que représentent la violence et la croyance en son accroissement.

On doit également faire état du facteur technologique : le développement des moyens de communication radiophoniques et télévisuels. Des faits de violence qui seraient restés totalement ignorés lors des siècles passés sont aujourd'hui portés immédiatement à notre connaissance. Plus les détails en sont horribles, plus l'information est appuyée et répétée. Il s'ensuit un phénomène d'accumulation parfaitement fictif : on a l'impression d'être envahi par la violence. Au point que les mesures policières décidées pour réprimer la violence en portent elles-mêmes le nom : tout le monde connaît les "opérations coup-de-poing".

¹ Cf. E. TODD, "Beaucoup de bruit pour rien", dans : *Le Monde*, 23 février 1979, p.2.

Hormis ce dernier facteur, les précédents agissent aussi au dernier siècle de la République romaine : crise des valeurs civiques et religieuses, atmosphère belliciste (nous ne sommes pas encore au siècle de la "paix romaine"), conversion des leaders de ce temps à la violence, militaire ou civile. Mais à Rome la violence n'est pas principalement le produit d'angoisses subjectives, même collectives. Elle s'enracine aussi dans des réalités bien concrètes. Nous avons déjà vu la responsabilité qu'en portent les "seigneurs de la guerre"¹. Il y a d'autres raisons, confir-[p. 227] mées par la polémologie * moderne. Avant d'y venir, voyons ce qu'en pensent les Romains eux-mêmes. Ils sont très affirmatifs quant à l'époque où naît la violence politique : tous les orateurs s'accordent à la situer dans la seconde moitié du deuxième siècle av. J.C., lors des insurrections gracchiennes. Cette unanimité ne doit pas trop nous impressionner. Tout ce que nous avons dit de l'histoire de la République nous convainc que l'ère des Gracques n'a pas été précédée d'un âge idyllique de non-violence. Mais il est vrai qu'à partir des années 100, le processus s'accélère. Il ne concerne d'ailleurs pas que la violence politique. Sans parler des guerres externes, la violence s'installe dans la République elle-même. En 73, les guerres serviles enflamment l'Italie. La révolte de Spartacus force à armer pendant quelques années 200 000 Italiens, plus du sixième du nombre total des adultes mâles de naissance libre. Durant les premières années du siècle, Marius et Sylla inaugurent le système des listes de proscription, faisant succéder à Rome terreur rouge et terreur blanche. La violence devient endémique, même en l'absence de guerre. L'expropriation par la force devient pratique fréquente. Des milices privées se forment, d'autant plus facilement que la police d'État n'existe pas. De plus en plus souvent, des propriétaires voient leurs esclaves tués et leurs biens saisis par des bandes armées à la solde d'un voisin. Le droit porte témoignage de cette évolution, puisqu'en 73 une procédure nouvelle et plus sévère est instituée, permettant de sanctionner de telles attaques au quadruple de la perte. Les routes deviennent peu sûres. Au premier siècle de notre ère, les Romains s'étonnent de ce qu'à l'époque de Cicéron on n'y ait pu voyager sans la protection d'une escorte armée... Ceux qui sont ainsi capturés sur les chemins ou pris dans leurs demeures sont souvent vendus comme esclaves à des acheteurs de bonne foi qui les prennent pour des prisonniers de guerre ou des esclaves de naissance. La preuve en est que dans le langage juridique se multiplient les références à "un homme libre détenu de bonne foi comme esclave". Quant à Rome même, nous sommes assez bien informés aujourd'hui sur le rôle joué par la concentration urbaine, la mauvaise qualité des logements, l'instabilité des unions, le chômage et la paupérisation dans le développement de la criminalité urbaine pour ne nous faire aucune illusion au sujet du sort de la capitale. D'ailleurs Cicéron tend à confondre les *egentes* (indigents) avec les *perditi* (criminels)².

La violence qui envahit Rome et l'Italie dans le dernier siècle de la République est donc bien réelle, et se manifeste avec acuité sur le plan politique. Or il est très

¹ Cf. C. NICOLET, *op. cit.*, (*Le métier ...*), 184 sq.

* Science de la guerre.

² Cf. P.A. BRUNT, *op. cit.*, 157.

intéressant de constater que la sociologie des conflits modernes voit à l'origine de la violence politique ¹ des causes que l'on peut discerner dans l'histoire de la République Romaine.

Sur la base de ces recherches, on peut affirmer que la violence politique ne se développe que dans les sociétés qui con-[p. 228] naissent déjà, de façon préexistante, une tradition et un certain niveau de violence *privée*, hors des périodes de troubles spécifiquement politiques. Ainsi de l'Italie, où l'arrêt de chaque grande période d'expansion économique s'accompagne de vagues de terrorisme politique : fin du XVI^e siècle, années 1900... et époque actuelle, où ce pays vit particulièrement mal l'arrêt du "miracle italien" et la crise économique mondiale. Les Brigades Rouges, sans que leurs membres en soient probablement conscients, ne sont que le véhicule d'une ancienne tradition. En Europe du Nord, le révélateur du potentiel de violence politique consiste plutôt dans le suicide : Paris et St-Petersbourg voient monter à la fin du XIX^e siècle leurs taux de suicide (en 1970, le taux de suicide parisien avait baissé de 80% par rapport au début du siècle). Or, entre 1880 et 1914, ces villes connaissent un terrorisme spectaculaire.

Pouvons-nous appliquer cette grille d'interprétation au cas des dernières décennies de la République romaine ? Il me semble que oui.

Tout d'abord, remarquons que la société romaine, avant même les années 100, n'a rien de pacifique. La tradition romaine tolère, et même encourage la violence comme mode de règlement des conflits privés et politiques ² : le Romain est un pragmatique qui, contrairement à ce que l'on pense, fait passer le souci de l'efficacité avant celui du droit (ne dit-il d'ailleurs pas que "trop de droit nuit" (*summum ius, summa iniuria*) ?). Souvenons-nous que dans l'ancien droit romain, la violence n'est pas reconnue comme vice du consentement, et ne peut donc justifier l'annulation d'un contrat... Nous savons aussi que c'est dès les années 200 que commencent l'exode rural et la série de traumatismes qui conduiront un demi-siècle plus tard à la surpopulation urbaine : rien de tout cela ne prédispose à l'établissement d'une société pacifique. Enfin Grecs et Romains n'ont jamais éprouvé beaucoup de gêne à admettre la nécessité de la violence politique : le tyrannicide, de Platon à Sénèque en passant par Cicéron, est toujours légitime. En général, l'homme politique romain qui use de la violence ne ressent guère le besoin de se justifier ³. Il le fait parce qu'il se trouve en état de légitime défense. S'il est vraiment scrupuleux, il ajoutera que son ennemi personnel est aussi celui de l'État. Quand César explique dans ses Mémoires les raisons qu'il a eues de déclencher la guerre civile, il ne débat pas de grands principes, mais dit seulement qu'il a été victime, ainsi que le peuple romain, de l'action d'une faction. Cicéron, quant à lui, écrit de belles phrases sur la violence :

¹ Cf. E. TODD, *op. cit.*

² Cf. A.W. LINTOTT, *Violence in Republican Rome* (Oxford, Clarendon Press, 1968), 4.

³ *Ibid.*, 52-53.

"Que l'on proscrive la violence. Rien n'est plus contraire au droit et aux lois, n'est moins civil et plus inhumain que le comportement de celui qui se livre à la violence dans une société constituée. ¹"

Il n'hésitera cependant pas à l'employer, notamment contre Clodius et Catilina. Quand ce dernier brigue le consulat, Cicéron ne se rend au Champ de Mars qu'escorté de gardes du corps armés. Il porte lui-même une cuirasse (l'équivalent du gilet pare-balles des hommes politiques américains) qu'il laisse ostensiblement voir à la foule. Il justifie ces pratiques en disant que lorsqu'un adversaire refuse de suivre les règles du jeu qui régit la vie sociale normale, on est investi du droit de les abandonner, afin de pouvoir lutter à armes égales ². Nous savons que de toute façon Cicéron a toujours deux langages : celui de la "philosophie" où sont valorisées la "véritable" amitié et la non-violence, et celui de l'action politique concrète, où tous les coups sont permis.

Tout ceci en tout cas prouve amplement que la violence politique du dernier siècle de la République s'est développée sur un terrain particulièrement propre à la recevoir.

LES SUICIDES ET LA VIOLENCE

L'argument du suicide n'est pas moins pertinent. Rappelons-le : lorsqu'existent de très grandes unités urbaines débouchant sur une concentration humaine excessive, les tendances suicidaires se convertissent en incitations à l'attentat politique. Ainsi les sociologues relient l'apparition de la "bande à Baader" avec le fait qu'en 1970 Berlin-Ouest, en raison de son "insularité", connaissait le plus fort taux de suicide d'Europe Occidentale. Or une poussée suicidaire semble bien se produire dans la Rome de la fin de la République. Nous ne disposons évidemment d'aucune source statistique en la matière. Mais il y a des indices très sûrs. D'une part, les sources littéraires font état à cette époque d'un nombre élevé de suicides parmi les hommes politiques ³, phénomène qui continuera lors des premières décennies de l'Empire, puisque Pline (né en 61 ap. J.-C.) écrit :

"Courir au-devant de la mort par une pulsion irraisonnée et instinctive, c'est le fait de beaucoup de gens. ⁴"

¹ CICÉRON, *Les lois*, III, 42.

² Cf. A.W. LINTOTT, *op. cit.*, 62.

³ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 239-243.

⁴ PLIN, *Lettres*, I, 22.

Mais, dès le temps de Cicéron, s'est développée une variété de suicide noble, parfaitement admise, née des troubles politiques de l'époque : le suicide politique. Le cas de Caton d'Utique en est parfaitement exemplaire. Très rigoriste, il refuse la dégénérescence du siècle, et plus encore le régime autarcique que va instaurer César. Son suicide n'est pas accidentel. Plutarque nous dit que...

"... depuis fort longtemps il était résolu à se tuer."

Pour lui, cette mort n'est pas une fuite, car César l'aurait gracié, comme il le dira en apprenant la nouvelle :

"J'envie ta mort, Caton, puisque tu m'as enlevé la gloire de te sauver la vie."

Pour Caton, ce suicide est un choix politique, en même [p. 230] temps que l'acte d'un homme libre. Au cours de son dernier repas avec ses amis qu'il a réunis, il répond à ceux d'entre eux qui le conjurent de profiter de la clémence de César -

"De quel droit un tyran peut-il octroyer la vie à ceux qui ne dépendent pas de lui, qui sont libres tout autant que lui ?"

Quelques minutes plus tard, après s'être retiré, il se jette sur son épée. En tombant, il heurte une table. Le bruit attire ses amis. Ils appellent un médecin qui recoud la plaie. Mais Caton reprend conscience, arrache son pansement et meurt.

Cependant, dira-t-on, si édifiants qu'ils soient, ces suicides ne concernent qu'une très petite minorité, toujours la même, celle des vedettes de la politique... Tout porte à penser le contraire. D'abord parce que le peuple est lui aussi touché par les désordres des guerres civiles, qui viennent s'ajouter aux difficultés qu'il éprouve déjà à vivre dans cette ville surpeuplée. Ensuite parce que le droit témoigne d'une évolution radicale des mentalités au sujet du suicide, évolution qui serait inexplicable si son augmentation n'avait concerné que quelques dizaines d'individus.

Aux premiers siècles de Rome, le suicide est tabou. Il n'existe d'ailleurs pas de terme latin pour le désigner. Les Romains recourent à une périphrase : "choisir de se donner la mort". Leur condamnation du suicide s'intègre dans une croyance collective plus large : celle que les âmes de ceux qui ont péri par mort violente et prématurée se transforment en esprits malfaisants qui reviennent hanter les

vivants. Notons le déplacement qu'a fait subir à cet interdit l'horreur contemporaine de la mort. Pour nous, la "belle mort", c'est la mort rapide, celle qu'on ne sent pas passer, dont on n'a pas le temps d'avoir peur. Mais cette conception est très moderne. Le Moyen Âge chrétien a sur ce point des idées très voisines de celles des Romains ¹. La "bonne mort", c'est au contraire celle que l'on pressent, qui donne le temps de quitter les siens, et surtout de préparer son âme à sa rencontre avec le Créateur. En revanche, la mort subite est honteuse et absurde. Et même suspecte, car elle peut signifier la colère de Dieu contre le pécheur. On y assimile même la mort clandestine : voyageur trouvé sur la route, noyé, rejeté par le fleuve ou la mer, foudroyé, etc. Dans ces cas-là, il est toléré de ne pas accorder de sépulture chrétienne. On dira que dans de nombreux cas ces gens sont innocents, et qu'ils ne méritent point ce traitement. Il n'importe : le dieu des chrétiens et ceux des Romains sont très sourcilleux sur ce point. Virgile envoie dans la zone la plus misérable des Enfers les innocents condamnés à mort à la suite d'une fausse accusation. On comprend d'autant mieux l'horreur du suicide : car le disparu a été l'agent de sa propre mort, violente et avant l'heure. La sanction du droit romain est identique à celle du droit chrétien : privation de sépulture et interdiction du deuil, peines posthumes également infligées à Rome aux con-[p. 231] damnés à mort pour haute trahison. S'y ajoute dans l'Antiquité la confiscation des biens au profit du Trésor public. La puissance du tabou se mesure également à l'opprobre qui pèse sur la mort par pendaison, considérée comme ignominieuse. Ainsi Servius précise-t-il :

"On doit savoir que d'après les dispositions des livres pontificaux, quiconque avait mis fin à sa vie par la corde devait être abandonné sans sépulture. D'où la justesse de l'expression "mort hideuse". car c'est en quelque sorte la plus infamante des morts (...) Comme Tarquin le Superbe... avait contraint le peuple à construire des égouts, et comme beaucoup de gens, à cause de cette atteinte à leur honneur, s'étaient tués en se pendant, il ordonna de clouer leurs cadavres à la croix : pour la première fois, il était tenu pour infamant de se donner la mort. ²".

La mort par pendaison est sans doute d'autant plus "hideuse" que c'est ainsi que se suicident les membres des classes inférieures de la société. C'est le moyen le plus simple, qui ne requiert pas d'acolyte. Les grands personnages meurent, eux, plutôt par le fer, le poison, ou en s'ouvrant les veines. D'ailleurs cette distinction se maintiendra jusqu'à la Révolution française, et l'invention de la démocratique guillotine : la honte du gibet pour les pauvres et les roturiers, la

¹ Cf. P. ARIES, *op. cit.*, 18-20.

² SERVIUS HONORATUS, *Commentaire de L'Énéide*, XII, 603. Cf. J.L. VOISIN, "Pendus, crucifiés, oscilla dans la Rome païenne", dans : *Latomus*, XXXVIII-2 (avril-juin 1979), 422-450 Sur le suicide à Rome, cf. l'article récent de P. VEYNE, *Rome antique : le suicide n'est pas obscène*, dans : *L'histoire* 27 (1980), 38-40.

hache pour les nobles. À Rome, la mort par pendaison entraîne la nécessité d'un rite d'expiation. On suspend dans la maison du pendu une petite poupée ou un masque d'argile le représentant, afin que l'air qui l'entoure purifie son âme et lave la souillure de cette mort. Le pendu ne peut non plus recevoir de sépulture, ce qu'affirment avec insistance les juristes. La pratique se conforme d'ailleurs à cette règle. Quand Horatius Balbus, notable d'une ville d'Ombrie, fait don à la municipalité d'un terrain pour usage de cimetière, c'est sous condition qu'en soient exclus les pendus, assimilés aux gladiateurs qui vendent leur vie. Le pendu n'intéresse que les forces du mal : comme au Moyen Âge, les magiciennes s'empressent de récupérer la corde.

Au dernier siècle de la République, tout cela est en train de changer. Juridiquement, le suicide est assimilé à une mort naturelle : il éteint l'action judiciaire entamée, voire même la procédure pénale ; les biens ne sont plus confisqués par l'État, mais laissés aux héritiers. À la fin du siècle d'Auguste, les hommes qui se suicident pour des motifs politiques ont un droit tout à fait reconnu à la sépulture traditionnelle. En revanche, celui qui attend le bourreau encourt les mêmes peines que celles qui frappaient autrefois le suicidé. Sous l'effet des troubles nés des guerres civiles, une véritable révolution s'est donc faite dans les esprits. D'ailleurs, les juristes de l'Empire en témoignent : ils énumèrent pour les hommes libres sept motifs légaux de suicide¹. Sénèque (qui, condamné par Néron, s'ouvre les veines en 65 ap. J.-C.) fait l'apologie de la mort volontaire, et [p. 232] n'exclut même plus la corde pour y parvenir².

Mais même le droit à la mort est hiérarchisé : le suicide est interdit à l'esclave, qui ne s'appartient pas, car sa mort lèserait les intérêts du maître. D'ailleurs, le vendeur d'un esclave qui a déjà tenté de se suicider doit, comme celui de l'esclave fugitif, avertir l'acquéreur de ce vice, sous peine d'annulation de la vente, même si ce défaut grave fait évidemment baisser le prix de l'objet vendu.

La violence est donc présente dans toute l'histoire de la République romaine. Mais elle ne se développe pleinement sur le plan politique qu'à partir de la fin du second siècle, mûrie par plusieurs siècles de violence légale. L'augmentation du nombre des suicides, et surtout leur banalisation, qui s'oppose aux antiques tabous, témoigne à la fois au niveau individuel et collectif du désarroi qui s'empare des esprits. Suivant un mécanisme bien connu, cette angoisse fait le lit de la violence. Les historiens psychanalystes ont d'ailleurs déjà mis en évidence le pullulement des névroses et des psychoses latentes dans de nombreux systèmes sociaux et politiques proches de leur chute³.

¹ Cf. M. MESLIN, *op. cit.*, 239-240.

² SÉNÈQUE, *La colère*, III, XV, 3-4.

³ Cf. G. DEVEREUX, "La psychanalyse et l'histoire : une application à l'histoire de Sparte" dans : A. BESANÇON, *L'histoire psychanalytique* (Paris, Mouton, 1974), 141.

Étudions maintenant de plus près les formes que revêt cette violence politique au temps de Cicéron ¹.

LA VIOLENCE POLITIQUE

Nous avons déjà étudié les diverses façons dont les politiciens peuvent influencer sur le déroulement des opérations de vote : hommes de main juchés sur les passerelles électorales, ou disséminés dans les points stratégiques du forum ou du comitium, manœuvres d'intimidation, manipulation des tablettes de vote, bourrage et bris des urnes électorales. Reste l'aboutissement extrême du processus : la liquidation physique des adversaires politiques et de leurs partisans. De véritables conspirations peuvent se tramer, comme celles qui coûtèrent la vie aux Gracques et à César. Mais il arrive assez fréquemment que le meurtre ne soit pas vraiment prémédité. Plusieurs scènes de lynchage auquel se livre une foule excitée par les mercenaires des hommes politiques en témoignent. Un des règlements de comptes les plus célèbres est celui où Clodius périt sous les coups de Milon, dont Cicéron défendra sans succès la cause douteuse.

Milon est téléguidé par Pompée, et commence en 57 à recruter mercenaires et tueurs pour ôter à son rival le contrôle de la rue et des assemblées. Clodius n'entend évidemment pas se laisser faire, et les échauffourées se multiplient. Le 3 novembre 57, émeutes sur le Palatin ; le 11, attaque contre Cicéron sur la Voie Sacrée ; le 12, assaut contre la maison de Milon. Un an plus tard, le Sénat prononce très officiellement la dissolution des bandes des deux personnages, mesure d'une efficacité presque nulle. Clodius reprend les hostilités en faisant incendier par ses hommes la maison que Cicéron, protecteur de Milon, possède sur le Palatin. Pour ne pas demeurer en reste, [p. 233] les bandes de Milon qu'accompagne Cicéron lui-même (l'incendie de sa maison l'a rendu furieux) forcent les portes du Capitole et brisent les tables de bronze où étaient inscrites les lois que Clodius avait fait voter. En 53, Milon est candidat à la plus haute charge, le consulat. La campagne électorale est un modèle du genre. Au dire de Plutarque, les candidats "procédaient non seulement par corruption (...) mais ouvertement par armes, batteries et meurtres, tendant à la guerre civile".

Le conflit se dénoue le 20 janvier 52. Accompagnés de leur escorte composite de mercenaires, esclaves et spadassins, Clodius et Milon se croisent ce matin-là par le plus grand des hasards sur la Voie Appienne, dans la campagne romaine. Dans le combat qui s'ensuit, Clodius reçoit un mauvais coup d'épée d'un gladiateur de Milon. On le transporte agonisant dans une auberge voisine où Milon et ses hommes viennent l'achever.

¹ Cf. N. ROULAND, "La violence politique au temps de Cicéron", dans *L'Histoire* 10 (1979), 32-41.

Milon ne vaut guère mieux que celui qu'il vient de tuer, mais Clodius trouve là une mort méritée. Sa vie est, en effet, le symbole de l'extrême dégénérescence des mœurs politiques républicaines et de leur envahissement par la violence. C'est lui qui avait organisé l'emploi de la force en politique de la façon la plus perfectionnée, qui avait mis au point les meilleures structures de recrutement et d'entraînement des bandes de tueurs dont il s'entourait. C'est à lui que revient également le mérite d'avoir le mieux compris tout le parti qu'un politicien peut tirer du poids politique des masses urbaines. Tout cela explique la faveur que lui accordait César et la peur panique qu'en avaient Pompée et Cicéron.

Jusqu'aux années soixante, en effet, le gangstérisme politique est affaire d'amateurs, il est vrai très éclairés. Les protagonistes peuvent être, tout simplement, ceux dont les intérêts sont en cause dans tel ou tel débat, et qui décident d'en venir aux mains. Ou bien encore, l'homme politique pourra exiger de ses clients la prestation de ces services un peu spéciaux. Il ne s'agit pas vraiment là de professionnels, puisque le client doit aussi à son patron des services de toute autre nature. Cicéron se déplace ainsi avec une garde du corps composée de ses amis et de ses clients, et parle lui-même en termes imagés des clients spécialisés dans ce genre de service en les nommant *percussores*, c'est-à-dire les "cogneurs"...

Comme je l'ai déjà dit, c'est à Clodius que revient le mérite d'avoir véritablement organisé de façon spécifique le recours à la violence. Il recrute ses gorilles et ses tueurs à deux sources différentes : les *collèges* et le milieu des gladiateurs. Les collèges sont des associations regroupant les membres d'une même profession, ou les habitants d'un même quartier. L'État s'en est toujours méfié et ne les tolère que lorsqu'ils n'ont que des finalités religieuses et funéraires : assurer à leurs membres des funérailles décentes, et le renouvellement périodique des rites en leur mémoire, un peu comme les chrétiens font dire des messes à la mémoire de leurs disparus. Rien, en tout cas, qui ressemble à nos syndicats : l'État ne l'aurait jamais toléré. Tous [p. 234] ces collèges ont une base locale, qui les rapproche du peuple des "sections" de la Révolution française. Les artisans habitent souvent les uns à côté des autres, dans les quartiers populaires et honorent leurs dieux privilégiés au carrefour le plus proche. Quand l'État voudra dissoudre ces collèges, il interdira "le culte des dieux des carrefours". Car Clodius va transformer les collèges en "troupes de choc" révolutionnaires. Il les truffe de ses partisans, les dirigeants deviennent ses acolytes. La maîtrise de ces associations lui permet de réaliser un véritable quadrillage îlotier de la ville. Sous le prétexte de fonder des collèges inoffensifs, il recrute en fait des tueurs ¹.

Son emprise sur les masses urbaines est donc assurée. Comme on le voit, il lui est extrêmement facile de recruter des hommes de main, appartenant en général aux couches pauvres de la population – membres du prolétariat et esclaves – mais également à la petite bourgeoisie des artisans, boutiquiers, tenanciers d'auberges.

¹ CICÉRON, *Pour Sestius*, 34.

Pour mieux comprendre ce phénomène, on peut penser aux membres des premières organisations paramilitaires nazies qui recrutèrent dans les années trente, non seulement chez les désœuvrés, mais également dans la petite bourgeoisie.

Mais il faut aussi de véritables professionnels, puisque la vie même de l'homme politique est en jeu. Dans ce domaine, qui peut être d'un meilleur emploi que les gladiateurs, eux dont c'est le métier de se battre et de mourir ? Tous les principaux leaders politiques de l'époque s'attachent les services d'un groupe d'entre eux. Ce qui n'est pas à la portée de tout le monde. Qu'il s'agisse d'esclaves ou d'hommes libres, un personnel si hautement qualifié coûte cher. Ces gardes du corps assurent la protection et la violence "quotidienne". Lorsqu'il est nécessaire d'organiser des manifestations, de perturber les réunions des comices, on fait donner l'artillerie lourde, c'est-à-dire l'organisation de masse qu'a développée Clodius à partir des collègues.

Reste un dernier groupe d'auxiliaires, sans doute le plus discipliné et le plus efficace, mais dont l'emploi est réservé aux grands chefs militaires attirés par la politique. Je veux parler des soldats et des vétérans. En principe, le soldat doit déposer les armes avant d'entrer dans le périmètre de la cité, et redevenir un civil. On croyait à l'époque archaïque que le guerrier ne pouvait remporter la victoire que s'il était possédé d'une fureur sacrée. Les hostilités terminées, il fallait l'en dépouiller, d'où tout un rituel de désacralisation de l'armée. Mais au temps de Cicéron, tout cela ne gêne plus guère des chefs ambitieux comme César ou Pompée.

En 59, afin de faire passer des lois attribuant des terres à leurs hommes, César et Pompée font investir Rome par leurs soldats. Fort de leur appui, Pompée fait rosser le consul Bibulus opposé à sa politique, tuer deux de ses tribuns, et débarrasser le forum de ceux qui le gênent. César réduit de la même façon le Sénat au silence, et fait jeter en prison Caton, qui a eu le courage (rare) de critiquer ouvertement sa politique.

[p. 235]

On se demande alors à quoi peut donc bien servir de réunir les comices si tout se réduit à une série de coups de force. Malgré les apparences, ils n'ont pas perdu toute utilité. D'abord et surtout, même arraché sous la contrainte, le vote des comices donne une apparence de légalité aux décisions qu'il sanctionne. Les hommes politiques qui ont déposé les projets de loi ont besoin de ces apparences, car ils ne sont pas assez forts pour n'exercer qu'une autorité de pur fait. De plus, la violence ne se déchaîne que pour les questions importantes : les lois concernant la réforme agraire ou l'élection aux magistratures supérieures, par exemple. Enfin, il faut bien voir qu'en définitive, la violence, l'anarchie et la corruption finissent pas signer l'arrêt de mort du régime républicain : avec l'Empire, les comices et le Sénat perdent toute importance.

Face à cette dégénérescence des mœurs politiques, l'État républicain reste assez désarmé. Il faut attendre les années soixante – où commencent les exploits

de Clodius – pour qu'une législation contre la violence soit adoptée. La date tardive de ces lois et leur soudaine abondance montrent bien que les Romains sont au début pris de court devant le déchaînement de la violence politique. C'est en toute hâte qu'ils garnissent leur arsenal législatif. On interdit l'occupation des lieux publics (ce qui n'empêche pas Cicéron et Milon de forcer les portes du Capitole ...) ; le port de la lance dans la cité est prohibé ; comme il devient évident que Clodius et ses épigones se servent des collèges pour recruter leurs tueurs, on les surveille très étroitement ; en 52, Pompée – orfèvre en la matière – interdit même le port de toute arme dans la ville. Les contrevenants sont déférés devant les tribunaux spécialement institués pour connaître des causes de violence. Même tardifs, il y a donc des textes. Leur inflation rapide et persistante est cependant inquiétante. Quand on multiplie les sanctions légales visant un même type d'infraction, cela prouve presque toujours l'inefficacité concrète des textes.

Quand le droit ne s'impose pas de lui-même aux citoyens, il faut le leur faire respecter par la contrainte. C'est ce qu'on appelle le recours à la force publique. Or nous avons déjà fait cette constatation ahurissante : un État qui avait placé sous les ailes des aigles de ses légions tout le monde méditerranéen n'a pratiquement pas de force de police. Gagner un procès est une bonne chose, mais ne sert à rien si on n'est pas en mesure de contraindre le perdant à s'exécuter. C'est à la partie victorieuse de se débrouiller pour rentrer toute seule dans le (bon) droit que le juge vient de lui reconnaître... D'où l'importance d'avoir des protecteurs, ou d'être soi-même un puissant. Si la force publique fait défaut pour l'exécution des jugements, comment imaginer qu'elle intervienne lorsque les consuls se tendent des guets-apens ou se lapident en plein cœur de Rome ?

Bien sûr, il y a les magistrats chargés de l'administration municipale, les édiles. Ils réglementent la circulation sur la voie publique, les spectacles et les jeux, contrôlent les marchés, infligent des amendes. Mais il n'est pas question pour eux ou [p. 236] leurs peu nombreux acolytes d'intervenir dans les assemblées politiques, situées à la fois hors de leur compétence et de leurs moyens. La même impuissance ligote d'autres personnages auxquels pourrait incomber la répression de la violence : les triumvirs capitaux, chargés de poursuivre les esclaves fugitifs, prévenir les incendies et veiller à la tranquillité de la voie publique. Ils ne peuvent se saisir des délinquants qu'après qu'une plainte soit officiellement déposée, et aucun châtement n'est infligé sans jugement préalable. Enfin, à eux aussi le personnel manque pour exercer leurs minces pouvoirs.

De toute façon, ils n'interviennent pas plus que les édiles dans les assemblées politiques. Celles-ci sont placées sous l'autorité et la responsabilité du magistrat qui les préside : à lui, donc, d'y assurer l'ordre, aidé de quelques appariteurs et de licteurs portant de très symboliques faisceaux. Tout cela est évidemment complètement inefficace face aux manœuvres et aux troupes dont usent des hommes de la trempe de Clodius ou de César. Que valent une dizaine de licteurs au regard d'une troupe de gladiateurs ou de tueurs appointés par nos chefs de gangs ?

Mais, malgré tout, Rome n'est pas constamment livrée aux bandes de tueurs ou aux troupes de soldats mercenaires, il y a bien des périodes d'accalmie pendant lesquelles les organes constitutionnels pourraient reprendre la situation en main, et commencer par abroger les lois que les électeurs ont votées sous la menace des armes. Nous devons constater qu'à l'époque de Cicéron la violence ne constitue pas en elle-même un motif d'annulation de la législation prise sous son empire. Jusqu'au dernier siècle de la République, on n'a en effet guère eu besoin de faire de la violence un motif suffisant d'annulation d'une loi. D'abord parce que la violence politique est moins fréquente et se présente sous des formes beaucoup plus atténuées ou subtiles. Ensuite parce qu'il existe d'autres moyens de se débarrasser de lois gênantes : faire jouer le droit de veto de certains magistrats, recourir à la censure du Sénat, invoquer de "mauvais" auspices – toute séance des comices commençant par une cérémonie religieuse. Mais cela suppose un contexte social et politique relativement stable, ce qui n'est plus du tout le cas à notre époque.

Tout dépend maintenant du Sénat. Théoriquement, il est compétent pour annuler des lois prises sous l'empire de la violence et contre les auspices (*per vim et contra auspicia*). En pratique encore faut-il que son autorité soit suffisante pour le faire. Or, le dernier siècle de la République nous fait assister à la paralysie croissante et incurable de l'auguste assemblée. Les illustres Pères pourraient bien, en principe, opposer à la violence des outlaws la violence d'État, c'est-à-dire voter le fameux sénatus-consulte "ultime". Armé de ce décret d'état d'urgence, le Sénat peut appeler aux armes les habitants de Rome et leur désigner le ou les ennemis publics à abattre : ainsi est mort au siècle précédent Caius Gracchus. Le remède est à l'évidence aussi sanguinaire, violent et destructeur que le mal.

[p. 237]

Il suppose, en outre, le soutien de la majorité de la population au gouvernement, la vigueur du Sénat, et l'absence d'une force trop bien armée et entraînée du côté des opposants : conditions qui ont toutes disparu au temps de Cicéron. L'État est donc désarmé face à la violence politique.

J'ai essayé, dans les lignes qui précèdent, de dégager les causes sociales, économiques et mentales du déchaînement de cette violence. Il faut en ajouter une autre, car le seul contraste entre la ploutocratie des dirigeants et les millions d'indigents de Rome ne suffit pas à expliquer la violence. L'histoire montre en effet que les masses ne prennent que fort rarement elles-mêmes l'initiative de la violence : l'exemple vient d'ailleurs. Il est donné à Rome par ceux qu'un appétit insatiable de richesse rend prêts à user de tous les moyens pour obtenir une part encore plus grande du gâteau. Et puisque la richesse vient des pays conquis dont l'administration dépend de l'État, c'est l'État qu'il faut contrôler, par la mobilisation des masses et l'emploi des armes au besoin.

Une masse croissante de *disoccupati* indigents ; une classe dirigeante divisée, corrompue et crispée sur ses privilèges abusifs ; des démagogues sans scrupules décidés à utiliser le mécontentement de la populace pour parvenir au pouvoir ; un

État désarmé aux structures inadaptées : les conditions idéales sont réunies pour que la violence se déchaîne.

Elle ne règne cependant pas de façon constante : les guerres civiles culminent en trois ou quatre périodes particulièrement agitées au cours du dernier siècle de la République. Entre ces interstices, une vie politique "normale", quoique dévoyée, est encore possible. Quant à la corruption, tous les électeurs ne sont quand même pas à vendre. Le frère de Cicéron lui écrit à ce sujet :

"Il n'est pas, je le vois bien, d'assemblée électorale si ravagée par la corruption qu'on n'y trouve quelques centuries qui votent gratuitement pour les candidats auxquels elles sont particulièrement attachées. ¹"

C'est pourquoi l'organisation d'une campagne électorale n'est point seulement le fait des hommes de main et des distributeurs de pots-de-vin. Elle requiert toute une technique de la part du candidat, que nous expose le *Petit Manuel de Campagne Électorale* * de Quintus Cicéron. Racolage, mensonges, flatteries : rien n'y manque de tous les procédés utilisables pour gagner des voix. En fait la lecture de cet opuscule donne sa touche finale à un tableau affligeant. Le régime qu'il décrit est moribond. On se prend à songer à un slogan qui connut une certaine célébrité en France il y a quelques années : "Élections, piège à ... !". À vrai dire, ce détournement des institutions n'a pas commencé avec le dernier siècle de la République.

Mais à partir des années 100 une série impressionnante de facteurs de déstabilisation cumulent leurs effets : crise des [p. 238] valeurs civiques et religieuses, manifestations inquiétantes d'angoisses individuelles et collectives, corruption de la vie politique par l'argent, déferlement de la violence, détournement de l'armée des idéaux civiques. Un régime se meurt, et avec lui la classe qui a construit un empire auquel il ne manque plus que le nom. Mais cette aristocratie n'a pas que des mérites. Elle est coupable d'avoir dévoyé le fonctionnement des institutions populaires. Sous la République, la démocratie n'a existé qu'à l'état de pulsions, récupérées par la classe politique traditionnelle ou ses transfuges. Le reste n'est que façade. Si au sommet des basiliques on grave le nom hypothétique d'un noble *populus romanus*, sous leurs colonnes c'est la misérable racaille dont parle Cicéron qui passe. Ce régime est celui du double langage : la *res publica* n'est que l'état de quelques-uns, le peuple devient la populace, le cirque se transforme en comices, la démocratie en démagogie. Bientôt l'empereur prendra la place du *princeps*.

¹ Q. CICÉRON, *Petit manuel de campagne électorale*, 56.

* Cité et analysé en annexe, à la fin de l'ouvrage p. 326.

[p. 239]

CHAPITRE VIII – LA RÉVOLUTION IMPÉRIALE

[Retour à la table des matières](#)

Le 11 janvier 29 se ferment les portes du temple de Janus : Octave a eu raison de ses derniers adversaires. Après la défaite d'Actium, Antoine et Cléopâtre se sont suicidés. Rome est lasse des guerres civiles. Pour jouir d'une relative sécurité, elle est prête à sacrifier une liberté qu'elle ne possède d'ailleurs plus pourvu qu'on y mette les formes. Auguste * va lui donner cette paix tant désirée, respectant la légalité formelle qu'avait trop négligée César.

Car si la réalité du pouvoir monarchique est très vite certaine, son principe l'est beaucoup moins. C'est un des plus surprenants paradoxes de cette époque. Octave, l'héritier de ces seigneurs de la guerre qui leur vie durant convoitèrent de toutes leurs forces le pouvoir impérial, se défendra toujours d'être ce qu'il était devenu. Au contraire, il se proclame le sauveur de la République, ce qui ne trompe presque personne, mais satisfait tout le monde.

Cette révolution politique à l'envers n'engendre aucune réforme sociale d'importance. Au contraire, Auguste est en la matière un conservateur-né qui voudra toujours revenir aux antiques mœurs républicaines. Si les structures sociales demeurent les mêmes, en revanche, les membres des groupes dirigeants changent : l'ancienne noblesse républicaine est décimée par l'empereur jaloux de son autorité. Les vides seront comblés par des hommes nouveaux, dont le monarque est plus sûr que d'une aristocratie séculaire, d'ailleurs parfois animée de soubresauts violemment impromptus. Régime paradoxal que cet empire qui ne dit pas son nom, dirigé par un homme qui ne se veut que le premier des citoyens mais commence à organiser son culte, conservateur mais purgeant sans faiblesse cette vieille aristocratie dont il admire les coutumes. Ajoutons-y, pour finir, un dernier motif d'étonnement : malgré la disparition de fait des assemblées populaires et l'épuration des milieux [p. 240] dirigeants, les relations de clientèle subsistent, et

* Parvenu au faîte de sa puissance, Octave prendra le nom d'Auguste.

font même preuve de beaucoup de vitalité. Il faudra s'interroger sur cette paradoxale pérennité.

Essayons d'abord de mesurer à travers le droit, la propagande, et la symbolique architecturale, l'anti-républicanisme de ces hommes qui se disent les sauveurs du régime et les garants de la liberté du peuple.

LES FOSSOYEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Le biographe de César dit de lui :

"(Pour lui), la République n'est rien, c'est seulement un mot vide de forme et de contenu ¹".

Suétone a raison. Sous ce qu'il faut bien appeler son règne, sénat et comices se transforment en chambres d'enregistrement. Les assemblées populaires votent les lois qu'il élabore, investissent les candidats officiels désignés par lui. Dans une mesure d'ailleurs limitée, car il se réserve le droit de nommer lui-même les consuls et la moitié des autres magistrats. Le Sénat subit un sort analogue. César le convoque pour la forme, mais prend en fait les décisions à sa place. Cicéron, qui bien sûr en est membre, est ainsi tout surpris de recevoir des lettres de princes étrangers qui le remercient de leur avoir voté des faveurs ², ce dont il n'est absolument pas au courant... L'auguste assemblée se montre parfaitement docile : il faut dire que César a usé de moyens efficaces, en y nommant en masse ses partisans (le nombre des sénateurs passe de 600 à 900). Parallèlement, il s'emploie, comme tous les candidats à la tyrannie, à étendre sa popularité, ce qui n'est pas contradictoire avec sa politique d'étouffement des comices. C'est une chose de donner au peuple les moyens de se gouverner, une autre de le flatter. Nous savons que pour parvenir à ce dernier but, César procède à des distributions de terre massives, et double le nombre des citoyens, accroissant d'autant celui de ses partisans. Par ailleurs, ses vétérans constituent une garantie armée du régime. La nouvelle orientation qu'il donne aux Rostres * témoigne de cette recherche de la popularité. Il fait déplacer cette tribune, de telle façon que les orateurs ne seront plus tournés vers le Sénat et le *Comitium*, mais vers le forum, qui accueille la population romaine tout entière. La Curie, où siège le Sénat, est également remaniée. Car l'ancien bâtiment où se réunissaient les sénateurs depuis des siècles

¹ SUÉTONE, *Jules César*, 77.

² CICÉRON, *Familiares*, 9, 15, 4.

* La tribune aux harangues des hommes politiques.

fait place à un nouvel édifice. Or ce dernier ouvre bien par un de ses côtés sur le *Comitium*, mais cela ne signifie plus grand-chose : les comices ne servent plus à rien, et de toute façon, c'est maintenant au Champ de Mars qu'ils se réunissent. En revanche, l'autre façade de la Curie regarde vers le vestibule du nouveau forum que fait construire César au pied du Capitole, à l'ombre de [p. 241] Jupiter. Ces aménagements traduisent bien un dessein politique : la subordination des anciennes assemblées à un monarque populaire. D'ailleurs les coutumes vestimentaires de César vont dans le même sens d'instauration de la monarchie : il porte de façon permanente la couronne de laurier et les vêtements des triomphateurs.

D'autres signes indubitables foisonnent. Il fait frapper des monnaies à son effigie, s'érige des statues dans les temples, se fait prêter serment, transforme en fêtes publiques les anniversaires de sa naissance ou de ses victoires, donne même son nom à un mois du calendrier. En bref, il instaure un véritable culte de la personnalité, à l'antithèse de la tradition républicaine (où le pouvoir est personnalisé, mais très rarement au bénéfice d'un seul homme : c'est pourquoi les magistratures républicaines étaient toujours collégiales).

Mais César va trop loin, trop vite. Car sur quatre ans de règne (de 49 à 44), il ne passe que *seize mois* à Rome, guerroyant la plupart du temps à l'extérieur. Aussi tombe-t-il aux ides de Mars sous le poignard des conjurés.

L'EMPEREUR ANONYME

Son fils adoptif, Octave, va reprendre sa politique, mais en l'appliquant de façon beaucoup plus subtile, en évitant d'avoir l'air d'un candidat au trône. Il recherche lui aussi l'appui populaire. Il prétend exercer les pouvoirs du tribunal "pour la protection du petit peuple"¹. Nous avons vu que, fortement tenté de supprimer les distributions gratuites de nourriture, il y renonce finalement, par peur de perdre ce soutien. Il emploie la vieille recette des distributions de terres et de primes : dans ses mémoires, il affirme en avoir fait bénéficier 300 000 personnes. D'abord il finance ces largesses sur ses fonds privés, puis, assuré du pouvoir, affecte à leur paiement le produit des taxes sur les ventes aux enchères effectuées en Italie et le montant des droits de succession nouvellement imposés aux citoyens les plus riches. Comme César aussi, il se fait prêter un serment d'obéissance. Parallèlement, il dénature les institutions républicaines en les concentrant sur sa personne et en supprimant les limitations de durée. Ainsi en 23, il se fait confier par le Sénat la puissance tribunicienne à vie et l'*imperium* proconsulaire, sans limite dans le temps ni dans l'espace. Ces deux prérogatives

¹ TACITE, *Annales*, I, 2.

seront le mince fondement juridique du pouvoir impérial. À la même époque, il obtient le privilège extraordinaire d'être délié des lois (*princeps legibus solutus est* : la formule sera reprise par la monarchie absolue française). Quant aux comices, leur inexistence inaugurée par César se confirme : Auguste inspire les lois et impose ses candidats aux élections. Ce trucage des institutions lui suffit pour prétendre à l'exercice d'un pouvoir toujours plus autoritaire : il se garde bien d'inventer de nouveaux noms, de se décerner de nouveaux pouvoirs. L'empire naît donc politiquement sous la forme d'une énorme équivoque. Certains le comparent à l'état stalinien :

[p. 242]

"... le fonctionnement du Parti-État de Staline évoque curieusement celui de l'Empire romain ; la toute puissance du secrétariat particulier de Staline répondant à l'autorité déterminante du cabinet de l'empereur, et le comité central étant, comme le Sénat, réduit au rôle de chambre d'enregistrement : dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir réel se situe en dehors et au-dessus du pouvoir institutionnel. Ce qui, compte tenu de la formidable concentration dudit pouvoir, explique l'importance de facteurs personnels : quand l'empereur est un dément cruel, le sénateur et le peuple tremblent ; quand il est libéral, ils respirent. ¹"

La comparaison n'est pas fausse. On pourrait la poursuivre en faisant allusion aux problèmes de la succession au pouvoir, pierre d'achoppement de tant de régimes dictatoriaux. Celles de Mao et de Brejnev ne sont pas des plus faciles. Ce fut aussi une des plaies de l'Empire. Car comment Auguste aurait-il pu organiser juridiquement la transmission d'un pouvoir monarchique, qui, officiellement, n'existe pas ? Répétons-le : Auguste ne veut pas prêter le flanc aux critiques qui furent fatales à César, accusé de ne voir en la République qu'un mot vide. Dans ses Mémoires, il insiste au contraire sur le fait qu'en 27 il a remis tous ses pouvoirs au peuple et au Sénat, et que par la suite son autorité se fonda sur son prestige personnel, et non sur une révolution constitutionnelle ².

Cette équivoque soigneusement entretenue lui permet de se faire proclamer le restaurateur de la République par ses propagandistes : Horace, Virgile, Ovide. Tacite témoigne du procédé :

"la république ne fut installée ni en dictature, ni en royauté, mais au nom du princeps ³".

¹ P. ROBRIEUX, "Pourquoi lui ?" (Staline), dans *Le Monde* (22 déc. 1979), 18.

² AUGUSTE, *Mon œuvre*, 34.

³ TACITE, *Annales*, I, 9.

À son époque, il peut constater les manifestations évidentes de la nature autoritaire du principat, mais il n'en crédite pas moins Auguste des bonnes intentions que lui ont attribuées ses zéloteurs. D'autres, il est vrai, sont plus clairvoyants, notamment les historiens grecs (Appien, Dion Cassius), qui soulignent au contraire les allures monarchiques du Principat. (La controverse entre les auteurs durera d'ailleurs jusqu'au milieu du XX^e siècle...).

Donc Auguste n'est pas roi. C'est seulement "le meilleur des citoyens" : le plus sage, le plus digne, le plus magnanime. C'est l'homme providentiel qu'appelait de ses vœux Cicéron vingt ans auparavant (dans le *De Republica*). Ne se dit-il pas lui-même, dans une formule contradictoire qui résume toute sa politique "le premier d'entre les égaux (*primus inter pares*)" ? À ses qualités personnelles, il joint le mérite encore plus grand d'être dans le "sens de l'Histoire" : il jouit d'un don de prévoyance (*providentia*) exceptionnel. C'est lui qui a la plus claire conscience du destin de l'Empire et des moyens à employer pour parvenir à sa réalisation. Nous sommes habitués à ces considérations très actuelles sur la lucidité supérieure, et la pré-[p. 243] destination divine ou due aux "Lois de l'Histoire" des grands dictateurs de notre époque, de Staline à Mao en passant par Hitler : l'encens qui monte vers l'autel des tyrans a toujours la même odeur...

C'est d'ailleurs bien d'autel qu'il s'agit. Car toujours prudemment, Auguste organise son propre culte, qui prélude à la divinisation de ses successeurs¹. Il s'inspire là encore de César, auquel le Sénat, deux ans après sa mort, a décerné le titre de "divin" et conféré un temple et un culte au forum. Auguste construit par étapes sa propre divinisation. D'abord il est le fils de César, donc d'un dieu. Puis il se fait de plus en plus souvent représenter comme maître de l'Univers, ce qui le rapproche des dieux. Il autorise les habitants d'Asie à lui édifier un temple et à lui rendre un culte. Mais à Rome même, il se montre prudent. Par un subtil détour, il permet qu'on divinise non pas sa personne, mais certaines de ses qualités : son "génie", sa "majesté". Le *genius Augusti* a donc sa chapelle à Rome : c'est l'élément divin qui entre dans la personnalité impériale, qui fonde sa victoire. Mais ce n'est là que tactique. En réalité, Auguste pousse à la divinisation de son pouvoir. Sur le Palatin où il réside, il fait construire tout un ensemble sacré en l'honneur d'Apollon, dont il laisse dire qu'il est le fils. Or ce temple est le plus beau et le plus magnifique de tous ceux édifiés à Rome. Sur l'esplanade, une statue gigantesque du dieu en train de jouer de la lyre. Le temple lui-même la domine, tout revêtu de marbre, dont le toit est surmonté par le char du Soleil, resplendissant d'or. Un portique aux colonnades de marbre jaune ponctuées de dizaines de statues entoure l'ensemble. La magnificence du temple est en réalité celle d'Auguste : d'ailleurs la maison de l'empereur jouxte le domaine d'Apollon.

¹ Cf. L.R. MENAGER, *La chute de l'empire romain* (Marseille, Centre régional de documentation pédagogique, 1965), Ch. I, p. 69-73.

Dans la pratique, on glisse facilement de ces subtilités réservées aux intellectuels à la déification pure et simple. De toute façon, personne n'empêche les citoyens de rendre un culte privé à Auguste, et on le prie très souvent dans les municipes à l'extérieur de Rome. Son successeur immédiat, Tibère, organisera d'ailleurs son culte officiel après sa mort en plein centre de Rome, sur le Palatin. Quel que soit leur degré d'intensité, ces différents cultes ne signifient pas que le peuple croie vraiment que l'empereur est un dieu¹. Certains signes prouvent que la divinité des dieux de l'Olympe est irréductible à celle du "dieu" impérial du Palatin. Des milliers d'inscriptions affirment que l'empereur est dieu, alors qu'il ne vient à personne l'idée de le dire de Jupiter, car ce serait trop évident. Ce qui prouve bien que dans le premier cas, le dieu dont on parle est un peu particulier. Un autre argument, encore plus probant. Une des principales commodités de la croyance en un dieu est de pouvoir le prier, et éventuellement de le remercier lorsque les souhaits formulés sont exaucés. Or ici encore, des milliers d'inscriptions expriment la reconnaissance des dédicataires à tel ou tel dieu pour ses faveurs. Mais aucune de cette sorte n'a trait à l'empereur. Donc dans les chapelles où on lui rend un culte, on ne le prie pas : on l'honore, ce qui est tout différent. Seuls les [p. 244] "vrais" dieux sont à la fois adorés et quémandés. (Ce qui n'enlève bien entendu absolument rien à la "sincérité" du culte impérial.) En réalité, le peuple distingue très bien entre la fonction et son titulaire : seule la première peut véritablement être d'origine ou d'essence divine. Un exemple très contemporain le prouve bien. Il y a quelques décennies, un pays moderne, le Japon, rendait à son empereur un culte très proche de celui des Romains : pensera-t-on vraiment qu'il l'adorait au même titre que ce que nous nommons "dieu" ? Le Japon a capitulé à cause des bombes atomiques, et non parce que Hiro-Hito, le 1^{er} janvier 1946, a déclaré à la radio à son peuple : "Je ne suis pas un dieu". Tout le monde le savait, ou du moins savait quel genre de dieu il était. Les exemples de ce genre ne manquent pas dans la galerie des dictatures. En Chine et en U.R.S.S., l'embaumement des grands dirigeants tels que Lénine, Staline, Mao-Dze-Dong peut paraître une pratique curieuse des pays gouvernés par les principes du matérialisme. En réalité, il s'agit de l'aboutissement extrême du culte de la personnalité, qui tend à diviniser les surhommes défunts. Comme on l'a déjà dit, les dieux ne meurent pas. L'embaumement est un ersatz d'immortalité : le procédé est un peu malhabile, mais son symbolisme est évident. Après tout, le mausolée d'Auguste vaut bien celui de Lénine. Autre caractéristique divine l'infailibilité. Nos dictateurs modernes en sont aussi revêtus qui du temps de leur splendeur, se serait hasardé à dire le contraire au sujet de Staline et Mao ? Inversement, la critique de leur action (il y a vingt-cinq ans en U.R.S.S., actuellement en Chine) a commencé par la généralisation de cette idée selon laquelle "n'étant que des hommes (cette restriction en dit long...), ils pouvaient commettre des erreurs". Dans un autre genre, le pape est aussi pour les catholiques un homme qui participe au divin. La doctrine ne le dit pas vraiment,

¹ Lire les pages très intéressantes que consacre P. Veyne à ce sujet (cf. P. VEYNE, *Le pain et le cirque...*, 561-580).

mais le sentiment religieux du fidèle "moyen" s'organise autour de cette perception, d'un infini respect. D'ailleurs le pape lui aussi est infailible : le dogme est relativement récent (fin du XIX^e siècle), mais il existe bel et bien. On voit donc qu'en affirmant que l'empereur bénéficie d'une clairvoyance (*providentia*) hors du commun, la propagande impériale ne fait qu'exploiter un besoin permanent du psychisme collectif. Inculquées pêle-mêle au bon peuple, ces notions lui feront dire que son dirigeant suprême est un "dieu", ou toute autre expression similaire.

Cette divinité est d'ailleurs sujette aux aléas posthumes de la politique. L'empereur défunt peut subir la "condamnation du souvenir" (*damnatio memoriae*) qui consiste dans une série de procédés destinés à l'effacer de la mémoire des hommes. On martèle alors soigneusement sur les monuments les inscriptions citant son nom ou ses hauts faits. Il en va de même des dictateurs déchus à notre époque : leur nom disparaît des manuels d'histoire. En U.R.S.S., on n'évoque qu'avec réticence la période du culte stalinien. La position officielle est qu'il ne faut pas parler de cette période révolue, comme vient tout récemment de le réaffirmer un académicien soviétique, à l'occasion du centenaire de la naissance de Staline ¹.

[p. 245]

Concluons. Quand on parle de culte impérial, il faut donc bien comprendre qu'il s'agit là d'un moyen détourné et symbolique de poser en "sur-homme" celui qui en est l'objet. Faute de meilleure image, on parlera d'un dieu, et on empruntera aux autres dieux, les authentiques, les formes extérieures de leur culte. Mais l'empereur n'entre que sur la pointe des pieds dans le Panthéon romain : le moindre génie des eaux ou des carrefours est d'une autre nature que la sienne.

Auguste a donc raison de se montrer prudent quand il laisse instaurer son culte : il suggère, et n'impose pas. Il est empereur, mais fait tout pour qu'on ne le croie pas ; il n'est pas dieu, mais le laisse dire.

Un autre signe témoigne à la fois de la retenue et de la duplicité d'Auguste, et de la très rapide évolution du pouvoir qu'il a créé.

Le temple d'Apollon, nous venons de le voir, est une des splendeurs de la capitale. Auguste demeure à côté. Si les Cicéron et les Crassus habitent des palais, on s'attend à ce que l'empereur-dieu loge dans une demeure olympienne... Or Auguste est assez fin pour ne pas faire jurer l'éclat d'un luxe privé avec les demi-teintes constitutionnelles et religieuses dont il nimbe son pouvoir. Cette maison où il vivra quarante ans, il ne la fait même pas construire sur commande : il s'agit de la demeure d'un avocat célèbre du dernier siècle avant notre ère, Hortensius. Elle est certainement plus modeste que la maison de Cicéron. Suétone nous dit qu'elle avait plutôt l'aspect d'une maison d'un simple particulier que d'un empereur, et

¹ I. MINTZ, "Le problème du culte de la personnalité est depuis longtemps résolu", dans *Le Monde*, 22 déc. 1979, p. 21.

qu'elle ne renfermait ni pavements de marbre, ni objets précieux. Nous avons la chance de pouvoir encore la visiter. Napoléon III était en effet passionné d'archéologie : or c'est lui qui acheta les Jardins Farnèse, sous lesquels se trouvait la maison de l'empereur, découverte quelques années plus tard, en 1869. (Son aspect relativement modeste fit qu'on se refusa à croire qu'Auguste y ait vécu : on préféra en faire la demeure de son épouse. C'est ainsi que ces vestiges sont connus sous le nom de "Maison de Livie".) Elle comporte deux étages. Le premier comprend quatre pièces donnant sur un atrium qui constitue leur seule source de lumière, et qui sont vraisemblablement des salons. L'étage supérieur correspond à la partie "publique" de la demeure : on y reçoit les visiteurs, et les domestiques y occupent des salles de service. Auguste se contraignit à ne pas posséder de jardins : il n'est pas Lucullus, ni même Salluste, un citoyen seulement un peu plus méritant que les autres... Mais on peut croire qu'il en souffre. Car au rez-de-chaussée, dans les quatre pièces qui sont vraiment "siennes", les fresques murales représentent toutes des paysages. Il est vrai que malheureusement une partie en est effacée : restées intactes durant des siècles, ces peintures commencèrent à se détériorer rapidement au contact de l'air libre. Mais nous possédons les premières descriptions des archéologues, et d'autre part, il reste encore de nombreux panneaux intacts. Or le centre de tous ces panneaux est formé par une fenêtre en trompe-l'œil, à travers laquelle on aperçoit un pays-[p. 246] sage, où se déroule parfois une scène mythologique. Dans la salle à manger, ce prétexte disparaît : le mur s'ouvre simplement sur un jardin idéal, avec des portiques, des petits sanctuaires comme nos vierges des buissons, le ciel, l'eau et les fleurs. Ainsi vivait l'empereur-dieu : le maître du monde n'avait même pas un jardin à lui.

Mais ses successeurs, en même temps qu'ils affermissent leur pouvoir dont les fards s'effacent, rompent vite avec ces habitudes de modestie. Quarante ans seulement après la mort d'Auguste, Néron se fait construire à Rome un Versailles avant la lettre : "La Maison Dorée". Il n'en reste à l'heure actuelle, près du Colisée, que de tristes vestiges, qui font plutôt penser à des catacombes qu'à un palais. Car ils sont toujours enfouis sous la terre qu'y déversèrent les successeurs de Néron. Mais sa splendeur était inimaginable : il y a entre elle et la maison d'Auguste la même distance que celle qui sépare un appartement modeste d'une villa sur la Côte d'Azur. Car Néron, lui, ne se contente pas de jardins peints sur les murs. Lisons la description de Suétone :

"... sa largeur était telle qu'on y trouvait trois portiques longs d'un mille (1500 m) ; on y voyait une pièce d'eau imitant la mer et entourée d'édifices qui faisaient songer à des villes ; il y avait aussi des villas avec des champs, des vignobles, des pâturages, des forêts, du bétail en grand nombre et du gibier ¹".

¹ SUÉTONE, *Néron*, 31.

L'intérieur de l'édifice ne dépare pas ce somptueux environnement :

"Rien ne lui (Néron) coûta plus cher que ses constructions (...) Pour décrire l'étendue et le faste de cette demeure, il suffira de dire que le vestibule était si grand qu'il abritait une statue colossale de Néron, haute de cent vingt pieds (35 m) (...) À l'intérieur tout était couvert d'or (d'où le nom que donna Néron à sa demeure) et décoré de pierreries et de coquillages à perles ; le plafond des salles à manger était fait de plaques d'ivoire mobiles et percées d'ouvertures par lesquelles on pouvait faire pleuvoir des fleurs et des parfums ; la plus grande de ces salles était ronde et elle tournait jour et nuit pour imiter le mouvement de la Terre ; les bains étaient alimentés par l'eau de mer et celle d'Albula : le jour où Néron inaugura une pareille demeure, il se contenta de déclarer qu'il allait enfin être logé comme un homme. ¹".

Un tel luxe relègue au rang de parents pauvres les aristocrates de la fin de la République. De surcroît, n'oublions pas que ce domaine prodigieux n'est pas à l'extérieur de l'agglomération (comme la future *villa* d'Hadrien, près de Tivoli, le Versailles de Louis XIV ou le palais de Schoenbrunn), mais au contraire au centre même de la ville : son portique d'entrée commence au voisinage de la Maison des Vestales, à 100 mètres du Forum ; il s'étend du Palatin au Mont Caelius en passant [p. 247] par l'Esquilin. Néron disposait d'un certain capital de popularité parmi la plèbe, mais une partie d'entre elle au moins trouva que l'empereur exagérait : passe encore qu'il se fit construire un palais, mais il aurait pu éviter d'annexer le centre ville. Car dès l'inauguration de la Maison, satires et épigrammes circulent : l'un d'entre eux invite les Romains à quitter la capitale puisque Rome toute entière est maintenant occupée par une seule et unique demeure...

Tant de démesure oblige à poser certaines questions : tout ce faste n'est-il que le produit des tendances mégalomanes de Néron ? Méfions-nous de ces souverains qu'on proclame trop aisément "fous", de Caligula à Staline en passant par Hitler : la folie dont on les affuble tient souvent seulement à l'absence de précautions et de faux semblants dont ils ont négligé d'entourer l'exercice de leur pouvoir. Car il semble bien que dans le cas de la Maison Dorée, le "luxe" n'explique pas tout. Il est l'expression symbolique d'un dessein politique ² : l'affirmation d'un pouvoir monarchique sans partage, d'un impérialisme universel. Avant Néron, Caligula, qui a reçu du Sénat "le droit et le pouvoir de décider de toutes choses ³", dit déjà : "Je puis tout et sur tous ⁴". Néron en tire les

¹ *Ibid.*

² Cf. P. GRIMAL, *Rome...*, 101.

³ SUÉTONE, *Caligula*, 14, 1.

⁴ *Ibid.*, 29, 3.

conséquences. Il se fait statufier à l'entrée de sa maison en dieu-soleil recouvert d'or, la tête entourée de rayons ; il trône dans une grande salle dont le plafond étoilé tourne comme une voûte céleste ; les villes et les villages miniatures du parc qui entoure sa demeure ne sont pas le jardin de Marie-Antoinette, mais le symbole de l'Univers soumis au maître.

Il n'en reste que quelques corridors obscurs, car les successeurs de Néron n'osèrent pas le suivre dans sa franchise. Celui-ci contraint de se suicider, on le tua une seconde fois en faisant disparaître sous des milliers de pelletées de terre ce qui n'était pas un rêve fou, mais un puissant symbole politique. Mais il est vrai que Néron avait été malhabile. En privant le peuple du centre de sa ville, il contrevenait à un dogme dont la propagande impériale fait toujours un de ses thèmes les plus chers : l'affirmation suivant laquelle le prince était le meilleur garant de la liberté du peuple. Être esclave n'est rien : le pire est qu'on vous le rappelle.

LA LIBERTÉ DANS LA SOUMISSION

"Petit Père des Peuples", "Grand Timonier", "Guide", la panoplie de nos slogans politiques n'a guère évolué depuis les Romains. Auguste porte les mêmes noms, à quelques variantes près : Père de la Patrie (*Pater Patriae*), Timonier (*Gubernator*), Sauveur de la République. Mais il y ajoute d'autres qualificatifs, plus saugrenus, et dont se parent moins souvent nos despotes modernes : Sauveur de la Liberté (*Servator libertatis*), Gardien de la Liberté (*Vindex Libertatis*). De quelle liberté s'agit-il ? Si le *princeps* n'est vraiment qu'une sorte de Staline, la question mérite qu'on s'y attarde, car elle paraît pour le moins inattendue.

[p. 248]

On y répondra mieux en la posant d'une autre façon : de la liberté de *qui* est-il question ? Parlons d'abord de la situation de l'aristocratie. Pour la classe sénatoriale traditionnelle (celle d'origine républicaine) le Principat est la consécration de sa faillite. Comme nous le verrons, elle est d'ailleurs en voie d'extinction, car l'empereur la veut soumise, et met tout en œuvre pour la vider de sa substance par la transfusion dans son corps d'hommes nouveaux qui lui sont dévoués. Elle est donc l'objet de tensions contradictoires : d'un côté elle aspire à retrouver au moins en partie son ancienne autonomie, de l'autre l'évolution concrète des pouvoirs du prince l'éloigne irrémédiablement de cet objectif, et elle est bien forcée d'en prendre acte. Elle se convertit alors au stoïcisme, dont la définition de la liberté est assez vague pour justifier aussi bien la révolte que la soumission à l'ordre établi, la résistance que tous les compromis. Pour un stoïcien, la liberté c'est autant l'acceptation consciente d'un ordre rationnel qu'un bien

inaliénable et imprescriptible. Celui qui a choisi de participer au nouveau régime est donc libre : car le ferait-il, s'il ne pensait pas qu'il représente ce type d'ordre ?

Mais si l'opportunisme lui répugne, il peut toujours se révolter (ce qu'en général il ne fait pas, ou pas longtemps, quand l'empereur est fort). D'ailleurs, il existe une solution médiane : le sage peut n'adhérer que par la bouche à un régime qu'en réalité il réprouve. Intérieurement, il reste libre, puisqu'il conserve sa faculté de jugement. L'avantage d'une telle doctrine réside évidemment dans le fait que suivant les nécessités du moment, elle justifie tout et son contraire. Les stoïciens la pousseront jusqu'à l'absurde, en prétendant que même l'esclave chargé de chaînes est libre, puisqu'on ne peut entraver son esprit. En réalité, cette idéologie de la "liberté" est un bien pauvre artifice pour justifier la soumission en sauvant l'apparence de la dignité. Il n'est guère étonnant que son chantre officiel, Sénèque, en vienne à faire l'apologie du suicide, comme nous l'avons vu ¹, et choisisse d'ailleurs cette fin pour lui-même. D'ailleurs Tacite, qui naît sous le règne de Néron, ne croit plus ni en la liberté, ni en la République, ni même en la philosophie. Il va jusqu'à écrire que la liberté s'est réfugiée dans les forêts germaniques, et "qu'il ne convient pas à un Romain et à un sénateur d'avoir un goût trop vif pour elle (la philosophie) ²". Ces aveux désabusés sont le signe que cinquante ans seulement après la mort d'Auguste, l'aristocratie s'est résignée à abandonner le mythe de la liberté pour connaître la réalité du pouvoir autoritaire.

Le peuple eut-il, lui, moins de désillusions ? La propagande augustéenne s'emploie à le convaincre que le régime est au fond démocratique, exactement comme le faisaient les oligarques républicains. Le prince n'est pas un tyran, il *représente* le peuple, et continue à le prouver en lui faisant des largesses : jeux, distributions de nourriture et d'argent, assignation de terre, etc. ... Dans ses Mémoires, Auguste insiste constamment sur le [p. 249] fait qu'il a joui du consentement populaire tout au long de ses luttes politiques. D'ailleurs si opposition il y a au principat, ce sont les chevaliers et les sénateurs qui de temps à autre l'expriment, pas les auteurs populaires ou petits-bourgeois, comme Martial et Juvénal.

L'empereur est arrivé à convaincre le peuple que la liberté passe d'abord par la *sécurité*, à laquelle tant aspirent depuis si longtemps : près d'un siècle et demi... Car il est difficile de parler de liberté lorsque, comme à l'époque des guerres civiles, les soldats investissent la ville, lorsqu'ils font voter les électeurs à l'ombre des glaives, ou que se succèdent les proscriptions. Le principat l'assure bien mieux : même si le pouvoir y appartient à un seul, la grande majorité est en sécurité. C'est pourquoi Auguste insiste tant sur certains de ses attributs il est le pacificateur, le protecteur. Comme l'écrit Horace "César étant maître du pays, je ne redouterai pas les troubles ni la mort violente ³" La véritable liberté du peuple, c'est donc de se soumettre au pouvoir qui lui donne l'ordre et la sécurité, et de

¹ Cf. *supra*.

² TACITE, *Agr.*, 4.

³ HORACE, *Odes*, III, 14.

surcroît le représente. Plutarque écrit à la fin du 1^{er} siècle après J.-C., à une époque où cette propagande a modelé les esprits. Il condamne ceux (les "démagogues", une fois de plus...) pour lesquels la "liberté" suppose un minimum d'égalité, conception qui serait celle de notre époque :

"Le démagogue Hippon excita le peuple de Syracuse à redistribuer la propriété foncière, en disant que l'égalité était le fondement de la liberté, et la pauvreté, celui de l'esclavage pour ceux qui ne possédaient rien ¹".

La liberté selon Plutarque, c'est de pouvoir parler sans crainte à son souverain. Autrement dit, d'abord se soumettre, ensuite dialoguer. Plus tard Marc-Aurèle, qui n'a pourtant rien d'un tyran, dira exactement la même chose :

"Je me représente un état où la loi est la même chose pour tous, gouverné d'égal à égal et dans le franc-parler ; une monarchie respectueuse, sur toutes choses, de la liberté des gouvernés ²".

Une sorte de despotisme éclairé, une monarchie démocratique. Beau rêve, mais qui ne correspond sur aucun point à ce que fut l'Empire romain, qui finit au contraire dans les fastes et les aveuglements d'une théocratie dirigiste.

Par des chemins différents, la définition de la liberté à l'usage de l'aristocratie et de celle qu'offre au peuple l'empereur convergent vers le même paradoxe qui ne peut nous tromper sur la nature réelle du régime : il n'y a liberté que dans la soumission. La Rome du Principat porte jusque dans son architecture même la trace de cette volonté.

[p. 250]

LA VILLE DU PRINCE

Nous sommes maintenant habitués à cette idée selon laquelle l'histoire de l'urbanisme romain est aussi une histoire politique. La forme des monuments, l'orientation des voies principales sont autant de symboles d'une culture et de la volonté des groupes qui cherchent à y dominer. L'aménagement du centre ville est toujours révélateur : car c'est le cœur de ce grand corps, là où doivent se

¹ PLUTARQUE, *Dion.*, 37.

² MARC-AURÈLE, I, 14, 2,

concentrer les thèmes exprimant symboliquement l'essence de la société qui y vit. La ville est donc à la fois porteuse de sa propre histoire, expression des mentalités collectives de ceux qui la peuplent, et affirmation de la volonté politique des dirigeants. Au Moyen Âge, la ville se masse autour du clocher vertigineux de la cathédrale, comme si elle bandait ses forces pour monter vers le ciel, armée de la proue de pierre des flèches dentelées qui crèvent déjà les nuages. Au XVIII^e siècle, les villes sont celles de l'ordre de la monarchie absolue, alliée à la Raison. La ville ne jaillit plus vers le ciel, mais s'aligne le long des grandes perspectives rationnelles et un peu froides, méthodiques comme les jardins à la française de la même époque. De nos jours, le centre des villes capitalistes s'oppose à celui des cités socialistes. En Occident, le centre ville est celui de la concentration des commerces, en particulier des commerces luxueux. On va dans le centre pour "faire les magasins" : la ville est une vitrine. Mais dans le camp socialiste, la ville, de façon plus consciente, tente d'exprimer un idéal socialiste. Le centre possède une fonction plus politique : on y trouve les maisons de la culture, les musées, les monuments à la gloire du Parti, les palais abritent les organismes "populaires". (La ville capitaliste possède elle aussi ces éléments urbains culturels et politiques. Mais elle ne les met pas à l'honneur de façon aussi marquée). Quant aux dictateurs, on sait qu'ils furent toujours des bâtisseurs de cité. Il y a un style stalinien (comme l'on dit : le style Louis XIV) qui nous apprend autant sur la nature du régime soviétique durant l'entre-deux-guerres que de longs discours. On sait que Hitler entendait reconstruire Berlin, et la place que tenait dans le cercle de ses fidèles l'architecte A. Speer. Enfin à Pékin, les nouveaux dirigeants communistes se sont installés dans les mêmes locaux que les anciens empereurs : la Cité Interdite. (Comment ne pas rapprocher ce fait de la réponse affirmative que fit un jour Mao à Malraux qui lui demandait s'il avait bien conscience d'être le dernier empereur de la Chine ?).

Rome n'échappe pas à la règle : *nous y lisons un discours urbain de la dictature.*

Sylla en prononce les premiers mots. La victoire acquise, il entend procéder à un geste symbolique : l'extension du *pomoerium*, des limites sacrées de la ville. La cité doit changer d'échelle, se hausser au niveau du pouvoir de son nouveau maître. Pompée prend sa suite, et rompt avec l'antique tabou interdisant de donner au peuple des places assises. Lui n'a pas peur du peuple : jusqu'à sa rupture avec César, il est bien vu par le "parti populaire" dont il emploie d'ailleurs les méthodes [p. 251] démagogiques. Aussi en 61, fait-il construire le premier théâtre en pierre, qui comprend un vase quadriportique ponctué de jeux d'eau et situé derrière la scène. Ses dimensions sont pour l'époque extraordinaires : 130 m de diamètre, une scène longue de 90 m. 45 m de hauteur de fronton... Le tout orné de statues colossales qui en disent long sur les idées de Pompée : elles personnifient les quatorze nations qu'il a soumises.

Mais c'est évidemment surtout à partir de César que les choses changent. Le dictateur a pour lui certaines raisons objectives : la ville surpeuplée étouffe dans son étroit corset républicain. Il devient absolument indispensable de libérer le

vieux centre ville en créant de nouvelles places, d'atténuer l'engorgement des quartiers populaires. Pompée vaincu, César veut donc reconstruire la ville. Ses efforts sont prométhéens. César veut faire construire sur l'ancien Champ de Mars, dont l'espace était jusque là à peu près préservé par des tabous religieux, et créer un autre Champ dans la plaine qui s'étend au pied de l'actuel Vatican. Mais on doit creuser un nouveau lit au Tibre, car des impératifs religieux interdisent qu'une ligne d'eau passe entre le Capitole et le nouveau Champ de Mars (où devront se réunir les comices). Les travaux ne purent s'achever, car ils furent abandonnés à l'assassinat de César.

Même nécessaires, les aménagements de César sont cependant marqués de façon indiscutable par un symbolisme politique, très perceptible au niveau des monuments de prestige qu'il ordonne d'édifier. À l'instar de ses prédécesseurs, il entend d'abord marquer de son empreinte le vieux forum républicain. Jusque dans les années 50, le côté sud de la place est bordé par des boutiques temporaires. César les fait fermer pour y édifier une basilique qui porte son nom (Iulia), divisée en sept nefs, de proportions grandioses. Les piliers et les murs sont recouverts de marbres précieux, qui ne disparurent qu'au Moyen Âge, dans les fours à chaux des papes et des seigneurs. Aujourd'hui, il ne reste de la basilique que les emplacements des colonnes, et quelques dalles sur lesquelles on peut voir griffonnés par les oisifs qui s'y asseyaient des échiquiers rudimentaires, qui les aidaient à passer le temps : peut-être, parmi eux, ces humbles clients obligés de suivre leur patron au forum, attendant qu'il sorte du tribunal ou descende des Rostres...

Nous avons vu que César reconstruit également la Curie. Il établit une liaison directe entre elle et le nouveau forum, qu'il fait bâtir à partir de 54. Il inaugure ainsi une longue tradition, celle des *fora* impériaux. Un certain nombre de ses successeurs construiront chacun leur forum, ce qui tout en personnalisant leur pouvoir, donnera au centre de Rome des dimensions inégalées. Ici encore, l'initiative de César correspond à un besoin : le vieux Forum, encombré de monuments neufs et de vestiges archaïques, est devenu trop petit pour que s'y traitent les affaires du monde. Tribunaux, boutiques de changeurs, banquiers, sièges des compagnies de publicains s'y entassaient plutôt mal [p. 252] que bien. César fait donc acheter des terrains privés : Cicéron s'occupe d'un certain nombre de ces transactions, et dépense pour cela la somme fabuleuse de cent millions de sesterces (30 milliards de nos centimes). Mais ce forum césarien, bien que bordé de boutiques, n'est plus celui du peuple et du Sénat républicains : il appartient au monarque, dont il exprime et sanctifie la gloire. Au milieu de cette place, il édifie un temple magnifique (il n'en reste aujourd'hui que le *podium* et trois colonnes) à Vénus Mère, la déesse tutélaire de la *gens* de César. En réalité, il s'agit d'un enclos sacré, préparant la divinisation de César. D'ailleurs devant le temple se dresse une statue le représentant avec sa cuirasse, à la façon des souverains hellénistiques. Le protocole dont use César lorsqu'il se trouve dans son forum est révélateur :

"... la façon dont, selon Suétone ¹, il se plaisait à recevoir les sénateurs, assis dans l'entrecolonnement central du pronaos de son temple, confère sa pleine signification à une architecture conçue pour les mises en scène sacralisantes, où la convergence des perspectives et la frontalité de la façade du sanctuaire disent mieux que tous les textes le caractère absolu du pouvoir ²".

Le forum de César n'est peut-être pas le Nuremberg nazi, mais il correspond néanmoins à la même fonction : l'affirmation quasi-religieuse d'un pouvoir absolu.

César n'oublie d'ailleurs pas de flatter le peuple. Nous savons que pour les Romains, le cirque tient lieu de manifestations de masse. César en construit donc un, dont l'ampleur est sans précédent : il mesure 532 m sur 177 (soit 1 ha. de superficie), et pourra accueillir 250 000 spectateurs assis après les agrandissements néroniens ³. Mais c'est en construisant au Champ de Mars le bâtiment destiné à abriter les comices (les *Saepta Iulia* ⁴, dont nous avons déjà parlé) que son côté démagogique apparaît le plus. C'est en effet au moment où il achève de réduire à néant le pouvoir des assemblées populaires qu'il crée pour elles un nouveau monument.

UN URBANISTE NOMMÉ AUGUSTE

Auguste va suivre en matière d'urbanisme la voie tracée par son père adoptif. Mais il agira là exactement comme nous l'avons vu faire dans le domaine de la politique pure : il se conforme aux modèles césariens, mais évite de donner un caractère trop ostentatoire à la personnalisation de son action. Un autre facteur détermine l'art augustéen : la base sociologique du pouvoir. Nous verrons ⁵ qu'Auguste s'appuie sur les désirs des classes moyennes, et qu'il est socialement conservateur. Cette assise, conjuguée avec sa tactique politique de trompe-l'œil, a pour conséquence dans le domaine artistique le renoncement aux tentations de l'hellénisme "baroque", et le retour au classicisme. Auguste revient deux siècles en arrière, quand la Rome [p. 253] des Scipions découvrait et imitait l'art grec des V^e et IV^e siècles av. J.-C. C'est le premier exemple de classicisme officiel, dont l'époque de Louis XIV est aussi une manifestation ⁶.

¹ SUÉTONE, *Jules César*, 78, 2.

² P. GROS, *op. cit.*, 72.

³ PLINIE L'ANCIEN, *Histoire Naturelle*, XXXVI, 101-102.

⁴ Cf. *supra*.

⁵ Cf. *infra*, p. 262 sq.

⁶ Cf. F. COARELLI, *op. cit.*, 90.

Auguste s'attache donc à la réalisation d'un urbanisme de prestige. À la fin de sa vie, il dira qu'il avait trouvé une ville de briques, mais la laissait de marbre. Dans ses Mémoires, il détaille longuement toutes les opérations d'urbanisme auxquelles il a procédé ¹.

Comme César, il s'efforce de répondre à certains besoins de la population. Car même si le centre de la ville respire mieux qu'auparavant, l'agglomération est toujours surpeuplée. Quelques années plus tard, Sénèque nous la décrit en insistant sur son caractère tentaculaire : elle draine vers elle des milliers d'individus, venus y chercher fortune, étudier, faire carrière, se divertir, accomplir les devoirs inhérents à leurs hautes fonctions. On pense irrésistiblement au Paris du début du XVIII^e siècle, et à son rôle de ville-phare :

"Regarde un peu toute cette population que les toits de notre immense capitale suffisent à peine à abriter. La grande majorité de ces gens ne sont-ils pas des expatriés ? De leurs municipes, de leurs colonies, en un mot de tous les coins du monde, ils sont venus confluer ici. Les uns y ont été conduits par l'ambition, d'autres par les obligations d'une fonction publique, d'autres par une mission dont on les a chargés ; d'autres par le goût des plaisirs, qui leur a fait rechercher une résidence où la débauche soit facile et abondante, d'autres par l'amour des études libérales, d'autres par l'attrait des spectacles ; tel y est entraîné par l'amitié, tel autre par l'espoir de déployer ses talents sur un plus vaste théâtre ; d'aucuns y vendent leur beauté, et d'autres leur éloquence. Il n'est pas une race humaine qu'on ne trouve représentée dans cette ville, où l'on estime à si haut prix les vertus et les vices. Fais comparaître successivement tous ses habitants devant toi, et demande à chacun d'eux d'où il est : tu verras qu'en majeure partie ils ont déserté leur pays d'origine, pour une ville qui sans contredit est la plus grande et la plus belle du monde, mais qui cependant n'est pas la leur ²".

Cette affluence s'explique : si l'on est malin et sans scrupules on peut toujours faire fortune. Cela, même pour un esclave. La vie de Trimalcion, mise en scène par Pétrone, en est bien la preuve :

"Quand je suis arrivé d'Asie, je n'étais pas plus haut que ce chandelier (...). Pendant quatorze ans j'ai été le petit ami de mon maître. Il n'y a pas de honte à faire ce qu'ordonne le maître. De toute façon, je contentais en même temps la maîtresse. Vous comprenez ce que je veux dire (...), mais je me tais, je ne suis pas de ceux qui se vantent. Enfin, avec

¹ AUGUSTE, *Mon œuvre*, 19 sq.

² SÉNÈQUE, *Ad. Helv.*, VI, 2-3.

la volonté des dieux, je suis devenu le maître dans la maison et j'ai eu alors le maître complètement à ma main. Quoi d'autre ? Il m'a fait [p. 254] cohéritier de l'empereur et j'ai reçu ainsi un patrimoine de sénateur. Mais personne n'est jamais satisfait : j'ai voulu me lancer dans le commerce. Bref, j'ai fait construire cinq navires, les ai chargés de vin – à ce moment là il se vendait à prix d'or – et je les ai envoyés à Rome. Comme si je le leur avais commandé, ils ont fait naufrage tous les cinq. Je ne vous raconte pas d'histoires : en un jour, Neptune m'a dévoré trente millions de sesterces. Vous croyez que j'ai été découragé ? Non, par Hercule, ce malheur ne m'a fait ni chaud ni froid ! J'ai fait construire d'autres navires plus grands, plus robustes et qui ont eu plus de chance : personne n'oserait dire que je ne suis pas un homme courageux. Vous le savez, plus un bateau est grand, plus il est solide. Je les ai à nouveau chargés de vin, de lard, de fèves, de parfums, d'esclaves, et à cette occasion Fortunata, ma femme, a eu un beau geste : elle a vendu tous ses bijoux et tous ses vêtements et elle m'a mis dans la main cent pièces d'or. Ce fut là le levain de mon patrimoine. Tout va bien et vite quand les dieux sont d'accord : en un seul voyage je me suis alourdi de dix millions de sesterces. Alors je rachète toutes les terres qui avaient appartenu à mon maître, je construis une maison, j'achète des lots d'esclaves et des bêtes de somme. Tout ce que je touchais grandissait entre mes mains comme un rayon de miel. Quand je commence à posséder plus de bien que toute ma patrie réunie, je quitte le jeu, je me retire des affaires et je me mets à prêter de l'argent aux affranchis (...). En attendant, j'ai fait construire cette demeure : comme vous le savez, c'était une mesure, aujourd'hui c'est un temple. Il y a quatre salles à manger, vingt chambres à coucher, deux Portiques de marbre ; à l'étage supérieur se trouve un autre appartement, ma chambre à coucher et le nid de cette vipère, une excellente chambre pour le portier ; l'appartement pour les invités est suffisant pour loger tous mes amis (...). Croyez-moi, vous valez ce que vous pesez ; vous avez du bien, vous serez considéré.¹

L'empereur Tibère dans un de ses discours s'en prend à ces fortunes ostentatoires. Il souligne la fragilité de l'économie urbaine et italienne, dépendant si fortement des approvisionnements de l'extérieur :

"Quelle manifestation de luxe devrais-je d'abord interdire pour tenter de ramener les mœurs à l'austérité d'autrefois ? Peut-être les villas gigantesques ? Le nombre incalculable d'esclaves de toute origine ? Les amoncellements d'or et d'argent ? Les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture ? Les vêtements luxueux que portent les hommes comme les

¹ PETRONE, *Satiricon*, 75-77.

femmes, et ce désir sans frein qui tient les femmes de posséder des pierres précieuses et qui fait passer notre argent entre les mains de l'étranger ou même de l'ennemi ? (...). Pourquoi l'économie était-elle autrefois en honneur ? C'est que chacun se gouvernait lui-même (...), c'est que notre pouvoir se bornait à l'Italie qui n'offrait aucune occasion à nos passions. Nos victoires sur les peuples étrangers nous ont appris à dilapider les richesses [p. 255] d'autrui, et nos victoires dans les guerres civiles à dissiper nos propres biens. Quelle misérable chose que cet abus dont vous avertissent aujourd'hui les édiles, à côté de tout ce qui est méprisable ailleurs ! En revanche, personne ne se soucie de vous dire à quel point l'Italie a besoin des produits étrangers et combien tous les jours la vie du peuple romain est à la merci des mers et des tempêtes. Si le ravitaillement des provinces ne subvenait plus aux besoins des maîtres et des esclaves et ne palliait plus l'insuffisance de nos champs, ce sont sans doute nos bois et nos villas qui pourvoiraient à notre subsistance ! Sénateurs, c'est à cette charge que l'empereur doit faire face, négliger ces préoccupations signifierait conduire l'État à sa ruine. ¹

Mais ce n'est pas un discours qui peut changer les structures économiques d'un système qui s'est mis en place trois siècles auparavant. Quelle que soit leur fragilité, les chances de faire fortune existent et chacun peut en rêver. D'ailleurs, l'argent dont les empereurs se servent pour aménager la capitale provient aussi de la conquête.

Plus qu'à César, dont l'œuvre fut interrompue par une mort brutale, Suétone attribue à Auguste le mérite de l'embellissement de la ville ².

Les hommes de la génération suivant la mort de l'empereur confirment ces dires. Sénèque décrit Rome comme la ville "la plus grande et la plus belle du monde" ³. Pline renchérit sur ce thème ⁴, et lui donne une coloration politique.

Dans ce déploiement de superlatifs et cette abondance de marbres, on serait curieux de savoir le lot réservé aux logements populaires. Après la misère de la fin de la République, ont-ils eux aussi profité des diverses améliorations impériales ? La réponse est malaisée. Certains indices incitent à lui donner un caractère négatif. Nous savons par exemple par Tacite que l'incendie qui ravagea Rome sous Néron ne put se propager que grâce à l'étroitesse des rues et la proximité des immeubles. Les difficultés en la matière tiennent notamment au fait que, comme je l'ai déjà dit, les *insulae* de Rome ont malheureusement toutes disparu. Tel n'est pas le cas d'Ostie. Le port de Rome n'a rien d'une cité aristocratique. À ce titre cette ville est donc un bon lieu de vérification. Nous y

¹ TACITE, *Annales*, III, 53-54.

² SUÉTONE, *Auguste*, 29.

³ Cf. *supra*.

⁴ PLIN L'ANCIEN, *Histoire Naturelle*, XXXVI, 101.

constatons certaines modifications, postérieures à vrai dire d'un siècle à l'époque d'Auguste ¹. Il n'est toutefois pas interdit d'en faire état. Ces nouvelles *insulae* sont des sortes de "cités-jardins". Elles sont beaucoup plus aérées et ensoleillées. Les appartements donnent sur des espaces verts plantés d'arbres, ponctués par de nombreuses fontaines ; les balcons sont fleuris, les stores s'illuminent de couleurs vives. Les femmes furent sans doute les principales bénéficiaires de ce nouvel "art de vivre", car elles ne pouvaient comme leurs époux passer de longues heures en ville, à déambuler sous les portiques des forums tout neufs qui jaillissaient de terre, admirer les nouveaux monuments, et se rendre aux thermes. Ces appartements ne sont en rien comparables aux demeures des grands, ou plus encore à la Maison d'Or d'un [p. 256] Néron. Mais la vie y est plus agréable que dans les immeubles de rapport de Cicéron, ou dans l'arrière-boutique obscure d'un petit artisan.

Les empereurs semblent en effet s'être plus souciés que l'aristocratie républicaine des conditions de vie de la population urbaine. (Il faut dire qu'on ne voit pas comment ils auraient pu se permettre de les négliger sans courir un très grand risque de troubles politiques). Les préoccupations éprouvées par Auguste à ce sujet sont évidentes. On sait qu'au temps de Cicéron ², les incendies ravageaient la cité, et tout particulièrement les grands immeubles collectifs : le fléau était donc surtout ressenti au niveau des couches populaires. Pour y remédier, Auguste crée un corps de pompiers et instaure un système de rondes nocturnes. Il lutte également contre les inondations en faisant élargir et nettoyer le lit du Tibre. Rome pose aussi un pressant problème de police : sa population est nombreuse et concentrée, les étrangers démunis et insuffisamment stabilisés y affluent, comme nous l'a dit très nettement Sénèque. Toutes les conditions (que nous connaissons bien) qui président à l'extension de l'insécurité urbaine sont donc réunies. Auguste ne crée pas de police d'état. Mais il organise l'auto-défense de la population, suivant un système que l'on retrouve dans l'Union Soviétique et la Chine actuelles :

"Auguste divisa Rome en régions et en quartiers, et il décida que des magistrats annuels, tirés au sort, seraient chargés de la surveillance des régions, et que des commissaires élus par la population du voisinage surveilleraient les quartiers. ³"

Mais la criminalité n'est pas le seul mal qui affecte de façon privilégiée les quartiers urbains pauvres. L'hygiène également y est souvent déplorable. Auguste s'attelle aussi à la solution de ce problème. Son principe est simple : il faut améliorer la distribution d'eau. Non seulement pour que les Romains puissent

¹ Cf. P. GRIMAL, *Italie retrouvée.... op. cit.*, 185.

² Cf. *supra*, p. 188-189.

³ SUÉTONE, *Auguste*, 30.

boire, mais au moins autant pour qu'ils soient en mesure de se laver, dans leurs domiciles, ou en se rendant aux thermes. Auguste, en 33 av. J.-C. (deux ans avant la victoire sur Antoine, ce qui témoigne à la fois de sa confiance en lui et de son souci de plaire au peuple) charge son gendre, l'édile Agrippa, de rénover les aqueducs. Ils en ont bien besoin. Sur les quatre existant, le plus ancien remonte à 312 av. J.C., le plus récent date d'un siècle ! Leur entretien laisse à désirer : les canaux sont fissurés de toutes parts, le réseau de distribution n'atteint que les points les plus bas de la ville. Les vols sont fréquents et les fontaines publiques souvent à sec, car les particuliers situés trop loin des points de distribution n'hésitent pas à détourner l'eau. Agrippa commence alors à réparer les aqueducs existants, canalise de nouvelles sources, construit un autre aqueduc (nommé *Aqua Iulia*, du nom de César ...). Il les surélève pour augmenter la pression à la distribution. Celle-ci reste toutefois insuffisante pour amener l'eau dans les étages des immeubles. Les particuliers doivent venir la puiser aux fontaines publiques. [p. 257] Mais celles-ci se sont multipliées, donnant à Rome un nom qu'elle porte toujours – "la ville des fontaines".

Plusieurs centaines de millions de litres d'eau arrivent maintenant quotidiennement à Rome. (On attribue un mot cruel à Auguste – peut-être apocryphe – qui aurait répondu au peuple qui demandait des distributions de vin gratuites : "Mon gendre Agrippa vous a pourtant assez donné à boire !"). Auguste peut donc faire construire les premiers thermes publics monumentaux au Champ de Mars, près du Panthéon, qu'on vient tout juste d'édifier. Ceci est important, car pour les Romains, les thermes sont beaucoup plus que des "bains publics". Ils représentent en réalité un des centres principaux de loisirs et de vie sociale. Non seulement on y fait soigner et laver son corps, mais on s'y rencontre, pour parler philosophie ou politique ; c'est un lieu de promenade, de distractions, un peu l'équivalent, en plus varié, de nos grands ensembles de commerces de luxe.

Auguste s'emploie donc à améliorer la vie de la plèbe urbaine, ce qui constitue une importante innovation par rapport au siècle précédent. Ce n'est évidemment pas sans arrière-pensée politique : il prétend exercer le pouvoir au nom du peuple. C'était aussi la théorie de l'oligarchie, qui, elle, ne pensait qu'à s'enrichir en bâtissant des immeubles de rapport totalement insalubres. Il est vrai qu'elle montrait autrement sa générosité au bon peuple : distribution de nourriture, parfois d'argent, et surtout l'organisation de jeux et de spectacles. Mais innovant en la matière, Auguste prend bien soin de ne pas être concurrencé : le lien qui l'unit à son peuple est direct. Il se réserve donc l'exclusive, dans la capitale, du mécénat public ¹ : seul l'empereur peut faire construire ou réparer les édifices publics. Ce monopole édilitaire n'est évidemment que le reflet de l'autocratie politique.

D'autres signes urbanistiques témoignent de la nature du régime politique du principat augustéen.

¹ Cf. P. VEYNE, *Le pain et le cirque...*, op. cit., 480.

Auguste s'inscrit en effet dans la tradition césarienne. Le vieux forum républicain est trop encombré de monuments de toute sorte pour que des constructions de grande importance soient encore possibles. Auguste procède néanmoins à des retouches significatives. Il reconstruit la basilique de César, qui avait été détruite par un incendie. Il édifie un temple à son père adoptif (il n'en reste aujourd'hui que le noyau du podium), dont la dédicace (divus Iulius) le divinise. Le temple est construit sur l'emplacement même du bûcher où avait été incinéré le corps de César, à proximité de la *Regia*, le vieux sanctuaire de Mars, un des "patrons" divins du dictateur.

Auguste pousse encore plus loin l'imitation de César. Comme lui, il fait bâtir un nouveau forum à proximité de celui de son père. Mais il se heurte à la réticence des propriétaires du terrain qui ne sont point désireux de le céder, ce qui l'oblige à donner à ce forum des dimensions moins grandioses qu'il ne le souhaite. Néanmoins, son caractère politique est très net : c'est [p. 258] un monument dynastique des Iulii : le temple qui s'élève au centre de la place est dédié à Mars Vengeur, sous-entendu : de la mort de César. Il est la réplique du temple de Vénus dans le forum de César. Mais surtout, il fait converger toute l'histoire de Rome vers César et Auguste. Ce dernier fait en effet disposer dans les niches des portiques latéraux les statues des ancêtres de la *gens Iulia*, depuis le légendaire Énée, avant même la fondation de Rome. Après la mort d'Auguste on lui érigea dans une salle magnifique une gigantesque statue, comme un point d'orgue jalonnant cette hiérarchie immémoriale de grands hommes. L'empire fait partie du plan des dieux sur la cité romaine : c'est la leçon du forum d'Auguste, véritable ouvrage de propagande politique glorifiant la révolution impériale.

Le régime républicain appartient donc au passé : les valeurs antiques sont toujours exaltées. Auguste y tient beaucoup : répétons-le, d'un point de vue social et culturel, c'est un conservateur. Mais le pouvoir est ailleurs : ses symboles sont concentrés sur d'autres espaces que le vieux forum républicain. Le sort de ce dernier est un reflet très précis de la place réservée aux valeurs républicaines dans l'idéologie impériale. En effet, le forum n'a bientôt plus qu'une fonction purement commémorative, honorifique. Ses anciennes fonctions se répartissent entre les différents forums ¹. Les marchands d'esclaves exercent leurs activités au sud de la place ; les diamantaires et bijoutiers se rassemblent le long de la Voie Sacrée ; les intellectuels (professeurs, rhéteurs, grammairiens) émigrent vers des endroits plus calmes : les bosquets du temple de la Paix ; les tribunaux prolifèrent vers les forums de César et d'Auguste. À la fin du 1^{er} siècle, l'empereur Trajan va encore plus loin dans le réaménagement du centre des affaires et de la vie politique. À côté du forum qu'il vient de bâtir, il fait ouvrir un gigantesque chantier, destiné à abriter un énorme centre commercial, qui portera son nom : les Marchés de Trajan. Les vestiges en sont très bien conservés, et fort évocateurs pour le visiteur. Disposés autour d'une vaste place en forme de croissant, et derrière une façade divisée en deux niveaux, cinq étages de boutiques et d'entrepôts communiquent

¹ Cf. P. GRIMAL, *Italie retrouvée...*, op. cit., 118, 129.

entre eux par de complexes systèmes d'escaliers intérieurs. L'ensemble occupe une place aussi vaste que celle de nos très grandes surfaces commerciales. Le forum républicain ne peut évidemment rivaliser avec de telles constructions. Ses fonctions économiques disparaissent. Il ne sert plus aux spectacles, auparavant courants dans son enceinte : les grands amphithéâtres offrent d'autres commodités. Peu à peu déserté par la foule, il devient donc une sorte de musée. Colonnnes, statues, ex-voto proclament la gloire des hommes du passé, qu'utilise l'Empire pour se justifier. Mais c'est hors de ses limites qu'on glorifie le présent et l'avenir.

Mais le pouvoir ne s'appuie pas que sur des symboles, même si ceux-ci ont en l'occurrence la solidité de la pierre. Essayons maintenant de saisir le conservatisme d'Auguste dans sa politique sociale.

[p. 259]

LE TRÔNE ET L'AUTEL

Bonaparte devenu Napoléon s'empressa d'emprunter à l'Ancien Régime un certain nombre de ses traits : on sait qu'il fit pleuvoir les titres nobiliaires et monarchiques sur ses *condottieri*, et qu'il entendait fonder une dynastie. Les royalistes ne voient pas en lui un nouveau Robespierre, mais un imitateur : ce n'est pas pour rien qu'ils le nomment "l'usurpateur".

Auguste entend bien revenir également aux traditions. Il détruit le système politique républicain à son profit, mais proclame son attachement aux traditions. Il renforce les hiérarchies sociales, tout en créant lui aussi une noblesse d'Empire.

L'ordre social passe d'abord pour Auguste par la restauration de la religion traditionnelle. Nous avons vu que depuis le II^e siècle, celle-ci subit la concurrence des dieux étrangers, vers lesquels se tournent les Romains insatisfaits de l'impuissance de leurs anciennes divinités à résoudre les crises d'une gravité croissante dans lesquelles ils se trouvent plongés. Auguste s'attaque donc à ces cultes étrangers : il prohibe à plusieurs reprises celui de la divinité égyptienne Isis, fait entreprendre dès 29 av. J.-C. la restauration de 82 temples en Italie, remet à l'honneur les vieux collèges religieux dont il est lui-même membre. Il est d'ailleurs grand pontife jusqu'à sa mort, pratique l'alliance entre le trône et l'autel qu'adopteront ses successeurs. Ses succès ne seront que partiels. L'archéologie nous apprend qu'il se produit effectivement un regain de ferveur populaire : sur les autels et fresques mis à jour, les dieux anciens figurent souvent en bonne place. Mais le mouvement semble avoir été assez superficiel, car après la mort d'Auguste, l'engouement envers les divinités étrangères sera de nouveau vif. À la fin du siècle, on sait que les adorateurs d'Isis sont nombreux à Pompéi : ils y possèdent un beau temple, leur grand-prêtre, Loreius Tibertinus, est un notable dont le patronage est très recherché lors des élections municipales.

Auguste eut-il plus de chances dans son entreprise de restauration de l'ordre moral ?

ORDRE POLITIQUE ET ORDRE CONJUGAL

Ses intentions, en tout cas, ne font pas de doute. Les historiens et moralistes de son temps dénoncent le goût de l'argent, selon eux responsable de l'agonie du régime républicain et des difficultés de l'époque. Avec la même passion que Caton l'Ancien et un insuccès du même ordre, Auguste va s'efforcer de réprimer le luxe excessif. Il interdit de dépenser plus de 200 sesterces (600 F.F.) pour les dépenses quotidiennes de la table, plus de 300 (900 F.F.) les jours fériés, plus de 1 000 (3 000 F.F.) par ménage. Nous savons que dans le domaine familial ¹, il s'efforce d'augmenter la natalité des milieux dirigeants. La morale conjugale reprend aussi ses droits, après l'instabilité du temps de Cicéron : l'épouse coupable est reléguée, ses biens confisqués pour moitié et son complice exilé. [p. 260] Cette nouvelle morale conjugale est assez semblable à celle qui avait officiellement cours dans la société française il y a une trentaine d'années. Ses valeurs sont celles de la morale sexuelle, chrétienne, qui ne fit en la matière (et contrairement à ce que l'on croit communément) qu'emboîter le pas à l'Empire ². Il semble qu'en ce domaine Auguste ait exercé une influence réelle, pas tant par des mesures législatives ponctuelles que par un ricochet dû à la nature autoritaire du régime politique qu'il a mis en place. Du politique, le principe d'autorité pénètre en effet dans le domaine conjugal, de même que l'instabilité des temps précédents expliquait le désordre des ménages. L'empereur et ses juristes enserrent toute la vie sociale dans des hiérarchies les plus solides possible : chacun a un statut, et il lui est difficile d'en sortir. Auguste n'accorde que très restrictivement le droit de cité à des collectivités locales, car il les estime la plupart du temps insuffisamment romanisées. Il limite les possibilités d'affranchissement : un maître ne peut procéder à cet acte avant 18 ans, un esclave ne peut en bénéficier avant trente. La répression de l'adultère de l'épouse (dont nous venons de parler) s'inscrit dans le même sens : nous ne sommes plus à l'époque où on naturalisait les citoyens en masse, et où la légèreté de la belle Clodia nourrissait les ragots colportés par Cicéron. Le mariage est une de ces hiérarchies chères à Auguste. Il va donc se généraliser : on en vient à l'idée qui était encore indiscutée chez nous il y a peu de temps selon laquelle il devient le cadre "normal" pour des gens désirant vivre ensemble. Une morale conjugale se forge : les époux doivent y obéir comme ses

¹ Cf. *supra*.

² Sur la transformation des mœurs conjugales et sexuelles sous l'Empire, cf. P. VEYNE, *La famille et l'amour...*, *op. cit.*, 37, 39, 48, 55.

sujets à l'empereur. L'idée est peu à peu admise officiellement – et valorisée à titre de "vertu" – que les relations sexuelles doivent se limiter au cadre conjugal : en affirmant que l'adultère est encore plus qu'une faute, un péché, le christianisme ne fera que répéter ce jugement. Mais le mariage tranche aussi dans les classes d'âge. Sous la République, l'activité sexuelle commençait officiellement avec la puberté : quatorze ans, âge auquel le jeune homme changeait de vêtement, prenant la "toge virile" en même temps qu'il commençait à se raser. Sous l'Empire, l'âge de la majorité recule pour se situer à celui où l'on peut envisager de se marier : l'activité sexuelle légitime est celle qui se déroule dans le lit conjugal. De même, le couple conquiert une honorabilité nouvelle. Il va désormais de soi que ses membres doivent "bien s'entendre" : quitte à masquer par convention sociale des tiraillements qui en pratique continuent certainement à exister (comment pourrait-il en être autrement ?), le ménage doit donner l'apparence d'être uni : le couple "bourgeois" est né. Ses rites aussi : de plus en plus, mari et femme sont sensés avoir une vie commune qui ne se limite pas à la seule cohabitation et à la procréation. Les époux se montrent ensemble, sont invités ensemble. La passion amoureuse, source d'instabilité, est condamnée : ce n'est plus l'époque de Catulle et de ses déclarations enflammées à une femme mariée. Auguste s'efforce de poser des conditions restrictives en matière de divorce. Notre époque porte encore la trace de ces conceptions. Aux U.S.A., le candidat à la Présidence doit pos-[p 261] séder une famille unie, qu'il exhibe tout au long de sa campagne électorale. Peu importe que la réalité soit tout autre. On sait maintenant que John Kennedy et son épouse étaient loin de former le couple modèle dont ils devaient offrir l'image. La femme de son jeune frère, Edward, dont la mésentente avec son mari est notoire (ils vivent pratiquement séparés) s'est engagée à faire campagne à ses côtés en jouant le rôle d'une compagne soumise, admirative et fidèle. Il faut respecter les mythes, se conformer à l'exigence des mentalités collectives des électeurs, qui attendent des dirigeants qu'ils leur donnent l'image qu'ils souhaiteraient avoir d'eux-mêmes (je dis bien qu'*ils souhaiteraient*, puisque par ailleurs nous savons combien grande et croissante est la part des divorces dans le destin des couples de la société américaine).

À Rome, l'impératrice apparaît elle aussi sur la scène politique. Ainsi de Faustine (104-141 ap. J.-C.), épouse d'Antonin : à sa mort l'empereur la met au rang des déesses, donne son nom à de nouvelles institutions d'assistance alimentaire aux indigents. Lui-même disparu, le Sénat leur consacre à tous deux un temple qui se dresse encore en relativement bon état sur le forum.

L'époque contemporaine offre aussi des exemples convaincants des liens qui existent entre l'ordre politique et l'ordre conjugal. On sait combien en U.R.S.S., la liberté en matière matrimoniale fut de brève durée. La vogue du concubinat ne dura que quelques années. Jusqu'en 1926, nous retrouverons la même absence de formalisme qu'au temps de Cicéron : on peut se marier sans faire dresser d'acte par l'officier d'état civil. Au contraire, toute l'évolution du droit soviétique renforce les liens familiaux, car la famille doit être le micro-modèle de la nouvelle société communiste : l'enfant doit y acquérir les notions et les réflexes qui feront

par la suite de lui un bon communiste et un bon citoyen. On constate le même respect des vertus familiales et la volonté de leur utilisation politique dans le droit de la Chine communiste. La loi sur le mariage du 1^{er} mai 1950 définit ainsi l'union conjugale :

"Les époux ont le devoir de s'entraider, de se respecter, de s'entraider, de participer au travail et à la production, d'élever les enfants et de lutter en commun pour le bonheur familial ainsi que pour l'édification d'une société nouvelle."

A contrario, les sociétés occidentales "permissives" se refusent de plus en plus à continuer à voir dans le couple une unité. En 1972, le tribunal de l'État de Washington a rendu un arrêt aux termes duquel : "le mariage n'est pas une entité indépendante, mais une association de deux individus".

On ne retrouve là aucune trace des conceptions moralisantes et politiques de la loi chinoise. Un autre rapprochement s'impose : celui de la condamnation de l'homosexualité. On [p. 262] sait qu'elle est très mal vue et très sévèrement punie dans les régimes communistes, en particulier en Chine. Les mariages homosexuels sont au contraire en nette progression en Amérique. Dans l'ensemble des sociétés occidentales, les associations d'homosexuels réclament le droit de pouvoir vivre sans honte et à découvert le type d'amour partagé par leurs membres.

Or, nous assistons sous l'Empire à la condamnation d'une pratique fort courante à l'époque républicaine : la bi-sexualité. Il devient obligatoire de stipuler dans les contrats de dot que l'époux ne prendra "ni concubine, ni mignon". Pourquoi cette soudaine opprobre, ce revirement par rapport à des pratiques séculaires ? Parce que l'amour homosexuel ne peut aboutir à la reproduction. Or plus que jamais la procréation est la finalité du mariage : elle stabilise le couple, la présence des enfants le force à demeurer uni. Alors que le couple homosexuel est trop tributaire des élans et retournements de cette passion amoureuse, de moins en moins bien vue.

Horizontale au niveau des rapports entre les conjoints, la stratification de la famille devient d'ailleurs également verticale : les règles juridiques témoignent de la naissance de droits des enfants vis-à-vis du père de famille, qui perd sur eux l'omnipotence qu'il possédait sous la République.

Ils peuvent se plaindre de ses abus auprès d'un magistrat. Si le père punit ses enfants sans raison, il peut être contraint à émanciper l'enfant. La vente des enfants devient très rare. Le père peut seulement louer leurs services, mais il ne peut même plus les donner en gage. Le créancier éventuel serait d'ailleurs puni de déportation. Le père ne peut plus marier ses enfants sans leur consentement. Le fils de famille naît à la personnalité juridique : il peut conclure des contrats,

devenir propriétaire. Enfin, le père est obligé de pourvoir à l'entretien des membres de sa famille.

L'ensemble de ces règles est destiné d'une part à valoriser le sort des enfants, justification du mariage, d'autre part à donner au groupe familial toute sa cohérence. En le protégeant contre l'arbitraire éventuel du père, on lui donne une solidité nouvelle. Il s'agit bien d'une association d'individus destinés à former une entité, non d'un ensemble de perpétuels incapables (au sens du droit) soumis à l'autorité quasi despotique du mâle le plus âgé.

Cette nouvelle morale sexuelle et familiale ne se généralisera pas du jour au lendemain : à la mort d'Auguste, les pratiques anciennes prédominent encore. Mais un siècle plus tard, le revirement s'est opéré. Il correspond sans doute à la mentalité des classes moyennes, sur lesquelles Auguste s'est appuyé tout particulièrement.

CLASSES MOYENNES ET NOBLESSE D'EMPIRE

Dans ses Mémoires, Auguste affirme à propos du conflit qui l'opposa à Antoine et Cléopâtre : *"Toute l'Italie me demanda de prendre le commandement"*.

[p. 263]

Ce sont les classes moyennes italiques dont il parle : élites municipales, petits et moyens propriétaires terriens, commerçants. Leurs membres sont en effet particulièrement favorables à l'établissement d'un régime autoritaire qui mettrait enfin un terme aux souffrances des guerres civiles. Pour eux, liberté signifie surtout sécurité. Ils n'éprouvent qu'un attachement modéré envers le régime républicain, car ils ne font pas vraiment partie des groupes dirigeants romains, même si ceux-ci les sollicitent. On comprendra assez bien leur raisonnement en pensant à la petite et moyenne bourgeoisie qui appuya la montée du fascisme italien et du nazisme allemand. Appauvrie par la crise économique, apeurée par les émeutes, rejetant les "partageux" et leurs théories, elle n'était pas plus favorable au capitalisme et à son expression politique, la démocratie libérale. Seul un régime autoritaire et anti-parlementariste lui paraissait capable de rétablir l'ordre, la sauvant à la fois de la terreur collectiviste de gauche et de l'appétit effréné et immoral de richesses du grand capitalisme. Ce n'est pas pour rien que Mussolini admirait tant le passé de son pays.

La classe moyenne italique du temps d'Auguste se trouve dans la même position inconfortable. La classe dirigeante cultivée et sceptique, nourrie d'art grec et de philosophie, agnostique, est porteuse d'une culture trop froide, trop élitiste pour elle. Quant aux couches inférieures, leur masse les effraie, ainsi que

les outrances de leurs anciens leaders "populaires", et leur goût trop marqué pour des religions venues d'ailleurs. Le salut ne peut être pour elles que réactionnaire : il faut retourner aux antiques valeurs d'avant l'hellénisation.

Ce mouvement s'apparente à l'idéologie de l'État français, qui n'était nullement à gauche, mais non plus fasciste, au moins dans sa théorie. Dans les deux cas, seul le retour aux vraies valeurs, celles d'avant, permettrait la régénérescence.

Ce fut le génie d'Auguste de savoir conjuguer ces aspirations conservatrices à l'instauration d'un régime politique nouveau et autoritaire. Cette alliance supposait cependant que tout en conservant la même hiérarchie aristocratique de la société, il enlevât tout goût à ceux qui en composaient les strates les plus élevées de s'opposer à la toute-puissance de son pouvoir.

Reconnaissons que le problème n'est pas aisé à résoudre pour le *Princeps*. Auguste entend restaurer les anciennes traditions. Mais qui en a toujours été le gardien ? Le Sénat, où se concentre la vieille noblesse, à qui justement Auguste et ses prédécesseurs ont arraché le pouvoir. Il va sans dire qu'il ne comporte pas que des partisans entièrement dévoués envers le nouveau régime : une répétition de l'assassinat de César n'est pas du tout un risque théorique. D'ailleurs, toutes les précautions que prend Auguste pour maintenir l'apparence de la légalité républicaine montrent bien qu'il en a fort conscience. Il ne saurait donc être question pour lui, sous prétexte de retour aux sources, de restaurer cette noblesse dans ses anciennes prérogatives. Il ne reste donc qu'une seule solution : garder le cadre et le nom, mais en modifier le contenu. Le nouveau Sénat ne sera [p. 264] plus composé des mêmes hommes que l'ancienne aristocratie républicaine.

Cette politique d'extinction de l'ancienne noblesse est fermement menée : les exécutions sont fréquentes. D'une part, le faible taux des naissances y aide. Le pourcentage de familles remontant à l'époque républicaine tombe de 16% sous Auguste à moins de 1% en 117. En 110, la moitié des familles recensées en 65 ap. J.-C. se sont éteintes. En 130, il ne survit plus qu'une seule des familles patriciennes du temps de César. Au début du III^e siècle, il n'existe pratiquement plus de sénateurs dont l'origine noble remonte à plus d'une ou deux générations.

L'empereur comble ces vides en nommant un Sénat des "hommes nouveaux". Or, ils proviennent justement de ces élites provinciales qui ont appelé de leurs vœux le régime impérial. Entre 68 et 96, le pourcentage des sénateurs italiens passe de 83 à 76%, celui des provinciaux progresse de 16,8 à 23%, parmi lesquels on compte 75% d'Occidentaux et 15% d'Orientaux. Ces nouvelles recrues constituent pour l'empereur un personnel politique dont il est beaucoup plus sûr : le Sénat va devenir un intermédiaire docile à ses volontés. C'est dans ses rangs qu'il choisit les gouverneurs de province, les légats de légion, les chefs des grands services publics (curateurs).

Ces purges politiques comportent aussi pour les empereurs des avantages économiques. La plupart des grandes villas situées sur les collines à l'est de Rome (celles de Salluste, Pompée, Mécène, etc.) passent dans le domaine impérial. Le processus est identique hors de Rome : les endroits où aimaient se reposer les

aristocrates (Baïes, Capri, la côte entre Gaëte et Terracine) deviennent propriété impériale. C'est ainsi que Néron pourra disposer des terrains nécessaires à l'édification de sa Maison d'Or en plein centre ville.

Au terme provisoire de ce processus, une constatation s'impose : la classe sénatoriale est profondément renouvelée dans l'espace d'un siècle. Il faut se demander si cette mutation dans les effectifs s'accompagne d'un changement radical des mentalités aristocratiques. Le témoignage de Tacite semble fournir un argument en ce sens. Il écrit en effet :

"Les hommes nouveaux qui, venant des municipes, des colonies et des provinces, furent en grand nombre introduits dans le Sénat, apportèrent avec eux l'économie de leur vie domestique et quoique beaucoup d'entre eux fussent parvenus, grâce à leur chance ou à leur talent, à s'assurer une vieillesse opulente, ils n'en gardèrent pas moins la mentalité de leurs débuts. ¹"

En dépit de sa netteté, ce texte est moins décisif qu'il n'y paraît. Il faut tout d'abord remarquer que Tacite, lui-même membre de cette nouvelle noblesse sénatoriale, et son ardent défenseur, avait tendance à la décrire sous des traits flatteurs. [p. 265] Mais surtout, le texte ne concerne *stricto sensu* que les "hommes nouveaux" tirés de leur province par la faveur impériale, et ne dit rien de la mentalité de leurs descendants... Or tout porte à croire que ces derniers ne tardèrent guère à s'approprier les préjugés conservateurs de l'ancienne aristocratie qu'ils remplaçaient. Une des meilleures preuves en réside dans le fait que Septime Sévère doit décimer impitoyablement l'ordre sénatorial qui était devenu le noyau de l'opposition au régime : la docilité politique n'a donc eu qu'un temps, celui nécessaire à la reconstitution des mentalités de caste.

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que cette nouvelle aristocratie ait accepté et fait fructifier dans les conditions propres à son temps le legs clientélaire. L'opportunité d'un emploi politique des liens clientélares se restreignant avec l'absolutisme du *princeps*, elle fut portée à en accentuer surtout le caractère social, les clients apparaissant principalement comme un élément du train de vie. C'est du moins ainsi que nous les présentent, comme nous le verrons, Martial et Juvénal. Il semble en effet possible de supposer que les conditions socio-politiques qui furent celles du 1^{er} siècle ap. J.-C. ne pouvaient que confirmer et accentuer l'évolution subie par les rapports de clientèle au dernier siècle de la République. Tentons de vérifier cette hypothèse.

¹ TACITE, *Annales*, III, 55.

LES CLIENTS : ÉLÉMENTS DU TRAIN DE VIE

Nous avons déjà remarqué l'importance de la théâtralité dans le comportement des puissants et des hommes politiques au temps de Cicéron. Or elle n'a en rien diminué un siècle plus tard. Au contraire, il semble que cette aristocratie tienne encore plus qu'avant à ses privilèges honorifiques. La vieille noblesse parce qu'il lui faut bien trouver une compensation à la perte du pouvoir, la nouvelle parce qu'elle s'identifie à l'ancienne en imitant ses pratiques, suivant un processus bien connu.

La salutation est certainement le devoir le plus pénible du client : elle le fait lever tôt et marcher longuement dans les rues encombrées et accidentées de la capitale. Elle demeure cependant strictement obligatoire et à ce titre fréquemment mentionnée. Vient ensuite le cortège, qui peut se prolonger fort tard et pour lequel il arrive que les patrons du Principat louent les services de faux clients, ce qui là encore n'est que la répétition des pratiques républicaines. Telles sont les deux obligations essentielles auxquelles les patrons demeurent très attachés. Peuvent éventuellement s'y ajouter des services accessoires, mais qui ont toujours pour caractéristique d'assurer une sorte de "cour" au patron, d'ailleurs fréquemment appelé *rex* (roi) par ses clients.

Pour Martial – comme sans doute d'ailleurs pour tous les clients – toutes ces obligations sont pénibles, et il les supporte difficilement : il les qualifie de "vaines fatigues de la toge"¹ ...C'est pourquoi il essaie de se faire remplacer par son affranchi, [p. 266] à la colère de ses patrons préférant qu'il vienne en personne. Aussi, quand il peut enfin apprécier les charmes de la vie à la campagne, il ne se prive pas de brocarder Juvénal, qui en est encore réduit aux misères de la clientèle, en affectant de mépriser le "client matinal" qu'il a pourtant été². À la salutation de l'*Urbs*, il compare celle de la campagne, combien plus agréable : le *saluator rusticus* apporte à son patron des produits et des animaux de la ferme. Mais tous ses compagnons d'infortune ne peuvent ainsi échapper au cercle infernal de la clientèle. À croire Martial, leur condition est proche de celle de l'esclave³.

Sans doute y a-t-il dans ces propos quelque exagération littéraire. Il reste cependant que la comparaison est faite, et la leçon tirée : mieux vaut être esclave que client... On constatera d'ailleurs que les attitudes des patrons envers les clients

¹ MARTIAL, III, 4, 6.

² MARTIAL, XII, 68, 1.

³ MARTIAL, IX, 92, 1-92.

rappellent celles des maîtres envers les esclaves : peur des bavardages indiscrets, thème du patron qui aliène lui-même sa liberté en voulant s'entourer de clients (comme le maître devient esclave de ses esclaves). On sait d'autre part de façon précise que les clients étaient souvent traités de la même façon que les affranchis ¹.

Quel jugement porter sur ce tableau ? Sans que cela atténue les griefs évoqués ci-dessus, il est probable que le comportement du client n'est pas non plus exempt de tout reproche : il se conduit souvent de façon indélicate à la table de son patron, ses bavardages indiscrets peuvent nuire à son patron, il ne remplit ses obligations que par pur intérêt ².

Si on fait le bilan de ces observations, on est donc tenté de conclure qu'envisagée à ce niveau, la clientèle apparaît comme un nœud d'intérêts assez sordides. Cependant, ces rapports ne se réduisent pas à une suite d'obséquiosités hypocrites et à une accumulation de rancœurs mesquines de part et d'autre. On ne fait pas antichambre que pour obtenir une invitation à dîner. D'autres intérêts beaucoup plus importants peuvent être poursuivis au moyen de ces pratiques de cour.

LA CLIENTÈLE ET LA POLITIQUE

Plusieurs auteurs font allusion aux clients qui font antichambre chez les puissants de l'heure pour obtenir un poste ou une promotion ³.

Épictète, aux environs de 118 ap. J.-C., rapporte que le candidat au consulat doit sans cesse faire des visites, attendre aux portes des grandes maisons, envoyer des cadeaux (parfois quotidiens) à de nombreux individus. Une fois en charge, ces hauts personnages ne jugent pas inutile de continuer à se soumettre aux pratiques de la clientèle pour obtenir de nouveaux services de leurs protecteurs.

Martial se plaint amèrement de la concurrence disproportionnée que font subir ces consuls en exercice et autres sénateurs aux clients de modeste condition ; Juvénal fait également figurer un préteur et un tribun au premier rang des *salutatores*. [p. 267] En dépit de leur nécessité, ces démarches ne semblent pas être agréables pour ceux qui choisissent de s'y livrer, puisqu'ils désirent par-dessus tout éviter qu'on ne les prenne pour des clients. Elles paraissent en tout cas fructueuses. Tacite évoque par exemple le cas de Séjan, tout puissant auprès de l'empereur, qui augmente son emprise dans le Sénat en distribuant à ses clients charges et provinces.

¹ Cf. *supra*.

² MARTIAL, X, 19 (18).

³ MARTIAL, XII, 29.

Les trafics d'influence résultant de l'exercice de ces patronats privés vont atteindre une ampleur considérable. Au milieu du 1^{er} siècle, l'empereur Claude doit interdire formellement aux militaires de se présenter à la salutation des sénateurs. Mais cela ne suffit pas à calmer l'ardeur de tous ceux qui se pressent sur les porches de ces derniers. Quelques années plus tard, Juvénal confirme les propos de Martial en décrivant un groupe de *salutatores* venus rendre leurs devoirs, où apparaissent au premier rang un préteur et un tribun :

"Il (le patron) ordonne au *praeco* * d'appeler les descendants des Troyens (*ipsos Troiugenes*) ** car, tout autant que nous, il leur faut faire le siège de l'entrée : "Le préteur d'abord, dit-il, et après lui le tribun". "

Mais alors que Martial ne met en scène que des magistrats de haut rang, Juvénal y ajoute la description d'un nouveau riche, un affranchi auquel les revenus de ses activités commerciales ont permis d'atteindre le rang équestre et qui traite de haut les magistrats :

"Mais un affranchi s'avance : C'est à moi, dit-il. Pourquoi craindrais-je ou hésiterais-je à défendre ma place ? Bien que je sois né sur les rives de l'Euphrate – ce dont témoignent les petites ouvertures de mes oreilles, si bien que je ne pourrais le nier – je suis propriétaire de cinq débits de boissons qui me rapportent 400 000 sesterces (1 200 000 F.F.). À quoi peut servir de mieux la pourpre si un Corvinus doit garder pour un salaire les moutons dans le Laurentium, alors que moi je possède encore plus que Pallas ou Licinius ? – Que les tribuns attendent donc ; que la richesse triomphe, que les honneurs sacrés le cèdent à celui qui hier entrait dans cette ville avec des marques blanches aux pieds (signe distinctif des esclaves). ¹"

La concordance des deux textes (à une vingtaine d'années d'intervalle) est troublante et plaide en faveur de l'authenticité des scènes qu'ils rapportent : l'hypothèse de la caricature ou de l'exagération littéraire semble donc devoir être ici rejetée.

Dans les deux cas, c'est du procès de l'avidité insatiable des puissants qu'il s'agit, de ceux auxquels ne suffit pas une distinction et qui supputent "en fin d'année ce que rapporte la sportule, et de combien elle accroît leurs revenus ²",

* Crieur.

** C'est-à-dire les membres des grandes familles, d'ancienneté immémoriale.

¹ JUVÉNAL, I, 102-110.

² *Ibid.*, 117-118.

des préteurs [p. 268] qui rivalisent de vitesse pour être les premiers à présenter leurs hommages à la *salutatio* d'une riche veuve sans enfants, ou encore de ceux qui, comme cet affranchi, dans leurs cinq boutiques grapillent sur le moindre produit, pour amasser en peu de temps une fortune équestre. À ces préoccupations d'ordre économique s'ajoutent aussi sans nul doute les ambitions politiques : c'est en tout cas ce que laisse penser un texte de Columelle qui confirme les témoignages de Martial et de Juvénal. L'auteur nous y parle en effet de ceux qui, même repoussés par les portiers enchaînés, rôdent jusqu'à une heure avancée de la nuit devant les portes closes des puissants qu'ils courtisent et n'hésitent pas à dépenser tous leurs biens pour obtenir d'eux l'honneur et la puissance des faisceaux ¹.

Ces ambitions politiques ne sont toutefois pas exactement de la même nature que celles qui animaient les candidats aux magistratures à l'époque républicaine. Car le pouvoir politique passe avant tout par l'empereur : pas question d'être nommé contre sa volonté. Mais, si l'on bénéficie de sa neutralité, on peut s'engager dans la lutte pour les places qui ne sont pas pourvues d'avance par ses candidats officiels. Pour le "candidat" victorieux, l'exercice de ses fonctions devra encore s'accomplir dans le respect des ordres de l'empereur. Mais elles demeurent très honorifiques, et source de profits avantageux. Les magistratures suscitent donc encore des luttes, assez dérisoires quant à leur enjeu par rapport aux temps républicains, mais qui restent âpres et passionnées.

Il reste cependant que ce genre de services ne concerne qu'une minorité de clients haut placés. Les humbles recourent plus fréquemment à la protection de leurs patrons dans le domaine judiciaire, et à leurs subsides sur le plan économique.

UNE JUSTICE TOUJOURS IMPARFAITE

Bien que les patrons éprouvent souvent des difficultés à trouver le temps et l'énergie nécessaires pour défendre en justice les intérêts de leurs clients, il semble que leur activité soit grande en ce domaine. Tacite rapporte ainsi que la présence de Tibère dans les procès gênait les personnages puissants qui ne pouvaient alors user de leur influence pour agir sur le cours de la justice. Pour notre auteur, fidèle défenseur du groupe sénatorial, l'attitude du prince était une atteinte à leur "liberté" :

"Ce n'était pas assez pour Tibère des procès instruits par les sénateurs : il assistait aux séances des tribunaux, assis au coin de l'estrade,

¹ COLUMELLE, *Rej Rust., Praef.*, 40 (les faisceaux étaient les signes distinctifs des consuls).

pour ne pas déposséder le préteur de son siège curule, et sa présence fit souvent échec à la brigue et aux sollicitations des grands ; mais si la droiture était sauvegardée, c'était aux dépens de la liberté (*libertas corrumpebatur*). ¹"

Fronton tentera d'expliquer – et justifier – ces pratiques, en en décrivant la genèse ².

[p. 269]

D'autres textes témoignent de l'influence des puissants sur la justice (et donc de la nécessité d'avoir recours à leur patronat ³).

Après la mort de Domitien, Pline entreprend de venger Helvétius en accusant Publicius Certus, préfet du Trésor. Il s'exprime alors en ces termes :

"... j'avais enfin débarrassé le Sénat de la mauvaise réputation qui le déconsidérât auprès des autres ordres, d'être sévère à l'égard du reste des citoyens et d'épargner les seuls sénateurs qui fermaient pour ainsi dire les yeux les uns sur les autres ⁴".

Il semble donc que les mesures prises par Domitien pour assainir le cours de la justice n'ont guère modifié les mœurs sénatoriales :

"... il (Domitien) cassa les jugements des centumvirs qu'avait obtenus l'intrigue (*ambitiosas sententias*) ; il avertit sans cesse les récupérateurs de ne pas se prêter aux revendications mal justifiées ; les juges qui s'étaient laissé corrompre furent notés d'infamie, eux et leurs assesseurs (...) En outre, il mit tant de zèle à réprimer les agissements des magistrats urbains et des gouverneurs de province, qu'ils ne se montrèrent jamais plus désintéressés ni plus justes, tandis que nous en avons vu un grand nombre, après lui, accusés de tous les crimes. ⁵"

Cet ensemble de témoignages explique que les patrons dépensent beaucoup de leur temps à cette obligation traditionnelle. Il leur arrive d'ailleurs de ne pouvoir parfois satisfaire à leurs devoirs en la matière.

¹ TACITE, *Annales*, I, 75, 1-2.

² FRONTON, *Lettres aux amis*, I, 1.

³ SUÉTONE, *Tibère*, 33, 1-2.

⁴ PLINE, *Correspondance*, IX, 13, 21.

⁵ SUÉTONE, *Domitien*, VIII, 1-2.

On les voit sans cesse harcelés par le client quémendeur (*querulus cliens*) et les accusés livides de peur, venus leur demander d'assurer leur défense. Dans ces conditions, il arrive que le patron abandonne son client qu'on traîne en prison, ou qu'il renonce à le défendre par peur de s'attaquer à plus puissant que lui ¹.

Parmi les moyens dont use le patron pour défendre ses clients, la compétence juridique n'est pas seule en cause. Le recours à des procédés plus violents n'est en effet pas exclu : le patron bouscule les avocats et interrompt leurs plaidoiries ; les riches se rendent au tribunal entourés par leur "foule de clients et de parasites", en face de laquelle les pauvres et les individus sans protection se trouvent sans défense. Cette meute intervient notamment en servant de "claque" à ses patrons (l'auditoire est souvent assez maigre, ce qui indispose les patrons, d'autant plus que, suivant les causes, l'appui fourni par l'assistance peut favorablement impressionner les juges ou rendre moins sensibles les attaques de l'avocat de la partie adverse). Ainsi, à très peu de frais, l'orateur médiocre s'offre un public des plus complaisants. Naturellement, ce service est exigé par les patrons de la part de leurs clients de modeste condition, les parasites toujours en quête d'une invitation à dîner. Il faut croire que leur [p. 270] zèle – ou leur faim – sont grands car, aux dires de Pline, Martial et Juvénal, ce ne sont plus des rumeurs d'approbation, mais de véritables mugissements qui s'élèvent alors dans les prétoires...

L'assistance judiciaire, même si les formes qu'elle revêt ici témoignent d'une certaine dégénérescence, apparaît donc comme une constante des relations clientélares. Arrêtons-nous un instant sur ce point pour constater que l'emploi actuel du mot "client" en porte encore la trace. La signification du terme varie suivant qu'on en cherche la définition dans des dictionnaires anciens ou récents. À la fin du XIX^e siècle, le LITTRÉ n'admet ainsi qu'un type de définition : "Toute personne qui confie ses intérêts à un homme d'affaires" (ou encore à un avocat), "... se dit aussi des parties à l'égard de leurs juges". On voit que ces définitions "anciennes" correspondent assez à la clientèle antique : le client est l'individu qui se met sous la protection d'un autre, qui lui confie ses intérêts, qui attend de lui un jugement. Il y a dans une certaine mesure reconnaissance d'un rapport inégalitaire. Mais peu à peu, la notion de client s'est élargie : le client est aussi celui qui achète une marchandise ou un service. Le LITTRÉ n'admettait pas ce glissement : "Ce néologisme n'est pas bon : un médecin a des malades, un marchand a des pratiques et non des clients. C'est à tort que de clientèle on a conclu à client." Malgré les réticences de LITTRÉ, il reste qu'à l'heure actuelle l'acception du terme "client" est largement répandue dans ce dernier sens. Cette évolution sémantique traduit évidemment la prise en compte de la rémunération comme contrepartie du service fourni au client, mais également l'éloignement progressif de la terminologie clientélaire de ce qui fut toujours une des obligations principales du patron : l'assistance judiciaire. Les définitions données par les dictionnaires modernes sont sur ce point très nettes : "Celui qui se place sous la protection de quelqu'un (...) personne qui achète (...) personne qui se sert toujours

¹ MARTIAL, II, 32.

au même endroit" (PETIT ROBERT, Paris 1968, 292) ; "Personne qui confie ses intérêts à un homme d'affaires, sa santé à un médecin. Personne qui se fournit chez un commerçant" (PETIT LAROUSSE, Paris 1967, 219).

On peut donc penser qu'à l'heure actuelle c'est l'individu qui requiert les services des auxiliaires de justice et officiers ministériels, qui possède la qualité le rapprochant le plus du cliens antique.

Mais le client du temps d'Auguste n'est cependant pas appelé à comparaître quotidiennement devant les tribunaux. Ses besoins économiques doivent en revanche être satisfaits au jour le jour.

CLIENTS OU PARASITES ?

Hormis quelques petits cadeaux, c'est surtout par l'octroi de la sportule que se manifeste l'assistance économique du patron. Elle revêt deux formes : en nature, sous forme de nour-[p. 271] riture, le plus souvent en argent. Son montant dérisoire, en général équivalent à dix sesterces par jour (30 F.F.), ne peut absolument pas couvrir toutes les dépenses courantes de son récipiendaire. Martial la qualifie d'ailleurs de "famine" (*ista fames*), d'aumône. Cette modicité pose un problème essentiel. Toute une tradition littéraire nous a habitués à voir dans la plèbe urbaine de l'époque impériale une masse d'oisifs anesthésiés politiquement par "le pain et les jeux", vivant en parasites aux crochets des puissants grâce à la clientèle, tout en continuant à être des assistés de l'État dont ils touchent les distributions de nourriture. Or, les seules ressources que peut tirer un plébéien de la fréquentation des maisons nobles, même additionnées aux distributions publiques, sont insuffisantes pour lui permettre de vivre sans travailler, même de façon médiocre. En effet, de quoi dispose-t-il concrètement ? La ration moyenne des distributions est au 1^{er} siècle ap. J.-C. de 43 litres de blé par mois. Ceci ne peut en aucun cas subvenir aux besoins de deux personnes et donc, *a fortiori*, d'une famille entière en comptant les enfants, d'autant plus que les dépenses relatives à l'alimentation ne sont pas les seules, et que le loyer, notamment, grève très lourdement le budget plébéien. La sportule (10 sesterces par jour) peut-elle combler ce déficit ? Bien qu'il ne soit pas aisé d'évaluer le pouvoir d'achat qu'elle représente, la somme paraît faible. On sait ainsi que, sous Domitien, le légionnaire touche en quatre mois 300 deniers (= 4 800 as). Pendant la même période, le client ne touche que 3 050 as (= 2 287 F.F.). Encore faut-il tenir compte du fait que sans doute il doit lui arriver parfois de ne pouvoir se rendre à la *salutatio* journalière, ce qui constitue pour lui un manque à gagner. De plus, à la différence du client dont nous parlent Martial et Juvénal, le légionnaire est nourri et logé. Que peut-il acheter ? Un renseignement intéressant nous est fourni par Martial lui-même, qui nous apprend qu'à son époque une toge vaut 200 sesterces (600 F.F.) et trouve d'ailleurs qu'il ne s'agit pas là d'une grosse somme.

Ce prix représente pourtant cinq fois le maximum des sportules – soit quarante sesterces – que le client peut espérer toucher chaque jour... Le prix des immeubles et le coût de leur entretien peuvent également fournir des points de référence. Velleius Paterculus, contemporain de Martial, estime qu'un sénateur ne peut pas habiter dans une maison dont les frais d'entretien ne se montent pas au moins à 6 000 sesterces (18 000 F. F.) par an. Une petite maison coûte facilement 100 000 sesterces (300 000 F.F.) et 200 000 sesterces (600 000 F.F.) ne suffisent pas pour acquérir une demeure de belle apparence. On sait enfin qu'au premier siècle de l'Empire, 8 litres de blé valent à Rome entre 8 et 10 sesterces (24 et 30 F.F.), et la quantité de lait produite par une chèvre en une journée 4 sesterces (12 F.F.)¹.

Bien que ces données ne nous permettent d'effectuer que des comparaisons très approximatives, tout porte donc à croire que la sportule – 10 sesterces par jour – ne représente qu'une fort maigre obole pour ses récipiendaires, d'autant plus que les [p. 272] prix sont beaucoup plus élevés à Rome que dans le reste de l'Empire. On comprend mieux dès lors les plaintes des clients au sujet de l'avarice de leurs patrons. Cependant on doit noter que, malgré sa modicité, la sportule n'en constitue pas moins une lourde charge pour le patron. À titre d'exemple, le patron qui a une centaine de clients dépense en tout chaque année 365 000 sesterces (1 095 000 F.F.), soit une somme voisine du cens équestre (400 000 sesterces), à laquelle s'ajoute la valeur des cadeaux occasionnels faits par le patron à son client.

Il reste malgré tout que, pour le client, la sportule ne constitue pas un pactole, même si, pour arrondir ses revenus, il visite plusieurs maisons par jour. En effet, la *salutatio* a lieu à l'aube et ne dure qu'un temps limité : compte tenu des embarras de la circulation, de la topographie de Rome et de la fatigue de notre client, accrue par les attentes imposées à celui-ci par les nomenclateurs dans l'*atrium*, il semble difficile qu'il puisse se rendre à plus de quatre salutations par jour, ce qui constitue une évaluation maximale. Même ajoutée aux congiales et aux *frumentationes*, cette somme ne pouvait, quoi qu'on en dise, suffire à l'alimentation, au logement et aux dépenses diverses d'une famille de dimensions moyennes. La *sportula* n'est donc pas à Rome le salaire de l'oisiveté des pauvres.

D'autre part, le nombre total des clients et des récipiendaires des distributions publiques comporte forcément des limites. Les bénéficiaires des secondes ne peuvent dépasser 250 000 personnes. Quant au nombre des clients *stricto sensu*, il est limité par celui des patrons susceptibles de supporter la lourde charge de près de 365 000 sesterces par an que représente pour eux le versement de sportules à une centaine de clients. On peut tenter de cerner les dimensions de leur groupe. Il y a à l'époque qui nous intéresse environ 450 sénateurs. Mais les patrons potentiels, ceux qui disposent d'assez de moyens financiers ou de relations pour attirer des clients sont sans doute plus nombreux. Pour faire bonne mesure, triplons ce chiffre : on arrive ainsi à 1 350 patrons. Une moyenne de 100 clients

¹ Pour les sources de ces estimations chiffrées, cf. N. ROULAND, *Pouvoir politique....* p. 546.

par patron représente déjà une lourde charge financière pour chacun d'entre eux. Les bénéficiaires de la sportule ne peuvent donc être plus de 135 000.

La conclusion de ces estimations est donc claire : ni les distributions publiques ni la sportule, ni même ces deux ressources additionnées ne peuvent constituer à elles seules une source de revenus suffisante pour dispenser ceux qui en bénéficient de l'obligation de travailler : la clientèle ne peut être qu'un complément de ressources.

Les clients ont besoin de travailler, ne serait-ce qu'occasionnellement ou à mi-temps : l'appellation de "parasites" qu'on leur décerne si volontiers perd donc sa signification. Il est par ailleurs probable que la politique de grands travaux entreprise par Auguste absorbe une partie de la demande de travail, bien que la concurrence servile soit toujours très forte. Cette politique est d'autant mieux venue que Rome continue à [p. 273] drainer vers elle beaucoup d'individus en quête d'une bonne fortune. Martial fait allusion à ces Rastignac avant la lettre qui arrivent à Rome pleins d'espoir dans une réussite prochaine et dont à peine une minorité a en fin de compte la chance de pouvoir accéder aux maigres profits de la clientèle des grandes maisons. L'auteur met ainsi en scène ¹ un certain Tuccius, originaire d'Espagne, venu à Rome dans l'espoir d'y trouver un patron qui le nourrisse ². Dans les deux cas, sa conclusion est nette : pas plus que chez eux ils ne trouveront à Rome de quoi subsister, s'ils veulent rester honnêtes... Ceci confirme encore nos conclusions : l'oisif démuné n'a que très peu de chances de pouvoir vivre de façon licite à Rome, serait-ce au prix de la clientèle.

L'impression qui se dégage du rapide panorama des obligations clientélares est assez nette. La relation n'a plus de signification politique, sauf pour la minorité de clients qui peuvent espérer briguer une magistrature. Du moins à Rome même. Car dans les villes de province, les enjeux électoraux sont moins importants : ils se réduisent à la gestion des affaires locales. Aussi l'empereur n'intervient-il que de loin en loin. On assiste ainsi à Pompéi à la reproduction "en miniature" des luttes romaines des temps républicains. La campagne est animée, on vante les mérites personnels de tel ou tel candidat. Ceux-ci sollicitent les patronages des notables : Loreius Tibertinus, le grand-prêtre d'Isis, qui peut mobiliser les suffrages des adeptes de ce culte, soit 10% de la population ; Fabius Eupor, homme d'affaires et chef de la communauté juive ; A. Trebius Valens, homme politique très influent ; Vesonius Primus, un teinturier, etc. Les résultats de l'enquête à laquelle je me suis livré à partir des graffiti électoraux miraculeusement préservés sur les murs de Pompéi ³ plaident en faveur de l'efficacité des soutiens clientélares. La proportion des candidats soutenus par leurs clients par rapport au total des candidats est légèrement inférieure ou égale à un quart. Mais celle des candidats "à clients" élus par rapport aux candidats "sans

¹ MARTIAL, III, 38.

² *Ibid.*, 14.

³ Cf. N. ROULAND, *op. cit.*, 581-600.

clients" eux aussi élus est de 3 contre 5 pour l'édilité, et 4 contre 1 pour le duumvirat (la charge municipale la plus élevée).

Cependant il ne s'agit là que d'un microcosme : ces rivalités ne sont guère comparables qu'à des élections municipales dans une sous-préfecture... Au niveau des grandes décisions politiques intéressant l'Empire, la clientèle n'a presque plus d'influence. En revanche, elle conserve toutes ses caractéristiques anciennes d'ostentation sociale. Le riche a des clients de la même façon qu'un seigneur ou un grand bourgeois ne saurait vivre sans domestiques : le client est un élément du train de vie. Pour ce dernier, la clientèle n'est pas une panacée : elle l'aide seulement à subsister, mais une activité professionnelle complémentaire demeure le corollaire obligatoire d'une trop modeste sportule. Si la clientèle survit aux vicissitudes des différents régimes, c'est parce qu'elle satisfait d'autres besoins que ceux issus de la compétition purement politique. À la fin de l'Empire, elle sera même récupérée par la pensée chrétienne.

[p. 274]

Écoutons ce qu'en dit Saint Augustin :

"Vous savez bien que chacun s'appuie sur son patron. Un homme vous menace-t-il, vous êtes client d'un grand et vous dites à votre adversaire : "Tant que mon seigneur vivra, tu ne me feras rien". Ainsi nous, nous avons pour patron le Christ, et sans ce patron, nous n'avons rien à craindre. Ceux qui se prévalent d'un patron sont ses clients et nous, c'est le Christ qui est notre patron. ¹"

Cette vision chrétienne du patronat a traversé les siècles jusqu'à une date très récente : le prénom de chaque chrétien est le nom d'un saint, qui le protège particulièrement. C'est le "saint patron".

Au terme de ce long voyage à travers l'histoire de la République romaine, on peut tenter de mieux analyser l'originalité et les raisons de la remarquable permanence des rapports clientélares : nous avons vu qu'ils furent pour beaucoup dans l'échec de la démocratie, et ne serait-ce qu'à ce titre, ils méritent que nous nous y arrêtions.

¹ SAINT AUGUSTIN, *Sermons*, CXXX, 5.

LA DIALECTIQUE CLIENTÉLAIRE ET LE REFUS DE LA DÉMOCRATIE

Rome n'invente pas les rapports clientélares, pas plus que la désagrégation de l'Empire ne signifie la fin de ces liens de dépendance qui unissent des hommes *juridiquement* libres. L'histoire sociale et l'ethnologie offrent de multiples exemples de rapports dits "de clientèle", qui placent dans une relation inégalitaire deux ou plusieurs individus, dont l'un jouit d'une position privilégiée sur le plan économique, politique ou religieux (ces divers facteurs se combinent dans la majorité des cas) mais éprouve la nécessité de recourir aux services d'affidés. Le génie de Rome n'en marque pas moins profondément le concept et la pratique de la *clientela*, qu'il saura modeler en fonction des impulsions changeantes que les grandes mutations socio-économiques donneront aux lignes de force de la vie politique et à l'armature institutionnelle. Si la clientèle apparaît comme un type sociologique à vocation universaliste, la *clientela* n'appartient qu'à Rome.

Aux origines de son histoire, Rome crée la *clientela*. Les patrons qui habitent les collines dominant le site de Rome se voient imposer par l'implantation étrusque le bouleversement de leurs pratiques économiques et des attitudes mentales qui y sont liées. Le traumatisme auquel ils sont soumis par l'institution progressive de la cité et de ses organes n'est pas moins réel. Le puissant et soudain processus d'acculturation qui ébranle les fondements de leur vie sociale se heurte de leur part à une résistance acharnée, dont nous ne trouvons que rarement d'exemples aussi nets chez les peuples soumis à ce type de processus. La vitalité de ces groupes gentilices et leur capacité d'adaptation trouve une de ses expressions les plus nettes dans [p. 275] l'invention de la *clientela* au VI^e siècle avant notre ère. Ce rapport de dépendance ne doit rien en effet aux Grecs ni aux Étrusques. Les obligations dont il était la source sont modelées suivant les nécessités qui s'imposent à l'oligarchie pastorale pour attacher à elle une partie de ceux qui, forts de la puissance que leur donne la maîtrise des nouveaux processus économiques, pourraient lui ravir les privilèges sociaux, politiques et juridiques dont elle dispose. Une solution à la contradiction éprouvée par des groupes dirigeants hostiles à ceux qui font la fortune de Rome : telle nous apparaît la clientèle primordiale.

L'élaboration de l'institution clientélaire procède donc d'un effort de synthèse authentiquement romain. Mais son originalité ne s'arrête pas là. L'histoire des rapports de clientèle à Rome suscite en effet un fascinant étonnement : celui de la *pérennité de la clientela*. Permanence chronologique, tout d'abord : la *clientela* durera aussi longtemps que Rome, même si elle perd sous l'Empire sa fonction politique. Mais également, et surtout, persistance socio-politique : étroitement dépendante de conditions historiques précises dans sa genèse, la *clientela* n'en

survit pas moins à toutes les mutations du régime républicain et de ses minorités gouvernantes, avant que l'instauration du Principat ne laisse subsister en elle que sa fonction sociale. Le schéma clientélaire ne change certes pas dans ses structures essentielles : il s'agit toujours d'une relation de dépendance contractée la plupart du temps librement par des individus juridiquement libres et donnant naissance à des obligations dont le caractère synallagmatique empêche sa réduction à un seul rapport d'aliénation. Mais le pragmatisme des élites romaines sait modifier la nature des obligations qui en découlent en les modelant suivant les nécessités imposées par un contexte sans cesse changeant.

Cette remarquable capacité d'adaptation des rapports clientélares n'est pas due seulement à l'ingéniosité de ceux qui les manipulent. Elle obéit à une dialectique précise, née de l'interaction entre les forces économiques et la structure sociologique de l'autorité politique. Chacun de ces deux facteurs a une part égale dans son histoire, du moins dans la période où les relations de clientèle influent directement sur la vie politique et qui se confond avec les cinq siècles que dure le régime républicain.

Forces économiques tout d'abord. J'ai essayé de montrer tout au long de ce livre la part déterminante des grandes crises économiques dans la mutation socio-politique des liens clientélares. La plus spectaculaire de ces transformations est certainement celle qui se produit durant les premières années de la République. La rupture profonde suscitée par la régression économique et l'instauration du régime républicain au bénéfice de l'aristocratie gentilice vide de sa signification le lien clientélaire dont la définition originaire est fonction des nécessités radicalement différentes du VI^e siècle av. J.-C. Le miracle est donc que la *clientela* survive. Cet étonnant phénomène ne peut se réaliser qu'au prix d'une modification fondamentale des [p. 276] obligations clientélares qui obéissent dès lors aux exigences du conflit patricio-plébéien. Cet ensemble d'obligations forme un système qui possède sa plus parfaite cohérence et atteint son maximum d'efficacité au III^e siècle av. J.-C. et jusqu'aux dernières décennies du second siècle av. J.-C. Cette période est sans doute l'"âge d'or" de la clientèle, et correspond à un équilibre politique faisant suite au conflit patricio-plébéien et à une expansion économique basée sur les guerres de conquête qui durent jusqu'à la crise économique des années 140 et jusqu'à l'épisode gracchien. Le premier siècle enfin voit le déclin de l'efficacité politique des relations de clientèle, déclin qu'explique la crise du système oligarchique auquel elles sont liées, elle-même provoquée par l'extension des conquêtes et l'afflux des richesses qui en résulte. Cette crise sera fatale aux liens clientélares envisagés sous leur aspect à la fois social et politique, qui les distingue de la *clientela* à l'époque impériale : ces rapports n'ont plus alors de fonction politique directe.

Le processus qui tend à priver les liens de clientèle de leur efficacité et de leur fonction politiques au premier siècle de notre ère montre que les facteurs économiques, si déterminants qu'ils apparaissent, ne peuvent être considérés comme les seuls éléments dynamiques de la dialectique clientélaire.

La structure de l'autorité politique et celle des groupes qui la détiennent intervient à part égale avec l'économie dans le développement historique de la *clientela*.

L'utilisation politique des liens de clientèle est toujours liée à l'exercice du pouvoir par une minorité aristocratique. À l'époque royale, qui voit leur invention par l'aristocratie patricienne, cette minorité demeure assez forte pour imposer sa puissance tutélaire aux différents rois, dont les velléités réformatrices ne parviennent jamais à enlever aux *gentes* l'essentiel du pouvoir. Sous la République, les relations de clientèle peuvent s'épanouir, grâce à un régime dans lequel ces minorités se partagent le pouvoir en résistant victorieusement à toute tentative de démocratisation réelle du système institutionnel. Cet aménagement du pouvoir et sa finalité antidémocratique constituent avec leur soubassement économique la clef de toute l'histoire de la *clientela* romaine. Les circonstances économiques permettent aux groupes dirigeants de renouveler constamment leurs effectifs clientélares parmi la masse croissante d'individus paupérisés que la Fortune de Rome a oubliés. Mais, *simultanément*, ces mêmes déterminants économiques font de la plèbe une masse dangereuse dont il faut juguler les aspirations à un exercice de ses droits politiques. Le souci d'éviter tout dévoiement démocratique des institutions est la préoccupation constante des membres des groupes dirigeants républicains. Les points les plus délicats des rouages institutionnels sont à cet égard les assemblées populaires (tout spécialement les comices tributes) et le tribunat de la plèbe. Il est donc logique que ce soit à ce niveau que l'utilisation politique de la *clientela* soit la plus marquante. La finalité politique essentielle de la *clientela* réside donc à notre sens dans le combat [p. 277] pour le maintien de structures aristocratiques du pouvoir. Ceci explique que les relations de clientèle conservent leur importance malgré les modifications internes des groupes dirigeants. Ceux-ci en effet subissent de profondes transformations : le patriciat du V^e siècle se distingue de la *nobilitas* patricio-plébéienne comme de l'oligarchie de la fin de la République. *L'essentiel est que ces minorités sont toujours unies par leur refus de la démocratie politique.* Se partageant le pouvoir politique, l'exercice des activités judiciaires et la richesse économique, ses membres se trouvent dans une situation *de fait* de quasi-monopole des sources de l'autorité, que laisse pratiquement intacte la reconnaissance des droits politiques de la plèbe, sans cesse contredite par une certaine pratique des institutions. Cette structure minoritaire du contrôle et de l'exercice des sources de l'autorité explique la croissance de l'institution clientélaire et son déclin. Le nombre de ce fait limité des patrons, en dépit des alliances et des scissions entre les groupes au pouvoir fait que la *clientela* reste toujours l'instrument des groupes dominants : les utilisations "insurrectionnelles" des clients sont toutes vouées à l'échec. Au dernier siècle de la République, le pouvoir politique cesse pour la première fois d'être exercé dans les cadres de cette structure pluriséculaire de minorités aristocratiques gouvernantes : la crise de l'oligarchie n'est pas seulement celle du groupe dominant du moment, mais aussi celle de tout le système républicain. Le fait que les tentatives d'accaparement du pouvoir par les chefs militaires s'exercent en grande partie *en dehors* des réseaux

clientélaire traditionnels montre bien que la structure monocratique du pouvoir est contraire à la logique clientélaire. Cela même si l'on admet le phénomène de clientèle universelle dont bénéficie le *Princeps*, qui se situe exactement à l'opposé de toute la tradition républicaine en matière de pratique clientélaire : les formes de ce phénomène empruntent peut-être certains de ses aspects à la *clientela*, mais le contexte et la finalité politiques sont tout autres. La preuve en est que l'avènement du Principat marque non pas la fin des relations de clientèle, mais celle de leur signification politique. Inversement, mais selon la même logique, la désagrégation du pouvoir impérial à la fin du Bas-Empire s'accompagne d'une réviviscence des relations de clientèle sous des formes propres à cette époque.

En dernière analyse, la *clientela* doit donc sa prodigieuse capacité d'adaptation à l'époque républicaine à la permanence des structures aristocratiques du pouvoir et au refus de la démocratie par les groupes dirigeants qui savent utiliser au mieux les possibilités que leur offre le contexte économique.

Nul ne songe à nier que la *clientela* soit un rapport de dépendance. Ce rapport ne débouche que rarement sur une exploitation économique du client. Mais la *clientela* n'en est pas moins sur le plan *politique* un remarquable et redoutable rapport d'aliénation, puisqu'elle fait que la *res publica* demeure toujours la chose de quelques-uns avant de devenir celle d'un seul. Si elle contribua largement à son succès, elle sut cependant lui survivre.

[p. 278]

CHAPITRE IX – LA CUISINIÈRE ET LE CONSUL

QUI N'EST PAS DÉMOCRATE ?

[Retour à la table des matières](#)

La démocratie antique a-t-elle encore quelque chose à nous dire ¹ ? En 1917 Lénine rêvait d'un monde où "chaque cuisinière saurait gouverner l'État". Soixante ans plus tard, nous n'en sommes pas là, il s'en faut de beaucoup. Pour ne parler que des pays occidentaux développés, un certain nombre de phénomènes se sont produits, qui semblent projeter dans un avenir toujours plus lointain ou renvoyer à un passé non moins hors d'atteinte (celui de la démocratie athénienne) l'espérance du guide de la Révolution d'Octobre. Les transformations des relations économiques et l'emprise exercée par les sociétés multinationales ont donné aux détenteurs du pouvoir économique une puissance considérable. Ce pouvoir est d'autant plus efficace qu'il reste largement secret, abrité par la façade des institutions politiques et juridiques. Le progrès scientifique a d'autre part donné des moyens d'action presque illimités à la propagande secrétée par les *mass media*. La télévision et les techniques sophistiquées de publicité permettent la diffusion de valeurs qui ne se présentent même pas comme telles, et n'en possèdent qu'une plus redoutable force d'imprégnation (c'est ce que les sociologues qualifient d'un aimable euphémisme : "l'intériorisation des contraintes"...). Du même coup, et par surinformation, ces *media* accroissent la passivité de ceux auxquels ils s'adressent, émoussent la capacité de choix et de réflexion, qui est une des conditions fondamentales de l'exercice d'une

¹ Cf. sur ce thème l'excellent ouvrage de M. I. FINLEY, *Démocratie antique et démocratie moderne*, précédé de : P. VIDAL-NAQUET, *Tradition de la démocratie grecque* (Paris, Payot, 1977), auxquels les lignes qui suivent doivent de nombreuses idées et références. À titre accessoire, on pourra également consulter : G. BRANCA, "Democrazia e repubblica romana", dans *Conferenze romanistiche* (Milano, A. Giuffrè ed., 1960), 201-222, P. CATALANO, "Il principio democratico in Roma", dans : *Studio et documenta historiae et iuris*, XXVIII (1962), 316-330.

authentique démocratie. En comparaison, les moyens dont disposait la propagande romaine (formules frappées sur les monnaies, inscriptions sur les bâtiments) paraissent dérisoires. Par ailleurs, la politique est plus que jamais un métier : on parle couramment de la "classe politique". La technique de ce métier compte plus que ses finalités. Un consensus à peu près général s'est même établi suivant lequel les champs de la politique et de la morale sont différents. Le succès de J. Carter à l'élection présidentielle tint à ce qu'il avait [p. 279] promis de régénérer la pratique gouvernementale des U.S.A. en y introduisant justement la morale et la religion. Il s'opposait ainsi à son prédécesseur, dont le conseiller le plus célèbre, H. Kissinger, avait toujours célébré les vertus de la *Realpolitik*, basée avant tout sur la force et l'intérêt. Le D^r Kissinger insistait ¹ d'ailleurs sur la part primordiale du métier et de la détermination par rapport aux buts, prenant les moyens pour les fins ².

Athènes ne connut jamais un phénomène analogue : les magistratures y étaient toutes annuelles et pour la plupart tirées au sort, et les pouvoirs de l'assemblée populaire (aussi bien au niveau de l'initiative législative que du contrôle de l'exécutif) presque omnipotents. On ne peut en dire autant du Congrès américain (jusqu'à la déposition de Nixon) ni du Parlement français (depuis la fondation de la V^e République). En revanche, la République romaine n'y fut pas étrangère : nous avons vu comment le pouvoir n'appartint jamais dans la pratique qu'à un cercle étroit de dirigeants, auxquels leur richesse et leur éducation donnaient loisir et compétence pour l'exercice du métier politique.

Enfin, la bureaucratie, dont le développement est tel (aussi bien dans les pays socialistes que capitalistes) qu'il tend à soumettre de plus en plus l'exercice du pouvoir politique aux technocrates ³ : la V^e République, comme nous l'avons vu, en apporte des preuves plus que satisfaisantes. Rien de tel à Athènes, ni sous la République romaine.

Face à ces forces redoutables, que peut bien représenter le bulletin de vote du citoyen des états modernes ? Sans doute beaucoup moins que celui de l'Athénien du V^e siècle av. J.-C., et peut-être pas plus que la *tabella* du Romain des dernières décennies de la République. Car la démocratie ne se réduit pas à des règles de droit, des institutions, des mécanismes électoraux. Elle nécessite avant tout l'éducation politique des citoyens qui doivent être des sujets responsables, capables de décision politique. Sans quoi elle n'est que démagogie, et mérite cent fois les critiques que lui adressaient Platon et Cicéron. Or, il faut bien constater que les forces que je viens de citer ont surtout développé dans le public l'ignorance politique et la passivité. Le seul fait qu'il puisse exister ces "Face à face" télévisés entre hommes politiques que nous connaissons le prouve bien : c'est du mauvais théâtre, mais pas de la politique. Ces divertissements valent les

¹ H. KISSINGER, "Domestic structure and foreign policy", dans : *Daedalus* (printemps 1966), 509.

² *Ibid.*, 514.

³ Cf. *infra*, Ch. X.

jeux que l'oligarchie offrait à la plèbe romaine, mais n'ont rien à voir avec la démocratie. Quant à l'apathie politique généralisée, elle trouve sa meilleure expression dans la notion célèbre de "majorité silencieuse", qui n'a pour elle que la force attractive des espaces vides.

Et pourtant, de nos jours, qui n'est pas démocrate ? Du marais centriste aux groupuscules extrémistes, chacun prétend lutter pour sa démocratie. Au firmament des nébuleuses des idéologies politiques, le "peuple" a remplacé Dieu et l'état de Nature. Pour en rester aux classifications connues de tous, on sait que le monde actuel s'écarte entre deux types de démocratie : "occidentale" et "socialiste". Or, le moins qu'on en [p. 280] puisse dire, c'est que le même mot recouvre des théories et des pratiques radicalement différentes, et même antagonistes. On serait tenté de conclure que la démultiplication géométrique du concept démocratique ne traduit que sa faillite. Son succès aurait donc été aussi illusoire que bref.

Car la démocratie n'occupe qu'un espace minuscule dans l'histoire des sociétés humaines. Peut-être applicable aux sociétés archaïques les moins différenciées (par exemple les Esquimaux), ce régime n'est pas le fort des états antiques, le plus souvent oligarchiques ou monarchiques, sans parler des royaumes médiévaux et de leurs prolongations jusqu'au XIX^e siècle. Quant au monde contemporain, peu de régimes peuvent valablement se prévaloir de cette qualification.

LA DÉMOCRATIE ANTIQUE DANS LA MÉMOIRE FRANÇAISE

C'est sans doute ce qui explique que la démocratie n'ait été élevée dans le ciel des vertus politiques que depuis fort peu de temps : la vogue du concept ne doit pas nous dissimuler sa jeunesse. Décrite dans l'Antiquité, la démocratie n'est guère encensée que depuis la fin du XVIII^e siècle. L'exemple français le montre bien.

C'est sous la Révolution française qu'on se met à reparler des systèmes politiques antiques. On discute de l'application à la France des règles d'éducation spartiates. Dans son discours d'accusation contre Danton, Saint-Just proclame : "Le monde est vide depuis les Romains ; et leur mémoire le remplit et prophétise encore la liberté". Les ennemis de la Révolution sont derechef qualifiés de Catilina. Après la chute de Robespierre, l'Abbé Grégoire le critique en ces termes :

"Sous prétexte de nous rendre Spartiates, il voulait faire de nous des ilotes et préparer le régime militaire qui n'est autre que celui de la tyrannie."

La dictature militaire allait en effet venir, naissant d'un régime au nom révélateur : le Consulat... On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Ces références au passé antique procèdent d'une démarche en partie inconsciente : la volonté millénariste de gommer vingt siècles de monarchies et de droit divin, afin de repartir sur des bases sinon neuves, du moins autres. Marx, dans *La Sainte Famille* (1845), dénoncera le passéisme de cette attitude :

"Robespierre, Saint-Just et leurs partisans succombèrent parce qu'ils confondaient l'État réaliste et démocratique antique, basé sur l'esclavage réel, avec l'État représentatif spiritualiste et démocratique moderne, basé sur l'esclavage émancipé, la société bourgeoise. ¹"

Même fausse, cette évocation du passé antique n'agit pas moins puissamment sur les mentalités révolutionnaires. La [p. 281] démocratie athénienne n'est pourtant pas le régime le plus couramment cité. À la Grèce on préfère Rome, et à Athènes, Sparte. Parce que dans sa phase "pure et dure" la Révolution insiste plus sur l'égalité que la liberté. Sparte, la "cité des Égaux", constitue donc un meilleur modèle, de même que plus tard la démocratie bourgeoise libérale louera dans la démocratie athénienne son culte de la liberté de l'individu. Robespierre fait de Sparte un des phares de l'histoire humaine :

"Les siècles et la terre sont le partage du crime et de la tyrannie ; la liberté et la vertu se sont à peine reposées un instant sur quelques points du globe. Sparte brille comme un éclair dans des ténèbres immenses. ²"

À tout prendre, Robespierre et ses partisans se rangeraient plutôt aujourd'hui parmi les tenants de la "démocratie socialiste". Athènes ne les attire guère. Dans son rapport sur "La théorie du gouvernement démocratique" (20 avril 1794), Billaud-Varenes a pour elle des mots très durs :

"... l'inflexible austérité de Lycurgue devint à Sparte la base inébranlable de la république ; le caractère faible et confiant de Solon replongea Athènes dans l'esclavage. Ce parallèle renferme toute la science

¹ Cité par P. VIDAL-NAQUET, *op. cit.*, 17-18.

² *Ibid.*, 28.

du gouvernement (...) Il faut, pour ainsi dire, recréer le peuple qu'on veut rendre à la liberté ¹".

Saint-Just n'est pas en reste et critique la démocratie athénienne dans des termes qui n'auraient pas déplu à Cicéron :

"Les démocraties anciennes n'avaient pas de loi positive. Ce fut ce qui les éleva d'abord au comble de la gloire qui s'acquiert par les armes ; mais ce fut ce qui brouilla tout enfin ; quand le peuple était assemblé, le gouvernement n'avait plus de forme absolue, tout se mouvait au gré des harangues. ²"

Seul Camille Desmoulins, partisan de Danton et hostile au durcissement de la Révolution, critique Sparte et fait l'éloge d'Athènes :

"Les véritables républicains... démocrates permanents, par principe et par instinct, c'étaient les Athéniens (...) que voulez-vous dire avec votre brouet noir et votre liberté de Lacédémone ? Le beau législateur que ce Lycurgue dont la science n'a consisté qu'à imposer des privations à ses concitoyens, qui les a rendus égaux comme la tempête rend égaux tous ceux qui ont fait naufrage... ³"

On voit par là combien la référence à l'Antiquité est ambiguë : chacun y choisit ce qu'il estime conforme à l'orientation de la Révolution.

Il faut attendre quelques années pour que l'historien Vol-[p. 282] ney, annonçant Marx, renvoie en l'An III les différents protagonistes dos-à-dos :

"Nos ancêtres juraient par Jérusalem et la Bible, et une secte nouvelle a juré par Sparte, Athènes, et Tite-Live. Ce qu'il y a de bizarre dans ce nouveau genre de religion, c'est que ses apôtres n'ont même pas eu l'idée juste de la doctrine qu'ils prêchent, et que les modèles qu'ils nous ont proposés sont diamétralement contraires à leur énoncé ou à leurs intentions ; ils nous ont vanté la liberté de Rome et de la Grèce, et ils ont oublié qu'à Sparte une aristocratie de trente mille nobles tenait sous un

¹ *Ibid.*, 29.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, 30-31.

joug affreux six cent mille serfs (...) qu'à Athènes, ce sanctuaire de toutes les libertés, il y avait quatre têtes esclaves contre une tête libre... ¹"

Attachée à l'Antiquité, la Révolution française ne le fut donc pas également aux différentes options politiques que celle-ci offrait. La démocratie ne sort en tout cas pas grandie des choix qu'elle décida de faire. Il faut donc se résoudre à attendre encore un peu pour la voir pour la première fois dans l'Histoire vraiment mise à l'honneur. Elle le fut quand ses valeurs purent être interprétées à leur profit par les groupes dirigeants des sociétés dont l'idéologie officielle choisit de s'en réclamer. Nous avons vu que tel ne pouvait être le cas des tenants d'une ligne révolutionnaire "dure". On sait qu'après la réaction thermidorienne et la gloire impériale, la bourgeoisie tire les marrons du feu au terme des décennies tumultueuses qui marquent le passage du XVIII^e au XIX^e siècle. Elle a besoin d'un régime dont les structures politiques ne soient plus celles d'un autoritarisme monarchique ou populaire, comportent une dose mesurée de parlementarisme où ses représentants auront une place de choix, insistent sur la notion de droits individuels, lesquels sont l'expression et le moteur juridiques du système capitaliste. La démocratie athénienne se prête fort bien à une annexion idéologique, utilisée pour donner le lustre d'une légitimité historique à son dessein politique. Car cette démocratie est un régime qui privilégie la parole, insiste sur l'individu, proclame l'égalité juridique des citoyens, protège leur liberté, et de surcroît repose sur l'esclavage et l'impérialisme... Il était difficile de rêver mieux, à condition de gommer ce que pouvait avoir de fondamental et d'authentiquement "révolutionnaire" l'exemple athénien, c'est-à-dire le haut degré de contrôle du peuple sur les affaires publiques. Ce qui fut fait. Ainsi débuta la fortune de la notion de démocratie, dont nous vivons aujourd'hui la crise.

Cette rapide évocation nous permet de conclure que toute comparaison mécanique de nos sociétés modernes avec celles de l'Antiquité est insignifiante. Elle nous renseigne sur les intentions de ceux qui y procèdent, mais pas sur le fond du problème. Chercher à retrouver en Grèce ou à Rome un modèle idéal dont nous souhaiterions la transplantation dans notre époque serait une ineptie. Faut-il pour autant conclure à une [p. 283] désespérante et absolue irréductibilité des expériences historiques ? Faut-il répondre par la négative à la question posée au début de ce chapitre ? Je ne le pense pas. Aussi bien au niveau des institutions qu'à celui des choix idéologiques, certaines permanences s'affirment : une société démocratique ou inégalitaire, qu'elle se situe deux mille ans derrière nous ou à notre époque, se reconnaît toujours à certains signes, et à certains processus. Tout au long de ce livre, j'ai essayé de le souligner à partir de l'exemple romain.

C'est le moment d'y revenir. Car si l'on peut arguer, en dépit de ce qui précède et de mes convictions personnelles, de l'écart chronologique qui nous sépare des sociétés antiques pour rejeter l'idée même d'une comparaison, tel n'est plus le cas

¹ *Ibid.*, 33.

de la mise en parallèle de l'Athènes démocratique et de la République romaine. Les deux régimes appartiennent à la même tranche d'histoire, celle des sociétés antiques. D'autre part et surtout, l'histoire de Rome et de la Grèce sont indissolublement liées, dès l'origine de la cité des Quirites. Pour juger de l'inexistence d'une démocratie romaine, il n'est donc pas déraisonnable de se servir de l'aune athénienne.

LA RÉPUBLIQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE

Que Rome n'ait jamais été une démocratie, tous les chapitres de ce livre en portent témoignage. Gardons-nous cependant d'une erreur d'appréciation. Il serait utopique de critiquer la République romaine en fonction de ce qu'elle ne pouvait pas être, et de ce qu'Athènes elle-même ne fut jamais : une société sans esclaves, et où le "peuple" appelé à décider du destin de la cité se serait confondu avec la majorité. Certes Rome a pratiqué l'esclavage sur une tout autre échelle que la Grèce, et a poussé infiniment plus loin l'exploitation des bras serviles. Mais l'institution esclavagiste elle-même ne pouvait être remise en question (l'Église chrétienne, sous l'Empire, n'y songera jamais). Essentiellement parce que l'esclavagisme fait partie inhérente du système romain. Sur le plan économique, tout d'abord. Dans un texte célèbre, Aristote dit que si les métiers à tisser pouvaient se mouvoir d'eux-mêmes, on n'aurait plus besoin d'esclaves. Les esclaves remplaçaient donc les machines qui n'existaient pas. La preuve en est que l'abolition de l'esclavagisme (ou plus exactement de son succédané, le servage) n'est que relativement récente, et précède de très peu la naissance de la société industrielle. Autre exemple, celui de la Guerre de Sécession aux U.S.A. : les états du Nord étaient abolitionnistes sans doute par vertu, mais aussi parce que leur économie ne reposait pas comme dans le Sud sur la culture du coton et l'emploi de la main-d'œuvre servile. Ceci dit, il est vrai que l'hyper-esclavagisme romain contribua à étouffer les innovations technologiques : sait-on qu'au début de notre ère existaient à Rome à l'état de "prototypes" des faucheuses et des machines à vapeur rudimentaires ? Ces inventions, et sans doute d'autres encore dont nous avons perdu la trace, tombèrent [p. 284] dans l'oubli parce qu'on disposait d'esclaves en surnombre et à bas prix, qui rendaient inutile le recours à ces innovations. D'autre part, l'économie esclavagiste romaine fut le produit d'un processus historique, l'impérialisme, dont les motivations ne reposaient pas *a priori* sur le seul désir de réduire en servitude des peuples lointains, pour en déporter en Italie les prisonniers de guerre. L'hyper-esclavagisme se situe au bout de la chaîne, non en son début. D'ailleurs, Athènes elle-même fut profondément impérialiste, soumettant de nombreuses cités aux luges sur lesquelles elle régnait.

Sans les profits financiers de ces conquêtes, la démocratie athénienne n'eût pu survivre.

Esclavagistes, impérialistes, Athènes et Rome partageaient aussi une interprétation très restrictive de la notion de "peuple", qui ne fut jamais synonyme de population. La démocratie athénienne transposée dans notre époque nous semblerait à cet égard très critiquable. Étaient bien entendu exclus du peuple les esclaves. À Rome, les affranchis, comme on l'a vu, ne disposaient que de droits politiques réduits. La seule exclusion de ce groupe donnait déjà un caractère minoritaire au *populus romanus*. Les femmes sont elles aussi privées des droits civiques : la misogynie grecque et romaine est trop connue pour qu'on s'y attarde. Tel est aussi le cas des étrangers. À Athènes, même l'étranger qui a élu domicile dans la cité (le métèque : la coloration péjorative du terme est parvenue jusqu'à nous) est affligé d'un statut très inférieur à celui du citoyen : il paie des impôts, mais ne peut se marier avec une Athénienne, acquérir une propriété foncière en Attique, se présenter en justice sans l'assistance de son patron : en conséquence, il est totalement privé de droits civiques. Sur le plan numérique, on peut penser que l'Attique des V^e et IV^e siècles comptait un nombre à peu près égal de citoyens et de non-citoyens (esclaves et métèques), si l'on ne tient pas compte des femmes¹. De ce seul point de vue, la démocratie grecque serait donc pour nous une aristocratie (encore qu'en France les femmes ne puissent voter que depuis une trentaine d'années, et les étrangers soient toujours privés du droit de suffrage). Remarquons toutefois que cet exclusivisme civique, que l'on peut juger inique dans son principe, n'en a pas moins des conséquences positives. Comme nous le verrons, la démocratie athénienne ne put fonctionner qu'en raison de la modestie même du nombre de ses citoyens, qui favorisait en leur sein le sentiment d'une communauté d'intérêts et de décision. Ceci posé, les mécanismes des institutions civiques dont bénéficie le corps des citoyens possède des caractères infiniment plus démocratiques que ceux de la société romaine ou des états modernes (J'en citerai quelques-uns dans les lignes qui suivent). Rome ne se présente pas pour autant comme un état figé, reproduisant inlassablement les mêmes structures sociales et politiques, face à Athènes qui, elle, aurait su évoluer de la monarchie à la démocratie en passant par un régime aristocratique. L'histoire de la République telle que j'ai tenté de l'exposer dans ce livre montre le contraire. Il faut donc dissiper un autre éventuel malentendu [p. 285] tendu : si Rome n'a jamais connu l'instauration d'un régime démocratique, elle a vu plusieurs fois se produire des processus de démocratisation se traduisant par des concessions aux exclus d'hier. Deux périodes se détachent à cet égard avec assez de netteté, toutes deux consécutives à une phase d'expansion économique (qui précéda également l'apparition de la démocratie grecque). La première se situe sous la monarchie étrusque, quand la plèbe est admise au droit de cité. La seconde suit la victoire sur Hannibal et est notamment illustrée par l'institution du suffrage secret. Mais, à la

¹ Cf. L.R. MENAGER, *Institutions politiques et sociales de l'Antiquité* (op. cit.), 125

différence d'Athènes, ces printemps romains furent sans lendemain, pour les raisons que j'ai étudiées dans les chapitres précédents.

Le peuple romain n'est pas pour autant complètement bâillonné : dans les moments de crise, les plus déshérités peuvent faire entendre leur voix ; les électeurs peuvent jouer sur les rivalités de clans entre les membres de la classe dirigeante et porter leurs suffrages sur ceux qu'ils estiment le mieux à même de garantir leurs intérêts. Mais ces possibilités – très réduites dans la pratique par le jeu des réseaux clientélares – s'expriment sur un registre suffisamment dérisoire par rapport aux pouvoirs du citoyen athénien pour que nous nous refusions à y voir les symptômes d'une démocratie. Pourtant, les auteurs anciens nous parlent sans cesse de la liberté (*libertas*) du peuple romain. Le peuple invoque la *libertas* contre les sénateurs et les patriciens, la plèbe contre les membres des vieilles *gentes*. Certains auteurs modernes ont voulu voir dans cette notion de *libertas* l'équivalent pour Rome de ce qu'est la *democratia* pour Athènes. Rome ne peut pas connaître la démocratie, puisque le pouvoir, à la différence d'Athènes, y est "partagé" entre le Sénat, les assemblées populaires, et les magistrats : pour compenser ce démembrement, le citoyen possède la liberté, c'est-à-dire "la garantie que la loi s'appliquera à chacun", et "la certitude que le droit de coercition des magistrats ne sera pas sans limite"¹. D'après ces auteurs, "... ce qui importe, en fin de compte, c'est moins de savoir si le peuple "gouverne" que de savoir s'il est "libre", c'est-à-dire s'il peut faire plein usage de ses droits"². La distinction paraît un peu artificielle : le fait de pouvoir faire usage de ses droits est-il vraiment une garantie et une "liberté", si la maîtrise des mécanismes créateurs de ces droits échappe en tout ou en partie aux sujets de droit, ce qui est bien le cas du peuple de la République romaine ? Mais supposons que seul ce minimum de "démocratie" eût été possible dans le système romain. L'expression concrète de cette *libertas* consisterait dans l'existence des tribuns de la plèbe, garants de ses droits, et d'une voie de recours judiciaire pour les cas les plus graves (mise en question de la liberté d'un individu ou de son existence physique) devant les assemblées populaires, la *provocatio ad populum* (l'"appel au peuple"). Aucune de ces deux garanties ne me paraît, dans la pratique, avoir été un rempart absolu érigé au bénéfice du peuple. Les tribuns de la plèbe sont originellement un instrument de combat de la plèbe contre le patriciat. Mais par la suite, sauf en [p. 286] de brefs sursauts, ils perdent leur combativité. D'abord, comme nous l'avons vu, en raison de l'habileté des nobles à les diviser et à truffer leur collège de leurs partisans. Ensuite parce que la noblesse finit par annexer purement et simplement cette fonction extraordinaire³ : la plupart des tribuns de la plèbe sont d'origine aristocratique et, à la fin de la République, le tribunat a perdu toute son originalité puisqu'il est intégré au cursus *honorum*. On devient tribun comme on accède à l'édilité ou à la préture. Ce n'est qu'un degré obligatoire à franchir dans le lent cheminement vers les magistratures suprêmes. De toute façon, on ne peut qu'être

¹ C. NICOLET, *Le métier...* (op. cit.), 430.

² *Ibid.*, 429.

³ Cf. G. BRANCA, op. cit., 212.

sceptique sur l'efficacité des tribuns de la plèbe et de leur rôle dans une hypothétique ébauche de "démocratie" romaine. Car c'est un fait que les tribuns qui se sont risqués à proposer des lois tendant à briser ou diminuer les privilèges de l'aristocratie (par exemple les Gracques) ont péri ou se sont vu menacer de mort : un système politique qui connaît de telles pratiques peut-il être qualifié de démocratique ? Quant à l'"appel au peuple", ses destinées ne sont guère plus enthousiasmantes¹. Dès le III^e siècle av. J.-C., son mécanisme s'enraye. Dans les périodes de crise, le Sénat, organe politique des privilégiés, instaure un état d'urgence qui suspend son application : cette pratique devient de plus en plus fréquente. D'autre part, comme cet appel est lié au bon fonctionnement et au prestige des assemblées populaires, il subit au 1^{er} siècle av. J.-C. le contre-coup de leur déclin, en même temps que la réforme des juridictions pénales (*quaestiones* avec leur jury) lui ôte une grande partie de son intérêt. Nous avons d'ailleurs assez souvent constaté l'iniquité de la justice républicaine et le sort malheureux de ceux qui prennent le risque de se présenter devant elle sans l'assistance d'un patron influent, pour ne nous faire aucune illusion sur la réalité de ses pratiques.

Libre, le peuple romain ne l'est surtout que dans les discours de ses dirigeants. Car il n'y a pas de peuple libre s'il ne peut pleinement participer à l'élaboration des décisions qui le concernent. Or, le système politique romain est articulé autour d'un certain nombre de traits exprimant la nature profondément antidémocratique du régime. Citons les plus saillants.

Le caractère démocratique d'un régime politique se détermine par la réponse qu'il apporte à quatre questions au moins : comment y est défini le peuple, de quelle manière le peuple participe-t-il à la création du droit (au sens large) par lequel il est régi, quelle est la chance de chaque citoyen d'accéder aux fonctions de dirigeant, le principe de sa capacité à exercer des choix politiques est-il admis ? Nous avons déjà répondu à la première de ces interrogations, tentons d'élucider les autres.

À l'origine, Rome n'est point un Empire, mais une cité, comparable dans sa superficie et celle de son terroir à beaucoup de villes grecques. Il va donc de soi que pour voter chacun se rend en ville. Un système représentatif du type des démocraties parlementaires modernes n'a aucune raison d'être. Quand Rome s'étend aux dimensions de l'Italie, puis de la Méditerranée-[p. 287] née, ce système devient complètement inadapté : qui consentirait à couvrir des distances énormes pour aller voter, qui, même, *pourrait* le faire, à part une minorité aisée ? La permanence de cet archaïsme électoral bénéficie évidemment aux privilégiés et à leurs clientèles, et explique le gigantesque absentéisme que nous avons déjà souligné. Rome n'a pas inventé la démocratie représentative parce que ses dirigeants ne l'ont pas voulue. Le fonctionnement concret des assemblées n'a d'ailleurs rien qui puisse susciter l'initiative individuelle : au contraire d'Athènes, le peuple romain vote, mais ne délibère point ; le citoyen n'a pas l'initiative de la

¹ Cf. J. GAUDEMET, *op. cit.*, 322-323.

loi, réservée aux magistrats. Rien de tel à Athènes. La population athénienne occupe un territoire d'environ 2 650 km², et les citoyens ne dépassent jamais le nombre de 40 000 ou 50 000 individus. La modestie de ces proportions n'évoque en rien le gigantisme des derniers siècles de la République romaine. Elle permet l'éclosion et le développement de tout autres mœurs politiques. Tout d'abord, une plus grande familiarité, sinon solidarité. Les citoyens athéniens ne se connaissent pas tous, mais, comme l'écrit M.I. Finley :

"Il ne pouvait y avoir un seul homme siégeant ce jour-là dans l'assemblée qui ne connût personnellement, et souvent intimement, un nombre considérable de ses compagnons de vote, de ses collègues à l'assemblée, y compris peut-être certains des orateurs intervenant dans les débats. Rien ne pourrait être plus éloigné de la situation actuelle, où le citoyen isolé, de loin en loin, en même temps que des millions d'autres, et non pas quelques milliers de voisins, pose l'acte impersonnel de choisir un bulletin de vote ou de manipuler les leviers d'une machine à voter. ¹"

Cette familiarité forme un milieu favorable au développement d'un certain sens de la communauté, à défaut duquel les mécanismes juridiques de la démocratie ne pourraient pas fonctionner, quel que soit leur degré de perfection technique. Elle explique également qu'Athènes soit une démocratie de la parole. Au contraire de Rome, chaque citoyen est invité à prendre part aux débats. Un des principes fondamentaux du régime athénien réside en effet dans l'*isegoria*, le droit de parole égal pour tous au sein des diverses assemblées, politiques ou judiciaires, utilisé pour l'approbation, la contestation, l'amendement des décisions législatives ou de la gestion administrative, ainsi que l'initiative des lois. Dans le discours que lui fait tenir Thucydide, Périclès fait même de ce droit à la parole un devoir civique, qui situe le citoyen athénien à l'opposé de son homologue romain :

"Seuls, en effet, nous considérons l'homme qui n'y prend aucune part (aux affaires publiques) comme un citoyen non pas tranquille, mais inutile * ; et, par nous-mêmes, nous jugeons ou [p. 288] raisonnons comme il faut sur les questions ; car la parole n'est pas à nos yeux un obstacle à l'action : c'en est un, au contraire, de ne pas s'être d'abord éclairé par la parole avant d'aborder l'action à mener. ²"

¹ M.I. FINLEY, *op. cit.*, 71-72.

* Serait-ce une définition avant la lettre de la "majorité silencieuse" ?

² THUCYDIDE, *La guerre du Péloponnèse*, II.

Mais cette démocratie de la parole ne risque-t-elle pas de transformer l'assemblée en une réunion de bavards irresponsables, de dégénérer, bref d'aboutir à l'anarchie que Platon et Cicéron dénoncent dans ce régime ? Un garde-fou est prévu : celui de l'horloge à eau limitant le temps de parole et la *graphé paranomon*, procédure destinée à prévenir les éventuels abus. Elle permet à tout citoyen de poursuivre pendant un an l'auteur d'une mesure législative qu'il tient pour illégale ou dangereuse pour la cité ; il peut d'autre part, sans limite de temps, attaquer le texte incriminé devant le tribunal populaire de l'Héliée. Mais le demandeur ne doit pas agir à la légère : si la poursuite est reconnue non fondée, il est condamné à des peines sévères, allant jusqu'à la déchéance des droits civiques. Ce système, dont certains éléments rappellent le contrôle de la constitutionnalité de la loi, ne possède pas d'équivalent dans nos institutions modernes :

"Notre système protège la liberté des représentants grâce aux privilèges parlementaires, or ces mêmes privilèges, de façon paradoxale, protègent aussi l'irresponsabilité des représentants. Le paradoxe athénien se situait dans une voie tout à fait opposée, il protégeait à la fois la liberté de l'assemblée en son ensemble, et celle de ses membres pris individuellement en leur refusant l'immunité. ¹"

La République romaine n'eut pas à faire preuve du même génie inventif : le droit de parole des citoyens n'était guère un trait marquant du régime. Les assemblées romaines n'étaient certes pas toujours silencieuses : mais lorsqu'une proposition de loi suscitait l'animation des électeurs, les risques de violence s'accroissaient, et souvent le magistrat président devait suspendre la séance, ou la reporter à plus tard. Les récits que font les auteurs anciens des sessions des comices romains montrent à l'évidence que le débat n'est pas un élément du fonctionnement normal de ces assemblées.

Supposons cependant que les comices romains aient été tout aussi démocratiques que l'*ecclésia* athénienne. Tout ne serait pas dit pour autant. Car, souverain sur le plan législatif, le peuple doit également pouvoir contrôler les organes gouvernementaux. Cette nécessité nourrit les griefs que beaucoup adressent aujourd'hui à la démocratie libérale. La souveraineté populaire ne se réduit pas au bulletin de vote : les électeurs romains en avaient bien un, et ne vécurent pour autant jamais en démocratie. Il faut aussi éviter qu'un appareil d'État ne détienne le véritable pouvoir de décision, dépassant de loin des fonctions exécutives. La V^e République a connu à cet égard des phénomènes inquiétants : développement du pouvoir régle-[p. 289] mentaire au détriment du législatif, influence de la technocratie de la haute administration sur le pouvoir politique. Sous la République romaine, les cercles dirigeants et les privilégiés pèsent de tout

¹ M.I. FINLEY, *op. cit.*, 77-78

leur poids sur les éléments "populaires" de la constitution romaine. D'abord le Sénat, bastion des privilégiés, qui abrite les anciens magistrats. Les sources nous le montrent souvent traversé de courants divers, peuplé de "faucons" et de "colombes". Mais en général son influence s'exerce dans le sens du conservatisme : le Sénat s'est toujours opposé aux innovations, aux initiatives émanant des tribuns de la plèbe et des assemblées plébéiennes¹. D'ailleurs, le fondement de son pouvoir n'avait rien à voir avec un quelconque mandat populaire. Il provenait de l'ancien privilège de l'*interregnum*² qui, sous la monarchie, réservait aux chefs des *gentes* le droit de diriger la cité pendant la période intérimaire de vacance du trône. Il détint d'ailleurs longtemps un droit de *veto* sur les décisions des comices : "l'autorité des pères (*auctoritas patrum*)". Les lois votées par les comices n'étaient adoptées que si le Sénat les jugeait opportunes. À la fin du IV^e siècle, ce contrôle se relâcha un peu car, de postérieure au vote des lois, la ratification sénatoriale devenait préalable. Elle demeurait cependant importante, car le prestige du Sénat était considérable, et avant de voter le peuple savait ainsi dans quel sens les sénateurs souhaitaient que ses suffrages se dirigent. En comparaison, le "Sénat" athénien (la *Boulè*) n'avait que des pouvoirs dérisoires, qui faisaient de lui un simple agent d'exécution de l'assemblée populaire. *

La comparaison est encore plus accablante pour Rome lorsqu'on l'exerce au niveau des magistrats. Ceux-ci sont les véritables dirigeants. Leurs pouvoirs sont très importants, participant à la fois du législatif (eux seuls possèdent l'initiative des lois), de l'exécutif et du judiciaire. Même sortis de charge, ils continuent à inspirer la politique de la cité, puisqu'ils entrent alors au Sénat. Or il faut bien constater que le renouvellement des cercles dirigeants est très lent (on a déjà dit que les élections ne peuvent aboutir qu'à renouveler 3% du corps sénatorial), et ne s'opère de toute façon qu'au sein d'une petite minorité (on sait aussi qu'au second siècle av. J.-C. vingt familles dominant le monde politique romain). Le simple citoyen n'a pratiquement aucune chance d'exercer un jour une magistrature : les jeux sont faits à l'avance, les bulletins de vote n'y changent rien. Ceci au moins pour trois raisons. D'abord parce que la maîtrise du système électoral suppose que le candidat dispose de relations, d'influences, et de clients, ce qui n'est pas à la portée de tous. Ensuite parce que la tradition attache beaucoup d'importance à l'ancienneté des fonctions politiques de la famille du candidat : le "parvenu" dispose au départ de moins de chances que les membres de l'ancienne noblesse. Enfin [p. 290] parce qu'on ne peut être magistrat sans être riche. Pour se lancer dans la course au pouvoir, le candidat doit d'abord exercer la questure. Or il n'est pas admis à briguer les suffrages s'il ne possède pas une fortune d'au moins

¹ Cf. G. BRANCA, *op. cit.*

² Cf. P. CATALANO, *op. cit.*, 322.

* Exception faite, cependant, de la *dokimasie*, examen civique auquel la Boulè soumettait les candidats aux magistratures. Elle pouvait à son issue refuser leurs candidatures, mais sa décision était susceptible d'appel devant le Tribunal populaire de l'Héliée.

400 000 sesterces¹. Par ailleurs, l'exercice des magistratures ne s'accompagne d'aucune rétribution : l'homme politique doit avoir les moyens de vivre indépendamment de ses fonctions. Cette seule règle suffirait à écarter du pouvoir la majorité des citoyens. Parallèlement à ces limitations censitaires, on note chez les cercles dirigeants une tendance à l'hérédité de fait qui accentue encore le mouvement de fermeture de cette véritable caste.

Dans ces conditions, on comprend que Cicéron fasse des magistrats les garants de l'ordre. Il peut être sûr que le destin de la cité est entre de meilleures mains que celles de la racaille des assemblées populaires :

"... Il faut des magistrats : sans leur prudence et leur zèle, la cité ne peut exister, et c'est dans le règlement de leurs compétences que réside tout l'équilibre de la République²".

À Athènes, les magistrats ne sont pas les pivots du régime. Leur recrutement est très large. Ne sont électives que les charges importantes exigeant des compétences affirmées dans les domaines financier et militaire. Mais le mode de désignation de droit commun est le tirage au sort. Aristote pense d'ailleurs que ce procédé est le seul véritablement démocratique, l'élection pouvant aller de pair avec un régime oligarchique (sur ce dernier point, l'exemple romain lui donne raison³). Il suffisait donc à tout individu désireux de devenir magistrat de s'inscrire sur la liste des candidats de sa circonscription, après quoi le tirage avait lieu. Non seulement il n'existait aucune condition censitaire, mais les magistratures athéniennes étaient rémunérées, par le versement de *misthoi*, indemnités perçues en raison des journées passées à l'accomplissement de charges politiques, judiciaires, ou administratives (les membres de l'assemblée populaire eux-mêmes percevaient un *misthos*, mesure propre à inciter le citoyen à la participation). Ces *misthoi* ne pouvaient à vrai dire être considérés comme des pactoles : les plus bas salaires payés par l'État aux manœuvres non spécialisés équivalaient à une somme journalière à peu près double de celle du *misthos* quotidien alloué aux magistrats...⁴ Mais c'était toujours mieux que la totale gratuité du système romain. Par ailleurs, un certain nombre de règles soumettaient ces magistrats au contrôle de l'assemblée populaire, véritable élément souverain de la constitution athénienne. La plus spectaculaire consiste dans l'*apochairotomia*. Tous les mois, lors de la tenue de l'assemblée, tous les magistrats dans l'exercice de leurs fonctions pouvaient faire l'objet d'une déposition par vote à main levée à la suite d'une accusation argumentée de

¹ Cf. C. NICOLET, *op. cit.*, 426.

² CICÉRON, *Les lois*, III, 5.

³ ARISTOTE, *Politique*, VI, 9.

⁴ Cf. les calculs de L. R. MENAGER, *Institutions politiques et sociales de l'Antiquité (op. cit.)*, 119-120.

malversation ou d'incompétence avérée. L'ostracisme permettait également au peuple d'exiler tout individu dont il pensait – à tort ou à raison – qu'il aspirait au pouvoir personnel. Rien de tel à Rome, [p. 291] où le magistrat ne peut voir sa responsabilité mise en jeu qu'à sa sortie de charge, et uniquement devant le Sénat, qui lui est par principe et nature favorable.

Comme on le voit, les mêmes mots ne recouvrent pas des réalités semblables : les magistrats et les assemblées populaires se présentent à Rome et à Athènes sous un jour bien différent. Il en va de même pour des notions encore plus fondamentales, dont nous avons déjà traité certains aspects¹ : le peuple, la République, la liberté.

Sur le plan numérique, on sait que *populus romanus* et *demos* athénien ont ceci en commun de ne pas correspondre à une notion de majorité par rapport à l'ensemble de la population. Mais la définition du concept de "peuple" sépare les deux cultures politiques². Le *demos* grec représente une communauté de citoyens, mais il ne constitue pas une entité juridique : il *est* vraiment la cité elle-même, au point qu'une définition juridique serait superflue. Alors que les Romains ont éprouvé la nécessité de faire du peuple une entité juridique, et de la subordonner à une entité supérieure : la *res publica*. Pour Cicéron, le peuple est "une réunion d'individus liés par un accord unanime en vue de leur utilité commune"³. Ce *populus* compte moins que la *res publica*, l'intérêt public, beaucoup plus fréquemment citée. Or, comme nous le savons, la définition de l'intérêt public appartient dans la pratique aux dirigeants : les magistrats. Bien sûr, il n'y a là rien qui en théorie soit antidémocratique. Leurs pouvoirs, les magistrats les exercent *au nom* du peuple. Le pouvoir vient du peuple : plusieurs textes l'affirment⁴, la répétition du terme *mandare* en témoigne. Mais ce ne sont là que des mots : nous avons maintes fois eu l'occasion de voir où se situait la *réalité* du pouvoir...

La *libertas* romaine n'a pas non plus grand-chose à voir avec celle des Athéniens. Nous avons déjà vu qu'à Rome la *libertas* n'offre que des garanties illusoires⁵. Elle partage ce seul trait avec la liberté athénienne de consister dans l'obéissance aux lois. Mais à Athènes, une série de contrepoids corrigent l'interprétation autoritaire et exclusive que fait Rome de cette définition, qui correspond à la mise en tutelle effective du peuple. Tout d'abord et surtout, à Athènes le peuple crée vraiment la loi et contrôle son application, au contraire de Rome : le principe de soumission à la loi s'inscrit donc dans des contextes très différents. Ensuite, la doctrine grecque donne une coloration démocratique à la définition de ce principe : obéissance à la loi, oui, mais *dans l'égalité (EX ISOU)*⁶. Aristote définit d'ailleurs la liberté comme le fait d'être tour à tour sujet

¹ Cf. *supra*, p. 285.

² Cf. J. GAUDEMET, *op. cit.*, 355-356.

³ CICÉRON, *La République*, I, 25, 39.

⁴ CICÉRON, *sur la loi agraire*, 2, 7, 17 ; APPIEN, *pun.*, 112. cf. P. CATALANO, *op. cit.*, 321.

⁵ Cf. *supra*, n.25.

⁶ Cf. J. TOUCHARD, *Histoire des idées politiques*, I (Paris, P. U. F., 1971), 20.

et gouvernant, ce qui ne correspond nullement à la pratique romaine. Enfin, la liberté athénienne possède aussi un caractère individualiste ¹ (qui, comme nous l'avons vu, suscitera l'intérêt de la bourgeoisie libérale du XIX^e siècle). Le même Aristote n'affirme-t-il pas que "... la liberté consiste d'autre part dans le fait que chacun est libre de vivre à sa guise ² ? Ce dernier trait [p. 292] ne concerne point la *libertas* romaine, qui réside plutôt...

"... dans la soumission volontaire à la loi délibérée en commun, et trouve sa garantie moins dans le jeu de recours individuels qui sanctionneraient un droit subjectif à la liberté, que dans un équilibre des pouvoirs qui se combinent et se contrôlent. ³"

Tout le problème, encore une fois, tient au fait que ces différents pouvoirs ne s'équilibrent que sur le papier...

La preuve en est que les dirigeants romains se refusèrent toujours à reconnaître en pratique la capacité du peuple romain à gouverner. D'où des *a priori* maintes fois constatés au cours de ce livre : assimilation constante entre démagogie, anarchie, et démocratie ; refus du principe majoritaire ; glissement du respect du *populus* au mépris de la "populace" dès que les avis des dirigeants et des électeurs diffèrent sur la définition de ce fameux intérêt public. On a écrit à juste titre de Cicéron :

"... contre le parti populaire, l'agitation de la plèbe, il est inexorable ; pour lui ces hommes ne représentent que turbulence vicieuse. Rarement on trouvera un pareil mépris pour la "pouillerie". Ces gens sans argent sont des gens sans aveu. Cicéron ne peut guère se les représenter autrement qu'en termes moraux : ce sont des gens de rien, des malfaiteurs, des fripouilles, et on le sent satisfait de trouver à leur tête des déclassés, c'est-à-dire des gens qui n'ont pas su conserver ni leurs biens ni leur morale. ⁴"

Certains de ses écrits méritent qu'une dernière fois nous leur accordions toute notre attention. Ils sont exemplaires du caractère antidémocratique de la République romaine. Dans son traité sur la République, Cicéron expose les arguments des démocrates. Pour ceux-ci, la liberté se confond avec le pouvoir du peuple, et ne peut régner que dans un état où l'égalité, à défaut d'être totale sur le plan économique, doit au moins être juridique :

¹ Cf. *supra*.

² Cit. par J. TOUCHARD, *op. cit.*, 21.

³ J. GAUDEMET, *op. cit.*, 357.

⁴ J. TOUCHARD, *op. cit.*, 73.

"Ainsi n'y a-t-il que les cités où le peuple détient le pouvoir suprême (populi potestas) qui connaissent la liberté ; la liberté, le plus doux de tous les biens, qui n'existe pas si elle n'est répartie de façon égale (si aequa non est) (...) dans un peuple libre, comme le sont les Rhodiens ou les Athéniens, il n'y a pas un seul citoyen qui ne puisse exercer les fonctions de l'État et prendre une part active au gouvernement ¹ (...) Si les peuples veulent préserver leurs droits (ius suum populi teneant), ils (les démocrates) disent qu'il ne saurait être rien de plus éminent, de plus libre, de plus heureux, que cet état où les peuples sont les maîtres (domini) des lois, des tribunaux, de la guerre et de la paix, des traités, de la vie privée de chacun ; ils disent que seul mérite le nom de République ce qui est la chose du peuple (rem [p. 293] populi). Ils prétendent (...) que la concorde est très facile à obtenir dans une république où chacun a les mêmes intérêts, car la discorde naît de la divergence des intérêts, et de l'adoption de mesures instituant des privilèges ; c'est pourquoi, lorsque les pères (sénateurs) dominent, le gouvernement de la cité n'est jamais stable (...) Si les fortunes ne peuvent être égales, s'il est impossible d'aboutir à l'égalité des esprits, au moins doit-on donner des droits égaux à ceux qui, dans une même République, sont citoyens ²"

Mais pour Cicéron ces aspirations sont utopiques et dangereuses. Car le peuple n'est pas capable de gouverner, ni même de désigner les hommes les plus aptes à cette tâche :

"... (les hommes ne savent pas discerner la vertu (ignorantiae virtutis), qui ne se trouve que dans peu d'individus. ³"

Le pouvoir du peuple conduit en réalité à l'anarchie, car il méconnaît les conditions de la stabilité sociale :

"Il ne peut y avoir de révolution quand chacun reste bien à sa place ⁴".

Or le principe majoritaire conduit justement à l'incohérence :

¹ CICÉRON, *La République*.

² *Ibid.*, I, 32, 42-49.

³ *Ibid.*, I, 34.

⁴ *Ibid.*, I, 45.

"Rien de plus inconsistant que la foule, rien de plus impénétrable que les inclinations des hommes : rien de plus décevant que tout le régime des comices ! (...) Il en va ainsi des tempêtes populaires dans les comices : souvent on pourra comprendre quel signe les a provoquées, souvent aussi la cause en est si mystérieuse que c'est le hasard qui paraît les avoir suscitées. ¹"

Le bon gouvernement est de type aristocratique :

"... entre l'impuissance d'un seul et la témérité de la masse, les *Optimates* (gens de bien) constituent le meilleur choix. ²"

Ces *optimates* doivent entretenir dans le peuple l'idée qu'ils exercent le pouvoir pour son profit :

" (ils veillent) à ce que le peuple ne puisse penser que ses intérêts sont négligés par les grands. ³"

(On se demande de quel côté se situe la démagogie : dans la démocratie, ou dans le régime préconisé par Cicéron ?). C'est ici qu'intervient la notion du mandat : le pouvoir émane du peuple, mais ne peut être exercé que par une élite :

"Car s'il convient que tous les pouvoirs, administratifs et militaires, tous les emplois, émanent du peuple romain tout entier (*ab universo populo romano proficisci convenit*), il doit [p. 294] en être ainsi particulièrement de ceux qu'on institue pour le profit et l'avantage du peuple. C'est à l'ensemble des citoyens de choisir celui qu'ils croient le plus capable de servir les intérêts du peuple romain... ⁴"

Notre auteur n'épargne pas plus l'égalité que la liberté :

"Quant à l'égalité juridique, revendiquée par les peuples épris de liberté, elle est irréalisable (...) d'ailleurs ce qu'ils appellent égalité serait la pire des iniquités. Mettre sur le même plan les plus grands et les plus

¹ CICÉRON, *Pour Murena*, XVII, 36.

² CICÉRON, *La République*, I, 35.

³ *Ibid.*

⁴ CICÉRON, *La loi agraire*.

petits, qui sont au sein de chaque peuple, montre bien que cette égalité est une iniquité. ¹"

Cicéron lui préfère les vertus de l'obéissance :

"Prescrivons donc non seulement aux magistrats comment il faut commander, mais aux citoyens comment il faut obéir. Car celui qui commande bien a forcément obéi quelque temps, et celui qui a la sagesse de l'obéissance paraît digne de commander un jour. Il est donc à propos que celui qui obéit espère commander un jour, et que celui qui commande sache que bientôt il devra obéir ² (...) les magistrats sont comme la loi douée de parole. ³"

L'appareil dont s'entourent les mandataires du *populus romanus* confirme les propos de Cicéron :

"Que le pouvoir fût répressif et coercitif dans sa nature et dans ses origines, c'est ce que montre donc d'abord l'appareil dont il s'entourera à Rome jusqu'à l'Empire : le magistrat n'apparaît en public que précédé de ses licteurs, qui portent sur l'épaule les faisceaux de verges entourant une hache. Ceux qui n'ont pas droit aux licteurs et aux faisceaux ont des viatores armés du bâton, des serviteurs, des hérauts. Lorsque le besoin s'en fait sentir, et malgré l'interdiction de rassembler l'armée citoyenne autour du pomoerium, ils peuvent avoir recours à la troupe (...) Les magistrats à imperium possèdent aussi un droit dit précisément de coercitio, qui est celui de se faire obéir, dans la sphère de leur compétence, par tous les moyens, qui peuvent aller jusqu'à la contrainte physique et même, à l'origine, jusqu'à la mise à mort des récalcitrants (...) Le pouvoir apparaît donc, à première vue, comme supérieurement armé, en face des citoyens, pris individuellement ou collectivement. ⁴"

Telle fut la République romaine, qui posa en principe la référence au peuple (*senatus populusque romanus*), mais n'en tira que les conséquences pratiques minimales. Elle diffère en cela profondément de la démocratie athénienne qui, malgré les excès dont se rendirent coupables certains de ses membres, mit en accord la pensée, la parole et les actes. Son exemple montre que dans l'Antiquité

¹ CICÉRON, *La République*.

² CICÉRON, *Les lois*.

³ CICÉRON, *Les lois*.

⁴ C. NICOLET, *op. cit.*, 428-429.

une authentique démocratie était possible. Sans doute Rome eût-elle dû pour la pratiquer inventer les formes représentatives que nécessitait l'étendue de son empire et [p. 295] de sa population. Sans refaire l'histoire, ne sous-estimons pas les capacités du pragmatisme politique des Romains. Ils nous en ont donné maints exemples, et leur génie inventif eût pu se déployer aussi sur ce terrain. On ne peut parler au sujet de Rome d'un déterminisme socio-économique si puissant qu'il eût condamné *a priori* toute chance d'instauration d'une démocratie romaine. Nous savons que plusieurs fois au cours de son histoire, cette opportunité se présenta. *Rome n'a pas été démocratique parce qu'elle ne l'a pas voulu.* À chacun de déterminer la part des dieux et celle des hommes dans ce refus.

[p. 296]

CHAPITRE X

LE CLIENTÉLISME POLITIQUE CONTEMPORAIN

[Retour à la table des matières](#)

"Quand on me demande de voter, je demande pour qui, et quand on me l'a dit, je vote. Et si l'on ne me demande pas de voter, je reste chez moi et m'occupe de mes propres affaires". Ce n'est pas un contemporain de Cicéron qui parle, mais un paysan de l'Europe actuelle, habitant un village de montagne du Sud de l'Espagne ¹.

Les relations de clientèle ont survécu à Rome, et sont encore bien vivantes de nos jours. Elles s'expriment sur des registres divers. D'abord là où on les attend : les sociétés primitives, les pays en voie de développement, les zones isolées de pays industrialisés. On ne s'en étonnera guère : ces sociétés fonctionnent encore suivant des modèles archaïques où le pouvoir politique n'appartient que partiellement à un état trop neuf ou trop lointain, et reste aux mains des chefs traditionnels et notables locaux ². Mais ce serait une erreur de borner à ces îlots de résistance au monde industriel et urbanisé le cercle des relations de clientèle. Car elles se déploient également au cœur des états dits modernes, dont elles pénètrent les structures administratives et politiques : les U.S.A. et la France, notamment. Mais commençons par le plus évident.

¹ Cf. J.A. PITT-RIVERS, *People of the Sierra* (Chicago, 1971), 159.

² D'une façon générale, cf. l'ouvrage collectif : *Friends, Followers and Factions. A Reader in Political Clientelism* (edited by S.W. SCHMIDT, L. GUASTI, C.H. LANDE, J.C. SCOTT ; University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1977).

LE CLIENTÉLISME DANS LES SOCIÉTÉS ARCHAÏQUES ET EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Les relations de clientèle prospèrent en général là où les populations paysannes sont exploitées par les propriétaires fonciers ¹. L'Amérique latine est un exemple très significatif du phénomène ² : du Mexique à l'Argentine règne ce type de rapport (j'ai d'ailleurs souvent comparé dans les chapitres qui précèdent les élections romaines à celles qui se déroulent dans ces pays). Il faut remonter à la colonisation du XVI^e siècle pour trouver les origines du système. Décimés et soumis, les Indiens se voient enserrés par leurs conquérants espagnols dans des liens déjà en vigueur à l'époque en Castille. Ils sont affectés à [p. 297] un propriétaire, qui porte le nom de "concessionnaire" (*encomendero*). *L'encomendero* perçoit des tributs, et des services personnels illimités, d'un nombre d'Indiens déterminé vivant dans des villages stipulés. Le patron, comme les patriciens de la République, tient également ses clients grâce à des prêts qu'il consent à ses obligés, le plus souvent incapables de les rembourser. Leurs obligations personnelles et économiques sont héréditaires. Cette société clientéliste est fortement inégalitaire : en 1910, 1% de la population est propriétaire de 85% des terres cultivables ; certaines *haciendas* comptent plus d'un million d'hectares... Les grands propriétaires sont alliés (tout en les méprisant) à une élite de gros commerçants qui habitent dans les villes. Comme toute aristocratie foncière, ils se méfient de la bourgeoisie industrielle à laquelle les oppose une lutte sourde pour le contrôle du pouvoir. La vie politique correspond elle aussi au modèle clientélaire. Les partis politiques sont dirigés par les propriétaires fonciers. Ils ne s'opposent pas sur des options idéologiques, mais sont animés par des querelles et compétitions de clans : seule compte réellement l'allégeance à un patron. C'est le système des "caciques". Ajoutons que l'indépendance politique ne changea rien : la lutte contre le colonisateur fut en effet conduite par l'aristocratie créole qui s'empara de la totalité du pouvoir politique, et continua à reproduire une structure sociale identique.

Le mécanisme de l'endettement paraît être une des voies d'accès à la clientèle les plus couramment empruntées. Il fonctionne en effet dans des pays très différents de l'Amérique latine. En Inde, les paysans sont soumis à des taux d'intérêts largement à la hauteur de ceux pratiqués par les élites de l'Antiquité : 100% et plus. Les dettes deviennent fatalement héréditaires, ce qui permet au

¹ Cf. R.DUMONT, *Paysans écrasés, terres massacrées* (Paris, R. Laffont, 1978), qui cite de nombreux exemples

² Cf. P. LEON, *Économies et sociétés de l'Amérique Latine* (Paris, 1969), 36-38, 90-95, 104.

patron de faire travailler ses débiteurs sur ses terres pour un salaire dérisoire : l'endettement des petits paysans constitue pour lui un réservoir de main-d'œuvre. Un des plus grands partis politiques du pays (le Parti du Congrès) est d'ailleurs de type clientéliste : les déplacements de voix sont commandés par les notables sur des bases purement personnelles. La situation du paysan thaïlandais n'est guère meilleure. Il doit à son propriétaire la moitié de sa récolte. En 1968, 83% des paysans étaient endettés, à des taux dépassant souvent 50%. En Thaïlande comme en Inde, cet asservissement aboutit à l'exode rural et à la surpopulation urbaine, exactement de la même façon qu'à Rome à la fin de la République. La population de Bangkok croît de 300 000 habitants par an. Les jeunes filles s'emploient dans les instituts de massage dont on connaît la réputation, les paysans pauvres dans les travaux du bâtiment, ou s'orientent vers les "métiers" de coolies et de colporteurs. Comme leurs ressources sont dérisoires, ils doivent s'installer dans des bidonvilles : Calcutta compte trois millions d'individus disséminés dans les 3 000 bidonvilles qui prolifèrent autour de la capitale, et 300 000 sans-abris. Dans d'autres villes, le phénomène de surpopulation peut avoir pour base une émigration à caractère politique. C'est le cas de Hong-Kong, dont les trois quarts des habitants (environ 3 millions) [p. 298] sont des réfugiés. Jusqu'à ces dernières années, la Chine communiste y animait une guérilla urbaine contre les anglais, en passant par le relais de la clientèle. Car ces réfugiés ont des patrons : personnalités de la politique, de l'industrie de la chaussure, de la prostitution. Ces patrons sont en cheville avec des chefs de gangs. Les agents de Pékin utilisaient ces solidarités pour recruter des agitateurs, susciter des manifestations, organiser des cortèges ¹.

Mais les relations de clientèle ne sont pas automatiquement liées à des phénomènes de violence ou d'hyper-urbanisation. Très souvent, elles jouent au contraire un rôle de courroie de transmission entre les zones rurales, les communautés urbaines et les services étatiques qui y sont implantés. Nous avons vu que Rome avait connu elle aussi ce type de clientèle, par le biais du patronat sur les collectivités locales, qui permettait aux habitants du plat pays et des villes petites et moyennes d'établir des liens privilégiés entre eux et la toute-puissante capitale par l'intermédiaire de notables locaux ou romains. Des relations similaires existent encore dans de nombreux pays européens.

¹ Cf. S. LABIN, *La violence politique* (Paris, éd. France-Empire, 1978), 9697.

LA CLIENTÈLE ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE

Commençons par l'Italie ¹. Un cas très intéressant est celui de Colleverde ², petite commune de la région de l'Ombrie, située à 50 km de Pérouse, et à 150 km de Rome. 80% de la population est constituée d'agriculteurs, dont deux tiers sont fermiers, les autres propriétaires. Depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, ses habitants ont connu trois types de relations clientélares. Le premier (la *mezzadria*) obéit au modèle classique et dure jusqu'à l'unification italienne (1860-1870) : le patron-propriétaire fournit la ferme et les bâtiments d'exploitation, le paysan le petit équipement et sa force de travail. La relation naît de façon informelle : le paysan candidat à la clientèle approche un propriétaire, et lui demande une faveur quelconque, un prêt ou son assistance judiciaire. Un peu plus tard, il lui offre des produits agricoles. Si le propriétaire accepte d'établir le rapport demandé, il devient le patron de toute la famille de son nouveau client ; son épouse est la *padrona*, surtout envers les femmes de la famille du client ; enfin, souvent les membres de la famille du patron deviennent les co-patrons de la famille cliente. Mais à partir des années 1870, le nouvel état italien commence à troubler la vie sinon tranquille, du moins relativement autonome de Colleverde. Les habitants de la petite commune rurale doivent avoir affaire aux premiers fonctionnaires et services étatiques. Le patronage traditionnel acquiert alors une nouvelle fonction : celle de médiateur entre la bureaucratie d'état et la société paysanne. On demande maintenant au patron de remplir des papiers, faire des demandes pour obtenir pensions et subventions, intervenir auprès de la gendarmerie pour susciter des mises en liberté, effectuer des recommandations afin de faciliter l'insertion en ville de ceux qui commencent à émigrer...

[p. 299]

L'Italie du Sud ³ et la Sicile ⁴ connaissent à la même époque une similaire métamorphose du patronat traditionnel. En Sicile, seuls 15% des paysans sont propriétaires de leur terre ou bénéficient d'un bail emphytéotique. Le Sicilien

¹ Cf. J. DUNCAN POWELL, "Peasant Society and Clientelist Politics", dans : *American Political Science Review*, LXIV-2 (June 1970), 411-425 ; S.F. SILVERMAN, "Patronage and Community-Nation-Relationships in Central Italy", dans : *Friends, followers...* (*op. cit.*), 293-304 ; S.G. TARROW, *Peasant Communism in Southern Italy*, (London, 1967) ; L. GRAZIANO, "Patron Client Relationship in Southern Italy", dans : *Friends, Followers...* (*op. cit.*), 360-378 ; J. BOISSEVAIN, "Patronage in Sicily", dans : *Man* (March 1960), I, 1, p. 18-33.

² Cf. S.F. SILVERMAN, *op. cit.* (Colleverde est un pseudonyme).

³ Cf. L. GRAZIANO, *op. cit.*, 364.

⁴ Cf. J. BOISSEVAIN, *op. cit.*

demande à son patron de le protéger contre les ennemis connus et inconnus, notamment l'administration, car le Sicilien juge que les structures gouvernementales lui ont été imposées, et pense que les fonctionnaires sont par essence corrompus et corruptibles. Comme dans la Rome antique, le patron est souvent désigné par le terme d'"ami", bien qu'ici aussi l'amitié (*amicizia*) réelle ne puisse exister qu'entre égaux. Le patron doit avoir de nombreuses relations pour intervenir efficacement en faveur de son client. Un proverbe sicilien ne dit-il pas : "Celui qui a de l'argent et des amis tient la justice dans le creux de sa main" ? Nous ne sommes guère loin de Plaute...

Les patrons traditionnels joueront ce rôle nouveau jusque vers les années 1950. À partir de cette date, leur influence s'affaiblit en raison de leur déclin économique et du rôle grandissant de l'État, de l'Église, des syndicats, des partis politiques qui vont se substituer à eux dans ce rôle d'intermédiaires. De plus, en raison de la généralisation du recrutement par concours, les postes de l'administration locale sont de plus en plus souvent occupés par des individus extérieurs au village, alors qu'auparavant leur distribution était réglée par les patrons traditionnels. L'État d'ailleurs entreprend à partir de 1954 de combattre ces patrons dans la zone où ils conservent le plus d'influence, le sud de la péninsule. Le secrétaire de la démocratie chrétienne, A. Fanfani, envoie dans ces régions des cadres du parti avec mission de réduire à néant l'influence des vieux notables. Mais la démocratie chrétienne ne fait en réalité que prendre le relais de ces notables. Elle devient un "parti-patron", médiateur entre l'État central et la classe moyenne du Sud, qu'elle entend s'attacher, agissant par l'intermédiaire de diverses associations (mouvements de jeunesse, ligues communales, etc.) qu'elle satellise.

Mais l'Italie n'est pas le seul pays méditerranéen à offrir ce genre de tableau. Dans l'Espagne ¹ des petits villages, les patrons sont le maire, le propriétaire terrien, le prêtre, le sergent de la Garde Civile. Ils sont eux-mêmes clients de personnages résidant en ville, dont ils sollicitent les faveurs demandées par les villageois. Les interventions auprès des autorités bureaucratiques et administratives se font sous la forme des *commendationes* de l'Antiquité romaine : le patron donne à son client une sorte de "carte de visite" couverte de phrases indiquant son "grand intérêt" pour le porteur, et manifestant la plus grande amitié pour le destinataire.

Le cas des Sarakatsnani grecs est également intéressant ². Ce sont des bergers transhumants de Grèce continentale, au nord de Corinthe. Ceux de Zagori sont au nombre de 4 000 et vivent dans une zone montagneuse, au nord de la ville de Ianinna. Pour ces bergers, l'assistance d'un patron est indispensable pour tout contact avec les autorités étatiques établies à [p. 300] Ianinna, tout particulièrement au niveau judiciaire. Certaines phrases qu'ils répètent très

¹ Cf. M. KENNY, "Patterns of Patronage in Spain", dans : *Anthropological Quarterly*, 33-1 (Jan. 1960), 18-20.

² Cf. J.K. CAMPBELL, *Honour, Family and Patronage* (New-York, 1976), 242-300.

souvent témoignent de cet état d'esprit : "Personne ne prêtera attention à un homme sans veste ni cravate", ou encore : "Si je marque cinq points dans une conversation, le bureaucrate en fera vingt". Le patron doit donc être un urbain. Médecin, ingénieur, marchand, le plus souvent avocat, qui allie les qualités du juriste aux avantages d'une position d'intermédiaire avec l'État. Cette préférence explique la forte proportion d'avocats au Parlement : ce sont eux qui ont le plus de clients. Car le patron attend en retour de ses interventions un service de suffrage, comme dans la Rome antique : ses clients votent pour lui lors des élections locales ou nationales. Mais l'intérêt de la relation est aussi d'ordre économique, tout en continuant à jouer le rôle d'un lien entre ville et campagne : le commerçant ou l'artisan installés en ville acquièrent une clientèle (au sens commercial du terme) stable dans la personne de leurs obligés ; le berger obtient quant à lui plus facilement accès aux marchés métropolitains et au crédit bancaire.

Au-delà de l'Europe, l'Amérique latine connaît des relations de clientèle d'un type similaire. Ce fut notamment le cas de la Colombie, de 1850 à 1957. À côté des prêtres et des propriétaires fonciers, les maîtres des petites villes et des villages étaient bureaucrates, faisant figure de véritables patrons (*caciques*, *gamonales*). En contrepartie des bénéfices que tiraient leurs clients de leur position d'intermédiaires entre l'État et la société locale, les *gamonales* entendaient disposer de leurs suffrages et contrôlaient leurs votes. Ils pesaient ainsi sur toute la politique du pays. En 1938, le Président A. Lopez avait tenté de diminuer leur influence en distribuant une carte d'identification (*cedula*) à chaque électeur. Commentant cette réforme, il déclarait :

"Le gamonal, le patron paysan qui mobilisait ses peones (paysans), l'influent rural qui contrôlait la conscience de centaines d'humbles gens auxquels la *cedula* donne une forte personnalité individuelle, sait maintenant qu'il ne peut plus exercer une influence décisive dans la République en falsifiant les votes".

Il fallut cependant attendre 1957 pour que soit porté un coup sévère au clientélisme politique colombien. À cette date, libéraux et conservateurs décidèrent de créer un Front National, proposèrent que tous les emplois administratifs soient partagés également entre les deux partis, et que la présidence de la République alterne de l'un à l'autre, chaque candidat recevant l'appui simultané des deux partis.

UN NOTABLE FRANÇAIS DE 1981

Le lecteur objectera que jusqu'à maintenant, je n'ai cité que des cas relativement anciens, ou des exemples mettant en jeu des populations marginales par rapport au monde indus-[p. 301] trialisé. Je répondrai qu'il s'agit bien en tout cas de sociétés contemporaines, même si l'on considère qu'elles connaissent des formes de vie sociale partiellement archaïques. Ce type de rapports existe de toute façon dans la France de 1981, et dans des régions qui n'ont rien d'"arriéré". On a beaucoup dit – et écrit – que la France des notables était morte après la première guerre mondiale. Je n'en suis, pas si sur. Pour étayer mon doute, je voudrais rapporter dans les lignes qui suivent un témoignage qui, pour être strictement personnel à l'auteur de ces lignes, n'en est pas moins authentique.

En raison de diverses circonstances, il m'a été donné de faire la connaissance d'un de ces notables locaux (le lecteur voudra bien souffrir que je l'affuble d'un pseudonyme) dont l'action très actuelle emprunte à la clientèle traditionnelle nombre de ses traits.

Appelons ce notable F. de Saint-Clair. Le personnage appartient à une famille implantée depuis longtemps dans la région, élément fort important comme nous le verrons. Ses ancêtres sont maîtres de forges et font fortune dès le milieu du XVIII^e, achetant en 1750 la propriété que F. de Saint-Clair possède toujours. Ils acquièrent une charge au Parlement de Bordeaux, qui leur confère la qualité nobiliaire. Notables, les Saint-Clair le sont donc depuis longtemps. Le domaine de Saint-Clair se situe à l'heure actuelle au niveau inférieur des grandes propriétés de la région. Il compte 70 ha de terres labourables et de prairies, 100 ha de bois et terres incultes ; le mode d'exploitation est le fermage. Les grandes exploitations avoisinantes couvrent une superficie moyenne de 200 ha, alors que la petite propriété paysanne compte environ 20 ha. Le département où F. de Saint-Clair exerce son activité se situe dans le Sud-Ouest. Le Plan a axé le développement de façon prioritaire sur l'agriculture ; puis le tourisme ; enfin l'industrie, très traditionnelle (vêtements, chaussures) et organisée en exploitations familiales très vulnérables aux crises économiques, car possédant peu de fonds propres. Le département compte 9 000 demandeurs d'emplois, chiffre en augmentation de 20% en 1979 par rapport à 1978. Depuis 1975, les effectifs salariés ont baissé d'un tiers. La population sur laquelle F. de Saint-Clair exerce son influence est en majorité installée dans la région depuis longtemps, ce qui permet à notre notable de bénéficier d'un crédit important dû à l'ancienneté de sa famille, connue de tous. La population de la petite ville près de laquelle il réside compte elle-même une partie non négligeable de gens du pays : paysans de la région ayant migré vers la ville, enfants du pays qui ont travaillé à Paris ou Bordeaux mais qui sont revenus dans leur commune natale. Sur le plan politique, le département considéré est

marqué par une forte et ancienne tradition radicale, et vote à gauche depuis plus d'un demi-siècle. Dans le cas des petits paysans, ce vote d'opposition est le signe (paradoxal seulement en apparence) d'une résistance au changement, d'une peur de l'avenir : la restructuration de l'agriculture de ces dernières décennies, l'intégration au Mar-[p. 302] ché Commun européen leur paraissent trop rapides et génératrices de certains désavantages qu'ils censurent en votant à gauche.

La famille de F. de Saint-Clair n'a jamais brigué ni exercé aucun mandat politique, local ou national. F. de Saint-Clair a rompu avec cette tradition et est devenu membre d'un des deux grands partis de l'ex-majorité. Il appartient au bureau cantonal du parti, et possède des relations au niveau parisien, au siège national, et au sein de l'École des cadres du Parti. À ce dernier titre, notre notable s'est vu confier la responsabilité de la formation des cadres dans une partie importante du Sud-Ouest. F. de Saint-Clair ne réside pas constamment sur ses terres : environ une semaine tous les mois et demi. Dans l'intervalle il effectue des séjours dans le Sud de la France où vit une partie de sa famille, ainsi qu'à Paris. Loin de ternir son image, ces fréquents déplacements augmentent son prestige local, car la population pense qu'ils servent à mettre en œuvre les puissantes relations dont F. de Saint-Clair est crédité.

Officiellement, cependant, notre personnage a fait sienne la maxime de Cicéron : "Tu garderas pour toi tes desseins politiques". Car bien que nourrissant des ambitions nationales, F. de Saint-Clair se garde bien de faire état de ses convictions et appartenances politiques. Les questions politiques ne sont que très rarement abordées dans les conversations qu'il a avec ses obligés. Ceux-ci se doutent bien qu'"il ne peut pas être à gauche", mais c'est avant tout le notable qu'ils viennent voir. Sur ce point, F. de Saint-Clair est formel : il compte parmi ses obligés aussi bien des électeurs du P.C. que du R.P.R. D'après lui, il est sollicité en tout premier lieu en raison de l'ancienneté du rôle de notable joué par sa famille, ensuite parce qu'il se situe économiquement dans la catégorie des grands propriétaires (son château domine la petite ville) ; l'appartenance politique qu'on lui prête vaguement se situe au dernier rang. Le caractère personnel des allégeances est renforcé par le mode de suffrage. Le panachage est en effet en vigueur, et les habitants de la région s'en servent sans retenue. La plupart du temps, F. de Saint-Clair joue sur l'ancienneté de sa famille, notamment quand il doit aborder des individus avec lesquels il n'a pas encore noué de relations. L'interlocuteur répond alors par une phrase cent fois répétée : "On a bien connu votre famille..." ou encore : "La famille de M. le Marquis habite ici depuis si longtemps ..."

Mais la relation n'est vraiment nouée qu'à partir du moment où un service est demandé à F. de Saint-Clair par un de ses futurs obligés. En général, ils "vont au château" en personne, signalant au domestique qu'ils aimeraient rencontrer M. le Marquis, mais n'écrivent, ni ne téléphonent. Les services demandés sont de trois types, par ordre de fréquence : problèmes relatifs à l'emploi, demandes d'interventions personnelles diverses auprès du député du département, renseignements judiciaires ou administratifs. Pour l'essentiel, F. de Saint-Clair

joue donc le rôle que nous avons vu assigné au patron dans de [p. 303] nombreuses autres sociétés : celui de médiateur entre le système étatique et bureaucratique, et la société locale ¹. Pour répondre à ces demandes, F. de Saint-Clair emploie deux filières. La première est celle du Parti, dont il use pour tous les problèmes relatifs à l'emploi. Il transmet les demandes au secrétaire départemental du Parti, en liaison avec le délégué du canton. En revanche il agit seul au niveau des renseignements d'ordre judiciaire ou administratif : rédaction de lettres officielles, mise en relations avec un avocat ou un notaire, contacts avec la Sécurité Sociale, etc. F. de Saint-Clair insiste sur le fait que parmi les solliciteurs, très nombreux sont ceux qui pensent que leur "patron" peut modifier par ses interventions le cours des décisions judiciaires : nous reconnaissons là un trait caractéristique des relations de clientèle.

Notre notable ne peut évidemment garantir le succès de toutes ses interventions. Mais il s'efforce de toujours donner une "preuve" de son activité au solliciteur : copie de la lettre où il a exercé son intervention, réponse fournie directement au "client" par la personne sollicitée.

D'après F. de Saint-Clair, le recours à ces activités de type patronal est indispensable à tout candidat à un mandat politique local. D'abord parce que les personnes comptent plus pour les électeurs que les options idéologiques. Ensuite parce que la répartition de l'électorat est telle que pour être élu, le candidat doit bénéficier de voix "personnelles" venant s'ajouter à celles des sympathisants de la tendance politique à laquelle il appartient.

C'est pourquoi F. de Saint-Clair s'efforce également, tel les évergètes antiques, d'apparaître comme un mécène local : dons de terrains à la ville, prêt de locaux ou de terrains pour des manifestations sportives ou culturelles, etc.

Même si elles se situent à un niveau relativement modeste, ces pratiques de patronage et leur utilisation dans une finalité politique témoignent de la permanence dans la France contemporaine de mentalités et comportements qui n'appartiennent pas seulement à l'époque antique ou aux sociétés contemporaines des pays en voie de développement. En histoire, le temps ne s'écoule jamais au même rythme dans toutes les parties d'un même corps social, comme dans le ciel les nuages ne passent pas tous aussi vite suivant leur altitude et le vent qui les pousse. Il n'y a pas une évolution, mais *des* évolutions ². Il existe des zones de temps long, où les changements sont lents, parfois insignifiants, et où les traditions résistent longtemps à la modification des structures environnantes. Dans d'autres secteurs, le temps s'écoule en revanche de façon plus fluide, le paysage change plus vite. C'est dans la compréhension de l'ajustement ou des ruptures de

¹ Cf. S.W. SCHMIDT, "Bureaucrats as Modernizing Brokers ?" dans *Comparative Politics*, Vol. 6, N° 3 (Avril 1974), 426-436.

² Cf. F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle – économie et capitalisme*, t. I (Paris, A. Colin, 1979), 8.

ces zones d'intensité différente que le recours à l'histoire demeure indispensable, et justifie l'activité de ceux qui s'y livrent.

La christianisation de la relation clientélaire dont témoigne le passage de St Augustin ¹ que nous avons cité plus haut permet ainsi de mieux saisir la dimension religieuse que revêt ce rap-[p. 304] port dans de nombreuses sociétés contemporaines.

LES DIMENSIONS RELIGIEUSES DES RAPPORTS CLIENTÉLAIRES

Très souvent l'univers surnaturel est traversé des mêmes relations clientélares qui animent le monde des vivants. J'ai déjà cité la coutume chrétienne du "saint-patron", dont le nom devient le prénom du baptisé. Un proverbe sicilien dit : "Sans l'aide des Saints, on ne peut gagner le Paradis". Il est très intéressant de noter que dans les pays méditerranéens on constate l'existence simultanée d'un culte des saints largement répandu, et d'un système social fortement influencé par les liens de clientèle ². Les pays catholiques du Nord se présentent en revanche dans une situation exactement inverse.

Les individus projettent donc dans le ciel un de leurs modèles de relation sociale : le phénomène est attesté dans de nombreuses sociétés. Chez les bergers grecs ³ dont j'ai déjà parlé, les Saints et la Vierge sont des patrons dont l'appui est indispensable auprès de Dieu. À Malte, le même mot (*qaddis*) sert à désigner le saint et le patron ⁴. En Espagne, le modèle de la famille est la Sainte Famille, dont le membre le plus accessible est réputé être la Vierge ; Dieu est le patron suprême, et son clergé bénéficie d'un statut de patron intermédiaire ⁵ (on observe au Mexique ⁶ des mécanismes analogues). Les fidèles "traitent" même avec les personnages surnaturels comme avec des patrons terrestres ⁷ : ils font des promesses aux Saints ou à la Vierge, mais ne les tiennent qu'après avoir été exaucés. Toutefois certains signes extérieurs montrent que le "client-fidèle" est disposé à faire une promesse, à nouer la relation : vêtements mauves (couleur de pénitence) portés en public, marche pieds nus, port de la croix dans les

¹ Cf. *supra*, p. 274.

² Cf. J. BOISSEVAIN, *op. cit.* 31.

³ Cf. *supra*.

⁴ Cf. J. BOISSEVAIN, *Saints and Fireworks* (London, 1965), 121.

⁵ Cf. M. KENNY, "Patterns of Patronage in Spain", dans : *Anthropological Quarterly*, 33-1 (Jan. 1960), 14-17.

⁶ Cf. M. KENNY, *op. cit.*, 21-22.

⁷ Cf. G.M. FOSTER, "The Dyadic Contact : a Model for the Social Structure", dans : *Peasant Society* (edited by J.M. Potter, M.N. Diaz, G.M. Foster ; Boston, 1967), 222.

processions de la Semaine Sainte, offrande d'un cierge, etc. Dans les petits villages, la reconnaissance peut s'exprimer une fois la requête exaucée par la confection d'un ex-voto : fac-similé miniature de la personne en cire, ou de la partie de son corps qui a été guérie. Le signe de reconnaissance doit être exposé dans un lieu public, car il montre à tous qu'on jouit de la faveur divine, qu'on dispose dans le ciel de patrons puissants.

La clientèle se présente par ailleurs souvent comme une relation quasi-parentale. Dans les populations africaines Bantu, la formule d'entrée en clientèle est très nette. Le candidat client s'adresse ainsi à son futur patron :

"Donne-moi du lait, fais-moi riche, soucie-toi de moi, sois mon père, je serai ton enfant. ¹"

Les sociétés méditerranéennes ont réussi à associer dans le lien de clientèle cette double composante religieuse et quasi-parentale, à travers l'institution du parrainage. En Sicile, le personnage choisi comme patron devient le parrain ² de l'enfant de son client : l'engagement patronal est ainsi solennisé ³ par le recours à la religion, qui lui donne un caractère indissoluble ⁴. [p. 305] Le parrainage joue un rôle analogue en Espagne (*compadrazgo*), y compris dans les zones urbaines ; en Italie ⁵ et en Sardaigne ⁶, ainsi qu'en Grèce ⁷.

Il existe toutefois dans le monde contemporain des formes de clientélisme dont le caractère spécifiquement politique est plus marqué. Jusqu'à maintenant, j'ai surtout analysé ce phénomène dans ses aspects marginaux ou archaïques. Mais le clientélisme occupe souvent une place beaucoup plus importante dans le système politique des états développés, comme le montrent les cas de l'Italie, des U.S.A. et de la France.

¹ Cf. L. MAIR, *Primitive Government* (Penguin Books, Harmondsworth, 1966), 169.

² Cf. J. BOISSEVAIN, *op. cit.*, 21.

³ Cf. J. PITT-RIVERS, "Ritual kinship in the Mediterranean : Spain and Balkans", dans : *Mediterranean Family Structures* (Peristiany edit., Cambridge, 1976), 32,4.

⁴ Cf. M. KENNY, *op. cit.*, 18.

⁵ Cf. L.W. MOSS – S.C. CAPPANNARI, *Patterns of Kinship, Comparaggio and Community in a South Italian Village*, 30.

⁶ Cf. XWEINGROD, "Patrons-Patronage and Political Parties", dans *Comparative Studies in Society and History*, X-4 (1968), 392.

⁷ Cf. J.K. CAMPBELL, *op. cit.*, 223.

CLIENTÈLE À L'ITALIENNE

L'Italie se présente à vrai dire comme un cas-limite, moins significatif pour notre propos que celui des U.S.A. ou de la France, car la vie politique de ce pays est encore tributaire d'un certain nombre d'archaïsmes et d'un sous-développement économique bien moindres dans les sociétés européennes ou nord-américaines.

L'Italie doit en grande partie ces particularismes à la nature du processus selon lequel s'est faite l'unification du pays dans les années 1860-1870¹. Cette unification s'est réalisée de façon très rapide, sans que la population se sente vraiment concernée par la construction étatique. Une classe dirigeante étroite exerce un monopole sur la vie politique. Jusqu'en 1904, le Pape interdit aux catholiques d'y participer. De toute façon, le niveau de conscience politique est faible : en 1861, sur vingt-deux millions d'habitants, l'Italie ne compte que 900 000 électeurs, dont deux tiers s'abstiennent, par ignorance ou indifférence. D'autre part, le *Mezzogiorno* est perdant dans l'unification, qui se fait sous l'égide du royaume du Piémont, situé au nord de l'Italie. Le Sud sera toujours sous-développé par rapport au Nord, et rebelle à la pénétration des services étatiques, ce qui explique la faveur dont continuent à jouir les relations de clientèle, et le règne de la Mafia, très intégrée au système clientélaire. Mais l'Italie tout entière reste marquée par le clientélisme, qui est érigé en véritable système de gouvernement par le premier ministre (de gauche) Depretis en 1876, sous le nom de "transformisme". Le transformisme entend dépasser les clivages idéologiques : à partir de programmes de compromis, la droite et la gauche se fondent en une coalition unique où se trouvent représentés les intérêts des différentes fractions de la classe dominante. Le premier ministre bénéficie d'une majorité gouvernementale en négociant au préalable avec les dirigeants les plus représentatifs de l'opposition leur insertion dans l'équipe gouvernementale. Il n'y a donc plus alternance au pouvoir d'une droite et d'une gauche, mais influence personnelle d'un *leader*, patron d'une masse de députés attendant de lui des avantages divers. Le Parlement tend à devenir une chambre d'enregistrement, les décisions prises par les représentants les plus en vue des groupes de pression. C'est pourquoi les crises ministérielles sont nombreuses : le chef du gouvernement [p. 306] les provoque lui-même pour rétablir l'équilibre au sein du groupe qu'il dirige. Comme dans l'Antiquité, ce clientélisme priva l'Italie d'une véritable expérience démocratique et fit le lit du fascisme, en discréditant dans l'opinion publique la classe politique et le régime parlementaire.

¹ Cf. N. ROULAND, *Cours d'histoire politique et sociale contemporaine* (cours polycopié, Aix-en-Provence, 1980), 32-33, 44-46, 48.

Comme je le disais plus haut, le Sud se présente dans cet ensemble avec des traits clientélistes encore plus marqués ¹. Dans les années 1960, on a pu conclure de l'analyse des votes dans 76 communes du Mezzogiorno :

"...les votants sont motivés par des considérations économiques personnelles strictement locales, l'idéologie et l'aspect national des problèmes comptent pour très peu, beaucoup de votes sont le simple résultat de liens de clientèle, les électeurs suivant un leader personnel d'un parti à l'autre".

Certains indices ne trompent pas : dans le Sud, 60% des individus refusent de discuter politique en public, contre 46% dans le Nord ; le panachage (*preferenza*) est deux fois plus fréquent dans le Sud que dans le Nord. Dans la petite ville calabraise de Motta Nuova, les enjeux "politiques" consistent dans le contrôle des postes tels que médecin de la ville, directeur du cimetière, gardiens de la paix, éboueurs. Des emplois et des faveurs sont accordés en échange des votes. Comme dans l'Antiquité, l'homme politique est entouré, durant la campagne électorale, de clients qui applaudissent à ses discours. Les thèmes de la campagne sont strictement personnels, chaque compétiteur cherchant à monter en épingle les défauts supposés de son rival. Au niveau supérieur, celui des élections nationales, la clientèle noyauté les partis politiques plus qu'elle ne s'y heurte. Les élections parlementaires sont gagnées par ceux qui contrôlent les collectivités locales, c'est-à-dire par les maîtres des réseaux clientélistes. Les députés du Sud interprètent leur mandat dans le même sens clientéliste : ils usent beaucoup plus fréquemment que leurs collègues du Nord des *interrogazioni* (question individuelle d'un député à un ministre) ; d'une façon générale, ils recherchent toujours des avantages personnels pour leurs mandataires (notamment l'obtention de tarifs de vente du blé intéressants ménageant les intérêts des grands propriétaires fonciers) et délaissent les problèmes d'intérêt national. Le corps préfectoral lui-même est coopté dans les clientèles locales, alors que dans le Nord le préfet est un authentique fonctionnaire. Après la seconde guerre mondiale, les groupes locaux ont confisqué à leur profit de nombreuses et importantes subventions accordées au titre des programmes de développement économique. À partir de 1950, il semble cependant que grâce à l'influence du P.C. et à la réforme agraire, le système clientéliste ait perdu de sa vigueur dans le *Mezzogiorno*. On ne peut toutefois parler que d'atténuation de son influence, non de sa disparition. Le cas de Castellamare di Stabia (l'antique Stabies), petite ville située à une trentaine de kilomètres de Naples, montre bien le caractère très relatif de ce déclin ². En [p. 307] 1977, les communistes avaient perdu treize sièges aux élections municipales,

¹ Cf. S. TARROW, *op. cit.*, 71-90, 332.

² Cf. R. SOLE, "Le sursaut des communistes dans une petite ville du Sud", dans : *Le Monde* (30 mai 1979), 7, col. 1-4.

après des succès brillants en 1976 (45,8% des suffrages). La démocratie chrétienne regagna alors sept points, passant à 40%. Mais surtout, le système clientélaire revint en force, dans la personne du véritable maître de la ville, M. Antonio Gava :

"Castellamare n'est-elle pas le royaume de M. Antonio Gava ? Et M. Antonio Gava n'est-il pas le symbole du féodalisme méridional ? Ce politicien de quarante-neuf ans, qui a pris la succession de son père, incarne le "clientélisme" en Italie. Ses hommes semblent être partout ; à la mairie, à l'hôpital, dans les banques, dans les thermes... et à Naples, où remontent tous les dossiers. Il peut donc fournir les denrées les plus précieuses à ses électeurs : des emplois et des pensions ¹".

Gageons que si par quelque miracle Cicéron revenait à la vie là même où il a été assassiné, il n'aurait guère de mal à faire de nouveau une brillante carrière politique...

Il se trouverait encore moins dépaycé en Sicile. Dans cette région extrême de l'Italie, le clientélisme traditionnel du Mezzogiorno se renforce de l'action de la Mafia ². Le "mafieux" rural, type social aujourd'hui presque disparu, était un patron : grâce à son influence personnelle, il dénouait les litiges, apparaissait comme une sorte de juge de paix. Comme sa violence se tournait essentiellement vers les riches dont il s'appropriait les terres, il était assez populaire. Sévèrement attaquée par le fascisme, la Mafia eut l'intelligence de collaborer avec les Alliés lors de la préparation du débarquement en Italie. Bien lui en prit, car les Américains installèrent aussitôt à des postes de responsabilité bon nombre de *maffiosi*, notamment dans les mairies de la partie occidentale de la Sicile. Les mafieux cumulaient donc les avantages du patron "traditionnel" et ceux inhérents à leur position dans l'Organisation. Cependant, la Mafia dut bientôt faire face à la nécessité d'une profonde restructuration. À partir de 1950, l'exode rural commence : le mafieux-notable de village a vécu. La Mafia va alors transplanter ses activités en milieu urbain, tout spécialement dans le domaine de la spéculation immobilière, riche en perspectives de profit. Sur le plan politique, elle va s'allier avec la démocratie chrétienne. Cette alliance allait de soi, car toutes deux avaient en commun une mentalité et des pratiques de type clientéliste. En échange des suffrages que se chargeait d'apporter la Mafia aux candidats de la D.C., le parti mettait à la disposition des protégés de la Mafia un certain nombre d'emplois dans l'administration. Comme dans la Rome antique, le chômage est pourvoyeur de clients. Ce système est très clairement décrit par un Sicilien, L. Sciascia :

¹ *Ibid.*, col. 1.

² Cf. L. SCIASCIA. "Deux ou trois choses que je sais de la Mafia", dans *Le Nouvel Observateur*, 756 (7-13 mai 1979), 108-150.

"La Mafia entretient avec le lalazzo (le pouvoir) ou bien un rapport de corruption pure et simple à base d'argent, ou bien un rapport de type électoral, en donnant aux impétrants démocrates-chrétiens l'assurance de leur faire obtenir le maxi-[p. 308] mum de voix possible. Haut responsable du racket électoral, elle se charge aussi bien de ramasser les "clients" le jour de la consultation que de faire pression sur eux par la peur, la violence, la corruption et les menus services. Il ne faudrait pas croire en effet que l'organisation "clientélaire" de la Mafia est seulement prévarication ; elle ne néglige nullement, bien au contraire, les mécanismes de l'intérêt. Quoi de plus intéressé que la promesse du posto, de la place, lorsque vous êtes chômeur ? Ou les facilités qui vous sont offertes – celles qu'une bureaucratie normale devrait garantir à tous les citoyens mais qui, en Sicile, prennent l'aspect d'une faveur très spéciale ?...

"En Sicile, il est quasiment impossible de les avoir sans l'intervention de quelque intermédiaire, c'est-à-dire d'un mafieux capable de peser de tout son poids sur les employés des services administratifs. Que vous réclamera-t-il en échange du service rendu ? Quelque chose de modique, votre bulletin de vote en faveur de la démocratie-chrétienne. Pourquoi donc le lui refuseriez-vous ? Ne vous a-t-il pas tiré d'embarras ?

"Il y a une telle faim de posti en Sicile, les chômeurs sont si nombreux et les places si rares que le pouvoir mafieux n'est pas près de disparaître. D'autant que personne ne croit, et avec raison, que les concours se déroulent de façon normale et que ce sont les meilleurs qui gagnent. Alors, admettons qu'à la veille d'une consultation électorale la municipalité lance un avis de concours pour cent places dans l'administration de la ville de Palerme. Les aspirants, nul n'en doute, seront au moins dix mille ; or dix mille chômeurs qui veulent du travail, cela veut dire dix mille familles avec leur parenté élargie, soit au moins quatre-vingt mille personnes. Le mafieux intervient, promet des places pour tout le monde, se révèle un intermédiaire courtois, efficace, de commerce agréable.

"On pourrait maintenant me dire : "D'accord, le mafieux promet des places, mais il ne sera jamais en mesure de tenir ses promesses, son crédit va se dégonfler comme un ballon de baudruche". Ce serait vrai si les cent places offertes au départ n'étaient pas au bout du compte réellement attribuées à des chômeurs protégés par la Mafia ; or elles le sont ; cent chômeurs cessent tout à coup d'être chômeurs, et ce sont des gens que vous connaissez, qui font partie de votre voisinage, dont personne n'ignore qu'ils étaient recommandés. Qui s'étonnera alors qu'aux élections cet

ensemble de réseaux familiaux vote, en tout ou en partie, pour le parti conseillé par le mafieux, c'est-à-dire pour la D. C ? ¹ "

Forts de l'exemple sicilien, nous ne nous étonnerons pas de constater l'importance du rôle joué par la Mafia dans un pays dont le système politique est lui aussi très marqué par des pratiques clientélistes : les U.S.A.

LA "MACHINE" AMÉRICAINE ET LE CLIENTÉLISME

Les U.S.A. sont certainement le pays développé où le fonctionnement des partis politiques recourt le plus largement aux pratiques clientélistes. Le caractère mécanique et apolitique des rapports personnels qui régissent les déplacements de voix est tel qu'on appelle "la Machine" l'ensemble du système de trocs et jeux d'influence commandant la mise en œuvre de suffrages ².

Les collecteurs de voix sont les chefs de cantons (*precinct captains*) et de district (*ward leaders*). En 1940, le *precinct* regroupe 400 électeurs. Ses dimensions territoriales sont très variables, car elles sont fonction de la distance séparant l'électeur du bureau de vote, et du nombre de votes qui peuvent être exprimés dans une journée. Le *ward* est beaucoup plus important : il regroupe 14 à 30 *precincts*, soit de 8 400 à 18 000 électeurs. Le *precinct captain* doit présenter les caractéristiques du milieu social dominant dans sa circonscription : ouvrier dans un quartier pauvre, de préférence avocat dans les quartiers riches. C'est naturellement dans les secteurs pauvres que la machine clientéliste fonctionne le mieux, car les électeurs sont dans une situation de dépendance économique ou culturelle accrue, qui les prédispose à la cession de leurs voix moyennant des services divers. À la fin du XIX^e siècle, quand débarquait à New York un flot d'immigrants italiens, la Mafia sut admirablement jouer du désarroi et de la pauvreté de ces nouveaux venus. La Mafia bénéficiait d'un monopole ³ : d'une part c'était la seule structure d'accueil et d'organisation de défense dont pouvaient bénéficier les immigrants, d'autre part ces derniers retrouvaient en elle un modèle de rapports sociaux auxquels ils étaient habitués dans leur pays d'origine. Par ailleurs, ces immigrants étaient tout à fait indifférents à la politique américaine :

¹ *Ibid.*, 135

² Cf. J.L. SEURIN, *La structure interne des partis politiques américains* (Paris, 1953), 119-216 ; R.K. MERTON, *Éléments de théorie et de méthode sociologiques* (Paris, 1965), 126-132.

³ Cf. L. SCIASCIA, *op. cit.*, 149.

céder leurs voix ne leur coûtait pas grand-chose. Enfin, le clientélisme de la Mafia se fondait harmonieusement avec celui de la "Machine" : les hommes politiques s'adressaient aux chefs de la Mafia comme à des *leaders* et *captains*, leur demandant des voix en échange d'emplois. Nourri par l'immigration, le clientélisme politique lui survécut, car il correspondait à une tradition spécifiquement américaine, et surtout à un *consensus* à peu près général : les grands partis politiques étant d'accord sur l'essentiel, il fallait bien que la répartition des postes et des voix se fît sur d'autres critères que les options idéologiques. L'apolitisme clientélaire – bénéficiant en fait aux tendances conservatrices du pays – combla ce vide.

Poursuivons plus avant dans la description de sa mécanique, qui rappelle sur de nombreux points le fonctionnement des tribus romaines antiques.

À l'échelon de base, le capitaine de *precinct* dispose d'environ 75 à 100 votes "sûrs" sur un total moyen de 400 électeurs. Il doit donc gagner au minimum 101 voix grâce à ses relations de clientèle. Il dispose pour cela de l'appui du *ward leader* dans lequel est englobé son *precinct*. Celui-ci coordonne les activités des capitaines, sur des bases strictement personnelles et apolitiques. Laissons la parole à un des plus fameux *ward leaders*, G. Plunkitt, qui résume ainsi le contenu et la philosophie de ses [p. 310] fonctions :

"S'il y a dans mon district une famille dans le besoin, je le sais avant les sociétés charitables ; moi-même et mes hommes, nous sommes les premiers à être sur les lieux. En conséquence, les pauvres lèvent les yeux vers G. Plunkitt comme vers un père, viennent à lui quand ils sont dans le besoin, et ne l'oublient pas le jour des élections... ¹"

"Les politiciens qui ont un succès durable en politique sont des hommes qui restent toujours loyaux envers leurs amis, même jusqu'à la porte de la prison centrale s'il le faut ; des hommes qui tiennent leurs promesses et ne mentent jamais. Richard Crobes répétait que dire la vérité et ne pas manquer à ses amis, c'était le fonds de commerce du chef politique ²".

Ces principes expliquent que le capitaine de *precinct* soit avant tout un homme de terrain. Son action déborde largement le temps de la campagne électorale. En fait, c'est grâce à la stature qu'il aura réussi à se donner en période non-électorale qu'il pourra solliciter les suffrages le moment venu. Il doit en effet devenir – et rester – l'"homme indispensable" de son quartier, un petit notable urbain, ce qui, répétons-le, lui sera d'autant plus facile que ce quartier est pauvre et comporte une

¹ Cité par D.C. COYLE, *Le système politique des États-Unis* (Paris, 1955), 72.

² Cité par J.L. SEURIN, *op. cit.*, 197.

proportion importante de nouveaux venus. Comme tout patron, il joue ce rôle d'intermédiaire entre l'appareil bureaucratique et la micro-société sur laquelle il exerce son influence, rôle que nous avons si souvent constaté. C'est lui qui guide l'immigrant dans les méandres de la procédure de naturalisation, réunit les pièces d'état civil, intervient auprès des bureaux, obtient un logement, remplit les déclarations d'impôt sur le revenu.

Les ressemblances avec le patron antique sont frappantes il distribue des paniers de nourriture, véritables sportules (dans un *ward* de Chicago, on distribuait 4 000 paniers en un an) ; intervient dans le domaine judiciaire, notamment grâce au système de la liberté sous caution, en consignait l'argent nécessaire à la libération de ses obligés. Ce patient et minutieux travail, s'il est bien mené, porte ses fruits le jour des élections, où le patron demande alors à ses clients de remplir leurs obligations de suffrage. Il commence par interroger discrètement les électeurs sur les intentions de vote. Puis, faisant le tour de ses clients, il leur rappelle qu'ils tiennent de lui seul tous les avantages dont ils jouissent. Le jour du vote, le capitaine doit s'assurer le contrôle du bureau de vote (jusqu'en 1950, le bureau siégeait toujours dans la boutique d'un de ses clients). La composition des listes soumises au choix des électeurs est déterminée de façon occulte par les capitaines et les *ward leaders*. En principe, le suffrage est secret. Mais dans la pratique, peut-on parler de liberté réelle de vote lorsque l'électeur est entouré par les hommes de main du capitaine, et soumis les jours précédant le scrutin à de fortes pressions de la part de ce dernier ? L'électeur américain n'est guère plus libre que le [p. 311] citoyen romain du temps de Cicéron. D'autant plus que le capitaine loue les services d'individus (les *workers*, les "travailleurs") qui remplissent exactement les mêmes fonctions que les *curatores* et *divisores* des tribus de l'Antiquité romaine. Au nombre de 3 à 10, ils sont chargés d'acheter les votes le jour des élections. On estime que dans les années 1946, entre un tiers et un quart des frais inhérents à la campagne électorale étaient engagés à de telles fins. D'autre part, rappelons que le *precinct* est une petite unité : 400 électeurs. Le capitaine connaît donc suffisamment son monde pour se douter de l'identité des votants susceptibles de lui faire défaut, et exercer en conséquence d'éventuelles représailles.

Mais si l'électeur ne connaît que les capitaines et les *ward leaders*, la machine comporte un étage supérieur : celui du *boss*. Le *boss* est l'homme politique auquel les capitaines et les *leaders* doivent, suivant l'expression consacrée, "livrer la marchandise" (*deliver the goods*), c'est-à-dire assurer un certain nombre de suffrages. Car le capital de voix dont ils disposent constitue leur atout dans la relation quasi-contractuelle qu'ils nouent avec le *boss*, qui n'a lui aucun contact avec les électeurs. Les obligations qui en découlent sont synallagmatiques. Les capitaines et *leaders* apportent "leurs" voix au *boss*, mais ne peuvent les conserver ou augmenter la taille de leur capital électoral qu'avec son appui. Car les emplois qu'ils distribuent, les services qu'ils rendent, sont en réalité obtenus grâce au *boss*, qui met en œuvre ses relations ou son influence dans l'administration et le monde de la politique pour les obtenir. En général, le *boss* contrôle toujours les

secrétaires de mairie, qui occupent un poste idéal pour l'exercice du patronage. Le *boss* est la source réelle des avantages que l'électeur attribue aux capitaines et aux *leaders*, mais ce sont ces derniers qui "vont au charbon". De plus, le *boss* leur fournit un emploi dans les services municipaux ou l'administration qui n'est qu'une sinécure, leur permettant de consacrer l'essentiel de leur temps à leurs activités sur le terrain. Dans les années 1950, plus de 80% des *ward leaders* et 70% des *precinct captains* de Chicago tiraient leurs revenus de l'exercice d'une fonction publique obtenue par protection. L'intérêt du système pour les *leaders* et capitaines est donc double : d'une part, au niveau du prestige, le *boss* leur fournit les moyens de jouer leur rôle de patrons ; d'autre part il leur procure un emploi factice qui leur permet de disposer de la majeure partie de leur temps. La "machine" clientélaire est donc pour ses agents un important facteur de promotion sociale (n'oublions pas que capitaines et *leaders* sont issus des milieux modestes qu'ils patronnent).

Le caractère clientéliste du système politique américain s'est quelque peu atténué depuis les années 1950, en raison du développement des services sociaux et la diminution de l'immigration. Toutefois, le chômage, la pauvreté et la surpopulation urbaine favorisent toujours la permanence des pratiques clientélistes, comme dans la Rome antique. Bien que le taux de [p. 312] clientélisme des mœurs politiques américaines s'explique naturellement par un contexte historique propre aux U.S.A., le lecteur français aura sans doute été étonné d'en constater le degré élevé. Il aurait tort cependant de croire que le clientélisme politique est absent de la France contemporaine.

LE CLIENTÉLISME POLITIQUE DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE ¹

Tout lecteur familiarisé avec les problèmes de politique étrangère a l'habitude d'entendre parler d'"états-clients" ². Chaque superpuissance a les siens : parmi ceux des U.S.A. on compte un certain nombre de "républiques-bananières" d'Amérique du Sud, l'U.R.S.S. a les Cubains. Pour être plus modeste, le rôle patronal de la France n'est pas moins réel à ce niveau, et se déploie en Afrique. Les relations personnelles entre les dirigeants paraissent primordiales. De Gaulle

¹ L'essentiel des développements qui suivent sont inspirés par l'article de J.F. MEDARD, *"Political Clientelism in France : a re-Examination of the Relations between Center and Periphery"* – (à paraître), que je remercie d'avoir bien voulu me communiquer son étude avant publication. J'exprime également ma reconnaissance à M. PIVASSET, Professeur à la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, pour les indications qu'il m'a fournies sur ce même sujet au cours de nos conversations.

² Cf. un autre article de J.F. MEDARD : "Le rapport de clientèle", dans *Revue Française de Science Politique*, XXVI-1 (1976), 103-131.

et Foccart furent ainsi les patrons de certains chefs d'état africains¹. Plus récemment, les relations entre V. Giscard d'Estaing et Bokassa I, l'ex-empereur de Centrafrique, relèvent de la même analyse : certaine affaire de diamants mériterait d'être analysée dans ce contexte... On relèvera aussi combien le souverain déchu aimait appeler "mon cousin" le Président de la République française : la référence à une relation quasi-parentale confirme la nature clientélaire du lien qui existait entre les deux hommes.

Mais le rôle international de la France n'est pas aussi grand que l'on choisisse ce champ pour y étudier les rapports de clientélisme politique que connaît ce pays.

Le clientélisme politique français à usage interne bénéficie d'une longue tradition. La structure du parti radical sous la III^e République était régie par ce type de lien : le parti noyait les notables afin d'avoir leurs clients pour électeurs². Depuis cette époque, il est certain que le taux de clientélisation des partis politiques français a baissé. Mieux que les constitutions, l'influence des *media*, l'urbanisation des campagnes, ont atténué les particularismes locaux. Les attitudes mentales collectives s'exercent de plus en plus dans un cadre national. Cependant, comme nous allons le voir, le clientélisme n'a pas disparu. On s'explique mal *a priori* le silence quasi-général³ des spécialistes de science politique à son sujet. Les auteurs américains n'éprouvent point de ces pudeurs quand ils décrivent le fonctionnement de leur propre système. Mais en France, la vertu politique ne peut s'exprimer que dans des choix idéologiques : le pragmatisme anglo-saxon est vulgaire et terre-à-terre. Les relations de dépendance personnelle doivent donc se camoufler derrière des rationalisations. L'ennui, c'est que, comme disait Lénine, "les faits sont têtus".

CLIENTÉLISME ET ADMINISTRATION

Le premier trait du clientélisme politique français ne suscite [p. 313] aucune surprise, car il est commun à d'autres sociétés dont nous avons déjà examiné le cas. Il est associé au phénomène des notables, dont la fonction patronale est celle de médiateurs entre la ville et la campagne, la capitale et la province, la grande ville et la bourgade. Le notable dispose d'un réseau de relations dans l'appareil d'état. Patron de ses solliciteurs et futurs obligés, il est néanmoins simultanément client de plus puissants que lui, ceux qui contrôlent les ressources qu'il distribue à ses clients. Le notable joue donc le rôle d'un patron intermédiaire. Tous les médiateurs ne sont cependant pas des notables. Le notable bénéficie d'un prestige local qui l'enracine fortement dans la société qu'il

¹ *Ibid.*, 121 et n.66.

² Cf. J.L. SEURIN, *op. cit.*, 119.

³ Exception faite des articles de J.F. MÉDARD, cit. *supra*, n.38-39.

patronne. Le charisme peut provenir de la tradition (ancienneté des liens qui l'unissent, lui et sa famille, à cette société) : le cas de F. de Saint-Clair que j'ai étudié plus haut ¹ correspond à cette définition. Ou encore il peut être dû à l'accomplissement de fonctions électives, éventuellement cumulables avec les bénéfices tirés de la tradition. Deux exemples concrets donneront un peu de chair à ces types relativement abstraits.

Le premier concerne la relation entre le notable et le préfet * du département où est incluse la collectivité qu'il patronne. Le notable use de son influence pour collaborer avec le préfet dans le maintien de l'ordre public : le notable traditionnel garantit l'ordre social existant plus qu'il ne le conteste. Quant au préfet, il dispose d'assez de pouvoirs pour délivrer au notable des passe-droits, accélérer ou faciliter des procédures, accorder des autorisations qui permettront au notable de pouvoir jouer son rôle de patron.

Le maire peut être un de ces notables dont la collaboration avec l'administration et sa bureaucratie peut se révéler fructueuse et s'analyser en termes de clientélisme. Certains auteurs ont étudié de ce point de vue les liens tissés entre un maire et le service des Ponts et Chaussées ². Pour des raisons évidentes, cette administration régit un secteur-clef de la vie communale. Ses dirigeants locaux doivent donc en profiter pour jouer un rôle de patrons :

"... le comportement du fonctionnaire s'explique autant par sa position dans un territoire constitué de clients et/ou d'administrés, que par sa position sur l'échelle hiérarchique de l'organisation (...) Savoir se rendre utile par tous les moyens petits et grands, c'est la meilleure façon de travailler de près une commune. Pour cela, un maire doit être reconnaissant au moins autant que si vous lui faites un prix avantageux pour des travaux (...) La compétence principale requise pour un responsable d'une cellule territoriale réside dans son sens des relations avec les représentants de la société locale de son aire... Ces [p. 314] fonctionnaires vont jusqu'à enserrer les représentants politiques et économiques dans un faisceau de services rendus et d'échanges qui transforment la relation entre le fonctionnaire et l'administration en un rapport complexe de clientèle."

L'étude des fonctions du maire mérite d'ailleurs que nous lui consacrons plus que ces quelques lignes. Il est en effet le point de convergence de multiples

¹ Cf. *supra*, p. 300-303.

* La prochaine disparition des préfets (remplacés par des "commissaires de la République") et la mise en œuvre de la décentralisation, décidées par le gouvernement socialiste, priveront-elles ce type de clientélisme de son principal moteur ?

² Cf. J.C. THOENING, *L'ère des technocrates, le cas des Ponts-et-Chaussées*, (Paris, Ed. d'Organisation, 1973).

demandes : ses liens avec l'Administration en font un interlocuteur privilégié. Il convient cependant de distinguer à cet égard communes rurales et urbaines.

Dans les premières, le maire appartient surtout à la bourgeoisie des professions libérales. Leurs membres disposent en effet de plus de facilités que de simples paysans pour construire le réseau occulte de relations nécessaire à l'exercice pratique de leurs fonctions. Deux traits situent bien le maire au cœur de l'univers clientélaire : l'apolitisme – au moins apparent – dont il doit faire preuve ; le fait que toutes les études concordent à affirmer que la majeure partie de son temps est consacrée à la résolution de problèmes non-administratifs, de nature personnelle. En lui c'est un homme qu'on veut voir, non le rouage d'un mécanisme administratif :

"Le maire sait que ses administrés ne prendront jamais l'habitude de venir l'entretenir de leurs préoccupations le matin de 10 à 11 heures à la mairie. Il a bien essayé de le leur rappeler un certain nombre de fois... mais le pli est pris depuis très longtemps. Pour son prédécesseur, il en avait été de même. Ses concitoyens savent qu'ils peuvent venir à n'importe quel moment, que ce soit le moment du déjeuner, du dîner, ou bien encore lorsqu'il fait sa partie de cartes au café le soir avec ses amis. ¹"

Grâce au caractère personnel de ces rapports, il peut établir de meilleurs contacts entre ses administrés et la bureaucratie :

"L'administré n'est plus un personnage anonyme face à l'administrateur, au contraire il est connu de ce dernier avec ses qualités et ses défauts, ses joies et ses peines... Au contact des hommes, un dossier s'anime, prend un visage, et c'est au maire rural qu'il appartient d'humaniser les relations qui s'établissent entre les services et les particuliers... Le maire, on le sollicite, on le charge de toutes sortes de démarches, lui qui va à la ville, a accès aux bureaux et est reçu par les autorités, lui qui sait exposer une question et défendre un dossier. ²"

Les conditions de vie dans les communes urbaines sont, *a priori* moins favorables au clientélisme, car les relations de type personnel y sont moins fréquentes : qui ne connaît la paradoxale solitude des grandes villes ? Le maire ne peut donc connaître aussi bien chaque famille qu'en milieu rural. Cependant, même le maire d'une grande ville peut mener une politique de type clientéliste, à condition de disposer d'un certain nombre [p. 315] d'atouts, et de savoir les

¹ C. SCHMIDT, *Le maire des communes rurales* (Paris, Berger-Levrault, 1967), 30.

² *Ibid.*

employer avec habileté. Les relations de J. Chaban-Delmas avec Bordeaux qui ont débuté il y a presque trente-cinq ans (il est devenu maire de cette ville en 1947) en témoignent. Cet homme politique a su jouer sur trois tableaux. Au niveau local, J. Chaban-Delmas ne bénéficiait d'aucune filiation traditionnelle : c'était un "parachuté". Mais il sut se concilier l'aristocratie et la bourgeoisie locales, et gagner l'appui de l'Église catholique. Il apporta un soin tout particulier à se concilier les faveurs des gens âgés (constructions de foyers sociaux à eux réservés), particulièrement nombreux à Bordeaux.

D'autre part, notre homme sut donner constamment un aspect personnel à ses initiatives en multipliant les visites chez les commerçants, en étant présent aux manifestations locales.

Enfin, le maire de Bordeaux bénéficia d'atouts exceptionnels, dus au très haut rang des fonctions qu'il occupa sur le plan national : député sous les IV^e et V^e Républiques, ministre sous la IV^e, président de l'Assemblée Nationale, Premier Ministre de G. Pompidou. À ce niveau, il est tout à fait comparable à ce que furent des hommes tels que Pompée et Cicéron à la fin de la République romaine. Mais son cas – comme celui des Médecin que j'étudierai plus loin ¹ – est sans doute trop exceptionnel pour être vraiment représentatif. Le maire n'est facilement un patron que dans les communes rurales.

Il convient d'ajouter un troisième larron au duo préfet-maire : le conseiller général. Son action s'exerce au niveau départemental. Elle est plus modeste que celle du maire, car il dépend plus étroitement du préfet et contrôle moins de ressources et moins directement que le maire.

Mais ses fonctions de médiateur le rangent au nombre des patrons :

"... sa fonction rappelle les mœurs de l'Antiquité : c'est le "patron" entouré de ses "clients". Il crée effectivement autour de lui un réseau de relations qui rappellent à certains égards les protecteurs d'autrefois et d'où la politique, malgré sa discrétion, n'est pas absente (...) Les interventions qu'il fait sont multiples, diverses selon l'activité de la population, les traits principaux du canton, ses caractéristiques économiques et sociales : elles vont du permis de chemin, à une demande de pose de téléphone dans une ferme, d'aide médicale gratuite, etc. Le conseiller est celui qui défend le dossier à la Commission cantonale d'assistance, qui passe à la préfecture pour hâter la solution d'un problème ou le versement d'une allocation, qui peut intervenir à tout propos pour tout le monde ²".

¹ Cf. *infra*, p. 318.

² M.H. MARCHAND, *Les Conseillers Généraux depuis 1945* (Paris, A. Colin, 1970), 151-152.

30% des conseillers généraux sont membres de professions libérales, tout particulièrement des médecins :

"Par les occasions exceptionnelles de contact qu'elle entraîne, la tournée du médecin a quelque chose d'électoral dont l'efficacité se mesure au nombre de représentants de cette [p. 316] profession dans les assemblées départementales. Il est inutile d'insister sur cet aspect maintes fois souligné dans les études locales, du véritable magistère qu'exerce le médecin, et, à un moindre titre, le notaire et l'avocat. L'influence de la profession en tant que telle s'exerce d'autre part par les compétences qu'elle donne à l'élu : la connaissance des règlements d'assistance et de sécurité sociale, du problème des baux commerciaux ou de la patente. Dans la mesure où le conseiller général est le protecteur et le conseiller de ses administrés, ses connaissances l'aident à gagner la confiance de ses électeurs. ¹"

La diffusion du clientélisme ne tient cependant pas seulement aux fonctions des patrons. Certains milieux "portent" plus que d'autres : l'histoire forge des particularismes locaux favorables à la naissance et au développement d'attitudes mentales et de comportements clientélistes. Citons deux exemples.

DEUX TERRES CLIENTÉLISTES : NICE ET LA CORSE

Il faut bien constater que les rivages de la Méditerranée paraissent prédisposés aux relations clientélares. La forme du gouvernement local y est volontiers oligarchique : chaque village est gouverné par un conseil de notables dont les membres appartiennent aux familles les plus aisées et les plus anciennes. Seuls les notables sont *en pratique* éligibles : le simple citoyen n'a guère de chances de pénétrer dans l'oligarchie gouvernante. Les mœurs sont ici fort proches de celles de la République romaine.

L'analogie présentée par la Corse avec cette période est frappante :

"En Corse, la politique n'est pas la politique au sens où le mot et la chose sont admis dans les autres départements. Pour un citoyen appartenant à la génération actuellement aux commandes, "faire de la

¹ *Ibid.*, 119.

politique", c'est encore soutenir activement un clan, plutôt que militer pour un parti (...) Les clans, qui sont avant tout "des syndicats d'intérêts" peuvent apparaître, vus du continent, comme des relais autochtones entre les citoyens et les formations politiques à représentation nationale (...) "Un élu corse n'a pas d'électeurs, il n'a que des clients", dit-on à Ajaccio. Le citoyen qui a donné son suffrage – et ceux de sa famille – à tel ou tel, acquiert en effet des droits sur l'élu. Il n'en attend pas forcément une action civique intéressée au nom de la représentativité d'un mouvement d'opinion, mais il en exige à coup sûr des services de toute sorte, allant de l'obtention d'un permis de construire à une recommandation pour tel poste d'instituteur ou de garde-forestier (...) Son rôle essentiel (du député), comme celui des sénateurs, des conseillers généraux et des maires, est, intra-muros, de servir d'intermédiaire entre les membres du clan qui l'ont élu et une administration qui, hors de l'Hexagone, apparaît malgré elle comme étant de type colonial (...) "Que voulez-vous ?" m'a dit un Corse de la [p. 317] montagne... "chez nous tout le monde connaît tout le monde, et l'on sait bien quel est l'homme qui fera le meilleur maire ou le meilleur conseiller général. Se fier au hasard du suffrage universel pourrait amener des déconvenues. Le suffrage universel, chez nous, on le corrige !" (suivent des allusions au bourrage d'urnes, au vote des morts, etc.) ¹".

En Corse, la conception du pouvoir est patrimoniale et patronale : les intérêts concrets et le charisme du chef règlent les comportements "politiques", déterminent l'orientation des suffrages. Le maire appartient généralement au milieu des propriétaires fonciers. Plus que partout ailleurs, c'est un patron au sens antique du terme :

"... en dehors de la parenté, le noyau s'élargit en clientèle où l'on relève principalement ceux qui sont sous la dépendance du chef de parti, ses bergers, ses métayers, ses journaliers, ou ceux d'une manière générale qui attendent quelque chose de lui. ²"

Comme aux beaux jours de l'oligarchie romaine, les conflits se déroulent entre des clans, et ne sont pas articulés autour de lignes de clivage idéologiques. Autre trait commun, les rapports patron-client sont fortement hiérarchisés et inégalitaires :

¹ M. DENUZIERE, "Corsica Nostra" II : La fin des clans", dans : *Le Monde*, 12 septembre 1975, p. 1.

² F. POMPONI, "Pouvoir et abus des maires corses au XIX^e siècle", dans *Études Rurales* Guillet-décembre 1976), 156-157.

"... le moindre acte officiel délivré, la moindre demande agréée, sont reçus comme une faveur, comme un service, rarement comme un droit : c'est la différence de comportement entre un citoyen et un client. Les partisans attendent la satisfaction du chef indépendamment des règles et des limites imposées par la loi à son pouvoir ¹".

Les patrons font même référence à un des plus anciens devoirs clientélares ² que nous connaissions ³ dans la société romaine antique, le service militaire.

L'activité du patron obéit à deux finalités : règlement des affaires et distributions des ressources purement locales (*bassa politica*) ; organisation de la sollicitation et de l'obtention des avantages accordés par l'état français (*alta politica*), notamment les emplois en faveur des Corses qui se sont installés sur le continent. Toujours comme dans l'Antiquité, le patron obéit à des motivations d'ordre symbolique et électoral plus qu'économique. Avoir des clients est un signe de prestige, dont une des concrétisations réside dans le vote, qui est une confirmation du rapport hiérarchique. C'est ce que dit à peu près un de ces patrons :

"Un de mes frères gère nos propriétés ; moi, en qualité d'aîné, j'ai la direction politique. Je donne ma vie et je pourrais dire ma fortune à nos clients, et nos clients nous donnent leurs voix ⁴".

[p. 318]

Comme à Rome, les rapports de clientèle tendent à l'intégration sociale, car ils dissimulent les oppositions d'intérêts de classe entre patrons et clients sous le manteau des luttes de clans, dirigées par les patrons, qui appartiennent eux au même milieu social. À l'heure actuelle, l'autonomisme corse remet fatalement en question ces comportements clientélistes. Car le clientélisme corse joue en grande partie (comme ailleurs) un rôle de médiation entre la "métropole" et l'île. Dans la mesure où – à tort ou à raison – l'autonomisme réclame une refonte radicale des rapports entre l'île et l'état français, il ne peut que s'opposer au modèle clientéliste.

Rien *a priori* ne prédisposait Nice à se soumettre elle aussi à ce modèle. Ville capitaliste, centre touristique, aéroport international, siège de multinationales : rien de tout cela ne semble favoriser la formation de liens s'apparentant de près ou de loin à ceux dont nous venons de constater la force en Corse. Le nom des

¹ *Ibid.*, 158.

² Cf. N. ROULAND, *Pouvoir politique* (*op. cit.*), 150-156.

³ Cf. G. RAVIS-GIORDANI, " L'alta politica et la bassa politica : valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses (XIX^e-XX^e siècles), dans : *Études Rurales* (*op. cit.*), 173.

⁴ *Ibid.*, 172.

Médecin est indissolublement attaché au clientélisme niçois. Jean Médecin fut élu maire en 1928. Le style de son administration était très particulier, et était assimilable à une privatisation des fonctions administratives locales :

"À l'intérieur même de l'administration municipale, certains fonctionnaires subalternes connaissaient le maire comme un vassal connaît son suzerain (...) le maire enracinait progressivement son pouvoir en pourvoyant à la perpétuation dans son emploi d'un personnel entièrement dévoué à la cause de son maître et non seulement d'agent d'exécution administrative, mais aussi d'agent électoral aux fonctions multiples : collant les affiches, s'acquittant de la propagande en diverses occasions, etc. ¹"

Les cris que poussaient des femmes âgées lors de ses funérailles en 1965 témoignent de la nature du pouvoir qu'il sut bâtir. Elles pleuraient en disant : "Et maintenant, qui va nous protéger ?". Ses féaux le remplacèrent par son fils, instaurant une sorte de monarchie à la fois cooptative et héréditaire. Ici encore, les choix idéologiques n'ont guère d'importance, autre que symbolique :

"... on peut avancer que les distinctions nationales sont moins utilisées en elles-mêmes que pour marquer les significations différentielles de la vie locale. En cela, elles seraient analogues aux totems selon Lévi-Strauss, les clans locaux en usant pour se différencier les uns des autres beaucoup plus qu'en vertu d'une ressemblance avec l'animal totem. ²"

Cet apolitisme que nous avons très souvent constaté dans l'évocation des liens de clientèle en divers lieux et époques ne doit évidemment pas nous tromper sur la réalité de l'absence de neutralité politique des liens de clientèle. L'apolitisme ne sert qu'à masquer les vrais enjeux en obscurcissant les choix idéologiques et les lignes de césure des intérêts de classe : l'apolitisme [p. 319] clientélaire est un mensonge, qui ne sert qu'à brouiller les cartes au profit des groupes (quels qu'ils soient) installés au pouvoir. Aussi n'est-il pas en fin de compte surprenant de le voir se manifester là où on l'attendrait le moins : au sein même des grands partis politiques.

¹ M. AMIOT et H. DE FONTMICHEL, "Nice, un exemple de monarchie élective au XX^e siècle", dans : *Ethnologie Française*, 2 (1971), 52.

² *Ibid.*, 55.

LA V^e RÉPUBLIQUE ET LE CLIENTÉLISME DE PARTI

Comme je l'ai déjà signalé, c'est sous la III^e République ¹ que le clientélisme politique obtient en France ² ses lettres de noblesse sous l'égide du parti radical, très influent au niveau des notables ³.

La IV^e République en ses premières années allait rompre provisoirement avec ces pratiques, et développer un type nouveau de clientélisme. Les différents partis s'attachaient maintenant plus à coloniser l'administration elle-même, que les provinciaux par l'intermédiaire de l'administration. C'est le clientélisme de parti, qui succède au clientélisme de notables.

"Dès qu'ils furent au pouvoir, les partis se répartirent entre eux les différents services publics ; chacun exploita son propre secteur. Pour maintenir le contrôle du parti sur ce secteur, la suppléance des ministres absents était assurée par un ministre du même parti et non par un ministre dirigeant un département ministériel ayant des liens organiques avec celui du ministre absent. Les nominations aux postes de direction se faisaient ouvertement en fonction des intérêts des partis... La colonisation de l'administration à laquelle se livrèrent ces deux partis fut donc dans une certaine mesure la réplique au monopole dont avaient bénéficié pendant des années leurs ennemis. De plus, beaucoup de fonctionnaires avaient été épurés à cause de leur conduite sous l'occupation ; aussi, dans une période de crise où les règles normales de recrutement et d'avancement ne pouvaient être appliquées, il parut naturel de nommer des résistants authentiques aux postes qui se trouvaient vacants. Mais en raison des liens qui unissaient ces résistants à certains partis, comme par exemple ceux qui existaient entre Libération-Nord et la S.F.I.O., leur entrée dans les services correspondit à la mainmise des partis sur ces services. ⁴"

Le Parti Communiste ne devait pas demeurer en reste :

¹ C. ROIG, "L'administration locale et les changements sociaux", dans : QUERMONNE (éd.), *Administration traditionnelle et planification régionale* (Paris, A. Colin, 1964), 13.

² André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest* (Paris, A. Colin, 1913), 223.

³ M. FAURE, *Les paysans dans la société française* (Paris, A. Colin, 1966), 163.

⁴ P. WILLIAMS, *La vie politique sous la IV^e République* (Paris A. Colin, 1971), 675-676.

"Au Ministère de l'Industrie, Marcel Paul installa un cabinet de soixante-dix personnes et créa dix-neuf directions alors qu'il n'en existait que trois auparavant. Tant que Charles Tillon fut ministre de l'Air, les postes de direction de l'industrie aéronautique se recrutèrent par voie de petites annonces dans la presse communiste, et les fonctionnaires non-communistes furent épurés pour faire place à des membres du parti. ¹"

Mais en 1947, les communistes quittent le gouvernement : le tripartisme (M.R.P., S.F.I.O., P.C.) a vécu. Dès lors, la IV^e [p. 320] République retourne progressivement aux pratiques de la III^e. Mais la V^e République allait conduire jusqu'au stade de la maturité le clientélisme de parti seulement ébauché par la IV^e.

Ici encore, rien ne semblait prédisposer le régime instauré par de Gaulle à ouvrir de nouveau la voie au clientélisme de parti. Le Général n'avait-il pas maintes fois affiché sa répugnance vis-à-vis du "régime des partis" ? La Constitution et l'application qu'il en faisait ne poussaient-elles pas toujours plus loin les institutions françaises dans le sens du présidentielisme, surtout depuis que le Président de la République était élu au suffrage universel ? Oui, mais certaines réalités moins spectaculaires n'en formaient pas moins un terrain propice au clientélisme. D'abord parce que de Gaulle et surtout son premier ministre, responsable devant l'Assemblée, avaient besoin d'un parti pour s'assurer d'une majorité parlementaire. Certes, ce parti était en principe d'un loyalisme à toute épreuve. N'appelait-on pas ses membres "les godillots du Général" ? Mais les députés U.N.R. n'en tenaient pas moins à leurs sièges. Pour la plupart élus pour la première fois, ils entendaient bien rester au Parlement. Or une grande partie de l'opinion publique considérait à cette époque le gaullisme comme un phénomène transitoire : son chef était un homme déjà âgé, que la Nation n'avait appelé que pour résoudre la question algérienne. Il fallait lui survivre, et pour cela transformer des électeurs un peu accidentels en appuis sûrs. Cabinets ministériels et députés collaborèrent dans cette conquête rétroactive de l'électorat, qu'il s'agit d'attacher non plus seulement au Général, mais à ses députés. M. Debré, alors premier ministre, envoie même une circulaire à ce sujet aux membres de son gouvernement :

"Je tiens à attirer de nouveau votre attention sur la nécessité de ne pas laisser sans réponses les interventions faites par les parlementaires auprès des ministres et secrétaires d'État... Il est bien évident que toutes les interventions ne peuvent recevoir une suite favorable, mais il est nécessaire que le député ou le sénateur, en premier lieu celui qui vote pour le gouvernement, reçoive une réponse. La rapidité de la réponse, surtout si elle doit être favorable même partiellement – et il est des demandes

¹ *Ibid.*, 676-677.

raisonnables – en augmentera d'autant l'effet qu'une longue attente risque d'atténuer. ¹"

Le gouvernement réveillait ainsi de vieux réflexes radicaux. La réforme du système électoral dans le sens du retour au scrutin d'arrondissement devait elle aussi favoriser le retour au clientélisme :

"Les effets mécaniques ne sont pas les plus intéressants à observer. Le scrutin majoritaire à deux tours ne facilite pas seulement le regroupement des voix sur le plus nombreux, il favorise également un certain type de mœurs politiques. Un député élu au scrutin uninominal dans le cadre d'une circonscription a davantage d'obligations personnelles que n'en avait [p. 321] sous la IV^e République un député élu à la proportionnelle sur une liste départementale. Il sera sollicité d'une manière beaucoup plus directe et constante par ceux de ses électeurs qui ont besoin d'un service ou d'une recommandation. Il se constituera ainsi, par la force des choses, une clientèle plus sensible à ses interventions auprès des pouvoirs publics qu'à ses votes au Parlement. Dans un pays aussi centralisé que le nôtre, la France, où toutes les décisions importantes se prennent à Paris, une telle sensibilisation favorise de toute évidence les membres du parti gouvernemental, dont les démarches passent, même si ce n'est pas toujours vrai, pour plus efficaces que celles des membres de l'opposition. C'est ce qui permet aujourd'hui de comprendre la relative solidité de l'U.D.R.... Ainsi le parti gaulliste qui a été d'abord le parti d'un homme, est devenu progressivement un parti de clientèle. Le député de la V^e République est avant tout une assistante sociale. ²"

Mais le gaullisme ne se bornait pas à susciter un peu malgré lui la répétition d'anciens mécanismes. C'est en effet sous la V^e République qu'on voit apparaître une nouvelle catégorie de personnel politique, des technocrates jouant la carte de la haute administration, dont la fraction la plus jeune et la plus dynamique fut bien connue par le grand public sous le nom de "jeunes loups". Issus de l'E.N.A., dotés de solides ambitions, leur formation élitiste et de haut niveau – supposée ou réelle – leur permet de se servir des fonctions de la haute administration comme de vecteurs politiques. Mais le pouvoir administratif n'est pas tout. Dans un pays gouverné par des institutions démocratiques parlementaires, l'accès au pouvoir politique suppose un second ingrédient : la légitimation que confère l'élection populaire. De la conjonction de ces deux nécessités naît le recours au clientélisme. Le "jeune loup" va utiliser ses fonctions administratives pour se construire un réseau de relations personnelles, aussi bien au niveau local que national, dans le secteur privé et public. Ces relations lui permettront par la suite de se présenter

¹ Cit. par M. GOGUEL et A. GROSSER, *La politique en France* (Paris, A. Colin 1964), 219.

² G. MARTINET, *Le système Pompidou* (Paris, Le Seuil, 1973), 63-64.

devant ses électeurs dans les meilleures conditions, en faisant la preuve qu'il peut tenir ses promesses. La carrière de J. Chirac illustre parfaitement ce mécanisme. Comme il se doit, J. Chirac est issu de l'E.N.A. D'abord épaulé par M. Dassault, il doit sa véritable chance à G. Pompidou, qui le prend dans son cabinet alors qu'il occupe les fonctions de Premier Ministre. Il devient véritablement son client :

"... les journalistes ne se trompent pas, J. Chirac s'est fait de la fidélité à G. Pompidou une spécialité, il est son vassal au sens strict du terme ; sa carrière dépend du chef de l'État, qui l'a tiré des brumes technocratiques pour le rejeter vers la lumière du pouvoir. ¹"

Situé en ce point stratégique, J. Chirac dispose de toutes les facilités pour se forger sa propre clientèle. Ainsi de J. Mazeaud, qu'il appuie lors de son élection à Limoges :

[p. 322]

"Pour les municipales de Limoges, Jacques m'avait donné un sérieux coup de pouce, il plaidait tous mes dossiers, décrochait des décisions en faveur de ma région : l'aérodrome, le Centre Universitaire Hospitalier, l'Université, c'est à lui que je les dois. Les alpinistes savent renvoyer l'ascenseur. ²"

En effet, quand J. Chirac entreprend de se faire élire à Ussel, Mazeaud le présente aux amis qu'il a dans la région, qui eux-mêmes l'introduisent auprès des notables d'Ussel... Le biographe de J. Chirac résume parfaitement les atouts dont il dispose :

"... l'appui logistique du cabinet de Matignon, les conseils de Juillet, et l'argent de Dassault : l'héritage du père Queuille et la bénédiction de Spinasse ; le soutien des familles usselloises comme les Belcour, Mazeaud ou Limoujoux et leur clientèle : Chirac ne se parachute pas sans biscuits ³".

Les liaisons dont dispose J. Chirac avec la haute administration sont aisément perceptibles dans l'organisation concrète de sa campagne électorale :

¹ Cf. C. CLESSIS, B. PREVOST, P. WASSMAN, *J. Chirac ou la République des cadets* (Paris, Presses de la Cité, 1972), 12.

² *Ibid.*, 82.

³ H. DELIGNY, *Chirac ou la fringale du pouvoir* (Paris, Moreau, 1977), 84.

"La tournée au café et la claque dans le dos ne suffisent pas pour que se réparent les routes et que courent les lignes téléphoniques. Avec l'autorité du ministre, M. Chirac dispose de l'administration. Le préfet ou plus souvent le sous-préfet, l'accompagne dans ses déplacements. Une doléance est-elle émise ? "Prenez note". Et M. le Sous-Préfet, s'empresse de consigner. Dans le fief électoral, c'est le Sous-Préfet qui règle les détails des déplacements. Il trace l'itinéraire, fixe les rendez-vous, apporte les médailles, rédige les éléments de réponse aux questions qui seront posées..."¹

Tout ceci se passe dans la tradition clientéliste de l'apolitisme affiché et apparent : l'image locale qu'il donne de sa personnalité est soigneusement disjointe de sa structure nationale, alors qu'en réalité la première ne saurait exister sans la seconde. L'argot politique corrézien n'emploie-t-il pas le néologisme de "chiraquie" pour qualifier l'attachement des électeurs de J. Chirac (qui comptent un certain nombre de communistes) à leur *leader* ? On ne saurait mieux insister sur le caractère personnel des suffrages portés à son crédit. J. Chirac réussit un tour de force paradoxal : devenir un notable en usant avant tout de sa position au niveau du gouvernement central. Ce phénomène était complètement neuf par rapport au clientélisme de la III^e République, dont l'influence était due à un fort enracinement local préexistant.

L'exemple de J. Chirac illustre donc un processus nouveau, spécifique de la V^e République². Celle-ci n'en continue pas moins à perpétuer des pratiques plus anciennes, notamment au niveau de la conception du rôle du député.

¹ *Ibid.*, 70.

² Notamment au niveau de l'université, qui demeure le lieu de très anciennes traditions clientélares. L'étudiant qui s'attache à un maître le prend comme "patron" (le mot est couramment employé de nos jours dans les milieux universitaires) et lui doit coutumièrement une fidélité toute personnelle. Il cite ses œuvres dans ses travaux, le soutient au sein de l'université, l'entoure de signes de déférence. En échange, le patron accorde à son étudiant-client sa caution scientifique, et le protège dans son lent cheminement vers la consécration que représente l'agrégation, terme à compter duquel l'ex-client peut à son tour devenir patron. Dans l'intervalle, la soutenance de la thèse représente une étape importante. Elle ne rompt pas le lien clientélaire, car le patron continue à être utile. Mais elle le modifie, allégeant quelque peu la sujétion du disciple à son maître : il y a là quelque chose qui rappelle la pratique du "chef-d'œuvre" imposée aux artisans du Moyen Âge pour rentrer dans la corporation des maîtres. Le rôle du patron n'est toutefois pas borné au seul domaine scientifique : c'est aussi un pourvoyeur d'emplois. Car l'insertion professionnelle du candidat à l'exercice de fonctions enseignantes dans l'Université est longue et sinieuse. Dans bien des cas, l'obtention d'un poste pourvu des garanties de l'emploi (titularisation) demande au moins une dizaine d'années. Au cours de ce cheminement, le patron doit fournir son avis sur son disciple aux autorités qui ont en charge son dossier, et le défendre contre ses rivaux dans la lutte très concurrentielle pour le poste concerné. Parfois le patron figure dans les jurys chargés du recrutement. Les relations de clientèle jouent alors à un haut degré, surtout dans la mesure où les candidats sont

Depuis la Révolution de 1789, le député a toujours eu une fonction ambivalente. D'une part, il participe au nom de ses [p. 323] électeurs à l'élaboration législative de la politique du pays : il propose des lois, rejette, approuve, amende celles qui sont proposées par ses collègues ou le gouvernement. Mais il est également le représentant auprès du gouvernement et des institutions administratives centrales ¹ des intérêts particuliers de ses électeurs ².

Si on interroge les députés et les électeurs sur l'importance respective qu'ils attribuent à ces deux types de fonction, les résultats ne sont guère concluants : aucune ne prime réellement l'autre. Mais l'utilisation d'autres sources permet de saisir que ces "sondages" sont trompeurs. En réalité, les élus autant que les électeurs n'osent pas avouer que la fonction "nationale" des députés est très largement surévaluée. L'électeur parce qu'il entend se présenter avant tout comme un citoyen responsable, préoccupé des intérêts généraux du pays ; le député parce que son rôle législatif national lui semble plus prestigieux que celui d'un intermédiaire investi de la gestion des intérêts particuliers de ses mandants. C'est pourtant bien ce qui ressort de diverses analyses du courrier des parlementaires ³. La plus récente (1971) révèle que sur 2 000 lettres exprimant une demande d'intervention, 86,7% traitent de problèmes strictement personnels des solliciteurs, 10% ont trait à des affaires locales, 2,6% seulement concernent des questions d'intérêt national. Mais le député est moins bien armé que sous les régimes précédents pour faire face à cet afflux de demandes. L'accentuation de la tendance présidentielle de la V^e République et le déclin du rôle du Parlement qui en découle expliquent sa relative impuissance. C'est pourquoi le député est étroitement tributaire des cabinets ministériels, auxquels il transmet les demandes d'intervention. Un ancien ministre, B. Chenot, est très net à ce sujet :

"... par lui-même, il (le député) ne peut rien pour ses électeurs. Il se présente en solliciteur devant un ministre tout puissant... le rapport de force a changé ; le parlement ne siège plus en permanence. Le ministre n'est plus à la merci d'un débat. ⁴"

beaucoup plus nombreux que les postes à pourvoir (environ un poste pour dix postulants), et lorsqu'ils sont de valeur scientifique à peu près égale. Dans la mesure où ces luttes concernent l'attribution des fonctions les plus élevées dans une catégorie d'enseignement lui-même supposé de plus haut degré (il est dit "supérieur"), on saisit l'importance du phénomène clientélaire dans ce secteur particulier de l'administration française.

¹ P. M. DENIS, "Piston : les petites faveurs du pouvoir", dans : *Le Point*, 328, 1-7 janvier 1979), 26.

² R. BURON, *Le plus beau des métiers* (Paris, Plon, 1963), 32.

³ Cf. M.T. LANCELOT, "Le courrier d'un parlementaire", dans : *"Revue Française de Science politique*, XII-2 (juin 1962) ; ESCARRAS-IMPERIALPINI, *Courrier parlementaire et fonction parlementaire* (Paris, P.U.F., 1971).

⁴ Cit. par J.P. MEDARD, *Political Clientelism...* (op. cit.), 52.

Cette dépendance vis-à-vis des hommes au pouvoir joue évidemment en faveur des partis de la majorité gouvernementale. Elle provoqua il y a quelques années la formation d'un slogan célèbre : "l'État, U.D.R.", dont une variante plus récente est l'apostrophe "l'État des copains et des coquins". Sans se prononcer sur ces formules extrêmes, on peut en tout cas raisonnablement adhérer à l'opinion suivant laquelle...

"L'U.D.R. en est arrivée progressivement à avoir sur l'administration une emprise qu'aucune force politique en France n'avait pu s'assurer au même degré. Une manifestation importante de ce changement est que l'administration s'est profondément engouffrée dans la politique partisane. Dans plusieurs ministères, les contacts entre l'administration et les [p. 324] députés sont limités, par le biais d'ordres express adressés par les ministres aux députés de la majorité. ¹"

La dépendance du député vis-à-vis des ministères peut toutefois être moins accentuée dans le cas où ce dernier cumule plusieurs mandats. Ses requêtes seront alors examinées avec beaucoup plus d'attention... et de faveur. L'augmentation de la proportion de députés exerçant simultanément à leur mandat parlementaire celui de maire ou de conseiller général témoigne de la réalité du phénomène : 42,27% des députés en 1956, 64,08% en 1958, 71,88% en 1973. La taille de la "clientèle" dont dispose le député joue un rôle déterminant : 64 des 158 maires des villes dont la population dépasse 30 000 habitants sont députés. Il y a là un phénomène très comparable à celui que nous avons constaté à la fin de la République romaine ², où les grands personnages politiques cherchaient à multiplier leurs patronats sur les collectivités locales, afin d'augmenter leur influence au sein des cercles dirigeants.

Notons à ce sujet et pour conclure que le clientélisme n'est point le monopole des partis de l'ex-majorité, même si ceux-ci, jusqu'en juin 1981, disposaient évidemment de plus d'opportunités de le mettre en œuvre. Le Parti Socialiste fonctionne très souvent suivant un modèle clientéliste, qui double le système institutionnel interne du parti. Le Parti Communiste lui-même est également traversé de courants clientélistes, d'une nature il est vrai particulière : c'est plus le Parti qu'un individu qui joue le rôle de patron. Peut-être pourrait-on parler à son sujet de "clientélisme maîtrisé". Certains partis, tels le P.S.U., échappent en revanche à tout clientélisme. Mais ils sont fort peu nombreux.

Le clientélisme, s'il favorise les détenteurs du pouvoir, n'est donc pas un privilège des partis et gouvernements de droite. Car la dominance du trait

¹ E. SULEIMAN, "L'administrateur et le député en France", dans : *Revue Française de Science Politique*, XXIII-4 (août 1973), 756.

² Cf. *supra*, p. 215 sq.

clientélaire traduit un phénomène plus vaste, d'ordre socio-psychologique : de plus en plus, les partis doivent prendre en compte, sous la pression de leurs électeurs, des demandes non-politiques.

CLIENTÉLISME ANTIQUE ET CLIENTÉLISME MODERNE

Le rapide tableau des formes contemporaines du clientélisme politique que nous venons de brosser me semble conduire à deux conclusions. La première est celle de la permanence de certaines fonctions du rapport clientélaire, en particulier celle d'intermédiaire dans la distribution du pouvoir (clientélisme de parti, analogue à l'utilisation faite par les Romains des rapports clientélaire dans les relations entre les assemblées électorales et les candidats aux honneurs, et au sein de la "classe politique" que constituaient les cercles dirigeants) ; ainsi que dans la répartition d'avantages économiques émanant du pouvoir central vers la périphérie (clientélisme de notables, analogue à la multiplication des clientèles collectives, que j'ai analysé [p. 325] comme un phénomène de "clientélisation de la conquête ¹"). La seconde est d'ordre plus politique et s'élève au-dessus des contingences administratives qui marquent plus particulièrement la première. Elle consiste dans une *perversion de la démocratie*, et se relie ainsi intensément à la clientèle antique. La conception de la démocratie que les régimes parlementaires européens ont héritée d'Athènes se résume en fin de compte à deux traits. Le premier est d'ordre arithmétique : la majorité numérique, parce qu'elle est majorité, a le droit de définir une politique qui s'applique à l'ensemble du corps social. C'est le rôle des membres des chambres parlementaires, qui détiennent en principe le pouvoir législatif. Le second procède partiellement d'un acte de foi, et partiellement d'une analyse raisonnable, et consiste dans la conviction que les citoyens (le peuple) sont capables de comprendre ce en quoi réside l'intérêt de la collectivité, et de déterminer soit par eux-mêmes (démocratie directe, de type athénien), soit par l'intermédiaire de leurs représentants (démocraties représentatives parlementaires, de type moderne) les mesures concrètes destinées à traduire dans les faits cet intérêt public. Or le clientélisme politique brouille ces cartes car il procède de paris et finalités inverses : il s'attache à la personne, non au principe majoritaire ; il vise la satisfaction d'intérêts particuliers, non de celui de la collectivité ; il privilégie et renforce les détenteurs *actuels* du pouvoir au détriment des forces de changement, et s'inscrit ainsi en faux contre un principe démocratique par excellence, celui de l'alternance au pouvoir. C'est pourquoi l'"apolitisme", trait en principe caractéristique des rapports clientélaire, n'est qu'une façade : l'histoire antique et moderne montre que ces liens bénéficient en

¹ Cf. *supra*.

priorité aux détenteurs du pouvoir. Qu'on le veuille ou non, et même si ceux qui s'y soumettent n'en sont pas conscients, les relations de clientèle possèdent dans leur finalité un aspect authentiquement politique, celui de la préservation et de l'extension partielle et sélective de privilèges acquis. En ce sens, clientélisme et démocratie authentique sont condamnés à un irréductible conflit.

[p. 326]

ANNEXE :

LE MANUEL DE CAMPAGNE ÉLECTORALE DE Q. CICÉRON

[Retour à la table des matières](#)

À la fin de l'année 65 av. J.-C., Quintus Cicéron rédige un petit livre à l'intention de son frère Marcus (l'avocat) qui se présente au consulat, l'une des plus hautes charges de l'État. Il précise lui-même les motifs qui le guident :

"Je veux en effet qu'on ait dans ces pages-là un petit manuel de campagne électorale à tout point de vue parfait".

Nous disposons donc d'un document unique en son genre, qui mérite toute notre attention. Sa valeur est bien entendu relative. Nous sommes à une époque où le jeu politique se déroule de moins en moins aux comices. D'autre part, bien que rallié aux thèses de la classe dirigeante, Cicéron ne fait pas partie de la vieille aristocratie. Comme on le dit alors, c'est un "homme nouveau (*homo novus*)" un parvenu, après avoir été un "jeune loup", à la façon de ces Rastignac montant comme lui de leurs bourgades provinciales vers la capitale. Il ne dispose donc pas de clientèles préétablies, léguées par ses parents, et d'un réseau de relations préexistant : il s'est fait sinon tout seul, en tout cas lui-même. Il entend imposer une solution de compromis à l'homme providentiel de l'époque, qui est alors plus Pompée que César. Ce compromis passe par la diminution de l'influence du parti sénatorial conservateur. Pour le réaliser, Cicéron entend s'appuyer sur une "troisième force", représentée par l'ordre équestre – depuis un siècle séparé de l'ordre sénatorial – les publicains et les milieux de la finance, et enfin les notables des municipes italiens. Grâce à cette bourgeoisie un peu hétéroclite, il espère réaliser un compromis historique qui éviterait à la fois le danger d'une restauration réactionnaire de l'autorité du Sénat, et surtout une tyrannie démagogique exercée par un chef militaire. C'est pourquoi Quintus lui conseille de multiplier les appels

du pied aux publicains et aux élites municipales italiennes. Pratiquement rien, en revanche, sur les relations de clientèle : elles sont en perte de vitesse et, de toute façon, Cicéron aurait du mal à se battre sur un terrain qui n'est pas le sien, mais plutôt la chasse gardée de la vieille noblesse. [p. 327] Hormis ces paramètres de son équation politique particulière, Cicéron est soumis aux mêmes impératifs que les autres politiciens dans le maniement du système électoral tribu et centuriate. Si le candidat brigue une magistrature inférieure, les comices tribus sont compétents. Il cherchera donc plutôt des appuis dans toutes les classes sociales réparties dans les tribus. Mais, s'il se présente au consulat (c'est ici le cas de Cicéron) ou à la préture, ce sont les comices centuriates, régis par des impératifs censitaires, qui trancheront : il se souciera donc surtout du vote des plus riches. Cicéron a de la chance, car la tactique électorale qu'il doit employer correspond à sa stratégie politique : les publicains et notables municipaux qu'il cajole sont des gens très fortunés. La conquête des tribus exige évidemment du candidat certains déplacements en province. Toutefois, pour des raisons de commodité évidentes, l'essentiel du travail se fait à Rome, où toutes leurs tribus ont leurs lieux de réunions, et dont les magistrats résident aussi dans la capitale, ou y ont au moins un pied-à-terre, une sorte de "permanence". Les nobles se servent souvent de leurs affranchis pour maintenir le contact avec les tribus et leurs représentants : cette organisation, comme nous l'avons vu, offre une certaine ressemblance avec le rôle joué par la "machine" dans les partis politiques américains contemporains.

Comment Cicéron va-t-il mener sa campagne dans le cadre général que nous venons de décrire ? Pour le savoir, feuilletons ce petit manuel de campagne électorale.

Comme on peut s'y attendre, le facteur personnel joue un très grand rôle dans cette campagne. D'abord parce que c'est une caractéristique du jeu politique romain, ensuite parce qu'il s'agit ici d'une campagne électorale : c'est un homme qu'on élit. Dans les campagnes législatives, l'argumentation de fond tient un plus grand rôle. Quintus recommande donc à son frère de "faire paraître combien nombreux sont tes amis et à quelles catégories ils appartiennent". En l'occurrence, les publicains, les chevaliers, les notables des municipes, et les jeunes gens venus étudier l'art oratoire sous sa direction. Cependant, il faut étendre encore cette base :

"Il faut se créer des amis de différentes sortes : pour l'apparence, des hommes illustres par leurs charges et par leur nom, qui, même s'ils ne font rien pour te recommander, apportent cependant au candidat un supplément de considération pour avoir la protection de la loi, des magistrats, parmi lesquels, au premier rang, les consuls, et après eux, les tribuns de la plèbe ; pour obtenir le vote des centuries, des hommes jouissant d'une influence particulière. Ceux qui ont ou espèrent avoir grâce à toi les suffrages d'une tribu, ou d'une centurie, ou quelque avantage, voilà les gens qu'il faut particulièrement t'efforcer de gagner et de t'assurer."

Car en échange, poursuit Quintus, ils lui apporteront les [p. 328] suffrages de leur propre centurie ou de leur propre tribu. Nous savons en effet qu'une des plus grosses difficultés qui se présente à l'homme politique est de se gagner les tribus autres que la sienne : ce genre d'alliance réciproque fondée sur des déplacements de voix opérés à partir de pactes électoraux conclus entre leaders des groupes considérés permet de résoudre le problème.

Mais il s'agit là de personnes de qualité. Au cours de l'action quotidienne de la campagne, le candidat devra mobiliser autour de lui dès son lever et durant toute la journée toute une foule de gens, dont l'ampleur et la permanence à ses côtés montreront clairement à tous les badauds et électeurs potentiels l'importance de l'homme qu'ils entourent. Nous sommes dans un pays méditerranéen, ne l'oublions pas : le théâtre compte beaucoup, et presque tout se passe dans la rue. Quintus subdivise précisément en trois groupes cet entourage dont il précise bien la fonction politique :

"On doit veiller d'en avoir un (un cortège) où toutes les catégories, tous les ordres, soient représentés. Car cette affluence pourra, à elle seule, permettre d'évaluer ce que seront tes forces et tes moyens sur le Champ de Mars (c'est-à-dire lors des élections aux comices centuriates, qui s'y réunissent). Il faut distinguer, à ce point de vue, trois sortes de gens : ceux qui viennent vous saluer chez vous – j'entends ceux qui viennent en personne –, ceux qui vous conduisent au forum, ceux qui vous accompagnent partout."

Marcus est tout à fait conscient de l'importance des propos de son frère. Dans un de ses discours, il cherche à ridiculiser son adversaire en soulignant la minceur de son escorte :

"Mais à quoi bon énumérer les gens qui ne sont pas venus à ta rencontre", demande Cicéron à Pison, "... si je te dis que presque personne n'y est venu, même parmi cette race si prête à oblige que sont les candidats, bien qu'ils aient à peu près tous été, ce jour-là, avertis et priés. ¹"

Il faut dire que le candidat est exigeant. Le soleil n'est pas encore levé que ses obligés doivent se presser à sa porte. Quintus dit à son frère que sa maison doit être "pleine quand il fait encore nuit noire". Les plus malins, d'ailleurs, visitent

¹ CICÉRON, *Contre Pison*, 55.

successivement plusieurs candidats, supputant les chances de chacun, et abandonnant les moins sûrs. Marcus parle de ces pratiques dans son discours pour Muréna :

"... (il) s'est répandu le nouvel usage de se rendre en foule chez presque tous les candidats pour pronostiquer d'après leur visage la confiance et les chances de succès de chacun d'eux. "Voyez- vous comme il est triste, abattu ? Le voilà sans force, sans confiance ; il a jeté ses armes". Un bruit se répand : "Savez-vous bien qu'il prépare une accusation, qu'il enquête [p. 329] contre ses concurrents, qu'il cherche des témoins ? Je voterai pour un autre, puisque lui-même n'a plus d'espoir". De tels candidats voient se décourager leurs amis les plus intimes qui perdent tout leur zèle, renoncent totalement à l'entreprise, ou bien réservent leurs services et leur crédit pour le procès et l'accusation. ¹"

Quintus conseille en tout cas à son frère de faire comme si de rien n'était : même s'il sait que celui qui vient le saluer va peut-être le trahir, il ne faut rien laisser paraître, sous peine de perdre toute chance de le conserver.

Après la salutation matinale vient le trajet jusqu'au forum. C'est le moment-clef de la journée :

"Tu descendras au forum à heures fixes. Cela contribue beaucoup à la réputation, au prestige d'un candidat, que d'avoir tous les jours autour de lui, quand il descend au forum, un cortège nombreux."

C'est là qu'il faut avoir à ses côtés les gens de qualité : sénateurs et chevaliers, comme le dit ailleurs Marcus lui-même ². Pour un homme nouveau comme lui, c'est beaucoup :

"S'ils fréquentent notre maison, s'il leur arrive de nous accompagner jusqu'au forum, s'ils nous font l'honneur d'un seul tour de basilique, cela passe pour une grande marque de considération et d'égards. ³"

Puis vient le gros de la troupe : clients défendus lors de plaidoyers, individus de condition modeste. Ceux-là ne s'en tirent pas à si bon compte et vont devoir

¹ CICÉRON, *Pour Murena*, XXI, 44-45.

² CICÉRON, *Pour Murena*, XXXIV, 70.

³ *Ibid.*

suivre le candidat toute la journée. Les anciens clients le doivent bien à leur défenseur : tout le monde n'a pas la chance d'avoir un Cicéron comme avocat. Quant aux autres, ils sont pauvres : leurs suffrages ne comptent pas dans les comices centuriates. On ne peut donc leur demander que ce genre de service. Avec une certaine morgue, Marcus ajoute que dans l'obscurité de leur sort, ils seront même tout contents, pour quelques heures, de graviter autour d'une "star" de la politique (un peu comme ces petites gens qui, de nos jours, s'enorgueillissent d'avoir une fois dans leur vie touché la main d'un ministre, ou d'un président, alors qu'il prenait son "bain de foule").

"Les petites gens n'ont, à l'égard de notre ordre, d'autre moyen de s'attirer des bienfaits ou de les reconnaître, que de nous rendre cet office et de nous escorter lorsque nous sommes candidats. (...) Seul des amis d'humble condition et inoccupés (traduisons : des chômeurs...) sont capables de cette assiduité et leur affluence ne manque pas d'ordinaire aux hommes vertueux et bienfaisants. Ne cherche donc pas à priver cette classe inférieure de la satisfaction qu'elle trouve à nous rendre ces hommages, Caton. Laisse à ceux qui attendent tout de nous le [p. 330] moyen de nous accorder, eux aussi, quelque chose. Si ce n'est que leur propre suffrage, c'est maigre, puisque leur suffrage est sans aucune influence. Enfin, quant à eux, comme ils ont coutume de le dire, ils ne peuvent ni plaider pour nous, ni nous servir de caution, ni nous inviter chez eux. Tout cela, c'est de nous qu'ils l'attendent et ils ne peuvent reconnaître que par leur dévouement ce qu'ils ont reçu de nous."

Ces gens-là appartiennent certainement à ce que Cicéron nomme ailleurs "les égouts de la ville", "la racaille", "la populace à demi-affamée", et autres amabilités de ce genre. Constatons simplement que le mépris s'efface au profit de la mansuétude quand ces individus servent ses desseins politiques.

Notons au passage qu'il les gratifie même du titre d'"amis". Amis de pacotille, bien entendu. D'ailleurs Quintus le lui dit bien :

"Parmi tant de désagréments, la situation de candidat présente du moins cet avantage : tu peux sans honte, ce que tu ne saurais faire dans la vie courante, admettre que tu veux à ton amitié, des gens que tu ne pourrais, dans un autre temps, inviter à être tes amis sans que ta conduite parût déplacée : en période électorale, au contraire, si tu ne le faisais pas, et auprès de beaucoup de personnes et d'une façon active, tu semblerais un piètre candidat."

En réalité, figurent sans doute parmi ces pseudo-amis bon nombre d'humbles clients : la salutation matinale, nous le savons, est depuis C. Gracchus un de leurs devoirs.

Mais, quel que soit leur rang social, tous ces amis et obligés n'ont pas les mêmes motifs de prêter leur appui. Le candidat peut, selon les cas, jouer sur trois tableaux : les "bienfaits, l'espérance, la sympathie désintéressée". Les premiers sont surtout ceux que l'avocat a brillamment défendus ; aux seconds, le candidat doit faire comprendre qu'il pourra leur être utile ; quant aux derniers, il faut les renforcer dans leurs convictions. En bref :

"... pour tous les hommes de ces différentes catégories, tu devras juger et peser soigneusement les possibilités de chacun, afin de savoir comment tu dois chercher à plaire à chacun, ce que tu peux attendre et réclamer de chacun."

Mais tout cela ne suffit pas, car ne sont visés jusqu'à présent que les "amis". Or ...

"... la brigade des magistratures comporte deux sortes d'activité : l'une consiste à s'assurer le dévouement de ses amis, l'autre à gagner la faveur du peuple".

Quand Quintus résume les moyens à employer pour gagner [p. 331] l'électorat populaire, on comprend fort bien que son frère ait sans cesse confondu démocratie et démagogie :

"Cela exige que l'on connaisse les électeurs par leur nom, qu'on sache les flatter, qu'on soit assidu, qu'on soit généreux, qu'on excite l'opinion, qu'on éveille des espérances politiques (...) tu dois savoir feindre assez pour avoir l'air de le faire naturellement (...) la flatterie s'impose : elle a beau être mauvaise et avilissante dans la vie ordinaire, elle n'en est pas moins quand on est candidat, une nécessité (...) elle constitue vraiment une nécessité pour le candidat, dont l'air, la physionomie, le langage doivent être changeants et s'adapter aux façons de penser et de sentir de tous ceux qu'il aborde (...) ce qu'il n'est pas possible de faire, ou bien refuse-le aimablement, ou bien même ne le refuse pas du tout ; après tout, la première attitude est d'un homme bon, la seconde d'un bon candidat... tout le monde est ainsi : on aime mieux un mensonge qu'un refus..."

Être hypocrite ne suffit toutefois pas. Encore faut-il donner l'illusion de la bonté, de la disponibilité :

"Tu dois te prodiguer, être à tout le monde, veiller à ce qu'on ait la nuit comme le jour un large accès auprès de toi, et ce ne sont point seulement les portes de ta maison, qui doivent être ouvertes, mais ton air et ton visage, qui doivent être les portes de l'âme : s'ils laissent voir un cœur qui se retire et se renferme, il importe peu que ton huis soit grand ouvert."

Mais tout n'est pas affaire que de sentiments, même simulés. Le candidat doit utiliser au mieux les possibilités que lui offrent les subtilités du découpage électoral. Quintus insiste surtout sur la zone rurale et ses notables, car il sait bien que son frère dispose là d'un terrain d'action privilégié (n'oublions pas que Marcus a comme alliés privilégiés les élites municipales) :

"Il te faut t'occuper de la ville entière, de tous les collèges, cantons et quartiers. Si tu sais gagner à ton amitié les principaux personnages de ces groupes, par eux tu tiendras facilement la masse électorale. Après cela, c'est toute l'Italie que tu dois avoir, tribu par tribu, présente à la pensée et à la mémoire : ne souffre pas qu'il y ait un municipe, une colonie, une préfecture, enfin un endroit quelconque de l'Italie où tu ne possèdes pas un appui suffisant ; recherche et découvre dans chaque région ceux qui seront tes agents, connais-les personnellement, va à eux, attache-les à ta cause, fais en sorte qu'ils fassent campagne pour toi autour d'eux et soient, si j'ose dire, candidats pour ton compte. Ils désireront ton amitié, s'ils voient que tu recherches la leur. Tu le leur feras comprendre en leur tenant un langage approprié. Les gens des municipes et de la campagne, il suffit que nous les connaissions par leur nom pour qu'ils croient être de nos amis ; si avec cela ils pensent se ménager, par notre amitié, quelque appui, ils ne laissent pas échapper une occasion de nous obliger. Les candidats, en géné-[p. 332] ral (...) ignorent ces gens-là (...) Quand de la sorte tu te seras assuré d'une part le concours dans les centuries de ceux-là même qui, ayant des ambitions personnelles, se sont acquis une grande influence auprès des citoyens de leur tribu, d'autre part l'ardente sympathie des autres, de ceux qui peuvent agir sur quelque portion de leur tribu par suite de la situation dont ils jouissent dans leur municipe, dans leur quartier, ou dans leur collège, tu devras avoir la plus grande confiance."

Enfin, il convient de ne pas défaire tout ce beau travail réalisé par la mise en œuvre des relations personnelles et l'utilisation sans scrupule de la plus basse

démagogie en faisant des déclarations d'intention intempestives qui effaroucheraient une partie de l'électorat ainsi rassemblé. "Tu garderas pour toi tes desseins politiques", dit fermement Quintus à son frère. Il est beaucoup plus prudent de se tenir dans un certain flou où chacun, qu'il soit sénateur, chevalier, riche, ou pauvre, discernera ce qu'il veut bien voir.

J'ai déjà insisté sur la portée de cette ultime recommandation. Gardons-nous de trop en accentuer l'importance. D'abord, répétons-le, il s'agit d'une campagne *électorale*, non pas législative : il est normal que le facteur personnel compte beaucoup. De plus, nous savons que si Cicéron ne fait pas état de sa stratégie politique, il en a évidemment une : celle du compromis, que j'ai décrite plus haut. Enfin, il s'agit là de la campagne d'un homme qui se situe du côté des "gens de bien". Chez les *populares*, les choix idéologiques de l'électorat sont plus déterminants, et surtout plus apparents.

[p. 348-349]

**TABLEAU 1 :
L'ORGANISATION DES ASSEMBLÉES POPULAIRES
SOUS LA RÉPUBLIQUE ROMAINE ***

[Retour à la table des matières](#)

	Comices curiates	Comices centuriates	Comices tributes	Concilia plebis
Unités de vote	30 curies, 10 dans chacune des trois anciennes tribus ethniques	193 centuries, réparties en 2 groupes d'âge et 5 classes censitaires	35 tribus : 4 urbaines, 31 rurales	
Citoyens présent	Le peuple absent. À la fin de la République, chaque curie représentée par un licteur	Ouverts à tous les citoyens	Ouverts à tous les citoyens	Ouverts aux seuls citoyens plébéiens
Attributions électorales		Magistratures supérieures (consuls, préteurs, censeurs)	Magistratures inférieures	Tribuns et édiles de la plèbe et certains magistrats spéciaux
Attributions législatives	Votent la loi confirmant l'imperium des magistrats	Au début de la République, le principal organe législatif de l'état. Décline après la seconde guerre punique (218 av. J.-C.	Législation de toute sorte	
Attributions judiciaires (surtout avant la fin du II ^e siècle)		Pour les accusations capitales. Au 1 ^{er} siècle av. J.-C., limités aux accusations de haute trahison	Pour les crimes d'État passibles d'amende	
Lieu de réunion	Comitium (Capitole)	Hors de l'enceinte de la ville, presque toujours au Champ de Mars	Pour les sessions électorales, à la fin de la République, au Champ de Mars. Pour les sessions législatives et judiciaires, au Forum ou au Capitole, exceptionnellement au cirque Flaminius.	

* Les éléments de ce tableau sont empruntés à C. Nicolet, *Le Métier de citoyen* (Paris, Gallimard, 1976), 308-309.

[p. 350-351]

TABLEAU 2 : POINTS DE REPÈRE CHRONOLOGIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Dates (av. J.-C.)	Histoire intérieure	Principales guerres	Événements politiques et socio-économiques importants
vers 800 VIII ^e -VI ^e s.			Les Étrusques sont en Toscane. Colonisation grecque de l'Italie.
753	Date traditionnelle de la fondation de Rome.		
616	Arrivée des Étrusques sur le site de Rome et avènement des rois Étrusques (les Tarquins).		S'ouvre une période de dynamisme économique et démographique exceptionnellement brillante, due à l'apport étrusque.
509	Avènement de la République		La situation économique va commencer à décliner et tourner à la récession dans les décennies suivantes.
494	Sécession de la plèbe, création du tribunat de la plèbe.		Ouverture du conflit patricio-plébéien.
451-449	Loi des XII Tables		
351	Premier censeur plébéien		
343-290		Série des guerres samnites et des traités avec Carthage.	
304	Les formules d'action en justice sont divulguées aux plébéiens.		
264-190		Guerres avec Carthage et conquête de l'Orient	
201			Pénétration des cultes orientaux.
186			Sénatus-consulte des "Bacchanales" ; afflux des ruraux vers la capitale.
155			Suppression de l'impôt direct.
150	Polybe écrit son histoire de Rome.		
139			Début de la série des grandes révoltes serviles ; adoption progressive des lois instituant le suffrage écrit dans les assemblées populaires.
134-133	Tribunat et assassinat de Tib. Gracchus.		Tentatives de réformes agraires.
123-121	Tribunat et assassinat de C. Gracchus		
112		Guerre contre Jugurtha.	

Dates (av. J.-C.)	Histoire intérieure	Principales guerres	Événements politiques et socio-économiques importants
107	Marius consul pour la 1 ^{ère} fois.		
106	Naissance de Cicéron		
102		Marius bat les Teutons près d'Aix, les Cimbres à Verceil	
90-88		Guerre des Italiens contre Rome	
89-65		Guerres contre Mithridate	
82	Sylla est nommé dictateur		
70	Consulat de Pompée et Crassus		
67	Procès de Verrès		
63	Consulat de Cicéron		
58-50		Guerre des Gaules, conduite par César.	
49	César investit Rome		Installation par César de ses vétérans en Italie.
44	Assassinat de César.		
31	Bataille d'Actium		
30		Annexion de l'Égypte	
27	Le sénat confirme les pouvoirs d'Octave, qui devient Auguste.		

[p. 353]

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La recherche historique portant sur l'Antiquité a effectué des progrès immenses dans la dernière décennie. Sans faire de la nouveauté un parti-pris, le lecteur aura donc recours à des ouvrages récents, qui tiennent le mieux compte de l'apport des différentes sciences humaines et des acquis de la science historique.

Un obstacle d'ordre linguistique peut se présenter : le français n'est pas la langue la plus employée dans ces publications. L'anglais y domine, suivi par l'italien et l'allemand. Dans l'espoir de permettre au maximum de lecteurs de pousser plus loin l'étude de certains problèmes que ce livre ne fait qu'esquisser, je ne citerai cependant ici que des ouvrages rédigés en français, et dans le style le plus clair possible.

Les rapports entre archéologie et histoire (de Rome) sont fort bien traités par : P. GRIMAL, *Italie retrouvée* (Paris, P.U.F., 1979) ; P. GROS, *Architecture et société à Rome et en Italie centro-méridionale aux deux derniers siècles de la République* (Bruxelles, Latomus, 1978) ; F. COARELLI, *Rome* (Paris, F. Nathan, 1979), superbement illustré.

Les institutions publiques de la République romaine sont clairement présentées par : R. COMBES, *La République à Rome* (Paris, P.U.F., 1972). L'ouvrage de base reste cependant : J. GAUDEMET, *Institutions de L'Antiquité* (Paris, Sirey, 1967).

Une série d'excellents livres traitent de la politique et du droit public à Rome dans une optique "science politique" : C. NICOLET, *Le métier de citoyen* (Paris, Gallimard, 1976) ; L. ROSS-TAYLOR, *Les partis politiques à Rome au temps de César* (Paris, Maspéro, 1977) ; P. VEYNE, *Le pain et le cirque* (Paris, Le Seuil, 1976).

L'histoire sociale est bien exposée par : C. NICOLET, *Les Gracques* (Paris, 1967) ; P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine* (Paris, Maspéro, 1979).

Deux ouvrages guidés par une optique originale, et d'une lecture passionnante : J. P. BRISSON, *Spartacus* (Paris, Club français du Livre, 1969), qui évoque splendidement la crise de la République à travers l'histoire de l'esclave

révolté ; M. MESLIN, *L'homme romain* (Paris, Hachette, 1978) qui observe les Romains de la République sous un angle anthropologique, neuf à bien des égards.

Sur le problème particulier – mais si important – des rapports de [p. 354] clientèle, on lira, pour la période antique : N. ROULAND, *Pouvoir politique et dépendance personnelle dans l'Antiquité romaine – Genèse et rôle des rapports de clientèle* (Bruxelles, Latomus, 1979). Pour la période contemporaine, on est dans l'obligation de se référer à un ouvrage rédigé en anglais : *Friends, Followers and Factions* (éd. S.W. SCHMIDT, J.C. SCOTT, C. LANDE, L. GUASTI ; University of California Press, 1977).

À côté des auteurs modernes, il est également indispensable de situer les principaux auteurs anciens, grecs et romains, dont il est fait état dans ce livre * :

APPIEN (d'Alexandrie) – Auteur grec, il vécut à Rome où il fut avocat et haut fonctionnaire. Il composa vers 160 ap. J.-C. une *Histoire romaine* conçue selon l'ordre géographique des pays conquis, depuis les origines jusqu'à la fin du règne de Trajan. On le lit surtout pour sa description de la période des guerres civiles.

ARISTOTE (384-322 av. J.-C.) – Disciple de Platon surtout connu pour ses œuvres de philosophie pure, Aristote eut une vie mouvementée et parcourut en des sens divers les routes de la Grèce, au rythme des succès et des malheurs de ceux des dirigeants politiques qui le protégeaient. Philosophe, physicien, physiologue, historien, politologue, Aristote fut un savant universel. C'est notamment le fondateur de la Science Politique, le premier à dégager le champ du politique de la spéculation purement philosophique. Il est beaucoup plus réaliste que son maître Platon. Ainsi, dit-il souvent, "celui qui ne sent pas, ne connaît pas et ne comprend rien". C'est avant tout un observateur du monde concret. C'est pourquoi sa théorie et ses réflexions politiques sont fondées sur l'analyse minutieuse de dizaines de constitutions des cités grecques, et non seulement sur des idées abstraites, dont il disait : "Dire que les idées sont des modèles et que tout le reste participe d'elles **", c'est parler pour ne rien dire et user de métaphores poétiques". De telles opinions rendent encore plus précieux pour nous son avis sur les régimes démocratiques, qu'avec fort peu d'auteurs il se refusait à condamner formellement, exprimant toutefois ses préférences pour un régime mixte, empruntant ses caractéristiques à la fois à la monarchie, l'aristocratie, et la démocratie.

AUGUSTE (63 av. J.-C.-14 ap. J.-C.) – Premier empereur romain de fait, Auguste, né Octave et adopté par César, ne nous a laissé comme œuvre littéraire et politique que ses Mémoires (*Res Gestae*). Il n'échappe pas à la règle du genre, et il faut y voir plus un ouvrage apologétique – il s'agissait d'un récit destiné à la postérité – qu'une étude à caractère scientifique. Au moins les *Res Gestae* nous éclairent-elles souvent sur la mentalité du fondateur de l'Empire, même s'il se refusa toujours à y reconnaître la réalité monarchique de son pouvoir.

* Ils sont cités ci-dessous par ordre alphabétique.

** Allusion aux théories de Platon.

CÉSAR (101-44 av. J.-C.) – Patricien d'une antique famille et neveu de Marius, sa vie mouvementée et close brutalement par son assassinat ne lui a guère laissé le temps de bâtir une œuvre littéraire importante. Acteur de tout premier plan de la conquête des Gaules et des guerres civiles, il a néanmoins rédigé ses Mémoires (*Commentai*-[p. 355] *res*) sur ces épisodes de l'histoire républicaine. Si son style est rigoureux et précis et comporte parfois des observations ethnographiques sur les peuples qu'il conquiert, la nécessité dans laquelle il se trouve de justifier ses choix politiques ne fait pas de lui un observateur impartial des conflits politiques qu'il décrit.

CICÉRON (106-43 av. J.-C.) – Singulier personnage que Cicéron ! C'est un homme de contrastes : dévoué à l'État (mais *quel* État ?) et prompt à satisfaire ses intérêts personnels ; d'un incontestable courage à certains moments de l'histoire du régime, mais aussi capable, par lâcheté, de toutes les trahisons et palinodies ; fin lettré et juriste, philosophe de talent, mais d'une naïveté qui pourrait parfois lui faire pardonner une vanité à toute épreuve. Admiration ou mépris, il est impossible de choisir lorsqu'on se trouve en face de notre personnage : il mérite tour à tour ces deux sentiments. Notons pour être juste que nous disposons à son sujet de documents aussi intéressants pour l'historien que redoutables pour leur auteur : toutes ses œuvres de philosophie, politique, rhétorique et poésie ; mais également ses discours politiques, ses plaidoyers... et sa correspondance privée. Peu d'hommes politiques – car Cicéron en fut un de tout premier rang – sortiraient indemnes d'un procès où les jurés disposeraient de tant de pièces : des œuvres théoriques, mais aussi des discours de propagande, et des documents réservés à ses intimes. Dès lors, comment ne pas déceler les petites et les grandes trahisons, les contradictions, les hésitations ? Cette nécessaire mise au point faite, essayons de mieux le connaître.

Cicéron est né dans une famille aisée de la bourgeoisie provinciale italienne. Son père lui fait donner à Rome une très bonne éducation auprès des meilleurs orateurs et juristes de son temps. Dès ses premiers plaidoyers, mais surtout depuis son accusation contre Verrès, le gouverneur corrompu de Sicile (en 70 av. J.-C.), il est célèbre... et riche. Au moins ne doit-il sa gloire et sa fortune qu'à ses talents : à la différence des descendants de la vieille noblesse sénatoriale, il s'est donné plus que la peine de naître. Lors du conflit entre César et Pompée, il commet l'erreur de choisir le parti pompéien. César le lui pardonne, mais Cicéron juge plus prudent de prendre une semi-retraite, dont il sort à la mort du dictateur (44 av. J.-C.). Là encore, il commet une erreur qui lui sera cette fois-ci fatale : il pense jouer Octave contre Antoine. Malheureusement pour lui, ces adversaires se réconcilient, Octave l'abandonne à la vengeance d'Antoine, qui le fait assassiner.

Toute son expérience d'homme politique (il a exercé les plus hautes charges de l'État), son habileté oratoire, son intelligence n'ont donc pas suffi à lui éviter le sort tragique de tant d'hommes qui ont vécu lors de cette époque troublée. Peut-être est-ce là la vraie malchance de Cicéron : né un demi-siècle plus tard, il aurait sans doute pu mieux accorder sa vie, son époque et ses idées.

Politiquement, Cicéron est un conservateur : certaines phrases et jugements sans appel que j'ai cités dans ce livre empêchent de le créditer du minimum de compassion et de tolérance à l'égard des plus humbles que doit posséder ce que nous appellerions aujourd'hui un homme de gauche. Rarement au contraire on trouvera un pareil mépris pour la "pouillerie". Mais là aussi notre jugement doit être nuancé : défenseur bienveillant envers les riches d'un État hiérarchisé, il n'est pas pour autant réactionnaire. Ce qu'il souhaite, c'est amener la vieille [p. 356] noblesse du Sénat à comprendre que les temps ont changé, et qu'une alliance avec la bourgeoisie – cette bourgeoisie dont il est issu – est la seule solution pour sauver le régime. Ce programme est naturellement dépassé, mais dans son grand traité sur l'État (*De Republica*), Cicéron a l'intuition imparfaite du nouveau régime qu'instaurera Octave : la République ne pouvait subsister que "guidée" par un homme vertueux et sage, qui serait comme son tuteur et son intendant. C'est toute l'équivoque de la théorie du Principat, dont Auguste allait donner rapidement sa propre interprétation pratique, après avoir abandonné son auteur aux glaives des hommes de main d'Antoine.

DENYS (d'Halicarnasse) – Il a vécu à Rome au premier siècle ap. J.-C. C'est le premier historien grec qui ait écrit une histoire purement romaine (*les Antiquités Romaines*). Il entendait montrer que les Romains, destinés à l'empire du monde, étaient les véritables héritiers des Grecs. Son œuvre ne nous est parvenue que mutilée (ce qui en subsiste couvre la période des origines à 264 av. J.-C.), mais la qualité documentaire de ses sources nous la rend très précieuse.

JUVENAL (60-130/140 ap. J.-C.) – Fils adoptif d'un riche affranchi, ancien tribun militaire, Juvénal subsiste difficilement à Rome en y donnant des leçons de rhétorique. Ses *Satires* portent la trace des conditions de vie difficiles qui furent les siennes, ce qui explique ses fréquentes descriptions des misères des clients.

MARTIAL (38-104 ap. J.-C.) – Né d'une famille aisée et assez heureux pour jouir de la protection de hauts personnages à Rome, Martial eut une vie beaucoup plus facile que celle de Juvénal. Poète domestique, sinon de cour, ses *Épigrammes* sont écrits dans un ton souvent sarcastique. Comme Juvénal, c'est avant tout un observateur de la vie quotidienne du petit peuple de Rome dont il nous permet de faire une lecture très vivante. Mais son genre de vie en fait plutôt un membre de la bourgeoisie lettrée : il fréquente les plus grands personnages, possède une maison à Rome et une propriété offerte par une de ses admiratrices, où il se retirera, non sans regretter un peu la vie animée de la capitale.

PLATON (428-347 av. J.-C.) – Disciple de Socrate, Platon, comme son élève Aristote et pour les mêmes raisons, voyagea beaucoup. Sa carrière politique est une suite d'échecs : chassé d'Athènes et condamné à mort par le régime démocratique, il est profondément déçu par les monarques dont il espérait faire (comme plus tard Voltaire et Frédéric de Prusse) des "despotes éclairés". Son œuvre de philosophie politique porte la trace de ces échecs. C'est un irréductible adversaire de la démocratie – dont il n'a personnellement connu qu'une version tardive et abâtardie – à laquelle il reproche principalement d'être le gouvernement

des incapables. Pour lui, le meilleur régime est celui où les dirigeants appartiennent à l'aristocratie du savoir, formée et sélectionnée par une longue, austère et rigoureuse éducation. Sa méthode de raisonnement est beaucoup moins moderne que celle de son élève Aristote : Platon reste avant tout un idéaliste.

PLAUTE (254-184 av. J.-C.) – Plaute ne doit pas sa célébrité à sa naissance : d'humble origine provinciale, il est machiniste de théâtre, meunier, commerçant failli. Mais la fréquentation du monde du spectacle l'incite à écrire des pièces de théâtre : parvenu à la quarantaine, il est célèbre. Molière devait plus tard souvent s'inspirer de cet auteur [p. 357] comique. Car c'est avant tout de comédies qu'il s'agit : écrites dans un style vif et enlevé pour un public populaire, elles sont pleines d'allusions aux mœurs romaines et concernent toutes les classes de la société. Elles constituent à ce titre une mine de renseignements pour l'histoire sociale de la République.

PLINE (l'Ancien) – Passionné de sciences naturelles, Pline l'Ancien meurt lors de l'éruption du Vésuve qui ensevelit Pompéi et Herculaneum en 79 ap. J.-C. pour s'en être trop rapproché afin de l'observer et de porter secours aux sinistrés. Chevalier, avocat, il fut aussi un haut fonctionnaire et homme de confiance de l'empereur Vespasien.

PLUTARQUE (45-125 ap. J.-C.) – Auteur grec qui vécut à Rome, Plutarque n'est pas un véritable historien, car ses objectifs sont surtout d'ordre moralisateur. Ses *Biographies parallèles*, consistant à comparer l'histoire d'hommes célèbres contiennent néanmoins nombre de renseignements... à utiliser seulement après les avoir lus avec beaucoup de précautions.

POLYBE (200-125/120 av. J.-C.) – Est au contraire un historien de tout premier plan : hélas nous ne possédons que les cinq premiers livres complets de son Histoire (ils couvrent la période de 264 à 216 av. J.-C.), et des fragments des trente-cinq autres livres. Né dans une illustre famille grecque d'Achaïe, il est déporté à Rome après la conquête, mais a la chance de devenir le protégé et l'ami du tout puissant clan des Scipion. Il acquiert ainsi de l'histoire romaine une connaissance puisée aux meilleures sources. Comme Thucydide, il recherche les causes, et, pour la première fois, établit une classification logique des lois de la causalité appliquées à l'histoire. Malheureusement, c'est un isolé qui ne fit pas école. Son œuvre marque sans doute le plus haut point atteint par l'esprit scientifique grec.

SALLUSTE (87-35 av. J.-C.) – Avant de l'écrire, Salluste tente d'abord de faire l'Histoire... sans succès. Démocrate, il s'oppose à Cicéron, et est exclu du Sénat. Il choisit alors le parti de César, ce qui le condamne à l'inactivité politique après la mort du dictateur, car il meurt trop tôt pour connaître le triomphe d'Octave. Encore faut-il ajouter à ces aléas sa défaite militaire en Dalmatie et le pillage qu'il effectue en Afrique après y avoir été nommé gouverneur. Acteur malheureux de son temps, il l'a cependant bien compris et tente d'expliquer les faits en profondeur. Attentif aux problèmes sociaux, bon psychologue, il dénonce sans relâche les vices et l'égoïsme de l'oligarchie, fidèle en cela à ses engagements

politiques. Au moins eut-il la chance d'écrire son œuvre dans les splendides jardins (*horti Sallustiani*) qu'il possédait sur le Quirinal.

TITE-LIVE (59 av. J.-C.-17 ap. J.-C.) – Les 142 livres de son *Histoire de Rome* (*Ab Urbe Condita*) sont la bible des historiens de la République. Tite-Live l'a voulue d'une ampleur exceptionnelle : depuis les origines jusqu'au siècle d'Auguste. Hélas, comme pour Denys et Polybe, cette œuvre ne nous est parvenue que gravement mutilée : après 167 av. J.-C., nous n'en avons que des abrégés (*Periochae*). Elle est néanmoins irremplaçable par son étendue, et les données dont font état les 10 premiers livres – heureusement intacts – qui couvrent la période des origines jusqu'en 293, sur laquelle nous possédons par ailleurs si peu de sources littéraires. On lui a longtemps reproché – à tort – de ne faire état que de légendes sur l'origine de Rome. Nous ne pouvons aujourd'hui que nous féliciter de son objectivité. Plutôt que d'inventer, Tite-Live préfère simplement citer les documents qu'il a à sa disposition. Donnant une leçon d'honnêteté que beaucoup d'historiens, par la suite, ne suivront pas, il s'en explique ainsi : "Je ferais bien des recherches s'il y avait moyen d'atteindre la vérité, mais l'antiquité des événements nous la dérobe, et il faut bien s'en tenir à la Tradition".

Nous savons maintenant, notamment grâce à l'archéologie, combien cette Tradition a fidèlement préservé et transmis le "noyau dur" des faits. Dans la même ligne, Tite-Live est toujours respectueux des idées des différents partis et personnages : de façon quasi-systématique il expose toujours les arguments de tous les protagonistes d'un conflit ou d'un débat, même ceux qu'à titre personnel il désapprouve.

Profondément honnête et bien documentée, son œuvre s'inscrit cependant dans une certaine ligne politique : il s'agit d'une histoire nationale et patriotique, correspondant à l'idéal de rénovation prôné par Auguste. C'est d'ailleurs un familier de l'Empereur, qui eut assez d'intelligence pour ne pas lui tenir rigueur de ses anciennes sympathies pour le parti pompéien et de son attachement aux valeurs républicaines, et le fit bénéficier de sa protection.